

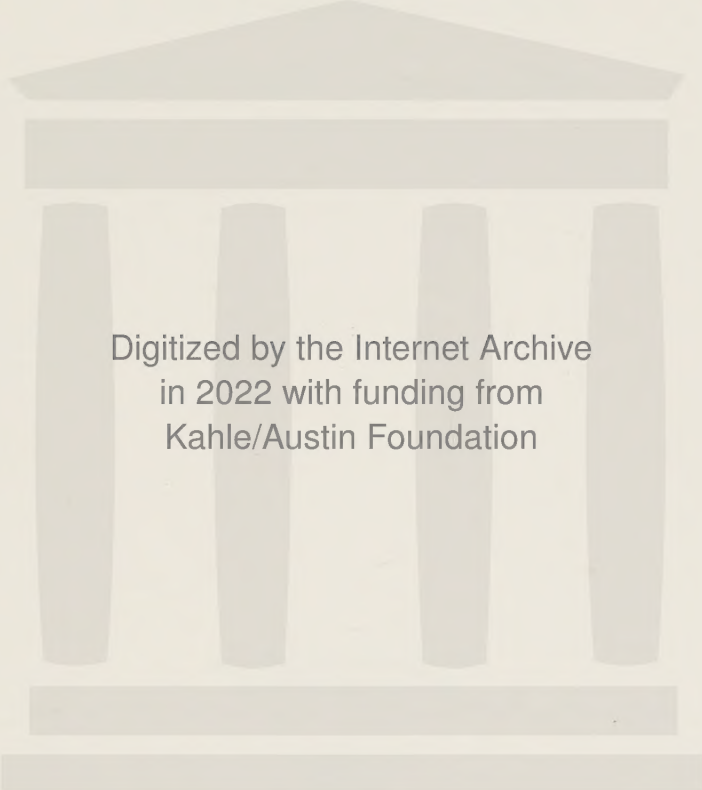
JEREMY SCAHILL

BLACKWATER

L'ASCENSION DE L'ARMÉE PRIVÉE
LA PLUS PUISSANTE DU MONDE



ACTES SUD
questions de société



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

BLACKWATER

BLACKWATER

*L'ascension de l'ermite jésuite
la plus fameuse des monts*

Traduit de l'anglais (1884) par Edgar Allan Poe
et Arthur Conan Doyle

Ouvrage traduit avec le concours
du Centre national du livre

Titre original :
Blackwater
The Rise of the World's Most Powerful Mercenary Army
Editeur original :
Nation Books, New York, NY
© Jeremy Scahill, 2007-2008
Publié avec l'accord de Roam Agency et de l'agence Eliane Benisti

© ACTES SUD, 2008
pour la traduction française
ISBN 978-2-7457-7827-7

Photographie de couverture : *un hélicoptère de Blackwater, Bagdad, 1985*

© Yuri Cortez/AFP

Jeremy Scahill

BLACKWATER

*L'ascension de l'armée privée
la plus puissante du monde*

Traduit de l'anglais (USA) par Chloé Baker
et Adèle David

ACTES SUD

NOTE DE L'ÉDITEUR

Nous remercions l'auteur de nous avoir permis d'utiliser les ajouts et modifications de l'édition de poche, parue en juin 2008 aux éditions Nation Books, ainsi que d'avoir consenti à ce que nous nous référions à la version allemande, parue aux éditions Kunstmann, légèrement abrégée par Susanne Eversmann, que nous remercions également.

Les chapitres 10 à 12 ainsi que l'épilogue et les notes ont été traduits par Adèle David.

M.W.

SOMMAIRE

LE VISAGE DE BLACKWATER	11
Introduction : DIMANCHE SANGLANT À BAGDAD	13
Tendance meurtrière	18
“Blackwater fournit un précieux service”	22
Prince de la colline	28
“Rien de ce que vous direz ne pourra être retenu contre vous”	37
“Crimes de guerre” et “homicides extrajudiciaires”	46
“Si le gouvernement ne veut pas qu’on le fasse, on ira faire autre chose”	50
La guerre c’est du business. Le business c’est bien	53
1. AFFAIRES MORTELLES	59
2. LE PETIT PRINCE	73
3. LES DÉBUTS DE BLACKWATER	89
4. FALLOUJA	111
5. PROTÉGER L’HOMME DE BUSH À BAGDAD	119
6. L’EMBUSCADE	137
Massacrés “comme des moutons”	144
“Nous amènerons la paix à Fallouja”	149
7. NADJAF, LE 4 AVRIL 2004	159
04/04/04	163
8. “EN SOUVENIR DES AMÉRICAINS DE BLACKWATER”	171
Une punition collective	175
9. M. PRINCE SE REND À WASHINGTON	177
Les lobbyistes de Blackwater	179
Kafka en Irak	190
Nouvelle embuscade	193

10. LA MER CASPIENNE : LA RUÉE VERS L'OR NOIR	201
Blackwater entre en scène	206
11. BLACKWATER SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE	213
Blackwater se tourne vers la Colombie	221
"Business as usual"	225
12. DES CONTRATS CONTESTÉS	229
La chute du Blackwater 61	235
Une curieuse division d'aviation	240
13. AU SERVICE DE BLACKWATER	245
Joseph E. Schmitz, combattant chrétien	251
14. LES ESCADRONS DE LA MORT, LES MERCENAIRES ET "L'OPTION SALVADOR"	261
"Ce genre de sécurité continue à être nécessaire"	265
15. BLACKWATER À "BAGDAD-SUR-BAYOU"	269
Blackwater et la frontière	279
16. "LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE"	285
Le rêve du Darfour	287
Blackwater et le lion endormi	299
L'exemple sud-africain	302
Greystone	307
"Les chevaliers de la table ronde"	312
Epilogue : BLACKWATER ET L'APRÈS-BUSH	317
Le "supermarché" du gouvernement	318
A la conquête de nouveaux marchés : le Grizzly et le Polar 400	321
La face cachée de Blackwater	324
"Je dors du sommeil du juste"	329
NOTES	337
REMERCIEMENTS	389

LE VISAGE DE BLACKWATER

2 octobre 2007, Washington

Eric Prince, le propriétaire de l'entreprise Blackwater, trente-huit ans, le visage poupin, s'avança d'un pas assuré dans la salle d'audience royalement décorée du Congrès et fut immédiatement assailli par une foule de paparazzi. Les flashes crépitèrent et plusieurs personnes se retournèrent dans la salle pleine à craquer. L'homme aux commandes d'une petite armée de mercenaires était flanqué non pas de son escouade d'élite d'ex-SEAL de la Marine (*Sea-Air-Land*, commando Mer-Air-Terre) et d'opérateurs des Forces spéciales, mais d'une armée de juristes et de conseillers. En l'espace de quelques minutes, son image allait être diffusée à travers le monde, y compris sur les écrans des télévisions partout en Irak, où la fureur contre ses hommes ne cessait de croître. Sa société était maintenant tristement célèbre, et pour la première fois depuis le début de l'occupation, elle avait un visage.

C'était un événement auquel Prince s'était longtemps opposé. Avant cette belle journée d'octobre à Washington en 2007, il s'était tenu loin des projecteurs, et son personnel était bien connu pour chasser les photographes indiscrets. Quand Prince apparaissait en public, c'était presque exclusivement lors de conférences militaires, où son rôle était d'exalter les vertus de sa société et son travail pour le gouvernement américain, qui consistait en partie à assurer la sécurité des responsables les plus haïs en Irak. Depuis le 11 septembre, Blackwater s'était développée au point d'occuper une place prédominante dans le dispositif de la "guerre contre la terreur", et ses contrats avec le gouvernement fédéral avaient atteint plus d'un milliard de dollars. Ce jour-là, l'homme aux commandes d'une force à l'avant-garde de la guerre offensive de l'Administration Bush en Irak était sur la défensive.

Peu après dix heures du matin, le 2 octobre, Prince prêtait serment en tant que témoin principal de l'audience publique de la Commission de contrôle et de réforme gouvernementale de la Chambre des représentants présidée par Henry Waxman. L'ex-SEAL de la Marine, musclé et rasé de près, portait un complet bleu, très chic, sur mesure, plus BCBG que fournisseur de cow-boys. Sur le bureau devant la chaise de Prince figurait un simple morceau de papier où on lisait : "Mr. Prince". Les républicains avaient tenté de faire ajourner la séance en protestant avant qu'elle ne commence, en vain. Comme toujours avec Waxman, l'affaire avait été annoncée de façon neutre et particulièrement discrète : "Audience au sujet de la sous-traitance de la sécurité privée en Irak et en Afghanistan." Mais la raison de la présence de Prince à Capitol Hill ce jour était bien précise et très politisée. Deux semaines auparavant, ses hommes, les soldats privés de Blackwater, s'étaient retrouvés au cœur de l'action mercenaire la plus meurtrière depuis le début de l'occupation de l'Irak, un incident qui d'après un responsable militaire américain pourrait avoir des conséquences "pires qu'Abu Ghraib". Il s'agissait d'un massacre que certains avaient surnommé le "dimanche sanglant à Bagdad".

Introduction

DIMANCHE SANGLANT À BAGDAD

Le 16 septembre 2007, vers 13 h 08, place Nisour, à Bagdad, en Irak, par une journée de grosse chaleur moite et une température proche des 38 degrés. Un convoi de Blackwater, lourdement armé, débouche dans ce carrefour embouteillé du quartier Mansour. Ce quartier de Bagdad, autrefois très huppé, conserve encore quelques boutiques, cafés et galeries d'art comme vestiges de jours meilleurs. La sinistre caravane est composée de quatre gros véhicules blindés "Mamba", fabriqués en Afrique du Sud, et équipés sur le toit de mitrailleuses de 7,62 mm¹. Sous l'occupation, la police irakienne bloquait régulièrement la circulation afin de laisser la priorité aux VIP américains, roulant en convois à tombeau ouvert et protégés par des soldats privés armés jusqu'aux dents. Les responsables américains vous diraient que c'était pour éviter les attaques des insurgés contre les convois américains. En fait, le plus souvent, la police irakienne protégeait les civils irakiens qui risquaient de se voir tirer dessus pour s'être trop approchés des dirigeants de l'occupation étrangère, personnalités les plus cotées du pays.

Ce jour-là, au moment où le convoi de Blackwater arrivait sur la place, Ahmed Hathem al-Rubaie, un jeune étudiant en médecine irakien, conduisait sa mère, Mahasin, dans un break Opel blanc. Il venait de déposer son père, Jawad, pathologiste réputé, près de l'hôpital où il travaillait. Ils devaient ensuite faire quelques courses et chercher un dossier de candidature à la faculté pour la sœur d'Ahmed, avant de passer récupérer Jawad. Mais le destin avait voulu qu'ils se retrouvent bloqués près de la place Nisour. Les Rubaies étaient musulmans pratiquants, et observaient le jeûne pendant le mois du Ramadan. Ahmed, en troisième année de médecine pour devenir chirurgien, était polyglotte et passionné

de foot. Il avait la médecine dans le sang. Sa mère, qui l'accompagnait donc ce jour-là, était également médecin, allergologue. Son père, Jawad, explique que sa famille aurait pu quitter l'Irak, mais ils pensaient que le pays avait besoin d'eux : "Ça me fait mal quand je vois les médecins quitter le pays²."

Ali Khalaf Salman, un agent de la circulation en service ce jour-là sur la place Nisour, garde un souvenir très précis du moment où le convoi de Blackwater s'engagea dans le carrefour. Lui et ses collègues en service durent se précipiter pour arrêter en urgence la circulation. Alors que le convoi de Mambas arrivait sur la place, il fit subitement demi-tour pour s'engager à contresens dans une rue à sens unique³. Khalaf vit le convoi s'arrêter brusquement puis, dit-il, un grand Blanc moustachu, juché sur la troisième Mamba du convoi de Blackwater, se mit à tirer "au hasard"⁴.

L'agent de police Khalaf regarda vers la rue Yamourk d'où provenaient les tirs, et entendit une femme hurler : "Mon fils! Mon fils⁵!" Il se mit à courir vers cette rue. Dans une voiture, une femme d'une cinquantaine d'années tenait dans ses bras un homme d'une vingtaine d'années, couvert de sang. On lui avait tiré une balle dans le front. "J'ai essayé d'aider le jeune homme, mais sa mère ne voulait pas le lâcher", se souvient Khalaf⁶. Un autre policier irakien, Sarhan Thiab, courut également jusqu'à la voiture. "On a essayé de l'aider", dit-il. "J'ai vu que le côté gauche de sa tête était déchiqueté et sa mère pleurait en criant : «Mon fils! Mon fils! Aidez-moi, aidez-moi⁷!»"

L'agent Khalaf se souvient avoir tenté d'attirer l'attention des tireurs de Blackwater : "J'ai levé ma main gauche pour faire signe au convoi d'arrêter de tirer⁸." Il pensait que ces hommes cesseraient de tirer quand ils constateraient la présence d'un agent de police⁹. Le corps du jeune homme occupait toujours le siège du conducteur de la voiture à boîte automatique et soudain, alors que Khalaf et Thiab n'avaient pas bougé, la voiture se mit en route, peut-être parce que le pied du mort était resté sur l'accélérateur¹⁰. Des gardes de Blackwater racontèrent qu'ils avaient d'abord tiré parce que la voiture allait trop vite et refusait de s'arrêter. Une affirmation contestée par des dizaines de témoins¹¹. Des photos aériennes démontrèrent plus tard que la voiture ne s'était pas encore engagée dans le carrefour lorsque le garde de Blackwater lui tira dessus¹² et le *New York Times* rapporta que "la voiture dans laquelle les premières personnes furent tuées ne s'était pas encore approchée du convoi de Blackwater quand le conducteur irakien

reçut une balle dans la tête et perdit le contrôle de son véhicule¹³". Thiab explique : "J'ai essayé de faire des signes de la main pour que les hommes de Blackwater comprennent que la voiture avançait d'elle-même et qu'on tentait de l'arrêter. On essayait de faire sortir la femme, mais on a dû courir pour se mettre à l'abri¹⁴."

Khalaf se souvient d'avoir hurlé : "Ne tirez pas, s'il vous plaît¹⁵!" Mais alors qu'il se tenait debout, la main levée, un tireur du quatrième véhicule du convoi ouvrit le feu sur la mère agrippée à son fils. Elle fut tuée net sous les yeux de Khalaf et Thiab¹⁶. "Certains morceaux de sa tête ont été projetés jusque devant moi", dit Thiab. "Immédiatement, ils ont ouvert le feu avec toute l'artillerie¹⁷." En quelques instants, selon Khalaf, ils tirèrent tellement de balles sur la voiture avec de "grosses mitrailleuses" qu'elle explosa, et les flammes engloutirent les corps en fusionnant les chairs¹⁸. "Les quatre véhicules ont ouvert le feu dans toutes les directions, et ils ont tiré et tué tous ceux qui se trouvaient dans les voitures en face d'eux ainsi que des passants", se souvient Thiab. "Quand les tirs ont cessé, on a regardé autour de nous. Une quinzaine de voitures avaient été détruites et des corps jonchaient le trottoir et la rue¹⁹." Lorsque des enquêteurs américains demandèrent plus tard à Khalaf pourquoi il n'avait pas tiré sur les hommes de Blackwater, il leur répondit : "Je n'étais pas autorisé à tirer, et mon boulot, c'est de gérer la circulation²⁰."

Les victimes furent plus tard identifiées : Ahmed Hathem al-Rubaie et sa mère, Mahasin. Le père d'Achmed, Jawad, avait un frère, Raad, qui travaillait dans un hôpital à proximité de l'endroit où avait eu lieu la fusillade et où furent emmenées les victimes. "Il a entendu les coups de feu", raconte Jawad. "C'était une bataille, un combat, une guerre. Et bien sûr, ça ne lui a pas effleuré l'esprit que ma femme et mon fils puissent être parmi les victimes de l'incident²¹." Raad "est allé à la morgue et le responsable l'a informé qu'ils avaient reçu seize corps, les victimes de l'incident. Ils étaient tous identifiés, identifiables, sauf deux. Deux corps complètement brûlés... Ils étaient placés dans des sacs en plastique noir²²". Raad se douta qu'il pouvait s'agir d'Achmed et Mahasin mais, dit-il, "mon cœur ne voulait pas l'entendre²³". Il alla en voiture avec sa femme jusqu'à la place Nisour, où ils trouvèrent un break blanc calciné. La voiture n'avait plus de plaque d'immatriculation, mais la femme de Raad trouva son empreinte dans le sable de la route. Raad appela Jawad et lui communiqua les chiffres que sa femme avait pu lire, confirmant ainsi ses pires craintes²⁴.

Jawad se précipita à la morgue. Il découvrit les corps carbonisés. Il identifia sa femme grâce à son bridge et son fils par les restes d'une de ses chaussures²⁵. En tout, dit Jawad, il y avait environ quarante trous de balles dans la carrosserie²⁶. Il dit n'être jamais allé récupérer le véhicule, car il voulait en faire "un mémorial de l'événement douloureux causé par des gens venus soi-disant pour nous protéger²⁷".

L'attaque contre la voiture d'Ahmed et de Mahasin avait dégénéré en massacre, faisant 17 morts irakiens et plus de 20 blessés.

Après l'explosion de l'Opel, le bruit des rafales continua de retentir sur la place Nisour alors que les gens fuyaient pour se mettre à l'abri des tirs. Des témoins affirment que les tirs ne provenaient non seulement des quatre Mambas, mais aussi des hélicoptères Little Bird de Blackwater. "Ce sont les hélicoptères qui ont abattu le chauffeur d'une Volkswagen et blessé un passager" qui parvint à s'échapper en "sautant de sa voiture en marche²⁸". Des témoins décrivirent une scène terrifiante, les gardes de Blackwater tirant à l'aveuglette sur la foule. "C'était un vrai film d'horreur, dit Khalaf²⁹." "C'était effroyable", ajouta Zina Fadhil, une pharmacienne âgée de vingt et un ans qui survécut à l'attaque. "Tant de personnes innocentes ont été tuées³⁰."

Un autre agent de police, Hussam Abdul Rahman, rapporta que les personnes qui essayaient de fuir de leurs véhicules étaient prises pour cible. "Ils tiraient immédiatement sur tous ceux qui quittaient leur voiture", dit-il³¹.

"J'ai vu des femmes et des enfants sauter de leurs voitures et se mettre à ramper sur la route afin d'échapper aux balles", relate un avocat irakien, Hassan Jabar Salman, blessé de quatre balles dans le dos lors de l'incident. "Mais les tirs continuaient et plusieurs ont été tués. J'ai vu un garçon d'environ dix ans sauter de peur d'un minibus et recevoir une balle dans la tête. Sa mère l'appelait en hurlant. Elle sauta du minibus pour le rattraper et fut également abattue³²."

Salman raconte qu'il roulait derrière le convoi de Blackwater quand celui-ci s'arrêta. Des témoins dirent avoir entendu une espèce d'explosion au loin, mais beaucoup trop loin pour être perçue comme une menace. Salman explique : "Pourquoi ont-ils ouvert le feu?... Je ne sais pas. Personne, je répète, personne, ne leur avait tiré dessus. Les étrangers nous avaient demandé de faire demi-tour et je repartais, il n'y avait aucune raison de tirer³³." Il dit que sa voiture fut touchée douze fois en tout, et lui-même donc par quatre balles dans le dos.

Mohammed Abdul Razzaq et son fils de neuf ans, Ali, se trouvaient dans un véhicule juste derrière Ahmed et Mahasin, les premières victimes de cette journée. “On était six dans la voiture : moi, mon fils, ma sœur, et ses trois fils. Les quatre enfants étaient assis sur la banquette arrière”, dit Razzaq³⁴. Il se souvient que les forces de Blackwater “nous avaient fait signe de nous arrêter, alors nous nous sommes tous arrêtés... C’est un quartier calme, je pensais que ça allait être comme d’habitude, qu’on allait s’arrêter un moment pour laisser passer les convois. Peu après, ils ont ouvert le feu aveuglément sur toutes les voitures, sans exception³⁵”. Il se souvient “qu’une trentaine de balles ont été tirées” sur sa voiture. “Rien n’avait été épargné : le moteur, le pare-brise, la vitre arrière et les pneus étaient touchés³⁶. Quand les tirs ont commencé, j’ai demandé à tout le monde de baisser la tête. J’entendais les enfants crier de peur. Quand les tirs se sont arrêtés, j’ai levé la tête et j’ai entendu mon neveu hurler, «Ali est mort, Ali est mort³⁷!»”

“Mon fils était assis derrière moi”, poursuivit-il. “Il avait reçu une balle dans la tête et il y avait des bouts de cervelle partout à l’arrière de la voiture³⁸. Quand je l’ai pris dans mes bras, sa tête était gravement blessée, mais son cœur battait encore. J’ai pensé qu’il y avait une chance et je l’ai emmené d’urgence à l’hôpital. Le docteur m’a dit qu’il était cliniquement mort et qu’il avait peu de chance de survivre. Une heure plus tard, Ali est mort³⁹.” Razzaq retourna plus tard sur les lieux, ramassa avec ses mains les morceaux du crâne et de la cervelle de son fils, les enveloppa dans du tissu et les emporta pour les inhumer dans la ville sainte chiite de Nadjaf. “J’ai encore l’odeur de son sang sur mes doigts”, disait Razzaq, deux semaines après la mort de son fils⁴⁰.

En tout, la fusillade aurait duré une quinzaine de minutes⁴¹. Des responsables américains indiquèrent, trahissant du même coup leur perte de contrôle sur la situation, “qu’un ou plusieurs” gardes de Blackwater avaient imploré leurs collègues d’arrêter de tirer⁴². Un officier supérieur affirma au *New York Times* qu’on aurait crié à plusieurs reprises : “«Cessez le feu!»... et qu’il y avait des divergences d’opinion sur place⁴³.” A un moment donné, un garde de Blackwater aurait braqué une arme sur un de ses collègues. “C’était une situation impossible”, commente un “contractuel” de Blackwater, comme on appelle ces mercenaires modernes⁴⁴. Selon Salman, l’avocat irakien qui se trouvait sur la place ce jour-là, un homme de Blackwater hurla à son collègue “Non ! Non ! Non !”. L’avocat reçut plusieurs balles dans le dos alors qu’il essayait de s’enfuir⁴⁵.

Selon des témoins, une sorte de bombe fumigène fut lâchée sur la place quand les tirs se firent plus rares, sans doute pour couvrir le retrait des Mambas de Blackwater. C'est une pratique courante des convois de sécurité⁴⁶. Selon d'autres témoins, les hommes de Blackwater auraient tiré des coups de feu en quittant la place. Un officier irakien témoin de la fusillade raconta que "même au moment de partir, ils tiraient au hasard pour dégager la route"⁴⁷.

En quelques heures, la nouvelle du massacre se répandit dans le monde entier, et le nom de Blackwater fut bientôt sur toutes les lèvres. Les dirigeants de la compagnie prétendirent que leurs forces armées avaient été "violemment attaquées"⁴⁸, "avaient agi légitimement et de manière appropriée"⁴⁹ et "avaient défendu de manière héroïque des vies américaines dans une zone de guerre"⁵⁰. "Les «civils» sur qui, selon certaines sources, les professionnels de Blackwater auraient tiré étaient en réalité des ennemis armés"⁵¹. En moins de vingt-quatre heures, la tuerie de la place Nisour déclencha une crise sans précédent entre Washington et le régime mis en place à Bagdad. Car bien que les forces armées privées de Blackwater se soient retrouvées au cœur de la plupart des épisodes les plus sanglants de la guerre, elles avaient dans une large mesure opéré dans l'ombre. Quatre ans après que les premiers soldats de Blackwater eurent foulé le sol irakien, la société se voyait propulsée sous les projecteurs médiatiques. La place Nisour allait rapidement faire d'Erik Prince un objet d'infamie internationale.

TENDANCE MEURTRIÈRE

Malgré les dizaines de milliers de contractuels déployés en Irak, ils n'avaient jamais eu à affronter les conséquences judiciaires de leurs actions meurtrières durant les cinq premières années de l'occupation de l'Irak. Au printemps 2008, aucun d'entre eux n'avait encore été jugé pour crime envers un Irakien. Et ils n'eurent quasiment jamais à affronter de récriminations publiques de la part de responsables irakiens. Au sein de l'Administration Bush, ils étaient soit couverts d'éloges, soit passés sous silence. Au Congrès, la guerre privatisée ne faisait pas de vagues, malgré les efforts des quelques rares parlementaires conscients du danger. Les politiciens pro guerre y faisaient quant à eux très attention, principalement pour procurer encore plus de contrats à ces sociétés privées. Le traitement médiatique des activités mercenaires en Irak était

sporadique et axé sur des incidents isolés. Quasiment personne ne considérait la situation dans son ensemble. Mais après l'incident de la place Nisour, Blackwater et les autres sociétés de mercenaires perdirent ce statut d'immunité qu'ils avaient défendu contre vents et marées.

Bien que la question des forces de sécurité privées en Irak et – Blackwater en particulier – aient fait la une des journaux du monde entier suite à l'affaire de la place Nisour, c'était loin d'être le premier incident meurtrier dans lequel elles étaient impliquées. Mais contrairement aux fois précédentes, le gouvernement irakien pro-américain prit des mesures radicales. Moins de vingt-quatre heures après la fusillade, le ministère de l'Intérieur annonça qu'il expulsait Blackwater du pays; le Premier ministre Nuri al-Maliki qualifia la conduite de la société de "criminelle⁵²". Pour le gouvernement irakien, c'était la goutte d'eau qui avait fait déborder le vase.

Même en imaginant que l'incident de la place Nisour ait été le seul, la colère du gouvernement de Bagdad contre Blackwater aurait été très compréhensible. Mais il s'agissait bien d'une tendance de fond depuis quatre ans, et de plus en plus de meurtres avaient été commis lors de l'année qui précéda l'assassinat de 17 Irakiens à Bagdad. Le fait que ces actes restent impunis provoquait la colère des Irakiens. Les soldats sous contrat semblaient avoir pour slogan : "Ce qui se passe en Irak ne se saura pas ailleurs⁵³." Un contractuel armé avoua au *Washington Post* : "On nous a toujours dit, depuis le début, que si, pour une raison ou une autre, quelque chose arrivait et que la justice irakienne essayait de nous poursuivre, on nous mettrait dans le coffre d'une voiture pour nous sortir du pays en douce, au milieu de la nuit⁵⁴."

C'est apparemment ce qui se passa après un autre incident fatal impliquant Blackwater. La veille de Noël 2006, dans l'enceinte de la Zone verte fortifiée, Andrew Moonen⁵⁵, contractuel de Blackwater en permission, venait de quitter une fête. Des témoins racontent qu'il marchait, saoul, dans le quartier de la "Petite Venise" de la Zone verte⁵⁶ quand il croisa Raheem Khalif, un des gardes du corps irakien du vice-président Adil Abdul-Mahdi⁵⁷. "Entre 22 h 30 et 23 h 30, le soldat de Blackwater, armé d'un pistolet Glock 9 mm, franchit un portail près de l'enceinte du Premier ministre irakien lorsqu'il se retrouva confronté au garde irakien de service", d'après une enquête du Congrès américain. "Le contractuel américain tira plusieurs fois, touchant à trois reprises le garde avant de s'enfuir⁵⁸."

Des responsables de Blackwater confirmèrent qu'en quelques jours, à la demande de Washington, ils firent sortir en urgence le contractuel privé d'Irak⁵⁹. Les autorités irakiennes qualifièrent cet incident "d'assassinat⁶⁰". Les dirigeants de Blackwater affirmèrent que le soldat avait été renvoyé, mais début 2008 Moonen n'avait toujours pas répondu de son crime. Un an après l'incident, Erik Prince précisa que Blackwater avait fait résilier le certificat de sécurité de ce contractuel, ce qui, selon Prince, signifiait qu'il "ne pourrait plus jamais travailler sous ces conditions pour le gouvernement américain" ou bien que c'était "très, très improbable⁶¹". Mais quelques semaines après ce tragique incident, Moonen retourna pour le compte d'une autre société au Moyen-Orient avec un contrat du gouvernement américain en poche⁶².

Le parlementaire délégué Dennis Kucinich, membre de la Commission du contrôle et de réforme gouvernementale, suggéra que les responsables de Blackwater, en facilitant l'exfiltration de Moonen du territoire irakien "devenaient les instruments... qui permettent à un meurtrier de fuir la justice⁶³". Après la fusillade, selon un message de l'ambassade américaine à la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, le vice-président irakien Abdul-Mahdi essaya d'étouffer l'affaire car il pensait que "les Irakiens ne comprendraient pas qu'un étranger puisse tuer un des leurs puis retourner, libre, dans son propre pays⁶⁴".

Six semaines plus tard, le 7 février, un tireur de Blackwater toucha mortellement à la tête un garde du Réseau des médias irakiens (*Iraki Media Network*) financé par l'Etat. Il tira ensuite sur deux autres gardes qui répondaient à ses premiers coups de feu⁶⁵. Le gouvernement irakien enquêta sur l'incident, ainsi que le Réseau des médias qui en tira les conclusions suivantes : "Le 7 février, des membres de Blackwater ouvrirent le feu depuis le toit du bâtiment du ministère de la Défense, volontairement et sans aucune provocation, touchant et tuant trois membres de notre équipe de sécurité en service dans l'enceinte du complexe du Réseau des médias⁶⁶." Mais le gouvernement américain, ne se fiant qu'aux informations fournies par Blackwater, conclut que les actes menés par le tireur "entraient dans le cadre des règles approuvées sur l'emploi de la force⁶⁷". La direction de Blackwater prétend que ses hommes ont reçu des coups de feu. Des témoins et le gouvernement irakien le contestent. Mais ni l'ambassade américaine ni Blackwater ne prirent la peine d'interroger les témoins irakiens⁶⁸.

En mai 2007, selon le récit de Steve Fainaru et de Saad al-Izzi du *Washington Post*⁶⁹, des gardes de Blackwater se trouvèrent impliqués dans une suite d'actes meurtriers dans un quartier de Bagdad proche du ministère de l'Intérieur irakien. Des soldats de Blackwater tirèrent sur un véhicule irakien qui, selon eux, s'était trop approché de leur convoi. Le chauffeur, un civil, fut tué. Tout comme lors de la fusillade du 16 septembre, des témoins réfutèrent toute provocation. Dans la confusion qui s'ensuivit, les hommes de Blackwater refusèrent de donner leurs noms ou des informations sur l'incident aux autorités irakiennes, provoquant un face-à-face sans issue entre Blackwater et les forces irakiennes, tous les hommes présents étant armés de fusils d'assaut. Cette situation aurait pu dégénérer en bain de sang si un convoi de l'armée américaine n'était pas intervenu. La veille de cet incident, dans un quartier voisin, des hommes de Blackwater s'étaient retrouvés engagés, pendant près d'une heure, dans un combat armé opposant des soldats des forces armées irakiennes à d'autres de l'armée américaine et quatre Irakiens au moins y auraient perdu la vie. Selon des sources américaines, les hommes de Blackwater "avaient fait leur boulot", gardant en vie les membres des autorités qu'ils protégeaient⁷⁰.

L'ambassadeur Ryan Crocker déclara, peu après l'incident de la place Nisour : "C'est moi l'ambassadeur ici, alors c'est moi qui suis responsable... Oui, j'aurais voulu prévoir et corriger certaines choses⁷¹." Mais à ce stade, il était indéniable que la situation devenait réellement critique.

Selon le *Washington Post*, début juin 2007, soit trois mois avant l'incident de la place Nisour, "les problèmes concernant Blackwater étaient remontés jusqu'à l'Agence de renseignements irakienne (*Iraq's National Intelligence Committee*), qui comptait des hauts responsables des renseignements irakiens et américains comme le général de division David B. Lacquement, chef du service des renseignements pour l'armée. Le général de division Hussein Kamal, à la tête du Conseil d'administration des services de renseignements du ministère de l'Intérieur, en appela aux autorités américaines pour recadrer les sociétés de sécurité. Si l'on en croit les notes prises lors de la réunion, les représentants des autorités militaires américaines répondirent à Kamal que Blackwater était sous l'autorité du Département d'Etat et donc hors de leur contrôle. L'enquête était close⁷²".

Les autorités irakiennes prétendirent qu'au moins six incidents meurtriers impliquant Blackwater avaient eu lieu durant cette

année 2007, qui culmina avec le carnage de la place Nisour⁷³. Il y eut en tout dix incidents meurtriers mettant en cause Blackwater entre juin 2005 et septembre 2007⁷⁴. Le 4 février 2007, à côté du ministère des Affaires étrangères, le journaliste irakien Hana al-Ameedi aurait été tué par balle; le 9 septembre 2007, cinq Irakiens seraient morts près d'un bâtiment gouvernemental à Bagdad. Il y eut également, le 12 septembre, une fusillade qui aurait fait cinq blessés à l'est de Bagdad⁷⁵.

“Nous avons essayé à plusieurs reprises de contacter le gouvernement américain, par les voies administratives et diplomatiques, pour nous plaindre de l'implication répétée de gardes de Blackwater dans plusieurs incidents ayant provoqué la mort de nombreux Irakiens”, expliqua Kamal⁷⁶. Mirembe Nantongo, le porte-parole de l'ambassade américaine, déclara cependant : “Nous n'avons pas trace de requête officielle provenant de nos partenaires irakiens nous demandant de clarifier un quelconque incident⁷⁷.” Mais cette déclaration fut contredite par un autre responsable américain, Mathew Degn, qui servit comme agent de liaison au ministère de l'Intérieur irakien jusqu'en août 2007. Degn précisa au *Washington Post* que les autorités irakiennes avaient envoyé une avalanche de requêtes aux autorités américaines et à la direction de Blackwater avant la fusillade du 16 septembre et qu'elles avaient toutes été rejetées. Toujours selon Deng : “Nous avons eu de nombreuses discussions à propos de la frustration du gouvernement irakien concernant Blackwater, mais à chaque fois que des responsables irakiens contactaient le gouvernement américain, c'était en vain⁷⁸.”

“BLACKWATER FOURNIT UN PRÉCIEUX SERVICE”

Le lendemain de la fusillade de la place Nisour, le Département d'Etat américain ordonna que tous les officiers militaires non américains restent au sein de la Zone verte et que l'on fasse cesser les convois. Cet appel éloquent montrait bien à quel point Blackwater figurait au cœur de l'occupation américaine. Comme le dit en plaisantant un observateur irakien : “La Zone verte devient le «Zoo vert⁷⁹».” Le gouvernement irakien, se comportant en cela comme s'il contrôlait le pays, annonça son intention de poursuivre en justice les hommes de Blackwater responsables de ces crimes. “Nous n'abandonnerons aucun des Irakiens tués de sang-froid”,

dit Maliki. “Cette vague de criminalité a fait naître un sentiment de tension et de colère chez tous les Irakiens, y compris au gouvernement⁸⁰.”

Mais s'affranchir de Blackwater ne s'avérerait pas si facile que cela. Quatre jours après avoir été consignés, les hommes de Blackwater étaient de retour dans les rues irakiennes. Après tout, il ne s'agit pas de n'importe quelle entreprise de sécurité en Irak, mais bien de la plus importante société de mercenaires de l'occupation américaine. La firme accéda à ce titre pour la première fois en été 2003, après avoir signé un contrat, sans appel d'offres, de 27 millions de dollars pour assurer la sécurité du lieutenant Paul Bremer, placé à la tête de l'Autorité provisoire de la coalition (*Coalition Provisional Authority*) entre mai 2003 et juin 2004. L'entreprise a ensuite assuré la sécurité de tous les ambassadeurs américains depuis John Negroponte jusqu'à Ryan Crocker. Elle a assuré la protection de Condoleezza Rice lors de sa visite en Irak et celle d'innombrables délégations envoyées en Irak par le Congrès américain. Entre son premier contrat en Irak et fin 2007, Blackwater avait gagné 1 milliard de dollars grâce aux seules missions de “sécurité diplomatique” via le Département d'Etat⁸¹.

La présence de Blackwater dans les rues irakiennes peu de jours après que Maliki ne demande son expulsion symbolisa de façon éclatante l'absence totale de souveraineté irakienne. Maliki se retrouva rapidement soumis à une lourde pression américaine pour qu'il retire ses premières demandes d'expulsion et de poursuite en justice. Rice appela immédiatement le Premier ministre irakien pour lui présenter ses excuses, mais ne manqua pas d'insister en public sur le fait : “qu'ils avaient besoin de protection pour leurs diplomates⁸²”. Quelques jours plus tard, Tasheen Sheikhly, un représentant du gouvernement de Maliki, affirma : “Si cette entreprise est chassée maintenant, il y aura une déficience au niveau de la sécurité qui ne manquera pas d'entraîner un grave déséquilibre de la situation sécuritaire⁸³.” Vu le carnage du 16 septembre, cette affirmation était difficile à accepter.

Dans un revirement manifeste, Maliki accepta de suspendre le jugement sur le statut de Blackwater jusqu'à ce qu'une enquête “conjointe” soit effectuée par les Irakiens et les Américains. Mais il subissait également une pression importante de la part des personnalités politiques et des figures de la résistance qui exigeaient le départ immédiat de Blackwater. Parfaitement conscient de la

situation, Maliki alla jusqu'à qualifier la situation de "grave défi lancé à la souveraineté de l'Irak" qui "ne pouvait être accepté"⁸⁴.

Malgré les tergiversations de Maliki, les dirigeants à Bagdad étaient plus que jamais déterminés à poursuivre en justice les auteurs du carnage de la place Nisour. Une équipe d'enquêteurs, constituée de responsables des ministères de l'Intérieur, de la Sécurité nationale et de la Défense écrivit ainsi dans un rapport préliminaire que "le meurtre de sang-froid de citoyens dans le quartier de Nisour est considéré comme un acte terroriste contre des civils, à l'instar de n'importe quelle opération terroriste"⁸⁵. Mais, comme ce fut le cas avec d'autres incidents meurtriers, les enquêteurs irakiens se plaignirent de n'avoir pas reçu suffisamment d'informations de la part du gouvernement américain et d'avoir été empêchés d'approcher les employés de Blackwater impliqués dans la fusillade. Un responsable de l'armée américaine sembla nier la validité de l'enquête irakienne, disant au *New York Times* : "Seule l'enquête conjointe avec les Irakiens est recevable"⁸⁶.

Les autorités irakiennes annoncèrent néanmoins leur ferme intention de porter plainte contre les hommes de Blackwater impliqués dans la fusillade et le rapport des ministères irakiens enfonçait le clou : "Les criminels comparaitront devant la justice irakienne"⁸⁷. Abdul Sattar Ghafour Bairaqqdar, membre du Conseil judiciaire suprême de l'Irak, la plus haute juridiction du pays, déclara : "Cette entreprise est soumise à la loi irakienne, et le crime a été commis sur le territoire irakien, aussi cette affaire est-elle du ressort de la justice irakienne"⁸⁸.

Malheureusement, les choses n'étaient pas si simples.

Le 27 juin 2004, la veille du jour où il quitta furtivement Bagdad, Bremer émit un décret, l'Ordre 17⁸⁹. Cette directive accordait une immunité totale aux contractuels privés travaillant pour les Etats-Unis en Irak en empêchant le gouvernement irakien de les faire juger devant des cours irakiennes. Le moment choisi pour sortir ce décret semblait curieux, étant donné que Bremer quittait l'Irak après avoir soi-disant "transmis la souveraineté" au gouvernement irakien. L'immunité conférée par l'Ordre 17 est encore en vigueur de nos jours, tout comme lors du carnage de la place Nisour. Des représentants de l'industrie et des autorités américaines ont longtemps argumenté sur le fait que l'Irak ne bénéficiait pas de système juridique stable et équitable à même de juger des contractuels privés étrangers. Que cette affirmation soit justifiée ou non, on peut penser que si les Etats-Unis avaient

pris au sérieux les crimes commis par des contractuels, ils auraient cherché d'autres voies pour faire traduire les meurtriers devant la justice ou pour les sanctionner, ne serait-ce que pour montrer aux Irakiens qu'ils prenaient en considération leurs griefs et leur indignation. Mais il s'avère qu'aucun contractuel armé, travaillant pour Blackwater ou pour toute autre entreprise, n'a jamais été inculpé ou traduit devant une cour pour un quelconque crime commis contre un Irakien. Par conséquent, ces forces armées opèrent dans un climat de totale impunité que certains spécialistes considèrent comme volontairement entretenu pour servir un des objectifs fondamentaux de l'occupation. "L'immunité leur évite de craindre les conséquences de leurs actes brutaux ou meurtriers", soulignait Michael Ratner, président du Centre pour les droits constitutionnels (CCR, *Center for Constitutional Rights*). "Rien de tout cela n'est un hasard, leur raison d'être est de brutaliser et d'effrayer les Irakiens⁹⁰."

Quand la fusillade éclata sur la place Nisour, Blackwater était considérée comme la plus importante des quelque 170 sociétés de mercenaires proposant leurs services en Irak. Blackwater avait deux concurrents américains, DynCorp et Triple Canopy, lesquels auraient volontiers pris sa place pour empocher les contrats de sécurité privée les plus lucratifs de l'histoire moderne. Mais ce qui se trama en coulisses durant les jours et les semaines qui suivirent le 16 septembre montra à quel point Blackwater était ancrée au cœur du dispositif d'occupation et combien l'entreprise de Prince était devenue essentielle pour la Maison Blanche. La société Blackwater "travaille pour un client qui la défendra quoi qu'il advienne", déclara au *Washington Post*, peu de temps après la fusillade de la place Nisour, H.C. Lawrence Smith, directeur adjoint de l'Association des entreprises privées de sécurité en Irak (*Private Security Company Association*), financée par ces mêmes entreprises⁹¹.

Personne, à Washington, n'ignorait que Blackwater avait juste rempli sa mission : garder en vie les hauts dignitaires américains les plus détestés en Irak, et ce, quel qu'en soit le prix à payer. "Ils m'ont dit : «Notre mission est de protéger la cible coûte que coûte. Si cela veut dire emmerder les Irakiens, tant pis»" se souvient l'ancienne conseillère de l'occupation Ann Exline Starr, protégée en Irak par Blackwater et DynCorp⁹². Cette "mission" encourageait une ligne de conduite où la vie des Américains avait beaucoup plus de valeur que celle des civils irakiens, et ce même dans le cas

où la seule faute commise par un Irakien était de conduire trop près d'un convoi de VIP protégé par des gardes de Blackwater. "Ces types me couvrent", déclara l'ambassadeur Ryan Crocker peu de temps après la fusillade de la place Nisour. "Et je dois dire qu'ils le font extrêmement bien. Je continue à avoir une grande estime pour les personnes qui travaillent chez Blackwater⁹³." Il était loin d'être le seul à prendre ainsi la défense de l'entreprise. "Aucune des personnes protégées par Blackwater n'a été tuée" en Irak, déclarait encore Patrick McHenry, représentant républicain de la Caroline du Nord, l'Etat où est née Blackwater. "Zéro mort c'est, je pense, le quota en vigueur ici⁹⁴."

"J'appelle ça un parcours impeccable", s'enthousiasma le député républicain du Connecticut, Chris Shays, disant de l'entreprise Blackwater "que pour une raison obscure, on ne l'a jamais félicitée. Je ne sais pas pourquoi⁹⁵".

Suite à l'intensification de la couverture médiatique de la fusillade place Nisour et la prise de conscience des démocrates, il sembla, un moment, que les jours de l'entreprise en Irak étaient comptés. Ne serait-ce que sur un plan pratique, les autorités américaines devaient se soucier de l'idée que les gardes du corps de Washington puissent devenir des cibles plus recherchées que le personnel qu'ils étaient censés protéger.

Quelques jours après l'incident, un autre scandale impliquant Blackwater éclata à Washington et mit en évidence l'étroitesse des liens entre cette entreprise et l'Administration Bush. Le bruit courut que des armes embarquées en Irak par Blackwater étaient tombées aux mains du PKK, le groupe militant kurde considéré par le Département d'Etat comme une "organisation terroriste étrangère⁹⁶". D'après une lettre envoyée le 18 septembre par le représentant Henry Waxman à Howard Krongard, dit "Cookie", inspecteur général du Département d'Etat, ce dernier avait fait obstruction à une enquête fédérale chargée de découvrir si Blackwater "faisait entrer illégalement des armes en Irak". Krongard était, selon Waxman, un "partisan" actif ayant des liens étroits avec l'Administration Bush⁹⁷.

Waxman cita un courriel rédigé par Krongard et daté de juillet 2007 dans lequel il ordonnait à son personnel de "cesser IMMEDIATEMENT" de coopérer avec le procureur fédéral chargé de l'enquête sur Blackwater jusqu'à ce qu'il parvienne à lui parler en personne. Waxman expliquait que cette action de Krongard avait causé "des semaines de retard" et qu'il avait "entravé

l'enquête⁹⁸ en assignant par la suite un attaché de presse plutôt qu'un enquêteur pour aider le procureur à mener son enquête. On révéla plus tard que le frère de Krongard, Alvin Krongard, dit "Buzzy" avait accepté un poste de conseiller rémunéré par Blackwater. Il démissionna de ce poste lorsque la Commission Waxman rendit l'affaire publique⁹⁹. (Comme il est précisé dans le chapitre 3, Alvin Krongard, qui fut un temps numéro 3 de la CIA, joua un rôle pour aider Blackwater à obtenir son premier contrat de sécurité en Afghanistan en 2002.)

A la fin 2007, Howard Krongard démissionna de son poste du Département d'Etat¹⁰⁰. Quoi qu'il en soit, la direction de Blackwater nia être "d'une quelconque manière associée ou complice de trafic d'armes" et déclara qu'elle coopérait à l'enquête fédérale¹⁰¹.

Blackwater se faisait fustiger par les médias. Dans les coulisses, à Washington, on ne lésinait pas sur les moyens – et apparemment cela venait des plus hautes sphères de l'Etat – pour étouffer le scandale du massacre de la place Nisour. En préparant le séjour, prévu pour le mois d'octobre, d'Erik Prince à Capitol Hill, Waxman découvrit qu'après les événements de la place Nisour, le Département d'Etat avait ordonné à Blackwater de "ne dévoiler aucun document ni la moindre information" concernant son contrat de sécurité en Irak sans une autorisation écrite¹⁰². Waxman protesta auprès de Rice. Il lui dit que le Congrès avait une "prérogative constitutionnelle" pour enquêter sur Blackwater. "Vous avez tort d'interférer dans l'enquête de la Commission¹⁰³." Mis sous pression, le Département d'Etat modifia sa position le jour même où Waxman écrivit à Rice, et alléguait que la restriction ne s'appliquait qu'aux renseignements classés¹⁰⁴.

A la différence des nombreuses sociétés privées travaillant pour l'occupation en Irak, Blackwater dépendait directement de la Maison Blanche et non de l'armée nationale. Ils "sont une branche à part entière de l'Administration et de sa politique", accusa Kucinich¹⁰⁵. Le général David Petraeus et l'ambassadeur Crocker laissèrent clairement entendre que sans Blackwater et ses pairs, l'occupation n'était pas viable. "J'ai un grand respect pour leur travail", déclara le vice-secrétaire d'Etat John Negroponte, dont la protection fut assurée par Blackwater durant sa mission en Irak. "Blackwater assurait la sécurité pour que je puisse faire mon travail. Sans eux", continue-t-il, "les civils du Département d'Etat ne parviendraient pas à assurer nos responsabilités

si délicates dans des endroits comme l'Irak et l'Afghanistan¹⁰⁶". Nicholas Burns, sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires politiques poursuit : "Nous avons beaucoup de personnel en Irak. Notre plus grande ambassade se trouve là, et elle doit être parfaitement protégée¹⁰⁷."

George W. Bush montrait bien, par moments, sa volonté de jeter ses alliés par-dessus bord lorsque sa propre survie – ou celle d'une politique qui lui était chère – semblait menacée, mais Blackwater, contrairement à Donald Rumsfeld ou George Tenet, fut épargnée par cette vague de dommages collatéraux. "Blackwater fournit un service précieux", déclara Bush après le massacre de la place Nisour. "Elle protège la vie d'individus et j'apprécie les sacrifices et le service rendu par les employés de Blackwater¹⁰⁸." A ce stade, les membres de l'Administration Bush commençaient sans aucun doute à comprendre qu'ils avaient besoin de Blackwater, que cela leur fasse plaisir ou non. Et que même s'il était judicieux, sur le plan politique, de les renvoyer, il était devenu impossible de mener à bien l'occupation de l'Irak sans Blackwater et les autres, tant ces sociétés étaient devenues partie intégrante des opérations militaires menées par les Etats-Unis.

PRINCE DE LA COLLINE

Quand Erik Prince fut, en février 2007, pour la première fois sommé de comparaître devant le Congrès pour répondre des activités de Blackwater il envoya son avocat. Mais il n'eut plus d'autre choix, après l'affaire de la place Nisour, que de se présenter en personne. C'est ainsi que, ce 2 octobre 2007, le monde allait enfin découvrir qui était M. Prince¹⁰⁹. La sécurité avait été renforcée dans la salle de la Commission et une longue file de journalistes et de curieux espérant assister à l'audience piétinait dans les couloirs du bâtiment Rayburn. Une salle dérobée permit d'accueillir une partie de l'assistance, mais la plupart d'entre eux durent rester dans les couloirs, et seules quelques dizaines de personnes purent assister en direct à l'audience. Dont les parents des soldats de Blackwater tués à Fallouja. Ils accusaient la société d'être responsable de ces morts. Les rangées de sièges derrière la place réservée à Prince portaient des étiquettes où l'on pouvait lire "Réservé pour Blackwater USA", mais beaucoup de ces sièges restèrent inoccupés pendant toute la durée de l'audience.

Erik Prince arriva entouré d'une nuée d'avocats et de conseillers. Parmi eux se trouvait Barbara Comstock, républicaine chevronnée experte en communication de crise, et plusieurs responsables de Blackwater, notamment le vice-président Bill Mathews et le président Gary Jackson, les bras droits de Prince. Le principal conseiller de Prince allait souvent interrompre les débats en cours pour rameuter les autres avocats autour du chef de Blackwater, un peu comme une équipe de sport qui se rassemble dans un coin du terrain pour se remotiver et établir un plan d'attaque. Pour préparer cette audience, les avocats de Prince avaient engagé les services de BKSH, la société de conseil politique de Burson Marsteller, géant des relations publiques dirigé par Mark Penn, un magnat de la communication¹¹⁰. Choix intéressant : Mark Penn avait été le stratège en chef de Hillary Clinton et certains spécialistes le surnomment "le Rove de Hillary" (Karl Rove est l'ancien conseiller en chef et stratège politique du président des Etats-Unis George W. Bush). Il est peut-être encore plus significatif de savoir que BKSH fut un temps dirigé par Charles Black Junior, conseiller des deux présidents Bush¹¹¹.

C'est sans aucun doute suite aux événements de la place Nisour que Prince se retrouva sur la sellette. Mais, contre toute attente, aucune question ne lui fut posée concernant la fusillade. La veille de l'audience, le ministère de la Justice, dirigé par Alberto Gonzalez, avait annoncé qu'une enquête judiciaire sur l'incident de la place Nisour allait être menée. Selon les dires de Waxman, le ministère de la Justice lui avait alors demandé de ne pas témoigner pour éviter d'influencer l'enquête et bien qu'il ait affirmé que "le Congrès avait un droit indépendant à cette information", il accepta cependant de ne pas le faire valoir. Après le massacre, l'Administration Bush mit deux bonnes semaines pour annoncer le début d'une enquête. Et ce la veille même de la comparution de l'homme responsable des accusés – un timing pour le moins suspect.

Waxman frappa un coup de marteau pour rappeler la salle à l'ordre. "Au cours des vingt-cinq dernières années, une campagne sophistiquée a été menée afin de privatiser des services du gouvernement", déclara-t-il. "En théorie, les entreprises privées sont censées fournir de meilleurs services au gouvernement et à un meilleur coût. Cette théorie a été mise en pratique durant les six dernières années. Le résultat est une explosion de la privatisation."

"Il est probable qu'aucun contractant fédéral aux Etats-Unis n'ait prospéré autant que Blackwater durant ces sept dernières

années”, dit encore Waxman en ouverture de cette audience. On appelle en effet “contractants” les sociétés privées paramilitaires sous contrat avec l’Etat américain. “En 2000, Blackwater n’avait que 204 000 dollars de contrats avec le gouvernement. L’entreprise a depuis reçu un peu plus d’un milliard de dollars en contrats fédéraux. Plus de la moitié de ces contrats lui ont été attribués sans appel d’offres. La privatisation marche exceptionnellement bien pour Blackwater. La principale question de cette audience est de savoir si la sous-traitance avec Blackwater est une bonne affaire pour les contribuables américains, l’armée et notre intérêt national en Irak.”

Après les présentations des avocats, Erik Prince s’avança devant la Commission. Il leva la main droite et jura de dire la vérité. Il se mit à dépeindre son entreprise comme une branche patriotique de l’armée américaine, dont les hommes “jouent le rôle de la défense” dans une zone de guerre dangereuse où ils “versent leur sang pour leur pays” en défendant héroïquement les “responsables de la reconstruction” pour tenter “de remettre l’Irak debout, et de les tenir éloignés de cet endroit où les méchants, ces terroristes, ont décidé de les tuer au jour dit”. Il employa le terme de “méchants” au moins neuf fois au cours de son témoignage, déclarant à un moment donné que “ces méchants ont pigé que tuer des Américains, c’est très médiatique. Ils essayent de nous chasser de force. Ils essayent d’ébranler notre détermination et notre volonté de rester là-bas”.

Quatre heures d’audition durant, Prince répondit imperturbablement qu’en Irak, ses hommes agissaient “de manière appropriée à tout moment” et nia que l’entreprise eut jamais tué de civils innocents. Jamais sa main ne trembla, et à aucun moment il n’eut à éponger une goutte de sueur. Le moins qu’on puisse dire est qu’il ne perdit jamais son sang-froid sous le feu des questions. Mieux encore, il était provoquant.

“Vous admettez que des membres du personnel de Blackwater ont tiré et tué des civils innocents?” lui demanda Danny Davis, représentant démocrate de l’Illinois.

“Non, monsieur, je ne suis pas d’accord”, lui rétorqua Prince. “Je pense qu’il y a des moments où les gars doivent répondre en utilisant la force pour se protéger et pour protéger les marchandises dont ils ont la charge, et qu’ils essaient de s’éloigner du danger. Il peut y avoir des ricochets et il y a des accidents de circulation, c’est certain. C’est ça, la guerre!”

Prince rajouta avec un air plein de suffisance : “Nous ne pouvons pas nous payer le luxe de rester à enquêter sur les scènes de crimes terroristes pour comprendre ce qu’il s’est passé.”

On ne pouvait tout simplement pas croire Prince quand il affirmait ainsi qu’aucun citoyen innocent n’avait été tué par Blackwater. Et cela ne concernait pas que les témoins et les survivants de la fusillade de la place Nisour. Les victimes des autres actions meurtrières menées par Blackwater étaient aussi concernées. D’après un rapport rédigé par une équipe de Waxman, il y eut au moins 195 incidents où des employés de Blackwater ouvrirent le feu entre 2005 et la date de l’audience¹¹². Blackwater tira en premier dans plus de 80 % des cas. Ces statistiques étaient basées sur les rapports de la firme Blackwater elle-même. Mais certains prétendent que la direction ne livrait pas toutes ses statistiques. Un ancien garde de Blackwater, ayant servi près de trois ans en Irak, confia au *Washington Post* que son équipe, composée de vingt hommes, participait en moyenne à “quatre ou cinq” fusillades par semaine. C’est bien plus que la moyenne de 1,4 incident par semaine annoncée par Blackwater¹¹³. Le rapport de Waxman décrit également un incident dans lequel “des gardes de Blackwater tirèrent sur la tête d’un passant civil. Selon des responsables du Département d’Etat, Blackwater tenta aussi d’étouffer une fusillade qui causa la mort d’un passant apparemment innocent¹¹⁴”.

Il n’est pas étonnant que Prince ait également soutenu l’Ordre 17 en Irak, ce décret concocté sous la férule de Bremer qui accordait l’immunité aux contractants comme Blackwater et épargnait à leurs hommes de devoir comparaître devant les tribunaux irakiens. On demanda à Prince si Blackwater opérait selon les mêmes “règles d’engagement” que l’armée américaine. Prince répondit d’abord “Oui, ce sont les mêmes, à peu de choses près.” Puis il se mit à chercher ses mots et reconnut : “Enfin, désolé, ce sont les règles du ministère de la Défense qui s’appliquent pour les contractuels. Nous n’avons pas du tout les mêmes que celles d’un soldat de l’armée américaine.”

En fait, de nombreux soldats américains avaient comparu devant une cour martiale pour des accusations de meurtres en Irak, alors qu’aucun contractuel de Blackwater n’avait jamais été traduit devant une quelconque justice, civile ou militaire, américaine ou irakienne. Prince reconnut encore que les employés de Blackwater “qui ne suivent pas les règles n’ont qu’une seule décision à prendre : fenêtre ou couloir”... sur le vol qui les ramènera chez eux.

Les hommes de Prince n'avaient qu'une seule chose à craindre pour répondre de leurs actes en Irak : le licenciement. Blackwater avait déjà licencié plus de 120 hommes en Irak au moment de l'audience, soit plus d'un septième de son effectif déployé¹¹⁵.

La Commission se pencha longuement sur un incident en particulier : le meurtre du garde du corps du vice-président irakien à la veille de Noël. Prince confirma que sa société avait tout fait pour rapidement faire sortir d'Irak l'homme impliqué et l'avait licencié. Il précisa que l'entreprise lui avait infligé une amende et lui avait fait rembourser son billet de retour. Prince affirma ne pas savoir si l'homme avait été inculpé pour crime (ce n'était pas le cas). "Si cela s'était produit aux Etats-Unis, il aurait été arrêté et mis en examen au pénal", indiqua la démocrate Carolyn Maloney à Prince. "S'il avait été membre de notre armée nationale, il aurait été traduit devant une cour martiale. Mais il me semble que Blackwater observe des règles spéciales." Prince répondit à Carolyn Maloney qu'"en tant qu'organisme privé, on ne peut pas faire grand-chose de plus. On ne peut pas le faire fouetter, on ne peut l'incarcérer". Maloney lui répliqua : "Eh bien, en Amérique, quand on commet un crime, on ne se fait pas emballer et expédier hors du pays en deux jours."

Lorsqu'on lui demanda directement s'il s'agissait d'un meurtre, comme le prétendaient les responsables irakiens, Prince répondit : "C'est un individu qui s'est mis dans une mauvaise situation." On insista sur cette question. Prince consulta ses conseillers. Sa réponse : "A part les polars que je regarde à la télé, je ne m'y connais pas. Je ne suis pas un avocat, monsieur, alors je ne saurais déterminer s'il s'agit d'homicide volontaire ou d'homicide involontaire. Je ne sais pas évaluer ça. Mais je sais qu'il a enfreint nos règles, qu'il s'est mis dans une mauvaise situation et qu'il a provoqué un incident tragique."

La Commission divulgua également le contenu d'un courriel envoyé par un employé de Blackwater à un de ses collègues peu de temps après cet incident. Y faisant remarquer qu'un reportage à la télévision irakienne avait attribué à tort le meurtre du garde du corps à un soldat de l'armée nationale américaine, il écrit : "Au moins l'identité du tireur va nous éloigner un peu de la foudre médiatique." Le représentant Elijah Cummings conclut qu'"en d'autres termes, ce qu'il disait était : «Génial, tout le monde croit que c'est l'armée américaine et pas Blackwater. Quelle bonne nouvelle pour nous. Quelle aubaine»". Prince réagit ainsi : "Je

ne pense pas que cette interprétation erronée ait persisté plus de quelques heures dans les médias, monsieur.”

Cet échange allait déclencher une discussion autour d’une des principales questions abordées par l’audience : est-ce que Blackwater nuisait au programme anti-insurrectionnel de l’armée américaine en Irak ?

“Il semblerait, en effet, qu’une partie des preuves montre que Blackwater et d’autres sociétés mènent leurs missions à l’encontre, parfois, des stratégies du général Petraeus”, fit remarquer le démocrate John Tierney à Prince. “Cela ne veut pas dire que vous ne remplissez pas vos contrats.” Tierney lut ensuite de nombreux commentaires de responsables de l’armée américaine et d’experts de l’anti-insurrection concernant l’influence de Blackwater sur les troupes officielles américaines.

Tierney cita le colonel Peter Mansoor : “S’ils perturbent la circulation ou tirent sur une voiture qui semble suspecte, ils opèrent peut-être dans les règles de leur contrat, mais au détriment du but de la mission, qui est de rallier les gens à notre cause.” Tierney cita Ralph Peters, officier à la retraite : “Les contractuels armés nuisent en effet aux efforts anti-insurrectionnels. Vous n’avez qu’à demander aux troupes officielles en Irak.” Ou encore le brigadier général Karl Horst : “Ces types sont lâchés dans ce pays en toute liberté et font des choses stupides. Ils n’ont aucune autorité au-dessus d’eux, alors on ne peut pas les réprimer quand ils abusent de la force. Ils tirent sur les gens et c’est à quelqu’un d’autre de nettoyer après eux. C’est comme ça un peu partout.” Le colonel Thomas X. Hammes : “Le problème, c’est qu’en protégeant celui qui était une cible potentielle, ils étaient forcément agressifs. Chacune de leurs sorties était un risque d’offenser les gens du coin en les repoussant sur le bord de la route, en les oppressant et en les intimidant, faisant parfois déraiser leur voiture. Ils se faisaient des ennemis à chaque fois qu’ils sortaient. En fait, ils remplissaient leur contrat exactement comme on le leur avait demandé, mais cela ne pouvait que nuire à nos efforts dans la lutte anti-insurrectionnelle.”

Tierney dit à Prince : “Quand on étudie les rapports de Blackwater où il apparaît que vous détournez régulièrement la circulation et que vous tirez souvent sur des voitures – et l’on relève plus de 160 incidents de tirs sur des voitures suspectes –, on peut comprendre, je pense, jusqu’à quel point les méthodes que vous employez pour remplir votre contrat peuvent mitiger (*sic*) ce que l’on essaie de faire pour contrer l’insurrection.”

“Je comprends les défis auxquels les militaires sont confrontés là-bas”, lui répondit Prince. Il rajouta : “On aspire à la perfection, mais on n’a pas de choix quand les méchants nous attaquent. Vous savez, les méchants, enfin les terroristes, ont pigé qu’une voiture chargée d’explosifs avec un chauffeur kamikaze était une arme de très grande précision.”

Des représentants du Congrès soulevèrent également la question du coût, en faisant remarquer qu’un garde de Blackwater coûtait aux contribuables 1 222 dollars par jour. “Nous savons que les sergents de l’armée américaine coûtent généralement entre 50 000 et 70 000 dollars par an au gouvernement”, dit Waxman. “Nous savons également qu’un poste comparable à Blackwater coûte au gouvernement fédéral plus de 400 000 dollars, soit six fois plus.” Une semaine auparavant, Prince avait dû s’expliquer à ce sujet à la demande du secrétaire à la Défense, Robert Gates. “Je crains parfois que les salaires que les entreprises privées sont capables de leur payer soient des perspectives des plus alléchantes pour nos soldats, de sorte qu’ils quittent le service pour aller travailler chez eux”, lui avait déclaré Gates, ajoutant qu’il se renseignait sur la possibilité de rajouter une clause de “non-concurrence” aux contrats de sécurité. Prince lui répondit que cela ne le gênerait pas personnellement, mais que “ça dérangerait beaucoup de soldats de ne plus avoir la possibilité d’employer dans le secteur privé le savoir-faire acquis dans l’armée régulière”.

Vers la fin de l’audience, on fit remarquer que le général Petraeus touchait environ 180 000 dollars par an. Questionné sur son propre salaire, Prince répondit qu’il n’en connaissait pas le montant exact. Mais on insista sur ce point, et Prince avança le chiffre de “plus d’un million de dollars”. Il estimait que les contrats fédéraux représentaient à peu près 90 % des marchés du groupe Prince (“Prince Group”, la société mère de Blackwater). Il refusa de dire combien l’entreprise avait gagné pour ses activités en Irak mais, “à titre d’exemple”, il indiqua que sur certains contrats, Blackwater avait une marge bénéficiaire d’environ 10 %. Ce qui correspondait, fit remarquer un député, à plus de 100 millions de dollars. Prince refusa catégoriquement de répondre directement à la question du profit. “Nous sommes une entreprise privée. Le mot-clé, dans cette affaire, c’est «privée».”

Incrédule, Christopher Murphy, représentant démocrate du Connecticut, lui demanda alors : “Comment pouvez-vous dire que nous ne sommes pas en droit d’avoir cette information ? Mes

contribuables paient 90 % de votre salaire.” Prince déclara pour finir : “Je ne suis pas motivé par l’argent.”

Les actes commis par les hommes de Blackwater au cours des quatre dernières années passées en Irak ont presque toujours abouti à une escalade dans la violence et le sang versé. Pourtant, lors de l’audience, la plupart des incidents les plus tristement célèbres impliquant l’entreprise ne furent pas abordés, ou ne le furent que succinctement. A voir certains des démocrates de la Commission relire leurs notes durant le témoignage de Prince, on avait l’impression qu’ils étaient mal préparés pour aborder la question du rôle central exercé par Blackwater dans la machine de guerre américaine. Certes, Prince dut répondre à plusieurs questions capitales posées sans concession, mais ses réponses restèrent sans suite ou sans contradiction crédible. A aucun moment, alors même que le monde entier était avide d’entendre son témoignage, on n’évoqua le massacre de la place Nisour, ni les victimes irakiennes, qui étaient pourtant la raison principale de la présence de Prince devant le Congrès.

Les républicains firent de leur mieux pour présenter l’audience comme une chasse aux sorcières et ils couvrirent Prince d’éloges pour son patriotisme et son action. “Ceci ne concerne pas Blackwater”, affirma Darrell Issa, républicain conservateur élu en Californie. “Nous assistons aujourd’hui au même genre d’attaques que celles du site MoveOn.org contre le patriotisme du général Petraeus.” Plusieurs républicains remercièrent Prince d’avoir protégé leur vie lors de leurs déplacements en Irak. Ils ne réalisaient apparemment pas à quel point leurs témoignages manquaient d’impartialité.

Le démocrate Stephen Lynch le comprenait, lui, très bien quand il rapporta qu’il avait également été protégé par Blackwater durant ses séjours en Irak. Il reconnut que les gardes avaient fait “un très, très bon boulot”, mais rajouta : “Il m’est difficile maintenant, face à cette Commission, de critiquer ces employés, car je leur suis redevable... et c’est bien là le problème. Car si j’ai, moi, du mal à critiquer Blackwater et ses employés sur les quelques occasions où ils ont dérapé, qu’est-ce que ça doit être pour le Département d’Etat?” Lynch posa la question de savoir comment on pouvait s’attendre à des enquêtes efficaces sur la conduite de Blackwater alors qu’elle était elle-même responsable de la protection de ceux qui étaient chargés d’enquêter sur l’entreprise. “Vous assurez tous les jours la protection des employés du Département d’Etat. Vous protégez leur bien-être physique, vous les transportez, vous les

escortez. Et je ne doute pas que le Département d'Etat vous soit reconnaissant pour les services que vous avez rendus", dit Lynch à Prince. "Et pourtant, ce sont ces mêmes personnes qui sont chargées, dans notre système, d'examiner votre responsabilité sur tous les aspects de votre contrat et sur la conduite de votre personnel... C'est un conflit d'intérêts qui leur est impossible à résoudre."

Le temps accordé à Lynch s'écoula, de sorte que Prince n'eut même pas à répondre à cette question. Le problème que soulevait Lynch était pourtant crucial. D'après l'enquête de la Commission de contrôle, "il n'y avait aucun indice" démontrant que "le Département d'Etat aurait essayé de limiter les actions de Blackwater et de tirer la sonnette d'alarme sur le nombre d'incidents comportant des fusillades ou sur le taux élevé d'incidents où les membres de la société ouvrirent le feu en premier, ou que le Département d'Etat ait interrogé des contractuels sur leurs agissements¹¹⁶". Le Département d'Etat s'était non seulement bien gardé d'enquêter sur Blackwater et de lancer des inculpations, mais il fut prouvé qu'il avait aussi mené une action contraire tendant à couvrir cette entreprise lorsqu'elle se retrouvait mise en cause.

L'audience avait commencé depuis près de quatre heures lorsqu'on demanda à Prince s'il voulait faire une pause ou aborder les questions restantes. "Les questions, et qu'on en finisse", riposta-t-il. Quelques secondes plus tard, l'avocat de Prince, assis derrière ce dernier, bondit de son siège et forma avec ses mains la lettre "T" pour signifier à la Commission qu'il était "temps" de faire une pause. Ainsi prit fin l'audience. Prince se leva, se saisit du papier affichant son nom posé sur la table et quitta la salle d'un pas déterminé, entouré de ses amis et collaborateurs.

Cette action *in extremis* du ministère de la Justice permit finalement à Prince de relâcher quelque peu la pression concernant l'incident de la place Nisour. "Il nous a donné un témoignage plein d'auto-gratification", dit Waxman. "Je comprends qu'il l'ait fait. C'était dans son intérêt¹¹⁷". Ce jour-là, pour Blackwater, l'impression dominante était que la partie était gagnée. Encouragée par l'arrogance de Prince dans son audition devant le Congrès, la firme lança une nouvelle campagne de communication, centrée autour de la personne de Prince, pour défendre son image. Et loin de se retrouver à devoir se justifier devant les critiques des médias, Prince ne rencontra que des visages avenants et n'eut à répondre qu'à des questions faciles. Peu après son témoignage au Congrès, un de ses amis de longue date, le très conservateur député

californien Dana Rohrabacher, compara le chef de Blackwater à un autre personnage controversé qui avait également dû lever sa main droite devant le Congrès. “Prince”, dit Rohrabacher, “est en route pour devenir un héros national, tout comme Olivier North¹¹⁸”.

A Bagdad, les survivants et les familles des victimes de la place Nisour découvraient quant à eux la véritable valeur de la justice américaine.

“RIEN DE CE QUE VOUS DIREZ NE POURRA ÊTRE RETENU
CONTRE VOUS”

N’importe quel criminologue vous dirait qu’il est primordial de boucler dès que possible les lieux d’un crime. Les indices doivent être préservés, les témoins entendus et les suspects identifiés puis arrêtés. Il s’agit d’une course contre la montre. La façon dont l’Administration Bush géra l’affaire de la place Nisour est un exemple type d’une enquête criminelle bâclée. C’était sans doute le but recherché dès le départ.

Dix jours après l’incident, l’Administration se retrouvait confrontée à la fuite dans les médias du rapport préliminaire du Département d’Etat sur l’affaire de la place Nisour. Daté du 16 septembre 2007, le jour même de la fusillade, tamponné : “Sensible, mais non classifié”, ayant pour titre, “Attaque TPA [tirs à petites armes] sur équipe COM”¹¹⁹, ce rapport prétendait qu’au moment où l’équipe de Blackwater arriva sur la place, elle se retrouva “engagée dans des tirs de petites armes à feu” provenant de “8-10 personnes” qui “tiraient depuis plusieurs endroits situés à proximité, certains des agresseurs étant habillés en civils et d’autres en uniformes de la police irakienne. L’équipe répondit par des tirs défensifs”. Le rapport ne faisait aucune mention des morts ou des blessés civils et il laissait entendre que le Département d’Etat avait enquêté. Il contredisait également l’idée largement répandue d’une fusillade non provoquée. On ne releva pas, à l’époque, que ce rapport avait été rédigé par un certain Darren Hanner, contractuel à Blackwater, et qu’il avait ensuite été imprimé sur du papier à en-tête du Département d’Etat¹²⁰.

Il avait fallu deux semaines à l’Administration Bush pour déployer à Bagdad une équipe de dix personnes du FBI, le Bureau fédéral d’investigation, service de renseignements officiel du gouvernement américain, afin d’enquêter sur la fusillade¹²¹. Le FBI était sur le point de se rendre à Bagdad quand des rapports soulignèrent le fait que

ces enquêteurs seraient protégés par des gardes de Blackwater en personne¹²²... Le sénateur Patrick Leahy ne tarda pas à contester la situation, et le FBI fut bien obligé d'annoncer que la protection de ses membres serait assurée par des gardes du corps officiels, et non par des gardes du corps employés par l'entreprise même sur laquelle ils étaient chargés d'enquêter¹²³.

L'enquête officielle de l'Administration Bush devait entre-temps être conduite par le personnel du Département d'Etat, personnel dont la protection continuait d'être assurée par les principaux suspects de l'affaire... Pour Melanie Sloan, ancienne procureure fédérale, actuelle directrice exécutive du groupement Citoyens pour la responsabilité et l'éthique à Washington (*Citizens for Responsibility and Ethics in Washington*), "dépendre de forces armées qui ne sont pas des forces de l'ordre n'a aucun sens si l'on veut une justice impartiale¹²⁴".

En temps normal, quand des enquêteurs interrogent des personnes accusées d'avoir abattu 17 civils dans une fusillade, ils leur disent quelque chose du genre : "Vous avez le droit de garder le silence. Tout ce que vous direz pourra être retenu contre vous devant la justice." Mais ce n'est pas ce qui a été dit aux hommes de Blackwater impliqués dans la fusillade de la place Nisour. Ils furent interrogés par des enquêteurs de la sécurité diplomatique du Département d'Etat, avec l'accord mutuel que les informations recueillies ne pourraient pas être utilisées pour les mettre en accusation et qu'elles ne pourraient même pas être utilisées comme preuves¹²⁵.

ABC News réussit à obtenir des exemplaires des déclarations des gardes de Blackwater faites sous serment tout juste après la fusillade. Chaque déclaration commence par : "Je sais que cette déclaration est destinée à une enquête administrative officielle" et "Je sais également que ni mes déclarations ni aucune des informations ou des preuves issues de mes déclarations ne peuvent être utilisées contre moi dans une procédure criminelle¹²⁶". Ratner, du Centre pour les droits constitutionnels, expliquait que ces soi-disant contrats "d'immunité" accordés par le Département d'Etat étaient "parfaitement illégaux", ajoutant encore qu'il n'avait jamais eu connaissance d'un précédent¹²⁷. Il expliquait encore que normalement, une telle immunité ne pouvait être autorisée qu'après la convocation d'un grand jury ou d'une commission du Congrès, si la partie en cause invoquait le Cinquième Amendement lui permettant de refuser de témoigner contre soi-même. L'immunité pouvait alors être accordée, soit par un juge, soit par la Commission.

Le problème, dans cette affaire, n'était pas seulement que le Département d'Etat semblait vouloir fausser ou étouffer l'enquête et entraver une poursuite en justice de Blackwater. Au fur et à mesure que le Congrès avançait dans son enquête sur la place Nisour, il découvrit des preuves que le Département d'Etat avait encouragé Blackwater à indemniser les victimes contre leur silence. "Dans les cas d'Irakiens tués, il semble que la seule réaction du Département d'Etat ait été de demander à Blackwater de verser de l'argent «pour se débarrasser de cette histoire», plutôt que de vouloir rendre des comptes et prendre sa responsabilité, ou bien d'enquêter sur l'implication de Blackwater et son personnel." Le député Waxman accusa le Département d'Etat "de tout faire pour faciliter les choses à Blackwater¹²⁸".

Le jour de Noël 2006, le lendemain du jour où cet employé de Blackwater nommé Andrew Moonen avait tué le garde du corps du vice-président irakien, le Département d'Etat recommanda à Blackwater de contacter la famille du défunt pour lui proposer de l'argent. Le chargé d'affaires de l'ambassade écrivit à l'officier de la sécurité régionale, responsable de la formation des hommes de Blackwater : "Veuillez, je vous prie, encourager Blackwater à tout faire pour assurer qu'une compensation de taille soit rapidement versée. Si nous voulons éviter que toute cette histoire n'aille de pire en pire, je pense que des promesses et des excuses rapidement accordées – même s'ils souhaitent plaider qu'il s'agissait d'un accident – seraient le meilleur moyen de s'assurer que les Irakiens s'abstiennent d'exiger, par exemple, que Blackwater quitte l'Irak¹²⁹."

Ce fut une mise en garde prophétique. Elle arrivait en effet neuf mois avant que les Irakiens n'exigent précisément cela, au lendemain de la fusillade place Nisour. Le chargé d'affaires suggéra, dans un premier temps, le versement d'une somme de 250 000 dollars, mais le service de sécurité diplomatique du Département d'Etat lui répondit que cette somme était bien trop élevée et pourrait pousser des Irakiens à "essayer de se faire tuer pour mettre leurs familles à l'abri du besoin¹³⁰". Le Département d'Etat et Blackwater se seraient finalement entendus sur un versement de 15 000 dollars. Mais Erik Prince rectifia ce chiffre lors de son témoignage devant la Commission du Congrès en disant que Blackwater avait en fait versé 20 000 dollars¹³¹. Evoquant une autre affaire, à Al Hillah, au mois de juin 2005, où un homme de Blackwater avait tué un "passant apparemment innocent", le

Département d'Etat demanda à Blackwater de verser 5 000 dollars à la famille de la victime¹³². Question de Davis, représentant du Congrès : "Pouvez-vous me dire comment il a été estimé que la vie de cet homme valait 5 000 dollars?" "Nous ne déterminons pas cette valeur, monsieur", répondit Prince. "Ça dépend plutôt de la politique irakienne. Ce n'est pas nous qui l'imposons¹³³." Cependant, dans les cas où le gouvernement et Blackwater prétendaient que les gardes avaient tiré en état de légitime défense, ils ne proposaient pas d'argent aux familles des victimes. Les trois victimes du sniper de Blackwater, embusqué dans la station de télévision irakienne au mois de février 2007, ne reçurent rien, par exemple¹³⁴.

Peu après la fusillade de la place Nisour, le Département d'Etat commença à contacter les familles des victimes irakiennes. Le docteur Jawad, dont la femme et le fils furent les premières victimes de la fusillade, raconte que les autorités américaines lui avaient demandé à quel montant il estimait la compensation. "J'ai répondu que leurs vies n'avaient pas de prix", se souvient Jawad¹³⁵. Mais les responsables américains insistèrent pour qu'il leur donne un montant en dollars. Il répondit à un représentant du Département d'Etat que "s'il pouvait me rendre mes proches, je lui donnerais volontiers 200 millions de dollars". L'attitude des autorités américaines était injurieuse pour beaucoup d'Irakiens. "Si vous considérez le mariage comme la moitié de votre vie, ma femme serait ma meilleure moitié. Nous étions toujours ensemble. Je ne sais comment gérer ma vie ou m'occuper de mes deux autres enfants sans elle¹³⁶."

Mohammed Razzaq, dont le fils de neuf ans, Ali, fut également tué, demanda : "Pourquoi est-ce que je demanderais une compensation? Qu'est-ce que ça m'apportera? Ramener mon fils? Non, elle ne le ramènera pas." Ali "était scolarisé, mais l'année dernière il avait dû quitter l'école car nous avons été déplacés. Maintenant, les Américains l'ont tué. Pourquoi? Qu'est-ce qu'il a fait? Qu'est-ce que j'ai fait? Après ce que j'ai vu, je me réveille en sursaut, je fais des cauchemars, la mort, des balles qui volent dans tous les sens, des explosions, des voitures touchées. Pourquoi? Pourquoi ont-ils fait ça? Je demande simplement pourquoi? Je veux juste qu'ils reconnaissent la vérité¹³⁷".

Le gouvernement irakien demanda finalement une compensation de 8 millions de dollars pour chaque victime¹³⁸. Le Département d'Etat finit lui par proposer une somme comprise entre

10 000 et 12 000 dollars aux membres des familles, de la part de Blackwater¹³⁹. Beaucoup d'Irakiens refusèrent. Un responsable américain déclara que proposer de l'argent, "ce n'était pas admettre sa culpabilité¹⁴⁰". Mais Blackwater n'en avait pas fini avec les familles de la place Nisour.

Lorsque le FBI arriva enfin à Bagdad pour son enquête, certains des gardes de Blackwater impliqués dans la fusillade refusèrent de se laisser interroger, en se réfugiant derrière les promesses d'immunité faites par le Département d'Etat¹⁴¹. Le FBI découvrit également que les lieux de la scène de crime étaient devenus quasi inutilisables pour l'enquête¹⁴². Les soldats de Blackwater prétendirent plus tard que les dommages causés à leurs voitures blindées prouvaient qu'ils avaient été attaqués par des Irakiens. Prince soutenait que trois véhicules avaient été endommagés par des balles et que le radiateur de l'une d'entre elles avait été "touché et mis hors d'usage¹⁴³". Le premier rapport du Département d'Etat (celui rédigé par le contractuel de Blackwater) affirmait qu'un véhicule avait été "neutralisé durant l'attaque" et avait dû être remorqué¹⁴⁴. Mais quand le FBI voulait inspecter les véhicules, les agents découvrirent qu'ils avaient déjà été "réparés et repeints". Selon l'agence Associated Press, "les réparations ont détruit les preuves que les enquêteurs espéraient examiner dans cette affaire criminelle qui avait retenu l'attention du monde entier¹⁴⁵". Porte-parole de Blackwater, Anne Tyrelle prétendit que toutes les réparations "avaient été faites en suivant les ordres du gouvernement¹⁴⁶". Le Département d'Etat refusa de commenter.

Contrairement à l'approche que l'Administration Bush adopta dans l'affaire de la place Nisour, les autorités irakiennes commencèrent leur enquête tout de suite après le massacre, interrogeant des douzaines de témoins et établissant la chronologie des événements. Lorsque les Irakiens publièrent les informations qu'ils avaient glanées, des défenseurs de Blackwater calomnièrent immédiatement l'intégrité de Bagdad. "Les Irakiens prétendent que les hommes de Blackwater ont tiré sans distinction et sans provocation préalable. Il n'y a aucune raison de supposer, comme le font de nombreuses voix critiques, que la version la plus accablante soit vraie", écrivit l'apologiste de Blackwater, Max Boot, dans le *Los Angeles Times*. "D'autant plus que les condamnations les plus sévères proviennent du ministère de l'Intérieur irakien, bien connu pour être un foyer de sectaires¹⁴⁷."

Même si Blackwater refusait de répondre aux questions précises sur l'incident, invoquant le fait que l'enquête suivait son cours, la société avait bel et bien sa propre version des événements. Le matin de la comparution de Prince devant le Congrès, ses remarques soigneusement préparées furent relayées dans les médias. Il ne s'en servit jamais publiquement, mais elles finirent par constituer la version la plus complète de la fusillade fournie par Blackwater. Prince prétendit que ses hommes avaient été attaqués par balle, place Nisour. "Parmi les menaces identifiées se trouvaient des hommes tirant sur le convoi avec des AK-47. Il y avait aussi des véhicules qui se rapprochaient et qui semblaient être des kamikazes armés de bombes. Le personnel de Blackwater a tenté de quitter les lieux, mais un de ses véhicules a été neutralisé par des tirs ennemis", prétendait Prince dans la déclaration. "Parmi ceux qui tiraient se trouvaient des individus qui semblaient porter l'uniforme de la police irakienne. Ces hommes continuaient à tirer sur les véhicules de Blackwater quand ils se retirèrent¹⁴⁸."

Deux mois après la fusillade, ABC News obtint la déclaration faite sous serment de Paul Slough, garde de Blackwater, un vétéran de l'armée américaine âgé de vingt-neuf ans. Slough était artilleur de la tourelle du char de Blackwater ce jour-là et il aurait été le principal tireur de la fusillade¹⁴⁹. Sa déposition fut obtenue par le Département d'Etat, avec une promesse d'immunité, trois jours après l'incident. Il y donnait sa version du début de la fusillade, décrivant la voiture conduite par Ahmed, l'étudiant en médecine, avec sa mère, Mahasin, comme passagère. "Au moment où notre convoi s'engagea dans l'intersection, j'ai remarqué un break blanc à quatre portes. Il roulait droit sur nous", prétend Slough. "Avec d'autres, j'ai hurlé et j'ai fait des signes de la main pour arrêter la voiture. Le conducteur m'a regardé droit dans les yeux en continuant d'avancer. Craignant pour ma vie et pour celles de mes coéquipiers, j'ai tiré sur le conducteur pour enrayer la menace... Un individu en uniforme s'est mis ensuite à pousser le véhicule vers notre convoi et à nouveau, j'ai crié et j'ai tiré sur le véhicule jusqu'à ce qu'il s'arrête¹⁵⁰." Cette version des événements détonnait radicalement avec celle des Irakiens, plusieurs témoins oculaires insistant sur le fait qu'aucune provocation n'avait précédé la fusillade. La version de Slough fut également contredite par les enquêtes approfondies de médias, ainsi que par les photos aériennes du lieu de la fusillade prises peu de temps après¹⁵¹. Slough maintenait qu'à plusieurs reprises il avait "invité" les Irakiens à "cesser de les menacer¹⁵²".

Prince insista sur le fait, toujours lors de sa déclaration au Congrès, que “d’après tout ce que nous savons actuellement, l’équipe de Blackwater a agi de manière appropriée en étant dans une zone de guerre très complexe”. Il prétendit que “Blackwater et son personnel avaient été victimes d’accusations fausses et infondées, qui avaient été rapportées comme vraies”. Ou que “de nombreux rapports publics ont accusé à tort Blackwater d’être responsable de la mort d’un certain nombre de civils”. Prince conclut qu’il y avait eu “un jugement hâtif basé sur des informations erronées¹⁵³”.

Il y eut pourtant un groupe très important d’enquêteurs qui arriva très vite sur les lieux afin d’obtenir des informations. A la différence du gouvernement irakien, des médias ou des témoins, ce groupe d’enquêteurs n’a pu être facilement rejeté ou discrédité : il s’agissait de l’armée américaine. Elle arriva sur les lieux le jour de l’incident, à 12 h 39, quelques instants après la fin de la fusillade¹⁵⁴.

Des soldats du Troisième bataillon (*82nd Field Artillery Regiment of the Second Brigade, First Cavalry Division*), interrogèrent des témoins sur les lieux du carnage, firent leur enquête sur place et eurent des échanges avec la police irakienne. La version des faits donnée par ces soldats du Troisième bataillon, sous le commandement du lieutenant-colonel Mike Tarsa, contredit presque toutes les allégations de Prince et de Slough.

Les conclusions de leur enquête sont sans ambiguïté. Il n’y avait eu “aucune activité ennemie”. Ils en déduisirent que tous les meurtres étaient injustifiés, qualifiant la fusillade “d’événement criminel”. L’enquête menée par Tarsa révéla que de nombreux Irakiens se firent tirer dessus en essayant de s’enfuir, que “tout démontrait une fusillade excessive”. Passant les lieux au peigne fin, les soldats de Tarsa ne trouvèrent aucune balle des fusils d’assaut AK-47 ou des mitraillettes BKX utilisés par l’armée et la police irakienne, et dont Prince prétendit qu’ils avaient été utilisés contre Blackwater. En revanche, ils trouvèrent en abondance des traces de munitions d’armes fabriquées par les Etats-Unis, y compris des douilles en laiton de 5,56 mm de fusil M4, des douilles de 7,62 mm des mitraillettes M240B et des douilles de 40 mm de lance-grenades. Les soldats de Tarsa dirent également avoir été “étonnés par le calibre des armes employées¹⁵⁵”. La direction de Blackwater prévint, mi-octobre, qu’elle ne ferait pas de commentaire avant que le FBI ne termine son enquête, mais Prince essaya néanmoins de semer le doute sur les conclusions de Tarsa : “Elles

viennent d'un colonel", dit Prince "et je ne connais pas son expérience dans les enquêtes criminelles¹⁵⁶".

Au mois de novembre 2007, un premier aperçu des conclusions de l'enquête du FBI parut dans le *New York Times*. Il rapportait que les agents fédéraux avaient "trouvé qu'au moins quatorze des coups de feu tirés étaient injustifiés et violaient les règles du recours à la force pouvant provoquer la mort, qui s'appliquaient aux contractuels de sécurité en Irak¹⁵⁷". Le rapport ajoutait que "les enquêteurs ne trouvèrent aucune preuve pour soutenir les assertions des employés de Blackwater comme quoi des civils leur auraient tiré dessus", citant ce commentaire d'un responsable : "Je dirais pas que c'était un massacre, mais dire que c'était injustifié, c'est peu dire." Un enquêteur militaire trouva que "le FBI se montrait généreux envers Blackwater en qualifiant ne serait-ce qu'une seule de ces morts de justifiée". L'armée était clairement indignée par cette fusillade et certains responsables pensaient que les soldats américains en paieraient les conséquences. "C'était absolument tragique", dit au *Washington Post* le major général Joseph Fil, le commandant le plus haut gradé à Bagdad. "Le lendemain, le monde entier découvre l'horreur et dit : «C'est les Américains». Et c'est vrai que c'est nous. Ça tombe affreusement mal. C'est un problème de plus à surmonter, encore un revers¹⁵⁸."

Durant cette période, des voix s'élevèrent en chœur contre Blackwater au sein de l'armée. Le décalage entre les salaires des contractuels privés et ceux des soldats de l'armée régulière décourageait ces derniers et des officiers supérieurs se plaignirent de la mauvaise conduite de Blackwater et d'autres sociétés privées qui nuisait à la campagne "anti-insurrectionnelle". Cette critique fut émise par les plus hauts gradés de l'armée. Un mois après le massacre de la place Nisour, le secrétaire à la Défense Robert Gates fit un commentaire d'une rare franchise, disant de la mission des contractuels de sécurité privés : "Elle va à l'encontre de notre principale mission en Irak." Il ajoutait : "Afin d'assurer leur mission, qui consiste à livrer en toute sécurité une personnalité protégée à une destination, et d'après tout ce que j'ai lu et tout ce que notre équipe en a rapporté, il y a eu des situations où les Irakiens ont été, pour le moins, offensés et maltraités¹⁵⁹."

Le plus préoccupant (hormis bien sûr la mort des civils irakiens) est que même si Blackwater n'avait pas été politiquement connectée à la Maison Blanche, et même si le système judiciaire américain était réellement indépendant, même sans l'immunité, et même

s'il y avait eu une enquête efficace, tout cela n'aurait pas suffi. Lorsque la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice envoya à Bagdad une équipe, dirigée par Patrick Kennedy, un diplomate chevronné, afin de contrôler les sociétés de sécurité privées liées au ministère de la Défense suite à l'affaire de la place Nisour, l'équipe tira cette conclusion : "Nous ne voyons aucune raison d'obliger les sociétés sous contrat avec le ministère de la Défense [comme Blackwater] à rendre des comptes devant la justice américaine¹⁶⁰."

Il s'engagea aux Etats-Unis un débat féroce sur l'emploi des forces privées. Des juristes planchèrent pour déterminer quel tribunal, s'il en existait un, aurait la légitimité requise pour juger Blackwater et les autres sociétés de mercenaires. Comme le reconnut le ministère de la Justice au début de l'année 2008, le fait d'avoir offert l'immunité aux forces privées au commencement de l'enquête sur la place Nisour avait compromis la possibilité d'une éventuelle poursuite en justice. Mais ce n'est pas tout, Blackwater opérait dans une zone grise légale, apparemment hors de portée de la loi civile et de la loi militaire américaine autant que de la loi irakienne¹⁶¹. Lorsqu'un grand jury fut convoqué, fin 2007, afin d'enquêter, les questions sur les chances de réussite d'une poursuite en justice ne manquaient pas. De nombreux analystes légaux conclurent que la loi civile américaine sur les contractuels à l'étranger ne concernait que les contractuels travaillant pour l'armée, alors que Blackwater travaillait pour le Département d'Etat.

Peu après les événements de la place Nisour, la Chambre des représentants vota une loi s'appliquant à tous les contractuels, mais elle n'était pas rétroactive et devait recevoir l'aval du Sénat. L'Administration Bush était "fortement opposée" à cette législation, disant, dans une déclaration diffusée le lendemain de la comparution de Prince devant la Commission dirigée par Waxman, que cette loi aurait "des conséquences intolérables sur les activités et opérations cruciales et nécessaires pour la sécurité nationale¹⁶²". Un passage en cour martiale semblait improbable et risquait d'être contesté par des avocats défendant les libertés civiles, car pouvant à terme déboucher sur l'application de la loi militaire à des civils (bien que d'autres répondraient qu'elle ne pourrait pas s'appliquer aux mercenaires armés). Washington refusa catégoriquement de remettre des contractuels américains aux tribunaux irakiens. L'interdiction de laisser les Irakiens poursuivre les contractuels – interdiction qui remontait à l'époque du mandat de Bremer – fut maintenue. Certains analystes croyaient

que le ministère de la Justice tâcherait de poursuivre au moins un garde de Blackwater pour les incidents de la place Nisour, pour en faire le symbole d'une reconnaissance de culpabilité. Slough était effectivement identifié comme figurant "au cœur de l'enquête". Mais il fallait s'attendre à un échec, à cause des termes de la loi au moment où le massacre eut lieu.

Certains experts juridiques argumentèrent que les tireurs pouvaient être accusés de crimes de guerre sous la loi américaine, mais cela demanderait non seulement une volonté politique de la part de l'Administration Bush, mais également un réquisitoire contre tout le système de la guerre privatisée, chose improbable. La possibilité que des soldats privés puissent être poursuivis en justice, surtout pour des crimes de guerre, aurait également été très dissuasive pour les sociétés de mercenaires, qui auraient alors hésité à travailler pour l'Administration Bush. "Il y a vraiment une juridiction et des moyens pour agir contre eux avec la loi sur les crimes de guerre (*War Crimes Act*)", soutenait l'expert juridique en affaires militaires Scott Horton. "Mais l'Administration Bush n'a pas envie d'aller sur ce terrain et n'a pas envie d'y toucher. Je crois qu'ils ont été très clairs là-dessus¹⁶³." Gerry Starr, secrétaire d'Etat adjoint au Bureau de sécurité diplomatique du Département d'Etat, admit que "Blackwater pourrait bien ne pas être tenue comme responsable des tueries¹⁶⁴".

Certains survivants et familles des victimes des événements de la place Nisour ne voulaient pas attendre que le Congrès et l'Administration résolvent ces problèmes et ne croyaient pas que justice serait faite. N'ayant pas d'autre choix, ils poursuivirent en justice Blackwater, non pas en Irak, mais à Washington.

"CRIMES DE GUERRE" ET "HOMICIDES EXTRAJUDICIAIRES"

Quelques jours après la fusillade de la place Nisour, certains survivants et familles des victimes contactèrent des avocats irakiens des droits de l'homme travaillant avec des sociétés américaines et qui avaient intenté des procès à d'autres contractants pour des abus commis en Irak. Des avocats du Centre des droits constitutionnels, le CCR, et deux autres sociétés, dirigées par l'avocate Susan Burke du cabinet Burke O'Neil, commencèrent à interroger des survivants, des témoins et des familles des victimes. Le CCR avait l'habitude de traiter les crimes commis par des contractuels en Irak. Ils avaient

déjà instruit de lourds dossiers contre les gardes privés accusés de tortures et de maltraitements dans la prison d'Abu Ghraib. Burke se retrouva donc à la tête de l'affaire. Elle se souvient : "Les familles [de la place Nisour] sont venues vers nous parce qu'elles savaient que nous représentions les victimes de tortures à la prison d'Abu Ghraib, et elles nous ont demandé s'il serait possible d'obtenir un minimum de justice contre cette entreprise scélérate¹⁶⁵."

Le 11 octobre 2007, des civils irakiens portèrent officiellement plainte contre Blackwater. Leurs représentants, Burke et CCR déposèrent une plainte devant la cour fédérale de Washington émanant des familles de cinq des Irakiens abattus lors de la fusillade et des survivants blessés dans l'attaque. La plainte soutint que les actes de Blackwater correspondaient à des "meurtres extrajudiciaires" et des "crimes de guerre¹⁶⁶". Elle fut déposée en partie sous la loi des délits à l'étranger, qui concerne les violations des droits de l'homme commises à l'étranger.

La plainte officielle accusait Blackwater "d'avoir créé et entretenu une culture en dehors de la loi parmi ses employés, les encourageant à agir dans les intérêts financiers de l'entreprise au prix de la vie de personnes innocentes". "Cette action a pour objectif d'obtenir des réparations en dommages et intérêts punitifs d'un montant suffisant pour pénaliser Erik Prince et Blackwater pour leurs assassinats répétés, et sans états d'âme, d'innocents." Il s'agissait du premier dossier de plainte jamais déposé par des civils irakiens contre une société de sécurité privée américaine.

Le dossier soutenait que "Blackwater bâtissait toute sa publicité autour du fait qu'aucun Américain sous sa protection n'avait perdu la vie en Irak" et "concevait la volonté de tuer des personnes innocentes comme un privilège stratégique plaçant Blackwater à part et au-dessus des autres entreprises de sécurité". Les hommes de Blackwater, d'après ce dossier, "ont été et restent prêts à tuer des passants innocents afin de conserver cette statistique de «zéro mort» pour des raisons de marketing".

Parmi les plaignants se trouvaient les familles des premières victimes, Ahmed Hathem al-Rubaie et sa mère, Mahasin. "Elle a été abattue par balle alors qu'elle tenait dans ses bras le corps de son fils mort, en criant à l'aide." Les trois autres Irakiens cités dans le dossier et qui furent tués le 16 septembre – Oday Ismail Ibraheem, Himoud Saed Atban et Usama Fadhil Abbass – avaient en tout quatorze enfants, dont un bébé, rapporta Burke.

“La loi dans chaque nation civilisée du monde stipule qu’il n’y a aucune raison légitime de tuer sans distinction des passants innocents”, dit Ratner. “Nous croyons que les actes commis par Blackwater sur la place Nisour étaient délibérés, volontaires, intentionnels, gratuits, sadiques et oppressifs, et constituent des crimes de guerre. Blackwater nuit aux Etats-Unis en refusant systématiquement de respecter les lois de la guerre, les lois des Etats-Unis et la loi internationale¹⁶⁷.” Parmi les allégations qu’on peut relever dans le dossier :

– Blackwater se définit comme une force de défense, mais la direction et les employés de Blackwater désignent toujours ses “forces armées mobiles” sous le terme de “tireurs”.

– Blackwater n’aurait pas dû être sur la place Nisour et braver les ordres lui interdisant d’y aller. Au moment de la fusillade, les tireurs de Blackwater ne protégeaient aucun responsable du Département d’Etat. Les gardes de Blackwater avaient déjà déposé les responsables sous leur protection avant d’arriver sur la place Nisour. “Le centre des opérations tactiques” (dirigé à la fois par Blackwater et le Département d’Etat) ordonna expressément aux tireurs de rester avec les responsables et d’éviter de quitter la zone de sécurité. Le personnel de Blackwater avait l’obligation de suivre ces ordres et ne l’a pas fait.

– “Comme à son habitude, Blackwater a envoyé des «tireurs» lourdement armés dans les rues de Bagdad tout en sachant que certains de ces «tireurs» étaient sous l’influence de stéroïdes anabolisants et autres psychotropes, comme 25 % de ses tireurs. Blackwater le savait mais n’a pas pris de mesures efficaces contre l’utilisation de ces drogues. Il ne fait aucun doute, non plus, que Blackwater n’a effectué aucun contrôle anti-dopage sur ses «tireurs» avant de les envoyer avec des armes puissantes dans les rues de Bagdad.” (La société rejeta toutes allégations concernant l’usage des stéroïdes en disant que ses hommes étaient soumis à des tests de dépistage lors de leur embauche puis tous les quatre mois pendant leur service. Un porte-parole déclara que la société “avait une politique très rigoureuse concernant l’usage des stupéfiants, et s’il s’avérait que quelqu’un prenait des drogues illégales, il était immédiatement renvoyé”.)

– Blackwater n’a pas de “contrat valable” avec les Etats-Unis. “La loi Anti-Pinkerton [...] stipule qu’«un individu travaillant pour

l'agence de Pinkerton ou pour toute organisation similaire ne peut être employé pour le compte du gouvernement des Etats-Unis». L'historique législatif de cette loi ne laisse aucun doute sur le fait qu'une «organisation similaire» signifie toute organisation de mercenaires ou assimilés. Blackwater constitue une «organisation similaire» et à partir de là, aucun lien contractuel avec l'Etat américain n'est valable légalement.” (Ironiquement, quelques mois après le début des poursuites, le vice-président de la société, Martin Strong, compara justement le travail de Blackwater à celui de Pinkerton. “Eh bien, je me souviens d'une époque où Abraham Lincoln a essayé, en vain, de se rendre à sa cérémonie d'investiture et n'a pu trouver personne, à part Pinkerton, une société du secteur privé, pour protéger le nouveau président des Etats-Unis... Cela fait très, très longtemps que ça dure¹⁶⁸.”)

La direction de Blackwater refusa publiquement de répondre aux allégations des poursuites sous prétexte que les enquêtes du gouvernement étaient en cours, mais son porte-parole assura que la société “assurerait sa propre défense et avec ardeur¹⁶⁹”. Erik Prince continua son attaque contre les avocats des victimes irakiennes. “Les avocats, les hommes de loi qui ont intenté cette action en justice, sont les mêmes types qui ont défendu les auteurs de l'attentat à la bombe du World Trade Center en 1993, ou le «Cheik aveugle» [*le terroriste Omar Abdul Rahman*] ainsi qu'une bande de tueurs d'agents du FBI et autres flics”, déclara Prince sur la chaîne CNN deux jours après l'ouverture du procès. “Il s'agit donc d'un procès purement politique, pour attirer l'attention des médias¹⁷⁰.” Prince se trompait, en fait, sur toute la ligne. CRR n'avait pas représenté le “Cheik aveugle” ni défendu les poseurs de bombe du World Trade Center en 1993. Mais cette interprétation tendancieuse fut rapidement adoptée par ses défenseurs de droite et propagée dans les médias.

Quelques jours plus tard, J. Michael Waller, vice-président du Centre pour la politique de sécurité (*Center for Security Policy*), un groupe de réflexion conservateur pur et dur ayant de nombreuses connexions avec l'Administration Bush, fit paraître une tribune libre dans le *New York Post*, intitulée *Les Avocats de la Terreur*¹⁷¹. “Waller accusait le CCR et Michael Ratner d'avoir prouvé, quatre décennies durant, qu'ils assistaient et encourageaient les terroristes, les espions et les tueurs de flics”, ajoutant qu'ils étaient “spécialisés dans la défense des ennemis de la société américaine”. Waller écrit également : “Alors que nous attendons des faits nous

permettant d'établir la responsabilité de la tragédie du 16 septembre sur la place Nisour, nous devons exiger une réponse à une autre question : comment, alors qu'ils avaient le choix parmi plus d'un million d'avocats aux Etats-Unis, se fait-il que des Irakiens ordinaires aient trouvé le moyen de choisir ceux d'entre eux, et ils sont peu nombreux, qui viennent en aide aux tueurs de flics et aux terroristes ?”

Pour Ratner, ces accusations étaient “d'évidentes tentatives pour essayer de détourner l'attention loin des actions de Blackwater en Irak et plus spécifiquement de son rôle dans la tuerie de la place Nisour”. “Je ne pense pas, ajouta-t-il, que ces attaques d'une nature personnelle puissent tromper qui que ce soit. De telles attaques de dénigrement servent d'écran de fumée. Au procès, les faits parleront d'eux-mêmes et la vérité éclatera¹⁷².”

Le 19 décembre 2007, le CCR et Burke intentèrent un nouveau procès contre Blackwater, cette fois pour le meurtre de cinq Irakiens sur la place Watahba de Bagdad, une semaine avant la tuerie de la place Nisour. “Les tireurs de Blackwater ont abattu sans justification cinq civils irakiens innocents”, peut-on lire dans le dossier. “Nombre d'autres civils innocents furent... blessés lors de cet incident¹⁷³.” Burke entreprit ces poursuites au nom de la famille d'Ali Hussamaldeen Albazzaz. “Ce monsieur était un simple marchand de tapis et il fut tué sans aucune raison, laissant derrière lui un bébé de vingt et un jours et sa famille. Encore un exemple où les tireurs de Blackwater tirent d'abord et se posent des questions ensuite”, déclara Burke¹⁷⁴.

“SI LE GOUVERNEMENT NE VEUT PAS QU'ON LE FASSE,
ON IRA FAIRE AUTRE CHOSE”

Malgré l'énorme polémique autour de Blackwater, ses forces armées – et les contrats juteux qu'elles lui rapportaient – restèrent bien implantées sur le sol irakien. L'un des employés de Blackwater rapporta au *New York Times* une conversation qu'un représentant de la compagnie eut avec Gregory Starr du Département d'Etat en novembre 2007. “Il dit que Blackwater n'a pas perdu le contrat ici, en Irak, et que tout dépend simplement de notre manière d'agir à partir de maintenant¹⁷⁵.” Le 3 décembre, Blackwater fit paraître toute une liste d'offres d'emplois pour “des spécialistes de la sécurité” et des tireurs d'élite. C'était la conséquence directe de

“l’extension de contrat” de la sécurité diplomatique du Département d’Etat¹⁷⁶.

Plutôt que de faire profil bas et d’espérer que le scandale s’estompe, Blackwater se lança dans une importante campagne pour redorer son image de marque. Son nom fut changé en “Blackwater Worldwide”. L’image de son logo se voulait plus apaisante : hier une patte d’ours dans la ligne de mire d’un tireur d’élite, aujourd’hui, une griffe d’ours stylisée en deux demi-sphères, une sorte de contour de mappemonde évoquant vaguement le logo des Nations unies. Son site internet remanié fanfaronnait sur la vision d’une société “guidée par l’intégrité, l’innovation, et le désir d’un monde plus sûr¹⁷⁷”. Leurs contractuels y étaient présentés comme “des professionnels de la stabilisation mondiale”.

Prince accorda une série d’entretiens, dont beaucoup furent menés par des journalistes non spécialisés, flagorneurs et dépourvus de tout sens critique. Il leur présenta sa propre version de la compagnie, celle d’une extension patriotique de l’armée, répétant souvent, presque mot pour mot, des phrases soigneusement travaillées. Il arriva même à la onzième place au palmarès “*Power 50*” du magazine *Details* ce top 50 des hommes américains “qui contrôlent vos façons de voir, vos habitudes de consommateur, vos anxiétés, votre libido... les gens qui se sont emparés de votre esprit¹⁷⁸”.

Le 1^{er} décembre, on put assister à l’un des épisodes les plus étranges de cette frénétique campagne de communication. Des parachutistes de Blackwater, avec drapeaux et parachutes aux couleurs de l’entreprise, atterrirent non pas à Bagdad ou à Kaboul mais sur le stade Qualcomm de San Diego pendant la mi-temps du match de football américain opposant l’Etat de San Diego à la Brigham Young University. La société parraina également une course de stock-cars, s’associa avec le fabricant d’armes Sig Sauer pour créer un pistolet édition spéciale “Blackwater” de 9 mm avec le logo de la compagnie gravé sur la crosse, garanti à vie. Pour 18 dollars, dans la boutique-cadeaux de Blackwater, les parents pouvaient acheter à leur nourrisson un petit body avec le logo de la société¹⁷⁹.

Prince indiqua, pendant cette campagne tapageuse, qu’il était possible que Blackwater se retire d’Irak. “Nous voyons que le marché de la sécurité décroît”, dit-il au *Wall Street Journal* en octobre¹⁸⁰. On aurait pu penser à entendre une telle déclaration que Blackwater avait obtenu tout ce que la firme pensait pouvoir retirer de sa présence en Irak. Prince déclara au

Congrès : “Si le gouvernement ne veut pas qu’on le fasse, on ira faire autre chose¹⁸¹.” Et le nom de Blackwater avait beau être traîné dans la boue par ceux qui se préoccupaient des droits de l’homme, l’entreprise avait fait fortune en Irak; bien plus, elle avait acquis une réputation de société prête à tout pour protéger la vie de responsables américains dans une zone de guerre extrêmement hostile. Et à l’heure où Blackwater continue à étendre sa clientèle dans le monde, cette image pourrait lui être très utile.

Prince jura qu’à l’avenir, Blackwater “proposerait une gamme d’offres plus large encore¹⁸²”. Malgré tous ces scandales, Blackwater renchérisait pour faire partie des bénéficiaires d’un contrat avec le Pentagone d’une durée de cinq ans et d’une valeur de 15 milliards de dollars destiné à “combattre les terroristes liés aux réseaux des trafiquants de drogue¹⁸³”. Grâce à ce contrat de “guerre contre la drogue”, Blackwater se retrouvait à jouer dans la même cour que Lockheed Martin, Northrop Grumman et Raytheon, parrains du business de la guerre.

Blackwater conserve aujourd’hui ses prolifiques affaires dans les activités de maintien de l’ordre, dans l’armée et dans l’entraînement des membres de la sécurité nationale. Mais l’entreprise développe encore sa sphère d’activités. Parmi ses projets en cours et ses stratégies de développement, on trouve¹⁸⁴ :

- Greystone Ltd, filiale de Blackwater implantée à l’étranger, entreprise à l’ancienne basée au large de la Barbade, elle propose de louer “des soldats issus des meilleures armées du monde” aux gouvernements et aux organisations privées. Elle revendique aussi un “programme international du maintien de la paix” avec des soldats “formés à la gestion de foules par des techniques non meurtrières et du personnel militaire formé aux opérations dans les zones sensibles”.

- Total Intelligence Solutions, dirigée par trois anciens de la CIA (parmi ceux-ci, Cofer Black, le numéro deux de Blackwater), rend des services – proches de ceux que rend la CIA – sur le marché libre, à l’usage des sociétés ou des gouvernements. (Voir aussi dans l’épilogue.)

- Blackwater lance le Grizzly, un véhicule blindé présenté comme le plus polyvalent qui ait jamais existé. La compagnie souhaite rendre son utilisation légale sur les autoroutes américaines.

– La division de l’aviation possède une cinquantaine d’engins, y compris des avions à turbopropulseur adaptés aux atterrissages délicats. L’entreprise a passé commande d’un avion paramilitaire au Brésil, le Super Tucano, appareil recommandé dans les opérations anti-insurrectionnelles. En août 2007, la division de l’aviation remporta un contrat de 92 millions de dollars avec le Pentagone pour effectuer des vols en Asie centrale.

– Fin 2007, Blackwater conduisit des essais en vol du drone Polar 400, appareil sans pilote, et veut maintenant le proposer au ministère de la Sécurité intérieure pour la surveillance de la frontière avec le Mexique ainsi qu’à “l’armée, pour le maintien de l’ordre, et à des clients non gouvernementaux”.

– La division maritime, en pleine expansion, possède un nouveau navire, de plus de 56 mètres de long, équipé pour un usage paramilitaire.

Depuis ses débuts, à la fin des années quatre-vingt-dix, Blackwater a construit une structure privée parallèle au système national de sécurité. Elle continue de signer d’importants contrats dans divers secteurs, et le gouvernement américain reste le principal utilisateur de ses services. En décembre 2007, elle se lia à une nouvelle et puissante société de lobbying, Womble, Carlyle, Sandridge & Rice¹⁸⁵. Dans le formulaire d’enregistrement déposé au Sénat en janvier 2008, la société indiquait comme objet : lobbying pour le compte de Blackwater sur une large gamme de contrats, comme la défense, la sécurité intérieure, les interventions sur les lieux de catastrophes, l’industrie aérospatiale, les relations avec l’étranger et le maintien de l’ordre.

LA GUERRE C’EST DU BUSINESS. LE BUSINESS C’EST BIEN

A bien des égards, Blackwater incarne la “révolution des affaires militaires” de l’Administration Bush qui entraîna l’externalisation massive de l’essentiel des activités de l’armée. La place centrale de la société dans l’occupation américaine en Irak fut représentative du nouveau visage de la machine de guerre américaine. Mais c’est aussi un symbole de l’époque dans laquelle nous vivons, où chaque aspect de la vie est radicalement privatisé – éducation,

santé, prisons, sécurité intérieure, renseignements secrets, services municipaux.

Si Blackwater doit son succès éclatant à la politique étrangère belliqueuse, agressive de l'Administration Bush, il est important de se souvenir que l'entreprise a vu le jour sous la présidence de Bill Clinton. C'est l'Administration Clinton qui admit Blackwater en tant que fournisseur du gouvernement fédéral et lui fit l'honneur de ses premiers contrats gouvernementaux.

De fait, la privatisation n'est pas simplement liée au programme républicain ou à l'Administration Bush – elle fut rapidement intensifiée par Bush, mais elle a été adoptée et encouragée par les structures du pouvoir des deux partis politiques pendant des décennies. “Même sous l'Administration Clinton, cette façon de procéder n'avait rien d'exceptionnel”, commenta le démocrate de l'Illinois Jan Schakowsky, un des critiques les plus acerbes de la sous-traitance de la guerre. “Nous avons assisté à l'extraordinaire montée en flèche de cette industrie qui représente maintenant des milliards et des milliards de dollars. C'est ce qu'on appelle un véritable boom¹⁸⁶.” Le gouvernement américain paye aux contractants l'équivalent de la somme des impôts des Américains ayant un revenu annuel inférieur à 100 000 dollars, c'est-à-dire que “90 % des contribuables pourraient verser tous leurs impôts aux contractants plutôt qu'au gouvernement” selon une enquête menée par *Vanity Fair* en 2007¹⁸⁷. Comme l'écrit la journaliste Naomi Klein : “Dans cette perspective radicale, les contractants traitent l'Etat comme un distributeur de billets, récupérant d'énormes contrats pour effectuer des tâches cruciales comme assurer la sécurité aux frontières ou interroger des prisonniers et faisant des dépôts d'argent sous forme de dons pour financer des campagnes¹⁸⁸.”

“Je pense”, dit l'ancien diplomate américain Joe Wilson, le dernier ambassadeur en Irak avant la guerre du Golfe en 1991, “qu'il est extrêmement dangereux qu'une nation commence à sous-traiter son monopole de l'usage de la force et de la violence pour soutenir sa politique étrangère ou ses objectifs de sécurité nationale”. Les milliards de dollars distribués aux sociétés militaires, indique Wilson, “font d'elles un puissant groupe de pression à l'intérieur du groupe politique américain et un groupe de pression qui est en fait armé. Et, à un certain moment, la question se posera : envers qui doivent-ils être loyaux¹⁸⁹ ?”

Alors que le virus de la privatisation bipartite continue de s'étendre, des sociétés comme Blackwater s'imposent de plus en plus dans les secteurs du gouvernement les plus sensibles. Blackwater avance à toute vitesse. Les scandales isolés ne sont pas suffisants pour la freiner. Même si Blackwater devait faire faillite demain, il ne manquerait pas de sociétés pour s'empresser de la remplacer.

Si la privatisation agressive a un effet dévastateur sur le plan social, la privatisation de la machine de guerre a, elle, été fatale. Blackwater est une société dont le succès en affaires dépend de la guerre et des conflits. Elle fonctionne à l'intérieur d'une industrie basée sur la demande où le chiffre d'affaires est intimement lié à l'escalade de la violence. Cette demande a été phénoménale sous la présidence de George W. Bush. La militarisation sans précédent du Bureau de la sécurité diplomatique du Département d'Etat, qui est allée de pair avec le rapide phénomène de privatisation, a considérablement enrichi Blackwater. Le Service international de protection individuelle (*Worldwide Personal Protective Services*) était à l'origine conçu comme une petite opération pour protéger avec des gardes du corps des petits groupes de diplomates et autres responsables américains et étrangers. En Irak, l'Administration le transforma en une force paramilitaire de plusieurs milliers d'individus. Le coût du programme passa de 50 millions de dollars en 2003 à 613 millions en 2006¹⁹⁰. D'après l'enquête de la Commission de contrôle, "pour l'année fiscale 2001, Blackwater obtint des contrats fédéraux pour un montant total de 736 906 dollars. En 2006, Blackwater cumulait plus de 593 millions de contrats gouvernementaux, une augmentation de plus de 80 000 %¹⁹¹. En 2007, Blackwater avait déployé en Irak deux tiers du nombre d'agents du Bureau de la sécurité diplomatique dans le reste du monde. Comme le déclara l'ambassadeur Ryan Crocker, fin 2007 : "Il est tout simplement impossible que le Bureau américain de la sécurité diplomatique puisse avoir assez de personnel à plein temps pour couvrir la sécurité en Irak. A part les contractuels, il n'y a aucune alternative¹⁹²."

A compter de l'été 2007, il y avait plus de "contractuels privés" sur le registre américain du personnel déployé en Irak (180 000) que de soldats de l'armée nationale (160 000)¹⁹³. Ces contractuels travaillaient pour plus de 630 sociétés et attiraient du personnel de plus de cent pays du monde¹⁹⁴. Des dizaines de milliers étaient des agents armés comme ceux qui travaillent pour Blackwater. On ignore pourtant le chiffre exact car ni l'Administration ni l'armée

n'ont pu, ou n'ont voulu, fournir ces données. Cela signifiait que l'armée américaine était en fait devenue un partenaire minoritaire de la coalition occupant l'Irak.

L'existence d'une puissante armée de l'ombre permit de mener une guerre impopulaire avec des soldats dont les pertes et les blessés ne furent ni comptabilisés ni communiqués. On évita ainsi de maintenir un contingent de l'armée régulière, ce qui aurait rendu la poursuite de la guerre politiquement insoutenable. Cela pervertit également la diplomatie internationale car l'Administration n'eut pas besoin de réunir une "coalition de partants" : elle louait une force d'occupation. Des soldats privés venant de pays qui n'étaient pas directement concernés par la guerre ou dont le gouvernement s'y opposait étaient engagés et utilisés comme de la chair à canon bon marché.

La guerre, c'est les affaires – et les affaires marchent bien. Ce ne sont pas uniquement les actes de Blackwater et de ses semblables qui ont besoin d'être examinés, dénoncés, et poursuivis en justice, mais bien tout le système. Si cette demande insatiable de "prestations" de mercenaires, conséquence des guerres de conquête impopulaires, n'est pas contrecarrée avec détermination, Blackwater et les autres sociétés de mercenaires n'ont pas grand-chose à craindre. Plus prosaïquement, la relation entre le gouvernement et ces firmes est celle d'un drogué à son dealer. Ces sociétés ne sont pas simplement des pommes véreuses. Ce sont les fruits d'arbres particulièrement vénéneux. Ce système est basé sur le mariage entre immunité et impunité.

Si le gouvernement commençait à punir les sociétés de mercenaires avec des mises en accusation pour crimes de guerre, meurtre ou violation des droits de l'homme et ne se contentait pas d'un petit geste symbolique, le risque pour les sociétés serait considérable. Cela rendrait les guerres comme celle de l'Irak bien plus difficiles voire impossibles. Mais même après le scandale de la place Nisour, une telle éventualité semblait bien peu probable. Début 2008, une fois de plus, le président Bush chercha à forcer le gouvernement irakien à prolonger l'immunité des contractuels privés, alors qu'il négociait un accord sur le nouveau "Statut des forces" avec Bagdad¹⁹⁵. Il ajouta qu'il allait abandonner la clause d'une loi de 2008 qu'il avait signée et qui aurait établi une commission de sous-traitance bipartite en temps de guerre, pour enquêter sur les contractants privés, ainsi qu'une autre commission qui fournirait des protections aux dénonciateurs d'abus travaillant

pour les contractants gouvernementaux. Bush déclara que ces clauses “réprimeraient la capacité du président” à “protéger la sécurité nationale, à superviser l’exécutif et à exercer son autorité de commandant en chef¹⁹⁶”.

Alors que Bush a indiscutablement été le plus grand supporter de l’industrie de la guerre, les chances d’une action efficace contre la menace mercenaire sont minces, que ce soit un démocrate ou un républicain qui le remplace à la Maison Blanche. L’industrie de la guerre contribue à la campagne pour l’égalité des chances et a de solides supporters parmi les politiciens influents autant chez les démocrates que chez les républicains. La parlementaire Schakowsky introduisit, fin 2007, une loi intitulée “Arrêt de la sous-traitance de la sécurité” (sos, *Stop Outsourcing Security Act*) qui cherche à mettre fin à l’utilisation de Blackwater et autres sociétés de mercenaires dans les zones de guerre américaines d’ici 2009. “Les sociétés privées de sous-traitance ont perdu leurs droits de représenter les Etats-Unis”, déclara Schakowsky, assurant qu’elles “avaient mis nos troupes en danger et entraîné la mort inutile de nombreux civils irakiens innocents. Ils sont devenus un handicap plutôt qu’un atout¹⁹⁷”. Seule une petite proportion des 437 parlementaires signèrent pour adopter ce projet de loi, et au printemps 2008, seulement deux sénateurs, l’élu indépendant Bernie Sander pour le Vermont et Hillary Clinton pour New York.

Etant donné le refus de l’Administration Bush de rendre les mercenaires coupables de leurs crimes en Irak et la réticence des démocrates à remettre réellement en question la machine de guerre radicalement privatisée, le seul espoir des victimes de la place Nisour pour que justice soit faite repose sur les procès intentés contre Blackwater à Washington. D’une certaine façon, c’est l’endroit idéal pour juger une telle affaire, parce que la violence déchaînée par Blackwater en Irak est finalement enracinée dans la machine de guerre vénale basée dans la capitale américaine. Peu de temps après l’incident de la place Nisour, on demanda à Prince lors d’un entretien : “Combien de civils irakiens ont été tués par des employés de Blackwater?” “Impossible de le savoir”, répondit Prince dans un rare moment de candeur sur le sujet¹⁹⁸. Le sens de cet aveu n’échappa pas aux avocats attaquant Blackwater dans l’affaire de la place Nisour. “Ces familles irakiennes rendent un service civil à tous les Irakiens car elles veulent que plus personne ne soit tué par Blackwater”, déclara l’avocate Susan Burke. “Nous

allons dénoncer la culture d'entreprise qui mène à toute cette mort et cette destruction en Irak¹⁹⁹.”

Les Etats-Unis débattent actuellement de leur retrait de l'Irak mais Blackwater ne paraît pas menacée. En avril 2008, malgré les objections du gouvernement irakien, le contrat de l'entreprise en Irak fut renouvelé pour un an “suite à une analyse minutieuse des besoins opérationnels nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de politique étrangère des Etats-Unis en Irak”, selon les termes de Gregory Starr du Département d'Etat²⁰⁰. Certains responsables démocrates ont préconisé un retrait militaire progressif qui laisserait la place à “une force de frappe” antiterroriste, la Zone verte, et une force de sécurité pour le personnel de l'ambassade américaine, la plus importante au monde, potentiellement des dizaines de milliers de soldats armés. L'un des cadres le plus haut placés de Blackwater, Joseph E. Schmitz, semble même avoir trouvé dans le retrait de l'Irak une opportunité en or pour Blackwater et les autres sous-traitants de guerre. “Il n'est pas impossible d'imaginer que nous pourrions – je veux dire, le gouvernement américain – retirer les troupes officielles et créer ainsi un besoin salutaire pour l'entrée de sociétés de sécurité privées²⁰¹.”

AFFAIRES MORTELLES

Le monde était très différent le 10 septembre 2001, lorsque Donald Rumsfeld monta sur le podium au Pentagone pour prononcer un de ses premiers discours comme secrétaire à la Défense sous le président George W. Bush. Pour la plupart des Américains, Al Qaïda n'existait pas, et Saddam Hussein était encore président de l'Irak. Rumsfeld avait déjà servi à ce poste sous le président Gerald Ford, de 1975 à 1977, et il regagna cette fonction en 2001 avec des projets ambitieux. Ce jour de septembre de la première année de l'Administration Bush, Rumsfeld s'adressa aux officiels du Pentagone chargés de superviser le secteur sensible des contrats de la défense, la gestion de Halliburton, DynCorps et Bechtel. Le secrétaire se présenta devant un groupe d'anciens cadres d'Enron, Northrop Grumman, General Dynamics et Aerospace Corporation qu'il avait désignés pour être ses députés au ministère de la Défense, et il fit une déclaration de guerre.

“Il s'agit aujourd'hui d'évoquer un adversaire qui constitue une menace, une grave menace pour la sécurité des Etats-Unis d'Amérique”, martela Rumsfeld¹. “Cet adversaire est l'un des derniers bastions de l'organisation centralisée au monde. Il gouverne en imposant des plans quinquennaux. Depuis une seule capitale, il tente d'exercer son pouvoir à travers les fuseaux horaires, les continents, les océans et au-delà. De manière brutalement systématique, il étouffe la liberté de pensée et réduit les nouvelles idées à néant. Il bouscule la défense des Etats-Unis et met en danger la vie des hommes et des femmes en uniforme.” S'interrompant brièvement pour renforcer l'effet dramatique, Rumsfeld, lui-même vétéran de la Guerre froide, reprend à l'attention de ses nouveaux députés : “Cet adversaire ressemble peut-être à l'ex-Union soviétique, mais ce genre d'ennemi a disparu : nos ennemis d'aujourd'hui sont

plus subtils et implacables. Vous pensez peut-être que je décris un des derniers dictateurs décrépits du monde. Mais leur heure de gloire est également révolue et ils ne parviendront jamais à égaler la force ou l'envergure de l'adversaire dont je parle. Cet adversaire se trouve beaucoup plus près de nous. Il s'agit de la bureaucratie du Pentagone." Rumsfeld appela à une réforme radicale du fonctionnement du Pentagone qui remplacerait la gestion démocratique du ministère de la Défense avec un nouveau modèle, basé sur le secteur privé. Le problème, expliqua Rumsfeld, est qu'à la différence des entreprises, "les gouvernements ne peuvent pas déposer le bilan, alors nous avons besoin de trouver de nouveaux moyens pour que la bureaucratie s'adapte et s'améliore". Les enjeux, déclara-t-il, étaient importants, "en fait, une affaire de vie ou de mort, pour chaque Américain". Ce jour-là, Donald Rumsfeld annonça une grande initiative pour structurer l'implication du secteur privé dans les conflits armés, tout en sachant que cette initiative rencontrerait une résistance féroce. "Certains peuvent se demander, «Mais comment est-il possible que le secrétaire de la Défense attaque le Pentagone devant ceux qui le constituent?»", continua Rumsfeld devant son public. "Je leur répondrais que je n'ai nullement envie d'attaquer le Pentagone, je veux seulement le libérer. On doit le protéger de lui-même."

Le lendemain matin, le Pentagone se ferait littéralement attaquer lorsque le vol numéro 77 d'American Airlines, un Boeing 757, percuta sa façade ouest. La légende veut que Rumsfeld aidât les secouristes à tirer des corps de sous les décombres. Mais il ne lui fallut pas longtemps pour qu'il saisisse, en maître du jeu guerrier, l'opportunité inimaginable que représentait le 11 septembre afin de mettre sur rail sa guerre personnelle, présentée la veille. Le monde avait changé irréversiblement, et en un instant, l'avenir de la force militaire la plus puissante du monde était devenu une toile blanche sur laquelle Rumsfeld et ses alliés allaient pouvoir peindre leur chef-d'œuvre. La nouvelle politique du Pentagone allait beaucoup s'inspirer du secteur privé, privilégiant les opérations clandestines, les systèmes d'armement sophistiqués et un plus grand recours aux Forces spéciales ainsi qu'aux "contractuels", comme on nomme les employés de sociétés privées sous contrat dans le secteur public de l'armée et de la sécurité. Cette nouvelle politique fut qualifiée de Doctrine Rumsfeld. "Nous devons promouvoir une approche plus entrepreneuriale qui encourage les gens à être davantage proactifs que réactifs, à moins

se comporter en bureaucrates et plus en capitalistes audacieux”, écrit Rumsfeld en été 2002, dans un article pour *Foreign Affairs*, intitulé “Transformer le militaire²”. L’approche “à pas feutrés” de Rumsfeld ouvrit la porte à l’un des plus importants changements du fonctionnement de la guerre moderne, le recours généralisé aux contractuels venant du privé dans tous les domaines de la guerre, y compris le combat.

Parmi celles qui furent contactées par le gouvernement pour se joindre à une “guerre globale contre la terreur” menée selon la Doctrine Rumsfeld figurait une société peu connue qui opérait depuis un camp d’entraînement militaire près du Great Dismal Swamp (grand marécage morne) en Caroline du Nord. Son nom : Blackwater USA. Pratiquement du jour au lendemain, suite à la grande tragédie du 11 septembre, une entreprise qui, quelques années auparavant, existait à peine allait devenir l’un des acteurs principaux d’une guerre mondiale menée par l’empire le plus puissant de l’Histoire. “Après quatre ans dans le secteur de l’entraînement, je commençais à voir d’un œil cynique le peu de sérieux que les gens accordent à la sécurité”, dit le propriétaire de Blackwater, Erik Prince, au présentateur de Fox News, Bill O’Reilly, peu après le 11 septembre. “Maintenant le téléphone n’arrête pas de sonner³.”

Mais l’histoire de Blackwater ne commence pas avec le 11 septembre, ni même au moment où la société fut fondée. A plusieurs égards, elle résume l’histoire de la guerre moderne. Elle représente avant tout le fruit de toute une vie de travail acharné du noyau dur de l’équipe guerrière de l’Administration Bush.

Durant la guerre du Golfe de 1991, Dick Cheney, proche partenaire de Rumsfeld, était secrétaire à la Défense. A l’époque, une personne sur dix déployées dans les zones de guerre était un contractuel du secteur privé, une proportion que Cheney s’acharna à augmenter. Avant de quitter son poste en 1993, il commanda une étude à un service de la société Halliburton qu’il finira par diriger. Cette étude portait sur les moyens à mettre en œuvre pour privatiser rapidement la bureaucratie militaire. Très vite, Halliburton allait se créer une industrie qui se chargerait des opérations américaines et en tirerait un profit apparemment illimité. Plus les Etats-Unis s’acharnaient à développer l’étendue de leurs opérations militaires, plus les affaires de Halliburton prospéraient. C’était le prototype du fonctionnement futur. Durant les huit ans qui suivirent, sous la gouvernance de Bill Clinton, Cheney travailla

pour un très influent groupe de réflexion néo-conservateur, l'Institut de l'entreprise américaine (*American Enterprise Institute*), fer de lance d'une privatisation accélérée du gouvernement et du secteur militaire. En 1995, Cheney, aux commandes de Halliburton, construisit ce qui allait devenir la plus importante société contractante pour la défense du gouvernement. Le président Clinton soutint largement ce programme de privatisation, et la société de Cheney, avec d'autres contractants, obtint des contrats lucratifs lors du conflit des Balkans, au cours des années quatre-vingt-dix et la guerre du Kosovo en 1999. Une société de conseils pour l'armée, basée en Virginie, la Société de ressources militaires professionnelles (*Military Professional Ressources Incorporated*), composée d'officiers à la retraite, fut autorisée par l'Administration Clinton, au cœur des années quatre-vingt-dix, à entraîner les militaires croates pour leur guerre sécessionniste contre les Serbes qui dominaient en ex-Yougoslavie. Ce contrat modifia de manière décisive le rapport des forces dans ce conflit. Il préfigura l'implication du secteur privé qui allait devenir la norme dans la guerre contre la terreur. Mais la privatisation n'était qu'une partie d'un programme plus large. Cheney et Rumsfeld étaient des membres clés du Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC, *Project for a New American Century*) initié en 1997 par l'activiste néo-conservateur William Kristol⁴. Ce groupe pressa Clinton de provoquer un changement de régime en Irak, et les principes du groupe qui défendaient "une politique de force militaire et une morale claire"⁵ allaient former la base d'une partie importante du programme international de l'Administration Bush.

En septembre 2000, quelques mois avant que ses membres deviennent les piliers de la Maison Blanche de Bush, le PNAC publia un rapport intitulé *Reconstruire les défenses de l'Amérique : stratégie, forces et ressources pour un nouveau siècle*. En présentant le projet du PNAC pour une réforme radicale de la machine de guerre américaine, le rapport reconnut que "le processus de transformation, même s'il apportait un changement révolutionnaire, devrait sans doute être long, sauf en cas de catastrophe, ou catalyseur comme par exemple un nouveau Pearl Harbor"⁶. Un an plus tard, avec les attentats du 11 septembre, ce catalyseur était tout trouvé : une justification inespérée pour précipiter la mise en place de ce programme de réformes radicales façonné par un groupuscule de néo-conservateurs qui venaient de prendre le pouvoir.

L'aspect souvent ignoré des guerres issues du 11 septembre est celui de la privatisation qui s'ensuivit. Quand l'équipe de Bush prit le pouvoir, le Pentagone devint le fief d'innombrables idéologues : Paul Wolfovitz, Douglas Feith, Zalmay Khalilzad et Stephen Cambone, ainsi que d'anciens cadres de grandes entreprises dont de nombreux fabricants d'armes, le sous-secrétaire à la Défense Pete Aldridge (Aerospace Corporation), le secrétaire de l'Armée Thomas White (Enron), le secrétaire de la Marine, Gordon England (General Dynamics) et le secrétaire de l'Air Force James Roche (Northrop Grumman). La nouvelle direction civile du Pentagone arriva au pouvoir avec deux objectifs principaux : un changement de régime dans des nations stratégiques et les plus importantes opérations de privatisation et de sous-traitance de l'histoire militaire des Etats-Unis, une véritable révolution dans les affaires militaires. Après le 11 septembre, cette campagne devint inexorable.

La rapide défaite des Talibans en Afghanistan encouragea Rumsfeld et le gouvernement à planifier la carte maîtresse de leur croisade néoconservatrice. Aussitôt que les Etats-Unis se mirent à rassembler des troupes prêtes à envahir l'Irak, le Pentagone y inclut les contractuels comme faisant partie intégrante des opérations. Alors que les Etats-Unis donnaient l'illusion de prôner la diplomatie, Halliburton préparait à huis clos la plus grande opération de son histoire. Lorsque les tanks américains débarquèrent à Bagdad en mars 2003, ils emmenaient avec eux le plus important contingent de soldats privés jamais déployés lors d'une guerre. Avant la fin du mandat de Rumsfeld, le nombre de contractuels sur le sol irakien s'élevait, selon les estimations, à 100 000, c'est-à-dire un contractuel par soldat américain en service actif⁷. Avant qu'il ne quitte ses fonctions, Rumsfeld prit la singulière mesure d'inclure les soldats privés officiellement dans la force de frappe américaine, à la plus grande satisfaction de l'industrie de la guerre. Dans le *Quadrennial Review* publié par le Pentagone en 2006, Rumsfeld présenta ce qu'il appelait une "carte géographique du changement" au ministère de la Défense, qu'il disait avoir entamé en 2001⁸. La "Force totale du ministère" (*Department's Total Force*) y est définie comme "ses militaires actifs et en réserve, ses fonctionnaires et ses contractuels constituant sa capacité à se battre en guerre. Les membres de la Force totale servent dans des milliers de pays dans le monde, se chargeant d'une très grande variété de tâches afin d'accomplir des missions critiques".

Lâchée comme elle le fut au beau milieu d'une guerre mondiale mal définie et à l'issue incertaine, cette définition officielle allait à l'encontre de l'avertissement émis par le président Eisenhower dans son discours d'adieu adressé à la nation plusieurs décennies auparavant, et dans lequel il prévoyait des "conséquences graves" au développement du "complexe militaro-industriel". En 1961, Eisenhower déclarait : "Le danger de voir le pouvoir tomber entre de mauvaises mains, avec les conséquences désastreuses que cela implique, est réel et n'est pas près de s'atténuer. Nous ne devons pas laisser cette puissante association mettre en danger nos libertés ou notre processus démocratique. Nous ne devons rien prendre pour argent comptant. Seuls des citoyens alertes et bien informés peuvent garantir une bonne coopération entre l'immense machinerie militaire et industrielle et nos méthodes et objectifs pacifiques, dans le but que la sécurité et la liberté puissent avancer ensemble." Ce qui se déroula les années suivantes, et particulièrement sous l'Administration Bush, n'est rien de moins que le scénario même dont Eisenhower avait fait le sinistre présage.

La guerre contre la terreur et l'occupation de l'Irak engendrèrent de nombreuses entreprises, mais une seule d'entre elles connut une ascension fulgurante vers le pouvoir, le profit et la célébrité : Blackwater. En moins de dix ans, elle est passée de l'état de marécage de Caroline du Nord à celui de Garde Prétorienne de la "guerre globale contre la terreur" de l'Administration Bush. Aujourd'hui, Blackwater emploie plus de 2 300 soldats privés déployés dans neuf pays, y compris aux Etats-Unis. Elle détient une base de données de 21 000 réservistes, anciens membres des Forces spéciales, soldats et agents des forces de l'ordre, retraités à qui elle peut faire appel à tout moment. Blackwater est propriétaire d'une flotte aérienne privée composée de plus de vingt engins, dont plusieurs hélicoptères de combat et une division de dirigeables de surveillance. Son quartier général de presque 3 000 hectares à Moyock en Caroline du Nord est le plus grand centre militaire privé du monde. On y forme des milliers d'agents des forces de l'ordre fédéraux et locaux chaque année, ainsi que des armées alliées de nations étrangères. La société a son propre service de renseignements et compte parmi ses cadres des anciens hauts gradés militaires et agents de renseignements. Elle a un centre dans l'Illinois appelé "Blackwater North", mais elle a annulé les projets d'en construire de nouveaux en Californie et dans les Philippines suite aux protestations des résidents locaux.

Blackwater a plus d'un milliard de dollars de contrats avec le gouvernement, sans compter les opérations secrètes avec des budgets "au noir" pour des agences de renseignements américaines, des entreprises ou des particuliers privés et enfin des gouvernements étrangers. Ainsi que le fit remarquer un membre du Congrès, "d'un point de vue strictement militaire, Blackwater pourrait renverser bon nombre de gouvernements du monde".

Blackwater est une armée privée, contrôlée par une seule personne : Erik Prince, un multimillionnaire chrétien d'extrême droite et grand pourvoyeur de fonds non seulement des campagnes du président Bush mais plus largement du programme de la droite chrétienne. A ce jour il n'a jamais versé un seul centime à un candidat démocrate, ce qui est certes son droit, mais un parti pris étonnant pour le dirigeant d'une si puissante société de services à la guerre, ce qui en dit long sur son engagement idéologique. Blackwater fut l'un des bataillons les plus efficaces dans la guerre que Rumsfeld fit au Pentagone, et Prince défend résolument le rôle que joue sa société dans la transformation de l'armée américaine. "Lorsque vous voulez faire un envoi postal express, est-ce que vous utilisez la poste, ou Federal Express?" demanda Prince lors d'une discussion avec des membres de l'administration militaire. "Notre but est de faire pour les services de sécurité nationale ce que FedEx a fait pour le service postal⁹."

Le signe le plus flagrant de cette transformation vint sans doute de la Maison Blanche qui fit sous-traiter la protection des plus hauts dignitaires américains en Irak par Blackwater, dès 2003. Lorsque le lieutenant Paul Bremer, l'émissaire de Bush pendant la première année de l'occupation, se retroussa les manches pour réaliser les idées de Bush à Bagdad, il fut protégé par Blackwater, comme tous les ambassadeurs américains suivants. A la différence des soldats du service actif qui sont mal payés, les gardes de Blackwater touchaient des salaires annuels à six chiffres. "Les salaires de base pour les professionnels de la sécurité en Irak étaient au départ de 300 dollars par jour", rapporta la revue *Fortune* à l'époque. "Une fois que Blackwater se mit à recruter pour sa première grande mission, protéger Paul Bremer, le tarif est monté en flèche jusqu'à 600 dollars par jour¹⁰." Sans aucun débat public, l'Administration Bush a fait sous-traiter par le secteur privé de nombreuses fonctions qui incombaient historiquement à l'armée nationale. Pour leur part, ces entreprises privées n'ont pas de comptes à rendre aux contribuables américains, qui, pourtant, leur procurent ces gains.

Certains se mirent à comparer le marché mercenaire en Irak à la ruée vers l'or en Alaska. Comme le formula *Le Times* de Londres à l'époque : "Le boom des affaires de l'après-guerre en Irak n'est pas le pétrole, c'est la sécurité¹¹ !"

Alors que cette force privée sans précédent se développait en Irak, Bremer lança une dernière initiative avant de quitter Bagdad, le 28 juin 2004 : il émit un décret, l'Ordre 17, qui faisait bénéficier les contractuels en Irak d'une immunité contre toute poursuite judiciaire¹². Ce fut une vague significative dans l'immense océan des mesures (et d'absence d'une véritable politique) qui régulaient l'occupation de l'Irak, et ce décret ne manqua pas d'encourager les forces privées. Alors que des soldats de l'armée américaine ont été poursuivis en justice pour avoir tué et torturé en Irak, le Pentagone n'a pas réservé le même sort à ses immenses troupes privées. Ce point fut souligné lors d'une des rares audiences du Congrès sur les soldats privés déployés en Irak, en juin 2006. Blackwater représentait l'industrie dans cette audience, qui comptait également plusieurs responsables du gouvernement. Le membre de la Chambre des élus, Dennis Kucinich, interrogea Shay Assad, directeur des acquisitions pour la défense au Pentagone, le département du ministère de la Défense responsable des contractuels. Kucinich rappela que les troupes américaines étaient soumises à des règles et avaient été poursuivies en justice pour des violations en Irak, ce qui ne fut pas le cas des contractuels. "A ce jour", déclara-t-il pendant l'audience, aucun contractuel n'a été poursuivi en justice pour crimes en Irak¹³. Puis il demanda directement à Assad : "Est-ce que le ministère de la Défense serait prêt à traduire en justice un contractuel ayant bafoué la loi en tuant un civil ?"

"Votre Honneur, je ne peux répondre à cette question", répondit Assad.

"Waouh, rétorqua Kucinich, pensez à ce que cela veut dire. Ces soldats du secteur privé peuvent tout se permettre impunément. Ils ne semblent être soumis à aucune règle et sont ainsi autorisés à faire de la loi ce qu'ils veulent."

Blackwater s'est ouvertement déclarée au-dessus de la loi. Tout en refusant de soumettre ses soldats privés au Code uniformisé de justice militaire (UCMJ, *Uniform Code of Military Justice*) du Pentagone, soutenant qu'il s'agit de civils, Blackwater revendiqua l'immunité contre tout contentieux civil aux Etats-Unis, sous prétexte que ses troupes faisaient partie de la Force totale américaine. Lors des procès, Blackwater se défendit en disant que, si

la justice américaine permettait que l'entreprise soit poursuivie pour des bavures, cela pourrait entraver la capacité de la nation à partir en guerre. "Pour que des contractuels fédéraux puissent accompagner les forces armées américaines sur le champ de bataille, il est essentiel que leur responsabilité à l'égard des blessés soit protégée par l'Etat fédéral et qu'ils soient systématiquement soutenus par les cours de justice fédérales. Rien ne pourrait être plus destructeur pour le concept de Force totale qui sous-tend la doctrine militaire en Amérique que d'exposer les éléments privés aux systèmes juridiques de cinquante Etats, et qui seraient ainsi transférés outre-mer sur des champs de bataille étrangers... La manière dont le président supervise et dirige ses opérations, y compris ses décisions vis-à-vis de la formation, du déploiement, de l'armement, de la composition, de la planification, de l'analyse, de la gestion et de la supervision des contractuels militaires privés dans leurs missions, outrepassa le rôle de la justice¹⁴." Blackwater prétend que ses hommes sont soumis au code de conduite rédigé par sa propre société commerciale, qui porte le nom ironique de Service international des opérations de paix (*International Peace Operations Service*) et qui, sans aucune valeur juridique, est inefficace et impossible à imposer. Erik Prince dit que ses hommes "sont responsables devant notre pays¹⁵", comme si des déclarations de fidélité au drapeau étaient une preuve d'activités légales ou remplaçaient un système légal indépendant.

Cette logique est encouragée non seulement par la quasi-immunité déjà accordée aux contractuels, mais également par le fait que le Pentagone ne supervise pas cette force massive privée, officiellement reconnue maintenant comme faisant partie intégrante de la machine de guerre américaine. Des contractuels américains déploient leurs opérations dans une zone légale floue qui laisse la porte grande ouverte aux abus. Fin 2006, un amendement d'une ligne fut glissé discrètement dans l'immense projet de loi 2007 du Congrès sur les dépenses de la défense, signé par le président Bush, qui permettait de soumettre les contractuels dans les zones de guerre au Code uniformisé de justice militaire, l'UCMJ¹⁶. Mais l'armée a suffisamment de difficultés avec l'ensemble de ses troupes et ne peut décemment pas assurer le contrôle de 100 000 soldats privés supplémentaires. Bien que l'insertion de cinq mots dans le projet de loi n'établisse pas exactement un système de surveillance indépendant, les experts prédisent une résistance féroce de la part de l'industrie de guerre privée. Quoique le gouvernement américain soit à présent

dépendant comme jamais auparavant des contractuels déployés en Irak, en Afghanistan et ailleurs, il ne parvient même pas à savoir combien ils sont, sans parler de les contrôler. Un rapport de la Cour des comptes (GAO, *Government Accountability Office*), publié en décembre 2006, établit que l'armée n'avait aucun système efficace de surveillance et que "les autorités n'avaient pas pu déterminer combien de contractuels étaient déployés dans des bases en Irak¹⁷". L'armée et la Force aérienne n'étaient capables de fournir aux enquêteurs du GAO "ni le nombre de contractuels présents dans leurs lieux de déploiement, ni les services qu'ils fournissaient aux forces américaines". Le GAO conclut que "les problèmes de gestion et de contrôle des contractuels avaient un impact négatif sur les opérations militaires et le moral des troupes et entravaient la capacité du département de la Défense à s'assurer que les contractuels répondent réellement aux exigences de leur contrat de la façon la plus rentable".

Une semaine après la fin du mandat de Donald Rumsfeld au Pentagone, les forces américaines avaient été utilisées presque jusqu'à épuisement dans la guerre contre la terreur. L'ancien secrétaire d'Etat, le général Colin Powell, déclara que "l'armée active était à bout¹⁸". Au lieu de remettre en question de telles politiques et guerres de conquête, l'Administration Bush et le Pentagone parlèrent de la nécessité d'agrandir l'armée. Prince avait déjà fait une proposition : la création d'une "brigade de contractuels" pour compléter l'armée américaine conventionnelle. "L'idée de devoir renforcer l'armée accable le département de la Défense, dit-il. Nous voulons augmenter les effectifs de 30 000 personnes et pour ce faire, eux, ils auraient besoin de 3,6 à 4 milliards de dollars. Eh bien, selon mes calculs, ça correspond à 135 000 dollars par soldat. Nous pouvons faire la même chose pour moins cher¹⁹." Cette déclaration saugrenue ne pouvait venir que d'un homme qui contrôlait sa propre armée. Prince aime considérer Blackwater comme une extension patriotique de l'armée américaine. En septembre 2005, il fit circuler dans toute son entreprise une note exigeant que tous les employés et contractuels prêtent le même sermon d'allégeance à la Constitution américaine que "les clients de Blackwater liés à la Sécurité nationale, c'est-à-dire le Pentagone, le Département d'Etat et les agences de renseignements", à savoir de "soutenir et défendre la Constitution des Etats-Unis contre tout ennemi, étranger ou intérieur... Que Dieu me protège²⁰".

Mais même si Blackwater est présentée comme un service patriotique américain cherchant à défendre la veuve et l'orphelin, ses projets ambitieux et certains de ses secrets révèlent une réalité tout autre, et elle est terrifiante.

Vu que les forces armées nationales sont utilisées jusqu'à épuisement, et que, pour des raisons politiques, il est impossible d'incorporer de nouvelles recrues, le gouvernement est forcé de trouver des nations alliées prêtes à fournir de la main-d'œuvre pour la poursuite de sa "guerre globale contre la terreur". Si les armées nationales des autres Etats ne se joignent pas à la "coalition des partants" (*Coalition of The Willing*), Blackwater et ses semblables proposent une autre solution : une internationalisation de la force obtenue en recrutant des soldats à l'échelle mondiale. Si les gouvernements alliés ne sont plus partants, des soldats privés, dont beaucoup sont originaires de pays opposés aux guerres des USA, peuvent quand même être engagés, à un certain prix. Selon ses détracteurs, ce système n'est rien de moins qu'une subversion de l'existence même de l'Etat-nation, des principes de souveraineté, et d'autodétermination. "L'utilisation croissante de contractuels, des forces armées privées, ou de ce que certains appellent des «mercenaires» rend les guerres plus faciles à commencer et à mener. Il faut juste de l'argent, pas l'accord des citoyens", dit Michael Ratner, président du Centre pour les droits constitutionnels, une organisation qui a poursuivi des contractuels accusés d'avoir commis des violations des droits de l'homme en Irak²¹. "Quand on fait appel à une population pour aller en guerre, il y a de la résistance, une résistance nécessaire pour empêcher des guerres insensées ou d'autoglorification, et, dans le cas des Etats-Unis, des guerres hégémoniques et impérialistes. Une armée privée est presque une nécessité pour les Etats-Unis qui s'accrochent à leur empire en déclin. Pensez à Rome et son besoin accru de mercenaires. C'est la même chose ici, aux Etats-Unis. Il peut devenir difficile de contrôler une population en colère, malmenée, quand la force policière est obligée de suivre les lois de la Constitution. Les forces armées privées peuvent résoudre ce «problème»."

Tout comme Halliburton, le plus grand contractant travaillant pour le Pentagone, Blackwater se distingue des simples profiteurs de guerre grâce à sa direction ambitieuse et organisée, sa principale caractéristique. La société n'a pas seulement saisi, comme ses concurrents, un moment opportun, mais s'est octroyé un marché durable pour les décennies à venir. Les aspirations de Blackwater

ne se limitent pas seulement aux guerres internationales. Ses troupes devancèrent la plupart des agences fédérales pour arriver les premiers à La Nouvelle-Orléans après le passage, en 2005, de l'ouragan Katrina. Des centaines de mercenaires de Blackwater armés jusqu'aux dents, certains fraîchement débarqués d'Irak, se dispersèrent dans la zone du désastre. En moins d'une semaine, ils furent officiellement engagés par le département de la Sécurité intérieure pour opérer dans la région, facturant au gouvernement fédéral 950 dollars par homme et par jour²². En moins d'un an, Blackwater avait empoché plus de 70 millions de dollars avec des contrats fédéraux liés à l'ouragan, soit environ 243 000 dollars par jour²³. L'entreprise considéra Katrina comme une formidable opportunité nouvelle et se mit bientôt à demander l'autorisation de louer ses effectifs à des gouvernements d'Etats littoraux. "Ecoutez, personne d'entre nous n'aime l'idée que les catastrophes permettent de faire des affaires", se justifia un responsable de Blackwater, en tête de la nouvelle division des opérations intérieures formée par la société après Katrina²⁴. "C'est un fait désagréable, mais on n'y peut rien. Les docteurs, les avocats, les pompes funèbres, les journaux, gagnent tous leur vie grâce aux malheurs. Nous aussi, parce qu'il faut bien que quelqu'un s'en charge." Mais les critiques voient le déploiement des hommes de Blackwater au sein du pays comme un précédent dangereux qui pourrait miner la démocratie américaine. "Leurs actions ne peuvent pas être encadrées par des règlements constitutionnels qui s'appliquent aux fonctionnaires ou employés fédéraux ou de l'Etat, ni par les droits du Premier et du Quatrième Amendement qui leur permet de ne pas subir des fouilles ou des saisies illégales. A la différence des officiers de police, ils n'ont bénéficié d'aucune formation en droit constitutionnel qu'ils sont censés protéger", dit Michael Ratner du CCR. "Ce genre de groupe paramilitaire fait penser aux chemises brunes du parti nazi, sorte de renfort extrajudiciaire ayant la possibilité d'opérer et qui opèrent en effet en dehors de la loi. L'utilisation de ces groupes paramilitaires présente une menace extrêmement dangereuse pour nos droits."

Ce qui fait particulièrement peur dans le rôle que joua Blackwater dans une guerre que le président Bush qualifie de "croisade" est que les cadres qui dirigent l'entreprise sont dévoués à une idéologie de suprématie chrétienne. Erik Prince et sa famille ont fait des dons conséquents pour soutenir la guerre que la droite religieuse mène contre la laïcité et favoriser l'expansion de la présence du

Christianisme dans la sphère publique²⁵. Prince est un proche ami et bienfaiteur d'un bon nombre de militants les plus extrémistes du pays : l'ancien conspirateur du Watergate, Chuck Colson, devenu conseiller du président Bush et un pionnier des "prisons basées sur la foi" ("*faith-based prisons*") ainsi que le leader conservateur chrétien Gary Bauer, l'un des premiers signataires de la "Déclaration des principes" du Projet pour un nouveau siècle américain, qui a travaillé aux côtés de Prince depuis sa jeunesse et était un proche ami de son père. Certains cadres de Blackwater se vantent même d'être membres de l'Ordre de Malte²⁶, une milice chrétienne formée au XI^e siècle, avec les premiers croisés, et qui se donna pour mission la défense des "anciens territoires musulmans conquis par les croisés"²⁷. L'Ordre de Malte se targue aujourd'hui d'être "un sujet souverain de la loi internationale, avec sa propre constitution, passeport, timbres et institutions publiques et des relations diplomatiques avec 94 pays"²⁸. La sous-traitance par de tels néo-croisés de toutes les opérations militaires américaines dans des pays musulmans et des sociétés laïques renforce les craintes de beaucoup dans le monde arabe et chez les opposants aux guerres du gouvernement américain.

La plupart des gens n'entendirent pour la première fois parler des "entreprises militaires privées" qu'après la tristement célèbre embuscade de quatre hommes de Blackwater le 31 mars 2004 à Fallouja en Irak, un lynchage effroyable qui marqua une rupture dans la guerre avec l'explosion de la résistance irakienne. De nombreux articles dans les médias de l'époque (et encore aujourd'hui) qualifièrent ces forces de l'ombre de "civils sous contrat" ou "travailleurs étrangers à la reconstruction", comme s'ils étaient ingénieurs, travailleurs du bâtiment, humanitaires, ou spécialistes de l'eau. On n'utilisa presque jamais le terme de "mercenaires". Ce n'était pas par hasard. En effet, ce phénomène s'inscrit dans une campagne de requalification très sophistiquée qui fut organisée par l'industrie mercenaire elle-même et progressivement adoptée par des responsables et représentants politiques, de Washington et d'autres capitales occidentales.

Ces hommes qui perdirent leurs vies à Fallouja faisaient en fait partie du plus grand partenaire de Washington au sein de la "coalition des partants" pour l'Irak, supérieur en nombre à la totalité du déploiement britannique, et pourtant la plupart des gens de la planète ignoraient totalement qui ils étaient. L'embuscade eut pour conséquence de permettre à Blackwater de décider des

règles qui allaient contrôler (ou non) cette industrie qui se développait rapidement et dont elle se retrouvait désormais le leader. Trois mois plus tard, l'entreprise obtint l'un des plus précieux contrats de sécurité gouvernementaux : protéger les diplomates et les bases américains. La mort de quatre de ses soldats privés, très médiatisée, allait devenir l'étincelle qui propulserait Blackwater sur le chemin du succès pour les années à venir.

L'histoire de l'ascension de Blackwater est une histoire épique qui s'inscrit dans celle de l'industrie militaire. L'entreprise incarne les changements imposés par une révolution dans les affaires militaires et le programme de privatisation développé de façon radicale par l'Administration Bush sous la forme d'une guerre contre la terreur. Mais plus fondamentalement, c'est l'histoire de l'avenir de la guerre, de la démocratie et du gouvernement de la nation. Cette histoire commence aux débuts de l'entreprise en 1996, quand des cadres visionnaires de Blackwater ouvrirent un camp militaire privé afin de "répondre à la demande anticipée de sous-traitance gouvernementale de l'entraînement pour la sécurité avec des armes à feu". Elle continue avec la profusion des contrats suite au 11 septembre, et se poursuit dans les rues inondées de sang de Fallouja, où les cadavres de ses mercenaires furent suspendus à un pont. Elle comprend une fusillade sur les toits de Nadjaf, le fief de Moqtada al-Sadr, une expédition en mer Caspienne riche en pétrole, où le gouvernement américain envoya Blackwater pour installer une base militaire à quelques kilomètres de la frontière iranienne. Lors de leur incursion dans les rues de La Nouvelle-Orléans, ravagées par un ouragan et de nombreuses heures dans les Chambres du pouvoir à Washington, les cadres de Blackwater furent accueillis comme les héros de la guerre contre la terreur. Mais l'ascension de l'armée de mercenaires la plus puissante du monde commença loin des champs de bataille actuels, dans la tranquille ville de Holland, dans le Michigan, où Erik Prince naquit au sein d'une dynastie de la droite chrétienne. Ce fut la famille Prince qui posa les fondations, dépensant des millions de dollars pendant de longues décennies pour établir le rapport de forces qui rendrait possible l'ascension vertigineuse de Blackwater.

LE PETIT PRINCE

La maison où grandit le jeune Erik Prince, fondateur de Blackwater USA, est assise sur les rives endormies du lac Macatawa, une anse du lac Michigan dans le Midwest américain. Le quartier est calme et tranquille, l'image même de la société nantie américaine des cartes postales. Le domaine est bien connu, la famille l'est encore davantage. Dans la ville de Holland, Michigan, les Prince sont la famille royale et le père d'Erik, Edgar Prince est le roi.

Blackwater à Moyock, en Caroline du Nord, une tourbière immense où crépitent d'incessantes rafales de mitraillettes, est le fief personnel d'Erik Prince, tout comme l'idyllique hameau hollandais, était celui de son père. Industriel parti de rien, Edgar Prince employait presque un quart de la ville. Il façonna lui-même les institutions, conçut et finança le centre ville et figura parmi les plus grands bienfaiteurs des deux universités. Dix ans après la mort subite d'Edgar en 1995, sa présence et son héritage imprègnent encore la ville. A l'angle des deux rues les plus animées de la ville de Holland se trouve un monument avec une petite plaque commémorant Edgar D. Prince où l'on peut lire : "Nous entendons toujours vos pas. Les habitants de Downtown Holland honorent votre vision et votre générosité extraordinaires."

S'il y avait une leçon qu'Edgar Prince était disposé à donner à ses enfants, c'était comment construire et entretenir un empire basé sur de strictes valeurs chrétiennes, une politique de droite et une économie de libre marché. Mais en dépit des nombreux monuments commémorant l'héritage de la famille Prince, Edgar ne fut pas le premier empereur de la ville. Dès la fondation de la communauté, Holland avait été gérée pendant une longue période par des patriarches chrétiens. En 1846, avec un clan de cinquante-sept autres réfugiés hollandais épuisés par la traversée,

Albertus Van Raalte accosta à l'ouest du Michigan. Le prédécesseur de Prince avait fui son pays natal parce qu'il avait "subi toutes sortes d'humiliations et de persécutions de par sa défiance des restrictions religieuses imposées par l'Eglise", selon les informations de la ville¹.

Van Raalte était membre d'une branche de l'Eglise de la Réforme à laquelle la monarchie hollandaise s'opposait à l'époque. Après être arrivé aux Etats-Unis à bord de son vaisseau, le *Sudiste*, Van Raalte emmena le clan vers les rives du lac Michigan, où il imagina une communauté libre de vivre et de pratiquer sa religion selon les doctrines de sa propre version de la Réforme hollandaise, et sans aucune influence extérieure. Après exploration, il trouva l'endroit idéal au bord d'un lac qui communiquait avec le lac Michigan. Le 9 février 1847, la communauté de Van Raalte fut fondée sur le même site où, plus tard, Erik Prince passera sa jeunesse. Mais la vision idéale de Van Raalte ne se réalisa pas exactement comme il s'y attendait puisque la commune de Holland devint le siège de l'autorité administrative. Aussi Van Raalte cherchait-il des moyens alternatifs pour établir son utopie à Holland. "On ressentait son influence car il s'était impliqué dans la politique et continuait à acquérir de grandes étendues de terre. Bien que de nombreuses conditions nécessaires à l'établissement d'une communauté chrétienne aient disparu, Van Raalte demeurait le pasteur de la seule église, membre du comité de l'école du district, la lumière phare de l'Académie, principal propriétaire des terres et un homme d'affaires au patrimoine considérable²." Pratiquement la même description pourrait s'appliquer à Edgar Prince et, éventuellement à Erik, né presque un siècle après la mort de Van Raalte.

La branche conservatrice de l'Eglise de la Réforme hollandaise qui montrait le chemin religieux à Van Raalte, et à terme à la famille Prince, basait ses croyances sur les enseignements d'un ministre de l'Evangile du xvi^e siècle, Jean Calvin (1509-1564). L'une des doctrines fondamentales du Calvinisme est la providence, la croyance que Dieu ait prédestiné certaines personnes au salut et d'autres à la damnation. Cette religion enseigne également la stricte soumission et le dur labeur selon la croyance que Dieu guide ses fidèles, mais qu'ils sont seuls responsables de leurs activités. Les Calvinistes ont longtemps été fiers de leur éthique du travail. La ville de Holland peut se targuer du fait que ses villageois aient creusé de leurs propres mains le canal qui mène au lac Michigan, ce qui

s'avérera précieux pour le commerce, et avant même de poser leurs pelles, ils se sont mis immédiatement à construire le pont au-dessus de leur nouveau chenal³.

En 1953, le père d'Erik Prince fut diplômé de l'université de Michigan avec une licence en ingénierie et rencontra Elsa Zweip, dont les parents étaient les propriétaires de Zweips Seed Store à Holland et qui venait juste de terminer ses études de pédagogie et de sociologie à Calvin College à côté⁴. Ils se marièrent et Edgar suivit la tradition familiale en s'engageant dans l'US Air Force. Après avoir voyagé loin durant ses études et son service militaire, il retrouva sa ville natale de Holland, au bord du lac Michigan ainsi que les strictes traditions religieuses et culturelles embrassées par la famille Prince. Edgar se retroussa les manches et se mit à travailler dans la teinturerie, gravissant les échelons jusqu'à devenir ingénieur en chef de la Bus Machine Works⁵. Mais Edgar avait des ambitions bien plus grandes, et il ne tarda pas à démissionner. En 1965, Prince et deux collègues fondèrent leur propre entreprise qui fabriquait des pièces pour l'industrie automobile⁶. En 1969, il fit venir par bateau une machine de 1 600 tonnes, capable de fabriquer une boîte de transmission en aluminium toutes les deux minutes⁷. En 1973, la Prince Corporation connaissait un énorme succès, avec des centaines de personnes travaillant à Holland dans les divers secteurs de l'entreprise⁸. Cette année-là, la société commença la production de ce qui allait devenir son produit phare, une invention qui allait équiper pratiquement chaque voiture dans le monde et mettre Prince en route pour devenir milliardaire : le pare-soleil au miroir éclairé⁹.

Tandis que les richesses matérielles et le succès abondaient dans la famille Prince, les journées de seize à dix-huit heures eurent raison de la santé d'Edgar, et au début des années soixante-dix, il subit une grave crise cardiaque¹⁰. "C'est à ce moment-là, allongé dans son lit d'hôpital à méditer sur tout ce que son labeur lui avait apporté, qu'il a renouvelé sa foi en Jésus Christ", se souvint l'ami de Prince, Gary Bauer, un des leaders de la droite religieuse et fondateur du lobby chrétien de droite, the Family Research Council. "Ed a remis son avenir et celui de ses affaires à Dieu. Dès lors la Prince Foundation a été bénie avec une croissance et un succès sans précédent¹¹." Edgar Prince se remit de sa crise cardiaque et conduisit son entreprise vers une prospérité extraordinaire. Prince Corporation se développa bientôt avec des lampes pour pouvoir

lire les cartes routières, des télécommandes pour ouvrir les portes de garage, des cendriers pour les tableaux de bord, des porte-gobelets et des range-pièces parmi de nombreux autres accessoires¹². En 1980, l'empire Prince s'enorgueillissait de nombreuses usines et plus de 550 employés¹³.

“Ce sont les gens qui font la différence”, lit-on sur une ancienne brochure de la Prince Corporation. “Ce n’est pas de la magie qui apporte de l’excellence à une entreprise; l’excellence, c’est le résultat de l’engagement et du travail dur de personnes dévouées. Qu’il s’agisse de produits ou de processus, aucun tour de magie ou formule facile ne résoudra les défis de demain. Ce sont les gens qui y parviendront¹⁴.” Edgar Prince aimait innover, notamment en imposant aux cadres un régime de sport soutenu. Trois jours par semaine, de 16 h 15 à 17 h 15, les cadres se retrouvaient au club de tennis de Holland dont Prince était également propriétaire¹⁵. En 1987, Prince ouvrit un site tentaculaire, une usine de 51 000 m² construite sur un terrain de 14 hectares, son quatrième centre de fabrication et lieu de résidence d’une grande partie de ses 1 500 employés¹⁶. La pièce maîtresse du “campus” Prince est un bâtiment où, sous 460 m² de verrière, se trouvent des terrains de basket et de volley¹⁷. Il ne faisait jamais travailler les cadres le dimanche et leur payait le billet d’avion pour rentrer de leurs voyages d’affaires et passer le jour du Seigneur en famille¹⁸.

L’industrie automobile de Detroit souffrait peut-être durant les années quatre-vingt, “mais en voyant la Prince Corporation, on aurait juré que non”, lisait-on dans le journal local, *The Holland Sentinel*¹⁹. Cependant Edgar Prince n’avait pas seulement en tête le succès de ses affaires et de ses employés : avec l’argent qui coulait à flots dans la Prince Corporation, il avait enfin les moyens d’atteindre les buts plus élevés auxquels il aspirait. Cela signifiait qu’il versait des sommes importantes en faveur des différentes causes des conservateurs chrétiens. “Ed Prince n’était pas un constructeur d’empires. C’était un bâtisseur de royaumes”, se souvient Gary Bauer. “Pour lui, le succès personnel passait après le Gospel et le combat pour la restauration morale de notre société²⁰.”

Durant les années quatre-vingt, la famille Prince fusionna avec l’une des familles les plus vénérables des Etats-Unis, lorsque la sœur d’Erik Prince, Betsy, épousa Dick DeVos, dont le père, Richard, avait fondé Amway, la société de vente directe en réseaux et allait devenir propriétaire de l’équipe de basket-ball Orlando Magic²¹.

Amway était un puissant distributeur de produits domestiques, régulièrement accusée d'être gérée comme une secte et organisée selon un schéma contraignant et pyramidal²². L'entreprise allait devenir une des grandes sociétés les plus actives dans le processus électoral des Etats-Unis des années quatre-vingt-dix. Elle a principalement soutenu les candidats et causes républicaines, utilisant son infrastructure d'entreprise comme vaste réseau d'organisation politique²³. "Amway dépend beaucoup du dévouement quasi-fanatique – certains disent comme dans une secte – de ses «distributeurs indépendants» américains qui sont plus de 500 000. En vendant les savons, vitamines, détergents et autres produits de l'entreprise, les distributeurs prêchaient la philosophie Amway", peut-on lire dans un exposé sur l'entreprise publié dans la revue *Mother Jones* en 1996²⁴. "Ils vous disent de toujours voter conservateur, quoi qu'il advienne. Ils disent que les libéraux soutiennent les homosexuels et laissent les femmes sortir de leur rôle", confie à la revue, Karen Jones, ancienne distributrice d'Amway. "Ils disent qu'on doit ramener les choses dans l'ordre²⁵." D'après certaines sources, les leaders de Amway utilisaient "la messagerie vocale, ainsi que des réunions d'entreprise et des cassettes de motivation, afin de mobiliser les distributeurs en une puissante force de politique intérieure²⁶".

L'union de Betsy et Dick était le genre d'alliance qui se pratique couramment chez les monarques d'Europe. La famille DeVos était l'une des rares familles du Michigan dont le pouvoir et l'influence dépassaient ceux des Prince. Elle fut un des plus grands financiers des causes de l'extrême droite dans l'histoire des Etats-Unis, et grâce à son argent, elle a propulsé les politiques et activistes, extrémistes chrétiens à des positions importantes. Betsy et Dick habiterent quelque temps en bas de la rue où résidait la famille Prince, y compris Erik, de neuf ans le cadet de sa sœur²⁷.

En 1988, Gary Bauer et le fondateur de Focus, James Dobson, commencèrent à construire ce qui allait devenir le Conseil de recherche sur la famille (FRC, *Family Research Council*), organisation d'influents conservateurs évangélistes ayant comme mission de répandre leurs idées radicales. Depuis, elle a pris le devant sur des questions allant de l'interdiction du mariage homosexuel à la promotion de bourses d'études pour les écoles chrétiennes, en passant par l'interdiction de l'avortement et des recherches sur les cellules souches. Néanmoins, pour la faire décoller, il leur

fallait des fonds et ils se tournèrent vers Edgar Prince. “Lorsque Jim Dobson et moi avons décidé que nos ressources financières étaient insuffisantes pour lancer le FRC, Ed et sa famille se sont engouffrés dans la brèche”, écrit Bauer. “Je peux dire sans hésitation que sans Ed, Elsa et leurs merveilleux enfants, il n’y aurait simplement pas de Family Research Council²⁸.” Le jeune Erik allait devenir un des plus jeunes membres de Bauer à la FRC²⁹. Ce fut une des nombreuses organisations de la droite que les Prince et les DeVos allaient financer, premier pas vers ce qu’on nommerait plus tard la Révolution Républicaine qui, en 1994, emmena Newt Gingrich et un programme de la droite radicale à la tête du Congrès, arrachant le pouvoir à la gauche pour la première fois depuis quarante ans. Pour soutenir la “Révolution”, l’Amway de DeVos donna quelque 2,5 millions de dollars au Parti Républicain. Ce fut le plus grand financement occulte d’un parti politique enregistré dans toute l’histoire³⁰. En 1996, Amway donna également 1,3 millions de dollars à la San Diego Convention and Visitors Bureau afin de payer des “info-publicités” diffusées sur la chaîne de Pat Robinson, la Family Channel, durant la convention du RNC³¹.

Betsy DeVos, la sœur d’Erik deviendra présidente du Parti Républicain au Michigan entre 1996 et 2000 et de 2003 à 2005 ; à certains moments, elle envisagea une candidature au Sénat des Etats-Unis³². Elle participa également à la collecte de fonds du réseau “Pioneer” pour la campagne de George W. Bush où elle recueillit plus de 100 000 dollars³³. Son mari, Dick, fut le candidat GOP pour devenir gouverneur en 2006, une course qu’il finit par perdre³⁴. Les observateurs chevronnés de la vie politique au Michigan affirment que l’influence que la famille DeVos exerce sur la politique dans cet Etat dépasse de loin les estimations. “Quiconque se présente pour un poste républicain au Michigan doit être approuvé par la famille DeVos”, dit Doug Koopman, professeur de sciences politiques au Calvin College. “Elle est perçue au sein de cette communauté non seulement comme source de fonds, mais également comme juge de l’aptitude du candidat³⁵.”

Les clans Prince et DeVos furent également une force majeure derrière le Forum familial du Michigan (MFF), branche locale de Focus on the Family de Jim Dobson, puissante organisation de la droite religieuse³⁶. Non seulement la famille Prince versa des dizaines de milliers de dollars dans le MFF mais une autre sœur d’Erik, Emilie Wierda, y exerçait la fonction de trésorière³⁷. Le

MFF mobilisa des électeurs dans des églises conservatrices pour soutenir les législateurs qui appuyaient le programme de la droite chrétienne. Commençant en 1990, le MFF menait une campagne de lobbying caché, à travers la fondation de plus d'un millier de Comités de défense des intérêts communautaires (CIC) liées aux Eglises, et ainsi incontrôlable par l'Etat et à l'écart de l'attention publique³⁸. "Les CIC bénéficient d'avantages que d'autres organisations de la droite chrétienne n'ont pas", écrit Russ Bellant dans son livre *The Religious Right in Michigan Politics* publié en 1996. "Puisqu'ils sont implantés dans des églises, leurs réunions ne sont pas visibles dans le monde politique. Comme de simples pratiquants peuvent diriger ces groupes, et non seulement des pasteurs, ils ne sont pas forcément très connus dans la communauté de l'Eglise en dehors du réseau Family Forum³⁹." Le MFF fonda également le Michigan Prayer Network, composé de "guerriers de la prière" affectés à presque tous les législateurs de l'Etat⁴⁰. Alors que les groupes n'avaient pas le droit d'exercer directement une pression, le fait de demander aux législateurs de "prier" pour des dossiers comme le choix des écoles ou contre les droits des homosexuels, en faisait, comme le dit un certain législateur du Michigan, "juste une nouvelle forme de lobbying⁴¹".

En 1992, le nombre de personnes employées par l'entreprise Prince avait atteint 2 250⁴². Début 1995, ce chiffre gonfla à plus de 4 000 employés avec un chiffre d'affaires annuel de 400 millions de dollars⁴³. Mais la tragédie allait bientôt frapper l'empire Prince. Le 2 mars 1995 Edgar Prince eut une crise cardiaque fatale⁴⁴. Comme lors d'un décès d'un roi, d'un patriarche ou d'un chef d'Etat, la ville de Holland entra dans une période de deuil intense. Le drapeau fut mis en berne⁴⁵.

A l'époque de la mort de son père, Edgar Prince était un SEAL, il faisait partie du commando d'élite Mer-Air-Terre dans la Marine servant en Bosnie, en Haïti et au Moyen-Orient⁴⁶. Erik se souvenait que son père lui avait appris à ne jamais dire : "Je ne peux pas⁴⁷." Au moment de sa mort, Edgar était marié depuis quarante et un ans avec Elsa, et ils avaient élevé quatre enfants – Erik et ses trois sœurs. "Papa était clairement le berger de cette famille et il nous réunissait tous dès qu'il le pouvait", dit Erik au *Holland Sentinel* après la mort d'Edgar⁴⁸. Erik Prince adorait son père et tâchait depuis son enfance de régler son pas sur le sien. Jeune sportif, il jouait au foot et au basket dans les écoles chrétiennes de Holland, soutenues financièrement par sa famille et auxquelles

il était inscrit comme collégien puis comme lycéen. L'almanach du lycée profondément religieux de Prince comprenait des pages et des pages de citations bibliques et d'incantations. En plus de son travail au Family Research Council, Erik passa ses années à l'université à reprendre le flambeau paternel. Après le lycée, il entra à l'Académie Navale avec l'intention de devenir un pilote naval, mais démissionna au bout de trois trimestres pour s'inscrire au Hillsgate College, une université chrétienne du Michigan qui prêchait l'économie libérale. Cet établissement fut classé le plus conservateur du pays d'après un sondage de la *Princeton Review* en 2006.

“C’était un type brillant, agréable à fréquenter, et qui parlait bien”, dit le professeur d’Erik, Gary Wolfram. “Ce qui est bien chez lui, c’est qu’il comprend la relation entre le marché et le système politique⁴⁹.”

En prenant de l’âge, Erik s’impliquait de plus en plus dans la politique de droite, décrochant un stage de six mois à la Maison Blanche de George H.W. Bush. Ce fut durant ce stage que Prince, âgé de dix-neuf ans, fit son premier don politique, offrant 15 000 dollars à la National Republican Congressional Committee. Depuis, Prince et sa femme, Joan, décédée, puis sa femme actuelle, Joanna, ont donné 240 800 dollars à des campagnes fédérales, et pas un centime aux démocrates⁵⁰. Prince travailla également pendant une courte période dans le bureau du député républicain Dana Rohrabacher⁵¹. En 1992, il s’emballa pour la campagne renégate de Pat Buchanan qui défia le président Bush pour la nomination à la tête du Parti Républicain, se présentant avec un programme d’extrême-droite, contre l’immigration, contre l’avortement et contre les homosexuels. Ni Erik ni Edgar Prince ne semblaient apprécier Bush : “J’ai fait un stage avec l’Administration Bush”, dit Erik au *Grand Rapids Press* en 1992. “J’y ai vu beaucoup de choses avec lesquelles je n’étais pas d’accord : des groupes homosexuels y étaient invités, le budget pour la Clean Air Act, une loi pour limiter la pollution de l’air, et d’autres lois de ce genre ont été votés. Je trouve que l’Administration a été indifférente à beaucoup de préoccupations conservatrices⁵².”

Erik commença à organiser la campagne de Buchanan lorsqu’il était à Hillsdale, et Edgar y contribua. Mais l’expérience d’Erik dans la sphère politique ne fera pas long feu. L’année suivante il réintégra l’armée, s’engageant dans l’équipe 8 des commandos SEAL et l’Officer Candidate School en 1992⁵³, empruntant le

chemin qui l'emmènera à Moyock, en Caroline du Nord. Ce fut pendant ces quatre années en tant que SEAL à Norfolk, en Virginie, qu'il rencontra la plupart des personnes avec lesquelles il allait fonder Blackwater⁵⁴. Erik semblait heureux d'être un SEAL et sa famille fière qu'il en soit un. "Edgar a toujours voulu que ses enfants fassent ce qu'ils avaient envie de faire, pas seulement ce que lui-même avait vécu", dit Elsa Prince, sept mois après la mort de son mari. "Il voulait qu'ils aillent là où leurs envies et leurs talents les emmèneraient⁵⁵."

Mais durant les mois qui suivirent la mort d'Edgar Prince, l'avenir de la Prince Corporation était loin d'être assuré. Plus de 4 000 employés dépendaient de ce qui avait largement été la vision d'Edgar Prince. La société et de nombreux membres de la famille trouvaient que seule la famille Prince elle-même pouvait garantir que la réputation de la Prince Corporation survive à son fondateur. Elsa devint présidente du Conseil d'administration de l'entreprise, et Erik rentra à la maison pour remettre de l'ordre dans les affaires de la société et aider sa famille. On venait de diagnostiquer chez sa femme, Joan Nicole, un cancer en phase terminale. Il n'était plus question d'être un SEAL à plein temps.

Mais le jeune Prince n'allait pas devenir roi de la Prince Corporation. Le 22 juillet 1996, peu après la mort d'Edgar, la famille, en présence de nombreux prétendants et après beaucoup de délibérations, se mit d'accord pour vendre la société à Johnson Controls pour 1,35 milliards de dollars, cash. L'affaire fut vendue à condition que soient maintenus le nom de la famille Prince et l'atmosphère d'une véritable communauté qu'elle avait instaurée, et qu'aucun employé ne soit licencié. Les récits de cette transaction, repris à foison dans la presse locale, adoptèrent tous le même ton enthousiaste, citant abondamment les déclarations exaltées d'Elsa Prince : "Le Seigneur a ouvert les bonnes portes, au bon moment, en réponse à nos prières. Son timing est toujours parfait⁵⁶." De plus, Elsa ajouta que la transaction permettrait à l'entreprise de son mari d'avoir "une influence bien au-delà des Etats-Unis⁵⁷". Quelques années plus tard cette prophétie se réalisera à Holland, avec des centaines d'emplois délocalisés au Mexique⁵⁸. Johnson Controls finit par changer le nom de l'entreprise et fermer quelques usines locales⁵⁹.

Bien que l'influence d'Edgar Prince ait graduellement diminué à Holland, les croyances religieuses et politiques qu'il avait promues continuèrent à se développer. Lorsque Edgar était en

vie, la famille Prince fuyait généralement l'engagement ouvert en politique, préférant laisser s'exprimer l'argent.

Erik Prince adopta le même comportement que son père, et éprouvait la même passion pour les causes de la droite religieuse, mais à un détail près : "Erik est catholique", selon l'auteur Robert Young Pelton, qui avait un contact privilégié avec Prince. "Beaucoup de personnes lui attribuent la religion de son père, mais il s'est converti au Catholicisme⁶⁰." En effet, de nombreux cadres qui formeront plus tard le noyau de l'empire Blackwater seront également catholiques, et lorsque Joan, la première femme d'Erik décéda, c'est une messe catholique qui fut célébrée.

Suivant l'exemple de son père qui finançait les causes de l'évangélisme protestant de droite, Prince devint un financier majeur des organisations marginales de la droite catholique extrémiste. En 1999, il donna 25 000 dollars à la Catholic Answers, une organisation basée à San Diego et fondée par le fondamentaliste Karl Keating qui consacra sa vie à l'apologie et à la défense du Catholicisme à tout prix. Durant les élections de 2004 et de 2006, le groupe distribuait un "Guide des électeurs pour catholiques Sérieux", qui lista cinq sujets "non-négociables", et moralement incompatibles avec l'enseignement catholique : l'avortement, le mariage homosexuel, les recherches sur les cellules souches, l'euthanasie et le clonage humain⁶¹. Des sujets qualifiés "d'éventuellement négociables" comprenaient "l'éventualité de mener une guerre et d'appliquer la peine de mort⁶²".

Mais la "philanthropie" d'Erik Prince ne se limitait pas du tout aux causes catholiques. La famille Prince fut profondément impliquée dans le Conseil secret de la politique nationale (CNP, *Secretive Council for National Policy*), décrit par le *New York Times* comme "un club peu connu de quelques centaines des plus puissants conservateurs du pays qui se retrouvent derrière des portes fermées dans des lieux non divulgués pour une conférence confidentielle", trois fois par an, "pour échafauder des stratégies sur comment orienter le pays à droite⁶³". Le Council fut lancé en 1981 par le Révérend Tim La Haye, un des fondateurs du mouvement moderne de la droite chrétienne aux Etats-Unis et auteur de la très populaire série de romans prophétiques "Les Survivants de l'Apocalypse⁶⁴". L'idée était de construire une alternative de la droite chrétienne au Conseil des relations étrangères, que La Haye considérait comme trop libéral. L'appartenance au CNP est maintenue secrète, et les membres sont informés que : "Les médias ne

doivent savoir ni quand, ni où nous nous réunissons, ni qui participe à nos programmes, et ce ni avant, ni après une réunion⁶⁵.” Bien que les listes des membres ne soient pas publiques, des réunions du CNP ont reçu un bon nombre de conservateurs éminents tels Jerry Falwell, Phyllis Schlafly, Pat Robertson, Tony Perkins, James Dobson, Gary Bauer et Ralph Reed. Holland H. Coors de la dynastie des brasseurs et Wayne LaPierre de l’Association nationale du tir au fusil (*National Rifle Association*), Richard et Dick DeVos et d’autres Oliver North, Grover Norquist, et Franck Gaffney sont également affiliés au CNP⁶⁶. Les invités ont le droit d’y participer “seulement avec l’accord unanime du comité⁶⁷”. George W. Bush s’adressa au groupe en 1999, à la recherche de soutien pour sa candidature à la présidence⁶⁸.

Le groupe a également de puissants acteurs dans l’Administration Bush. Peu après l’invasion de l’Irak, le vice-président Dick Cheney et le secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld participèrent à des réunions du CNP ; en 2004, John Bolton informa le groupe sur les projets américains pour l’Irak ; John Ashcroft participait à des réunions, tout comme Dan Senor, premier assistant de Paul Bremer, chef initial de l’occupation de l’Irak⁶⁹. L’ancien chef de la majorité à la Maison Blanche, Tom DeLay et plusieurs autres éminents politiciens républicains assistèrent à des réunions⁷⁰. Bill Frist, le chef de la majorité au Sénat de l’époque reçut le prix Thomas Jefferson du CNP. Dans son discours de remerciement, il dit à l’assemblée : “Le destin de notre nation repose sur les épaules du mouvement conservateur⁷¹.” Edgar Prince exerçait la fonction de vice-président du CNP entre 1988 et 1999 et l’était encore au moment de sa mort⁷². Elsa Prince fut également membre de l’organisation. La famille DeVos donna au moins 20 000 dollars sur une période de deux ans durant les années quatre-vingt-dix⁷³. L’absence de rapport public sur le groupe ne permet pas d’affirmer qu’Erik Prince en soit membre comme son père l’était, mais il est avéré que le jeune Prince a donné de l’argent au CNP⁷⁴ et qu’il maintient des relations très proches avec de nombreux acteurs clés du groupe.

La “philanthropie” et la politique d’Erik Prince le rapprochèrent de quelques-unes des personnes politiques les plus controversées de l’histoire récente des Etats-Unis. La “Freiheit” Foundation de Prince (“liberté” en allemand), donna 500 000 dollars à la Prison Fellowship en 2000⁷⁵. La Fellowship est ce qu’on appelle une “prison reform organization” une organisation

pour la réhabilitation des prisonniers qui, entre autres, recommande des “prisons basées sur la foi”⁷⁶. Une invention de Charles Colson, le conspirateur du Watergate, celui qui fut chargé par Nixon de faire tomber les têtes⁷⁷. En 1969, Colson fut nommé Conseiller spécial de Nixon, il était perçu par beaucoup comme le “Génie du Mal” dans l’Administration⁷⁸. En 1971, Colson rédigea ce qui sera considéré comme “La Liste des Ennemis” de Nixon, un fichier des adversaires politiques du président, qui seraient visés par la Maison Blanche⁷⁹. Colson fut la première personne à être condamnée dans l’affaire du Watergate, après avoir plaidé coupable d’obstruction à la justice dans l’enquête sur l’entrée par effraction dans le cabinet du psychiatre Daniel Ellsberg, l’informateur responsable de la fuite des documents du Pentagone durant la guerre du Vietnam⁸⁰. Colson aurait également tenté d’engager des malfrats pour tabasser des manifestants contre la guerre et conspiré pour faire un raid dans le Brookings Institution, institut de recherche indépendant pour y lancer des bombes incendiaires⁸¹. Colson était devenu “Born-again Christian” (un chrétien récemment converti), avant d’aller en prison. Une fois sorti, il écrivit *Born Again*, livre évoquant sa conversion et utilisa ses droits d’auteur pour fonder la Prison Fellowship.

Depuis fin 2006, quelque 22 308 bénévoles de la Fellowship ont opéré dans plus de 18 000 institutions carcérales aux Etats-Unis, et plus de 120 000 prisonniers ont participé à ses séances mensuelles d’étude de la Bible et séminaires⁸². Il se vanta d’avoir des “ministères” dans plus de cent pays⁸³. La Fellowship de Colson s’est tellement étendue qu’elle régit la vie quotidienne de nombreux prisonniers, y compris 200 dans une prison du Texas, grâce à un certain George W. Bush. “Je n’oublierai jamais ça”, dit Bush lors de la première conférence nationale de la Maison Blanche sur les initiatives communautaires basées sur la foi (*Conference on Faith-Based and Community Initiatives*). Quand j’étais gouverneur du Texas, une des premières initiatives de mon mandat fut de confier une partie de la prison à un programme basé sur la foi, celui de Colson. Il m’a convaincu que ce serait une formidable opportunité pour changer des vies. Et ça l’est devenu, c’est nettement mieux pour eux que de fabriquer des plaques d’immatriculation⁸⁴. Bush, dont l’administration brandit le travail de Colson maintes fois comme preuve de la réussite des initiatives fondées sur la foi, enchaîna en racontant l’histoire d’un prisonnier

“dont la vie a été changée grâce à la foi⁸⁵”. Dès la première semaine où Bush prit ses fonctions en 2001, Colson servit régulièrement de conseiller au président. La prison du Texas dirigée par Colson était dans le Sugar Land⁸⁶, le district représenté par Tom DeLay, à l’époque chef de la majorité.

En 2002, Colson prononça un discours au Calvin College, sur sa prison du Texas : “Mon ami Erik Prince qui est ici ce soir m’a accompagné récemment dans une prison du Texas qui était sous l’administration de la Prison Fellowship depuis ces derniers dix-huit mois. Il s’agit d’un programme extraordinaire parce que ce n’est pas le simple fait que des hommes soient en train de se tourner vers le Christ et de se repentir, aussi merveilleux que cela soit. Ils sont en train de créer toute une culture⁸⁷!” Un programme similaire dans une prison de l’Iowa fut jugé non constitutionnel en juin 2006, car il se servait du financement de l’Etat pour embriquer “des détenus dans le système de croyances des chrétiens évangélistes”. Colson a juré qu’il allait faire appel à ce jugement jusqu’à la Cour suprême. Il a suggéré que son programme carcéral basé sur la foi serait “le seul antidote réellement efficace” à ce qu’il désignait comme “la propagation incontrôlée de l’Islam dans nos prisons⁸⁸”. Colson avait prédit que, “si, Dieu nous en protège, une attaque d’Islamistes radicaux ayant grandi parmi nous se produisait sur le sol américain, beaucoup d’auteurs du crime, sinon la plupart d’entre eux, se seraient convertis à l’Islam pendant leur séjour en prison⁸⁹”. En suggérant que les opposants à son programme Prison Fellowship incitaient au terrorisme, il affirmait que les efforts de le déclarer non constitutionnel “laissent libre cours aux Jihadistes et autres groupes radicaux⁹⁰”. En octobre 2006, Colson reçut le Faith and Freedom Award du Acton Institute for the Study of Religion and Liberty⁹¹, une organisation à laquelle Prince a donné pas moins de 200 000 dollars⁹².

Quelques années auparavant, dans un discours de 2002, l’ancien conspirateur du Watergate Colson avait loué Erik Prince, mais aussi parlé longuement de la fondation historique et de la nécessité actuelle d’une alliance politique et religieuse entre catholiques et évangéliques. Colson avait évoqué son travail commencé dès le milieu des années quatre-vingt avec Richard Neuhaus, le célèbre ministre protestant évangélique et conservateur, devenu prêtre catholique, avec lequel il avait collaboré et d’autres également pour construire un mouvement unifié. Ce travail mena finalement au document polémique, “Evangelicals and Catholics

Together : The Christian Mission in the Third Millenium” (ECT, “Évangéliques et catholiques ensemble : La mission chrétienne dans le troisième millénaire⁹³”). Le document ECT est empreint de la même vision que celle qui allait déterminer la stratégie de la société Blackwater et la politique poursuivie par Erik Prince : il fonde une alliance entre l'autorité historique de l'Eglise catholique et le mouvement moderne et populaire des conservateurs évangéliques des Etats-Unis, soutenu par la coopération de néo-conservateurs largement séculaires et juifs. L'auteur Damon Linker, qui fut rédacteur de la revue de Neuhaus, *First Things*, qualifiait ce phénomène d'ascension des “theocons⁹⁴” (théo-conservateurs ou conservateurs religieux).

Le document ECT devint le manifeste du mouvement qu'Erik Prince allait bientôt rejoindre et financer. Il déclarait que “le siècle qui touche maintenant à sa fin a été le plus grand siècle d'expansion missionnaire dans l'histoire chrétienne. Nous prions et nous croyons que cette expansion a préparé le chemin vers des projets missionnaires encore plus grands dans le premier siècle du Troisième Millénaire. Les deux communautés du Christianisme mondial les plus ardemment évangéliques et qui sont en train de grandir le plus rapidement, sont les évangéliques et les catholiques⁹⁵”. Les signataires appelèrent à l'unification de ces religions pour une cause missionnaire commune, “toute personne qui parvient à croire en Jésus Christ comme Seigneur et sauveur⁹⁶”. Le document reconnaît la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais “conteste tout aussi fermement, la distorsion de ce principe afin qu'il signifie la séparation de la religion et de la vie publique... L'argument exprimé de plus en plus souvent au sein de notre culture politique, que la religion devrait être exclue de la sphère publique, doit être dénoncé en tant qu'atteinte aux principes les plus élémentaires de la gouvernance démocratique⁹⁷”. Mais l'ECT ne fut pas un simple document philosophique. Il imaginait même un programme quasi identique à celui de l'Administration Bush quelques années plus tard, lorsque Neuhaus allait servir de proche conseiller de Bush, à partir de la campagne de 2000⁹⁸.

Les signataires du document ECT affirmèrent que la religion est “essentielle et fondatrice de notre ordre légal”, et soulignèrent la nécessité de défendre “les vérités morales de notre ordre constitutionnel⁹⁹”. Le document est particulièrement virulent dans son opposition à l'avortement, appelant l'IVG “une attaque massive à la dignité, les droits et les besoins des femmes” ainsi que le “fer de

lance d'une insidieuse culture de la mort". Il réclame également des institutions éducatives "qui transmettent aux générations à venir notre héritage culturel, inséparable de l'influence formative de la religion, surtout du Judaïsme et du Christianisme¹⁰⁰". Le document défend avec virulence des politiques économiques néolibérales. "Nous luttons pour une société libre, comprenant une économie de marché vivante", affirmèrent les signataires. "Nous défendons l'importance d'une économie libre, non seulement parce qu'elle est plus efficace, mais parce qu'elle s'accorde avec la compréhension de la liberté humaine. La liberté économique, bien que sujette à de graves abus, rend possibles la créativité, la coopération et le sens de la responsabilité qui contribuent au bien commun¹⁰¹."

Le document a non seulement reçu l'aval de Neuhaus et de Colson, mais également celui d'un des plus puissants leaders catholiques de l'Amérique moyenne, John Cardinal O'Connor de New York, ainsi que celui du Révérend Pat. Robinson et Michael Novak du conservateur American Enterprise Institute¹⁰². L'élaboration du manifeste prit des années et il contribua énormément à l'unification du mouvement conservateur qui rendit possible l'ascension de George W. Bush au pouvoir. Les signataires de l'ECT, selon Damon Linker, qui travailla pour Neuhaus durant des années, "avaient non seulement forgé une alliance historique de théologie et de politique, mais également fourni une vision de l'avenir religieux et politique de l'Amérique. Ce serait un avenir dans lequel le maintien de l'orthodoxie théologique et le traditionalisme moral neutraliseraient les désaccords doctrinaux. Et ce serait un avenir politique dans lequel les chrétiens les plus orthodoxes et les plus traditionalistes donneraient le ton dans la sphère publique et au programme politique de la nation¹⁰³".

Outre son soutien aux organisations catholiques extrémistes, Prince a continué à contribuer de manière importante aux causes évangéliques des chrétiens que ses parents avaient soutenues, y compris par des largesses à un grand nombre d'écoles et d'universités. Prince offrit personnellement au moins 200 000 dollars à l'Institut Haggai à Atlanta, Georgie (pour compléter les centaines de milliers de dollars de la part de la famille Prince élargie)¹⁰⁴. Haggai, l'une des principales organisations missionnaires chrétiennes du monde, se vante d'avoir "formé" plus de 60 000 "leaders" évangéliques autour du monde, principalement concentrés dans les pays pauvres ou en voie de développement¹⁰⁵. Prince a

également fait partie du Conseil d'administration et a donné de l'argent au Christian Freedom International, anciennement Christian Solidarity International, un groupe de missionnaires en croisade partout, de la Somalie au Soudan, à l'Afghanistan et à l'Irak.

En 2000, Erik Prince participa au Michigan, à un gala de collecte des fonds en faveur d'une des causes favorites de sa famille (et du mouvement théoconservateur) : les bourses d'études pour les écoles chrétiennes. Lors de cet événement, Prince déclara au *Wall Street Journal* que sa famille et le clan DeVos croyaient aux idéaux conservateurs, chrétiens et du libre marché, et que l'entreprise de son père adoré, lequel est responsable du développement de Focus on the Family et du Family Research Council, "était une machine à produire du cash qu'il pouvait utiliser pour faire de bonnes œuvres¹⁰⁶". A ce moment-là, le Prince de trente ans avait déjà sa propre petite machine à produire du cash, et était sur le point de devenir beaucoup, beaucoup plus important. Pendant qu'Erik entretenait la tradition de la famille Prince en soutenant le mouvement de la droite chrétienne, son empire de Blackwater grandissait à un rythme soutenu dans la région du grand marécage morne de la Caroline du Nord. La vitesse de cette croissance sera évidente quand, un an plus tard, deux avions s'écraseront sur le World Trade Center lors d'une horrible tragédie qui propulsera Erik Prince par une ascension météorique à la tête d'une des plus puissantes armées privées du monde. Bientôt Prince puisera dans les idéaux et l'argent de son père pour développer une armée de soldats destinée à servir sur le front d'une bataille globale, menée principalement sur des terres musulmanes, et qu'un président évangélique que Prince avait aidé à conquérir la Maison Blanche allait définir comme une "croisade¹⁰⁷".

LES DÉBUTS DE BLACKWATER

L'armée de terre. La Navy. La Air Force. Les Marines. Blackwater. Même si Erik Prince considère aujourd'hui son empire comme la cinquième branche militaire des Etats-Unis, le projet de créer Blackwater avait démarré beaucoup plus modestement, et n'était pas vraiment le sien. Bien qu'il ait produit des fonds pour la création de la société, l'emplacement, les plans, pratiquement chaque détail de la nouvelle société furent conçus non pas par Prince, mais plutôt par Al Clark, l'un de ses mentors dans les commandos SEAL de la Marine qui fut pendant onze ans un des meilleurs instructeurs de l'une des unités de tir d'élite. Dans un entretien, Clark précise qu'en 1993, il avait déjà "commencé à esquisser des plans de Blackwater¹, alors que Prince entamait tout juste sa carrière militaire". Le concept est né de l'expérience de Clark en tant qu'instructeur de tir dans la Marine, lequel reconnut d'emblée que cette branche de la machine militaire américaine, considérée à tort comme surpuissante, était dotée de structures d'entraînement inadaptées. "Il n'y avait aucun équipement. Nous n'avions rien. La Marine n'avait jamais possédé de terrains de tir et devait toujours les emprunter aux Marines ou à l'armée de terre", dit-il. "Il existait des centres privés équipés pour quelques éléments du programme dont nous avions besoin, mais aucun ne les proposait tous ensemble²."

Cependant, une chose essentielle manquait au projet de Clark : l'argent. Il était loin de se douter que d'ici quelques années, l'un des hommes les plus riches à s'être engagé dans l'armée ferait partie de ses recrues. En 1996, Clark fut transféré dans l'équipe 8 des commandos SEAL pour diriger son programme d'entraînement tactique. Le lieutenant Erik Prince était dans le premier peloton formé par Clark, "mais je ne savais pas qu'il était multimilliardaire", se souvient Clark³. Prince suivit l'entraînement de Clark

sans jamais évoquer l'idée de faire des affaires ensemble. Finalement, Prince partit en mission avec l'équipe 8⁴. Sept mois plus tard, Al Clark avait appris que non seulement son ancien élève était richissime mais que tous les deux partageaient un intérêt commun pour le marché émergent de l'entraînement privé. Lorsque Prince revint aux Etats-Unis après sa mission avec les SEAL, Clark entra en contact avec lui par l'intermédiaire d'un tiers. "En fait, on a commencé à en discuter à partir de ce moment-là⁵."

Pour Prince, cette époque était une période difficile. Son père était mort en 1995 et tout indique que Prince aurait préféré rester avec les SEAL plutôt que de plonger la tête la première dans l'affaire familiale. Mais la mort de son père, la détérioration de la santé de sa première femme, Joan, alors malade du cancer, ainsi que les besoins de leurs quatre enfants ne lui laissaient pas vraiment le choix. Dix ans plus tard, Prince expliquera : "Mon père est mort de façon inattendue, juste avant une mission. L'affaire familiale avait bien prospéré et j'avais quitté la Navy plus tôt que prévu pour m'en occuper⁶." Cependant, la famille vendit l'empire d'Edgar Prince précipitamment. En 1996, cette vente d'un montant de 1,35 milliards de dollars permit à Erik Prince de démarrer la construction de son propre empire, qui allait concilier ses passions pour la religion, la politique et l'armée⁷. "Je voulais rester lié à l'armée. J'ai donc construit un complexe pour offrir un site de première classe aux militaires américains et aux alliés étrangers, ainsi qu'aux organismes de maintien de l'ordre, privés et gouvernementaux, pour qu'ils puissent se préparer à affronter le Mal", déclarait Prince en 2006. "Beaucoup de gars des Opérations spéciales que je connaissais pensaient comme moi qu'il nous manquait un centre spécial privé d'entraînement de haut niveau. Quelques-uns d'entre eux m'ont rejoint quand j'ai fondé Blackwater. Après la vente de l'affaire familiale, j'avais la chance unique de pouvoir autofinancer cette aventure⁸."

Mais la position de Prince, qui souhaitait seul s'attribuer le mérite de la création de Blackwater, suscita de vives réactions chez certains premiers membres de l'entreprise. D'après plusieurs personnes impliquées dans la fondation et les débuts de Blackwater, la genèse de la société n'avait jamais été remise en question jusqu'à ce que Blackwater se retrouve sur le devant de la scène en 2003, après l'occupation de l'Irak. C'est à ce moment qu'Erik Prince commença à colporter ce qui ressemblait à du révisionnisme. Le site Web de la société annonçait fièrement : "Notre fondateur est

un ancien SEAL de la Marine. Il a créé Blackwater pour que les structures militaires et judiciaires puissent bénéficier des outils adéquats afin de former nos courageux citoyens, avec ou sans uniforme, à protéger efficacement notre pays grâce à un entraînement adapté⁹.” Prince prétendait que le concept de Blackwater lui était venu pendant ses missions avec l’équipe 8 des SEAL en Haïti, au Moyen-Orient, en Bosnie et en Méditerranée. “Pendant mes entraînements dans différents pays, j’ai compris combien il était difficile pour les unités de recevoir la formation de pointe dont elles avaient besoin pour s’assurer la victoire”, dit-il. “Dans une lettre écrite à ma famille quand j’étais en mission, j’avais déjà esquissé les grands traits du projet Blackwater¹⁰.”

Mais Al Clark et d’autres anciens responsables de Blackwater contestent vivement cette version de l’histoire. “Clark est le premier à avoir eu l’idée de créer un centre d’entraînement et il en a fait part à Erik Prince”, affirme un ancien cadre de Blackwater. “C’est Al qui a eu l’idée ; Erik a simplement financé. C’est lui qui récolte les lauriers parce que la société lui appartient, mais au départ, c’était l’idée de Al¹¹.” De plus, la prétention de Prince d’avoir esquissé dès 1996 les grandes lignes “de ce qu’est aujourd’hui Blackwater” semble peu crédible étant donné que c’est la “guerre contre la terreur” qui a fait le succès de l’entreprise. Mais, en raison de son éducation et de la formation qu’il avait reçues de son père, ainsi que des amis et alliés conservateurs de la famille, Erik Prince était un défenseur convaincu de la théorie de l’économie du libre marché et de la privatisation ; il avait clairement compris ce qui avait amené Al Clark à imaginer un centre d’entraînement parfaitement équipé pour le gouvernement fédéral. Le projet de Blackwater ne pouvait pas mieux tomber, en faisant converger l’adhésion du gouvernement à certaines des politiques que la famille Prince préconisait depuis longtemps.

Blackwater est née juste au moment d’une privatisation massive et sans précédent de l’armée qui avait démarré en force entre 1989 et 1993 quand Dick Cheney était le secrétaire à la Défense, de George H.W. Bush. “Durant la première année de ses fonctions, Cheney a réduit le budget de la Défense militaire de 10 milliards de dollars. Il a éliminé un certain nombre de systèmes d’armes compliqués et chers, et a réduit le nombre de soldats de 2,2 à 1,6 millions. Entre 1989 et 1993, Cheney a diminué progressivement le budget de la Défense”, écrit Dan Briody dans son livre *The Halliburton Agenda*. “L’armée dépendait de très peu de civils

sous contrat au début des années quatre-vingt-dix et Cheney avait envie de changer ça. L'idée était de réserver les troupes officielles pour le combat, tandis que les soldats privés s'occuperaient de la logistique à l'arrière-plan. C'était aussi une méthode commode pour gérer le cauchemar des relations publiques qui s'ensuivait chaque fois que les Etats-Unis s'engageaient à envoyer des troupes outre-mer. Plus de soldats privés signifiait moins de soldats réguliers, ce qui était plus simple à gérer au niveau politique¹²." A la fin de son mandat, Cheney commanda à la société Brown and Root (plus tard renommée KBR après une fusion avec le fournisseur d'ingénierie M. W. Kellogg), filiale de Halliburton, une étude confidentielle pour définir la façon dont l'armée pourrait privatiser les services de logistique – logement des troupes, alimentation, blanchisserie, etc. – pour les opérations internationales des Etats-Unis¹³. Brown and Root fut gratifiée de 3,9 millions de dollars pour écrire un rapport qui leur ouvrirait un marché très lucratif en développant de manière considérable le Programme de renforcement de la logistique civile du Pentagone (LOGCAP, *The Pentagon's Logistics Civil Augmentation Program*¹⁴). Effectivement, fin août 1992, les ingénieurs de l'armée des Etats-Unis (*US Army Corps of Engineers*) avaient déjà sélectionné Halliburton, qui allait bientôt être dirigé par Cheney lui-même, pour gérer presque toute la logistique de l'armée durant les cinq prochaines années¹⁵. Ce premier contrat avec Halliburton ouvrit la voie à une rapide privatisation qui culminera avec l'infiltration lucrative des soldats privés en Irak, en Afghanistan, et ailleurs durant la guerre contre la terreur.

Le temps qu'Al Clark, Eric Prince et une poignée d'autres aient commencé à planifier sérieusement ce qui allait devenir Blackwater au milieu des années quatre-vingt-dix, l'armée avait déjà subi des restrictions depuis des années, et les centres d'entraînement en avaient fait les frais. Ces centres faisaient aussi partie des éléments les plus précieux de la machine militaire. Mais la mise en œuvre de la loi de réajustement et de fermeture des bases militaires (*Base Realignment and Closure Act*) qui avait commencé à l'ère de Reagan/Bush, officiellement comme une initiative pour faire des économies, s'était accélérée sous Bill Clinton et avait laissé les militaires avec ce que beaucoup au sein de la communauté des Forces spéciales considéraient comme un nombre insuffisant de centres d'entraînement. Ces restrictions allaient fournir un terrain fertile pour permettre à Blackwater de germer et croître rapidement.

“Il y avait un besoin réel d’entraînement des unités des Opérations spéciales de l’armée, car la plupart des terrains de tir et des équipements étaient vétustes, datant de la deuxième guerre mondiale”, dit Bill Masciangelo, le premier président de Blackwater, qui dirige maintenant les ventes de l’armée et du gouvernement pour le géant de l’hôtellerie Cendant. “Le manque croissant de centres d’entraînement, et le fait que personne ne leur fournissait d’équipement militaire moderne ont permis de lancer le concept de Blackwater¹⁶.” Al Clark souligne pourtant qu’au moment de la fondation de Blackwater, “ce n’était pas une idée originale. Ça faisait vingt ans que tout le monde savait qu’un tel endroit devrait être construit¹⁷”. Peu de temps après avoir présenté son projet à Prince en 1996, Clark rapporte que son ancien élève s’est exclamé : “Allons-y, faisons-le¹⁸.”

A ce moment-là, les Etats-Unis se trouvaient au cœur d’une des périodes les plus sombres de leur Histoire récente pour le Parti Républicain et la droite religieuse. La défaite infligée par Bill Clinton à George H.W. Bush aux élections présidentielles de 1992 signifiait la fin de l’âge d’or du gouvernement conservateur, façonné en grande partie par la politique de Ronald Reagan à la Maison Blanche. Tandis que l’appareil politique de la droite, dans lequel Edgar Prince était un acteur clé, avait réussi à propulser en 1994 la Révolution Républicaine et l’ascension de Newt Gingrich au poste de président de la Chambre des représentants, l’Administration Clinton était considérée par les théoconservateurs comme un “régime” d’extrême-gauche qui imposait au pays un programme pro-avortement, pro-gay, anti-famille et anti-religieux. En novembre 1996, le mois où Clinton écrasa Bob Dole et remporta de nouveau les élections, la revue officielle du mouvement théoconservateur, *First Things*, de Richard Neuhaus, publia le rapport d’un symposium intitulé “Fin de la démocratie?” qui évoquait de façon tranchée la question morale : “Avons-nous atteint, ou sommes-nous en train d’atteindre le point où la conscience des citoyens ne leur permet plus de donner leur assentiment moral au régime en place¹⁹?” Une série d’articles introduisit la perspective d’une confrontation majeure entre l’Eglise et le “régime”, semblant parfois prédire un scénario de guerre civile ou d’insurrection chrétienne contre le gouvernement, explorant des possibilités “allant de la non-complaisance à la résistance en passant par la désobéissance civile et la révolution moralement justifiée²⁰”. Chuck Colson, ami proche d’Erik Prince,

collaborateur politique et bienfaiteur, était l'auteur de l'un des cinq articles majeurs de ce numéro, comme l'était le juge extrémiste Robert Bork que Reagan avait tenté, sans succès, de faire nommer à la Cour suprême en 1987. "Les Américains ne sont pas habitués à parler d'un régime. Les régimes, c'est ce qu'ont les autres nations", proclamait l'éditorial non signé du rapport du symposium. "Ce rapport demande si nous nous méprenons et dans ce cas, quelles en sont les implications. Nous entendons par le mot «régime» le système actuel du gouvernement. Le titre de ce symposium n'est pas exagéré. C'est bien de la fin de la démocratie dont il s'agit", annonça-t-il. "Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne gouverne plus par consentement des gouvernés... Ce qui se passe maintenant est le remplacement d'un ordre constitutionnel par un régime qui n'a pas, n'obtiendra pas, et ne peut pas imposer le consentement du peuple²¹." L'éditorial cite l'honorable juge de la Cour suprême Antonin Scalia déclarant : "Un chrétien ne devrait pas soutenir un gouvernement qui réprime la foi ou qui autorise la suppression d'une vie humaine innocente²²."

L'article de Colson avait pour titre "Royaumes en conflit". "La situation en Amérique a peut-être atteint le point où la seule action politique possible pour les croyants serait une sorte de confrontation directe, extrapolitique, avec le régime judiciairement contrôlé", écrit Colson, en précisant qu'une confrontation entre l'Eglise et l'Etat serait peut-être inévitable. "Ce n'est pas ce que doivent souhaiter les chrétiens. Mais c'est ce à quoi ils ont besoin de se préparer", assure-t-il. "La base fondatrice des Etats-Unis repose sur un «contrat social» reliant les croyants en la Bible et les rationalistes du siècle des Lumières. Si les termes de notre contrat ont, de fait, été rompus, les citoyens chrétiens peuvent être incités à forcer le gouvernement à revenir à l'accord initial... On pourrait s'appuyer sur les écrits de Thomas Jefferson, qui parlait ouvertement de la nécessité de la révolution." Colson se garda d'aller jusqu'à appeler ouvertement à la rébellion, mais il l'envisagea clairement comme une possibilité indéniable ou nécessité dans un proche avenir, déclarant : "J'ai bien peur que, même si les chrétiens d'Amérique se rassemblent pour obtenir un consensus, nous approchions du point de rupture²³."

Le symposium *First Things* déclencha une grande controverse, y compris au sein du mouvement conservateur. Parmi les personnes venues défendre Colson, Bork, Neuhaus et autres se trouvait le vieil ami d'Edgar Prince, l'allié et bienfaiteur James Dobson de *Focus on*

the Family. “Mon immense gratitude aux rédacteurs de *First Things* pour avoir facilité ce que l’Histoire révélera peut-être comme étant leur plus important symposium. La légitimité morale de notre gouvernement actuel et la responsabilité des chrétiens à son égard sont des questions d’une formidable importance actuellement”, écrit Dobson. “Mais je pose la question : aurons-nous le courage d’agir d’après les conclusions auxquelles nous parviendrons peut-être durant ces débats ?” Dobson ajouta que les articles avaient “irréfutablement mis le doigt sur l’illégitimité du régime qui se fait maintenant passer pour une démocratie”, ajoutant : “Je fais partie d’une longue tradition de chrétiens qui croient que les dirigeants peuvent perdre leur mandat divin quand ils enfreignent systématiquement la loi morale divine... Il se peut que nous approchions rapidement de cette sorte de Rubicon auquel nos aïeux spirituels ont dû faire face : choisir entre César ou Dieu. Cette perspective ne me réjouit pas ; je prie pour qu’il n’en soit pas ainsi. Ce qui est intéressant, c’est que ces événements, à l’époque, ont restauré la Foi²⁴.”

C’est dans ce climat de duel entre les politiques et les religieux, lancé par les plus puissants leaders conservateurs soutenus et aidés par Prince et sa famille, que Blackwater est née. Un mois après que le symposium de *First Things* eut exploré la possibilité d’une “épreuve de force entre l’Eglise et l’Etat” et “une révolution moralement justifiable²⁵”, Erik Prince allait commencer à constituer un des plus importants stocks privés d’armes aux Etats-Unis à quelques heures à peine de Washington DC. Il resserra simultanément ses liens avec de puissants législateurs et dirigeants du mouvement théoconservateur, devenant, à l’image de son père²⁶, un sponsor important. Le 28 décembre 1996, trois mois après avoir quitté les SEAL²⁷ et après son retour à la vie civile, il intégra la société de Blackwater Lodge et du Training Center²⁸. L’année suivante, il acquit plus de 1 600 hectares dans le comté de Currituck, en Caroline du Nord, pour 756 000 dollars et près de 400 hectares dans le comté voisin de Camden pour 616 000 dollars. Le nouvel empire de Prince allait être bâti sur le site du Great Dismal Swamp²⁹. Le but affiché de Blackwater était “de répondre à la demande anticipée de sous-traitance gouvernementale d’armes à feu et de l’entraînement pour la sécurité³⁰”.

Blackwater USA pouvait maintenant avoir facilement accès aux plus puissants agents des Chambres du pouvoir de Washington DC et les influencer, mais à ses débuts, l’entreprise dut se battre pour

convaincre la Commission d'urbanisme du comté de Currituck, d'une population de 20 000 habitants³¹, pour que Blackwater obtienne l'autorisation de démarrer son activité. Dans l'Amérique de Bill Clinton d'avant le 11 septembre, les services de l'urbanisme ne se souciaient pas du terrorisme international et n'auraient pas pu imaginer l'importance que prendrait Blackwater. Ils étaient plutôt préoccupés par les valeurs immobilières, les lois sur les nuisances sonores, et la possibilité que le type de milice auquel le terroriste Timothy McVeigh de la ville d'Oklahoma avait été lié pourrait venir s'entraîner sur leur commune. Quand Erik Prince présenta son projet aux services de l'urbanisme, le centre était décrit comme "une aire de tir à 2 millions de dollars³²". A ce moment-là, Prince estimait qu'il pourrait ainsi créer jusqu'à une trentaine de nouveaux emplois dans le comté et serait utile à l'entraînement du département du shérif. Mais avant que Prince puisse obtenir le feu vert pour ouvrir le site, il avait besoin de convaincre la Commission d'urbanisme de créer une nouvelle ordonnance afin d'en permettre la construction, et d'expliquer clairement les mesures de protection qui seraient mises en place pour maintenir la tranquillité de l'endroit et préserver les habitations résidentielles des balles perdues³³.

L'opposition locale au projet de Blackwater était importante. Un an auparavant, les résidents avaient été scandalisés quand les balles perdues d'un chasseur avaient frappé un camion et un bâtiment d'un lycée, aux heures d'école³⁴. Par conséquent, les représentants du comté s'étaient sérieusement demandé si la zone tampon réglementaire de 300 mètres entre les propriétés voisines et le champ de tir serait suffisante. "En fait, la zone tampon ne fait pas tampon du tout", dit un avocat du comté, William Rom³⁵. Un habitant qui bâtissait une maison près du site de construction de Blackwater déclara : "Personne ne va vouloir vivre près d'un champ de tir", tandis qu'un autre résident soutenait : "Je n'ai jamais rencontré quiconque en faveur de ce projet³⁶." Lors d'une première réunion, une résidente souligna qu'elle "ne pourrait jamais se résoudre à acheter quoi que ce soit près d'un champ de tir de cette taille". La Commission d'urbanisme ne semblait pas, non plus, emballée par l'idée, et un mois plus tard refusa à Prince sa requête d'une nouvelle ordonnance. "Nous sommes très déçus", déclara Prince. "Pour un comté qui se prétend le paradis du sportif cela n'augure rien de bon pour les sports de tir sans danger³⁷." Après avoir essuyé cette rebuffade de la part de Currituck, Prince

descendit vers le comté de Camden, qui approuva très vite le projet³⁸.

En juin 1997, on entama les fondations sur le terrain de Blackwater, et en mai 1998 l'entreprise ouvrit officiellement ses portes³⁹. Le nom de l'entreprise évoquant de sinistres présages fut en fait inspiré par les eaux noires du Great Dismal Swamp, une tourbière de 45 000 hectares s'étendant du sud-est de la Virginie au nord-est de la Caroline du Nord, près de l'endroit où fut construite Blackwater. Bien des cadres et autres employés de l'entreprise rapportèrent que Blackwater avait eu du mal à démarrer, mais la prépondérance de contrats confidentiels voire "secrets" permet difficilement de le confirmer. Selon Clark, l'entreprise avait démarré sur les chapeaux de roue. "Les SEAL nous ont rejoints parce que nous venions de la même communauté et qu'ils en étaient conscients. Ils descendaient au moins pour leurs entraînements de tirs. Quand le centre devint plus connu, même les forces de l'ordre se laissèrent convaincre d'aller s'y entraîner, y compris le FBI. Le centre a attiré beaucoup d'entre eux parce que c'était un endroit nouveau et qui offrait un grand espace pour s'entraîner à proximité", expliqua Clark⁴⁰. Même si Blackwater était construite sur des marécages, elle était située stratégiquement à une demi-heure de la plus grande base aéronavale au monde, celle de Norfolk avec ses 17 km²⁴¹, proche de l'épicentre des renseignements généraux américains et des agences fédérales du maintien de l'ordre. Le centre était également à la disposition de diverses agences, fédérales, nationales et locales, avec un emplacement isolé et sûr pour entraîner discrètement leurs forces. "Une des principales raisons pour ces agences de venir dans cet endroit était d'échapper au regard des autres, loin de la presse et du public", se souvient Clark. "Sous prétexte qu'ils sont habillés tout en noir, tout le monde veut voir ce qu'ils font⁴²."

D'après Clark, le nouveau centre d'entraînement de Blackwater offrait aux Forces spéciales américaines un avantage supplémentaire par rapport aux autres centres de tir privés, qui pour la plupart étaient dirigés par d'ambitieux "tireurs de trophées". "À Blackwater, se souvient Clark, l'entraînement auquel on les soumettait, auquel *je* les soumettais, représentait une bouffée d'air frais pour eux. Ça leur faisait du bien de voir quelqu'un qui n'était ni un tireur de trophées, ni une espèce de tireur effréné. Le tir de compétition, c'était juste une question de moi, moi, moi. Etre deuxième représentait simplement un petit trophée pour eux,

mais pour les tireurs tactiques, les gens qui doivent enfoncer une porte d'un coup de pied ou aller dans le désert, il vaut mieux ne pas être deuxième⁴³.”

Dès 1998, Blackwater était une entreprise très dynamique pour l'entraînement des tireurs du privé comme du public au maniement d'une large gamme d'armes, allant des pistolets aux fusils de précision en passant par les mitraillettes. Le centre était loué pour la formation des commandos SEAL. Des officiers de police de Virginie, Caroline du Nord et du Canada s'étaient inscrits aux programmes de Blackwater, et la société commençait à recevoir des demandes d'informations de la part de gouvernements étrangers. Le gouvernement espagnol était intéressé par l'entraînement d'agents de sécurité chargés de protéger les candidats aux élections présidentielles, tandis que le Brésil manifestait un intérêt certain pour l'entraînement antiterroriste⁴⁴. “Ils sont «la crème de la crème»... venir dans une école où vous êtes instruit par les meilleurs du monde, c'est génial”, dit l'un des premiers clients au *Virginian-Pilot* en septembre 1998. “C'est un honneur d'être là⁴⁵.”

Alors que Blackwater gagnait en notoriété, Prince et d'autres dirigeants voulaient s'assurer que le centre serait reconnu comme le meilleur du genre. “J'étais un officier de la Marine à la retraite qui travaillait dans l'industrie hôtelière depuis quinze ans, et ils recherchaient quelqu'un avec cette double compétence”, expliqua Masciangelo, premier président de la société. “Blackwater apportait plus que de l'entraînement. Ce qui a fait que j'ai été engagé, c'était la difficulté de gérer le service clientèle avec l'ambiance, le cadre et les commodités⁴⁶.” Vers la fin de 1998, Blackwater disposait d'un impressionnant pavillon avec des salles de conférence, des salles de classe, des salons, une boutique professionnelle et une grande salle de restauration. Parmi les nombreux terrains de tirs proposés se trouvaient une façade de rue urbaine et une mare pour effectuer l'entraînement d'atterrissages sur l'eau⁴⁷.

Steve Waterman, écrivain au compte de *Soldier of Fortune*, se rendit à Blackwater en 1999 et décrivit le centre de Moyock avec enthousiasme. “Avec un superbe mess (que je qualifierais plutôt de cafétéria), la télévision satellite dans les dortoirs et de l'eau chaude à volonté dans les douches, je classerais Blackwater en tête de n'importe quel centre d'entraînement civil ou militaire que j'ai visité”, a écrit Waterman. “Lorsque vous voyez les bâtiments au bout du chemin, il devient évident que les directeurs de ce centre sont tout à fait sérieux dans leur entreprise et ils n'ont rien oublié

pour en faire un centre d'équipement haut de gamme. Les bâtiments sont flambant neufs... et l'endroit est bien disposé, propre. Sur la droite se trouvent les dortoirs et la maison dédiée à l'entraînement tactique. En face se trouve le bâtiment principal qui comprend les salles de classe, le magasin, les bureaux administratifs, la cafétéria, la salle pour l'arsenal et les salles de conférence, le salon pour se détendre et discuter, et où sont exposés plusieurs animaux empaillés. Un ours noir se dresse de toute sa hauteur au-dessus de la cheminée, menaçant, tandis que d'autres animaux vous regardent à travers leurs yeux en plastique. À côté du bâtiment principal, on découvre l'espace pour nettoyer les armes, assez vaste pour accueillir une douzaine de personnes. Les bancs sont à hauteur de la poitrine, il y a des gicleurs à air comprimé pour expulser la poussière et la saleté des armes. Les pièces bien éclairées comportent quatre lits gigognes avec chacun un placard spacieux. Il y a deux salles de bain, chacune avec plusieurs cabines de douches. Dans chaque aile du dortoir se trouve une grande pièce avec un canapé et plusieurs chaises. Une télé dans chaque salon est dotée d'un système satellite. Il y a aussi un réfrigérateur et une fontaine d'eau fraîche dans chacune de ces pièces. Des revues sont à disposition des invités⁴⁸." En 1998, Blackwater organisa un concours de tir au revolver entre la police et les militaires, la première d'une longue série, appelée plus tard le *Shoot-Out* de Blackwater, et qui attirera à Moyock beaucoup de personnes venues des quatre coins du monde. Mais Blackwater démontrera bientôt son habilité à profiter de la tragédie et de la peur. Dès 1999 et régulièrement pendant les années à suivre, une série de violents incidents très médiatisés par les télévisions internationales stimuleront l'activité et les profits de Blackwater.

Le 20 avril 1999, Dylan Klebold et Erik Harris pénétrèrent à l'intérieur du lycée Columbine, à Littleton dans le Colorado, vêtus de trench-coats noirs et armés jusqu'aux dents d'armes semi-automatiques et de mitraillettes. Ils entamèrent ensemble une tuerie qui coûta la vie à douze de leurs camarades et à un professeur. L'incident sera surnommé "le massacre de Columbine". Malgré le fait que le nombre d'attaques à main armée dans les écoles ait chuté de 32 pendant les années 1998-1999, le battage médiatique autour de Columbine favorisera une peur panique de ce genre d'incidents, propagée à travers tout le pays⁴⁹. Depuis, toutes sortes d'agences de sécurité ont reconsidéré leur capacité à y faire face. "Personne n'imaginait qu'une chose pareille puisse se

produire”, déclara à l’époque Ron Watson, le porte-parole de l’Association nationale des officiers tacticiens NTOA, *National Tactical Officer’s Association*. “Ainsi, Columbine a changé les mentalités, ce qui a favorisé l’entraînement⁵⁰.”

En septembre 1999, une équipe de quelque 400 officiers SWAT (*Special Weapons And Tactics*, forces de police spécialisées dans l’intervention urbaine) se retrouvèrent à Moyock pour des exercices dans la “R U Ready High School⁵¹” (le lycée “Êtes-vous prêts?”). NTOA avait injecté 50 000 dollars pour la construction d’une école factice de quinze pièces, sur une surface de 1 370 m², mais il est probable que ce projet ait coûté beaucoup plus cher à Blackwater⁵². Comme pour bien d’autres projets, Prince avait la motivation et les moyens, du moment qu’il pensait pouvoir en tirer un bénéfice éventuel. “Erik avait suffisamment de trésorerie pour payer d’avance tous les besoins, il pouvait toujours s’en sortir, il avait beaucoup de capitaux”, expliqua Al Clark. “Il avait probablement hérité de 500 millions de dollars, alors il avait vraiment de quoi s’amuser⁵³.” Cette école factice se distinguait par des diffusions sonores d’étudiants en train de hurler, des éclaboussures de sang, des impacts de balles et la simunition (entraînement avec des balles à blanc). “Vous avez affaire au chaos, dans une incroyable confusion”, dit Al Baker, un commandant à la retraite des services d’urgence de NYPD, la police new-yorkaise. “Ils sont tous jeunes et anonymes dans cet immense endroit. Il y a un boucan incroyable. Vous ne savez pas qui est le tireur. Nous essayons de leur apprendre les techniques pour évacuer un environnement hostile. Il y a beaucoup de sang. Dans l’urgence, pas question d’attendre⁵⁴.”

La rapide construction et la gestion de “R U Ready High” convinquirent NTOA, une organisation formant 4 000 officiers de police par an, de diviser ses seize conférences annuelles entre Virginia Beach et Blackwater, sur le terrain de Moyock. Cet événement attira des unités tactiques et des officiers de police de tous les Etats, du Canada, de Haïti, de la Belgique et de l’Angleterre. Dès avril 2000, le NTOA avait déjà envoyé plus de 1 000 officiers à l’entraînement de “R U Ready” alors que les services de police à travers tout le pays commençaient à entendre parler de plus en plus de Blackwater. A cette époque, lors d’une soirée donnée par NTOA, Prince raconta qu’un événement comme Columbine était “un rappel que la vigilance est le prix de la liberté, et que nous avons besoin de forces militaires et de maintien de l’ordre bien formées. Le Mal n’est pas près de disparaître dans le monde⁵⁵”.

Le 1^{er} février 2000, jouissant d'une réputation grandissante dans le milieu de la sécurité, Blackwater fit un énorme bond en avant en décrochant son premier contrat avec l'Administration des services gouvernementaux (GSA, *Général Service Administration*) créant une liste validée par le gouvernement de prestations et produits que Blackwater pouvait vendre aux agences fédérales ainsi que les tarifs auxquels elle pouvait les facturer. Décrocher un contrat du GSA assurerait à Blackwater "d'importants contrats gouvernementaux, à long terme"⁵⁶. Le contrat stipulait, entre autres, une liste de prix pour l'utilisation du matériel de Blackwater ou les prestations des instructeurs des entraînements spéciaux. L'utilisation de l'espace pour l'entraînement tactique coûtait 1 250 dollars par jour pour moins de trente personnes, 1 500 dollars par jour pour plus. Chaque aire de tir pouvait être louée à une agence gouvernementale pour 50 dollars par personne, par jour, pour un minimum de 500 dollars. Le programme fournissait aussi, pour 1 250 dollars par jour, les services d'instructeurs de Blackwater pour enseigner la protection rapprochée, la protection des militaires, le combat rapproché, l'abordage de bateaux et l'intervention dans les prises d'otages, et permettait à n'importe quelle agence, sur simple demande, d'obtenir des cibles et autres matériaux d'entraînement spécialement mis au point. Les prix variaient de pièges à balles à 1 335 dollars à des cibles "Peppers poppers" à 170 dollars ou encore des cibles tournantes à 512 dollars⁵⁷. En soi, ces produits ne semblent pas si lucratifs, mais la mise en place du programme de GSA permit à Blackwater de s'implanter dans tout le gouvernement fédéral, à condition de respecter la ligne politique pour décrocher les contrats. "C'est comme un Wal-Mart (supermarché américain), pour le gouvernement", expliquait Jamie Smith dans un entretien⁵⁸. Smith est un ancien agent secret de la CIA qui a passé des années à travailler pour Blackwater. "Avoir un contrat avec la GSA permet au gouvernement d'entrer et d'acheter des choses chez vous sans avoir réellement à faire un appel d'offre." Le véritable travail pour les sociétés ayant obtenu le label de la GSA est de mettre de l'huile dans les rouages des diverses agences gouvernementales et de les convaincre d'utiliser fréquemment et largement leurs services. C'est là que les relations politiques entrent en jeu. Halliburton avait mis au point un modèle que Blackwater et d'autres pouvaient imiter. Comme le dit Smith, "C'est une sorte de poignée de main où l'on dit : «Voilà votre programme GSA, voyons ce que vous pouvez en faire!»" Le premier paiement

pour Blackwater avec son contrat GSA était de 68 000 dollars en mars 2000 pour “un entraînement d’initiation à l’armement⁵⁹”. Il se trouve que c’était la somme exacte qu’Erik Prince allait donner plus tard, cette année-là, au Comité républicain national pour les élections présidentielles (*Republican National State Elections Committee*), l’année électorale qui verra George W. Bush prendre le pouvoir⁶⁰.

La valeur du contrat initial pour cinq ans de Blackwater avec GSA (c’est-à-dire les prévisions du gouvernement sur le chiffre d’affaires que Blackwater ferait avec les agences fédérales) était estimée à seulement 125 000 dollars⁶¹. Quand le contrat fut prolongé de cinq ans en 2005, le calcul monta à 6 millions de dollars⁶². Mais toutes ces prévisions étaient encore loin du véritable chiffre d’affaires qui sera atteint sous le contrat GSA. A compter de 2006, Blackwater avait déjà reçu 111 millions de dollars pour le programme. “C’est un contrat à multiples échéances, à quantité et dates de livraison indéterminées”, a déclaré un porte-parole de GSA Jon Anderson. Quand le contrat sera signé, nous ne savons pas si nos agences vont, oui ou non, passer commande avec le fournisseur, vu que le fournisseur est en compétition avec d’autres... fournisseurs pour les commandes de prestations, alors nous avons décidé d’un contrat d’une valeur de 125 000 dollars. Evidemment Blackwater réussit brillamment sa prospection et fut capable d’atteindre un chiffre d’affaires de 111 millions de dollars sur une période de six ans⁶³.

En 2000, comme les affaires de Blackwater reprenaient, tout n’était pas rose dans l’enceinte de Moyock. Al Clark, que beaucoup considèrent comme l’instigateur de la société, s’est trouvé en désaccord avec Prince et d’autres personnes de la société. “Au fur et à mesure, des initiatives que je n’approuvais pas ont été mises en place, alors je suis parti créer une autre entreprise”, se rappelle Clark, qui a fondé Special Tactical Systems avec d’anciens employés de Blackwater et un camarade SEAL, Dale McCellan, en 2000. “Erik commençait à vouloir faire de Blackwater une cour de récréation pour ses amis fortunés. Et l’on me demandait pourquoi je formerais un type lambda de l’armée au même niveau qu’un SEAL. Je rétorquais qu’on ne juge pas de la valeur d’une vie d’après son uniforme, car une fois que les balles ont commencé à siffler autour de vous, elles ne font pas de discrimination. Et on m’a fait remarquer que mes critères étaient trop élevés⁶⁴.”

Durant les sessions d'entraînement, Clark donnait, selon lui, "tout ce qu'il avait". Mais il ajoute : "Les cadres pensaient que cela n'encourageait pas les clients à revenir, puisque je leur donnais tout, et ma réponse était qu'il était possible qu'ils n'aient jamais l'opportunité de revenir, alors tant qu'on les tenait, autant leur donner ce que nous pouvions. Beaucoup de flics payaient de leur poche, annulaient leur départ en vacances avec leur famille pour aller dans une école qui, pensaient-ils, leur offrirait ce que leurs services ne pouvaient pas." Clark était réticent à s'épancher plus longuement sur sa rupture avec Prince, mais il résuma ainsi ses sentiments concernant son départ de Blackwater : "Disons que je voulais que ce soit un endroit bâti par des professionnels pour des professionnels, et je voulais que tout y soit professionnel, or je n'ai pas senti que ça se passait comme ça⁶⁵." Blackwater était déjà sur le chemin du succès quand Clark quitta l'entreprise en 2000 après avoir touché environ 2 000 dollars selon son contrat GSA et d'autres primes. Mais il fallut encore une année pour que l'entreprise commence vraiment à monter en flèche, et ceci grâce aux deux attaques terroristes attribuées à Oussama ben Laden.

Le 12 octobre 2000, peu après onze heures du matin, dans le port d'Aden au Yémen, alors que le destroyer porte-missiles américain *USS Cole* était en stationnement pour se ravitailler, un petit bateau s'approcha à bâbord avant d'exploser soudainement, créant un trou de douze mètres de diamètre dans la coque du navire. Oussama ben Laden revendiquera plus tard la responsabilité de l'attaque suicide qui tua 17 marins américains et en blessa 39 autres. C'était la seconde tragédie qui suivit le massacre de Columbine en 1999 dont Blackwater tirera bénéfice grâce à un contrat de 37,7 millions de dollars avec la Marine, la branche militaire historique de Blackwater, afin d'assurer l'entraînement d'une "force de protection⁶⁶". Habituellement, dans la Marine, un aspirant ordinaire n'était pas formé au combat, mais avec les nouvelles menaces envers la flotte, tout commençait à changer. "L'attaque du *USS Cole* fut une terrible tragédie et un exemple spectaculaire de ce type de menaces auxquelles nos forces militaires étaient confrontées dans le monde entier, jour après jour, soulignant l'importance d'une force de protection nécessaire, tant aujourd'hui que dans l'avenir", dit l'amiral Vern Clark, le chef des Opérations navales, à la Commission des services armés du Sénat (*Senate Armed Services Committee*) en mai 2001. "La Navy a agi sur son propre territoire ainsi qu'à l'étranger pour relever

ce défi, modifiant la manière dont nous planifions et organisons l'autodéfense en mer. Nous avons amélioré le mode d'entraînement et l'équipement des forces navales pour mieux tenir compte de la sécurité physique d'un soldat au combat en nous concentrant essentiellement sur la Force de protection antiterroriste, dans chaque mission, activité et événement. De plus nous tenons à garantir que chacun de nos marins intègre cette vision⁶⁷." A cette époque, la Marine s'était déjà engagée à inclure "un plan très complet pour réduire le coût des infrastructures grâce à la compétition, la privatisation, et la délocalisation⁶⁸". Parmi ces projets, on trouve une étude sur la faisabilité de la délocalisation pour l'équivalent de quelque 80 500 postes à plein temps⁶⁹. Si l'explosion du *USS Cole* avait relancé les affaires de Blackwater de façon signifiante, ce n'était rien en comparaison du jackpot gagné grâce au plus grand acte de terrorisme jamais perpétré sur le sol américain.

Le matin du 11 septembre 2001, le vol 11 d'American Air Lines, de Boston à Los Angeles avec quarante-deux passagers à bord, changea brusquement de trajectoire et fonça droit vers la ville de New York. A 8 h 46, l'avion s'écrasa directement sur la tour nord du World Trade Center. Quelque dix-sept minutes plus tard, le vol 175 de Unity Airlines s'écrasait dans la tour sud. A 9 h 37, le vol American Airlines 77 frappait le Pentagone. Tandis que le feu et la fumée s'échappaient de deux des plus célèbres buildings d'Amérique, ces attaques accéléraient presque instantanément un programme de privatisations et de conquêtes longtemps défendues par la plupart de ceux qui s'étaient emparés de la Maison Blanche moins d'une année plus tôt. Le secrétaire des Armées auprès du président Bush, Thomas White, un ancien dirigeant de Enron, supervisa la mise en œuvre rapide du programme de privatisations lancé par Dick Cheney une décennie plus tôt⁷⁰. Le programme verrait bientôt l'envol de l'industrie militaire avec un budget de 100 milliards de dollars; la Blackwater d'Erik Prince allait figurer parmi les plus grands bénéficiaires de cette guerre antiterroriste récemment déclarée par l'Administration. Et Al Clark de déclarer : "C'est Oussama ben Laden qui a fait de Blackwater ce que c'est aujourd'hui⁷¹."

L'après 11 septembre fournit à Erik Prince et ses collègues de Blackwater une toile vierge pour y peindre un avenir lucratif pour la société, uniquement limitée par l'imagination et le personnel. Le secrétaire à la Défense Rumsfeld était entré en fonction résolu à développer de façon très significative le rôle que joueraient des

sociétés privées comme Blackwater dans les guerres américaines. Le 11 septembre avait mis ce projet à l'ordre du jour bien plus vite que prévu. Le 27 septembre, deux semaines après le 11 septembre, Prince a fait une apparition dans les médias comme invité de l'émission phare des actualités de Fox News, *The O'Reilly Factor*. "Je dirige, maintenant depuis quatre ans, des affaires dans le secteur de l'entraînement, et je commençais à devenir un peu cynique sur le peu de sérieux que les gens accordaient à la sécurité", déclara Prince pendant l'émission. "Maintenant le téléphone n'arrête plus de sonner⁷²." La raison de la venue de Prince sur le plateau de Fox était de discuter de la sécurité des vols civils, l'"Air Marshall Program" et de l'entraînement que les maréchaux de l'air allaient recevoir, en partie sur le site de Blackwater. Ce mois-là, Blackwater signa des contrats avec le FBI d'un montant d'au moins 610 000 dollars⁷³. Bientôt elle assurerait l'entraînement dans presque chaque département du gouvernement, allant du Centre du Service administratif du ministère de la Sécurité nationale de l'Energie nucléaire au département de la protection contre le crime financier attaché au Trésor public, en passant par le bureau du Secrétaire des services de Santé⁷⁴.

Même si Blackwater augmenta ses marges bénéficiaires et se fit connaître grâce à ses services pour l'entraînement suite aux retombées du 11 septembre, sa véritable gloire et sa fortune ne seront assurées qu'après avoir créé Blackwater Security Consulting en 2002 et s'être imposée dans le business des "soldats sous contrat". Comme pour la fondation de Blackwater, Erik Prince servira, une fois de plus à mettre en pratique l'idée de quelqu'un d'autre, la vision de l'ancien dirigeant de la CIA, Jamie Smith.

Smith a révélé dans un entretien qu'il avait pensé pour la première fois au potentiel d'une société de sécurité privée alors qu'il travaillait comme dirigeant pendant la guerre du Golfe de 1991. Smith avait compris que les militaires commençaient à utiliser les forces privées pour surveiller les équipements militaires, une pratique connue sous le nom de "protection de la force", libérant ainsi davantage de soldats pour le combat. C'était une tendance, et Smith dit "qu'il ne pensait pas qu'elle cesserait à cause de la nature même de notre armée, basée sur le volontariat. Voulez-vous vraiment que votre force de volontaires monte la garde devant le portail alors qu'ils pourraient faire des choses autrement plus utiles pour vous⁷⁵?"

Tout comme Al Clark quelques années plus tôt, Jamie Smith n'avait pas les moyens à ce moment-là de démarrer sa propre

société de sécurité privée, la demande n'étant pas forcément suffisante. Puis, après le 11 septembre, Smith reçut un appel de Prince : «Eh, j'aimerais bien que tu réfléchisses à la possibilité d'un job à plein temps et que tu reviennes travailler avec nous» et je lui ai répondu que ça pouvait m'intéresser et que j'allais y réfléchir, à condition de pouvoir monter cette société de sécurité.” Prince était d'accord, mais Smith prétend que Prince ne voyait pas le potentiel de bénéfices de ce qui allait bientôt devenir l'activité la plus lucrative de Blackwater. “On m'a dit : vous ne pouvez pas consacrer tout votre temps à ça, parce que ça ne va pas marcher. Vous pouvez y consacrer à peu près 20 % de votre temps, mais pas plus, il faut vous concentrer sur ce que vous faites maintenant”, dit Smith⁷⁶. Il rejoignit Blackwater à plein temps en décembre 2001, et Blackwater Security Consulting fut incorporée à Delaware le 22 janvier 2002⁷⁷. En l'espace de quelques mois, alors que les Etats-Unis occupaient l'Afghanistan et commençaient à planifier l'invasion de l'Irak, Blackwater Security faisait déjà des bénéfices, attirant des centaines de milliers de dollars par mois avec un précieux contrat de la CIA⁷⁸.

Alvin B. Krongard, dit “Buzzy”, directeur exécutif de la CIA, le numéro trois de l'agence, fut un des acteurs clés dans ce premier contrat avec Blackwater Security⁷⁹. Krongard, qui avait été nommé à ce poste en mars 2001⁸⁰, venait d'un milieu peu habituel pour un barbouze, ayant passé la plupart de sa vie d'adulte comme banquier d'affaires. Il transforma Alex Brown, le plus vieux cabinet, d'investissements bancaires du pays, en l'un des plus prospères, le vendant, finalement à Bankers Trust, dont il démissionna en 1998⁸¹. Krongard aurait travaillé sous une fausse identité pour la CIA durant des années avant de la rejoindre officiellement en 1998 en tant que conseiller particulier de George Tenet⁸². Mais il ne révélera jamais comment il a rencontré le directeur de la CIA, sauf à prétendre que c'étaient par des “amis communs⁸³”. Le diplômé de Princeton, fameux joueur de lacrosse (sport proche du hockey), et ancien Marine, se vanta d'avoir mis K.-O., par un coup de poing dans la mâchoire un grand requin blanc, dont il gardait l'une des dents sur une chaîne et des photos dans son bureau⁸⁴. D'après un article publié par *Newsweek* en 2001, peu de temps après son ascension à la troisième place, certains pensaient que Krongard, en dépit de sa bravade, exagérait ses mérites. “Oui, je suis peut-être un vantard, mais peut-être pas. C'est tout ce que vous tirerez de moi”, répliqua-t-il⁸⁵.

Les théoriciens de la conspiration du 11 septembre se sont longtemps intéressés à Krongard, car la banque qu'il dirigeait jusqu'en 1998, rachetée par la Deutsche Bank après son départ, était soupçonnée d'être responsable du nombre étrangement élevé d'options de vente de United Airlines émis juste avant le 11 septembre, actions qui ne furent jamais achetées⁸⁶. Il n'y a aucune preuve qu'il ait eu une connaissance préalable des attaques. Quand il travaillait à la CIA sous les ordres de George Tenet, Krongard agissait de façon interne, réorganisant les divisions⁸⁷ et activement occupé, entre autres projets, à mettre sur pied une société de capitaux à risques dans les services de renseignements⁸⁸. Il lui arrivait, à l'occasion, de faire des déclarations publiques. En octobre 2001, il annonça : "La guerre sera gagnée en grande partie par des forces dont vous n'avez jamais entendu parler, que vous ne verrez pas en action et avec des moyens que vous préféreriez ignorer, mais nous persisterons⁸⁹."

Quelque trois ans plus tard, en janvier 2005, Krongard fit les gros titres des journaux en devenant la principale personnalité publique à défendre les avantages de ne pas avoir tué ou capturé Oussama ben Laden. "Car si quelque chose lui arrivait, il se peut que vous en trouviez beaucoup à rivaliser pour prendre sa place, et pour nous prouver leurs capacités en déclenchant une nouvelle série d'actes terroristes... Il est plutôt en train de se transformer en leader charismatique qu'en un génie du terrorisme⁹⁰." Krongard a aussi décrit ben Laden comme étant non pas un cadre supérieur, mais plutôt une entreprise capitaliste, déclarant : "Supposons que vous et moi voulions faire sauter Trafalgar Square. Alors nous irions voir ben Laden, en lui disant : «Bon, voilà de l'argent et des passeports et si vous avez besoin d'armes, allez voir ce type⁹¹.»"

La véritable relation entre Prince et Krongard n'est pas très claire. Certains ont prétendu que Krongard connaissait le père de Prince⁹². Dans un court entretien téléphonique, Krongard aurait seulement dit qu'il était un "familier" de Prince et Blackwater⁹³. Un ancien cadre de Blackwater affirme cependant : "Je sais qu'Erik et Krongard étaient potes⁹⁴." Quels que soient les liens avec Krongard, ce fut la CIA qui passa son premier contrat de sécurité en avril 2002⁹⁵. Krongard se rendit à Kaboul et put constater que les nouveaux locaux étaient loin d'être suffisamment sécurisés⁹⁶. Blackwater signa un contrat de 5,4 millions de dollars sur six mois, sans appel d'offres, pour envoyer vingt gardes de sécurité surveiller les bâtiments de la CIA à Kaboul⁹⁷. Krongard affirme que c'était

l'offre de Blackwater et non pas ses liens avec Prince qui permit à la société de décrocher le contrat, et qu'il avait parlé avec Prince au sujet du contrat mais n'était pas absolument sûr de savoir qui avait appelé l'autre, il n'était "pas certain de qui était venu en premier, la poule ou l'œuf⁹⁸". Selon lui, "c'est en fait quelqu'un d'autre qui était chargé de signer le contrat de la CIA. Blackwater a obtenu le contrat parce qu'ils étaient les premiers à pouvoir envoyer des hommes sur le terrain. Nous étions vraiment sous pression, et avons fait ce qu'il fallait, quel qu'en soit le coût, à mon retour de Kaboul... La seule préoccupation que nous avions était d'obtenir la meilleure sécurité pour nos ressortissants. Si nous avions pensé que les Martiens pouvaient nous aider sur ce point, je suppose que nous serions allés les chercher⁹⁹".

Krongard et Prince seraient devenus encore plus proches après la signature du contrat. "Krongard est descendu à Blackwater et j'ai dû faire visiter le site à sa famille et les laisser tirer sur le champ de tir un bon nombre de fois", rapporte l'un des anciens cadres de Blackwater dans un entretien. "C'était après que le contrat eut été signé et il est possible qu'il soit venu juste pour voir la société qu'il venait d'engager¹⁰⁰." Prince se serait alors laissé gagner par l'idée d'être impliqué dans les opérations secrètes contre le terrorisme, tant et si bien qu'il se décida à aller lui-même sur le front¹⁰¹. Prince rejoignit Jamie Smith dans le premier contingent des vingt hommes envoyés par Blackwater pour remplir son premier contrat avec la CIA, commencé en mai 2002 si l'on en croit le livre de Robert Young Pelton, *Licensed to Kill*¹⁰² (Permis de tuer). La plus grande partie de l'équipe protégeait la base de la CIA à Kaboul ainsi que sa présence à l'aéroport. Smith et Prince se rendirent également dans l'un des endroits les plus dangereux de l'Afghanistan, Shkin, où les Etats-Unis installaient une base à six kilomètres de la frontière pakistanaise. Mais après seulement une semaine, Prince quitta le détachement de Shkin et la forteresse de boue (que certains appelaient "Fort Alamo") d'où opéraient les forces américaines. Smith dit à Pelton que le voyage de Prince consistait surtout à "jouer au paramilitaire de la v" et qu'il était parti "faire de la lèche" à ceux qui pourraient donner plus de travail à Blackwater Security¹⁰³. Smith resta à Shkin pendant deux mois, puis quatre mois à Kaboul. Après avoir quitté Shkin, Prince demeura encore à Kaboul durant une semaine. Il semblerait que l'expérience ait tellement plu à Prince que par la suite il essaya de rejoindre la CIA mais sa candidature aurait été rejetée, son examen par polygraphe

(détecteur de mensonges) n'étant pas très concluant¹⁰⁴. Bien que Prince ait été rejeté pour un poste de cadre, il semblerait qu'il ait conservé des liens étroits avec l'agence. Il aurait reçu un "badge vert" qui lui assurait l'entrée dans la plupart des postes de la CIA¹⁰⁵. "Il va là-bas [au siège de la CIA] régulièrement, une fois par mois environ", confia une source de la CIA au journaliste de *Harper's*, Ken Silverstein, en 2006. "Il y rencontre des gens haut placés, surtout ceux du Conseil d'administration¹⁰⁶."

Comme les contrats de la CIA et d'autres services du renseignement et de la sécurité sont "au noir", il est difficile de connaître la somme d'argent amassée par Blackwater après ce premier travail en Afghanistan, mais il s'ensuivit, selon Smith, une période d'expansion rapide pour Blackwater. Le travail de la société pour la CIA et l'armée ainsi que les appuis politiques et militaires de Prince fournirent à Blackwater de bons atouts pour faire sa cour à ce qui allait s'avérer son plus important client, le Département d'Etat américain. "Après avoir remporté ce premier contrat, il y eut toute une idylle avec le Département d'Etat qui se trouvait juste à côté, aussi nous y allions souvent à Kaboul, nous avons tenté la flagornerie pour entrer au Conseil d'administration", dit Smith. "Une fois que le Département d'Etat est entré en scène grâce au contrat, ça nous a ouvert d'autres portes. Une fois que vous avez glissé le pied dans la porte d'un bureau du gouvernement, qui a des antennes dans des pays du monde entier, c'est comme les métastases d'un cancer, probablement une épouvantable comparaison, mais vous savez qu'une fois passé dans le sang, ça va se transmettre à tout le corps en seulement deux jours, vous voyez ce que je veux dire? Donc si vous rentrez dans ce pipeline, à n'importe quel endroit où ils ont un problème et un bureau, il y a une opportunité¹⁰⁷."

Pour Blackwater, l'occasion en or arriva quand les forces déferlèrent sur Bagdad en mars 2003. Fort d'un programme du GSA et des liens politiques et religieux, Prince décrocha un contrat très recherché avec l'Irak, qui mettrait en place des gardes du corps pour l'un des hommes les plus en vue de l'administration de Bush à Bagdad, l'ambassadeur L. Paul Bremer III. Appelé le "vice-roi" ou "proconsul", Bremer était un fervent défenseur du libre marché qui, comme Prince, s'était converti au Catholicisme et qui adhérerait totalement au programme néo-conservateur prônant l'utilisation de la force militaire américaine pour refaire le monde selon les intérêts américains – le tout au nom de la démocratie. Le contrat

de Bremer signifiait que Prince serait aux commandes d'une force d'élite privée, déployée sur le front d'une guerre depuis longtemps désirée par les forces vives du mouvement des théoconservateurs. Blackwater, simple terrain de tir sur un marais de la Caroline du Nord encore quelques années auparavant, était maintenant reconnue par l'Administration de Bush comme une partie essentielle de l'armada de sa guerre antiterroriste. Le président de Blackwater, Gary Jackson, un vétéran SEAL, ne tarda pas à se vanter du fait que les contrats de Blackwater étaient tellement secrets que la société ne pouvait pas parler à une agence fédérale des affaires qu'elle traitait avec une autre agence¹⁰⁸. L'Irak marqua une étape décisive dans la formation des mercenaires, et bientôt Blackwater allait imposer ses propres méthodes à toute l'industrie. Cependant, moins d'un an après le déploiement des forces de Prince en Irak, quatre hommes de Blackwater se retrouvèrent au cœur d'une mission désastreuse dans le Triangle sunnite, mission qui allait faire de Blackwater un sujet d'infamie internationale, et changer le cours de l'occupation américaine et de la résistance irakienne. La ville où tout est arrivé s'appelait Fallouja.

FALLOUJA

“Un étranger se doit d’être poli”
(Proverbe de Fallouja)

Bien avant que Blackwater ne se soit déployée en Irak, en fait plus d’une décennie plus tôt, des événements indépendants de la volonté d’Erik Prince et de ses collègues mettaient en marche l’embuscade épique qui eut lieu le 31 mars 2004, quand des combattants de la résistance irakienne tuèrent en plein jour quatre miliciens dans le centre de Fallouja. L’assassinat de ces Américains changea le cours de la guerre en Irak, marquant le début des sièges de Fallouja, et encourageant le mouvement de résistance contre l’occupation. Certains diront que l’histoire remonte encore plus loin, à l’époque de la résistance acharnée de Fallouja lors de l’occupation des Britanniques en 1920, lorsqu’une rébellion coûta la vie à un millier de soldats britanniques, soit près d’un siècle avant que les Etats-Unis n’envahissent l’Irak. Quoi qu’il en soit, on ne peut douter que Fallouja ait plus souffert qu’aucune autre ville en Irak depuis le début de l’invasion américaine en 2003. A plusieurs reprises, les forces américaines attaquèrent la ville, tuant des milliers de personnes, en déplaçant des centaines de milliers, et les troupes d’occupation ouvrirent le feu sur des manifestants non armés à plusieurs reprises. Depuis l’invasion, les chefs américains se sont escrimés à faire de cette ville rebelle un exemple. Dans la presse américaine et parmi les experts, les responsables politiques et les chefs militaires, Fallouja a été décrite comme un bastion de la résistance pro-Saddam, comme le siège de combattants étrangers rendus furieux suite au renversement du régime et hostiles à l’occupation américaine. Mais cette image ne représente qu’une version incomplète et déformée des faits, simple propagande de Washington. Comme le remarque le lauréat du Prix Pulitzer et correspondant au *Washington Post*, Anthony Shadid, “les liens historiques entre Fallouja et l’ancien

gouvernement constituaient seulement une partie de l'histoire. La région fut également forgée par des traditions rurales et un nationalisme instinctif, liés à une interprétation implacable de l'Islam et des dogmes qu'il promulgue. L'identité fondamentaliste et les valeurs qui s'y rattachent devinrent encore plus importantes au fur et à mesure que la communauté semblait dans le sentiment que leurs droits étaient bafoués sur cette bande de terre sunnite¹". Les médias reconnurent rarement le fait qu'avant même le déferlement des troupes sur l'Irak, avant l'assassinat des membres de Blackwater et les sièges de la ville qui s'ensuivirent, et avant qu'ils ne deviennent le symbole de la résistance irakienne, les habitants de Fallouja connaissaient déjà la souffrance infligée par les Américains et leurs alliés.

Pendant la guerre du Golfe en 1991, Fallouja fut le théâtre de l'un des plus gros massacres causé par une "bombe perdue" au cours d'une guerre pourtant décrite comme celle d'une nouvelle ère "d'armes intelligentes". Le 13 février 1991, peu après quinze heures, des avions alliés survolaient la ville, lançant des missiles sur l'énorme pont d'acier qui traverse l'Euphrate et relie Fallouja à la route principale vers Bagdad². N'ayant pas réussi à détruire le pont, les avions revinrent une heure plus tard pour finir le travail. "J'ai vu huit avions", se souvient un témoin, "six d'entre eux tournaient en rond comme pour assurer la protection des deux autres qui attaquaient³." Les avions de guerre "British Tornado" lancèrent sur le pont ces célèbres missiles de précision guidés par laser. Mais au moins trois d'entre eux manquèrent la cible visée, et l'un d'eux atterrit dans un quartier résidentiel à quelque 700 mètres du pont, frappant de plein fouet les occupants d'un immeuble ainsi que la foule sur la place d'un marché⁴. Selon le personnel de l'hôpital municipal, l'attaque tua 130 personnes et en blessa environ quatre-vingts⁵. Parmi les victimes, on dénombra beaucoup d'enfants. Le capitaine David Henderson, un officier allié, déclara que le système laser avait malheureusement mal fonctionné. "En ce qui nous concerne, le pont était une cible militaire légitime", expliqua-t-il aux journalistes⁶. "Malheureusement, il semblerait qu'en dépit de tous nos efforts, certaines bombes aient effectivement atteint la ville." Lui et d'autres responsables accusèrent le gouvernement irakien de vouloir attirer l'attention sur la bombe "perdue" pour en faire de la propagande de guerre : "Nous devrions aussi nous souvenir des atrocités commises par l'Irak contre l'Iran avec sa guerre chimique et contre ses propres

concitoyens, les Kurdes⁷.” Tandis que les équipes de secours et les survivants fouillaient les décombres de l'immeuble d'habitation et des boutiques avoisinantes, un résident de Fallouja cria aux reporters : “Regardez ce que Bush a fait. Pour lui, le Koweït commence ici⁸.”

Encore dix ans après cette attaque, on se rappelait en Irak de cette bombe, “perdue” ou non, comme la cause d'un massacre qui influencera plus tard la façon dont les habitants de Fallouja verront l'invasion des forces américaines cette fois sous les ordres d'un autre président Bush⁹. La population essentiellement sunnite de Fallouja était l'une des plus loyales à Saddam Hussein en Irak et le fief de nombreux soldats d'élite de sa Garde révolutionnaire¹⁰. “Bien que Saddam Hussein considérât Fallouja comme une ville qui soutenait son régime, le gouvernement irakien ne pouvait pas isoler et protéger les hôpitaux et cliniques des effets dévastateurs causés par les sanctions économiques américaines”, se souvient Kathy Kelly, militante des Droits de l'Homme et fondatrice du groupe pacifiste *Voices in the Wilderness*¹¹. “Nous avons visité des salles d'hôpitaux avant l'invasion à Fallouja qui étaient de vrais couloirs de la mort pour bébés, à cause de la pénurie provoquée par les sanctions.” Kelly avait séjourné en Irak plusieurs dizaines de fois depuis son premier voyage en 1991, au moment de la guerre du Golfe. Elle raconte qu'elle se rendit avec quelques militants britanniques à Fallouja avant l'invasion de 2003 pour tenter de faire reconnaître la responsabilité américano-britannique dans le bombardement de la place du marché en 1991 et pour interviewer des survivants. Séparée du groupe pendant un moment, Kelly se souvient : “Un homme a commencé à me crier, en anglais : «Vous les Américains, vous les Européens, venez donc chez moi, voir l'eau que nous buvons. Vous n'oseriez même pas en donner aux animaux. Et c'est tout ce que nous avons. Maintenant vous voulez, à nouveau, tuer nos enfants. Vous ne pouvez plus tuer mon fils. Mon fils, il a été tué pendant la première guerre de Bush.»” Kelly se souvient que l'homme, après lui avoir crié dessus, se calma et lui offrit le thé chez lui. Pour elle, il était alors évident que même à Fallouja, l'opportunité de tisser des relations équilibrées et amicales existait, malgré les souffrances infligées aux Irakiens ordinaires. Mais on gâcha de plus en plus ces opportunités, d'abord en maintenant les sanctions économiques puis en bombardant les zones d'exclusion aérienne. Quand les forces américaines déferlèrent sur l'Irak, en avril 2003, elles ne tardèrent pas à mettre

de l'huile sur le feu d'un sentiment anti-américain déjà exacerbé chez les habitants depuis une bonne douzaine d'années.

Les Forces spéciales américaines s'étaient emparées de Fallouja en avril, au début de l'invasion, mais quittèrent la ville peu de temps après¹². Les Irakiens de la région étaient d'accord pour rendre la ville sunnite conservatrice sans combattre, à condition que les troupes américaines ne l'occupent pas plus de deux jours¹³. Comme dans beaucoup de communautés irakiennes, les habitants de Fallouja commencèrent à s'organiser eux-mêmes et à faire le point sur les conséquences des grands chamboulements dans leur pays. Ils réunirent même un nouveau conseil municipal¹⁴. Alors que l'occupation s'étendait et que les commandants américains se déployaient dans différentes régions de l'Irak, la 82^e division d'infanterie aéroportée s'établit finalement à Fallouja¹⁵. Comme beaucoup de leurs concitoyens, les habitants de Fallouja ne résistèrent pas immédiatement aux forces d'occupation : ils se contentèrent d'observer et d'attendre. Mais il ne fallut pas longtemps avant que le ressentiment n'apparaisse : les Américains parcouraient les rues à toute vitesse à bord de leurs 4 X 4 ; des soldats aux postes de contrôle humiliaient les gens, violaient leur intimité et, selon certains, regardaient les femmes de façon trop insistante¹⁶. D'autres soldats auraient uriné dans les rues¹⁷. Les habitants de Fallouja s'accordèrent à dire que les Américains devaient au moins se retirer jusqu'aux limites de la ville¹⁸. Il n'aura fallu que quelques jours avant que la situation en ville ne prenne une tournure irrévocable et sanglante. Des centaines de soldats de la 82^e division se déployèrent à travers Fallouja, et le vendredi 25 avril, quelques jours avant l'anniversaire de Saddam Hussein, ils occupèrent l'école d'Al Qaed de la rue Hay Nazzal, transformant le bâtiment à deux étages en poste de commandement de l'occupation à Fallouja¹⁹.

La prise de l'école, fréquentée à la fois par des élèves du primaire et du secondaire, déclencha immédiatement la colère dans la ville pour de nombreuses raisons : parents et professeurs faisaient alors leur possible pour rendre aux enfants un semblant de vie normale, et l'école était essentielle dans cette démarche. Mais la rumeur s'amplifiait comme quoi des soldats utilisaient leurs lunettes de vision nocturne pour espionner les femmes irakiennes à travers les fenêtres, du haut du toit de l'école, et qu'ils lorgnaient les femmes sans foulard dans l'intimité de leur propre cour²⁰. Une concertation eut lieu le week-end entre les dirigeants officiels de la ville et les soldats pour leur enjoindre de quitter l'école. Le week-end passa

et le lundi 28 avril, jour du 66^e anniversaire de Saddam Hussein, quelque 150 soldats occupaient toujours l'école²¹.

Cette nuit-là, au cours de la prière du soir, alors que la tension montait dans la ville à cause de la présence des soldats, un imam de quartier lança un appel aux fidèles, condamnant la présence américaine et le maintien de l'occupation de l'école²². Les religieux de la ville rappelaient au peuple le vieil adage : "Mieux vaut être fort que faible²³." Quand les prières furent terminées, les gens commencèrent à se rassembler pour la première manifestation organisée contre les Etats-Unis depuis l'entrée des troupes dans Fallouja²⁴. Une semaine plus tôt, les forces américaines avaient tué 18 manifestants dans la ville de Mosul, au nord du pays, ce qui ne dissuada pas pour autant les habitants de Fallouja. Vers 18 h 30, le soir du 28 avril, les habitants commencèrent à se rassembler autour du siège du parti Baath qui avait lui aussi été réquisitionné par les forces américaines et aménagé en poste de commandement. Il se trouvait juste à côté du bureau du maire soutenu par les Américains, et où le commandant en poste tenait une réunion²⁵. La foule s'éloigna du bureau du maire et s'avança à travers les rues de Fallouja, rassemblant de nouveaux manifestants qui se joignaient au groupe. Quand ils atteignirent l'école, le rassemblement comptait des centaines de personnes.

Ce qui s'est passé cette nuit-là est un vif sujet de controverse entre les forces de l'occupation et les habitants de Fallouja. D'après des dizaines d'Irakiens interviewés par les grands médias de l'époque, aucun Irakien n'aurait tiré sur l'école ou sur les forces américaines. Quelques habitants admirèrent que des balles avaient été tirées en l'air, alors que d'autres nient qu'un seul Irakien dans la foule ait tiré ; tous nient catégoriquement que des tirs furent dirigés vers les forces américaines. L'ensemble des témoins et manifestants irakiens interviewés plus tard par Human Rights Watch (organisation qui défend les droits de l'homme) a déclaré que personne dans la manifestation n'était armé. Nantz prétend que pendant la manifestation, la foule était "hostile, jetant des pierres, et tirant en l'air avec diverses armes de temps à autre²⁶". Un soldat américain, selon Nantz, a été frappé par une pierre. Puis, toujours d'après lui, l'école a été prise pour cible par des tireurs de la foule. Les Irakiens qui étaient présents cette nuit-là affirment pourtant que c'est faux. Les commandants américains racontent que leurs hommes lancèrent tout d'abord des grenades fumigènes puis reçurent l'ordre de riposter par le feu²⁷. En quelques minutes, les balles se mirent à

pleuvoir sur la foule. Les Américains soutiennent qu'ils portaient des lunettes de vision de nuit et ont seulement visé les fusils qui tiraient dans leur direction²⁸. Mais, selon les Irakiens, la fusillade était gratuite et incontrôlée. "Nous étions en train de crier : «Il n'y a qu'un seul Dieu, Allah», se souvient Ahmed Karim, un résident de Fallouja ayant reçu une balle dans la cuisse." "Nous sommes arrivés à l'école et nous espérions parler aux soldats quand ils ont commencé à ouvrir le feu à l'aveuglette. Je pense qu'ils savaient que nous n'avions pas d'armes mais voulaient nous montrer leur puissance pour que nous arrêtions de manifester²⁹."

En quelques instants, la manifestation dans la rue Hay Nazzal s'était transformée en un bain de sang. De nombreux témoins parlent d'une véritable scène d'horreur, avec des blessés (parmi lesquels des enfants) étendus dans la rue et les forces américaines tirant sur ceux qui tentaient de les secourir³⁰. "Tout d'un coup, ils se sont mis à nous tirer dessus", se souvient Falah Nawwar Dhahir, dont le frère fut tué ce jour-là. "Ça n'arrêtait pas de tirer jusqu'à ce que les gens s'enfuient. Ils ont tiré sur les gens quand ils sortaient pour chercher les blessés. Puis il y a eu quelques tirs isolés, comme s'ils venaient de tireurs embusqués³¹." Mu'taz Fahd al-Dulaimi vit des soldats américains tirer sur son cousin : "Il y avait quatre soldats sur le toit, je les ai vus de mes propres yeux. Ils avaient une grosse mitrailleuse. Ça a mitraillé à fond, sans interruption, pendant dix minutes. Certains sont tombés. Et quand ils se relevaient, les Américains tiraient de nouveau." Les chauffeurs d'ambulance rapportent aussi que les forces américaines leur ont ordonné de "foutre le camp³²".

"Nous étions à la maison quand la fusillade a commencé. Mon mari a essayé de fermer la porte pour empêcher les enfants de sortir, et on lui a tiré dessus", raconte Edtesam Shamsudeim, trente-sept ans, qui habite près de l'école et qui fut elle-même touchée d'une balle dans la jambe³³. "Plus de soixante-quinze personnes ont été blessées, cette nuit-là, et au moins treize tuées. Parmi les morts, il y avait six enfants³⁴." "L'accrochage était net et précis", dit Nantz. "Des soldats ont riposté par le feu vers ceux qui leur tiraient dessus, et si d'autres ont été blessés, ce n'est qu'un malheureux accident³⁵." Presque immédiatement après, la version américaine des événements fut sérieusement remise en question lorsque les journalistes visitèrent la région.

L'enquête de terrain de Human Rights Watch stipule que "les preuves concrètes des dégâts à l'école ne témoignent pas d'une

attaque du bâtiment telle que l'ont décrite les troupes américaines³⁶". Ce qui, selon leurs investigateurs, "contraste vivement" avec les maisons en face de l'école, qui portaient "les marques de plus de 100 salves de tirs de petit calibre, aussi bien que des salves d'une mitrailleuse de gros calibre tirées par des soldats américains. La façade, ainsi que les autres murs de sept sur les neuf maisons en face de l'école, présentaient d'importants dégâts dus aux balles, y compris six maisons qui avaient été atteintes par plus d'une douzaine de salves chacune... Aucune marque de balle n'a été trouvée aux étages des maisons, malgré les revendications des soldats d'avoir pris pour cibles des tireurs sur les toits de l'autre côté de la rue³⁷".

Tout espoir des Etats-Unis de trouver à Fallouja un écho à leur fameux credo : "conquérir les cœurs et les esprits", fut réduit à néant lors de cette nuit sanglante. Le matin suivant la fusillade, selon les usages en vigueur dans les pays musulmans, on célébra les funérailles. Un drapeau iraquien taché de sang flottait à l'extérieur de la salle des urgences d'un hôpital de la ville³⁸ où on se démenait pour soigner les blessés, tandis que la nouvelle du massacre se propageait rapidement à travers Fallouja et le pays. "Ça ne passera pas sous silence", déclara Ahmad Hussein, au chevet de son fils de dix-huit ans qui selon les médecins ne survivrait pas à ses blessures. "Soit ils quittent Fallouja, soit on se charge de les faire partir³⁹." Certains journalistes de la presse internationale comparèrent ce drame au "Bloody Sunday" de 1972, lorsque les troupes britanniques ouvrirent le feu sur des manifestants irlandais catholiques et tuèrent treize d'entre eux, un événement qui contribua à faire connaître et à mobiliser l'Armée Républicaine irlandaise⁴⁰.

Le mercredi suivant la tuerie, au matin, près d'un millier de personnes sortirent en masse dans les rues de Fallouja pour protester contre le massacre et exiger le départ des troupes américaines. Elles se rassemblèrent en face du siège du parti Baath qui, comme l'école, avait été réquisitionné par les Américains. UPI, les Presses unies internationales, signalèrent qu'une "grande confusion régnait dans les rues. Des soldats américains, postés sur des bâtiments que les Etats-Unis avaient réquisitionnés comme base, tiraient sur la foule tandis que deux hélicoptères d'attaque Apache tournaient au-dessus pendant toute la matinée, en essayant leurs armes sur les civils qui s'étaient rassemblés⁴¹". Une fois de plus la manifestation se termina en carnage lorsque les forces américaines tirèrent et tuèrent quatre personnes, en blessant au moins une

quinzaine d'autres⁴². Comme pour l'incident de l'école, les commandants prétendirent que leurs soldats avaient répliqué en état de légitime défense. Mais ces dires furent réfutés par les journalistes de quelques grands médias qui se trouvaient sur les lieux⁴³.

Quelques heures après ce nouvel épisode meurtrier à Fallouja, le secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld arriva à l'aéroport de Basra ; il était alors le plus éminent représentant américain à s'être jamais rendu en Irak⁴⁴. A Fallouja, les soldats américains abandonnèrent l'école Al Qaed, renforçant leur Quartier général dans les anciens bureaux du parti Baath. A deux pas de là, un résident suspendit une bannière sur laquelle on pouvait lire : "Tôt ou tard, vous, les assassins américains, on vous foutra dehors¹⁵."

Ce même jour, une lettre de Saddam, qui jusqu'à présent avait agi dans l'ombre, fut publiée. Elle invitait les Irakiens à "tout oublier et à résister à l'occupant", proclamant : "Rien n'est plus urgent que de chasser l'occupant infidèle, criminel et lâche. Aucune main honorable ne peut se tendre vers la sienne, sinon la main des traîtres et des collaborateurs⁴⁶." Pendant ce temps, la Maison Blanche annonçait que le président Bush se rendrait en Irak dès le lendemain à bord de son *USS Abraham Lincoln* pour mettre fin aux grosses opérations de combat (c'est à cette occasion qu'il proféra son tristement célèbre "Mission accomplie"). Pourtant, la véritable guerre ne faisait que commencer, et les événements de ces dernières quarante-huit heures allaient jouer un rôle déterminant.

Pendant ce temps, de retour dans la banlieue de Washington DC, un "expert en terrorisme" néo-conservateur, L. Paul Bremer, se préparait à se rendre à Bagdad pour y diriger l'occupation de l'Administration Bush. Erik Prince allait bientôt pouvoir mettre ses soldats privés à disposition pour servir de gardes de corps d'élite à l'homme de Bush en Irak.

PROTÉGER L'HOMME DE BUSH À BAGDAD

Le lieutenant Bremer III arriva à Bagdad le 12 mai 2003 et emménagea dans l'ancien Palais républicain de Saddam Hussein sur les rives de la rivière Tigris¹. Le meilleur héritage que Bremer ait laissé en Irak, où il servit comme proconsul de l'occupation américaine pendant plus d'un an, fut sans doute de transformer le pays sous sa coupe en épiscentre mondial de la résistance anti-américaine. Il administra l'Irak selon un système qui facilitait la corruption et les malversations au sein de l'armée privée, secteur très lucratif. A la fin de son mandat, quelque 9 milliards de fonds pour la reconstruction de l'Irak avaient disparu sans explication, selon un audit mené par l'inspecteur général américain pour l'Irak. Bremer répondit à l'Autorité provisoire de la coalition que "l'audit reposait sur des critères irréalistes"².

Comme Erik Prince, Bremer est un catholique reconverti qui se fit les dents au sein du gouvernement, sous l'administration républicaine. Il était respecté par les évangélistes de droite et les néo-conservateurs. Au milieu des années soixante-dix, il fut le bras droit du secrétaire d'Etat Henry Kissinger. Durant l'Administration de Ronald Reagan, il servit comme secrétaire exécutif et assistant spécial d'Alexander Haig, l'imposant et puissant secrétaire d'Etat de Reagan. Au beau milieu des guerres sanglantes de Reagan en Amérique centrale, Bremer fut promu "ambassadeur itinérant contre le terrorisme". A la fin des années quatre-vingt, il quitta le gouvernement pour s'orienter dans le privé comme PDG d'Henry and Associates, société de conseil auprès du cabinet d'Henry Kissinger. Favori des néo-conservateurs en tant qu'"expert en terrorisme", Bremer avait de l'influence sur le développement de concepts tels que la "guerre contre la terreur" ou le "département de la Sécurité nationale"³ (*Department of Homeland Security*). Un

an avant le 11 septembre, il contesta les directives de la CIA qui “décourageaient l’embauche d’espions pour infiltrer le milieu terroriste”, argumentant qu’il était nécessaire de lever ces directives pour permettre à la CIA de “recruter activement des informateurs clandestins⁴”. Lors des attentats du 11 septembre, Bremer avait déjà rejoint la communauté “antiterroriste”, nommé en 1999 par le président de la Chambre Dennis Hastert comme président du Conseil national contre le terrorisme (*National Council on Terrorism*). Au moment des attaques, il travaillait pour l’importante entreprise d’assurances Marsh & McLennan comme haut conseiller sur la politique et les risques émergents. Cette entreprise avait une antenne dans le World Trade Center, avec 1 700 employés dont 295 moururent lors des attentats⁵.

Quarante-huit heures après ces attentats, Bremer écrivit dans le *Wall Street Journal* : “Notre intervention doit aller au-delà des attaques molles de la dernière décennie, des actions qui semblaient conçues pour «lancer des signaux» de notre sérieux aux terroristes sans infliger de véritables dégâts. Naturellement, notre faiblesse a démontré le contraire. Cette fois-ci les terroristes et leurs défenseurs doivent être écrasés. Cela signifie la guerre contre un ou plusieurs pays. Et ce sera une guerre longue, pas une émission de télé-réalité. Comme dans toutes les guerres, il y aura des victimes civiles. Nous gagnerons certaines batailles et nous en perdrons d’autres. Plusieurs Américains vont mourir. Mais à la fin, l’Amérique peut et va dominer, comme elle l’a toujours fait.” Bremer conclut : “Nous devons éviter la recherche absurde d’un «consensus» international dans nos actions. Aujourd’hui beaucoup de nations expriment leur soutien et leur compassion pour les blessures de l’Amérique. Demain nous saurons qui sont nos véritables amis⁶.” Lors d’une apparition sur la *Fox News* à l’époque, Bremer lança un avertissement : “J’espère que nous tomberons d’accord sur le fait que tout Etat impliqué d’une manière ou d’une autre, offrant un quelconque soutien ou refuge à ce groupe, en payera le prix fort⁷.”

Un mois après le 11 septembre, Bremer ouvrit un nouveau secteur dans Marsh & McLennan, spécialisé dans l’assurance des sociétés internationales contre le “risque terroriste”. Ce secteur s’appelait *Crisis Consulting Practice* et proposait aux entreprises des “services antiterroristes”. “Pour vendre cette assurance coûteuse aux entreprises américaines, écrit Naomi Klein dans *The Nation*, Bremer a dû établir un lien direct entre le terrorisme et

la chute de l'économie globale, opinion qui a valu à des activistes politiques d'être traités de déments. Dans un rapport datant de novembre 2001 et intitulé : "Nouveaux risques dans les affaires internationales", il explique que la politique du libre-échange "implique des licenciements et l'ouverture à des marchés étrangers met énormément de pression sur les distributeurs traditionnels et les monopoles commerciaux". Ce qui a tendance à "augmenter les écarts de revenus et les tensions sociales" qui peuvent à leur tour conduire à diverses attaques sur les entreprises américaines, du terrorisme aux tentatives gouvernementales d'inverser des privatisations et de revenir sur des primes⁸". Klein compare Bremer à un pirate informatique qui "s'attaque à des sites internet d'entreprises avant de se vendre comme spécialiste de sécurité internet", prédisant que "dans quelques mois, Bremer pourrait très bien vendre des assurances contre le terrorisme aux mêmes entreprises qu'il avait accueillies en Irak⁹". Peu après l'arrivée de Bremer à Bagdad, son ancien patron à Marsh & McLennan, Jeffrey Greenberg, annonça que 2002 avait été "une formidable année pour Marsh ; le bénéfice d'exploitation a grimpé de 31 %. Les compétences expertes de Marsh à analyser les risques et à aider les clients à développer des programmes de gestion de risque ont été très sollicitées... Nous n'avons jamais eu de meilleures perspectives¹⁰".

Mi-avril 2003, Bremer fut contacté par Lewis "Scooter" Libby, le chef de cabinet de Dick Cheney à l'époque, et Paul Wolfowitz, le secrétaire adjoint de la Défense, pour "diriger l'occupation de l'Irak¹¹". Avant la mi-mai, Bremer était à Bagdad. Sa nomination comme directeur de la reconstruction et de l'assistance humanitaire à la tête de l'Autorité provisoire de la coalition fut immédiatement contestée, y compris parmi ceux qui avaient travaillé avec lui. Un ancien haut fonctionnaire du Département d'Etat le qualifia "d'opportuniste vorace avec des ambitions voraces", disant : "Ce qu'il connaît de l'Irak pourrait à peine remplir un dé à coudre¹²." Selon Klein, l'Administration Bush ne cherchait pas un spécialiste de l'Irak en Bremer, mais le repéra plutôt parce qu'il était "expert en la manière de tirer profit de la lutte contre le terrorisme et d'aider des multinationales américaines à faire de l'argent dans des pays lointains où elles sont malvenues et impopulaires. Autrement dit, c'est l'homme de la situation¹³". Ce point de vue semblait partagé par Henry Kissinger, qui dit à l'époque : "Je ne connais personne qui pourrait mieux le faire¹⁴."

Bremer remplaça le général Jay Garner qui semblait très décidé à construire une version afghane de gouvernement fantoche, maintenant un semblant d'autonomie politique tout en garantissant une présence américaine permanente en Irak¹⁵. Garner fut lui-même très critiqué durant les trois semaines qu'il passa en Irak, mais il était clairement moins ambitieux que son successeur lorsqu'il s'agissait de transformer l'Irak en laboratoire du libre-échange tel qu'il fut imaginé par beaucoup dans l'Administration Bush et l'intelligentsia néo-conservatrice. Garner était, selon la plupart des témoignages, un militaire et non pas un idéologue. Le *Washington Post* décrit Bremer comme "un rapace pur et dur, proche de l'aile néo-conservatrice du Pentagone¹⁶". D'ailleurs Dick Cheney envoya son propre adjoint, Brian McCormak, à Bagdad pour servir d'assistant à Bremer¹⁷. Bremer aurait également eu beaucoup recours à l'exilé irakien Ahmad Chalabi, pour des conseils sur la politique intérieure en Irak. Dès l'arrivée de Bremer à Bagdad, certains Irakiens le virent comme un nouveau Saddam, lorsqu'il se mit à publier des décrets comme un empereur et à étouffer tout espoir d'autonomie politique pour les Irakiens. "Occupation est un vilain mot, dit Bremer lors de son arrivée dans le pays, mais c'est de ça dont il s'agit¹⁸." Durant son année en Irak, Bremer fut un vice-roi très controversé qui circulait à travers le pays dans une veste Brooks Brothers et en bottes Timberland. Il se décrivit comme "la seule figure d'autorité prépondérante, en dehors du dictateur Saddam Hussein, que la plupart des Irakiens aient jamais connue¹⁹". La première initiative officielle de Bremer, vraisemblablement une idée du secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld et son député néo-conservateur, Douglas Feith, fut de dissoudre l'armée irakienne et d'initier un processus de "débaas-sification²⁰". En Irak, cela signifiait une mise à l'écart, lors de la reconstruction et du renouveau politique d'un certain nombre des esprits les plus éclairés, puisque la carte du parti avait été obligatoire, sous le règne de Saddam, pour accéder à un grand nombre d'emplois. "L'Ordre n° 1" de Bremer eut pour résultat le licenciement de milliers d'instituteurs, de docteurs, d'infirmiers et d'autres fonctionnaires, tout en déclenchant une grande vague de rage et de désenchantement²¹. Les Irakiens virent Bremer reprendre les méthodes du gouvernement de Saddam, comme sa tactique de chasse aux sorcières. Concrètement, les initiatives de Bremer envoyèrent clairement aux Irakiens le message comme quoi ils auraient peu de contrôle sur leur avenir, un avenir qui

semblait de plus en plus sombre et rappelait le passé. L'“Ordre n° 2” de Bremer, la dissolution de l'armée irakienne, signifiait que 400 000 soldats irakiens allaient se retrouver sans emploi et sans pension. “Un soldat irakien touchait \$50 par mois, dit un analyste arabe, nourrir ces hommes et leurs familles durant un an, aurait coûté l'équivalent de trois jours d'occupation américaine. Si on prive un homme de nourriture au point qu'il meurt de faim, il est prêt à tirer sur l'occupant²².” Dans son livre sur la guerre en Irak, *Night Draws Near*, Anthony Shadid, lauréat du Prix Pulitzer et correspondant du *Washington Post*, écrit : “La décision de Bremer eut pour effet d'envoyer plus de 350 000 officiers et conscrits à la rue, créant instantanément un réservoir de recrues potentielles pour une guérilla. (Il y avait près de 1 million de tonnes de toutes sortes d'armes et de munitions à leur disposition, librement accessibles dans plus d'une centaine de dépôts peu protégés dans le pays²³.)” Un responsable politique américain estime que le nombre de soldats irakiens sans travail était encore plus élevé, confiant au *New York Times Magazine* : “Cette semaine-là, nous nous sommes fait 450 000 ennemis sur le terrain en Irak²⁴.” Suivant les ordres de Bremer, on donna à certains soldats un mois de salaire en indemnités, tandis que les commandants irakiens ne reçurent rien. Peu de temps après que l'ordre de Bremer fut donné, des anciens officiers irakiens commencèrent à organiser de grandes manifestations devant les bureaux des occupants, souvent situés dans des anciens palais de Saddam. “Si on s'était battu, la guerre continuerait encore aujourd'hui”, dit le lieutenant-colonel Ahmed Muhammad de l'armée irakienne, qui mena la protestation à Basra. “Les Britanniques et les Américains ne seraient pas dans nos palais. Ils ne seraient pas dans nos rues. Nous les avons laissés entrer.” Muhammad prévient : “Nous avons des armes chez nous. S'ils ne nous payent pas, s'ils font souffrir nos enfants, ils vont entendre parler de nous²⁵.” Dans une sévère mise en garde contre les conséquences de l'occupation, un autre ancien commandant irakien, le major Assam Hussein Il Naem, jura qu'ils allaient “diriger de nouvelles attaques contre les occupants. Nous savons que nous aurons l'approbation du peuple irakien²⁶”.

Pendant ce temps, Bremer exacerba la situation en étouffant les appels pour des élections directes, créant à la place un comité “consultatif” avec trente-cinq membres et sur lequel il avait un contrôle total et un droit de veto. Bremer interdit à de nombreux groupes sunnites ainsi qu'aux adeptes du dirigeant religieux chiite

Moqtada al-Sadr d'y prendre part, malgré le fait que l'un et l'autre régnaient sur des circonscriptions considérables. Le futur Premier ministre de l'Irak, Ibrahim al-Jaafari, estime que l'exclusion de ces forces "a fait d'eux des éléments violents²⁷". A peine un mois après l'arrivée de Bremer, on commença à parler d'insurrection nationale. "L'ensemble du peuple irakien est une bombe à retardement qui va exploser à la figure des Américains s'ils ne mettent pas fin à leur occupation", déclara le chef tribal Riyadh al-Asadi après sa rencontre avec des autorités américaines qui lui avaient présenté le plan Bremer pour le pays²⁸. "Le peuple irakien ne s'est pas battu contre les Américains durant la guerre, seul le peuple de Saddam l'a fait, dit Asadi. Mais si le peuple se décide à le faire maintenant, les Américains vont au-devant de gros ennuis²⁹." Bremer resta de marbre devant ces voix irakiennes et à mesure que s'étendait l'impact sanglant de sa décision de dissoudre l'armée, son discours devenait plus enflammé : "Nous allons les combattre et leur imposer notre volonté, et nous allons les capturer ou, si nécessaire, les tuer jusqu'à ce que nous ayons imposé le maintien de l'ordre à ce pays³⁰."

En juillet 2003, Bremer parlait déjà de l'Irak à la première personne du pluriel : "Nous allons finir par devenir un pays riche", dit Bremer. "Nous avons du pétrole, nous avons de l'eau, nous avons une terre fertile, nous avons des gens formidables³¹." Selon la revue *Time*, peu après un pillage massif des trésors nationaux de l'Irak, y compris par des militaires et journalistes américains, Bremer visita le Musée national de l'Irak. Pendant que les autorités du musée montraient à Bremer une collection d'or et de bijoux antiques, Bremer plaisanta : "Lequel puis-je ramener à la maison pour ma femme?" Selon le *Time Magazine*, au moment où il faisait cette remarque, "un de ses gardes l'interrompit pour l'informer de quatre attaques par grenade, près de son quartier général au palais. Immédiatement, Bremer monta à bord d'un SUV (*Sport Utility Vehicle*, véhicule sport utilitaire) pour rejoindre son QG, serrant hâtivement quelques mains avant de partir. Plus tard dans la journée, un soldat américain, de faction devant le musée, fut abattu par balle³²".

Bremer ne cachait pas ses influences religieuses. Il parlait de son inspiration divine, suivant l'exemple du général chrétien Jerry Boykin, un chrétien très zélé. "Je doute de pouvoir réussir cette mission sans l'aide de Dieu", dit Bremer un mois après son arrivée à Bagdad. "Cette tâche est tout simplement trop importante et

trop complexe pour une seule personne ou un seul groupe. Nous avons besoin de l'aide de Dieu et nous la recherchons constamment³³."

Mais le zèle de Bremer ne se limitait pas à sa religion. Lors de son arrivée, il se dépêcha de mettre sur pied le projet néo-conservateur en Irak, inaugurant une période que Naomi Klein qualifia de "Bagdad Année Zéro". Fidèle à ses habitudes, après seulement deux semaines en Irak, Bremer déclara que Bagdad était ouverte aux affaires ("*open for business*"³⁴). La pièce maîtresse de son projet fut la rapide privatisation de toute l'industrie pétrolière de l'Irak. Klein, qui voyagea en Irak durant le mandat de Bremer, consacra de nombreux articles à son règne. Elle décrit ainsi sa gouvernance par décrets :

"[Bremer] appliqua un ensemble de lois radicales sans précédent dans leur générosité envers les multinationales. Il y eut l'Ordre 37, qui baissa le taux d'imposition sur les sociétés en Irak, passant de 40 à 15 %. Il y eut l'Ordre 39, qui permettait aux entreprises étrangères de posséder 100 % de biens irakiens en dehors du secteur des ressources naturelles. Mieux encore, les investisseurs pouvaient sortir d'Irak 100 % de leurs profits, sans devoir ni les réinvestir ni être imposés. Selon l'Ordre 39, ils pouvaient signer des baux et des contrats qui dureraient quarante ans. L'Ordre 40 accueillait des banques en Irak dans des conditions tout aussi favorables. Tout ce qui restait de la politique économique de Saddam Hussein était une loi limitant les syndicats et la négociation collective.

Ces mesures politiques rappellent celles que les multinationales autour du monde tentent d'obtenir des gouvernements nationaux ou par des traités commerciaux internationaux, en exerçant leur lobbying. Mais alors que ces réformes ne sont généralement appliquées que partiellement ou temporairement, Bremer les imposa en Irak toutes ensemble et en même temps. Du jour au lendemain, l'Irak passa du statut de marché le plus isolé à celui le plus ouvert du monde, du moins sur le papier³⁵.

Peu de temps après que Bremer eut repris les rênes de Bagdad, l'économiste Jeff Madrick écrivait dans le *New York Times* : "Selon les critères de n'importe quel économiste, le dispositif, déjà approuvé par le responsable de l'Autorité provisoire, le lieutenant Paul Bremer III, est extrême, voire stupéfiant. Il ouvrira brutalement l'économie de l'Irak aux flux commerciaux et aux capitaux du monde, réduisant le taux d'imposition sur les sociétés au plus

bas parmi tous les pays du monde, riches et pauvres... Les planificateurs de l'Irak, y compris de l'Administration Bush, semblent penser qu'ils peuvent simplement remettre les compteurs à zéro." Madrick alla jusqu'à dire que le plan de Bremer "allait permettre à une poignée de banques étrangères de s'emparer de l'ensemble du système bancaire du pays³⁶".

Il était donc naturel que Bremer, la plus haute autorité américaine en Irak, représentant public de l'occupation, ne soit protégé ni par les forces gouvernementales des Etats-Unis, ni par la sécurité irakienne, mais par les mercenaires d'une entreprise privée, fondée par un chrétien de droite ayant versé des dizaines de milliers de dollars dans les coffres de la campagne électorale républicaine.

A la mi-août, trois mois après l'arrivée de Bremer à Bagdad, les attaques de résistance contre les forces américaines et les "collabos" irakiens étaient devenues quotidiennes. "Nous pensons qu'il y a une importante menace de terrorisme dans le pays, ce qui est nouveau", dit Bremer le 12 août. "Nous prenons cela très au sérieux³⁷." Comme ce fut déjà le cas lors d'autres incidents et situations violentes, au cours des précédentes années, le chaos en Irak allait se transformer en aubaine financière pour Blackwater. Le 28 août 2003, Blackwater reçut le contrat exclusif officiel de 27,7 millions de dollars, sans appel d'offre, pour fournir un corps de sécurité personnelle et deux hélicoptères afin de protéger Bremer³⁸ pendant qu'il se consacrait à la tâche primordiale de mettre en place le programme néo-conservateur en Irak. "Personne n'avait vraiment compris comment ils allaient pouvoir le faire partir de Washington et l'installer au pouvoir en Irak", se souvint le président de Blackwater, Gary Jackson. "Les services secrets y étaient allés faire une évaluation et ont dit : «Vous savez quoi ? c'est beaucoup, beaucoup plus dangereux que ce qu'on pensait». Alors ils sont revenus nous voir³⁹." La présence de Blackwater, écrivit Bremer, "renforçait l'impression que l'Irak était devenu plus dangereux⁴⁰". L'homme qui allait diriger l'équipe de Blackwater pour la sécurité de Bremer était Franck Gallagher, à la tête de l'équipe veillant sur la sécurité personnelle d'Henry Kissinger pendant les années quatre-vingt-dix lorsque Bremer travaillait pour Kissinger⁴¹. "Je connaissais Franck et je l'aimais", se souvint Bremer, "je lui faisais totalement confiance⁴²".

C'est grâce aux mesures parfaitement néo-libérales qu'il avait défendues durant toute sa carrière et qu'il appliquait à présent

en Irak que Bremer put embaucher des mercenaires de Blackwater comme gardes personnels. Le processus lancé au début des années quatre-vingt-dix par Dick Cheney, à l'époque secrétaire à la Défense, se précisa lorsqu'il engagea Brown and Root pour "explorer la délocalisation des activités de logistique"⁴³. D'après Peter Singer, auteur de *Corporate Warriors*, ce moment détermina une rupture importante avec la doctrine longtemps défendue selon laquelle "l'armée américaine ne confie pas aux soldats privés des fonctions dans des missions à risque". "On ne doit pas mettre de soldats privés dans des situations nécessitant le port d'armes... Des soldats privés et armés ont maintenant comme tâche de garder Bremer en vie. On ne peut imaginer de «mission plus critique» que ça"⁴⁴. La privatisation de la protection de Bremer marqua un virage pour les entreprises mercenaires.

"Les salaires moyens des hommes de sécurité professionnels en Irak étaient auparavant de 300 dollars environ par jour", rapporta la revue *Fortune*. "Une fois que Blackwater commença à recruter pour sa première grande mission, protéger Paul Bremer, le tarif monta en flèche atteignant 600 dollars par jour"⁴⁵. Blackwater décrivit son projet Bremer comme un "pack de sécurité, clé en main"⁴⁶. Le vice-président de l'entreprise, Chris Taylor, dit que la mission "ne relevait pas d'une demande ordinaire de protection de cadre, ça correspondait réellement à une solution hybride qui n'avait jamais été employée ailleurs. Pour répondre à cette demande, Blackwater développa un programme innovateur de sécurité personnelle, pour garantir la sécurité de l'ambassadeur Bremer et celle de toute autre personne qui l'accompagnerait"⁴⁷. La société lui fournit 36 spécialistes de "protection personnelle, deux unités K9 (brigade de police accompagnée de chiens)", et deux hélicoptères Boeing MD-530 avec des pilotes pour l'escorter à travers le pays⁴⁸. En octobre 2003, selon un porte-parole de Blackwater, l'entreprise avait seulement 78 employés en Irak, un chiffre qui allait bientôt exploser⁴⁹. Un mois après avoir remporté le contrat Bremer, Blackwater engagea sa nouvelle division de sécurité auprès du secrétaire d'Etat de la Caroline du Nord⁵⁰. Blackwater Security Consulting LLC allait se spécialiser dans la "sécurité et la protection pour le compte du bureau d'Etat américain de la sécurité diplomatique, dans le but de conduire des opérations de sécurité et de protection en Irak"⁵¹. Le contrat Bremer avait officiellement élevé Blackwater à un statut qui ressemblait à celui d'un garde prétorien dans la guerre contre la terreur, une

distinction qui allait lui ouvrir de nombreuses portes dans le monde des milices privées. Il ne fallut pas longtemps pour que l'Etat donne à Blackwater le contrat pour assurer non seulement la sécurité de l'ambassadeur mais également celle de beaucoup d'autres responsables politiques américains en Irak. Un portrait de Paul Bremer ornerait bientôt la bannière du site Web de la nouvelle division de sécurité de Blackwater, ainsi que des images de soldats de Blackwater regroupés autour de Colin Powell ou de Tony Blair⁵².

Les hommes de Blackwater confirent un style singulièrement yankee à la mission de Bremer et, selon la plupart des témoignages, ils incarnaient ce que l'Amérique avait de plus laid. Ses gardes étaient taillés à la serpe, body-buildés avec des lunettes de soleil ringardes. Ils étaient nombreux à porter des boucs et des uniformes kakis avec des gilets d'assaut ou des T-shirts Blackwater avec le logo patte d'ours, manches retroussées. Certains avaient l'air de caricatures, "d'action man" en chair et en os, ou de catcheurs professionnels. Ils avaient les cheveux tondus et ils portaient des oreillettes et des mitraillettes légères. Ils jouaient de leur force avec les journalistes, heurtaient des voitures irakiennes pour les faire déraiper hors de la route ou tiraient des salves sur des véhicules croisés sur le chemin des convois de Blackwater. "On voit des images des médias montrant des types de Blackwater armés jusqu'aux dents avec des pistolets et des M4 et leurs mains qui se tendent vers la caméra pour l'arracher. Il y a une raison à tout ça", dit un ancien soldat de Blackwater, Kelly Capeheart, qui avait protégé John Negroponte, le successeur de Bremer en Irak : "Je ne veux pas que ma tête soit sur Al-Jazira. Désolé⁵³."

Des hélicoptères avec des tireurs d'élite planaient au-dessus des missions de transport de Blackwater, comme s'ils adressaient un avertissement menaçant à tous ceux situés en dessous. "Ils se sont fait des ennemis partout", se souvint le colonel Thomas X. Hammes, le responsable militaire américain chargé de reconstruire une "nouvelle" armée après que Bremer eut dissous l'ancienne⁵⁴. "Je circulais avec des Irakiens dans de vieilles épaves irakiennes et ils nous faisaient déraiper et nous chassaient de la route. Ils nous ont menacés et intimidés. Mais ils faisaient leur boulot, ce pour quoi ils étaient payés, exactement comme on leur demandait de le faire, et ils se faisaient des ennemis sur les routes à chacune de leurs sorties⁵⁵." Pour Hammes, la conduite de Blackwater durant la protection de Bremer enfreignait la

“première règle” dans le combat contre une insurrection : “On ne peut pas se faire davantage d’ennemis⁵⁶. En fait ils honoraient notre contrat comme convenu, mais tout en endommageant nos efforts de contre-insurrection⁵⁷.” Un officier des services secrets en Irak confia à la revue *Time* : “Ces types de Blackwater circulent en voiture avec des lunettes de soleil Oakley, mettant leurs armes en évidence. Ils ont pointé leurs armes sur moi et ça m’a énervé. Imaginez ce que ça fait à un type de Fallouja⁵⁸.” Al Clark, l’un des fondateurs de Blackwater, qui participa au développement de la formation dans l’entreprise, dit qu’“aux États-Unis, on est contrarié par un accrochage automobile, mais à Bagdad il faut laisser tomber. Votre voiture peut être une arme d’une tonne et demie lorsque vous en avez besoin. On frappe, et après on se casse. Croyez-moi. La police ne va pas venir taper à votre porte pour délit de fuite⁵⁹”.

En mai 2004, des gardes de Blackwater donnèrent un triste exemple de l’impunité des soldats contractuels. T. Christian Miller⁶⁰, correspondant du *Los Angeles Times*, enquêta rigoureusement et rapporta l’incident. Le porte-parole de l’ambassade américaine à Bagdad, Robert J. Callahan, terminait son mandat et faisait ses adieux à divers journalistes et organisations de presse autour de la capitale de l’Irak. “Tout comme les responsables du Département d’Etat, Callahan dépendait de Blackwater pour son transfert de Bagdad”, selon Miller. En revenant du quartier réservé aux médias, le convoi de cinq véhicules déboucha sur une rue principale traversant le quartier Masbah de Bagdad, une zone composée d’immeubles de bureaux de cinq étages avec des commerces donnant sur la rue. Au même moment, selon Miller, un camionneur nommé Mohammed Nouri Hattab, qui travaillait aussi comme taxi de nuit, transportait deux passagers qu’il venait de prendre dans son Opel. “Hattab leva les yeux et vit le convoi de Callahan, avec ses cinq voitures, débouler devant lui d’une petite rue transversale. Il ralentissait pour s’arrêter lorsqu’il entendit retentir une rafale. Des balles percèrent le toit de l’Opel, entaillèrent son épaule et traversèrent le torse de Yas Ali Mohammed Yassiri sur la banquette arrière, ce qui le tua”. “Il n’y a pas eu d’avertissement. Ce fut une attaque soudaine”, dit Hattab. Deux employés de Blackwater furent licenciés et renvoyés chez eux. A ce jour, ils n’ont toujours pas été jugés. Miller rassembla des centaines de pages sur des incidents impliquant des militaires en Irak. Il révéla qu’“environ 11 % des presque 200 rapports impliquaient

des soldats privés tirant sur des automobiles civiles. Dans la plupart des cas, ils n'avaient subi aucun tir provenant des voitures irakiennes⁶¹”.

Le style de Blackwater était parfaitement assorti à la mission de Bremer en Irak. On pourrait même dire que Bremer ne fut pas seulement protégé par des mercenaires hautement formés de Blackwater, mais également grâce aux fruits de l'expérience du libre-échange sans entraves qu'il menait en Irak. En effet, il semble que Bremer misait sur ces deux tableaux pour survivre à sa mission en Irak. Si jamais il y avait été tué, la réputation de Blackwater aurait été anéantie. En revanche, maintenir Paul Bremer en vie représentait un argument publicitaire de choc : *Si on arrive à protéger l'homme le plus haï d'Irak, on peut protéger n'importe qui, n'importe où*. En effet, Oussama ben Laden allait diffuser une cassette audio, offrant une rançon pour la mort de Bremer. “Vous savez que l'Amérique a promis de grandes récompenses à ceux qui tueraient des moudjahiddins [guerriers saints]”, déclara ben Laden en mai 2004. “Nous, membres de l'organisation Al Qaïda garantissons, si Dieu le veut, dix kilos d'or à qui tue l'occupant Bremer, ou le chef commandant, ou son député en Irak⁶².” La résistance aurait également offert une récompense de 50 000 dollars pour l'assassinat de n'importe quels gardes de Blackwater.⁶³ “Là-bas, nos têtes étaient mises à prix”, se souvint un ancien employé de Blackwater, Capeheart. “On en était tous conscients⁶⁴.”

Bremer relata que peu de temps après que Blackwater eut pris en charge sa sécurité, “à la demande de Rumsfeld, les services secrets américains avaient enquêté sur ma sécurité et en avaient conclu que j'étais le représentant américain le plus menacé du monde... Un rapport que Blackwater prit au sérieux soupçonnait que l'un des coiffeurs irakiens du palais était chargé de me tuer”. Après cet incident, Blackwater emménagea Bremer dans une villa située dans le parc du palais, qui aurait hébergé la belle-mère de Qusay Hussein⁶⁵.

La première attaque contre Bremer qui soit publiquement reconnue survint en décembre 2003, quelques mois après que Blackwater eut commencé à protéger le proconsul. C'était la nuit du 6 décembre, juste après que Bremer eut raccompagné Donald Rumsfeld à l'aéroport de Bagdad. “Il était vingt-trois heures passées lorsque Brian McCormac [son assistant] et moi-même sommes montés à bord de mon SUV blindé pour le retour à la Zone verte”, se souvint Bremer. “Notre convoi, comme

d'habitude, était composé de deux Humvee «surblindés» gainés de plaques de fer renforcé marron clair, un suburban avec une carapace de plomb, notre suburban, un autre suburban blindé derrière, et deux autres Humvees. Deux hélicoptères Bell nous suivaient, transportant chacun deux tireurs de Blackwater⁶⁶.” Dans le SUV, Bremer et McCormack discutaient de l'intérêt de Bremer d'aller au Forum Economique Mondial à Davos en Suisse. Bremer se disait qu'il se ferait “bien dorloter un peu dans une station de ski”, lorsqu'une explosion “assourdissante” éclata, suivie de tirs automatiques. Le pneu du véhicule en tête du convoi éclata sous l'impact d'un engin explosif improvisé (IED, *Improvised Explosive Device*), puis des combattants de la résistance attaquèrent avec des kalachnikovs AK-47. Selon Bremer, une balle percuta une des fenêtres sur le côté de son SUV. “On nous avait tendu une embuscade. Une tentative d'assassinat, hautement organisée, exécutée de manière très habile”, écrivit Bremer. “Je me suis retourné pour voir que la fenêtre arrière du suburban blindé avait été défoncée. Et à présent des salves des AK fouettaient l'air à travers le rectangle ouvert.” En rejoignant précipitamment le palais sécurisé, Bremer se souvint que “dans la puanteur des explosifs qui flottait dans la voiture, j'ai réfléchi à Davos, et tous ces bons repas... Francie pourrait me rejoindre en avion et nous pourrions skier. Tout ça était aussi loin que l'on puisse imaginer de cette route de l'aéroport de Bagdad et des engins explosifs⁶⁷”.

Le bureau de Bremer dissimula volontairement l'attaque pendant deux semaines, jusqu'au jour où des informations sur l'embuscade filtrèrent dans la presse américaine. Bremer fut questionné lors d'une conférence de presse dans la ville de Basra au sud du pays⁶⁸. “Oui, c'est vrai”, dit-il aux reporters⁶⁹. “Comme vous pouvez le voir, ça a échoué⁷⁰”, rajoutant : “Heureusement, je suis encore en vie, devant vous⁷¹.” En dépit de la description que Bremer fit de l'attaque, la qualifiant de tentative “hautement organisée”, son porte-parole affirma à l'époque de l'incident qu'il s'agissait d'une attaque aléatoire qui ne visait probablement pas Bremer⁷², essayant sans doute de minimiser la sophistication de la résistance. Après la révélation de l'attaque, le porte-parole de Bremer, Dan Senor, loua Blackwater : “L'ambassadeur Bremer bénéficie de forces de sécurité les plus opérationnelles qui soient, avec des dispositifs en place pour parer à toute éventualité, et nous avons une grande confiance dans le personnel de sécurité et ces dispositifs. Dans ce cas précis, ils ont fonctionné⁷³.”

A mesure que Bremer circulait en Irak, les Irakiens furent de plus en plus outrés par sa politique et la conduite de ses “gardes du corps” et les autres contractuels qui bénéficiaient d’une totale immunité. Pendant ce temps, les travaux de rénovation coûteux qu’il faisait au palais de Bagdad renforçaient son image de nouveau Saddam Hussein auprès des Irakiens. En décembre 2003, Bremer dépensa 27 000 dollars pour enlever de l’enceinte du palais des bustes monumentaux de Saddam. “Ça fait six mois que je les supporte”, dit Bremer lorsque la première tête était en train d’être déboulonnée. “Le moment est venu pour faire tomber ces têtes⁷⁴.” Avec une grande partie de l’infrastructure irakienne en ruine, cet usage des fonds semblait discutable, mais les porte-parole de Bremer le justifiaient comme étant l’application de la loi. “Selon les règles de la débaassification, elles doivent être enlevées”, dit le député de Bremer, Charles Heatly. “Elles sont illégales, en fait⁷⁵.”

Pendant presque toute la durée de la protection de Bremer, Blackwater échappa à tout contrôle. La société fut rarement mentionnée dans les rapports des médias. On désignait plutôt ses hommes comme faisant partie de la sécurité, des gardes du corps de Bremer. Parfois ils étaient identifiés comme agents des services secrets. Au sein de l’industrie, cependant, les hommes de Blackwater étaient considérés comme l’élite, ceux qui donnaient le ton à l’armée mercenaire qui se développait rapidement dans le pays.

Au moment où Blackwater obtint son contrat Bremer, les mercenaires se mirent à déferler sur l’Irak. Des sociétés telles Control Risks Group, DynCorp, Erinys, Aegis, ArmourGroup, Hart, Kroll, et Steele Foundation, déjà bien présentes dans le pays, commencèrent à déployer des milliers de mercenaires en Irak, et à en recruter activement à l’échelle internationale. Comme en écho à la guerre du Vietnam, les postes furent d’abord désignés sous le terme de “conseillers de sécurité privés” sur les annonces affichées. Certaines entreprises, comme Blackwater, gagnèrent des contrats lucratifs avec le Département d’Etat, l’autorité d’occupation américaine, ou le gouvernement britannique ; d’autres protégeaient des installations pétrolières ou des bâtiments gouvernementaux ; tandis que d’autres encore travaillaient pour les grandes sociétés sous-traitantes de la guerre tels Halliburton, KBR, General Electric et Betchel, ou faisaient partie d’équipes de sécurité pour journalistes. Les anciens des Forces spéciales étaient parmi les mieux payés : des commandos SEAL, Delta Force, des Bérêts Verts, des

Rangers et des Marines, des SAS britanniques, des rangers irlandais et des SAS australiens, suivis de Gurkhas népalais, de commandos serbes et de troupes fidjiennes. Entre-temps la perspective d'importants profits sapait les forces nationales, les soldats recherchaient des postes plus lucratifs et les chasseurs de têtes essayaient activement de recruter au sein des Forces spéciales pour un contrat privé en Irak. "On était des légendes vivantes pour beaucoup de militaires", dit un ancien soldat de Blackwater, Kelly Capeheart. "On pouvait le voir dans leurs yeux quand ils nous regardaient, ou chuchotaient à notre propos. Beaucoup d'entre eux étaient jaloux. Ils avaient l'impression de faire le même boulot pour beaucoup moins d'argent⁷⁶."

En plus de ces "professionnels", d'autres soldats aux méthodes douteuses prirent part à l'action, moins coûteux que leurs collègues qui appartenaient à l'entreprise, et agissant avec encore plus d'audace. Parmi eux figuraient des forces de l'apartheid sud-africain, certains de l'infâme Koevoet, qui seraient entrés en Irak en contrevenant aux lois anti-mercenaires de l'Afrique du Sud. En novembre 2003, les Etats-Unis demandaient explicitement aux entreprises souhaitant faire des affaires en Irak de faire venir leurs propres forces de sécurité dans le pays⁷⁷.

Lorsque Bremer quitta l'Irak en juin 2004, il y avait plus de 20 000 soldats privés et le pays était considéré comme un "Far West" sans shérif. Les mercenaires officiellement embauchés par l'occupation allaient empocher plus de 2 milliards de dollars avant la fin de "l'année Bremer" et coûteraient 30 % du budget de "reconstruction" de l'Irak. Et ce, bien sûr, sans compter les entités privées qui employaient beaucoup de mercenaires en Irak. Selon la revue *The Economist*, l'occupation de l'Irak fit monter en flèche les chiffres d'affaires des sociétés militaires britanniques, de 320 millions de dollars avant la guerre à 1,6 milliards de dollars début 2004, "faisant de la sécurité de loin la plus lucrative exportation post-guerre de la Grande-Bretagne en Irak⁷⁸". Une source citée par la revue estimait qu'il y avait plus d'anciens soldats des Forces spéciales aériennes travaillant comme mercenaires en Irak qu'il y en avait en service actif pour l'armée officielle. En moins d'un an, la société britannique Erinys construisit en Irak une armée privée forte de 14 000 hommes⁷⁹, en incluant du personnel régional dont certains membres des forces "Free Irak" de Ahmad Chalabi. Cette armée était commandée par des expatriés de l'entreprise et des mercenaires sud-africains. "L'immense demande de

protection et la crainte provoquée par l'assassinat quasi quotidien de travailleurs étrangers, ont dépassé l'offre du marché, causant une recrudescence de contractants «cow-boys». Désormais on pouvait dans un stock d'armes internationales à louer qui, selon des sociétés respectables, sont autant de risques pour les Irakiens que pour leurs clients eux-mêmes", selon *The Times* de Londres⁸⁰.

Ce que ces forces firent en Irak, le nombre de personnes qu'elles tuèrent, et le nombre de blessés ou de tués parmi eux, sont autant de questions sans réponses, puisqu'il n'y eut aucune surveillance de leurs activités dans le pays. A ce jour, aucun contractuel privé américain n'a été poursuivi en justice pour des crimes commis en Irak. Cependant, des histoires filtrèrent hors d'Irak, parfois grâce à la vantardise des contractuels mêmes, comme celui de Blackwater qui disait avoir utilisé des munitions "non conformes" pour tuer un Irakien.

Mi-septembre 2003, un mois après que Blackwater eut signé le contrat Bremer, une équipe de quatre hommes de Blackwater se dirigeait vers le nord depuis Bagdad dans un SUV sur une route de terre battue quand, selon eux, ils tombèrent dans une embuscade dans un petit village. Ce matin-là, un des contractuels, Ben Thomas, avait chargé sa mitrailleuse M4 de puissantes munitions qui n'avaient pas été validées par les forces américaines. Il s'agissait de balles perforantes à pénétration limitée (APLP, *armor-piercing, limited penetration rounds*⁸¹). Ces balles sont fabriquées par RBC, une entreprise de San Antonio, en utilisant un procédé d'"alliage de métaux". Selon *The Army Times*, elles "peuvent percer de l'acier et d'autres cibles dures, mais ne pénétreront pas un torse humain, ni un bloc d'argile d'artiste épais de 10 centimètres, ni même plusieurs couches d'un mur sec. Au lieu de traverser un corps, elles éclatent, créant des «blessures intraitables⁸²»". Le distributeur de ces balles expérimentales est une société de l'Arkansas nommée Le Mas, qui avoue les avoir données à Thomas quand il le contacta. Ce jour-là, au cours d'une courte bataille armée, Thomas tira une salve d'APLP qui toucha un des assaillants irakiens dans une fesse. La balle, dit-il, tua l'homme quasi instantanément. "Elle est entrée dans son cul et a complètement détruit toute la partie en bas à gauche de son estomac... tout était déchiqueté", confia Thomas à *The Army Times*. "Pour expliquer ça aux personnes qui n'y étaient pas... ce truc-là, c'était comme de frapper avec un mini-explosif... Personne n'arrivait à croire que ce type ait pu mourir d'une balle dans le cul⁸³." Thomas, ancien SEAL de la Marine, dit avoir tiré sur des personnes avec divers genres de munitions et qu'il

n'y a "absolument pas de comparaison, aucune", entre les dégâts que la balle APLP fit à sa victime irakienne ce jour-là, et ce à quoi on s'attendrait avec des munitions ordinaires. Lorsque Thomas retourna à la base après l'incident, ses collègues mercenaires "se battaient" pour avoir ces balles. "À la fin de la journée, chacun d'entre nous en avait pris cinq. C'était tout ce qu'il nous restait⁸⁴."

Ces balles furent une source de controverse au sein du Congrès, les lobbyistes du fabricant faisant pression pour obtenir l'approbation de leur emploi par les forces américaines, prétendant qu'il s'agissait d'une "question de sécurité nationale⁸⁵". Thomas dit avoir été menacé d'un procès devant la cour martiale pour avoir utilisé des munitions non autorisées lorsqu'un responsable du Pentagone le prit, à tort, pour un soldat officiel en service actif⁸⁶. Il s'agit de la première mort enregistrée causée par ces balles. Elles avaient été testées durant plusieurs années dans l'enceinte de Moyock, lors des "parties annuelles de tir à Blackwater" du *Armed Forces Journal*⁸⁷. Après que Thomas eut tué l'Irakien avec la balle APLP, il se mit à en parler comme un vrai représentant de commerce. "Je vais emporter des munitions Le Mas avec moi quand je retourne en Irak, et j'ai déjà promis plein de ces munitions à mes potes qui étaient là ce jour-là et à leurs amis", dit Thomas à un journaliste durant sa permission de cinq jours. "C'est uniquement pour les mettre dans des sales types. Hors de question pour l'inventaire général, mais pour les opérations spéciales, je n'utiliserais rien d'autre⁸⁸." Le *Armed Forces Journal* relata avec grand enthousiasme l'expérience de Thomas avec ces balles, disant qu'elle était "une raison suffisante pour que le commandement des opérations spéciales du Pentagone entreprenne immédiatement des tests avec des munitions aux métaux alliés⁸⁹".

Pendant que ces mercenaires parcouraient librement le pays, aucune explication officielle ne fut fournie aux Irakiens sur l'identité de ces hommes lourdement armés et souvent sans uniforme. Bremer mit un an à déclarer officiellement leur statut particulier, bénéficiant d'une immunité contre tout jugement. Les Irakiens tués ou blessés par ces mercenaires n'avaient aucun recours auprès de la justice. De nombreux Irakiens et quelques journalistes crurent, à tort, qu'il s'agissait des agents de la CIA ou du Mossad israélien. Une rumeur qui mit en rage les citoyens qui les rencontraient. La conduite et la réputation des mercenaires indignaient également les officiers des services de renseignements américains, qui avaient l'impression que les mercenaires pourraient mettre en danger leur propre sécurité dans le pays⁹⁰. Fin 2003, l'Irak était en grande partie en ruine, tandis que les projets

de “reconstruction” tant promis, qui devaient “officiellement” être financés par les recettes du pétrole irakien, étaient pour la plupart inexistants, ou bien échouaient complètement. Pour les sociétés de mercenaires, cependant, les affaires marchaient du feu de dieu.

Au mois de février 2004, le bureau de Bremer s’engagea dans un acte incroyable qui fut soit une immense erreur de calcul, soit un souverain (et mortel) mépris de la réalité. Selon un rapport publié à l’époque dans le *Washington Post* : “Les officiels américains qui courtisèrent les entreprises afin qu’elles participent à la reconstruction insistent sur le fait que les contractuels n’ont pas de problèmes de sécurité et ont dit que les récits ont été exagérés. «Les contractuels occidentaux ne sont pas des cibles», dit Tom Foley, le directeur CPA du développement du secteur privé, à des centaines d’investisseurs potentiels lors d’une conférence du ministère du Commerce à Washington, le 11 février. Il affirma que les médias avaient exagéré⁹¹.” Au contraire, Foley dit que “les risques s’apparentent à du saut en chute libre, ou à de la moto, donc ces risques sont pour beaucoup tout à fait acceptables⁹²”. Mi-mars 2004, les sociétés mercenaires se régalaient de ce qui était devenu un formidable “marché” en Irak. “Le coût du personnel de la sécurité en juin [2003] n’est qu’une fraction du coût actuel”, dit Mike Battles, fondateur de la société américaine Custer Battles⁹³, qui fut engagé pour protéger l’aéroport de Bagdad.

Le 18 mars, le bruit courut que les Etats-Unis lançaient un contrat à hauteur de 100 millions de dollars pour une force de sécurité privée qui protégerait la Zone verte de 10 km², et ses 3 000 résidents⁹⁴. “La menace actuelle et à venir, ainsi que les attaques récentes dirigées contre les forces de la coalition requièrent une force de sécurité privée dévouée et une force de protection”, lit-on dans l’appel d’offres⁹⁵. Comme la sécurité que Blackwater fournissait à Bremer garantissait le prestige du nom, la direction de l’entreprise saisit l’opportunité de tirer profit du chaos en Irak. Ils ouvrirent plusieurs nouveaux bureaux à Bagdad, Amman et Koweït City, ainsi que des quartiers généraux dans l’épicentre de la communauté des services de renseignements aux Etats-Unis, à McLean en Virginie, où la nouvelle division des relations gouvernementales de l’entreprise fut installée. Des projets s’amorçaient pour développer les affaires lucratives de Blackwater dans la zone de guerre poursuivant leur course au profit qui se terminerait avec la mort de quatre contractuels à Fallouja, l’Irak à feu et à sang, et un radieux avenir en perspective pour Blackwater.

L'EMBUSCADE

Dès le début de l'année 2004, Blackwater était solidement implantée en Irak, tandis qu'Erik Prince, Gary Jackson, et d'autres cadres de Blackwater se lançaient activement à la recherche de stratégies d'expansion et de contrats pour leur entreprise en plein essor. Ses membres, vigiles des cadres de la coalition et de plusieurs bureaux régionaux de l'Autorité de transition en Irak (CPA) à travers le pays, donnaient ainsi à Blackwater une position des plus favorables pour des contrats de choix, et rendaient envieuses les autres entreprises de sécurité qui proliféraient en Irak. L'insécurité croissante dans le pays facilita ces démarches. En juillet 2004, on pouvait lire dans le *Financial Times* : "D'après les soldats de Blackwater, il y a eu plus de 500 attaques sur des convois civils et militaires, ne serait-ce que ces deux derniers mois." Ce mois-là, un cadre de Blackwater, Patrick Toohey, suggéra aux entreprises souhaitant s'implanter en Irak "de rajouter 25 % pour la sécurité¹". Certains commencèrent à comparer le marché du mercenariat en Irak à la ruée vers l'or en Alaska et à la fusillade d'"OK Corral" qui avait opposé officiers et cow-boys de l'Arizona au XIX^e siècle. Comme le remarqua le quotidien londonien *The Times* : "En Irak le marché à qui profite la guerre n'est pas le pétrole mais la sécurité²." Pratiquement du jour au lendemain, une industrie jadis inconnue, surgie de nulle part, connaissait un succès grandissant – et Blackwater menait le peloton. Impatiente d'étendre son entreprise et ses bénéfices, la compagnie fit bientôt savoir qu'elle recherchait d'ex-membres hautement qualifiés des Forces spéciales pour grossir ses rangs en Irak. La société proposait, à ceux qui étaient aptes à l'emploi, des salaires qui rendaient dérisoire le salaire des militaires et de presque n'importe quel autre secteur. Un membre de Blackwater pouvait gagner de 600 à 800 dollars par jour, et dans certains cas

encore plus. De surcroît, les contrats de deux mois que proposait la société permettaient de se faire une petite fortune en très peu de temps. Bien souvent les soldats pouvaient renouveler leur contrat s'ils le désiraient. D'importants avantages fiscaux étaient également proposés aux mercenaires potentiels.

La privatisation de l'occupation offrait également à un bon nombre de mordus du combat à la retraite, embourbés dans l'ennui de la vie quotidienne, l'opportunité de retrouver leurs jours glorieux sur le champ de bataille, sous la bannière du combat international contre le terrorisme. "Ça vous colle à la peau", explique Steve Nash, un ex-SEAL. "Disons que vous passez vingt ans à conduire des hors-bord ou à sauter du haut d'un avion. Et maintenant, tout d'un coup, vous vous retrouvez vendeur en assurances. C'est dur³." "Quand un type se fait plus d'argent en un mois qu'il ne peut le faire en une année dans le militaire ou la vie civile, c'est difficile de refuser⁴", confiait Dale McClellan, l'un des premiers fondateurs de Blackwater USA, lui-même ancien SEAL. "On est mal adapté pour faire autre chose", explique Curtis Williams, un autre ex-SEAL. "Cette poussée d'adrénaline est irrésistible. C'est quelque chose dont on ne se débarrasse jamais⁵." Nombre de soldats des Forces spéciales qui ont servi en temps de paix durant les années quatre-vingt-dix se sont aussi sentis privés des combats qui battaient leur plein dans d'autres régions, et ont vu la guerre antiterroriste comme un véritable ticket pour la gloire. "On est formés pour servir notre pays de la meilleure façon qu'il soit", déclare Williams, "on veut retourner là-bas et tuer les méchants. On est comme ça⁶".

En réalité, certains d'entre eux furent désignés pour exécuter des tâches bien moins prestigieuses. Dans sa quête agressive vers de nouveaux marchés, la société Blackwater s'était associée à une entreprise du Koweït du nom de Regency Hotel and Hospital Company, et ensemble elles avaient obtenu un contrat de sécurité avec Eurest Support Services (ESS), un sous-traitant de Halliburton qui veillait sur les convois transportant l'équipement des cuisines pour les militaires américains. Blackwater-Regency avait arraché le contrat ESS à une autre entreprise de sécurité, Control Risks Group, et aspirait à en obtenir d'autres plus juteux avec ESS, qui se targuait d'être "le plus important distributeur alimentaire au monde" au service des projets de reconstruction en Irak. Blackwater forma rapidement des équipes pour commencer

immédiatement à escorter les convois. Pendant ce temps, des négociations secrètes se tenaient en coulisses.

Blackwater payait ses hommes 600 dollars par jour, mais, d'après les contrats, comme le révélait le *News & Observer*⁷, l'entreprise facturait 850 dollars à Regency. "De plus", relate le journal, "Blackwater facturait Regency séparément pour tous ses frais généraux et dépenses en Irak : assurance, hébergement, déplacements, armes, munitions, véhicules, bureaux et leur équipement, frais de gestion et frais de douane". Ensuite Regency facturait à ESS un montant inconnu pour ces services. Regency donnait un devis à ESS, "admettons de 1 500 dollars par homme et par jour, et disait ensuite à Blackwater qu'ils avaient fait un devis pour 1 200 dollars⁸". Dans son contrat avec Blackwater-Regency, ESS se référait à son autre contrat avec une filiale d'Halliburton, KBR, indiquant que, selon toute apparence, Blackwater travaillait dans le cadre d'un contrat KBR de sous-traitance avec ESS. Le *News & Observer* révèle que ESS facturait KBR pour les prestations de Blackwater et qu'à son tour KBR facturait le gouvernement fédéral un montant inconnu pour ces mêmes prestations⁹. KBR-Halliburton, qui ne révèle jamais le nom de ses sous-traitants, déclara qu'ils n'étaient "pas au courant de quelque prestation que ce soit" que Blackwater ait pu confier à ESS.

Au mois de février 2007, des représentants de ESS, KBR et Blackwater comparurent devant un comité du Congrès qui enquêtait sur le gaspillage et les abus commis par les soldats privés de la guerre en Irak¹⁰. Un représentant de Regency qui était convoqué ne se présenta pas. L'avocat de Blackwater, Andrew Howard, déclara sous serment, au cours de l'audience : "Supposer que tout ce qui dépasse le simple coût du travail corresponde à du profit et des majorations abusives est faux", défendant que la différence reflétait d'autres frais inhérents à la prestation de Blackwater. Le représentant de ESS fit une remarque similaire. Selon Howell, Blackwater n'aurait engrangé avec ce contrat que 10 dollars de profit par homme et par jour, somme qui n'aurait d'ailleurs jamais été versée à Blackwater. Durant l'audience, le représentant au Congrès Denis Kucinich contesta la manière dont Blackwater présentait son mode de facturation, accusant Howell de tenir des propos qui "ne recoupaient pas les faits". Ce contentieux persista tout au long de l'enquête.

Le contrat initial entre Blackwater-Regency et ESS, signé le 8 mars 2004, reconnaissait que "les risques actuels sur le théâtre

des opérations irakiennes demeureraient importants” et réclamaient un minimum de trois hommes par véhicule en mission de sécurité “avec un minimum de deux véhicules *blindés* pour renforcer les déplacements de ess¹¹”. Mais le 12 mars 2004, Blackwater-Regency signait un contrat de sous-traitance qui définissait des prestations de sécurité identiques à celles de l’original, excepté pour un mot : “blindé”. Cette suppression permit à Blackwater de réaliser une économie estimée à 1,5 millions de dollars¹².

A la mi-mars 2004, la situation à Fallouja était sur le point de s’embraser. Après le massacre près de l’école de la rue Hay Nazzal en avril 2003, les forces américaines se retirèrent à la périphérie de la ville. A l’exemple des partisans chiites de Moqtada Sadr, dans le quartier de Sadr City à Bagdad, les habitants de Fallouja s’étaient organisés eux-mêmes et, avant que les troupes américaines n’entrent dans la ville, avaient créé un système régional d’administration en instituant un conseil municipal civil avec un administrateur et un maire, un affront évident aux autorités de l’occupation. D’après Human Rights Watch, “il incombait à différentes tribus de s’occuper des établissements de la ville comme les banques et les bâtiments publics. Cas significatif, la tribu responsable de l’hôpital de Fallouja monta rapidement un groupe d’hommes armés pour protéger les locaux d’une attaque imminente. Les imams de la ville exhortèrent la population à respecter le maintien de l’ordre. La stratégie fonctionna en partie grâce aux liens familiaux étroits au sein de la population. A Fallouja il n’y avait aucun signe apparent de pillage ou de destruction, à la différence de Bagdad¹³”. Néanmoins, ils refusèrent farouchement toute collaboration avec les Etats-Unis et leurs alliés irakiens. En janvier 2004, le major général Charles Swannack, commandant de la 82^e division aéroportée, considérait que la région était “en bonne voie de réussir”, déclarant : “Nous avons pris un bon virage et maintenant nous pouvons accélérer sur la ligne droite¹⁴.” Mais les hommes de Swannack avaient principalement mené des opérations dans la banlieue de la ville qui, à la grande consternation de Bremer et des autres responsables américains, demeurait à moitié autonome et était patrouillée par des milices du coin. “Les Irakiens considèrent cette période comme une simple trêve”, constatait un commerçant de la ville, Saad Halbousi, dans les semaines qui suivirent le massacre de l’école “Leader” et le retrait des Américains vers la périphérie. “Ils finiront par exploser comme un volcan. Nous avons échangé

un tyran contre un occupant¹⁵.” En février, lors d’un raid parfaitement organisé, en plein jour, des insurgés assaillirent un poste de police irakien à la solde des Américains, tuant 23 officiers et libérant des douzaines de prisonniers¹⁶. Le mois suivant, alors que les milices patrouillaient dans Fallouja sans se cacher face à l’hostilité grandissante des Irakiens envers les forces d’occupation, les Américains décidèrent de faire de la ville un exemple. “La situation ne s’améliorera pas tant que nous n’aurons pas nettoyé Fallouja”, déclara Bremer. “Dans les prochains quatre-vingt-dix jours [avant le transfert de souveraineté], il est vital de montrer que nous ne plaisantons pas¹⁷.”

Le 24 mars, la 82^e division aéroportée laissa la place à la Force Expéditionnaire de Marines comme responsable de la ville, et le groupe tenta immédiatement d’imposer sa volonté aux dissidents de Fallouja. Quelques jours plus tôt, le major général James Mattis lors d’une cérémonie de “transfert d’autorité” avait ainsi défini sa stratégie pour gérer Fallouja et les autres régions de la province d’Anbar à majorité sunnite : “Nous comptons bien être les meilleurs amis des Irakiens qui essaient de reconstruire leur pays”, déclara Mattis. Quant à ceux qui veulent se battre, les combattants étrangers et ceux de l’ancien régime, ils le regretteront. Nous serons impitoyables... S’ils veulent se battre, nous nous battons¹⁸. Moins d’une année plus tard, Mattis, évoquant son séjour en Irak et en Afghanistan, raconta à son auditoire : “C’est le pied de se battre avec eux, vous savez. C’est vachement tordant”, ajoutant : “C’est marrant de tirer sur les gens. Je serai franc avec vous. J’aime la bagarre¹⁹.”

Au moment où les hommes de Mattis s’emparaient de Fallouja, l’Associated Press, présente sur place, signalait que “nul ne met en doute la ferme détermination des nouveaux arrivants, les Marines, à mater les insurgés. Les habitants sont stupéfaits par les démonstrations de force, mais demeurent convaincus que les Marines échoueront à réprimer l’insurrection²⁰”. Dans un message aux troupes nouvellement arrivées, Mattis comparait la mission de Fallouja aux batailles de la deuxième guerre mondiale et au Vietnam : “On retourne se jeter dans la bagarre... C’est notre test, notre Gualcanal, ou notre réservoir de Chosin, notre Cité de Hué... Vous allez écrire l’Histoire²¹.” Khamis Hassnawi, grand chef d’une tribu de Fallouja déclara au *Washington Post*, “S’ils veulent empêcher le sang de couler, ils feraient mieux de rester aux portes de la ville et de laisser les Irakiens s’occuper de la sécurité

à l'intérieur²²." Deux jours après leur arrivée, les Marines engagèrent un combat de rue contre des Irakiens dans le quartier populaire d'Askari ; la bataille fit rage pendant des heures. Finalement, un Marine fut tué et sept autres blessés. Quinze Irakiens, dont un caméraman d'ABC News²³ et un enfant de deux ans²⁴ trouvèrent la mort dans l'affrontement. Un acte de répression de la part des Marines s'ensuivit rapidement, et "beaucoup d'habitants le perçurent comme le pire de ce qu'ils avaient vu en presque un an d'occupation²⁵". L'intervention brutale des Marines à Fallouja confrontait beaucoup d'habitants à un choix cruel : se rendre à l'occupant étranger, s'enfuir de chez eux, ou résister. Même si certains choisirent de partir, le nombre croissant de victimes civiles ne faisait qu'encourager la colère de la population de Fallouja.

A la même époque, un autre incident important attisa le feu de la résistance sunnite, non pas en Irak mais en Palestine. A Gaza, les militaires israéliens assassinèrent, au vu de tous, le chef spirituel du Hamas, Sheikh Ahmed Yassin. Alors qu'on le poussait dans son fauteuil roulant après la prière du matin, le 22 mars 2004, un hélicoptère de combat tira un missile Hellfire sur Yassin et son entourage, le tuant ainsi qu'au moins une demi-douzaine d'autres personnes²⁶. Cet "assassinat ciblé" rendit furieux l'ensemble des musulmans dans le monde et en particulier les sunnites, dont certains vivaient à Fallouja.

Immédiatement après l'assassinat, plus de 1 500 personnes se rassemblèrent dans la ville pour honorer la mémoire de Yassin. Des religieux sunnites déclarèrent que cet assassinat fournissait "une excellente raison au Jihad de s'élever contre toute force d'occupation²⁷". Boutiques, écoles et bâtiments publics furent fermés à l'occasion d'une grève générale à Fallouja. Pour beaucoup en Irak, l'occupation américaine de leur pays faisait partie d'un projet pro-israélien plus vaste dans la région, et l'occupation israélienne de la Palestine et l'invasion américaine de l'Irak semblaient intimement liées. "L'assassinat d'un vieil homme dans un fauteuil roulant, dont la seule arme était une détermination farouche à libérer son pays, est un acte de lâcheté qui prouve que les Américains et les Israéliens ne veulent pas la paix", s'indigna Muslih al-Madfai, soixante-quatre ans, un habitant de Fallouja²⁸. Le moment choisi pour l'assassinat, qui se passa alors que débutait la prise brutale de Fallouja par les Marines, exacerba la conviction que les Etats-Unis et Israël coopéraient. En fait, beaucoup de

gens ordinaires d'Irak croyaient que les contractuels de la sécurité privée appartenaient au Mossad ou à la CIA.

Tandis que les Marines se déployaient à travers Fallouja, les habitants commencèrent à signaler des descentes de maison en maison et des arrestations arbitraires. "S'ils trouvent plus d'un homme adulte dans une maison, ils en arrêtent un", dit un résident de la ville, Khaled Jamaili. "Ces Marines nous détruisent. Ils pèsent de tout leur poids sur Fallouja²⁹." Le samedi 27 mars, les Marines firent diffuser un communiqué affirmant qu'ils "dirigeaient des attaques... pour garantir un environnement sûr et stable à la population". S'ensuivait un avertissement : "Certains ont choisi de se battre. Ayant choisi leur sort, ils seront attaqués et éliminés³⁰." Les Marines installèrent un blocus aux entrées principales de la ville avec des chars et des véhicules blindés et creusèrent des tranchées le long des routes. Des graffitis commencèrent à apparaître dans le quartier d'Askari avec des slogans tels que "Vive la résistance irakienne", "Vive les hommes courageux de la résistance" et "Redressez la tête, vous êtes à Fallouja". Beaucoup en ville commencèrent à se tenir sur la défensive tandis que les forces américaines fomentaient leur campagne pour prendre Fallouja. "Nous souffrons tous aux mains des Américains, mais cela n'enlève rien à notre fierté dans la résistance", dit Saadi Hamadi, un diplômé en études d'arabe de l'université al-Mustansiriyyah de Bagdad, âgé de vingt-quatre ans. "Pour nous, les Américains et les Israéliens, c'est la même chose³¹." La tension monta d'un cran à Fallouja quand les Américains, à l'aide de mégaphones, commencèrent à menacer la population en disant que leurs quartiers seraient transformés en champs de bataille si les "terroristes" ne partaient pas³². A partir de ce moment-là, des familles commencèrent à s'enfuir de chez elles. Malgré tout, le 30 mars 2004, le brigadier-général Mark Kimmit racontait aux journalistes : "Les Marines sont bien contents de la façon dont les choses évoluent à Fallouja, et s'attendent à continuer à progresser en établissant un environnement sécurisé et en reconstruisant cette province de l'Irak³³." En réalité, les Etats-Unis étaient en train de donner un coup de pied dans un nid de guêpes à Fallouja, et moins de vingt-quatre heures plus tard quatre contractuels de Blackwater allaient se retrouver pris à leur propre piège.

MASSACRÉS "COMME DES MOUTONS"

Jerry Zovko était un soldat privé bien avant que la "guerre contre la terreur" ne commence³⁴. Il s'était engagé dans l'armée américaine en 1991, à l'âge de dix-neuf ans, et était monté en grade jusqu'aux Forces spéciales pour finalement se retrouver dans le régiment des Rangers³⁵. En 1997, Zovko quitta l'armée. "Il a fait quelque chose pour le gouvernement dont il ne pouvait pas nous parler, se souvient sa mère, Danika Zovko³⁶." "Nous ne savons pas ce dont il s'agissait. Vous savez, je n'ai jamais su ce qu'il faisait. Aujourd'hui encore, je n'en sais rien." Elle raconte qu'un jour, son fils lui a montré quelques petits "jetons" de cuivre de la taille d'une pièce d'un dollar en lui disant que cela prouverait qui il était à ceux qui auraient besoin de le savoir.

En 1998, Zovko s'engagea dans l'univers assez méconnu, aux yeux du grand public, de la sécurité privée. Il fut embauché par l'une des plus importantes de ces sociétés, DynCorp, et envoyé dans un pays du golfe Arabe, le Qatar. Il travailla à l'ambassade des Etats-Unis où il apprit l'arabe. Cette affectation fut le point de départ d'une carrière de mercenaire. Il voyagea beaucoup et passa un certain temps aux Emirats arabes unis. Chaque fois que Danika Zovko demandait à son fils ce qu'il faisait exactement dans tous ces endroits exotiques, il racontait toujours la même chose à sa mère. "Il me disait veiller sur l'ambassade et travailler aux cuisines. Mais alors, toute sa vie dans l'armée, pendant au moins sept ans, il était toujours dans les cuisines", se rappelle-t-elle sur un ton empreint de doute. "Puis j'ai découvert qu'il ne travaillait pas vraiment dans les cuisines."

En février 2004 Zovko fut employé par Blackwater qui se trouvait au milieu de sa phase de recrutement offensif pour le déploiement en Irak. Pour Zovko, c'était une aubaine, d'autant plus que son camarade Wes Batalona, une ancienne tête brûlée du bataillon des Rangers de Hawaï, qui avait combattu à Panama en 1989 et en Somalie en 1993, était à ses côtés³⁷.

Le matin du 30 mars, Zovko et Batalona furent affectés dans le groupe d'un certain Mike Teague, trente-huit ans, originaire du Tennessee et ancien membre du 160^e régiment des Opérations spéciales aéronautiques, les "Rôdeurs de la nuit" ("*Night Stalkers*"). Surnommé "l'homme de glace" par ses amis, Teague était un vétéran de l'armée où il avait passé douze ans et était allé à Panama et en Grenade avant de devenir réserviste³⁸. Plus

récemment, il avait gagné une étoile de bronze pour son séjour en Afghanistan après le 11 septembre³⁹. Après l'Afghanistan, il retourna aux Etats-Unis et accepta un job mal payé dans la sécurité avant de rejoindre Blackwater en Irak pour un travail plus lucratif⁴⁰. Le quatrième membre de cette équipe disparate était un nouveau venu à Bagdad, un ex-SEAL du nom de Scott Helvenston. Ils avaient pour mission d'escorter des camions pour aller chercher des équipements de cuisine près de Fallouja pour les déposer dans une base militaire⁴¹. Il s'agissait de l'une des premières missions sous le nouveau contrat de Blackwater pour assurer la sécurité des convois de ravitaillement de *ess*. Avant la mission, Batalona s'était plaint à un ami du fait que le groupe n'avait encore jamais travaillé ensemble⁴². De plus, ce matin-là, il manquait deux hommes, soit-disant retenus pour des tâches administratives dans l'enceinte de Blackwater⁴³. A la place de camions blindés on donna aux soldats deux jeeps sécurisées au pied levé, à l'arrière, par une plaque en acier⁴⁴. Pour couronner le tout, Helvenston aurait été envoyé, ce jour-là, sans une bonne carte de cette région dangereuse qu'il devait traverser⁴⁵. Peu de non-Irakiens auraient osé s'aventurer où que ce soit près de Fallouja à cette époque, et il ne fallait pas être particulièrement malin pour le savoir. Les Marines se trouvaient au milieu d'une importante offensive dans la ville, et aucun militaire sensé n'aurait pris la direction de Fallouja avec seulement quatre hommes et sans arme adéquate.

Comme par hasard (ou peut-être parce qu'ils n'avaient pas de carte), la nuit du 30 mars, Helvenston et les trois autres contractuels se perdirent. Ils vadrouillèrent dans le triangle sunnite pendant un bon moment avant de contacter l'armée américaine dans la région. Ils se dirigèrent vers une base des Marines récemment renommée Camp Fallouja et tombèrent d'accord pour y passer la nuit avant de continuer leur chemin. Il est bien connu, en Irak, que beaucoup de soldats de l'Etat gardent une certaine rancune envers les mercenaires. La plupart des soldats savaient que Helvenston et les autres se faisaient plus d'argent en un jour qu'un soldat ordinaire en une semaine. Il n'est donc pas surprenant que les hommes de Blackwater n'aient pas été tout à fait reçus à la base comme des invités d'honneur. Malgré tout, les quatre hommes mangèrent et dormirent aux côtés des autres soldats. Un officier des Marines de la base les traita de "cow-boys" et dit que les hommes de Blackwater avaient refusé d'informer les commandants ou, d'ailleurs, qui que ce soit d'autre à la base de la nature de leur mission⁴⁶.

Selon l'enquête du Congrès, le personnel KBR dans le Camp de Fallouja rapporta que "le personnel de Blackwater semblait mal organisé et inconscient des risques potentiels à parcourir la ville de Fallouja". L'un des contractuels de KBR eut l'impression que "leur mission avait été bâclée et qu'ils n'étaient pas préparés⁴⁷". Les soldats de KBR expliquèrent aux investigateurs du Congrès qu'ils avaient plusieurs fois mis en garde les hommes de Blackwater "contre l'idée de traverser directement Fallouja en voiture, les informant des risques d'embuscades. Suite à cet avertissement, un membre de Blackwater a soutenu «qu'ils ne traverseraient plus Fallouja». Mais après un autre avertissement, ils ont finalement répondu qu'ils allaient voir «comment ça se passerait une fois là-bas». Selon un certain contractuel KBR, «c'était presque comme si on leur mettait la pression pour y arriver et le plus vite possible⁴⁸».

Ils filèrent le lendemain matin vers 9 h 30, se dirigeant tout droit vers ce qui était peut-être la ville la plus dangereuse au monde pour quatre Américains à peine armés, au look CIA avec leurs grosses lunettes de soleil. L'artère principale à Fallouja est une longue rue encombrée, grouillante de monde, bordée de restaurants, souks et cafés. Ce matin-là, avant que les hommes de Blackwater arrivent à Fallouja, un petit groupe d'hommes masqués avait fait exploser une sorte d'engin explosif, vidant les rues et obligeant les commerçants à fermer leurs portes⁴⁹. Mais dès le moment où le convoi entra dans la ville, les hommes sortirent de leur refuge. En fait, il est bien possible que tout ait été planifié dès le départ. Sur une vidéo émanant apparemment d'un groupe de résistance irakienne, des insurgés maintiennent qu'ils ont été préalablement informés du parcours du convoi de Blackwater, qu'ils pensaient composé d'espions américains. "Un moudjahiddin loyal, espion pour l'armée islamique du Jihad, est arrivé" dit un insurgé masqué sur la vidéo. "Il a dit à notre commandant qu'un groupe de la CIA passerait à travers Fallouja pour se rendre à Habbaniyah⁵⁰." L'insurgé savait qu'"ils n'auraient pas de garde du corps et seraient habillés en civil, pour éviter d'être capturés par les moudjahiddins, car tout Américain qui traverse Fallouja sera tué⁵¹". Plus tard, des représentants de Blackwater prétendirent que des unités appartenant soi-disant à la police irakienne installée par les Etats-Unis avaient escorté les hommes dans la ville⁵². Un officiel haut placé des renseignements américains, "directement informé", raconta plus tard au journaliste Thomas Ricks qu'il y

avait eu une fuite de la Zone verte au sujet des mouvements du convoi de Blackwater⁵³. La théorie sur l'implication de la police irakienne fut contredite par une enquête CPA dont les conclusions furent présentées au Congrès⁵⁴.

Zovko et Batalona, qui étaient dans le pays depuis bien plus longtemps que Helvenston, ouvraient la route, suivis de deux camions à plateau conduits par des Irakiens, destinés à être chargés en équipements de cuisine de l'autre côté de Fallouja. A l'arrière se trouvaient Helvenston et Teague dans un Pajero rouge. Peu de temps après leur entrée dans la ville, le convoi commença à ralentir. A droite se trouvaient les boutiques et les marchés, à leur gauche un terrain vague. Tandis que les véhicules étaient sur le point de s'immobiliser, un groupe de quatre ou cinq garçons s'approcha de celui en tête de file, et commencèrent à parler aux hommes de Blackwater à l'intérieur. Avant que Helvenston ou Teague n'aient le temps de comprendre ce qui se passait, le bruit déchirant d'une mitrailleuse retentit dans les rues de Fallouja. Les balles pénétrèrent la carrosserie du Pajero comme une passoire.

Se découvrir soudainement piégé était la pire chose qui puisse arriver à un homme des Forces spéciales. Nul ne peut être certain de ce que vit Scott Helvenston avant son dernier soupir, mais c'était sans aucun doute terrifiant. A-t-il vécu suffisamment longtemps pour être conscient de son épouvantable mort ? Alors que son corps, mortellement blessé, était étendu dans la jeep, le sang jaillissant violemment, un groupe d'hommes déchaînés sauta sur le capot du Pajero, déchargeant leurs rafales et piétinant le pare-brise. A côté d'Helvenston, Mike Teague gisait, le sang giclant de son cou. Le chant "Allahu Akbar" (Dieu est grand), repris en chœur, s'éleva dans l'air. Bientôt, plus d'une douzaine de jeunes hommes qui traînaient devant le stand du kebab du coin les rejoignirent⁵⁵. D'après l'un des témoins, un des hommes de Blackwater survécut à la première attaque après avoir été frappé d'une seule balle dans la poitrine, pour finalement être tiré de son véhicule par les émeutiers, suppliant qu'on lui laisse la vie sauve. "Les gens le tuèrent en lui jetant des briques et en le piétinant jusqu'à ce qu'ils l'achèvent", raconta le témoin. "Ils lui coupèrent un bras, une jambe et sa tête. Ils applaudissaient et ils dansaient⁵⁶."

Lorsque la jeep de Helvenston fut prise pour cible, Jerry Zovko et Wes Batalona réalisèrent qu'ils étaient pris dans une embuscade. Batalona accéléra, traversa le terre-plein central : il fallait soit sauver les deux autres, soit déguerpir. D'après un ancien directeur

d'une société militaire privée, Blackwater apprend à ses hommes "à ne pas aider l'autre quand un véhicule est attaqué dans une embuscade... L'essentiel est de sauver votre propre peau⁵⁷". Mais avec le peu de blindage sur la jeep et un seul artilleur, Batalona et Zovko étaient pour ainsi dire déjà morts. En l'espace d'un instant, ils se retrouvèrent sous une pluie de balles tandis que leur jeep emboutissait un autre véhicule. La tête de Zovko explosa. La chemise hawaïenne de Batalona était trouée de balles, la tête retombée. Plus bas sur la route, la foule s'acharnait sur le Pajero de Helvenston. Leurs armes et leur équipement furent pillés, quelqu'un apporta de l'essence et en arrosa les véhicules et les corps. Bientôt, ils furent en flammes. La sinistre bande sonore du massacre filmé par les rebelles était un mélange anarchique de klaxons et de "Allahu Akbar!".

Des journalistes arrivèrent bientôt sur les lieux du carnage. Les images qu'ils filmèrent allaient devenir tristement célèbres. La foule grossit jusqu'à plus de 300 personnes, tandis que les premiers agresseurs s'évanouirent dans les petites rues transversales de Fallouja. Les corps brûlés furent traînés hors de la jeep incendiée, et des hommes, y compris de jeunes garçons, les déchiquèrent littéralement, membre par membre. Certains frappaient les corps avec la semelle de leurs chaussures pendant que d'autres coupaient les parties brûlées à grands coups de tubes métalliques et de pelles. Un jeune homme se mit à frapper méthodiquement à coups de pied l'une des têtes, jusqu'à ce qu'elle se détache du corps. Quelqu'un présenta devant les caméras un insigne figurant un crâne et deux os croisés sur lequel on pouvait lire : "Fallouja est le cimetière des Américains!" Bientôt les émeutiers déchaînés attachèrent deux des corps à l'arrière d'une Opel Sedan rouge foncé et les traînèrent jusqu'au pont principal qui traversait l'Euphrate⁵⁸. Un autre corps fut attaché à une voiture avec un poster du leader du Hamas assassiné, Sheik Yassin⁵⁹. Une fois arrivés au pont, les Irakiens escaladèrent les poutres d'acier pour y pendre les restes sans vie, carbonisés, d'Helvenston et Teague au-dessus du fleuve. Leurs corps se balancèrent au-dessus de l'Euphrate en une sinistre icône pendant près de dix heures, comme des "moutons de boucherie", ainsi que le dit un Falloujien⁶⁰. Plus tard, on détacha les corps et on les plaça sur une pile de pneus pour y mettre le feu une fois de plus⁶¹. Quand le feu fut éteint, des hommes attachèrent ce qui restait des corps sur une charrette tirée par un âne gris et les exhibèrent à travers Fallouja avant de les abandonner finalement

devant un bâtiment public⁶². Des douzaines d'Irakiens suivirent la charrette en une procession macabre, en scandant : "Qu'est-ce qui t'a fait venir ici, Bush, et te frotter aux gens de Fallouja⁶³?" Quelqu'un lança un avertissement : "Voilà le sort réservé aux Américains qui viennent à Fallouja⁶⁴."

L'heure de Mogadiscio avait sonné pour la guerre d'Irak, à deux choses près, cependant : les hommes assassinés n'étaient pas des militaires américains, il s'agissait de mercenaires ; et contrairement à ce qui s'était passé en Somalie en 1993, les Etats-Unis n'allaient pas battre en retraite. Au lieu de cela, la mort de ces quatre soldats de Blackwater allait décupler l'agressivité du siège américain, annonçant une période de résistance à l'occupation sans précédent, un an, presque jour pour jour, après la chute de Bagdad.

"NOUS AMÈNERONS LA PAIX À FALLOUJA"

Les corps carbonisés des soldats de Blackwater étaient encore suspendus au pont de Fallouja quand la nouvelle de l'embuscade commença à se répandre à travers le monde entier. "Ils ne peuvent pas faire ça aux Américains", réagit le capitaine Douglas Zembiac devant les images diffusées à la télé dans la salle du mess de la base militaire, à l'extérieur de Fallouja⁶⁵. Mais il n'y aurait pas de riposte immédiate de la part des milliers de Marines américains qui se trouvaient sur place. Peut-être pour la simple raison que le matin même, cinq Marines avaient été tués par une mine alors qu'ils roulaient près de Fallouja. Ou bien parce que les hommes de Blackwater ne faisaient pas partie des forces "officielles" américaines. Le fait est que leurs corps restèrent suspendus au-dessus de l'Euphrate pendant des heures pour rappeler à tous que, un an après la chute de Bagdad, onze mois après la déclaration du président Bush de la fin des grandes opérations de combat, et quatre-vingt-dix jours avant le "transfert de souveraineté" officiel aux Irakiens, la guerre ne faisait que commencer. Le porte-parole de l'armée américaine, le brigadier-général Mark Kimmit, tenta au départ de minimiser l'importance de l'embuscade, la qualifiant de "petit cas isolé, circonscrit⁶⁶", reflet d'une "légère augmentation des affrontements localisés⁶⁷". Fallouja, demeurait, selon Kimmit, "une de ces villes en Irak qui ne comprennent rien au problème⁶⁸". Au moment où "cet incident isolé éclate à Fallouja, dans le reste du pays, nous nous battons pour ouvrir des écoles. Nous ouvrons

des dispensaires. Nous augmentons la fourniture d'électricité. Nous augmentons la production de pétrole⁶⁹”, déclara Kimmit à la presse le jour de l'embuscade. “Alors, est-ce tragique ? Oui, c'est absolument tragique. Aujourd'hui dans le monde, quatre familles vont recevoir une visite. Et personne ne voudrait être d'un côté ou de l'autre de cette porte à ce moment-là, que ce soit pour recevoir ou pour apporter la nouvelle... Mais cela ne va pas nous arrêter dans notre mission. A vrai dire, ce serait déshonorer la mort de ces personnes d'arrêter notre mission⁷⁰.” Le porte-parole de Paul Bremer, Dan Senior, raconta aux reporters que “les gens qui ont traîné ces corps et qui se sont lancés dans cette attaque contre les soldats ne sont pas ceux que nous sommes venus aider ici”, ajoutant : “Ceux-là, nous devons les capturer et les tuer afin que le pays puisse aller de l'avant⁷¹.” Senior déclara que les gens qui avaient participé à l'embuscade et ceux qui les avaient approuvés et encouragés représentaient “une minuscule, minuscule minorité” d'Irakiens. “L'écrasante majorité des Irakiens, entre 95 et 98 %, nous est reconnaissante de les libérer”, dit-il⁷².

Pendant ce temps, à des milliers de kilomètres de là, à Washington DC, le président Bush, alors en pleine campagne électorale, prenait la parole lors d'un dîner Bush-Cheney dans un hôtel très huppé, le Marion Wardman Park. “Nous sommes encore confrontés en Irak à des voyous et des terroristes qui préféreraient continuer à tuer des innocents plutôt que d'accepter un progrès vers la liberté”, déclara le président à ses supporters. “Ces groupes criminels essaient d'ébranler notre détermination. Mais l'Amérique ne se laissera jamais intimider par des voyous et des assassins. Actuellement, nous combattons de toutes nos forces les terroristes en Irak. Nous les y vaincrons afin de ne pas les retrouver dans notre propre pays⁷³.” Le lendemain matin, au réveil, les Américains apprirent par les médias l'horrible massacre qui s'était déroulé à Fallouja. “Des civils américains mutilés lors d'une attaque en Irak”, annonçait le *Washington Post*. “Les Américains tombent de leur piédestal”, proclamait le *Miami Herald*. La Somalie fut souvent évoquée.

Après avoir d'abord minimisé l'embuscade, Kimmit, la Maison Blanche et Paul Bremer durent admettre que la mutilation prolongée et publique des hommes de Blackwater portait un très gros coup à la guerre de propagande minimisant la montée rapide de la résistance anti-américaine en Irak. Certains allaient jusqu'à croire que l'embuscade était une tentative pure et simple de recréer la

situation de la Somalie en 1993, quand des rebelles avaient abattu un hélicoptère américain de type “Faucon noir”, tuant 18 soldats américains pour ensuite traîner les cadavres de certains à travers les rues de Mogadiscio, provoquant ainsi le retrait de l'Administration Clinton. A moins de trois mois de la transmission de pouvoir annoncée à grand battage médiatique, l'Administration Bush fut confrontée à l'indéniable réalité d'une vive résistance à une occupation de plus en plus impopulaire à la fois dans son pays et en Irak. “Ces images devinrent immédiatement le symbole de la réalité brutale de l'insurrection”, écrivit Bremer, admettant qu'ils avaient “sous-estimé le fait que la coalition militaire ne contrôlait pas Fallouja⁷⁴”. Bremer rapporte avoir dit au lieutenant-général Ricardo Sanchez, chef des forces américaines en Irak, qu'ils devaient “réagir à cet acte de violence, sinon l'ennemi en conclura que nous sommes hésitants⁷⁵”. D'après Bremer, Sanchez répondit : “Nous remettons au goût du jour l'opération planifiée l'automne dernier... où il était question de faire le ménage à Fallouja⁷⁶.” Presque immédiatement, des mesures furent mises en place pour asservir “la ville des mosquées”. “Nous ne nous laisserons pas intimider”, déclara le porte-parole de la Maison Blanche, Scott McClellan. “La démocratie est en train de prendre racine et il n'y a pas de retour en arrière possible⁷⁷.” Le sénateur John Kerry, alors candidat démocrate aux présidentielles, partageait le même avis : “Ces violences monstrueuses nous rappellent la brutalité des ennemis de l'avenir de l'Irak.” Unis dans la tristesse, nous sommes aussi unis dans notre détermination à ne pas laisser ces ennemis prendre l'avantage⁷⁸. Pendant ce temps-là, sur les chaînes du câble, les experts en politique appelaient à une riposte violente. Bill O'Reilly de *Fox News* parla d'une “solution finale⁷⁹”, précisant : “Je me fiche du peuple de Fallouja. On ne va pas gagner leur cœur et leur esprit. Ils vont nous tuer jusqu'au dernier. Ils en ont donné la preuve. Il faut anéantir cette ville⁸⁰.”

Beaucoup se demandaient comment, avec 4 000 Marines positionnés autour de Fallouja, il avait été possible de passer tant de temps à mutiler les corps des contractuels de Blackwater et pourquoi leurs cadavres carbonisés avaient été laissés suspendus au pont pendant des heures. “Même au moment où les deux véhicules brûlaient, où d'épais nuages de fumée noire s'élevaient au-dessus des boutiques fermées de la ville, il n'y avait pas d'ambulance, ni de voiture de pompiers ou de sécurité envoyées pour essayer de sauver les victimes”, rapporte UPI. “Cette fois-là, il n'y avait pas un

seul Faucon noir pour voler à leur secours. Au lieu de cela, les rues de Fallouja étaient abandonnées à une foule exultante, chaotique, violente, qui faisait la fête au beau milieu de restes humains complètement disloqués⁸¹.” Le colonel Michael Walker, un porte-parole des Marines, se défendit : “Aurions-nous dû envoyer un tank pour récupérer, avec tout le respect que l’on doit, quatre cadavres ? A quoi cela aurait-il servi ? Une foule déchaînée est une foule déchaînée. Cela aurait été de la provocation. La seule chose intelligente à faire était de laisser cette frénésie se dissiper peu à peu⁸².”

Dans la plupart des bulletins d’informations américains sur l’embuscade, Fallouja était décrite comme un fief de résistance sunnite, rempli de combattants étrangers et de fidèles de Saddam. La version la plus souvent reprise racontait que quatre hommes de Blackwater, d’innocents “contractuels civils” avaient été massacrés par des Irakiens assoiffés de sang à Fallouja alors qu’ils livraient de la nourriture. Après l’incident, Kimmit raconta à des journalistes que les hommes de Blackwater étaient là “pour apporter de l’aide et de la nourriture à cette région⁸³”, comme s’il avait parlé d’humanitaires de la Croix-Rouge. Mais à l’intérieur de Fallouja et partout ailleurs en Irak, l’embuscade était considérée autrement. Même si ces hommes n’étaient pas à proprement parler en service actif dans les forces américaines, cela ne changeait rien au fait qu’ils étaient américains et armés jusqu’aux dents, venus au centre de Fallouja à un moment où les forces américaines tuaient des civils irakiens et tentaient de s’emparer de la ville par la force. Le *New York Times* rapporta : “Beaucoup de gens à Fallouja pensent avoir gagné une importante victoire mercredi. Ils répètent que les quatre gardes de sécurité qui conduisaient des véhicules légers sans marque extérieure travaillaient pour la CIA. «Ces espions ne méritent que cela», dit Salam Aldulayme, un habitant de la ville et âgé de vingt-huit ans⁸⁴.”

Sur CNN, dans *Larry King Live*, le présentateur Peter Jennings d’*ABC News*, qui était revenu d’Irak quelques jours seulement avant la tuerie de Blackwater, témoigna : “Il y a maintenant une sorte de seconde armée américaine là-bas sous forme de personnel de la sécurité. On les voit presque partout dans le pays là où les membres de la coalition sont implantés. Et ils m’ont paru bien placés pour servir de cibles. Ils sont armés jusqu’aux dents. Beaucoup d’entre eux semblent sortis tout droit d’un film de Sylvester Stallone. Et ils sillonnent tout le pays. Je pense que les rebelles, quels qu’ils soient, les ont repérés et les poursuivent peut-être.

J'avoue que ce qui a eu lieu à Fallouja, aussi terrible que ce soit, ne m'a pas vraiment surpris⁸⁵."

Même si les responsables américains condamnaient la mutilation publique des corps de Blackwater, ils refusèrent de répondre aux questions portant sur la politique américaine de distribuer les photos effroyables des cadavres mutilés d'Irakiens "de grande valeur" comme preuve qu'ils avaient été tués par les forces américaines, tels les fils de Saddam, Uday et Qusay en juillet 2003. De même que Washington s'était indignée en voyant les sévices infligés aux contractuels de Blackwater, les Irakiens étaient furieux contre cette méthode de propagande américaine. A la Maison Blanche, le jour du massacre Blackwater, on demanda à McClellan si l'Administration "ne trouvait pas hypocrite de condamner le fait de montrer des corps embaumés comme preuve de mort alors que personne ne réagissait quand les corps d'Américains étaient traînés dans la rue?" En fait, la plupart des images de l'embuscade et de ses retombées, diffusées sur les chaînes américaines et dans les journaux, étaient retouchées ou floutées. Malgré tout, le message était clair. Suite aux comparaisons de plus en plus nombreuses avec la Somalie dans les médias internationaux, l'Administration riposta. "Nous n'allons pas nous retirer. On ne va pas nous faire sortir en courant", dit le secrétaire d'Etat Colin Powell, le premier responsable en chef de l'Administration Bush à faire part sans détour de sa réaction sur les meurtres de Blackwater, à la télévision allemande. "L'Amérique a les moyens de rester, de se battre contre un ennemi et de le vaincre. Nous ne fuirons pas⁸⁶."

Pendant ce temps, des journalistes commençaient à s'interroger sur l'identité de ces contractuels et sur ce qu'ils faisaient au centre de Fallouja. "Je laisserai les contractuels parler pour eux-mêmes des clients qu'ils ont en Irak. Je crois comprendre que Blackwater en a plus d'un. Mais encore une fois, c'est à vous de les contacter pour obtenir cette information. Ce n'est pas à moi qu'il faut le demander", dit Dan Senor, le porte-parole de l'occupation à Bagdad. "Nous avons bien un contrat avec Blackwater, concernant la sécurité de l'ambassadeur Bremer. Ils sont chargés de sa protection", ajouta Senor⁸⁷. Sur CNN, on demanda à Senor : "Avec tout le respect dû aux hommes qui ont perdu la vie, pensez-vous toujours que cette société est à la hauteur de la tâche qu'on lui confie?"

"Absolument", rétorqua Senor. "Nous avons la plus entière confiance en Blackwater et les autres institutions de sécurité qui protègent M. Bremer et assurent la sécurité à travers le pays⁸⁸."

Pendant ce temps-là, au siège de Blackwater en Caroline du Nord, après que les noms des quatre “contractuels civils” eurent été rendus publics, les téléphones n’arrêtaient pas de sonner. Blackwater refusa de confirmer officiellement le nom des morts, selon la politique de la société. “Il est possible que l’ennemi ait des contacts à l’intérieur des Etats-Unis”, dit l’ancien vice-président Jamie Smith. “Si vous commencez à divulguer les noms, quels qu’ils soient, et qu’ils commencent à découvrir qui sont vos amis et à leur poser des questions, cela pourrait poser un vrai problème de sécurité⁸⁹.”

Le lendemain de l’embuscade, Blackwater engagea la puissante – et influente – organisation de lobbying républicaine Alexander Strategy Group (fondée par le leader de la majorité au Congrès, Tom DeLay avec d’anciens représentants de son camp) pour aider la société à gérer sa nouvelle notoriété⁹⁰. Dans un communiqué de presse de Blackwater, on pouvait lire : “Les images insoutenables de cette attaque gratuite, et la haine dont nos amis font injustement l’objet montrent bien les conditions hors normes dans lesquelles nous travaillons volontairement pour apporter la liberté et la démocratie au peuple irakien⁹¹. Les forces de la coalition tout comme les contractuels civils et les administrateurs travaillent ensemble tous les jours avec le peuple irakien pour fournir des biens et des services essentiels comme l’alimentation, l’eau, l’électricité, et assurer une sécurité vitale aux citoyens irakiens ainsi qu’aux membres de la coalition. Même si la tâche est risquée et si nous ressentons de la peine pour nos camarades tombés, il n’en demeure pas moins que nous sommes fiers et satisfaits d’améliorer le sort du peuple irakien⁹².” Un membre républicain du Congrès, Walter Jones Junior, qui représentait le comté de Currituck en Caroline du Nord (où se trouve le siège de Blackwater), déclara que les contractuels étaient “morts au nom de la liberté⁹³”. Lors de son audition, le sénateur républicain John Warner, chef de la Commission des services armés du Sénat, ne tarit pas d’éloges sur Blackwater : “Ces personnes sont essentielles pour le travail que nous accomplissons en Irak, principalement pour la reconstruction de l’infrastructure⁹⁴.”

Mais tous ceux qui travaillaient à Blackwater n’avaient pas la même lecture de l’événement. “Je pense qu’ils meurent pour rien”, confia Marty Huffstickler, un électricien à temps partiel pour la société à Moyock. “Je ne suis pas d’accord avec ce qui se passe là-bas. Les gens de là-bas ne veulent pas de nous⁹⁵.”

Pour les Marines qui venaient juste de prendre le commandement à Fallouja, l'embuscade de Blackwater tombait au pire moment, car cela remettait radicalement en cause la stratégie du major-général James Mattis. Les commandants qui se trouvaient sur place voulaient traiter les meurtres selon les règles de la loi, aller dans la ville et arrêter ou tuer les auteurs des crimes⁹⁶. Mais à la Maison Blanche, les meurtres étaient considérés comme un sérieux défi aux objectifs des Etats-Unis en Irak – un défi qui pourrait mettre en danger le projet dans tout le pays. Bush demanda instamment à Rumsfeld et au commandant en chef américain de la région, le général John Abizaïd, la mise en place d'un plan d'actions

D'après le journal *L. A. Times* :

Selon un responsable politique, Rumsfeld et Abizaïd avaient une réponse toute prête : “une attaque précise et massive” pour s'emparer de Fallouja. C'est ce que Bush espérait entendre, confia plus tard un assistant. Ce que l'on n'avait pas dit au président, c'est que les Marines sur le terrain désapprouvaient vivement l'idée d'un assaut visant la ville entière. “Nous avons le sentiment que nous devrions laisser la situation se calmer pour ne pas donner l'impression d'attaquer par vengeance”, expliqua plus tard le lieutenant général James T. Conway. Ce dernier fit en sorte que l'information remonte jusqu'à Rumsfeld, Mais Rumsfeld et ses conseillers principaux n'étaient pas d'accord et ne firent pas part des réservations du lieutenant général Conway au président. “Si vous menacez d'utiliser la force, à un moment donné vous allez devoir démontrer votre volonté de l'utiliser vraiment”, expliqua le porte-parole du Pentagone Lawrence Di Rita. Bush approuva l'attaque immédiatement⁹⁷.

Le feu vert du président pour attaquer Fallouja fut transmis à la base des Marines, dans la banlieue de la ville. “Le président sait que ça va être sanglant”, dit Sanchez aux commandants qui se trouvaient là. “Il l'accepte⁹⁸.” Pour l'un des officiers, ces ordres se résumaient à : “Allez-y et tabassez-les⁹⁹.” Dès le 2 avril 2004, quarante-huit heures après l'embuscade, “l'Opération résolution vigilante” était mise en place en quatrième vitesse. Le sergent de Marine Randall Carter commença à stimuler ses hommes pour leur mission. “Les Marines ne sont vraiment motivés qu'en deux occasions”, déclara-t-il. “L'une quand nous partons en permission. L'autre quand nous partons pour tuer quelqu'un. Nous ne

partons pas en permission... Nous sommes ici pour une seule chose, dompter Fallouja. Et c'est ce que nous allons faire¹⁰⁰." Pendant ce temps, à l'intérieur de la ville, les habitants de Fallouja se préparaient eux aussi à une bataille que beaucoup pensaient inévitable.

Avant que les troupes américaines se lancent totalement à l'assaut de la ville, le second de Bremer, Jim Steele, haut conseiller aux forces de sécurité irakiennes, fut envoyé secrètement à Fallouja avec une petite équipe de soldats irakiens formés par les Américains et des personnes que Steele présentait comme des "conseillers des Etats-Unis¹⁰¹". Steele avait été très récemment un cadre d'Enron avant d'être recruté pour cette mission en Irak par Paul Wolfowitz¹⁰². La longue expérience de Steele des "sales guerres" américaines en Amérique centrale représentait son point fort aux yeux du gouvernement. En tant que colonel au sein des Marines au milieu des années quatre-vingt, Steele avait été une figure clé de la "contre-insurrection" dans la sanglante guerre entretenue par les Etats-Unis au Salvador. Il coordonnait le groupe militaire américain¹⁰³, supervisant l'aide militaire de Washington et entraînant les escadrons de la mort de l'armée salvadorienne en lutte contre la guérilla gauchiste du FMLN¹⁰⁴.

Steele joua un rôle similaire avec les forces irakiennes formées par les Américains au début de l'occupation et occupait une place essentielle dans le programme connu sous le nom de "Salvadorisation de l'Irak¹⁰⁵". Avec cette stratégie, "les soldats américains se dirigent de plus en plus vers un rôle de mission consultative du style El Salvador", écrivit Peter Mass dans le *New York Times*. "Dans ce processus, ils soutiennent les forces locales, qui comme les militaires au Salvador ne craignent pas la violence. Ce n'est pas une pure coïncidence si cette nouvelle stratégie est plus visible dans une unité paramilitaire dont Steele est le conseiller principal ; ayant été un participant de poids dans le conflit au Salvador, Steele sait comment organiser une campagne contre-insurrectionnelle menée par des forces locales¹⁰⁶."

Après l'embuscade contre les hommes de Blackwater, Steele affirma que sa mission "secrète" en avril 2004 consistait à récupérer les corps des hommes de Blackwater et à "juger de la situation de l'ennemi¹⁰⁷". Peu de temps après cette mission, il exposa ce qu'il pensait être la meilleure solution. "A Fallouja, avoir la main lourde présente un intérêt", dit-il. "C'est la seule chose que ces types peuvent comprendre¹⁰⁸." La "ville des mosquées" se retrouverait

bientôt assiégée tandis que le rêve de Bremer de “nettoyer” Fal-louja allait trouver une justification. Pendant que les chefs américains préparaient leurs troupes à l'attaque, la cote de Blackwater grimpait en flèche à Washington, et les hommes d'Erik Prince allaient bientôt se retrouver au beau milieu du second front de résistance à surgir contre l'occupation, cette fois-ci dans la ville chiite sacrée de Nadjaf.

NADJAF, LE 4 AVRIL 2004

Alors que les Marines se préparaient à envahir Fallouja, à Washington, les actions de la société d'Erik Prince affichaient une hausse spectaculaire. Quelques jours plus tard, Prince et d'autres cadres de Blackwater furent reçus à Capitol Hill en tant qu'invités d'honneur des plus puissants et influents législateurs du groupe des républicains, les hommes qui dirigeaient de fait le Congrès des Etats-Unis. Blackwater y fut salué comme "commanditaire privilégié" dans la guerre contre la terreur¹. Mais alors que les carnets de commande se remplissaient, Prince dut faire face à une nouvelle crise impliquant ses mercenaires. Car si à Fallouja la mort des quatre hommes de Blackwater avait déclenché un assaut des forces régulières américaines, à Nadjaf, ce furent les hommes de Blackwater qui se trouvèrent engagés, comme combattants actifs, dans une longue journée de bataille contre des centaines de partisans du véhément leader religieux Moqtada al-Sadr. Nadjaf, la ville sainte chiite, où Blackwater avait pour mission de veiller sur les responsables du quartier général de l'occupation américaine...

Lors des semaines précédant l'embuscade du 31 mars à Fallouja, l'Administration Bush avait entamé une véritable campagne de répression contre Sadr, considéré par Bremer et la Maison Blanche comme un obstacle au principal objectif américain à l'époque : le soi-disant "transfert de souveraineté" prévu pour juin 2004. Fils d'un religieux vénéré assassiné par les soldats de Saddam, Sadr s'était distingué, dans l'Iran occupé, comme commandant de l'armée du Mahdi – le nom d'un messie chiite – et peut-être comme l'adversaire le plus virulent et le plus populaire de l'occupation américaine². L'Administration et Bremer estimaient que tout comme les rebelles sunnites de Fallouja, Sadr et son mouvement d'insurrection chiite devaient être jugulés. En avril 2004, tandis

que les Etats-Unis lançaient simultanément des guerres anti-insurrectionnelles contre les principales mouvances sunnites et chiïtes, Blackwater allait jouer un rôle décisif au moment le plus crucial de l'occupation de l'Irak, une période qui allait modifier de façon irréversible le déroulement de la guerre. Le monde s'en souviendrait comme du moment où l'insurrection anti-américaine éclata.

Le massacre des hommes de Blackwater à Fallouja avait fait la une des journaux internationaux pendant plusieurs jours, et est encore considéré comme l'un des symboles de cette guerre. Mais l'importance du rôle joué par les forces de Blackwater pendant le soulèvement chiïte de Nadjaf, cinq jours après ce massacre, fut à peine remarquée. Pourtant, cet épisode, qui vit des mercenaires de Blackwater donner des ordres à des soldats américains officiels pendant une bataille, mit brutalement en lumière l'ampleur sans précédent avec laquelle l'Administration de Bush avait sous-traité la guerre.

Durant l'année qu'il passa en Irak, Paul Bremer appuya le développement de politiques favorisant l'apparition de nombreux mouvements de résistance contre l'occupation qui atteignirent leur apogée en avril 2004. "Il avait fallu trois ans aux Britanniques pour que, en 1920, les sunnites *et* les chiïtes deviennent finalement leurs ennemis", analysait, à Fallouja, Robert Fisk, un correspondant de guerre britannique des plus chevronnés. "Les Américains, eux, y sont parvenus en un peu moins d'un an³!" La dissolution de l'armée irakienne et le licenciement de milliers de fonctionnaires subissant le programme de "débaassification" de Washington avaient mis au chômage des milliers d'hommes en âge de se battre, et ils entrèrent dans la résistance. Les Irakiens voyaient les compagnies étrangères – la plupart américaines – s'étendre à travers leur pays et empocher d'énormes bénéfices alors qu'eux-mêmes vivaient dans la misère et l'insécurité. De plus, les victimes des crimes américains n'avaient pratiquement aucun recours pour se défendre⁴.

La situation humanitaire désespérée, les meurtres et les disparitions des civils irakiens avaient ouvert une voie royale aux chefs religieux. Ils offraient sécurité et services sociaux en échange de la loyauté. Ce phénomène devint encore plus évident quand Moqtada al-Sadr fut reconnu comme un héros de la résistance nationale. Dans le chaos et l'horreur qu'avait entraînés la tactique "Choc et effroi", Sadr avait été parmi les rares personnalités du pays à s'intéresser à l'extrême pauvreté et à la souffrance des Irakiens et avait

créé un important réseau d'institutions sociales dans ses secteurs d'influence, comme l'immense bidonville de Sadr City à Bagdad, dont les 2 millions d'habitants avaient depuis longtemps été abandonnés par le régime de Saddam. Dès lors que la politique de débaassification menée par Bremer démantelait les institutions sociales et la protection légale, le réseau de Sadr proposait des solutions de rechange qui lui attiraient des milliers de nouveaux partisans. "Immédiatement après l'invasion, Sadr déploya des disciples habillés en noir pour patrouiller dans les bidonvilles chiites de Bagdad", rapporta le *New York Times*. "Ses hommes offraient du pain, de l'eau et des oranges. Ils garantissaient aussi la sécurité. Sadr avait repéré des besoins et les avait comblés⁵." D'autres personnalités religieuses ou politiques rivalisaient pour se faire une place au sein des nouvelles institutions établies par les Américains. Mais Sadr, lui, rejetait tout en bloc. En août 2003, ses milices comptaient environ 500 membres; en avril 2004, environ 10 000⁶.

La montée en crédibilité et en popularité de Sadr, tout comme ses discours féroces contre l'occupation – et particulièrement contre Bremer – lui valurent bientôt d'être qualifié d'"hors-la-loi" par les Américains. La date butoir de juin 2004 approchait rapidement. Les Etats-Unis pensaient qu'il fallait arrêter tout autant Sadr que les militants sunnites de Fallouja.

Washington considérait depuis longtemps Sadr comme l'ennemi principal du "nouvel" Irak. Des hauts dirigeants américains, y compris Paul Wolfowitz, le vice-secrétaire à la Défense, et le général Ricardo Sanchez, le plus haut gradé de l'armée américaine en Irak, échaufdaient depuis des mois des plans pour le neutraliser. "Dès le départ, on en était arrivés à la conclusion que cet individu allait nous causer des ennuis et qu'il fallait le maîtriser", rapporta un officier supérieur américain au *Washington Post*. "Mais nous n'avions pas de plan très précis⁸." Tout changea en mars 2004 quand Bremer se lança dans une guerre sans merci contre Sadr, ses institutions et ses partisans. Alors que Bremer et l'Administration Bush s'engageaient dans une grande campagne de propagande pour le "transfert", Sadr se répandait en injures contre l'occupation et ses collaborateurs dans le pays. Il exigeait le retrait des Etats-Unis et avait baptisé son armée du Mahdi "l'ennemie de l'occupation". Sadr n'était pas qu'un simple religieux chiite, mais également un nationaliste irakien, parlant la langue de la rue et agrémentant souvent ses sermons d'argot et de références culturelles.

D'après le *Washington Post*, les Etats-Unis craignaient depuis longtemps qu'en poursuivant Sadr, on ne renforce sa popularité déjà croissante et qu'on en fasse un martyr. Le quotidien indiquait, que, dès mars, "les méthodes de Bremer avaient changé¹⁰". Le 28 mars, les troupes américaines firent une descente à Bagdad dans le bureau d'*Al Hawza (Le Séminaire)*, petit hebdomadaire hostile à l'occupation et appartenant à Sadr. Ils expulsèrent le personnel et condamnèrent la porte avec un gros cadenas¹¹. Dans une lettre écrite dans un arabe "concis et sobre" et tamponnée par l'Autorité provisoire de la coalition¹², Bremer accusa le journal *Al Hawza* de violer l'Ordre 14 en "tentant d'entraver la sécurité publique et en incitant à la violence¹³". Bien que les responsables américains n'aient pu citer aucun article de ce journal encourageant des attaques contre les forces de l'occupation, Bremer fournit deux exemples de ce qu'il considérait comme de fausses informations. L'une d'elles était un article intitulé : "Bremer suit les traces de Saddam¹⁴." L'intervention contre Sadr fut menée avec le soutien de l'Administration Bush. "Nous croyons à la liberté de la presse", déclara Dan Senior, le porte-parole de Bremer, "mais si nous laissons passer ça, des gens mourront. Certains discours sont conçus pour inciter à la violence, et nous ne le tolérerons pas¹⁵". Ces mesures de répression allaient se révéler être une terrible erreur de calcul de la part de Bremer. *Al Hawza* était nommé ainsi en mémoire d'un séminaire chiite vieux de mille ans qui, de tout temps, avait encouragé la révolte contre les occupants étrangers, particulièrement contre les Britanniques dans les années vingt¹⁶. "Ces derniers mois, la cote de popularité d'al-Sadr avait baissé", écrivait Mohamed Bazzi, un ancien correspondant de *Newsday* en Irak. "Mais après que les soldats américains eurent fermé son hebdomadaire à Bagdad le 28 mars, l'accusant d'incitation à la violence, le jeune ecclésiastique réussit à conquérir de nouveaux appuis et s'imposa comme le critique le plus acharné de l'occupation américaine¹⁷." L'interdiction d'*Al Hawza* déclencha immédiatement d'énormes manifestations et alimenta les spéculations sur l'intention de Bremer d'arrêter Sadr¹⁸. Finalement, les manifestations s'étendirent jusqu'aux portes de la Zone verte, où les manifestants scandaient : "Un mot de vous, Moqtada, et nous referons la révolution comme en 1920¹⁹!"

Il y avait de sérieux signes de mécontentement, à travers l'Irak, et un soulèvement national de chiites et de sunnites couvait. Et ce avant même que les Etats-Unis aient lancé leurs attaques contre

Sadr. Deux jours avant que Bremer ferme les locaux d'*Al Hawza*, les forces américaines avaient fait une descente dans un quartier de Fallouja, tuant au moins quinze Irakiens au cours d'un accrochage et provoquant en cela la colère de nombreux sunnites²⁰. Lors de l'embuscade des quatre contractuels de Blackwater, le 31 mars à Fallouja, le sud du pays était déjà au bord du chaos, avec des dizaines de milliers de chiites descendant dans les rues. Le 2 avril, au cours de la prière du vendredi, Sadr déclara : "Je suis la main qui frappe au nom du Hezbollah et du Hamas en Irak²¹." Tandis que les forces américaines se préparaient à assiéger Fallouja, Bremer mit de l'huile sur le feu d'une situation déjà explosive en ordonnant l'arrestation du lieutenant de Sadr, Mustafa Yaqubi, placé en garde à vue le samedi 3 avril 2004²². Pour Sadr, ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Il exhorta ses fidèles à se soulever ouvertement et violemment contre l'occupant.

Après l'arrestation de Yaqubi, des milliers de disciples de Sadr prirent d'assaut les bus de Bagdad pour se rendre au quartier général de leur chef spirituel à Kufa, à côté de la ville sainte de Nadjaf²³, où beaucoup croyaient que Yaqubi était retenu par les forces de l'occupation. Les routes étaient encombrées par des milliers d'hommes prêts à se battre. "Ce n'est pas nous qui avons choisi le moment du soulèvement", dit Fuad Tarfi, le porte-parole de Sadr à Nadjaf, "ce sont les forces de l'occupation qui l'ont provoqué²⁴". Juste après l'aube, le dimanche 4 avril, l'armée du Mahdi commença à s'emparer des bâtiments administratifs de la région. Les chefs de la police locale se rendirent immédiatement, ainsi que les administrateurs d'un autre bâtiment public. Une foule énorme commença alors à s'avancer vers son véritable but : le quartier général de l'occupation à Nadjaf, institution placée sous la garde de Blackwater.

04/04/04

Au matin du 4 avril 2004, alors que le soleil se levait sur la ville sainte chiite de Nadjaf, quelques hommes de Blackwater, installés sur le toit, protégeaient le quartier général de l'Autorité provisoire de la coalition. A cette époque, la présence militaire à Nadjaf était faible car des chefs religieux chiites avaient exigé, lors de négociations, le départ des troupes américaines. Le contrat de Blackwater en Irak concernait la protection de Paul Bremer,

mais également la sécurité de cinq quartiers généraux de l'occupation américaine, dont celui de Nadjaf². Tout comme le reste du monde, les gardes de Blackwater à Nadjaf savaient quel sort tragique leurs collègues avaient subi quelques jours plus tôt à Fallouja. Et en plein soulèvement national, ils observaient à présent une manifestation déchaînée de fidèles de Moqtada al-Sadr s'approchant de Camp Golf, l'ancien campus de l'université de Kufa, réaffecté en quartier général de l'occupation. Blackwater n'avait que huit hommes pour garder le site et une poignée de soldats salvadoriens. Le hasard avait voulu que quelques Marines soient également présents.

Le caporal des Marines Lonnie Young était en Irak depuis 2004. Vingt-cinq ans, natif de la petite ville de Dry Ridge, 2 000 habitants, dans le Kentucky, il était en poste en Irak comme responsable des systèmes de communication de la Défense. Le matin du 4 avril, il installait l'équipement de communication de Camp Golf à Nadjaf. "En franchissant le portail d'entrée, j'ai remarqué un petit groupe de manifestants dans les rues", indiqua Young dans un rapport officiel du corps des Marines concernant les événements de la journée²⁶. "Lorsque nous sommes arrivés dans l'enceinte de la base, de nombreux soldats de la coalition en «tenue de combat» se tenaient près du portail de l'entrée." Young et ses collègues rencontrèrent le commandant local de la coalition, un officier espagnol, puis montèrent sur le toit du bâtiment pour y installer l'équipement de communication. Environ vingt-cinq minutes plus tard, Young avait terminé sa tâche. Malgré le début de la manifestation près du camp, Young tenta de faire un somme de dix minutes à l'arrière de son camion "car il me restait encore environ vingt minutes avant d'aller manger". Mais quelques instants plus tard, un collègue de Young le réveilla pour lui dire que l'installation ne fonctionnait pas très bien. "Je lui ai dit que j'arrivais tout de suite pour contrôler", dit Young. "Je me suis habillé, j'ai saisi mon arme, et j'étais sur le point de sortir du camion quand j'ai entendu le bruit caractéristique des rafales d'une kalachnikov dans la rue, juste devant la base." Young raconte qu'il s'empara rapidement de son équipement et entra dans le bâtiment de la CPA. Il monta sur le toit pour rejoindre les huit contractuels de Blackwater et les soldats salvadoriens. Young se positionna sur le toit et prépara sa mitrailleuse M249 SAW. Il regarda fixement dans la lunette de son arme, observant le déroulement de l'action en contrebas et attendant les ordres. "Après ce qui me parut être une

éternité, dit Young, en fait quelques secondes, j'ai pu voir des gens sortir d'un camion et courir... Un des Irakiens se jeta rapidement à plat ventre et tira plusieurs rafales sur nous. J'ai commencé à hurler que j'en avais un dans ma ligne de mire et j'ai demandé si je pouvais ouvrir le feu." Mais il n'y avait aucun officier de l'armée américaine. Et c'est ainsi que le caporal Lonnie Young, en service actif dans le corps des Marines des Etats-Unis, allait ce jour-là suivre les ordres de mercenaires privés de Blackwater.

Young se rappelle avoir hurlé : "Avec votre permission, chef, j'ai une bonne cible!" Et il poursuit : "Les types de la sécurité de Blackwater ont finalement donné l'ordre d'ouvrir le feu. J'ai réglé ma lunette sur la cible et j'ai appuyé sur la gâchette. Je pouvais voir que l'homme, vêtu d'une djellaba blanche, tenait une kalachnikov dans la main droite. Il semblait courir aussi vite qu'il pouvait quand j'ai tiré une courte rafale de 5,56 mm. A travers ma lunette, j'ai pu voir l'homme tomber sur le trottoir. Je me suis arrêté une seconde, j'ai levé la tête de mon arme, et j'ai vu l'homme étendu dans la rue, immobile."

"Une étrange sensation m'a envahi", se rappelle Young. "De nombreuses émotions se bousculaient à la fois. Un sentiment d'accomplissement, de bonheur, de tristesse, tout cela a surgi en moi en même temps."

Alors que Young et Blackwater soutiennent que ce furent les Irakiens qui ouvrirent la fusillade ce jour-là, d'autres témoins interviewés par des journalistes sur les lieux de l'incident affirment que la bataille commença quand les forces chargées de la sécurité du quartier général de l'occupation tirèrent avec des munitions percutantes sur les manifestants rassemblés. "Très inquiets de cette foule qui continuait de s'approcher d'eux, les soldats postés sur le toit tirèrent des balles percutantes pour tenter de la disperser, ce qui, au contraire, ne fit qu'exacerber sa colère", écrit Anthony Shadid, correspondant du *Washington Post*. "Il est possible qu'ils soient passés aux balles réelles, aux lance-grenades et aux mortiers²⁷." L'évaluation du nombre de manifestants s'étant rassemblés ce jour-là en dehors du quartier général des forces de la coalition varie entre 700 et plus de 2 000.

Quelle que soit la façon dont la fusillade ait réellement commencé, il est certain qu'une fois amorcée les hommes de Blackwater, les Salvadoriens et le caporal Young vidaient chargeur après chargeur, tirant des milliers de balles et des centaines de grenades de 40 mm dans la foule²⁸. Ils tirèrent tellement que

certains parmi eux devaient s'arrêter toutes les quinze minutes pour laisser refroidir leur arme²⁹. Les hommes de Sadr ripostèrent avec des lance-grenades et des AK-47³⁰. Shadid rapporta : "À un moment, des témoins virent un véhicule transportant quatre soldats salvadoriens être pris d'assaut avant d'arriver au portail. Les manifestants se ruèrent sur les passagers terrifiés. Ils firent un prisonnier et l'exécutèrent sur place en lui mettant une grenade dans sa bouche et en tirant sur la goupille. On vit [plus tard] deux des autres soldats, le visage tuméfié des coups qu'ils venaient de recevoir, menés par des hommes armés à l'intérieur de la mosquée³¹."

En plein combat, plusieurs officiers de la police militaire en service actif rejoignirent alors sur le toit les soldats dirigés par des hommes de Blackwater. Un soldat privé filma en vidéo une partie de la bataille, laquelle fit rage pendant plus de quatre heures. Cette vidéo diffusée sur internet fournira une documentation historique remarquable sur les événements du 4 avril 2004³².

Des tireurs irakiens embusqués touchèrent trois des hommes qui protégeaient le quartier général de la coalition provisoire. D'après le caporal Lonnie Young, un membre de Blackwater fut atteint et le sang jaillit à plus d'un mètre de son visage. "Je pouvais voir un trou de la taille d'une pièce de 25 cents dans sa mâchoire", se souvient-il. "Le type avait déjà perdu près d'un demi-litre de sang. J'ai essayé d'appuyer sur la blessure et d'arrêter le sang de cette façon, mais le sang giclait entre mes doigts." Young précise qu'il plongeait sa main dans la blessure et maintint fermée l'artère carotide en la pinçant. Puis il souleva le blessé et le confia à un médecin de Blackwater avant de retourner à son poste sur le toit. Une photo prise ce jour-là montre Young sur le toit pointant sa mitrailleuse saw sur la foule. À ses côtés et derrière lui, on reconnaît des hommes de Blackwater, avec leurs lunettes de soleil. "J'ai dû plisser les yeux pour voir les rues et j'ai vu des centaines d'Irakiens allongés, morts", raconta Young. "C'était un spectacle incroyable. Malgré tous les morts qui gisaient sur le sol, les Irakiens continuaient à courir vers le portail. J'ai ouvert le feu une nouvelle fois. Vidant les chargeurs de munitions l'un après l'autre, j'ai regardé les gens habillés de djellabas blanches et noires s'écrouler dans ma ligne de mire. Tout ce à quoi je pouvais penser à ce moment-là se résumait à tuer ou à être tué. J'ai eu l'impression que nous étions en train de perdre du terrain. En fait, c'était le cas, mais cette sensation me poussait à me battre encore plus durement."

Blackwater déclara plus tard que pendant toute la bataille, ses hommes avaient essayé, mais sans succès, d'entrer en contact avec les chefs de l'armée américaine. Un cadre supérieur de Blackwater, Patrick Toohey, dit au *New York Times* qu'à un certain moment, la foule s'approchait rapidement de l'enceinte alors qu'"il ne restait plus [aux soldats de Blackwater] que quelques dizaines de munitions, moins de dix balles par homme"³³. Les hommes assiégés réussirent finalement à contacter le quartier général de Blackwater à Bagdad. En l'espace de quelques instants, le personnel de Paul Bremer donna le feu vert à Blackwater pour envoyer trois hélicoptères Ass Monkeys de la société, ceux-là même utilisés pour la sécurité de Bremer, pour livrer plus de munitions³⁴. L'équipage de l'hélicoptère vint aussi au secours du caporal Young, blessé³⁵. "Nous sommes sortis en courant et j'ai vu trois hélicoptères posés là", se souvint Young. "J'ai couru jusqu'à l'hélicoptère le plus éloigné et me suis mis à la place du passager. J'avais les nerfs à vif au moment du décollage. Je n'avais ni gilet pare-balles ni même une arme. J'ai regardé tout autour de la base et j'ai vu que tout le monde tirait... Je me suis senti presque sans défense, assis là." Finalement l'hélicoptère transporta le Marine en un lieu sûr. "Aucun problème avec [Bremer] s'ils prenaient des risques pour sauver des vies américaines", déclara Toohey³⁶. Sur une autre vidéo prise sur le toit de la CPA à Nadjaf, on peut voir des hélicoptères larguer du ravitaillement en munitions³⁷.

Le soldat privé Ben Thomas – qui a reconnu avoir tué un Irakien avec des balles en "alliage" non accréditées en septembre 2003³⁸ – a raconté qu'il se trouvait sur le toit, ce jour-là, à Nadjaf. Deux ans après la bataille, alors que la vidéo avait largement circulé sur internet, Thomas se répandit en invectives contre ceux qui critiquaient la conduite des membres de Blackwater ce jour-là. "Imaginez-vous, épaule contre épaule avec 8 de vos camarades pendant que 1 200 soldats de l'armée du Mahdi tirent à 300 mètres à peine, sur les trois flancs ? Et ensuite entendre critiquer les actions de mes potes sur la base d'une mauvaise vidéo ? (*sic*)", écrivit Thomas sur le forum du site internet d'une société de soldats privés, auquel il participe souvent³⁹.

Les Forces spéciales américaines entrèrent finalement dans Nadjaf et la foule fut dispersée⁴⁰. A la fin de la bataille, nul ne connaissait le nombre d'Irakiens morts dans les rues. D'après le caporal Young, il y en avait des centaines. D'autres estimations évaluent ces pertes entre 20 et 30 morts et 200 blessés⁴¹. Comme

Blackwater assurait la protection du bâtiment et coordonnait sa défense, il n'existe aucun rapport militaire officiel expliquant le début de l'incident⁴². Blackwater reconnut que ses hommes avaient tiré des milliers de balles dans la foule, mais le vice-président Patrick Toohey indiqua au *New York Times* que ses soldats "s'étaient battus et avaient tiré sur chaque combattant avec précision". Par la suite, d'après le *Times*, Toohey "insista sur le fait que ses hommes n'avaient pas attaqué du tout. «Nous dirigions une opération de sécurité» se défendit-il. «La distinction entre défense et attaque... s'est estompée»". A la fin de la vidéo amateur de la bataille de Nadjaf, on peut voir des Irakiens embarqués à l'arrière d'un camion, cagoulés, les mains liées par des menottes en plastique. L'un des hommes semble pleurer sous sa cagoule, le visage enfoui dans ses mains.

Ce qui ressortait clairement de la vidéo et des souvenirs du caporal Young relatifs à cette journée est que Blackwater dirigeait l'opération, donnant même des ordres à un Marine en action pour ouvrir le feu. "Quand vous êtes à portée de tir, tout le monde serre les rangs pour faire ce qu'il faut", expliqua Chris Taylor, de Blackwater. Il félicita le caporal Young après avoir appris de quelle façon il avait réapprovisionné en munitions les membres de Blackwater qui se battaient depuis le toit. "Il devrait être fier de la façon dont il a agi", affirma Taylor⁴³. L'après-midi, le commandant en chef en Irak, le lieutenant général Ricardo Sanchez, et son second, le brigadier général Mark Kimmit, étaient sur les lieux. En évoquant cette bataille, Kimmit ne cita jamais Blackwater mais fit l'éloge de l'opération menée par ses hommes : "Je sais qu'il y avait hier sur un toit à Nadjaf un petit groupe de soldats américains et de soldats de la coalition... qui venaient juste de vivre trois heures et demie de combat, je les ai regardés dans les yeux, ils semblaient calmes. Ils savaient pourquoi ils étaient là. Ils avaient eu trois blessés. Nous étions assis là, parmi les douilles, et, pour le dire franchement, sur le sang de leurs camarades, et ils étaient tout à fait sûrs d'eux. Ils l'étaient pour trois raisons : un, parce qu'ils sont parfaitement bien entraînés; deux, parce qu'ils sont extrêmement forts dans ce qu'ils ont à faire; et trois, parce qu'ils savaient pourquoi ils étaient là⁴⁴." Toohey, de Blackwater, reconnaissant l'utilisation croissante de soldats privés, conclut : "C'est une dimension vraiment nouvelle dans la conduite d'une guerre. Pensez-y. En fait, vous engagez des civils pour accomplir des tâches du ressort de l'armée⁴⁵."

Les Irakiens, et plus particulièrement les partisans de Sadr, se souviennent du 4 avril comme d'un massacre dans l'une des villes les plus saintes pour les musulmans chiites – des religieux se trouvaient effectivement parmi les blessés ce jour-là⁴⁶. Pour les hommes de Blackwater et le caporal Young, ce fut le jour où, vaille que vaille, ils repoussèrent des hordes de miliciens armés et en colère, déterminés à les tuer et à assiéger un bâtiment que le gouvernement les avait chargés de protéger. "J'ai pensé : «Mon heure est venue. Je vais mourir en beauté.»" raconta plus tard Lonnie Young au *Virginian-Pilot*. "S'il fallait que je meure, ce serait en défendant mon pays⁴⁷." Tandis que des dizaines d'Irakiens tombaient sous les balles et que Blackwater gardait le contrôle du bâtiment de la CPA, la bataille enhardissait encore les soldats de Sadr et de ses partisans. Cet après-midi-là, d'après le *Washington Post*, "les haut-parleurs de la mosquée de Kufa annonçaient que l'armée du Mahdi tenait Kufa, Najaf, Nasiriyah et Sadr City, le bidonville chiite surpeuplé de Bagdad". "Le poste de contrôle du pont menant à Kufa et Najaf était aux mains de jeunes miliciens. Et beaucoup d'officiers de police irakiens, payés et entraînés par la coalition dirigée par les Américains, s'étaient joints à l'attaque de leur propre base⁴⁸." Alors qu'il annonçait la nomination de deux nouveaux ministres de la Défense et des Services secrets irakiens, Paul Bremer aborda ce même jour le sujet de la bataille à Najaf. "Ce matin, à Najaf, un groupe de personnes a dépassé les bornes en optant pour la violence... Nous ne le tolérerons pas⁴⁹."

Juste avant le coucher du soleil à Najaf, Moqtada al-Sadr lança un appel pour cesser les manifestations, exhortant en fait ses partisans à un soulèvement. "Terrorisez votre ennemi", dit-il. "Dieu vous récompensera pour ce qui lui plaît... Il n'est pas possible de rester muet face à leurs exactions⁵⁰." Cette nuit-là, l'armée entra dans le secteur de Sadr City à Bagdad. Le porte-parole de l'armée américaine indiqua que des avions et des hélicoptères de combat étaient en train de riposter aux accrochages de Najaf, tandis que l'agence de presse Reuters diffusait des images de chars écrasant des voitures civiles à proximité⁵¹. Alors que les ordres de Sadr se propageaient, ses miliciens montaient des embuscades contre les forces américaines, y compris à Sadr City (le fils de l'activiste pacifiste Cindy Sheeman, Casey, un expert de l'armée américaine, y trouva la mort⁵²). Il y eut en tout 8 morts et 50 blessés parmi les soldats américains à Sadr City le 4 avril et un nombre inconnu d'Irakiens⁵³. Le major général Martin Dempsey, chef de la

première Division Blindée, se rappellera plus tard que les combats à Sadr City, ce jour-là, furent “la plus importante fusillade depuis la chute de Bagdad, un an auparavant⁵⁴”. Les partisans de Sadr allaient finalement monter des insurrections dans plus de huit villes en Irak.

Le lundi 5 avril 2004, Paul Bremer accusa officiellement Moqtada al-Sadr d’être un hors-la-loi. “Il cherche à imposer son propre pouvoir à la place du pouvoir légitime”, déclara-t-il. “Nous ne le permettrons pas. Nous rétablirons la sécurité et l’ordre public que le peuple irakien attend⁵⁵.” Quelques heures plus tard, les autorités d’occupation lançaient un mandat d’arrêt contre Sadr⁵⁶. Cela s’avérerait une décision désastreuse, qui allait considérablement augmenter son influence. Les mesures de répression contre Sadr, associées à la situation de Fallouja, uniraient brièvement les sunnites et chiites dans une guérilla contre l’occupant.

Pendant ce temps, aux Etats-Unis, on assistait à un vif débat au sujet du recours de plus en plus fréquent à des contractants privés, phénomène nouveau qui découlait sans doute des actions de Blackwater à Fallouja et à Nadjaf. Dans un éditorial anonyme, le *New York Times* qualifiait l’embuscade de Fallouja de “preuve préoccupante d’une Amérique tributaire en matière de prestation d’armes à feu” et la fusillade de Nadjaf de symbole du fait que “le Pentagone confiait à des prestataires extérieurs une part de ses responsabilités fondamentales concernant la sécurité en Irak au lieu d’assumer le besoin croissant de soldats⁵⁷”. L’éditorial du *Times* annonçait que “le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld s’était engagé à ce que le Pentagone continue à chercher différentes manières de «faire appel à des sous-traitants et à privatiser». S’agissant de la sécurité fondamentale et du rôle du combat, cette décision est pour le moins discutable. Le Pentagone devrait recruter et former plus de soldats plutôt que de courir le risque de créer une nouvelle race de mercenaires⁵⁸.” Tandis que les critiques à propos de la privatisation de l’armée se faisaient de plus en plus virulentes, Blackwater était au contraire adulée dans d’autres cercles, particulièrement par la direction du Congrès républicain. Si l’on avait pu en douter, il était clair maintenant que Blackwater était un acteur d’importance dans la guerre. La nuit où Nadjaf était sous le feu, à des centaines de kilomètres au nord-ouest, plus d’un millier de Marines américains encerclaient Fallouja et se préparaient à venger coûte que coûte les quatre soldats privés de Blackwater tués cinq jours plus tôt.

“EN SOUVENIR DES AMÉRICAINS DE BLACKWATER”

La rébellion chiite progressait en Irak mais la Maison Blanche restait déterminée à écraser les sunnites à Fallouja. L’embuscade dont avaient été victimes les hommes de Blackwater dans ce bastion sunnite donnait en effet un prétexte idéal à l’Administration américaine – appuyée en ce sens, et avec enthousiasme, par Paul Bremer, encore présent à Bagdad – pour lancer une attaque d’envergure contre cette ville. Elle était devenue un symbole de leur incapacité à contrôler le pays, et reculer devant les insurrections sunnites et chiites les plus déterminées aurait été l’aveu d’un échec rappelant celui de Mogadiscio. C’était également envoyer le message que les Etats-Unis perdaient une guerre dont le président Bush avait déclaré qu’elle était “mission accomplie”. Bremer et l’Administration avaient donc calculé qu’en “pacifiant” Fallouja et en se servant du leader chiite Moqtada al-Sadr comme d’un exemple, ils pourraient éliminer “chirurgicalement” la résistance organisée en Irak. Et que si cette désastreuse politique causait la mort de dizaines de milliers d’Irakiens et de centaines d’engagés américains, elle favorisait aussi les juteuses affaires de Blackwater et de ses amis mercenaires.

Le premier siège de Fallouja commença le 4 avril 2004, le jour de la fusillade de Blackwater à Nadjaf. Le nom de code de cette opération : “Opération fermeté vigilante” (*Operation Vigilant Resolve*). La nuit tombée, plus de 1 000 Marines et deux bataillons de l’armée irakienne encerclèrent Fallouja, une ville de 350 000 habitants. Des chars, des mitrailleuses lourdes et des blindés Humvees se positionnèrent sur les axes routiers principaux. Un blocus, délimité par des barbelés, fut mis en place, des civils capturés, et les Marines organisèrent des “camps” de détenus¹. Les forces américaines prirent le contrôle de la station

de radio de Fallouja et diffusèrent des émissions de propagande appelant les habitants à coopérer et à dénoncer les combattants de la résistance. La police irakienne de Fallouja, quant à elle, distribua des tracts dans les mosquées annonçant l'embargo sur les armes, le couvre-feu de dix-neuf heures à six heures du matin², et placarda des avis de recherche sur les hommes impliqués dans l'attaque contre les hommes de Blackwater³. Les Marines creusèrent des tranchées près d'un cimetière des faubourgs de la ville et des tireurs d'élite prirent position sur le toit d'une mosquée⁴. La communication était en place. Le lieutenant James Vanzant, du Premier Corps expéditionnaire des Marines, déclara ainsi aux journalistes : "La ville est encerclée. Nous pouvons maintenant traquer ces sales types⁵." Les commandants de l'armée américaine annoncèrent la couleur : traquer, maison après maison, les meurtriers des quatre hommes de Blackwater. "On recherche en priorité ces gens, morts ou vifs", déclara encore le porte-parole des Marines, le lieutenant Eric Knapp⁶. Les alliés irakiens furent d'abord envoyés pour faire comprendre aux habitants de Fallouja de ne pas résister aux soldats américains faisant irruption chez eux et de se rassembler dans une seule pièce pendant les perquisitions⁷. S'ils voulaient prendre la parole, ils devaient le faire en levant les mains⁸. Résultat : des milliers de Falloujiens fuirent la ville.

Les Forces spéciales américaines ne firent leur première incursion dans la ville qu'au matin du 7 avril, avec pour mission de tirer sur les "cibles de première importance". 2 500 Marines, issus de trois bataillons différents, engagèrent ensuite le combat, soutenus par des chars⁹. Le combat avec les résistants fit rage et les Marines durent demander un soutien aérien contre la mosquée Aziz al-Samarrai où des combattants s'étaient retranchés¹⁰. Un hélicoptère de combat Cobra AH-1W tira sur le mur d'enceinte de la mosquée. Un missile Hellfire éclata au pied du minaret¹¹. Pour finir, un chasseur F-16 attaqua en piqué et largua une bombe de 250 kilos sur le mur d'enceinte¹², tout ceci en violation flagrante de la Convention de Genève, qui interdit l'attaque des bâtiments religieux. Les Marines se défendirent par un communiqué : puisque les résistants se trouvaient à l'intérieur, "la mosquée perdait son statut de lieu protégé et devenait une cible militaire légale¹³". Des témoins racontèrent qu'une quarantaine d'Irakiens et une poignée de GI's avaient été tués lors de cette attaque¹⁴.

Durant ces combats, l'armée prit le contrôle des principaux postes de secours de Fallouja, empêchant ainsi de les utiliser pour

soigner les blessés¹⁵. Le journaliste Rahul Mahajan, l'un des rares journalistes accrédités pour couvrir cette offensive, se rappelle que “les forces américaines bombardèrent la centrale électrique dès le début de l'attaque”. “Pendant des semaines, la coupure fut totale. Seules les mosquées et les cliniques, considérées comme des bâtiments indispensables, disposaient de générateurs¹⁶.” La nourriture venait à manquer dans la ville, et un médecin témoin des faits raconta que 16 enfants et 8 femmes furent tués, le 6 avril, lors d'une attaque aérienne dans un quartier¹⁷. Le siège de Fallouja était une réalité. “Nous sommes solidement installés, et mes hommes resserrent leur étreinte”, déclara le lieutenant-colonel des Marines Brennan Byrne¹⁸. Il évoque alors une certaine résistance : “Nous leur briserons les reins. Nous les chasserons de cette ville¹⁹.” Pour lui, Fallouja était devenu le refuge des rebelles et des trafiquants. “Personne n'a jamais pris la peine de faire le ménage dans cette ville²⁰.”

Le bataillon de Byrne “a été le premier à convaincre les équipes de l'armée américaine spécialisées dans la guerre psychologique d'entreprendre une guerre d'insultes scatologiques”, révéla Bing West, écrivain militaire accrédité pour suivre l'armée américaine lors du siège de Fallouja²¹. “Ils se motivaient à trouver les insultes les plus ignobles pour que les traducteurs les crient ensuite dans les haut-parleurs. Et quand des Irakiens déboulaient d'une mosquée, fous de rage, en faisant cracher leur kalachnikov, les Marines les descendaient. Cette tactique de l'insulte et du coup de feu devenait de plus en plus populaire chez les assiégeants. Ils se moquaient de la ville en la rebaptisant «Lalafalloula» (en référence aux festivals de musique Lollapalooza) et passaient à plein volume des morceaux comme *Welcome to the Jungle*, du groupe Gun'n'Roses, ou *Hell's bells* d'AC/DC²².”

Des images du siège de Fallouja commencèrent à être diffusées, et d'abord par les réseaux de télévision arabes. La situation humanitaire telle qu'elle apparaissait était désespérée. Les manifestations étaient de plus en plus nombreuses en Irak, violemment réprimées par les forces américaines²³. Des mosquées, à Bagdad et dans le reste du pays, commencèrent à organiser des convois humanitaires pour Fallouja et à faire des réserves de sang²⁴. Le 8 avril, les responsables médicaux de la ville assiégée firent une description cauchemardesque des souffrances endurées par les habitants. On dénombrait plus de 280 victimes civiles et plus de 400 blessés.²⁵ L'armée américaine refusa de reconnaître avoir tué des civils, et accusa les combattants de la résistance de chercher à

se fondre dans la population. "Il est difficile de distinguer un civil d'un insurgé", déclara le major Larry Kaifesh. "Il est difficile de se faire une idée exacte. On doit se fier à son instinct²⁶."

Byrne, selon le *Washington Post*, "disait que seuls des insurgés avaient été tués. Il estimait que 80 % de la population de Fallouja était neutre ou favorable à la présence militaire américaine²⁷". Déclaration bien optimiste... Elle passait sous silence l'acharnement de la résistance, qui réussit, au prix d'un nombre incroyablement élevé de pertes humaines, à empêcher la prise de contrôle totale de Fallouja. "L'ennemi était bien mieux préparé qu'on ne l'avait laissé supposer aux Marines", écrivit le vétéran Thomas Ricks, journaliste au *Washington Post*²⁸, citant un document interne des Marines rendant compte de la bataille : "Les insurgés surprennent par la coordination de leurs attaques. Elles sont coordonnées, combinées, avec des tirs de lance-roquettes en salves, des attaques indirectes de diversion. L'ennemi a manœuvré efficacement, et s'est battu sans fléchir²⁹."

Après une semaine de siège, les corps commençaient à s'empiler dans les rues de la ville. Selon des témoignages, l'odeur pestilentielle de la mort était omniprésente. "Rien n'aurait pu me préparer à ce que j'ai vu à Fallouja", se rappelait un médecin de Bagdad, venu dans cette ville avec une délégation pour la paix. "Il n'y a aucune raison au monde qui puisse justifier ce que les Américains ont fait à d'innocentes personnes³⁰." Le journaliste américain indépendant Dahr Jamail réussit à s'introduire dans Fallouja, sans accréditation, une semaine après le début du siège. Entré dans la ville avec un convoi humanitaire, Jamail se retrouva dans la salle des urgences improvisée d'une modeste clinique. Il relata dans une dépêche : "Je vis un flot incessant de femmes et d'enfants qui avaient été canardés par les Américains. Ils couraient pour rentrer dans cette clinique malpropre. Les voitures roulaient à toute allure sur le trottoir en face de la clinique. Et des gens en pleurs portaient leurs proches blessés. Une femme et un enfant avaient reçu une balle à travers le cou³¹." Jamail rebaptisa Fallouja "Sarajevo-sur-Euphrate³²". Il raconta encore que "les habitants avaient transformé deux terrains de football en cimetières³³".

UNE PUNITION COLLECTIVE

Les horreurs de Fallouja révélées, l'incapacité des Américains à prendre le contrôle de la ville et la résistance courageuse de ses habitants, tout cela encourageait d'autres Irakiens à se soulever. De tout le pays, ils vinrent à Fallouja pour se battre. Harth al-Dhari, de l'Association des écoles musulmanes, put ainsi dire à des milliers de croyants rassemblés pour la prière du vendredi, en plein état de siège : “La bataille de Fallouja est la bataille historique, la bataille pour l'Irak, la bataille nationale. [...] Dieu miséricordieux, vengeance pour le sang versé. Vengeance pour ce carnage. Envoie ton armée contre les occupants. Tue-les tous. N'épargne aucun d'entre eux³⁴.”

La rhétorique américaine sur la libération de Fallouja des “combattants étrangers” et des Baassistes avait fait long feu. Il était évident pour les Irakiens que la seule justification avancée pour la destruction de Fallouja et la mort de centaines de personnes était le meurtre de quatre mercenaires américains. Pour eux, ces mercenaires étaient les seuls et véritables combattants étrangers. “Nous savons qui étaient ceux qui ont tué les contractuels américains”, déclara un religieux d'une mosquée de Fallouja à un journaliste. “Mais au lieu de négocier avec nous, Bremer a décidé de se venger.”³⁵ Même les membres du Conseil du gouvernement irakien installé par les Américains se dirent scandalisés. “Ces opérations étaient une punition collective”, déclara Adnan Pachachi, président de ce Conseil.³⁶ Trois mois plus tôt, il était assis aux côtés de la Première Dame, Laura Bush, comme invité d'honneur au Discours sur l'état de l'Union à Washington³⁷...

“Une punition collective.” C'est une expression qui, en arabe, évoque la politique israélienne à l'égard de la Palestine. Ce sont très exactement les mots qu'employa Lakhdar Brahimi, envoyé des Nations unies en Irak : “Une punition collective est certainement inacceptable, et le siège de cette ville est absolument inacceptable³⁸.” Et il posait cette question : “Entourer une ville, la bombarder, empêcher les gens d'aller à l'hôpital... Quel nom donnez-vous à cela ³⁹?”

En témoignant devant le Congrès le 20 avril, Richard Myers, chef de l'état-major interarmées, défendit l'opération sur Fallouja : “Comme vous devez vous en souvenir, nous y sommes allés à cause des atrocités commises sur les quatre hommes du personnel de sécurité de Blackwater. Ils ont été tués, puis brûlés

et accrochés à un pont. Nous y sommes allés parce qu'il était de notre devoir d'y aller et de retrouver les auteurs de ce crime. Nous y avons découvert un véritable nid de vipères, et il grouille encore aujourd'hui. Nous devons nous en occuper⁴⁰."

Ce premier siège de Fallouja, en avril, sera suivi en novembre d'une seconde attaque, encore plus tragique : des centaines de morts irakiens de plus, des dizaines de milliers d'habitants obligés de fuir leurs maisons. Un pays de plus en plus hostile et révolté. En tout, 700 frappes aériennes ont été menées. 18 000 des 39 000 bâtiments de Fallouja ont été endommagés ou détruits⁴¹. Près de 150 soldats américains ont été tués pendant cette opération. Mais ceux qui ont mené l'embuscade contre les hommes de Blackwater "n'ont jamais été retrouvés⁴²", malgré les vœux des dirigeants politiques et militaires. La preuve était faite du caractère vengeur des massacres perpétrés par l'armée américaine à Fallouja. Les Marines ont rebaptisé le pont de l'infamie "Pont Blackwater". Et quelqu'un a écrit sur l'un des parapets, au marqueur indélébile, et en anglais : "En souvenir des Américains de Blackwater tués ici même en 2004, *Semper Fidelis*. P.S. Allez vous faire foutre⁴³."

M. PRINCE SE REND À WASHINGTON

Les choses étaient très simples avant l'invasion de l'Irak. Pour la plupart des gens, les "contractuels civils", évoquaient bien plus l'image d'ouvriers du bâtiment que d'hommes en gilet pare-balles armés jusqu'aux dents et entourés de jeeps. Les familles de beaucoup de ces soldats privés déployés en Irak et en Afghanistan pensaient de même. Ces êtres qui leur étaient si chers ne pouvaient être des "contractuels civils". Leurs familles en parlaient le plus souvent comme faisant partie des "Forces spéciales" ou comme étant "dans l'armée". La vérité sur leurs employeurs ou sur le titre qu'ils portaient était sans importance pour eux. Ne faisaient-ils pas en Irak ou en Afghanistan ce qu'ils avaient toujours fait, à savoir servir leur pays? Les parents d'un soldat de Blackwater tué en Irak disaient ainsi que c'était "son patriotisme profond et son indéfectible foi qui avaient poussé [leur fils] à venir travailler en Irak¹". Ce sentiment était très répandu dans le petit monde de la communauté des militaires. Et quand les Américains apprirent, le 31 mars 2004, que quatre "contractuels civils" étaient tombés dans une embuscade à Fallouja, beaucoup des proches de ces victimes ne firent pas les rapprochements qui s'imposaient. Après tout, ces gens qu'ils aimaient n'étaient pas des civils mais bien des militaires. La mère de Jerry, Danica Zovko, habitant dans l'Ohio, entendit à la radio que des "contractuels civils" avaient été tués². Après avoir vu les images de Fallouja, elle envoya un courriel à son fils pour lui recommander la prudence : "Ils tuent des gens en Irak, comme en Somalie³."

A Leesburg, en Floride, la mère de Scott, Katy Helvenston-Wettengel, travaillait chez elle sur son ordinateur, la télévision branchée sur CNN en bruit de fond derrière elle⁴. Elle se souvient : "Les informations de midi ont subitement attiré mon attention.

Je me suis retournée pour regarder et j'ai vu cette voiture en train de brûler et j'ai pensé «Mon Dieu...»." Il ne lui était pas venu à l'esprit que les images qu'elle regardait pouvaient être celles de la mort atroce de son fils. "Quand ils ont parlé de «contractuels civils», j'ai pensé qu'il s'agissait de gens travaillant sur des pipelines ou quelque chose de ce genre. J'ai changé de chaîne en me disant que je ne pouvais pas regarder ces images plus longtemps, que c'était vraiment trop indécent." Katy Helvenston-Wettengel essaya de se remettre à son travail mais se sentit de plus en plus mal en entendant d'autres journaux télévisés parler de "contractuels de la sécurité". "Je me suis dit : «Mon Dieu ! Scotty fait bien partie des contractuels chargés de la sécurité mais en ce moment, il s'occupe de la protection de Paul Bremer à Bagdad. Il ne peut pas être à Fallouja...» Il n'était d'ailleurs même pas supposé être en mission..." Dans la soirée, Katy Helvenston-Wettengel téléphona au siège de Blackwater. Elle se présenta, lui demanda si son fils allait bien. La réceptionniste lui répondit qu'elle n'en savait rien. Katy haussa le ton : "Cela fait douze heures que l'attaque a eu lieu et vous dites ne rien savoir ! Qu'est-ce que cela veut dire ?" On finit par lui expliquer que Blackwater avait mis en place un dispositif de vérification téléphonique pour ses contractuels travaillant en Irak. "Elle me dit que cela concernait environ 400 personnes et que 250 d'entre elles avaient déjà été contactées. Je lui ai demandé si Scotty en faisait partie et elle m'a répondu «Non»." Katy Helvenston-Wettengel, au désespoir d'avoir des nouvelles, rappela Blackwater toutes les heures. Sur une carte de l'Irak, elle localisa Fallouja et se rendit compte que la ville était située non loin de Bagdad. Vers minuit, elle ressentait une certitude intime que son fils était mort.

Les familles touchées commencèrent à encaisser le choc de ces nouvelles atroces. Le reste du monde – et, parmi eux, la plupart des élus à Washington – avait enfin un aperçu de l'importance du caractère privé de la guerre en Irak. Ces quatre hommes de Blackwater tués à Fallouja démontraient à quel point les contractuels faisaient partie du paysage de l'occupation en Irak. Ils représentaient déjà un sixième des Forces de la coalition de la première guerre du Golfe, en 1991 ; en 2003, ils représentaient un tiers des forces occupantes⁵. Le massacre de Fallouja et la fusillade de Nadjaf tombaient à point nommé pour les activités de lobbying d'Erik Prince. Saisissant le prétexte de contrôles sur les dommages et intérêts et profitant des séances d'informations, Prince et son entourage pouvaient rencontrer les décideurs les plus en

vue de Washington et leur vendre leurs idées sur la privatisation de la guerre. Cette démarche était d'autant plus pertinente que ces mêmes parlementaires commençaient à se faire à cette idée que l'envoi de mercenaires était devenu nécessaire pour la bonne marche de l'occupation de l'Irak (et des profits qu'on pouvait y faire). L'occasion était trop belle : Blackwater se retrouvait être la seule entreprise à pouvoir vendre le médicament miracle à un malade pour qui la douleur devenait insupportable.

LES LOBBYISTES DE BLACKWATER

Dès le lendemain de l'embuscade meurtrière de Fallouja, Erik Prince se tourna vers Paul Behrends, ami de longue date, lieutenant de réserve des Marines et son associé au sein du très puissant groupe de lobbying républicain Alexander Strategy Group (fondé par des membres influents de l'équipe de Tom DeLay, à l'époque leader de la majorité)⁶. Behrends fut l'un des conseillers principaux en matière de sécurité intérieure de Dana Rohrabacher, élu républicain pour la Californie au Congrès, et un temps conseiller de Ronald Reagan. Prince et Behrends se connaissaient de longue date. En 1990 et 1991, Prince, à ses débuts, et Behrends travaillèrent ensemble pour Rohrabacher⁷. Ce n'était que les prémices d'une étroite collaboration dans les sphères du monde des affaires, de la politique et de la religion qui ne pouvait que se resserrer davantage avec l'expansion de Blackwater.

En mai 1998, Behrends travaillait pour le cabinet Boland & Madigan et fut dans un premier temps recruté officiellement comme lobbyiste pour le compte de Blackwater. Ses activités d'avocat pour cette société regroupaient des domaines aussi divers que la gestion des catastrophes naturelles ou les relations internationales⁸. C'est en ce même mois de mai 1998 que Boland & Madigan "démarcha" les parlementaires Rohrabacher et John Doolittle, autre "loyal défenseur" du Second Amendement ("Une milice bien organisée étant nécessaire à la sécurité d'un Etat libre, le droit qu'a le peuple de détenir et de porter des armes ne sera pas transgressé"), pour qu'ils viennent à la grande inauguration du camp de Blackwater sur le terrain de Prince à Moyock, le tout aux frais de l'entreprise⁹.

Behrends, par ses activités de lobbying, aidait Prince à bâtir son empire tout en s'engageant à fond dans des domaines de la

politique étrangère américaine qui allaient devenir les lignes de front militaires de la guerre contre la terreur, et servir de sources de revenus à Blackwater. Par exemple, le géant du pétrole Unocal menait Big oil, un important projet de construction d'un pipeline traversant l'Afghanistan, alors dirigé par les Talibans. Behrends travaillait comme lobbyiste pour la compagnie Delta Oil, un des partenaires d'Unocal dans ce projet, et cherchait à influencer la diplomatie américaine pour qu'elle reconnaisse officiellement le gouvernement afghan¹⁰. Rohrabacher, le premier patron de Behrends et de Prince, s'intéressait depuis longtemps à l'Afghanistan. Il avait été l'un des principaux rédacteurs des discours du président Reagan quand les Etats-Unis soutenaient totalement les Talibans, alors en lutte contre les occupants soviétiques. Connu pour être l'un des plus ardents soutiens aux divers mouvements américains de "combattants de la liberté", Rohrabacher se rendit en Afghanistan en 1988 et participa personnellement aux combats des moudjahiddins contre l'armée soviétique. C'était peu de temps avant de prêter son serment officiel devant le Congrès des Etats-Unis¹¹... Il n'y avait vraiment rien d'étonnant à ce que Blackwater devienne l'une des principales sociétés de mercenaires à décrocher des contrats pour conduire des opérations militaires en Afghanistan après les attentats du 11 septembre.

Prince et Behrends ont longtemps été directeurs au Conseil d'administration de Liberté chrétienne internationale (*Christian Freedom International*), une organisation de missionnaires évangéliques fondée et dirigée par des anciens de l'Administration Reagan. Beaucoup de ces derniers jouèrent d'ailleurs un rôle majeur dans le scandale des ventes d'armes à l'Iran. Jim Jacobson, président et fondateur de Liberté chrétienne internationale, fit ses premières armes en politique en travaillant pour Gary Bauer, ami et obligé d'Erik Prince. Gary Bauer dirigeait alors un bureau politique (*Office of Policy Development*) sous le président Reagan. Il travailla également pour l'Administration de George H.W. Bush. Cette organisation, Liberté chrétienne internationale, défendait avec ferveur la guerre contre la terreur voulue par l'Administration Bush. Les seules critiques qu'elle adressait à la Maison Blanche pour les guerres en Irak et en Afghanistan étaient de ne pas s'engager suffisamment dans la défense des chrétiens.

Au moment de l'embuscade de Fallouja, très peu de sociétés de lobbying avaient autant d'influence au Capitole qu'Alexander Strategy. Elle était l'un des éléments clés du "Projet K Street"

piloté par le Parti Républicain (*"K Street Project"*, du nom de la rue de Washington où sont concentrés les sièges des sociétés de lobbying). Selon Public Citizen, groupe de vigilance constitutionnel jouant le rôle de chien de garde au Congrès, le "Projet K Street" permit aux lobbyistes de lever "d'énormes sommes d'argent de leurs clients pour assurer aux républicains de conserver leur majorité au Congrès. Pour obtenir ces appuis, les dirigeants républicains accordèrent aux lobbyistes la possibilité d'accéder aux personnalités les plus influentes et de promettre des faveurs législatives à leurs clients¹²". Behrends et ses associés saisirent cette occasion pour faire avancer les affaires de Prince et de Blackwater. "Blackwater n'a pas eu à aller chercher la publicité et n'a rien eu à demander", affirma Chris Bertelli, porte-parole d'Alexander Strategy dépêché auprès de Blackwater après les tueries de Fallouja. "Nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour sensibiliser [les médias et le Congrès] à l'action de Blackwater¹³."

Une semaine, jour pour jour, après l'embuscade de Fallouja, Erik Prince rencontrait au moins quatre des membres les plus influents de la Commission des services armés du Sénat, dont le directeur, John Warner¹⁴. Cette réunion faisait suite à une série de rencontres en face à face entre Prince et d'influents républicains qui supervisaient au Parlement les contrats militaires. Parmi ceux-ci : Tom DeLay, chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, le patron de la société Alexander Strategy et Porter Goss, président de la Commission du renseignement à la Chambre des représentants (*House Intelligence Committee*) et futur directeur de la CIA¹⁵. Le contenu de ces réunions ne fut pas révélé, ni Prince ni ces parlementaires n'en ayant parlé publiquement. Mais il ne faisait aucun doute que, pour Blackwater, l'heure de gloire était arrivée.

Prince craignait, en règle générale, la publicité mais des agents d'Alexander Strategy Group aux relations influentes prirent en charge la situation. Grâce à eux, Blackwater se retrouva en position de toucher les dividendes de sa toute nouvelle notoriété et de jouer un rôle clé. Elle pouvait exercer son influence sur le contenu des contrats que le gouvernement américain allait passer avec des mercenaires¹⁶. "À cause des événements du 31 mars, la nécessité de rendre Blackwater plus visible et de communiquer un message plus cohérent devient de plus en plus pressante à Washington", reconnaissait Chris Bertelli, d'Alexander Strategy. "Plusieurs réglementations fédérales s'appliquent déjà à ses activités, mais elles sont

trop générales. Il y a des choses qui ne sont pas encore précisées, il manque par exemple une certification industrielle de l'activité, à laquelle nous aspirons à présent¹⁷." Selon certaines informations, Blackwater, au mois de mai, "était à la tête d'une campagne de lobbying de sociétés de sécurité privées et d'autres entrepreneurs pour tenter d'éviter que le Congrès et le Pentagone soumettent ces entreprises et leurs employés au même statut légal" que les soldats de l'armée régulière¹⁸. Bertelli déclarait : "Le Code unifié de justice militaire ne devrait pas s'appliquer aux civils car s'engager dans l'armée signifie la perte de droits constitutionnels. On est assujéti, en tant que soldat, à un système légal différent de celui du civil¹⁹." (Deux ans après, et ce malgré les efforts de Blackwater, on cherchait à placer les contractuels sous le régime du Code unifié de justice militaire; un changement perceptible dans les nuances de langage glissées discrètement dans l'approbation des dépenses militaires en 2007.) En juin, Blackwater se voyait attribuer l'un des contrats les plus lucratifs de la sécurité internationale : assurer la protection des diplomates et des bâtiments de l'occupant américain²⁰. La société Blackwater était elle-même protégée, Bremer lui garantissant une totale impunité pour ses opérations en Irak²¹.

Mais, alors même que les agents de Blackwater faisaient du lobbying auprès des grands pontes du Parti Républicain, d'autres membres du Congrès commençaient à s'interroger sur ce que les hommes de Blackwater faisaient réellement en Irak, sans parler de l'actualité brûlante de Fallouja. Une semaine après l'embuscade, treize sénateurs démocrates, menés par l'élus du Rhode Island Jack Reed, écrivirent à Donald Rumsfeld pour demander au Pentagone de faire le "compte précis" du personnel "armé du privé", non irakien, opérant en Irak : "Ces contractuels de la sécurité sont armés et opèrent sous un mode qu'il est difficile de distinguer de celui de l'armée régulière, surtout en ce qui concerne les opérations spéciales. Et pourtant, ces sociétés privées de sécurité ne sont pas sous contrôle militaire et ne sont pas soumises aux règles suivies par le personnel de l'armée américaine. Cela représenterait un dangereux précédent si les Etats-Unis permettaient la présence d'une armée privée agissant en dehors du contrôle de l'autorité gouvernementale et ne relevant que de ceux qui la rémunèrent²²." Les sénateurs rappelaient qu'assurer la sécurité "dans une zone de conflit armé est une mission de l'armée régulière" et que "la confier [cette sécurité] à des contractants privés soulevait de sérieuses

questions”. Rumsfeld ne répondit pas à cette lettre²³, mais les vannes de la reconstruction irakienne furent grandes ouvertes et inondèrent de contrats juteux les sociétés de mercenaires. Le *New York Times* fit remarquer sans détour que “la combinaison d’une insurrection sanglante et des milliards de dollars d’aides gouvernementales a livré les zones en guerre aux puissances du marché. Les nouvelles sociétés de sécurité se sont livrées une compétition féroce, frénétique, pour décrocher de si lucratifs contrats²⁴”.

Deux semaines après la tuerie de Fallouja, Blackwater annonçait la construction d’un nouveau centre opérationnel sur son terrain de Moyock, un centre gigantesque, un complexe d’une surface de près de 2 700 m²²⁵. Le projet terminé devait en fait s’étendre sur plus de 6 400 m², soit plus de deux fois la surface initialement prévue²⁶. Blackwater connaissait donc un développement considérable. Le gouvernement local refusait pourtant depuis six ans d’autoriser la réalisation de ce projet, mais dans les jours qui suivirent l’embuscade de Fallouja, les autorités du comté travaillèrent à l’amendement des ordonnances locales pour permettre l’expansion de l’entreprise. Ces nouvelles autorisations permettaient à Blackwater d’implanter et d’utiliser des stands de tir et des terrains d’atterrissage pour parachutistes, de s’entraîner au maniement des explosifs, au combat à mains nues, à l’utilisation des armes incendiaires et des armes d’assaut automatiques²⁷. “Ce sera notre quartier général international”, expliquait Gary Jackson, président de la société²⁸.

À la même époque, toujours deux semaines après la tuerie de Fallouja, Blackwater annonçait dans un communiqué de presse que la société allait accueillir la toute première “conférence et coupe sportive mondiale des unités SWAT” (forces de police spécialisées dans l’intervention urbaine). On lisait dans ce communiqué que “jamais dans l’histoire du monde, le besoin en hommes et en femmes capables de répondre efficacement aux situations les plus critiques ne s’était à ce point fait sentir. Blackwater USA offre le plus grand complexe au monde pour l’entraînement aux armes à feu et au combat tactique. Pour répondre à ce défi, une conférence, unique dans les annales, sera organisée²⁹”. Le communiqué annonçait pour cette conférence de nombreux ateliers de travail aux thèmes aussi variés que : “Solutionner des prises d’otages, dresser le profil d’un candidat à l’attentat-suicide, les ressources psychologiques nécessaires pour agir et survivre dans les cas de situations critiques³⁰.” Après la conférence, des équipes de SWAT,

venant des Etats-Unis et du Canada, devaient s'affronter lors des Jeux olympiques retransmis par ESPN, un réseau de télévision dédié au sport. A la conférence de presse donnée pour l'événement, Gary Jackson refusa de répondre aux questions portant sur l'embuscade de Fallouja, revenant systématiquement à la compétition des SWAT³¹. Le chapelain qui donna sa bénédiction avant les épreuves fut le seul à évoquer Fallouja. "C'est presque comme des vacances quand on pense à quoi ressemble une semaine normale", confiait Jackson à des journalistes à l'ouverture de ces jeux³².

Pendant la conférence, donnée dans la salle de bal d'un grand hôtel, le lieutenant-colonel à la retraite David Grossman, auteur de *L'acte de tuer* ("On Killing") et fondateur du Groupe de recherche en psychologie du meurtre (*Killology Research Group*) passait parmi le public, un micro à la main³³. Il parlait d'un "nouvel âge des ténèbres" où le terrorisme d'Al Qaïda et les fusillades dans les écoles étaient omniprésents. Il prophétisait : "Les méchants arrivent avec des fusils et des armures ! En un seul jour, ils anéantiront notre mode de vie !" Le monde tel que le présentait David Grossman était essentiellement peuplé de moutons, et il était du devoir des guerriers – du genre de ceux que l'on pouvait voir à la conférence organisée par Blackwater – de les protéger contre les loups. Il criait encore : "Adoptez l'esprit des guerriers !" ou : "Nous avons besoin de tueurs, d'hommes qui consacrent leurs vies à ce terrible et répugnant mot de quatre lettres, «tuer»." Gary Jackson envoya, lui, un courriel aux membres du réseau internet de Blackwater pour les engager à ne pas manquer le dîner de clôture de la compétition où devait parler le "fantastique" Joseph Cofer Black, l'un des plus illustres espions de l'histoire récente des Etats-Unis, à la tête de la section antiterroriste du Département d'Etat³⁴. C'est encore Black, alors responsable de l'antiterrorisme à la CIA, qui dirigea la traque de ben Laden après les attentats du 11 septembre. Et un an après l'embuscade de Fallouja, ce même Black se retrouvait vice-président de Blackwater – rejoignant ainsi plusieurs autres anciens hauts fonctionnaires embauchés par Blackwater pour bâtir son empire et étendre son influence.

En intriguant ainsi pour permettre sa formidable expansion, Blackwater devenait en quelque sorte la référence de l'industrie du mercenariat. D'autres sociétés spécialisées dans ce domaine lui emboîtèrent le pas. Une vraie ruée vers l'or... La Steele Foundation, basée en Californie, l'une des toutes premières sociétés de protection privées à avoir investi l'Irak, engagea, le 13 avril 2004,

l'ancien ambassadeur Robert Frowick – acteur de premier plan lors des guerres dans les Balkans – pour l'aider dans ses "relations stratégiques avec le gouvernement" à Washington³⁵. Global Risk Strategies, fournisseur de mercenaires basé à Londres, loua, à la même époque, des bureaux à Washington pour pouvoir y mener ses activités de lobbying... Le lobbying des sociétés de mercenaires privées battait son plein. Le sénateur Warner exprima ainsi, dans le *New York Times*, son point de vue sur les mercenaires : "Dans ce combat ce sont, si l'on peut dire, nos commanditaires"³⁶.

Le lendemain du jour où Prince rencontrait John Warner et les autres sénateurs républicains, son nouveau porte-parole, Chris Bertelli d'Alexander Strategy Group, se réjouissait de constater un pic de la demande d'anciens soldats pour travailler à Blackwater. "Ils sont en colère... et ils nous disent : «Laissez-moi y aller»"³⁷. Bertelli pensait qu'après la diffusion des images très crues de l'embuscade de Fallouja, "il est naturel que des dangers aussi évidents fassent monter le salaire des gars qui doivent rester debout au milieu des tirs"³⁸. A la fin du mois d'avril, le *New York Times* relatait : "Quelques chefs militaires se plaignent amèrement de ce que la perspective de gagner de 500 à 1 500 dollars par jour est en train de leur faire perdre quelques-uns de leurs hommes des opérations spéciales les plus expérimentés, alors que leurs compétences sont de plus en plus demandées"³⁹.

La situation en Irak se détériorait rapidement. Les correspondants de guerre à Bagdad Robert Fisk et Patrick Cockburn rapportaient dans une dépêche datée du 13 avril qu'"au moins 80 mercenaires étrangers – des gardes de sécurité recrutés aux Etats-Unis, en Europe ou en Afrique du Sud et travaillant pour des sociétés américaines – avaient été tués en Irak au cours des huit derniers jours"⁴⁰. La violence secouant le pays avait fait cesser "une grande partie du travail de reconstruction" et un nombre record de contractuels avaient été tués ou enlevés⁴¹. Près de 50 furent enlevés pendant le seul mois d'avril, après l'embuscade menée contre Blackwater le 31 mars⁴². Les contractuels étrangers (venus travailler pour l'occupation américaine et la reconstruction), les membres des ONG et les journalistes étaient ciblés car ils représentaient une source d'argent pour les hommes armés combattant les Américains. Même si les Etats-Unis avaient eu pour politique officielle de ne pas verser de rançon, un document classé du gouvernement américain a estimé que les groupes de résistance armés soutiraient de cette façon pas moins de 36 millions de dollars par

an⁴³. En avril 2004, la Russie retira d'Irak quelque 800 travailleurs civils⁴⁴, montrant ainsi la voie à l'Allemagne⁴⁵. Selon un haut fonctionnaire irakien, plus de 1 500 contractuels étrangers avaient quitté le pays en ce mois d'avril⁴⁶. Pour reprendre les termes d'un reportage du magazine *Fortune*, "le regain de violence vient au moment même où le gouvernement alloue 10 milliards de dollars pour de nouveaux contrats, et des sociétés comme Halliburton ou Bechtel essaient de renforcer leur présence sur place⁴⁷". Les Etats-Unis faisaient tout pour allécher d'autres partenaires et organisèrent même une série de conférences internationales pour attirer de nouveaux hommes d'affaires. "A Rome, il y avait près de 300 sociétés et l'intérêt était si grand que nous avons dû trouver une salle pour absorber le trop-plein de participants", se souvient Joseph Vincent Schwan, vice-président du Groupement militaire pour l'investissement et la reconstruction en Irak et en Afghanistan (*Iraq and Afghanistan Investment and Reconstruction Task Force*)⁴⁸. Il se vantait encore de la présence de 550 hommes d'affaires à une conférence similaire à Dubaï et de 250 autres à Philadelphie.

Lors de cette conférence tenue à Dubaï trois semaines après l'embuscade de Fallouja – conférence décrite par la presse locale comme une "occasion de gagner des milliards de dollars grâce à la sous-traitance en Irak" –, Schwan expliqua aux investisseurs potentiels présents que l'Irak était "la chance de [leur] vie⁴⁹". Mais pour que cette opportunité puisse se concrétiser, la sécurité devenait une nécessité, et les sociétés étaient encouragées à prévoir dans leurs facturations des frais supplémentaires pour s'assurer les services de mercenaires. Cette conférence, intitulée "Faire des affaires en Irak" (*Doing Business in Irak*) proposait d'ailleurs une liste de sociétés de mercenaires en présentant cela comme un service public⁵⁰.

Le nouvel inspecteur général spécial pour l'Irak, Stuart Bowen Junior, expliquait ainsi l'extension de cette nouvelle demande de services de sécurité privés en Irak : "Je crois qu'on s'attendait à ce que les forces de la coalition fournissent une protection intérieure adéquate, évitant ainsi aux partenaires de devoir embaucher du personnel pour leur propre sécurité... Mais la situation actuelle est menaçante et nécessite qu'un pourcentage substantiel des sommes prévues soit affecté à des sociétés de sécurité privées⁵¹." Le résultat de la demande sans cesse croissante de sécurité privée fit que dans les factures présentées par les entreprises à l'Autorité provisoire de la coalition le coût de la protection devint substantiellement beaucoup

plus élevé. “Les chiffres dont j’ai entendu parler vont jusqu’à 25 %”, reconnaissait Bowen. Bien loin, donc, des 10 % du budget de la “reconstruction” initialement prévus pour payer les frais de sécurité à des entreprises privées comme Halliburton⁵². Il est à noter que les fonctionnaires du Pentagone en charge des contrats passés par l’armée validèrent les estimations de Bowen⁵³.

“C’est l’armée américaine qui a, en grande partie, créé la demande en gardes de sécurité”, pouvait-on lire dans *The Times*, à Londres. “Elle a sous-traité un grand nombre de tâches dévolues à l’origine aux militaires en faisant appel à des contractuels qui, à leur tour, ont besoin de protection⁵⁴.” L’armée ayant privatisé tant de services – aussi bien le logement des troupes que leur approvisionnement en nourriture, en essence, en eau – et les entreprises privées étant ainsi devenues des composantes essentielles de l’occupation, l’Administration Bush n’a même pas considéré qu’elle pouvait ne pas utiliser les services de sociétés privées alors que la situation était devenue plus que dangereuse. Comme le fit remarquer Bruce Cole, un fonctionnaire de l’occupation : “Nous n’allons pas nous arrêter juste parce que le coût de la sécurité augmente⁵⁵.” Bien au contraire. L’Etat américain s’enterra encore plus profondément dans le fossé de la privatisation. Elle laissa filer encore plus d’argent vers des entreprises privées toujours plus nombreuses, encourageant alors le développement, déjà fulgurant, de l’industrie mercenaire. Selon le magazine *Fortune*, “Quand les équipes de Halliburton devant travailler à la reconstruction des pipelines arrivèrent la première fois dans le pays, elles étaient sous protection militaire... Mais elles doivent maintenant recourir à la sécurité privée. Avec des véhicules tout-terrain blindés à 100 000 dollars pièce et des gardes payés 1 000 dollars la journée, les grandes entreprises comme Bechtel et Halliburton dépensent des centaines de millions de dollars pour la protection de leurs employés. Et puisque le gouvernement prend en charge l’addition, cela signifie que moins de fonds sont disponibles pour le vrai travail de reconstruction⁵⁶”, et donc beaucoup plus d’argent pour les sociétés militaires privées...

Il était devenu clair, après l’embuscade de Nadjaf et la fusillade de Fallouja, que les mercenaires faisaient partie intégrante de l’occupation américaine. “Dans ce pays en guerre où il n’y a pas de ligne de front et où une insurrection éclate par semaine, ces sociétés se retrouvent de plus en plus profondément empêtrées

dans les combats et il n'existe, dans beaucoup de cas, plus de distinction entre les troupes professionnelles et les commandos privés", notait le *New York Times*. "Ils donnent de plus en plus l'impression d'être des milices privées à but lucratif⁵⁷." Un an après le début de l'invasion, le nombre de mercenaires présents dans le pays avait explosé : Global Risk Strategies, l'une des premières entreprises de mercenaires à s'être déployée en Irak, était passée de 90 à 1 500 hommes, Steele Foundation, de 15 à 500 hommes et, à l'instar de beaucoup d'autres entreprises encore inconnues avant le début de l'invasion, une société comme Erinys était devenue florissante, engageant 1 400 Irakiens comme soldats privés⁵⁸. Fluor, groupe d'ingénierie – la plus grande entreprise publique américaine d'ingénierie et de construction – engagea quelque 700 gardes privés pour assurer la protection de ses 350 employés, ce qui leur coûtait près de 2 milliards de dollars⁵⁹. "Je peux juste vous dire qu'il y a ici plus de gens qui portent des armes et des gilets pare-balles que de gens qui utilisent des clés à molette", résumait Garry Flowers, le vice-président de Fluor⁶⁰. Les sociétés de sécurité "établies", ou celles en relations étroites avec les hommes forts de l'occupation, commencèrent à se plaindre de la concurrence en Irak de sociétés de sécurité offrant des prestations de qualité douteuse, à moindre coût et avec des contractuels bien moins "qualifiés". La polémique gonflait également au sujet de mercenaires sud-africains formés du temps de l'apartheid et dont on n'entendit parler qu'après la mort de certains d'entre eux. "Les mercenaires dont nous parlons travaillaient pour des sociétés de sécurité synonymes de torture et de meurtre", déclara Richard Goldstone, juge à la retraite de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud et ancien procureur en chef des tribunaux internationaux de l'ONU pour les crimes de guerre en ex-Yougoslavie et au Rwanda. "J'étais horrifié de voir que ce genre de personne avait été engagé dans une situation où il fallait encourager la démocratie. Ce n'était pas des gens à employer pour une telle entreprise⁶¹." Un fonctionnaire du Pentagone déclara au magazine *Times* : "Ces sociétés engagent n'importe qui, tous ceux qu'ils peuvent avoir. C'est sûr, on trouve des gens qui sont entraînés pour les Forces spéciales mais parmi eux, il y en a qui sont bons, et d'autres qui ne le sont pas⁶²."

Le scandale de la prison d'Abu Ghraib éclata au grand jour le 28 avril 2004 quand CBS diffusa, dans son émission *60 Minutes II*, des images très crues de soldats américains torturant et humiliant des prisonniers irakiens⁶³. On apprit peu de temps après que des

contractuels travaillant pour deux sociétés américaines, la Titan Corporation, dont le siège est à San Diego, et la CACI, en Virginie, étaient soupçonnés d'avoir participé aux actes de torture et aux interrogatoires pendant la période des faits. Le compte rendu de l'enquête menée pour l'armée par le général de division Antonio Tabuga reconnaissait qu'un interrogateur employé par la CACI et un traducteur travaillant pour la Titan Corporation "étaient, indirectement ou directement, responsables des mauvais traitements infligés à Abu Ghraib⁶⁴". Les deux sociétés contestèrent ces allégations. Le secrétaire d'Etat adjoint Richard Armitage, un des personnages clés de l'Administration Bush dans la guerre contre la terreur, était l'un des anciens directeurs de la CACI⁶⁵. Le Centre pour les droits constitutionnels engagea une poursuite judiciaire en recours collectif (*class action*) accusant Titan Corporation et la CACI d'avoir collaboré avec les responsables américains pour "humilier, torturer et maltraiter des personnes" en vue d'obtenir plus de contrats pour ses propres "services d'interrogatoire"⁶⁶. Mais malgré ce coup de projecteur sur les activités des sociétés privées, leurs affaires en furent à peine affectées.

Forte de ses agents des Forces spéciales chevronnés et de ses relations politiques, Blackwater présentait des devis salés pour quelques-uns de ses clients en Irak. Selon le magazine *Time*, les sommes demandées pouvaient atteindre de 1 500 à 2 000 dollars par jour et par contractuel⁶⁷. Et les industriels de l'armée privée profitèrent de l'embuscade de Fallouja pour demander aux Etats-Unis d'approuver ouvertement que les soldats du privé puissent utiliser des armes beaucoup plus puissantes⁶⁸. Malgré la controverse grandissante et une image publique négative, un vent de légitimation soufflait. Moment extraordinaire dans les annales de l'histoire des mercenaires, qu'on aurait difficilement pu imaginer avant les débuts de la guerre contre la terreur... Un an après l'invasion de l'Irak, Kroll Inc. – l'une des plus importantes sociétés de sécurité privée, en charge de la protection de l'Agence pour le développement international (*Agency for International Development*) – voyait ses actions grimper de 38 %, ses profits "monter en flèche" de 231 % et le chiffre d'affaires doubler pour atteindre la somme de 485,5 millions de dollars⁶⁹. "C'est la ruée vers l'or", commentait Michael Cherkasky, en lançant cet avertissement : "Voilà ce qui arrive : les gens qui ne savent pas ce qu'ils font peuvent se faire très mal⁷⁰." Le montant exact des profits de l'ensemble du secteur est difficile à évaluer car beaucoup de sociétés, à

l'instar de Blackwater, cultivent le secret le plus absolu et font leur commerce dans l'ombre. Mais quelques experts commencèrent à estimer la valeur de ce secteur et avancèrent le chiffre de 100 milliards de dollars par an⁷¹. "Nous avons progressé chaque année de 300 % depuis trois ans", se vantait Gary Jackson, président de Blackwater, peu de temps après la fusillade de Fallouja. "Nous sommes dans un créneau de marché très réduit, nous travaillons en vue d'être la crème de la crème, les meilleurs⁷²".

Suite aux événements de Fallouja et de Nadjaf, des sociétés militaires privées entreprirent de se coordonner entre elles, de manière informelle, en partageant des informations et des renseignements. Un fonctionnaire américain déclarait au *Washington Post* : "Chaque société privée est l'équivalent d'un seul bataillon... Elles se mettent maintenant ensemble pour constituer l'organisation de sécurité la plus importante au monde⁷³." Et dans cette expérience à la Frankenstein de sous-traitance de l'armée et du renseignement, l'Irak servait de laboratoire. Le correspondant de guerre à Bagdad Robert Fisk écrivait, à l'été 2004, que "le pouvoir des mercenaires était de plus en plus important", précisant : "Les voyous armés de Blackwater bousculent et frappent les Irakiens qui ont le malheur de les croiser : des journalistes kurdes ont dû par deux fois quitter une conférence de presse donnée par Bremer à cause du comportement de ces hommes. Bagdad grouille de mystérieux Occidentaux couverts de quincaillerie militaire, criant et malmenant les Irakiens dans les rues, se saoulant dans les hôtels sans défenses de la ville. Ils sont devenus, pour les Irakiens ordinaires, l'image même de tout ce qui est mauvais en Occident. On aime à les appeler «contractuels», mais on entend parler d'une augmentation très dérangeante de cas de mercenaires qui abattent d'innocents Irakiens dans l'impunité la plus totale⁷⁴."

KAFKA EN IRAK

Cet été-là, les Etats-Unis se lancèrent dans le financement d'un centre de renseignements et d'opérations pour les mercenaires, avec l'idée d'en faire une sorte de Zone verte privatisée à l'intérieur de la Zone verte. Un premier contrat de trois ans d'un montant de 293 millions de dollars fut attribué, en mai 2004, à une toute nouvelle société britannique, Aegis Defense Services, fondée et dirigée par Tim Spicer, un ancien des Forces spéciales britanniques,

mercenaire à la réputation déplorable⁷⁵. La première société de Tim Spicer, Sandline, fut engagée, à fin des années quatre-vingt-dix, aux côtés de factions armées en lutte pour le pouvoir en Sierra Leone et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, ce qui déclencha une vive polémique en Grande-Bretagne sur l'utilisation de mercenaires⁷⁶. Tim Spicer fonda Aegis Defense Services en 2002 pour se débarrasser de l'image de société mercenaire qui collait à Sandline. "Je voulais que l'on soit certain qu'Aegis n'avait plus rien à voir avec Sandline", disait-il⁷⁷. Spicer devint ainsi une sorte de parrain de la campagne visant à changer l'image de ces compagnies employant des mercenaires pour en faire des "compagnies militaires privées". Le fait que Spicer décroche le plus gros contrat jamais obtenu en Irak illustre bien le sinistre symbole d'une nouvelle ère qui commençait dans l'histoire de l'occupation. L'étendue de ce contrat et la date de sa signature démontraient clairement quelles étaient les intentions réelles des Etats-Unis quant à ce "transfert de souveraineté" mis en avant un mois plus tôt : *Nous, et nos mercenaires, sommes ici pour y rester*. Cela soulignait également l'inconsistance de l'un des chapitres essentiels de la rhétorique du "transfert de souveraineté", celui de la reprise en main par les Irakiens de la sécurité et du maintien de l'ordre. Tout comme le système utilisé par Halliburton pour se garantir des profits à grande échelle dans les contrats gouvernementaux, le contrat signé par Spicer était un arrangement à "coûts majorés". "En fait, cet accord garantissait des profits plus élevés aux compagnies quand elles dépensaient davantage, ouvrant ainsi la porte aux abus et à l'inefficacité", écrivait Peter Singer, un expert de la Brookings Institution pour les contrats impliquant des entreprises militaires privées. "On n'en trouve aucun autre exemple dans le monde des affaires, pour la simple et bonne raison que cela va à l'encontre de tout ce qu'Adam Smith a pu écrire sur le libre marché⁷⁸."

Le but officiel de ce contrat était double : Aegis devait à la fois coordonner et superviser les activités et les mouvements des dizaines de sociétés militaires privées travaillant pour l'occupation, y compris en facilitant la tenue de briefings sur la sécurité et le renseignement. Aegis allait ainsi très vite faire installer six centres de contrôle à travers l'Irak⁷⁹. Selon les termes de ce contrat, Aegis était encore censée fournir jusqu'à soixante-quinze "équipes de protection rapprochée" pour protéger les employés du Bureau de la direction du programme (*Program Management Office*) des

“assassinats, enlèvements, blessures et embarras divers et variés⁸⁰”. Aegis, entreprise à l’origine déficitaire, devenait grâce à ce contrat l’une des entreprises les plus bénéficiaires de la guerre contre la terreur. Tim Spicer, principal actionnaire privé d’Aegis, reconnaissait : “Ce contrat a fait de la petite organisation que nous étions une grande organisation... Nous voulons maintenant nous consolider. Nous irons là où le danger nous appellera⁸¹.” L’attribution de ce contrat fut un scandale pour les acteurs des différents secteurs d’activités, y compris les compagnies militaires privées. La société texane DynCorp, l’une des six entreprises ayant postulé pour l’obtention de ce contrat, protesta auprès de la Cour des comptes⁸². Aegis ne figurait même pas sur la liste de recommandation des entreprises militaires privées en Irak du Département d’Etat⁸³. Même levée de boucliers chez les parlementaires républicains. Pete Sessions, élu texan et défenseur de la candidature de DynCorp, écrivit une lettre au secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld en ces termes : “Il est difficile de concevoir que la société en charge de la coordination de toute la sécurité accordée aux entreprises et aux personnes travaillant pour la reconstruction n’ait jamais été présente dans le pays⁸⁴.”

Pour ne pas arranger les choses, Spicer était rattrapé par son passé. Très peu de temps après l’annonce du contrat attribué à Aegis, les sénateurs John Kerry, Edward Kennedy, Hillary Clinton, Christopher Dodd et Charles Schumer écrivirent une lettre à Rumsfeld pour lui demander d’ordonner qu’un inspecteur général réexamine ledit contrat. Spicer était décrit dans cette lettre comme “une personne ayant appuyé dans le passé un usage excessif de la force contre une population civile” et un homme “qui défend avec vigueur [la violation des droits de l’homme]⁸⁵”. Ces sénateurs citèrent pour preuve un article du *Boston Globe* accusant Spicer “d’avoir la réputation de se livrer au trafic d’armes en Afrique et d’avoir commandé une unité militaire des plus meurtrières en Irlande du Nord⁸⁶”. Cette protestation tomba apparemment dans l’oreille d’un sourd puisque le contrat attribué à Spicer lui fut renouvelé sans discontinuer les deux années suivantes⁸⁷. Peter Singer, un spécialiste de la Brookings Institution, écrivit dans le *New York Times* : “Le contrat est un cas d’école de ce qu’il ne faut pas faire⁸⁸.” S’appuyant sur les manquements déjà évidents dans la coordination, la supervision et la gestion des mercenaires présents en Irak, Singer affirmait que “confier justement la gestion de ce problème à une autre société privée relève d’une logique

kafkaïenne. De plus, ces entreprises se retrouvent hors de tout contrôle public⁸⁹”.

A la fin de l'année 2005, Aegis fit l'objet d'une polémique encore plus vive après la mise en ligne, sur le site Web d'un de ses anciens employés, d'une vidéo montrant des contractuels tirant sur une voiture conduite par un civil sur une autoroute irakienne⁹⁰. Cette vidéo semblait avoir été tournée depuis la vitre arrière d'un véhicule tout-terrain. Selon le *Washington Post*, cette vidéo “montrait un enchaînement de plans de voitures mitraillées, sur la chanson d'Elvis Presley *Mystery Train*. Sur la bande-son d'une autre version de cette vidéo, mise en ligne quelques mois plus tard, on pouvait entendre des rires et des voix d'hommes plaisantant ensemble pendant les tirs. Les scènes furent largement diffusées par satellite sur des chaînes en langue arabe et entraînèrent la réaction indignée de plusieurs membres du Congrès⁹¹”. La Section d'enquêtes criminelles de l'armée américaine (*Army's Criminal Investigation Division*) conclut à “l'absence de cause plausible permettant d'estimer qu'un crime avait été commis⁹²”. Elle détermina également que ces incidents filmés se déroulaient “dans le cadre légal de l'usage de la force⁹³”.

L'inspecteur général spécial des Etats-Unis pour l'Irak auditionna Aegis en 2005. Il conclut : “Il n'y a aucune certitude sur le fait qu'Aegis fournisse la meilleure sécurité et la meilleure protection au gouvernement et aux contractants privés qui travaillent à la reconstruction⁹⁴.” En fait, le plus important était de développer l'implantation et la légitimité de “compagnies militaires privées” sur le terrain. Tim Spicer expliquait, à la fin de l'année 2006 : “Beaucoup de choses ont changé ces dix dernières années dans la façon de travailler... Ce que je faisais, il y a dix ans, était à l'avant-garde. Le catalyseur a été la guerre contre la terreur. Toute la période qui a suivi les attentats du 11 septembre n'a fait que souligner le besoin d'un secteur privé pour la sécurité⁹⁵.” En octobre 2006, on estimait qu'il y avait 21 000 mercenaires travaillant pour les firmes britanniques présentes en Irak, et 7 200 soldats servant dans l'armée régulière britannique⁹⁶.

NOUVELLE EMBUSCADE

En été 2004, alors que les soldats privés affluaient en Irak, toujours plus nombreux, la situation sur le terrain continuait à se

détériorer. En juin, des commandos de Blackwater tombèrent dans une nouvelle embuscade, contrecoup de la tuerie de Fallouja. Le samedi 5 juin, aux alentours de 10 h 30 du matin, deux des véhicules tout-terrain de Blackwater se rendaient à l'aéroport de Bagdad⁹⁷. Chris Bertelli, le porte-parole commun à Blackwater et à Alexander Strategy, expliqua que les hommes à bord de ce véhicule remplissaient une mission pour le compte d'Eurest Support Services, un des clients de Blackwater⁹⁸. On se souvient que les quatre hommes de Blackwater tués à Fallouja étaient également en service pour le compte de cette entreprise. Bertelli précisa qu'Ess était en fait un sous-traitant de KBR, elle-même filiale de Halliburton⁹⁹. Le détachement à bord de ce tout-terrain se composait de contractuels américains et polonais. L'un des Américains présents, Chris Neidrich, avait fait partie auparavant de l'escouade des gardes motorisés de Bremer¹⁰⁰. Dans l'un des derniers courriels qu'il envoya avant cette mission, Neidrich avait plaisanté avec ses amis sur l'obligation de rouler à 150 km/h en Irak pour échapper aux mines. "Vous savez, quand je serai de retour à la maison, il ne faudra pas que je prenne le volant pendant au moins deux mois... Impossible de me rappeler la dernière fois où j'ai conduit lentement, où je me suis arrêté à un feu, à un stop ou même pour laisser passer quelqu'un¹⁰¹." Les contractuels polonais étaient d'anciens membres du GROM ("Tonnerre"), unité d'élite de leur pays, qui avaient quitté le contingent de l'armée polonaise en Irak pour rejoindre Blackwater¹⁰². Le général Slawomir Petelicki, ancien commandant du GROM, révéla que Blackwater offrait des salaires de 15 000 dollars par mois plus une assurance à ses hommes¹⁰³.

Alors que le convoi de Blackwater filait sur la quatre-voies conduisant à l'aéroport de Bagdad, des combattants de la résistance commencèrent à les prendre en chasse. Selon Bertelli : "Ils étaient à bord de quatre ou cinq véhicules, pleins d'hommes équipés d'armes automatiques... C'était une embuscade à grande vitesse¹⁰⁴." Les poursuivants auraient alors tiré une grenade au lance-roquette sur la dernière voiture du convoi et touché le réservoir d'essence ; le véhicule explosa et se désintégra dans les flammes¹⁰⁵. Le second véhicule de tête du convoi fit marche arrière pour lui porter secours et une terrible fusillade éclata. "C'était une fusillade infernale", pour reprendre les termes de K.C. Poulin, patron de Critical Intervention Services, une compagnie de sécurité privée pour laquelle Neidrich travailla de nombreuses années aux Etats-Unis. "Ils ont engagé les hostilités à partir de plusieurs véhicules.

Ils ont utilisé toutes leurs munitions dans ce combat. L'attaque était bien orchestrée. Rien à voir avec vos terroristes de base¹⁰⁶.” Blackwater déclara que ses hommes s'étaient retrouvés à sept contre une vingtaine d'assaillants¹⁰⁷. En tout, Neidrich, un autre Américain et deux des contractuels polonais furent tués¹⁰⁸. Si l'on en croit certaines informations, les trois survivants du convoi de Blackwater réussirent à rejoindre l'autre côté de la route tout en continuant à riposter, firent stopper une voiture qui passait par là et s'enfuirent¹⁰⁹.

Ce guet-apens avait été organisé sur la principale route menant de la Zone verte à l'aéroport. Blackwater faisait une nouvelle fois les gros titres. L'éditorialiste du *New York Times* Thomas Friedman écrivit à ce propos : “Vous souvenez-vous, il y a un an, quand le porte-parole de Saddam, ce dingo de «Bagdad Bob», affirmait que les forces américaines ne contrôlaient pas l'aéroport de Bagdad?... Nous n'aurions pas dû rire. Un an a passé et nous ne contrôlons pas complètement la principale route qui va de Bagdad à l'aéroport. On ne peut rien construire dans de telles conditions.” Il est ironique de constater que Blackwater allait devenir l'une de ces compagnies de taxis aux tarifs très, très élevés désignées pour le transport des clients en voitures blindées sur cette route à hauts risques. Le lendemain de l'embuscade, la situation en Irak devint de plus en plus chaotique. Iyad Allawi, ancien agent de la CIA, désigné et installé au poste de Premier ministre par les Etats-Unis, fit une apparition sur la chaîne de télévision Al-Jazira pour rejeter la responsabilité des troubles sur la police américaine. Il déclara que les Etats-Unis avaient commis de “grandes erreurs” en “dissolvant l'armée, les services de police et les forces de la sécurité intérieure”¹¹⁰ et il en appelait à la reconstitution de la police irakienne. Mais les dégâts occasionnés étaient considérables, et peu des parties présentes dans ce conflit profitèrent autant de ce climat de violence que les sociétés militaires privées.

Paul Bremer décampa d'Irak le 28 juin 2004, deux jours avant le jour prévu pour le “transfert de souveraineté”. Alors qu'il faisait sa tournée d'adieu en Irak pour saluer une dernière fois ses alliés irakiens, le chef du détachement de sa sécurité, Franck Gallagher, insistait, lui, sur le climat d'insécurité grandissant qui entourait le proconsul. “Il faut maintenant compter 17 Humvees en plus pour sécuriser la route de notre convoi, commander les trois hélicoptères de Blackwater – avec deux «tireurs» dans chacun d'eux – pour survoler l'escorte motorisée, et s'entendre avec l'armée pour

disposer de deux hélicoptères Apache afin de surveiller nos flancs et de chasseurs-bombardiers F-16 pour surveiller le tout à haute altitude”, se souvient Franck Gallagher¹¹¹. Dans l’un de ses tout derniers actes officiels, le 27 juin, Bremer fit passer un décret immunisant Blackwater et les autres contractuels des poursuites en justice pour tout crime qu’ils pourraient commettre en Irak. Ce décret, l’Ordre 17, stipulait que “les contractuels seront immunisés contre la procédure légale irakienne en ce qui concerne les actes commis par eux conformément aux termes et aux conditions d’un contrat ou de n’importe quel sous-contrat¹¹²”. En ce même mois de juin, le sénateur Patrick Leahy tenta de faire passer un amendement “Contre les profits liés à la guerre” à la proposition de rallonge budgétaire (*Defense Authorization Bill*). Cet amendement, entre autres dispositions, proposait de créer “une juridiction extraterritoriale pour les délits commis à l’étranger” par les contractuels¹¹³. Cette proposition d’amendement fut rejetée.

Grâce à la politique menée par Bremer, les contrats étaient un véritable filon que Blackwater n’était pas près de lâcher. Il suffit de penser au prix demandé par Blackwater pour s’occuper de la protection des hautes personnalités américaines se déplaçant en Irak. Il était prévu que Blackwater prît également en charge le successeur de Bremer, l’ambassadeur John Negroponte, homme bien connu pour son rôle clé dans les “guerres sales” menées par les Etats-Unis en Amérique centrale dans les années quatre-vingt¹¹⁴. Ambassadeur au Honduras de 1981 à 1985, Negroponte y était considéré comme un véritable proconsul. Il participa à la supervision de l’aide américaine aux escadrons de la mort des Contras en lutte contre le gouvernement de gauche sandiniste de Managua, un programme d’aide que Negroponte appelait lui-même “notre projet principal”¹¹⁵. On l’accusait également d’avoir couvert les très nombreuses violations des droits de l’homme commises par la junte au pouvoir au Honduras soutenue par les Etats-Unis¹¹⁶. Et comme beaucoup d’autres fonctionnaires américains impliqués en leur temps dans le scandale de l’Irangate, Negroponte avait été placé depuis à une position clé par l’Administration Bush. En Irak, il se retrouvait ainsi à diriger la plus grande ambassade américaine et la plus importante antenne de la CIA au monde¹¹⁷.

Bremer quittait donc l’Irak. Blackwater comprit, bien mieux, peut-être, que toutes les autres entreprises militaires privées, que les perspectives s’avéraient plus vastes que prévu : c’était le moment ou jamais pour les mercenaires, leur *kairos*. Suite au carnage de

Fallouja, Blackwater allait conduire l'industrie du mercenariat à une légitimation encore inimaginable quelques années auparavant. Pendant la campagne de changement d'image menée par ces néo-mercenaires, le principal but était d'être acceptés comme acteurs légitimes dans les dispositifs de la défense et de la sécurité nationales. Le contrat signé avec Bremer signifiait bien plus, pour Blackwater, que les profits très lucratifs qu'autorisaient les tarifs incroyablement élevés de ses prestations. C'était une question de prestige, un outil de marketing d'une valeur inestimable pour gagner encore plus de clients et de contrats gouvernementaux de haut vol. Blackwater pouvait ainsi se targuer de la confiance sans limites que le gouvernement des Etats-Unis lui accordait pour protéger les personnalités les plus en vue accueillies sur le front de la guerre contre la terreur, et donner l'impression que les opérations qu'elle menait étaient validées par l'Etat américain.

Alors que les sociétés militaires privées présentes en Irak se livraient à une lutte féroce pour décrocher les contrats, Blackwater raffait tranquillement la mise en se voyant attribuer un fonds de contribuables au quartier général de la société à Moyock. En juin 2004, à la fin du mandat de Bremer, Blackwater empochait l'un des contrats américains les plus rentables proposés sur le marché, celui du programme d'un très discret organisme du Département d'Etat, le Service international de protection individuelle (WPPS)¹¹⁸. Les documents du Département d'Etat présentent ce programme comme une initiative gouvernementale pour la "sécurité des diplomates" visant à la protection des représentants américains et de "certains représentants de haut rang de gouvernements étrangers dès que le besoin s'en fera sentir". Dans les documents fournis par le gouvernement, le travail à faire est décrit comme suit : "Mettre à disposition des détachements de protection armés et qualifiés" et, si cela est demandé, "des Forces spéciales de contre-attaque et des équipes de tireurs d'élite grandes distances". Les sociétés fourniraient en cas de besoin des traducteurs et du renseignement. Le Département d'Etat demandait aux compagnies de "s'assurer que le personnel de ses détachements de protection assigné par les contractants soit préparé à sa tâche, et pourra de fait opérer et vivre dans des conditions austères, parfois chaotiques, et ce partout dans le monde". Le contrat stipulait encore que, si cela était nécessaire "il serait délivré au personnel de nationalité américaine un passeport de circonstance, officiel ou même diplomatique". Les sociétés contractantes étaient

également autorisées à recruter et à entraîner des sujets étrangers et à “conduire avec eux des opérations de protection et de sécurité à l'étranger”.

Dans son appel d'offres pour le contrat global de 2004, le Département d'Etat mettait en avant une nouvelle exigence née “de l'agitation permanente au Moyen-Orient et des efforts de stabilisation d'après-guerre à mener par le gouvernement des Etats-Unis en Bosnie, en Afghanistan et en Irak”. On y apprenait que le groupe d'agents spéciaux appartenant au gouvernement “est incapable de fournir des services de protection sur le long terme et, par conséquent, le recours aux contractants extérieurs est requis”.

Une poignée de sociétés de mercenaires bien introduites se partagèrent le contrat du Service international de protection individuelle. On retrouvait parmi elles DynCorp et Triple Canopy. Selon la liste des contrats du Département d'Etat, il était à l'origine prévu que Blackwater toucherait 229,5 millions de dollars pour une période de cinq ans. Mais le 30 juin 2006, deux ans après le début du programme, Blackwater avait reçu la somme de 321 715 794 dollars. Un porte-parole du gouvernement reconnut que la valeur estimée du contrat en septembre 2006 était de 337 millions¹¹⁹. Fin 2007, Blackwater avait perçu plus de 750 millions de dollars pour ce contrat. En 2005, un audit, très documenté, réalisé par une commission gouvernementale sur la proposition du contrat liant Blackwater au WPPS, accusait Blackwater d'avoir inclus le bénéfice dans ses frais de gestion et ses frais généraux, ce qui résulterait “non pas seulement d'une multiplication du bénéfice mais d'une mise en pyramide de celui-ci puisque, en effet, Blackwater fait du bénéfice avec du bénéfice¹²⁰”. Cet audit accusait encore la société d'essayer de faire gonfler ses bénéfices en présentant les différents secteurs de Blackwater comme des entreprises autonomes¹²¹.

Le contrat passé avec le WPPS fut un moment crucial dans l'accession de Blackwater au statut de société de mercenaires préférée du gouvernement des Etats-Unis. Elle était bien devenue l'élite des gardes privés dans la guerre globale contre la terreur de l'Administration Bush. Fin novembre 2004, Gary Jackson, le président de Blackwater, envoyait un courriel collectif célébrant la réélection du président Bush et le nouveau contrat de Blackwater : “Bien, les élections présidentielles sont terminées, les masses se sont exprimées, les progressistes font la queue devant la clinique pour se faire soigner de leur traumatisme post-électoral, et

la guerre contre la terreur du président Bush continuera et ira de l'avant pour les quatre prochaines années. Nos militaires sont en train de faire un boulot formidable en combattant dans cette guerre, et j'en veux pour preuve la victoire, ces jours derniers, dans la bataille de Fallouja. A mesure que l'Irak continue à se stabiliser, le Département d'Etat va y envoyer encore plus de dirigeants américains pour aider l'Irak à devenir une démocratie. Mais même si la majorité des Irakiens veut la démocratie, il y aura toujours ces terroristes qui n'en veulent pas, et ils sont une très grande menace pour nos responsables. Ils ont besoin d'une protection professionnelle, et le Bureau de la sécurité diplomatique du Département d'Etat a choisi Blackwater Security Consulting pour les assister dans leur tâche, les protéger¹²²." Très excité, Jackson annonça que pour les candidats qualifiés désirant "participer à la stabilisation de l'Irak et soutenir la guerre du président contre la terreur... le moment est venu de se joindre à Blackwater¹²³".

LA MER CASPIENNE : LA RUÉE VERS L'OR NOIR

Même si, en 2004, Blackwater était surtout célèbre pour l'épisode de l'embuscade fallujienne et son implication dans la guerre en Irak, l'Administration Bush avait aussi mandaté l'entreprise sur une autre ligne de front de la guerre contre la terreur. Dès juillet 2004, les soldats de Blackwater furent engagés dans la région de la mer Caspienne, riche en gaz et en pétrole : ils avaient pour mission de former une armée sur le modèle des commandos SEAL de la Marine puis d'établir au nord de la frontière iranienne une base qui permettrait aux USA de faire un pas de plus dans leur "Grand Jeu", comme l'ont appelé les analystes chevronnés. Tout en honorant les contrats – toujours plus nombreux – qui continuaient d'affluer après l'épisode de l'embuscade, Blackwater se retrouva au cœur d'un projet capital, initiative ambitieuse de quelques-uns des plus importants dirigeants de la Sécurité américaine, entre autres Henry Kissinger, James Baker III et Dick Cheney.

La volonté des Etats-Unis de s'emparer des réserves de pétrole dans le monde a vu le jour bien avant la guerre du Golfe de 1991 ou l'invasion de l'Irak en 2003. Pendant que l'Irak et la guerre contre la terreur faisaient les gros titres des journaux, le gouvernement américain et les firmes privées menaient tranquillement une campagne parallèle pour s'assurer une autre précieuse victoire : celle de la mer Caspienne, ancien territoire soviétique, censée renfermer l'équivalent de plus de 100 milliards de barils de pétrole¹. Après la chute de l'Union soviétique en 1991, les Etats-Unis et leurs alliés virent là une occasion d'arracher à Moscou le contrôle d'un des plus grands gisements de ressources naturelles au monde. Ils ne tardèrent pas à soutenir les régimes répressifs des républiques ex-soviétiques de la région littorale caspienne et furent immédiatement suivis dans leur

entreprise par les vautours des grandes multinationales du pétrole. Le groupe pétrolier Unocal avait déjà consacré beaucoup de temps dans les années quatre-vingt-dix à tenter d'établir un oléoduc du Tadjikistan à l'Afghanistan, ce qui s'était avéré difficile. Paul Behrends, ami d'Erik Prince et lobbyiste pour Blackwater, avait notamment travaillé sur ce projet, mais ces pays n'étaient pas les seuls à intéresser les multinationales : le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan, ainsi que la république de Géorgie, située à un point stratégique, faisaient aussi partie des pistes explorées par la firme Big Oil, la Maison Blanche et par d'anciens stratèges influents de l'Administration américaine.

Mais le projet de domination éclair des Etats-Unis sur les ressources enclavées était compromis par le fait que deux grandes puissances (la Russie et l'Iran) avaient, elles aussi, accès à la mer et voyaient l'incursion américaine comme une menace pour le territoire. En 1997, un puissant consortium américain se réunit pour débattre des différentes manières d'accéder aux ressources caspiennes. Dépêché en Azerbaïdjan, le correspondant du *New York Times* Stephen Kinzer explique : "Les compagnies pétrolières américaines (notamment Amoco, Unocal, Exxon et Pennzoil) ont investi des milliards de dollars en Azerbaïdjan et prévoient d'en investir encore plus. Elles sont donc déterminées à soutenir le régime local. La liste des civils américains qui cherchent à s'enrichir grâce au pétrole d'Azerbaïdjan ou encouragent les investissements dans le pays ressemble à une énumération des dirigeants de la sécurité nationale. Parmi les noms les plus prestigieux, on trouve les anciens secrétaires d'Etat Henry A. Kissinger et James A. Baker III, l'ancien secrétaire à la Défense Dick Cheney, l'ancien sénateur et secrétaire au Trésor Lloyd Bentsen, l'ancien chef d'état-major John H. Sununu et deux anciens conseillers à la sécurité nationale, Brent Scowcroft et Zbigniew Brzezinski²."

En mai 2001, le Groupe de développement de la politique énergétique nationale de Dick Cheney (*Energy Task Force*) estimait à "environ 20 milliards de barils, soit un peu plus que la mer du Nord et un peu moins que les Etats-Unis³" les réserves de pétrole avérées des secteurs caspiens de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan, pour ne compter qu'eux. Le groupe de Cheney établit que, si les Etats-Unis pouvaient mettre en place un grand oléoduc reliant la mer Caspienne à l'Ouest – c'est-à-dire hors du contrôle de Moscou –, les exportations journalières vers les marchés mondiaux pourraient atteindre jusqu'à 2,6 millions de barils par jour

en 2005, “sachant que les Etats-Unis collaborent avec des entreprises privées et les pays frontaliers pour développer des réseaux routiers viables⁴”. A titre de comparaison, l’Iran avait exporté 2,6 millions de barils de pétrole par jour en 2005, le Venezuela 2,2, le Koweït 2,3, le Nigeria 2,3 et l’Irak 1,3⁵.

Depuis la chute de l’Union soviétique, l’accès au pétrole de la région caspienne s’était avéré très difficile pour Washington. Sous l’Administration Clinton, déjà, les Etats-Unis et leurs alliés envisageaient de soutenir le régime répressif d’Azerbaïdjan puis d’établir une exploitation pétrolière ultramoderne au large de Bakou, la capitale, située sur une péninsule bordée à l’ouest par la mer Caspienne. Ce gigantesque oléoduc devait relier Bakou à Tbilissi en Géorgie et traverser la Turquie jusqu’à la ville portuaire de Ceyhan. Le pétrole pourrait ensuite être acheminé facilement vers les marchés occidentaux. Dans les faits, le projet mettrait fin au monopole de la Russie sur le transport du pétrole caspien, tout en donnant à Washington une chance unique d’exercer son influence sur les territoires ex-soviétiques. Quand le projet fut mis en œuvre en 1994, certains analystes le qualifièrent avec enthousiasme de “nouveau Golfe persan” : les réserves de pétrole de la région étaient estimées à 230 milliards de barils de pétrole, soit huit fois plus que les réserves avérées des Etats-Unis⁶.

Cependant, durant les dernières années du mandat de Clinton, le projet prit des allures de cadeau empoisonné. Les pays caspiens étaient régis par des gouvernements corrompus et instables, qui malgré leur indépendance proclamée restaient sous la coupe de Moscou. L’oléoduc serait coûteux, et vulnérable au sabotage. Pour couronner le tout, les premières explorations occidentales dans la mer Caspienne révélèrent un potentiel de ressources bien moindre que les précédentes estimations⁷. Les Etats-Unis continuèrent d’affirmer leur volonté d’exploiter la Caspienne, mais le programme piétinait. L’arrivée de Bush au pouvoir changea la donne : les exploitants pétroliers étaient reçus à la Maison Blanche comme des cousins à une réunion de famille. En septembre 2002, la construction de l’oléoduc caspien, long de 1 768 km, avait commencé. La BBC présenta l’événement comme un projet soutenu par les dirigeants américains “dans le but d’écarter l’Iran et d’affaiblir la mainmise de la Russie sur le réseau pétrolier régional⁸”.

Mais la Maison Blanche s’inquiétait de ce qu’elle considérait comme une situation géographique dangereuse, en raison du voisinage de l’Iran et de la Tchétchénie. Pour contrer la menace,

l'Administration Bush prit des initiatives qui allaient découler sur – au moins – un changement de régime politique dans la région et le déploiement des forces de Blackwater et d'autres entreprises mercenaires pour protéger ce qui allait devenir la plus ambitieuse prise de pouvoir de Washington sur l'ancien territoire soviétique.

En 2003, l'Administration Bush avait contribué à renverser le gouvernement du président Edouard Shevardnadze de Géorgie, ancien allié des USA. Longtemps considéré comme le plus proche allié stratégique de Washington dans la région, celui que les dirigeants américains appelaient affectueusement "Shevy-Chevy" était rapidement tombé en disgrâce sous l'Administration de George W. Bush après qu'il eut commencé à traiter avec Moscou plutôt qu'avec les Etats-Unis qui l'avaient soutenu financièrement pendant des années⁹. Son tort avait été de concéder à des firmes russes le droit de procéder à des extractions et d'installer des oléoducs, faisant ainsi obstruction au grand projet d'oléoduc caspien de Washington. Suite à ces transgressions, il fut forcé de démissionner en novembre 2003. La Révolution des Roses plaça au pouvoir un régime plus dévoué à la cause américaine. Le premier coup de téléphone de la présidente par intérim, Nino Bourdjanadze, fut pour le géant du pétrole BP, pour "leur assurer que tout irait bien concernant l'oléoduc"¹⁰. Juste avant son entrée au pouvoir (et soutenu par les Etats-Unis), le nouveau président, Mikheil Saakachvili, annonça : "Tout contrat stratégique en Géorgie, particulièrement celui qui concerne l'oléoduc caspien, relève d'une véritable question de survie pour l'Etat de Géorgie"¹¹. Le changement de régime aboutit à la fermeture des bases russes en Géorgie et à l'augmentation de l'intervention militaire américaine dans le pays. Début 2004, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld fit déployer des soldats privés de l'entreprise Cubic de Washington en Géorgie. Le *Guardian* de Londres précise que le contrat de 15 millions de dollars, qui s'étalait sur trois ans, avait pour objectifs "d'équiper et de conseiller l'armée chancelante de l'ancienne république soviétique, favorisant une expansion vers l'est qui déplut fortement à Moscou. Selon un dirigeant de la sécurité géorgien, l'équipe de Cubic assurera aussi la protection de l'oléoduc qui acheminera le pétrole caspien de Bakou en Turquie via la Géorgie. Cette dernière a déjà déployé 500 hommes en Irak pour exprimer sa gratitude"¹².

L'Etat américain savait que cet oléoduc controversé devrait être protégé dans chaque pays qu'il traverserait. Tandis que

Washington renforçait l'aide militaire apportée à la Géorgie, l'Administration se heurta à une interdiction officielle d'assistance militaire en Azerbaïdjan, là où le pétrole devait être extrait. En 1992, le Congrès avait interdit ce type d'aide pour une durée de dix ans en raison des conflits ethniques et territoriaux sanglants entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie dans la région du Haut-Karabagh. Le président Bush fit "lever" cette interdiction de la résolution du Congrès le 25 janvier 2002, permettant ainsi à l'armée américaine de reprendre son assistance en Azerbaïdjan. Aux dires de la Maison Blanche, cette dérogation était "nécessaire pour soutenir les efforts des Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme international et pour permettre aux troupes américaines et aux alliés de la coalition d'être opérationnels dans cette lutte"¹³ – en d'autres termes, de s'assurer la mainmise sur les réserves de pétrole. A l'automne 2003, l'Administration lança officiellement une politique de "sécurisation de la mer Caspienne" sous laquelle les Etats-Unis allaient fortement renforcer les capacités militaires du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan¹⁴. A l'instar du projet américain en Géorgie, ce programme à hauteur de 135 millions de dollars devait permettre la création d'un commando et de forces spéciales d'opération pour protéger les lucratives exploitations de gaz et de pétrole que les corporations transnationales s'appêtaient à mettre en place. Ces forces militaires devaient aussi surveiller l'oléoduc qui assurerait aux marchés occidentaux un approvisionnement facile en hydrocarbures.

Cependant, il ne s'agissait pas seulement de gaz et de pétrole. Les ressources caspiennes représentaient indéniablement pour Washington un potentiel de grande valeur, mais la proximité géographique de l'Azerbaïdjan avec le centre stratégique pour la conquête du Moyen-Orient était tout aussi précieuse. Après l'annonce d'une possible attaque américaine de l'Iran (plusieurs rapports militaires faisaient état de ce projet dans le cadre de la guerre contre la terreur), plusieurs pays voisins de Téhéran, surtout les pays limitrophes – dont l'Azerbaïdjan – étaient hostiles à la présence des forces américaines sur leur territoire. L'Iran avait fait savoir qu'il se retournerait contre tout pays qui se rendrait complice d'une attaque américaine. Le site EurasiaNet rapporte que lorsque le programme de sécurisation de la mer Caspienne fut mis en place en 2004, "le gouvernement azerbaïdjanais adopta une loi prohibant le stationnement des troupes étrangères sur le territoire, une initiative en forme d'appel à Moscou et Téhéran,

lesquels s'opposaient fermement au renforcement des liens militaires entre l'Azerbaïdjan et les USA¹⁵". Malgré cette ouverture aux ennemis de Washington, l'Azerbaïdjan n'allait pas tarder à voir déferler l'assistance américaine sur le territoire.

BLACKWATER ENTRE EN SCÈNE

Début 2004, alors que les États-Unis affûtaient leur rhétorique contre l'Iran, membre de "l'axe du mal", le Pentagone engagea Blackwater pour une mission en Azerbaïdjan dans le cadre de la sécurisation de la Caspienne : il s'agissait de former une armée dans la veine des SEAL pour protéger les intérêts des USA et de leurs alliés en territoire hostile. Le contrat de 2,5 millions de dollars précisait que cette mission d'un an était ouverte à la concurrence, mais que Blackwater était la seule entreprise à avoir offert ses services¹⁶. Sur les documents du Pentagone, la nature de cette mission reste vague, mentionnant simplement une "aide à l'entraînement" et "l'apport d'équipements d'entraînement au combat". Une chose cependant était claire : Blackwater se trouvait de nouveau chargée d'un projet clé de l'Administration Bush. "On nous a demandé de créer (à défaut d'un terme plus précis) une équipe SEAL pour l'Azerbaïdjan, à la fois pour sauvegarder leurs intérêts dans la Caspienne mais aussi pour y surveiller ce qui s'y passe la nuit", expliqua Taylor de Blackwater. "Il y a des sujets politiquement *très* sensibles¹⁷." Blackwater rejoignit à Bakou d'autres corporations liées à l'Administration Bush telles que Bechtel, Halliburton, Chevron-Exxon, Unocal et ExxonMobil.

Certains analystes virent la sécurisation de la Caspienne et le contrat de Blackwater comme un déploiement militaire déguisé. "Le gouvernement américain nous a engagés pour mettre en place une force maritime d'opérations spéciales en Azerbaïdjan", annonça Erik Prince lors d'une conférence militaire en 2006. "Nous avons repris une ancienne base des Spetsnaz [forces spéciales soviétiques] pour y installer une unité d'élite de quatre-vingt-dix soldats azerbaïdjanais¹⁸." Erik Prince qualifia le travail de Blackwater en Azerbaïdjan de "grande entreprise à petits pas". Plutôt que de déployer les forces armées nationales, le Pentagone envoya des "contractuels civils" de Blackwater et d'autres entreprises pour mettre en place une opération à visée double : d'abord, protéger la nouvelle et rentable exploitation occidentale

d'hydrocarbures dans une région traditionnellement dominée par la Russie et l'Iran, et accessoirement préparer le terrain pour y installer une importante base de relais en cas d'une attaque de l'Iran. "Comparée aux efforts déployés pour entraîner et équiper les troupes dans la Géorgie voisine, la formation des commandos en Azerbaïdjan a été menée plutôt discrètement par les USA", observa Nathan Hodge, correspondant en Asie centrale. "C'est compréhensible : le pays est pris en sandwich entre la Russie et l'Iran. L'envoi d'un contingent d'entraîneurs militaires américains en uniforme serait perçu comme une provocation. Avec un organisme privé, c'est plus facile de passer inaperçu¹⁹."

L'importance stratégique de l'Azerbaïdjan est évidente au regard des noms associés à la Chambre de commerce américaine d'Azerbaïdjan, organisation fondée en 1995 pour "faciliter et encourager les échanges commerciaux et les investissements en Azerbaïdjan" et "servir de liaison entre les entreprises étrangères et les entreprises et dirigeants locaux²⁰". Son "assemblée de conseillers" est une simple liste des plus puissants partisans de la force militaire de la période Reagan-Bush : James Baker III, Henry Kissinger, John Sununu et Brent Scowcroft²¹. Le Conseil d'administration comprend des cadres supérieurs d'ExxonMobil, Chevron, Conoco-Philips et Coca-Cola. On compte parmi les administrateurs le dictateur azerbaïdjanais Ilham Aliyev et l'influent néo-conservateur Richard Perle. Quelques-uns des "anciens" dirigeants de l'organisation ne sont autres que Dick Cheney et Richard Armitage, ancien haut fonctionnaire au département de la Défense²². "Au niveau du pouvoir, ces hommes se placent juste après le trône d'Azerbaïdjan", observa le journaliste d'investigation Tim Shorrock, ajoutant que le déploiement de Blackwater serait "tout simplement inenvisageable... sans le coup de pouce de ces dirigeants²³".

La sécurisation de la Caspienne semblait s'inscrire dans une stratégie que le secrétaire à la Défense Rumsfeld avait présentée publiquement lors d'une visite dans la région au début de l'année 2004. Lors d'une conférence de presse en Ouzbékistan le 24 février de cette même année, Rumsfeld avait annoncé qu'il envisageait, en accord avec d'autres hauts dirigeants américains, d'implanter des postes militaires dans le pays, qu'il présenta comme des locaux "qui ne seraient pas permanents comme peut l'être une base, mais qui pourraient périodiquement accueillir les Etats-Unis ou leurs alliés... Ce qui est important pour nous, c'est que ces postes soient pratiques et faciles d'accès pour les soldats²⁴". En Géorgie,

où le Pentagone a également déployé des forces militaires privées, un diplomate occidental déclara au *Guardian* que les USA envisageaient de “créer une «zone d’avant-poste» pour y stocker l’équipement et le carburant, comme il y en a déjà dans le Golfe²⁵”. Le journal précisait que “la combinaison de ces deux initiatives permettrait à Washington d’établir une «base virtuelle» – une réserve d’équipements et une armée géorgienne dévouée – sans les tracasseries diplomatiques qu’implique la construction d’une base permanente²⁶”.

Il semble que cela ait également été la stratégie choisie par Blackwater en Azerbaïdjan. Dans la ville de Bakou, point stratégique central, Blackwater fit rénover un centre d’entraînement datant de l’ère soviétique pour les opérations maritimes spéciales : les stratèges du Pentagone pensaient en faire une salle d’opération du même type que celles utilisées par le département de la Sécurité intérieure²⁷. Dans le cadre de la campagne de sécurisation, les États-Unis engagèrent Washington Group International, géant de la défense et intervenant privé dans la guerre en Irak, pour construire un centre de surveillance radar à Astara, au nord de la frontière iranienne. Deux centres de ce type allaient ainsi être construits²⁸. Le second se situait en haut d’une montagne au sud de la région russe du Caucase, non loin de la Tchétchénie²⁹. Washington fit également rénover l’aéroport voisin du Nakhitchevan pour y accueillir les avions militaires, y compris ceux de l’OTAN³⁰. Pendant ce temps, encouragé par son rapprochement d’avec Washington, l’Azerbaïdjan augmenta de 70 % le budget consacré à la défense en 2005, soit 300 millions de dollars³¹. Fin 2006, le budget avait atteint la somme vertigineuse de 700 millions de dollars, et le président promettait encore de l’augmenter annuellement, jusqu’à atteindre 1 milliard de dollars³².

Si les USA venaient à déclarer la guerre à l’Iran, l’Azerbaïdjan jouerait alors un rôle central ; pour Téhéran, les constructions initiées par les États-Unis autour de la zone caspienne représentaient une menace sérieuse. L’Iran répliqua à l’intervention de Blackwater dans la région en annonçant la création de ses propres forces spéciales de police navales, lesquelles devaient patrouiller dans la zone³³. Comme pour confirmer les craintes de l’Iran, Ariel Cohen, du groupe de réflexion conservateur Heritage Foundation, écrivit dans un article du *Washington Times* publié en 2005 que la sécurisation de la Caspienne était “cruciale... dans la perspective d’un conflit avec l’Iran³⁴”. Comme le souligne le

Jane's Defence Weekly, l'implantation américaine près de la Caspienne permit à Washington "de mettre le pied dans une région riche en pétrole et en gaz naturel, et qui, accessoirement, a une frontière commune avec l'Iran. «On protège nos bon vieux intérêts, c'est un peu égoïste», admit Mike Anderson, colonel de l'armée américaine et chef du Commandement opérationnel unifié des forces américaines en Europe [EUCOM, *Europe Plans and Policies Division at US European Command*]. «Bien sûr qu'on a choisi d'aider ces deux pays littoraux que sont l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Mais au fond, ce qui prévaut, ce sont nos intérêts personnels³⁵»".

En avril 2005, Rumsfeld avait déjà visité au moins trois fois l'Azerbaïdjan, petit pays de 8,5 millions d'habitants³⁶. Les visites restaient secrètes : les dirigeants américains et azerbaïdjanais n'évoquaient qu'à mots couverts les raisons de ces fréquents voyages. Après le troisième, cependant, le célèbre quotidien *Echo* titra à la une "Rumsfeld veut du pétrole!"³⁷. Effectivement, la prolifération des activités militaires américaines en Azerbaïdjan (dont le déploiement de Blackwater) avait été soigneusement planifiée pour le lancement de l'opération la plus controversée lancée par des Occidentaux sur l'ancien territoire soviétique depuis la chute du mur de Berlin : le gigantesque oléoduc de 1 768 km allait bientôt acheminer le pétrole depuis la Caspienne sans passer par la Russie et l'Iran – ce que les deux pays considéraient comme de la concurrence déloyale. Le projet, dont le coût s'élevait à 3,6 milliards de dollars, était largement financé par la Banque mondiale, la Banque américaine d'import-export et l'agence gouvernementale Overseas Private Investment Corporation³⁸. A la tête de cette entreprise se trouvait le géant du pétrole BP, suivi par un consortium d'autres firmes pétrolières (Unocal, ConocoPhillips et Hess). Comme prévu, l'oléoduc devait traverser Tbilissi (Géorgie) depuis Bakou en Azerbaïdjan pour arriver au port de Ceyhan en Turquie, où le pétrole serait acheminé par bateau vers les Etats-Unis.

Rebaptisé BTC, son acronyme, l'oléoduc fut qualifié de "nouveau rebondissement dans le Grand Jeu" par les analystes russes qui le percevaient comme faisant partie d'un plan plus général d'isolation de Moscou. Selon l'analyste Vladimir Radyuhin, l'oléoduc était "un élément clé dans la stratégie américaine pour redéfinir les frontières géopolitiques de l'ancienne Union soviétique et y supplanter la Russie en tant que puissance dominante. Les USA ont fait pression pour faire passer le projet, alors que d'autres oléoducs

plus rentables existaient déjà via la Russie et l'Iran : ils voulaient créer une route alternative pour exporter vers l'Europe le pétrole produit en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Turkménistan et en Ouzbékistan, qui jusque-là dépendaient des oléoducs russes³⁹". Pour Radyuhin, le programme de sécurisation de la Caspienne "ainsi que l'alliance GUAM (Organisation pour la démocratie et le développement) de la Géorgie, de l'Ukraine, de l'Ouzbékistan, de l'Azerbaïdjan et de la Moldavie, encouragée par les USA, permettront à Washington d'exercer un contrôle sur une majorité absolue d'Etats post-soviétiques et d'établir un cordon sanitaire autour de la Russie⁴⁰". Mikhaïl Margelov, chef de la Commission internationale de la Chambre haute du Parlement russe, fut sans appel : "La Russie continuera de s'opposer à la présence de contingents militaires étrangers dans la [région caspienne]... C'est une question de sécurité nationale [pour la Russie]⁴¹."

Avant la mise en place de l'oléoduc BTC, les Etats-Unis avaient déjà investi 2,6 milliards de dollars dans le consortium *Caspian Pipeline* contrôlé par la Russie, pour un projet d'oléoduc de 1 500 km qui s'étendait des gisements de Tengiz au Kazakhstan jusqu'au port russe de Novorossiisk, sur la mer Noire⁴² – "la plus grosse somme jamais investie en Russie par les Etats-Unis⁴³", selon la Maison Blanche. Quand, en novembre 2001, le premier bateau (depuis le début du projet) à ramener du pétrole de la Caspienne fut mis à l'eau, le secrétaire au Commerce Don Evans fit cette remarque : "Ce projet prouve au monde que les Etats-Unis, la Russie et les Etats d'Asie centrale coopèrent ensemble pour apporter prospérité et stabilité à cette région⁴⁴." Mais une fois que l'oléoduc BTC fut devenu utilisable en 2005, Bush encouragea publiquement "les compagnies productrices de pétrole [au Kazakhstan] et ailleurs dans la région caspienne [à] se servir de BTC comme d'une ouverture vers les marchés mondiaux⁴⁵". C'est sans doute ce qui était prévu depuis le début. En effet, le Groupe de développement de la politique énergétique nationale de Cheney avait prévu un stratagème permettant aux grandes multinationales du pétrole qui se fournissaient au Kazakhstan via l'oléoduc russe (notamment Chevron et Exxon) de rediriger le pétrole vers le BTC, ce qui aurait pour effets de réduire les bénéfices russes et d'augmenter ceux des Américains. Les recommandations du Groupe de Cheney mirent les choses au clair en mai 2001. Il conseillait au président Bush "de faire en sorte que les secrétaires au Commerce, à l'Energie et les secrétaires d'Etat continuent de travailler

avec les entreprises et pays leur permettant d'établir les conditions commerciales nécessaires pour que les compagnies pétrolières implantées au Kazakhstan puissent choisir d'exporter leur pétrole via l'oléoduc BTC" au lieu de celui contrôlé par la Russie. Il incitait l'Administration à "approfondir [son] dialogue commercial avec le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et autres Etats caspiens pour établir un commerce stable, fort et transparent de l'énergie et des projets d'aménagement qui s'y rattachent⁴⁶".

L'oléoduc BTC fut inauguré en mai 2005. Le président Bush dépêcha Samuel Bodman, son nouveau secrétaire à l'Energie, pour le représenter à la cérémonie. "BTC ouvre une nouvelle ère dans le développement du bassin caspien. Il garantit l'acheminement du pétrole caspien vers l'Europe et d'autres marchés d'une façon commercialement viable et respectueuse de l'environnement", disait Bush dans une lettre lue par Bodman à l'inauguration⁴⁷. Il ne manquait pas non plus de faire l'éloge du dictateur d'Azerbaïdjan, à qui la lettre était adressée : "Déjà, en Azerbaïdjan, la démocratie progresse, les réformes du marché se mettent en place. Cet oléoduc contribuera à une croissance économique équilibrée, et posera les fondations d'une société juste et prospère qui servira la cause de la liberté⁴⁸." Pourtant, comme le rapporte David Sanger du *New York Times*, quelques jours avant la lecture de cette lettre à la cérémonie, "la police azerbaïdjanaise avait frappé des manifestants pro-démocratie qui, aux cris de «élections libres», avaient défié l'interdiction gouvernementale de manifester contre le président Ilham Aliyev. M. Aliyev fait partie des alliés du président Bush dans la guerre contre la terreur, malgré une victoire suspecte aux élections qui lui permit de succéder à son père, un ancien leader du parti soviétique⁴⁹".

La situation des droits de l'homme en Azerbaïdjan est effrayante : selon Human Rights Watch, "tortures, abus de pouvoir et emploi abusif de la force policière sont monnaie courante⁵⁰". Le Département d'Etat américain, de son côté, qualifiait "d'insuffisante" l'application des droits de l'homme dans le pays et avançait que Aliyev, allié de Kissinger, Baker, Cheney et autres s'était maintenu au pouvoir grâce à une élection "qui ne respectait pas les standards internationaux d'une élection démocratique, en raison de nombreuses irrégularités graves⁵¹". Le Département d'Etat accusa l'Azerbaïdjan de s'être rendu coupable de "restreindre les droits des citoyens à un changement de gouvernement pacifique ; de tortures et violence sur des personnes en garde à vue ; d'arrestations

et de détentions arbitraires, notamment d'opposants politiques ; de menacer la vie des prisonniers par des conditions de détention éprouvantes ; d'abuser de la force pour dissoudre les manifestations ; [et] d'entretenir l'immunité policière⁵²". Il conclut également que "les membres des forces de la sécurité avaient violé les droits de l'homme à de nombreuses reprises⁵³". Malgré cela, les Etats-Unis ont dépensé des millions de dollars pour déployer les hommes de Blackwater dans le pays, avec le but affiché de décupler les capacités militaires de l'Azerbaïdjan, notamment en créant des unités d'élite sur le modèle des Forces spéciales SEAL de la Marine. Bien placé pour assurer des bénéfices pétroliers et servir de lieu d'entraînement pour une éventuelle guerre à venir, l'Azerbaïdjan, tout comme d'autres pays "utiles", était un allié précieux pour Washington. La présence de Blackwater dans le pays a renforcé l'implantation militaire américaine dans une région d'importance grandissante pour la politique des Etats-Unis, et la firme ne s'est pas privée de se servir de cette mission comme d'une publicité pour obtenir d'autres contrats⁵⁴. Comme le conclut le journaliste Tim Shorrock : "Le projet Blackwater en Azerbaïdjan est la preuve formelle que les soldats privés ont franchi la limite qui sépare les mercenaires des partenaires stratégiques du complexe militaro-industriel⁵⁵."

BLACKWATER SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Tandis que l'Administration Bush peinait – et échoua – à rassembler d'autres nations autour de la fameuse "*Coalition of the Willing*" pour l'invasion et l'occupation de l'Irak, les sociétés militaires privées employées par Washington pour soutenir ses opérations en Irak recrutèrent activement des soldats sur le plan international, la plupart du temps dans des pays dont les forces militaires et de sécurité étaient tristement célèbres pour leurs violations des droits de l'homme. Les firmes mercenaires en Irak contribuèrent largement au caractère international ou plutôt multilatéral de l'occupation, de même que les travailleurs issus de pays en voie de développement (dont la plupart étaient, d'ailleurs, violemment opposés à la guerre) embauchés par les mégafirmes de "reconstruction" tels Halliburton, Bechtel ou Fluor. Si les Etats-Unis n'avaient pas su convaincre les gouvernements d'envoyer leurs troupes en Irak, ils pouvaient en revanche séduire leurs citoyens en leur faisant miroiter des salaires bien supérieurs à ce qu'ils auraient pu gagner dans leur propre pays. Contrairement à d'autres sociétés militaires privées qui embauchaient à moindre coût des Irakiens pour assurer des missions de sécurité, son spectaculaire contrat de protection des hauts dirigeants américains et des quartiers généraux d'occupation sur place avait valu à Blackwater la réputation d'être l'élite des entreprises de sécurité. Pourtant, tout en entretenant dans les deux camps l'image d'une entreprise "purement" américaine, ultraprofessionnelle et entièrement dévouée à son pays, Blackwater commença à faire venir des mercenaires issus de milieux peu recommandables pour satisfaire la demande croissante de ses clients.

L'utilisation de soldats étrangers par les USA pour mener à bien des opérations secrètes et des politiques ouvertement répressives

n'a rien de nouveau, surtout en Amérique latine. En soixante ans d'existence, l'Ecole militaire des Amériques (*US Army School of the Americas*, rebaptisée en 2001 "Institut de l'hémisphère ouest pour la coopération en matière de sécurité", ou IOOCs) a formé plus de 6 000 soldats d'Amérique latine "aux techniques de contre-insurrection, au tir d'élite, aux guerres de commandos et guerres psychologiques, à l'espionnage militaire et aux techniques d'interrogatoire"¹. Selon Amnesty International, l'IOOCs était "bien connu pour entraîner et former des militaires en Amérique du Sud, qui allaient ensuite commettre des atrocités dans leur propre pays... Les manuels utilisés par l'IOOCs prônaient l'utilisation de la torture, l'extorsion par la force, le kidnapping et les exécutions"². Durant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les Etats-Unis avaient déjà alimenté les "guerres sales" en fournissant clandestinement armes et financement, et en formant des escadrons de la mort ou des armées répressives pour écraser les mouvements populaires que Washington considérait comme une menace pour ses intérêts. L'occupation irakienne coïncida avec une importante augmentation de l'utilisation des troupes étrangères par le secteur privé. Les pays d'Amérique latine qui avaient souffert des politiques répressives et des escadrons de la mort commandités par les USA (et dont les populations s'étaient opposées à l'invasion de l'Irak en 2003) devinrent le nouveau terrain d'entraînement des mercenaires et servirent aussi de centres de recrutement.

Parmi les plus importants contingents de soldats non-américains se trouvaient d'anciens commandos chiliens, dont certains avaient été formés ou avaient servi sous la brutale dictature militaire du général Augusto Pinochet. L'histoire de ces soldats chiliens – presque mille – partis se battre en Irak est indissociable de celle d'un ex-officier de l'armée chilienne, Jose Miguel Pizarro Ovalle, chargé par Erik Prince des recrutements pour Blackwater au Chili³. Ardent défenseur de Pinochet, Pizarro travailla comme traducteur pour l'armée des Etats-Unis en Amérique latine dans les années quatre-vingt-dix avant de devenir agent de liaison entre une dizaine de gouvernements latino-américains et des producteurs d'armes aux USA. Pizarro découvrit l'entreprise Blackwater quand les Etats-Unis commencèrent à envahir l'Irak en 2003 et s'improvisa rapidement pionnier du recrutement mercenaire, employant à moindre coût des soldats latino-américains pour le compte de Blackwater et d'autres firmes militaires privées en Irak.

Lorsque, pendant l'entretien qu'il m'accorda, Pizarro évoque sa première visite au centre de Blackwater en été 2003, au moment où les firmes mercenaires étaient en plein essor, il a l'enthousiasme d'un enfant qui raconterait à ses amis ce qu'il a reçu pour Noël. "Je ne savais plus où donner de la tête, se souvient-il. C'est une armée privée au XXI^e siècle, une société privée avec son propre camp d'entraînement, ses propres forces armées pour protéger les bâtiments du gouvernement en zone de guerre. C'était comme dans un film de James Bond... Ça ressemble vraiment à un film. C'est une structure gigantesque, un terrain militaire en milieu urbain. Ils ont recréé une ville où on peut s'entraîner avec des vraies munitions ou des balles de paint-ball, des véhicules, des hélicoptères. Impressionnant, vraiment impressionnant..." Pizarro s'attendait à trouver un simple terrain d'entraînement, un champ de tir amélioré, mais arrivé sur place il vit "que les gens étaient venus du monde entier pour s'entraîner là-bas – des civils, des militaires, des soldats de l'armée de terre, des forces navales, des Marines, des gars de l'Air Force, des sauveteurs militaires (*pararescues*). C'était dingue. Une vraie base militaire privée".

"En quelques secondes, j'ai su que je ne pouvais pas me contenter de leur vendre des systèmes de cibles", raconte Pizarro, qui se demandait déjà comment il pourrait intégrer ce complexe digne d'un décor hollywoodien. "J'ai eu une intuition. Je me suis dit, peut-être que je peux trouver assez de militaires chiliens, des SEAL de la Marine, des parachutistes, des commandos du corps des Marines chiliens. Je les connais, ce sont des pros, ils sont jeunes, ils viennent tout juste de prendre leur retraite après quinze ou vingt ans de service, et ils bossent comme vigiles dans les supermarchés. En théorie, il y avait matière à en faire quelque chose." Après cette première visite au centre de Blackwater, Pizarro passa plusieurs semaines à contacter des gens au Chili. "Je les appelais depuis Washington. J'ai pris contact avec quelques lieutenants-colonels, quelques majors à la retraite : «Vous pourriez rassembler une centaine de commandos?» «Une centaine de parachutistes?» «Vous pouvez me trouver des SEAL, qui seraient bilingues en quelques semaines?» «Oui», «Non», «Ça marche», «Je vous en donne 20», d'autres «Je vous en donne 7» ou «Je peux en rassembler 25»." Suite à ces appels, Pizarro fut reçu à Santiago par des dirigeants militaires. L'accueil fut plutôt tiède : on lui répéta que son idée semblait "illégal", "pas nette", que quelque chose "clochait" dans le projet ; les dirigeants n'étaient "pas intéressés",

pensant que Pizarro allait “forcément échouer”. Contre toute attente, ces refus le stimulèrent : “Plus on me critiquait, plus j’étais convaincu d’être sur la bonne voie.”

Pizarro en était d’autant plus sûr qu’il avait eu des contacts réguliers avec Doug Brooks, président de l’Association internationale des opérations de paix (IPOA, *International Peace Operations Association*), une fédération d’entreprises militaires privées dont Blackwater devait devenir un membre prééminent. “Brooks ne me catalogue pas comme un salaud qui donne dans l’illégal”, se souvient Pizarro. “Il me voit comme un jeune professionnel. Et il m’a dit que tout ça était parfaitement légal. Je ne compte plus les fois où je l’ai rejoint au bureau pour assister aux réunions avec ses amis.” Pizarro et ses camarades engagèrent une entreprise chilienne privée spécialisée en ressources humaines pour les aider à recruter des hommes. Quand Pizarro sentit que c’était le bon moment, il retourna aux Etats-Unis pour promouvoir son idée et fut reçu par Gary Jackson, le président de Blackwater, en octobre 2003. “Gary n’a pas aimé le projet”, se souvient Pizarro. “Il m’a mis dehors, en disant quelque chose du genre : «Pas la peine. On ne va pas s’embarquer là-dedans, c’est du délire. Fichez le camp.»” Pizarro raconte qu’il arrangea ensuite une entrevue avec Erik Prince dans son bureau en Virginie, et fut accueilli par un : “Vous êtes qui, au juste ?

— Je m’appelle Mike Pizarro. Auriez-vous cinq minutes à m’accorder, monsieur ?

— Je vous en donne trois”, répliqua Prince du tac-au-tac.

Pizarro fit montrer à Erik Prince une présentation Powerpoint de son projet pour Blackwater. Il se souvient que rapidement, Prince se laissa séduire par l’idée des forces chiliennes. “Et devinez quoi?”, ajoute Pizarro, encore sous le coup de l’excitation. “Quand Prince faisait partie des SEAL, il était au Chili.” Et selon lui, il tenait les militaires chiliens en grande estime. “Il connaissait bien les SEAL de la Marine chilienne, il avait des amis là-bas. Il savait qu’ils étaient professionnels, que les soldats étaient bilingues. Il connaissait l’orientation de notre formation, la qualité de nos officiers.” Après la présentation, Prince dit à Pizarro : “Mike, je suis convaincu. Si vous pouvez m’envoyer ne serait-ce qu’un seul SEAL de la Marine chilienne, alors ça vaut le coup. Allez-y ! Surprenez-moi.” Puis, alors que Pizarro allait quitter le bureau, Prince lui lança : “Quand vous serez prêt pour une démo, passez-nous un coup de fil et j’enverrai quelques personnes sur place pour évaluer le travail.” Le lendemain matin, Pizarro prenait l’avion pour Santiago.

De retour au Chili, Pizarro ne perdit pas de temps. Il fonda avec ses partenaires économiques l'entreprise Grupo Táctico, et ensemble ils louèrent un ranch à Caleta de Tango, au sud de Santiago, pour y recevoir les aspirants soldats. Le directeur commercial de Pizarro était Herman Brady Maquiavello, fils d'Herman Brady Roche, l'ancien ministre à la Défense de Pinochet⁴. Ils firent paraître une annonce dans l'édition du 12 octobre 2003 d'*El Mercurio*, le plus important quotidien chilien : "Entreprise internationale recherche anciens officiers militaires (de préférence officiers, sous-officiers, anciens membres des Forces spéciales) pour mission à l'étranger. Bonne condition physique nécessaire, pas de problèmes médicaux. Notions d'anglais exigées. Se présenter du 20 au 24 octobre entre 8 h 45 et 17 heures (attestation de retraite obligatoire)⁵." Tandis que les premiers candidats se présentaient pour un entretien, le bruit commença à courir que Pizarro et ses collègues proposaient des salaires à hauteur de 3 000 dollars par mois⁶, bien plus que les 400 dollars qu'un soldat chilien gagnait habituellement⁷. Un ancien soldat candidat rapporta au journal chilien *La Tercera* : "On nous a dit qu'une entreprise de sécurité étrangère recherchait environ 200 anciens officiers militaires pour des missions de sécurité en Irak⁸." Un autre ajoute : "Ça me botterait bien d'avoir ce boulot. Ils payent 2 500 dollars, et d'après ce qu'ils m'ont dit la mission implique de partir en Irak pour surveiller différents bâtiments et puits de pétrole⁹." Il ne fallut pas longtemps avant que Pizarro se retrouve submergé de demandes émanant d'officiers chiliens retraités, et même d'officiers qui prévoyaient de prendre leur retraite exprès pour pouvoir rejoindre la nouvelle armée privée¹⁰.

Avant même de pouvoir réaliser ce qui se passait, Pizarro se retrouva avec plus d'un millier de demandes sur les bras¹¹. Lui et ses collègues travaillèrent d'arrache-pied pour réduire à 300 le nombre d'hommes qu'ils présenteraient aux cadres de Blackwater chargés de l'évaluation¹². Ils achetèrent plusieurs dizaines de faux fusils en caoutchouc et céramique, peints en noir pour l'entraînement¹³. A la fin du mois d'octobre, Pizarro tenait ses 300 soldats. Il téléphona à Erik Prince : "Ça y est, lui dit-il, on est prêts."

Puis, le 18 décembre, Pizarro reçut un e-mail de Gary Jackson. *C'est d'accord. Amenez-nous 100 hommes en février pour une évaluation aux Etats-Unis*. Pizarro sélectionna ses "cent meilleurs hommes" et se prépara à partir pour la Caroline du Nord. Quarante-huit heures avant le départ, ces hommes furent séquestrés

au Chili dans un endroit où il leur était interdit d'appeler leurs familles¹⁴. Le 4 février 2004, Pizarro et 78 d'entre eux se présentèrent à Moyock pour leur "évaluation". "L'entraînement, précise Pizarro, c'est illégal. Ils ne pouvaient pas les entraîner : ils les *évaluaient*. Chaque soldat était évalué sur ses aptitudes en anglais, ses aptitudes médicales, ses connaissances en soins de premiers secours, en télécommunication, ses capacités à manier différents fusils et pistolets, à conduire, à diriger un groupe." Pizarro fut particulièrement impressionné par un exercice dans lequel des mannequins représentant des soldats étaient utilisés pour recréer des situations auxquelles les aspirants soldats pourraient être confrontés en Irak. On demandait ensuite à ces derniers comment ils réagiraient. "C'était très malin, et pas cher", se souvient Pizarro, admiratif. "Ça n'a presque rien coûté, mais ils ont vraiment testé mes hommes à l'extrême." Cette première "fournée" de soldats chiliens passa au total dix jours au centre de Blackwater. Les cadres chargés de l'évaluation furent, d'après Pizarro, "très impressionnés". Un seul fut renvoyé au Chili, pour cause d'un problème de comportement.

Le 14 février 2004, le premier groupe de commandos chiliens quitta la Caroline du Nord, direction Bagdad. "Ils ont été déployés tout de suite, rapporte Pizarro. Moins de vingt-quatre heures après j'ai reçu un contrat pour un autre groupe de 68 soldats, alors j'ai repris l'avion [pour Moyock] à la fin du mois de février avec le nouveau groupe."

Les responsables de Blackwater furent si impressionnés par les Chiliens que l'entreprise cessa bientôt de les faire venir en masse en Caroline du Nord pour les évaluer. A la place, ils demandèrent à Pizarro de faire venir vingt soldats par mois dans l'enceinte de Blackwater, tandis que les autres se rendraient directement par avion de Santiago à Amman en Jordanie, où ils seraient évalués par des dirigeants de Blackwater avant d'être déployés en Irak. "La direction de Blackwater était devenue accro à nos hommes. Nous avons instauré un tel niveau de confort, de professionnalisme, de confiance... Pour le prix d'un seul ancien opérateur américain, ils pouvaient avoir 4, voire 5 commandos chiliens", explique Pizarro, qui qualifia de "très agressive" la boulimie de Blackwater pour de nouveaux soldats chiliens. Au total, en l'espace de deux ans et un mois, Pizarro fournit 756 soldats chiliens répartis entre Blackwater et quelques autres firmes. En mars 2004, Gary Jackson vantait déjà publiquement les mérites des forces chiliennes. Dans une interview réalisée par le quotidien *Guardian*, il expliqua que le

Chili était le seul pays latino-américain où Blackwater avait recruté des commandos pour l'Irak. "Nous avons remué ciel et terre pour trouver de vrais professionnels. Non seulement les commandos chiliens sont extrêmement professionnels, mais s'intègrent parfaitement à notre système de fonctionnement. Tous ont été militaires dans le passé. Ce ne sont pas des enfants de cœur¹⁵." Suite aux allégations des législateurs chiliens qui l'accusaient d'activités illégales et de recruter des "mercenaires", Pizarro déclara son entreprise en Uruguay pour se mettre à l'abri des ennuis judiciaires. Le contrat fut donc signé entre Blackwater et une entreprise uruguayenne fantôme, baptisée Neskowin¹⁶. "Cette entreprise est légale à 110 %", déclara Pizarro en avril 2004. "On est inattaquables. Ils ne peuvent rien pour nous arrêter¹⁷."

Mais lorsqu'il fut avéré que des commandos chiliens formés sous Pinochet étaient employés en Irak, la nouvelle souleva un tollé dans le pays. En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, le Chili était opposé à la guerre en Irak¹⁸. "La présence de paramilitaires chiliens en Irak a suscité un rejet quasi viscéral de la part de la population, qui, il y a tout juste un an, s'était prononcée à 92 % hostile à l'intervention américaine en Irak", déclara l'écrivain chilien Roberto Manríquez en juin 2004¹⁹. La nouvelle provoqua également l'indignation horrifiée des victimes du régime Pinochet. "Il est révoltant de penser que les officiers militaires chiliens sont considérés comme des bons soldats grâce à l'expérience acquise durant la dictature", s'indigna Tito Tricot, sociologue chilien qui fut emprisonné et torturé sous le régime Pinochet²⁰. Les commandos chiliens travaillant pour le compte de Blackwater "sont appréciés pour leur «savoir-faire» dans les domaines du kidnapping, de la torture et du massacre de civils sans défense. A cause de la privatisation de la guerre en Irak, ce qui devrait être une honte nationale se transforme en argument de vente. Ceci est rendu possible par l'absence totale de respect des Etats-Unis pour les droits de l'homme, et aussi par le fait que la justice n'a pas été faite ici, au Chili. Des membres des forces armées, qui devraient déjà être en prison pour payer les atrocités qu'ils ont commises sous le régime dictatorial, se promènent librement dans les rues comme si de rien n'était. Pire encore, ils sont maintenant récompensés pour leur passé criminel²¹".

Le journaliste Gustavo Gonzáles révéla que certains des Chiliens employés par Blackwater "faisaient partie des soldats bannis du service suite à un plan de modernisation des forces armées mis en

place par le général Luis Emilio Cheyre, actuel chef de l'armée. Tout comme son prédécesseur, le général Ricardo Izurieta, qui avait remplacé Pinochet en 1998 en tant que commandant en chef de l'armée, Cheyre procéda à une purge discrète mais efficace, mettant en retraite forcée les officiers et sous-officiers qui avaient joué un rôle dans la répression dictatoriale, au cours de laquelle 3 000 personnes avaient été tuées ou «disparues²²».

Malgré une controverse grandissante au Chili concernant l'exportation de "mercenaires chiliens" dans une guerre désapprouvée par l'immense majorité de la population chilienne – et de son gouvernement élu –, les choses se présentaient bien pour Pizarro : dans une déclaration à la presse, il prédit qu'en 2006 le nombre de soldats chiliens déployés en Irak aurait atteint la barre des 3 000²³. En septembre 2004, la nouvelle entreprise de Pizarro, Global Guards, qu'il dit avoir façonnée sur le modèle de Blackwater, fit publier une nouvelle petite annonce dans le journal *El Mercurio*, cette fois pour recruter des pilotes d'hélicoptères et des mécaniciens afin de mettre en place des "taxis de l'air" pour les déplacements des hommes d'affaires au départ ou à destination de l'Irak²⁴. Selon le quotidien *La Tercera*, les pilotes devaient gagner 12 000 dollars par mois, et les mécaniciens 4 000. Seulement quelques heures après la publication de l'annonce, quarante pilotes et 70 mécaniciens avaient déjà envoyé leur curriculum vitae²⁵.

Mais Pizarro fit une terrible erreur de calcul.

Fin 2004, au plus fort des opérations, il décida de se diversifier en offrant ses services simultanément à Blackwater et à son concurrent direct, Triple Canopy. "Triple Canopy a commencé à me réclamer des centaines et des centaines de parachutistes chiliens pour des missions de sécurité statique [en Irak]", rapporte Pizarro. Impatient de développer son entreprise, il fit envoyer 400 gardes chiliens sur place. "C'était une mauvaise combinaison. Je n'avais pas réalisé à quel point [Blackwater et Triple Canopy] se détestaient." Lorsque Blackwater eut vent de l'accord entre Triple Canopy et Pizarro, Gary Jackson annonça à ce dernier que leur partenariat était terminé. "Gary m'a dit qu'il se sentait trahi, que mon geste était impardonnable... et au fond, il avait raison. C'est lui qui m'avait aidé à monter ma propre entreprise." Pizarro devait s'en mordre les doigts : les hommes qu'il fournissait à Blackwater étaient "des soldats de première catégorie, l'élite, d'anciens opérateurs des Forces spéciales, parfaitement bilingues", tandis que Triple Canopy était surtout intéressé par des soldats de "seconde

catégorie, moins chers, d'anciens fantassins sans compétences particulières, ne parlant pas bien anglais et ayant peu d'expérience opérationnelle". Malgré cela, Blackwater refusa de renouveler le contrat. Visiblement déçu, Pizarro raconte : "Au bout du compte, j'ai perdu Blackwater. Une entreprise fantastique." Ironie de la situation, Blackwater recontacta certains des commandos chiliens de Pizarro pour les engager indépendamment. Malgré sa "déception", ce dernier commente : "Le bon côté des choses, c'est que [les Chiliens] ont pu gagner beaucoup d'argent."

Après avoir perdu le contrat avec Blackwater, Pizarro continua à fournir des soldats à Triple Canopy et Boots and Coots, une entreprise texane spécialisée dans l'extinction des feux de puits de pétrole. Les commandos chiliens de Pizarro furent surnommés les "Pingouins noirs", un nom donné, dit-il, "parce que nous venions de la région antarctique, du pays des neiges ; les hommes étaient trapus, très bruns, ils se déplaçaient lentement, avec tout leur équipement. Alors ils nous ont appelé les pingouins". Pizarro en fit le nom officiel de ses troupes puis s'inspira du concept pour créer un logo. Pour lui, les "Pingouins noirs" (*Black Penguins*) relevaient aussi d'une volonté "de rivaliser avec Blackwater". Il affirme que, dès juillet 2005, Blackwater avait commencé à remplacer ses soldats chiliens par des forces jordaniennes moins coûteuses. "Ceux-là faisaient sans aucun doute partie de la troisième catégorie. Pas un mot d'anglais... aucune expérience militaire significative : de simples conscrits jordaniens." A peu près à l'époque où les choses se gâtèrent entre Blackwater et Pizarro, la concurrence était devenue plus rude : la "reconstruction de l'Irak" était temporairement suspendue, ce qui signifiait moins de missions pour les forces privées. Pizarro explique que beaucoup d'entreprises commencèrent alors à engager des soldats moins chers et moins bien entraînés. "Nous étions en concurrence avec des Salvadoriens, des Péruviens, des Nigériens, des Jordaniens, des Fidjiens. On ne pouvait pas rivaliser. Leurs tarifs étaient trois fois moins élevés que les nôtres."

BLACKWATER SE TOURNE VERS LA COLOMBIE

Pendant ce temps, comme beaucoup d'autres entreprises privées, Blackwater avait entamé un processus d'internationalisation de son armée en Irak : en plus des Chiliens, l'entreprise recrutait

désormais de nouveaux soldats en Colombie²⁶. En juillet 2005, Jeffrey Shippy, ancien employé de l'entreprise de sécurité privée américaine DynCorp International, commença alors à "vendre" les forces colombiennes aux firmes travaillant en Irak. Il fit paraître sur internet des publicités vantant les avantages à engager des soldats colombiens. Sur l'une d'elles, on peut lire : "Cela fait déjà quarante et un ans que ces soldats combattent le terrorisme. Ces troupes ont été formées par les SEAL de la Marine américaine et par les services anti-stupéfiants (*Drug Enforcement Administration*) pour diriger des opérations dans les jungles et les rivières de la Colombie afin de lutter contre le terrorisme et le trafic de drogue²⁷." A l'époque, Shippy proposait les services de plus d'un millier d'anciens soldats et officiers de police colombiens, tous formés par les USA. Vétéran de l'us Air Force, il affirme que l'idée lui est venue après avoir visité Bagdad, où il avait pu évaluer le marché : "En ce moment, le Département d'Etat américain souhaite vivement diminuer ses dépenses concernant la sécurité. Comme ils réduisent le budget, nous préférons proposer les postes à des soldats du Tiers-Monde²⁸." Selon le *Los Angeles Times*, Blackwater avait déjà déployé 120 Colombiens en Irak à l'époque²⁹. Bien que Gary Jackson ait refusé de confirmer l'information, l'emploi de forces colombiennes devint indéniable lorsque, un an plus tard, en juin 2006, des dizaines de soldats colombiens dénoncèrent ouvertement le fait que, selon leurs dires, Blackwater faisait en sorte de ne pas leur payer le salaire promis, une fois arrivés à Bagdad.

Fin août 2006, 35 contractuels colombiens se plaignirent dans une interview au magazine colombien *Semana* de ce qu'ils considéraient comme une escroquerie : Blackwater ne leur accordait que 34 dollars par jour quand leurs homologues américains gagnaient plusieurs fois ce salaire³⁰. Tout commença en Colombie en septembre 2005, comme le rapporte Esteban Osorio, capitaine de l'armée colombienne retraité. "Ce jour-là, j'ai rencontré un sergent qui m'a dit : «Monsieur, ils recrutent des soldats pour l'Irak et ils payent bien : 6 à 7 000 dollars par mois, sans taxes. Pas de temps à perdre, allons déposer nos cv.» Je n'ai pas pu me sortir ce chiffre de la tête", confia Osorio au quotidien *Semana*. De son côté, Juan Carlos Forero, ancien major de l'armée nationale, avoua : "Jamais de la vie je n'aurais pu imaginer gagner autant d'argent. Qui ne serait pas tenté par un travail où ils vous payent six ou sept fois votre salaire habituel?" Après avoir appris qu'il

pourrait gagner beaucoup en travaillant en Irak, Forero se rendit à Bogotá dans un bureau de recrutement pour y déposer son cv. “L’entreprise s’appelait ID Systems, se souvient-il. Ils représentaient une firme américaine du nom de Blackwater. C’est l’une des plus importantes entreprises de sécurité privées au monde, et ils travaillent pour le gouvernement américain.” En arrivant à ID Systems, Forero se réjouit d’y retrouver d’autres ex-officiers militaires, dont le capitaine Osorio, qu’il connaissait. Ils furent accueillis par un capitaine de l’armée retraité, Gonzalo Guevara. “Il nous a dit que, en gros, le travail consistait à assurer la protection d’installations militaires en Irak. Il a aussi dit que les salaires devaient tourner autour de 4 000 dollars par mois.” Même s’il n’était déjà plus question des 7 000 dollars annoncés, cela restait, comme le dit Forero, “une sacrée somme”.

En octobre 2005, les hommes furent priés de se présenter dans un camp d’entraînement au nord de Bogotá, à l’école de cavalerie. Des ex-membres de l’armée américaine y dirigeaient des cours allant de présentations théoriques sur l’Irak et “l’ennemi” à des exercices de maniement d’armes et différents essais de tir. Dans des propos rapportés par le quotidien *Semana*, un dirigeant colombien souligna que l’armée avait bien voulu rendre service en “prêtant gracieusement” l’une de ses bases pour les opérations d’entraînement. “La firme qui a sollicité la coopération de notre armée collabore avec le gouvernement américain. Nous lui accordons cette aide, c’est-à-dire la permission d’utiliser les bâtiments militaires, à condition qu’ils s’engagent à ne pas recruter du personnel actif.” Après l’entraînement, on demanda aux hommes de se préparer à tout moment à être déployés. Ce n’est pourtant qu’en 2006 qu’un appel de ID Systems leur fit savoir que Blackwater les attendait en Irak. Mais au lieu de 4 000 dollars promis, ils furent informés qu’ils ne seraient en fait payés que 2 700 dollars par mois. Malgré la déception, c’était toujours beaucoup plus que ce qu’aucun d’entre eux n’avait jamais gagné en Colombie. Le major Forero rapporte qu’un soir, à minuit, les hommes reçurent des contrats à signer et l’ordre de se présenter à l’aéroport quatre heures plus tard. “On n’a pas vraiment eu le temps de lire les contrats, se souvient-il. On a juste signé et on est partis en quatrième vitesse, parce que quand ils nous les ont donnés, ils nous ont aussi demandé d’être à l’aéroport quatre heures après. Tout était tellement précipité qu’on a à peine eu le temps de dire au revoir à nos familles avant de faire nos valises et

de nous mettre en route pour El Dorado [l'aéroport de Bogotá].” Les futurs soldats eurent finalement le temps de lire les contrats qu'ils venaient de signer durant le voyage qui allait les mener à Bagdad en passant par le Venezuela, l'Allemagne et la Jordanie. “Et c'est là qu'on s'est rendu compte que quelque chose ne collait pas, se souvient Forero. Le contrat disait qu'on serait payés 34 dollars par jour, ce qui signifiait que notre salaire mensuel serait de 1 000 dollars, et non 2 700.”

Dès leur arrivée à Bagdad, les Colombiens firent part à leurs supérieurs de leur inquiétude concernant leur paye. On leur répondit que la question serait réglée plus tard. Ils apprirent ensuite qu'ils allaient prendre le relais d'un groupe de soldats roumains en contrat avec Blackwater. “Quand on les a rejoints, ils nous ont demandé à combien s'élevaient nos contrats. Nous leur avons dit 1 000 dollars.” – “Mais personne n'irait se fourrer à Bagdad pour seulement 1 000 dollars!” s'exclamèrent les Roumains, choqués, ajoutant qu'eux-mêmes étaient payés 4 000 dollars pour le même travail. Les Colombiens répondirent qu'ils s'étaient déjà plaints à Blackwater et ID Systems, leur disant que si on ne leur donnait pas, au moins, les 2 700 dollars mensuels qui leur avaient été promis, ils allaient repartir en Colombie. “Quand on est arrivés à la base, ils nous ont pris tous nos billets de retour. Ils nous ont dit que si on voulait rentrer, on n'avait qu'à le faire par nos propres moyens”, témoigne le capitaine Osorio. “Ils ont aussi dit que ceux qui voulaient partir étaient libres, mais nous n'avions pas un peso en poche. Comment est-ce qu'on était censés trouver à Bagdad les 10 ou 12 millions de pesos pour payer le billet d'avion?” Leurs supérieurs, ajoute-t-il, “ont menacé de nous faire quitter la base et nous abandonner dans les rues de Bagdad à la merci d'un kidnapping, voire d'un meurtre”. Désespérés, les soldats contactèrent le quotidien *Semana* qui relaya l'information : “Il faut que les gens qu'ils recrutent en Colombie soient conscients de ce qui se passe vraiment là-bas, et ne se laissent pas bernier”, prévint Forero, tandis qu'un de ses compatriotes se plaignait d'avoir été “abusé par l'entreprise, qui nous a fait miroiter des gros salaires pour nous convaincre de partir”. Chris Taylor, vice-président de Blackwater, ne nia pas le montant des salaires, objet des protestations. Il précisa cependant que cette baisse résultait simplement d'une révision des termes du contrat : “Il y a eu un changement dans le contrat. Un contrat a expiré, un autre a renchéri, et voilà, ça change la donne. Mais tous les Colombiens ont signé pour un contrat de 34 dollars par jour la

veille de partir en Irak³¹.” La direction de Blackwater affirma avoir proposé aux soldats de les rapatrier après qu’ils se furent plaints de leur salaire. En 2007, le capitaine Guevara, l’un des recruteurs colombiens pour Blackwater, fut abattu à Bogotá.

“BUSINESS AS USUAL”

Tandis que le marché mercenaire en Irak et en Afghanistan était en plein boom, l’Amérique latine découvrait – presque du jour au lendemain – l’existence de camps d’entraînements et d’opérations du type de celles menées par Pizarro au Chili. En septembre 2005, il fut révélé qu’un camp d’entraînement secret était implanté dans la région montagneuse et difficile d’accès de Lepaterique, en Honduras, à environ 25 km de Tegucigalpa³². La base était gérée par Your Solutions, une entreprise basée à Chicago, et aurait été dirigée par un certain Angel Méndez, ex-soldat américain³³. Dans les années quatre-vingt, la CIA avait utilisé la base militaire de Lepaterique comme terrain d’entraînement pour les Contras, les contre-révolutionnaires nicaraguayens. Elle avait aussi accueilli les quartiers généraux du désormais célèbre Bataillon 316³⁴, un escadron de la mort soutenu par les États-Unis et responsable de nombreux assassinats et tortures politiques dans les années quatre-vingt, à l’époque où John Negroponte était ambassadeur américain au Honduras. Vingt ans plus tard, la base était transformée par une entreprise privée en terrain d’entraînement de soldats honduriens pour la guerre mercenaire en Irak. Les instructeurs “nous ont expliqué que là où nous irions, tout le monde serait notre ennemi, et que c’est comme ça qu’il fallait les voir. Parce qu’ils essaieraient de nous tuer, nous et les gringos”, témoigna une recrue dont l’identité n’a pas été dévoilée. “Il fallait se sentir prêt à tuer froidement quand il le faudrait, y compris des enfants³⁵.” La plupart des Honduriens recrutés par Your Solutions faisaient partie des troupes envoyées en Irak par le Honduras en 2003³⁶. Le gouvernement avait fait retirer ces troupes suite aux protestations massives de la population hondurienne, et tout juste après l’annonce de la nomination de Negroponte au poste d’ambassadeur américain en Irak. Il fut révélé en septembre que Your Solutions ne recrutait pas exclusivement des Honduriens : dans le camp de Lepaterique, plus de 200 Chiliens se préparaient à être déployés en Irak³⁷.

Parmi les Chiliens engagés par Your Solutions pour superviser les opérations au Honduras se trouvait Oscar Aspe, l'un des associés de Pizarro. Il avait dirigé l'une des unités chiliennes à Bagdad durant leur contrat avec Blackwater en 2004³⁸. Ancien Marine chilien et commando de la Marine, Aspe est suspecté d'être impliqué dans le meurtre de Marcelo Barrios, un étudiant et activiste tué en 1989³⁹. Les défenseurs des droits de l'homme dénoncèrent le crime comme étant un assassinat politique, bien que personne ne fût reconnu coupable. Lorsque, en septembre 2005, les autorités honduriennes apprirent que des Chiliens étaient entrés dans le pays avec des visas touristiques, Daniel Ramos, ministre aux Affaires étrangères, leur ordonna de quitter le territoire, arguant que la constitution du pays interdisait aux étrangers de s'entraîner à des opérations militaires ou de sécurité sur le sol hondurien. A l'époque, Your Solutions avait déjà déployé avec succès 36 soldats honduriens en Irak et prévoyait d'en envoyer 353 autres, plus 211 Chiliens⁴⁰. Les hommes devaient recevoir 1 000 dollars par mois⁴¹, c'est-à-dire beaucoup moins que les soldats chiliens de Pizarro. Suite à l'ordre d'expulsion de Your Solutions hors du territoire, Aspe rétorqua avec arrogance : "Notre mission, c'est d'arriver en Irak, qu'on se fasse expulser du [Honduras] ou non⁴²." Au mois de novembre, Your Solutions avait déjà fait envoyer en Irak, en un jour seulement, 108 Honduriens, 88 Chiliens et 16 Nicaraguayens⁴³. Des opérations similaires se seraient déroulées au Nicaragua et au Pérou. En novembre 2006, le gouvernement hondurien imposa à Your Solutions une amende de 25 000 dollars pour avoir enfreint la loi du travail. "L'entreprise formait des mercenaires et nous avons dû la sanctionner, sachant que l'emploi de mercenaires est, en soi, une atteinte aux droits des travailleurs, et cela dans n'importe quel pays", expliqua Santos Flores, un porte-parole du gouvernement⁴⁴. A l'heure où il prononçait ces paroles, Benjamin Canales, le directeur général de Your Solutions, avait déjà quitté le pays⁴⁵.

De son côté, Miguel Pizarro fut accusé en octobre 2005 par Waldo Martinez, procureur militaire chilien, d'avoir "mis en place des groupes de combats armés et d'avoir de façon illégale exercé des fonctions qui relèvent des forces armées et de la police⁴⁶". Il risquait un maximum de cinq années de détention. Pizarro se défendit dans une déclaration publique, affirmant que l'ensemble de ses activités était légal et qu'il avait été autorisé par le Département d'Etat américain à travailler en Irak : "Nous ne

sommes pas des mercenaires. Nous sommes des gardes privés de la sécurité internationale. Les mercenaires sont des criminels poursuivis en justice dans le monde entier⁴⁷.” Il accusa les politiciens socialistes d’être à l’origine de ce qu’il qualifia de “campagne de dif-famation” et se plaignit “de l’absence d’une loi chilienne permettant de se défendre contre ce genre d’attaques”. Pizarro a depuis main-tenu sa position d’innocence. Il n’a été inculpé d’aucun crime ni violation.

Fin 2006 encore, aucune action n’avait été intentée contre lui, et il semblait peu inquiet d’avoir un jour à répondre de ses agis-sements. Il continua de diriger Global Guards et de fournir des soldats à la firme Triple Canopy ainsi qu’à d’autres compagnies en Irak. Ce n’était pourtant plus la grande “ruée vers l’or” qu’il avait connue à l’apogée de son partenariat avec Blackwater, lequel avait pris fin en décembre 2005. Les “Pingouins noirs” de Pizarro opé-raient dans les quartiers généraux américains implantés à Basso-rah et Kirkouk, et assuraient aussi la protection des bureaux de la firme Triple Canopy à Bagdad⁴⁸. Pizarro avait même commencé à se renseigner sur “les opportunités de travail au Pakistan et en Afghanistan”, tout en ajoutant qu’il était prêt à renouveler son par-tenariat avec Blackwater sur un seul signe de la compagnie. Lui qui décrivait son travail comme “la plus belle façon de gagner sa vie” attendait impatiemment la reprise des opérations de “reconstruc-tion” en Irak qui, espérait-il, rouvrirait le “marché” à la sécurité privée. En octobre 2006, il fit la déclaration suivante : “Nous allons prendre notre mal en patience, jusqu’à ce que le gouverne-ment américain instaure l’environnement politique adéquat pour la reconstruction de l’Irak. Nous croyons fermement que ce n’est qu’une question de mois, et non pas d’années, et que le peuple américain se rendra bientôt compte qu’il est indispensable que les Etats-Unis reconstruisent cette nation. Et la reconstruction passe par l’envoi en Irak de 400 compagnies civiles”, toutes néces-sitant d’importantes opérations de sécurité assurées par des firmes comme Global Guards.

Pour Tito Tricot, ancien prisonnier politique chilien victime de la torture, l’emploi par les USA de Chiliens et d’autres soldats originaires de pays connus pour leurs violations des droits de l’homme n’a “rien de nouveau”. Mais, ajoute-t-il, “il y a quelque chose de profondément pervers dans la privatisation de la guerre en Irak et l’utilisation de mercenaires. L’externalisation des ser-vices et la sous-traitance ont pour buts de diminuer les frais

(sachant que les mercenaires du «Tiers-Monde» sont moins payés que leurs homologues des pays développés) et de maximiser les profits. C'est la politique du «Laissons les autres faire la guerre à notre place». Dans tous les cas, les Irakiens n'ont pas leur mot à dire. Et c'est précisément cette déshumanisation de «l'ennemi» qui permet aux firmes privées et au gouvernement de recruter plus facilement des mercenaires. C'est exactement la même stratégie qui a été employée par l'armée chilienne pour former les membres de la police politique et écraser les opposants à la dictature. Des mercenaires chiliens en Irak, c'est *business as usual*, la routine, en sorte⁴⁹.

DES CONTRATS CONTESTÉS

Le 5 janvier 2005, les familles de Scott Helvenston, Jerry Zovko, Wes Batalona et Mike Teague attaquèrent en justice Blackwater pour “décès imputable à une faute” à la cour supérieure du comté de Wake, en Caroline du Nord. “Ce qui se passe en ce moment est encore pire que ce combat de cow-boys et d’Indiens qui se joue en Irak, déclara l’avocat Dan Callahan. La société Blackwater conduit ses agissements sans être soumise au contrôle qui serait normalement exercé dans toute société civilisée. Ce procès sera donc aussi celui de la corruption et de l’inefficacité du système en vigueur en Irak¹.” Les plaignants affirmaient que les hommes “seraient encore en vie aujourd’hui” si seulement Blackwater les avait correctement préparés à leur mission² : “Le fait que ces quatre Américains aient été envoyés dans une zone à haut risque – la ville de Fallouja en proie à la guerre – sans véhicules blindés, ni armes automatiques, et sans le nombre d’hommes minimum requis dans une équipe n’a rien d’un accident. Au contraire, les responsables de Blackwater ont sciemment envoyé cette équipe sans l’équipement ni le nombre de membres nécessaire³.”

A première vue, cette attaque semblait exagérée. Après tout, les quatre contractuels en question étaient d’abord des mercenaires. Tous s’étaient engagés de leur plein gré en Irak, pour un salaire important, tout en sachant qu’ils avaient de fortes chances de se faire tuer ou mutiler. Dangers qui se trouvaient, d’ailleurs, mentionnés de façon on ne peut plus claire dans les contrats de Blackwater, où il était crûment indiqué que les hommes prenaient le risque “d’être tué, mutilé à vie et/ou tué par arme à feu ou munitions, de tomber d’un avion ou d’un hélicoptère en vol, d’être la cible d’un tireur embusqué, de sauter sur une mine, d’être victime de fusillades, de lance-roquettes, de camions ou de voitures piégées,

de séismes ou autres catastrophes naturelles, d'empoisonnement, de rébellions civiles, d'activités terroristes, de combats à mains nues, de maladies (empoisonnement, etc.), d'être tué ou mutilé à bord d'un avion ou hélicoptère, de souffrir d'une perte ou diminution de l'audition ou de la vue, d'inhaler ou d'être mis au contact de substances biologiques ou chimiques contaminantes (par voie aérienne ou autre), d'être heurté par des projectiles, etc.⁴". Dans sa requête en référé afin de faire annuler les charges, Blackwater cita un passage d'un contrat standard de l'entreprise, qui stipulait que les signataires "[avaient] pleinement apprécié les dangers et [avaient] de leur plein gré accepté les risques précités ainsi que tous les autres risques potentiels liés, directement ou indirectement, à leur tâche⁵".

Ce qui rendait l'affaire encore plus compliquée était que, comme la plupart des opérations militaires privées en Irak, la mission menée à Fallouja par les hommes de Blackwater se perdait sous des monceaux de sous-contrats. La question de savoir pour qui ils travaillaient réellement resta source de désaccord pendant plusieurs années après l'embuscade. Il sembla tout d'abord que les soldats travaillaient selon les termes d'un sous-contrat entre Eures Support Services (ESS) et Kellogg Brown & Root (KBR), la filiale d'Halliburton qui aurait facturé le gouvernement américain pour les prestations de sécurité de Blackwater⁶. Dans le contrat initial qui liait Blackwater/Regency et ESS, il était stipulé qu'ESS "se réservait le droit de mettre fin à cet accord ou à n'importe quel terme du présent contrat sous trente (30) jours avant notification écrite dans le cas où ESS serait notifié par écrit de l'annulation de ses contrats par Kellogg Brown & Root, pour quelque raison que ce soit, ou dans le cas où ESS serait notifié par écrit par Kellogg Brown & Root qu'ESS n'est plus autorisé à utiliser de services de sécurité privés sous quelque forme privée que ce soit [*sic*]⁷". Après l'embuscade de Fallouja, KBR/Halliburton refusa de confirmer quelque relation que ce soit avec ESS, malgré la référence explicite à KBR figurant dans le contrat.

L'avocat Dan Callahan fit remarquer que, si Blackwater s'était rendue coupable aux Etats-Unis des mêmes crimes dont elle était accusée en Irak, "des charges criminelles auraient été retenues contre l'entreprise". Chris Bartelli, le porte-parole de Blackwater, déclara dans l'une des rares allocutions publiques qu'il fit sur l'affaire : "Nos pensées et nos prières sont allées et vont encore vers ces hommes et leurs familles... Blackwater espère que la dignité

et l'honneur de nos camarades tombés ne seront pas ternis par le recours à une procédure judiciaire⁸.” Katy Helvenston-Wettengel, qui qualifia cette déclaration de “pures conneries”, rétorqua que les familles n'avaient décidé d'attaquer en justice que parce que la firme leur avait menti, refusant de coopérer et leur donnant de fausses informations. “La seule chose que Blackwater arrive à comprendre, apparemment, c'est le fric, déclara-t-elle. Ils n'ont pas de morale, pas de valeurs. Ce sont des putes, les putes de la guerre.”

Après l'ouverture du dossier en janvier 2005, l'affaire suivit lentement son cours dans le système judiciaire, provoquant au passage plusieurs débats sur la juridiction. Dès le départ, Blackwater fut représentée par les avocats et les firmes les plus importants et influents de tous les Etats-Unis. Le premier avocat de l'entreprise dans l'affaire de Fallouja était Fred Fielding, l'ancien conseiller du président Reagan (parmi les assistants de Fielding à ce poste se trouvait John Roberts, futur président de la Cour suprême des Etats-Unis). Fielding avait notamment été avocat principal sous le mandat Nixon, et faisait partie de la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les Etats-Unis (*9/11 Commission*).

Dans les mois qui suivirent le lancement de la procédure, Blackwater n'avança aucun argument spécifique contre les accusations des familles, préférant rejeter leurs allégations en bloc. La direction se concentra sur l'idée que le procès remettait en cause rien moins que la capacité du président des Etats-Unis à appliquer une politique étrangère en tant que Commandant en chef des forces armées. “La question de savoir si les contractuels peuvent être jugés pour des faits de guerre dans n'importe quelle cour alors que les services militaires ne pourront l'être... risque de conditionner le droit du président, en tant que Commandant en chef, à déployer ou non la Force totale d'ici quelques décennies”, lisait-on dans le mémoire d'appel de Blackwater, déposé le 31 octobre 2005⁹. Deux mois plus tard, Blackwater ajouta une nouvelle pièce au dossier, l'Ordre 17 de Paul Bremer (qui immunisait de façon officielle les soldats privés en Irak), arguant que puisque l'ordre “réflétait une décision en matière de politique étrangère prise ou du moins soutenue par les Etats-Unis”, alors Blackwater devrait “être immunisée contre les faits qui lui [étaient] reprochés” dans l'affaire¹⁰. Les avocats de la firme basaient leur défense sur l'idée qu'autoriser des poursuites contre Blackwater pourrait menacer la capacité du pays à mener une guerre : “Il est nécessaire, pour

que les contractuels fédéraux puissent accompagner les forces armées américaines sur le champ de bataille, que leur immunité concernant d'éventuelles victimes soit protégée et uniformément appliquée par les cours fédérales. Rien ne pourrait être plus dommageable au concept de Force totale, basé sur le volontariat, qui sous-tend la doctrine américaine en matière de main-d'œuvre militaire, que d'exposer les éléments privés au système correctionnel de cinquante États, le tout transposé sur des champs de bataille étrangers... La façon dont le président dirige et supervise ces opérations militaires, y compris les décisions qu'il prend durant les différentes étapes de ces opérations (entraînement, déploiement, armement, missions, composition, planification, analyse, gestion et supervision des soldats privés et de leurs missions) échappe au rôle des cours fédérales, et donc à celui des cours d'États¹¹."

La direction de Blackwater se défendit en disant qu'aucune cour ne pouvait interférer dans ses opérations puisque cela reviendrait à interférer dans le fonctionnement de l'armée, partant du principe qu'à Fallouja, leurs hommes "assuraient une fonction militaire classique : escorter un convoi de marchandises jusqu'à la base militaire, avec l'autorisation du Bureau du secrétaire à la Défense¹²".

Mais les enjeux de cette affaire concernaient également les autres grandes firmes privées de la guerre. En septembre 2006, KBR (la firme privée détentrice du plus gros contrat avec le Pentagone, totalisant 16,1 milliards de dollars pour ses opérations en Irak¹³) apporta son soutien à Blackwater en tant qu'*amicus curiae* ("ami de la cour"). Dans sa contribution au dossier, KBR se présentait comme "le plus grand prestataire civil de support logistique d'opérations de stabilité internationales du département de la Défense¹⁴". KBR appuya l'argument de Blackwater concernant la Force totale, arguant que le Programme de renforcement de la logistique civile (LOGCAP) avait pour but "de faciliter les opérations de stabilité en intégrant des firmes de support logistique militaire, comme KBR, dans la Force totale de l'armée régulière. KBR fait office de «multiplicateur de force» grâce à des services indispensables au bon déroulement des missions, comme la conduite de convois de marchandises militaires. De tels services étaient auparavant assurés exclusivement par le personnel militaire officiel, mais à tous égards ils continuent d'être menés sous la direction et le contrôle des commandants de l'armée américaine¹⁵".

Dès le départ, l'affaire Blackwater fut considérée comme établissant un précédent concernant l'application de la structure juridique aux forces privées en zones de guerre. En octobre 2006, la firme engagea pour la représenter l'un des avocats les plus redoutables de toute la nation : Kenneth Starr, le conseiller indépendant qui, en 1999, s'était fait connaître en tentant de faire destituer le président Clinton (*impeachment*) dans l'affaire qui l'opposa à Monica Lewinsky¹⁶. Starr et ses collègues soutinrent que Blackwater était "constitutionnellement immunisée" contre ce genre de poursuites et que, si les procédures engagées contre la société aboutissaient, "cela causerait à Blackwater des dommages irréparables¹⁷". Blackwater soumit à la Cour suprême une pétition de dix-huit pages dans laquelle l'entreprise affirmait qu'il n'existait aucun autre cas de poursuite en justice contre des compagnies militaires ou de sécurité dans les cours fédérales "car le plan général de régulation édicté par le Congrès et le président accordent aux entrepreneurs militaires, telle Blackwater, l'immunité contre tout litige au niveau fédéral¹⁸". Le 24 octobre, le juge Roberts se contenta de répondre par un "refusé" à la requête de Blackwater, sans plus justifier sa décision. Fin novembre 2006, devant les objections des avocats de Blackwater, le juge de la cour supérieure du comté de Wake, Donald Stephens, ordonna la reprise de l'affaire¹⁹. Un mois plus tard, Starr et ses collègues firent appel pour demander à ce que le cas soit entendu devant la Cour suprême, arguant que son passage en cour d'Etat "exposait les entrepreneurs civils américains poursuivant en territoire hostile des opérations mandatées par le département de la Défense à tomber sous la juridiction du système correctionnel de cinquante Etats, chose pour le moins déstabilisante... qui soumet ainsi les entrepreneurs civils aux caprices d'un régime éclaté, combinaison contradictoire des systèmes législatifs des différents Etats²⁰". En décembre 2006, soit deux ans après le lancement de la procédure contre Blackwater pour "décès imputable à une faute", l'entreprise déposa plainte contre les familles des quatre soldats tués à Fallouja, réclamant 10 millions de dollars sous prétexte que celles-ci avaient enfreint le contrat de leurs proches avec la société, lequel stipulait qu'ils ne pouvaient se retourner en justice contre l'entreprise²¹. Maître Callahan qualifia l'action de "basse tentative visant à entraver la quête de justice des familles".

Après deux ans de batailles juridiques perdues, et juste avant l'ouverture d'un procès aux enjeux décisifs, Blackwater s'engagea

à la dernière minute dans d'habiles manœuvres juridiques. En mai 2007, les avocats de la société réussirent à persuader le doyen des juges de la Caroline de Nord de faire arbitrer l'affaire en huis clos qui, selon Blackwater, était le seul tribunal compétent pour juger l'affaire selon les termes du contrat signé par les quatre victimes. Si une décision de loi ordonnait que l'affaire soit entendue en privée par un jury de trois personnes, il se révélerait alors impossible de faire appel de cette décision. "Quiconque croit en l'application de la loi devrait se réjouir de voir l'accord écrit être enfin honoré, et le litige prêt à être arbitré selon les souhaits des deux parties", déclara Anne Tyrrell, la porte-parole de la société²². L'un des avocats de Blackwater alla même jusqu'à déclarer : "Nous en avons fini avec la cour fédérale²³." Si ce scénario était suivi, le procès ne serait pas rendu public, le nombre de témoins et d'éléments portés à la connaissance de la partie plaignante serait limité, et une fois le verdict rendu, les deux parties impliquées dans l'affaire se verraient interdire le droit de le divulguer, de même que toute information relative au procès. Les familles des victimes en étaient toujours à contester cette décision en avril 2008. Callahan et Miles déclarèrent ainsi : "Blackwater fait tout pour que l'examen de leurs agissements coupables se passe hors des regards du public et sans jury. La société essaie de nier aux familles leur droit à la vérité sur l'implication de Blackwater dans la mort de ces quatre Américains, et de les réduire au silence²⁴."

Durant toute la progression de l'affaire dans le labyrinthe juridique, Blackwater changea régulièrement de conseillers et d'avocats, avançant à chaque fois de nouveaux arguments dans l'espoir de faire tomber les charges avant le début du procès proprement dit. En janvier 2008, l'entreprise se retourna violemment contre Wiley Rein, la firme qui l'avait initialement représentée dans l'affaire Fallouja. Blackwater attaqua la firme pour faute professionnelle, soutenant que si les avocats avaient fait leur travail, "les charges auraient été abandonnées et le litige impliquant les plaignants serait déjà réglé²⁵". Blackwater réclamait 30 millions de dollars de dommages et intérêts. Wiley Rein répondit que les accusations étaient infondées.

Si on pense aux dizaines de milliers d'Irakiens morts depuis l'invasion et les multiples sièges américains à Fallouja qui ont suivi l'incident impliquant Blackwater, on pourrait qualifier ce procès de simple querelle de militaristes. Dans une perspective plus large, le vrai scandale était le fait que les Etats-Unis avaient

grand ouvert la porte de l'Irak aux firmes mercenaires, dont les forces semblaient pouvoir parcourir le pays en toute impunité. Mais les familles des victimes n'étaient pas dupes des conséquences d'une telle politique : "Plus d'un millier de personnes sont mortes à cause de ce qui est arrivé à Scotty", déplora Katy Helvenston-Wettengel. Bien que les représailles armées menées par Blackwater à Fallouja après la mort des soldats n'aient pas été mentionnées pendant le procès, l'affaire secoua toute la communauté d'entreprises qui avaient engrangé d'énormes profits en Irak et dans d'autres zones de guerre. Lorsque Blackwater fut attaquée en justice, plus de 428 contractuels avaient déjà été tués, et la quasi-totalité des compensations financières aux familles était payée par les contribuables américains. En février 2008, le département du Travail des Etats-Unis rectifia ce chiffre, qui passa alors à 1 123 soldats tués et 13 000 blessés. "Cette affaire marque un précédent, affirma maître Miles. Tout comme cela s'est passé pour l'industrie du tabac ou des armes, une fois qu'ils auront perdu ce premier procès, ils redouteront de nouvelles poursuites²⁶."

LA CHUTE DU BLACKWATER 61

L'expert militaire Harley Miller s'extirpa de l'épave méconnaissable du Blackwater 61, l'avion à turbopropulseur qui venait de s'écraser contre la chaîne de montagnes afghane de Koh-i-Baba, haute de 4 500 mètres, dans le prolongement de la chaîne Hindu Kush. Une fois dehors il vit les deux autres soldats qui se trouvaient à bord avec lui : tous deux avaient été tués par l'impact. Ils étaient encore attachés à leur siège. Le jeune Miller, vingt et un ans, souffrait de blessures presque aussi graves que celles qui avaient été fatales à ses camarades. Il était seul sur une montagne recouverte de neige, à 600 mètres du sommet. Les deux pilotes, des contractuels de Blackwater, avaient été projetés à 45 mètres de l'avion après une chute de 120 mètres et avaient été tués par le choc. Le corps de l'ingénieur aéronautique gisait tout près de la cloison de l'avion²⁷.

Miller alluma une cigarette et la porta à ses lèvres. Il s'allongea sur un lit de fortune. Il avait une côte cassée et souffrait d'une importante hémorragie interne, de traumatismes pulmonaire et abdominal ainsi que de blessures légères à la tête. Mais le froid et le manque d'oxygène aggravèrent encore ses blessures ; après avoir survécu huit

heures seul en haut de Koh-i-Baba, Miller finit par succomber. Son corps ne serait retrouvé que trois jours plus tard²⁸.

L'accident du Blackwater 61, un avion privé sous contrat avec l'armée américaine, le 27 novembre 2004, ne fit pas beaucoup parler de lui dans les médias. Même si, depuis l'embuscade falloujienne, le nom de Blackwater était devenu familier, l'histoire de cette épave inaccessible, infime point sur la carte des montagnes accidentées d'Afghanistan, n'intéressait que peu de monde. Ici, pas d'images sanglantes à diffuser en continu, pas de déclarations de la Maison Blanche. Pour autant qu'on sache, il ne s'agissait que d'un accident mineur dans ce qui était devenu (du moins, aux yeux des médias), une guerre secondaire déjà presque oubliée, celle d'Afghanistan. Mais pour Blackwater, l'accident allait vite devenir source de sérieux ennuis juridiques, d'autant plus que cette fois, contrairement à l'épisode de Fallouja, le détail du drame avait été officiellement consigné par écrit. Le Comité d'investigations collatérales de l'armée (*US Army's Collateral Investigations Board*) et le Comité national sur la sécurité des transports (NTSB, *National Transportation Safety Board*) noircirent des centaines de pages de documents d'enquête sur l'accident. Une boîte noire avait enregistré le déroulement des derniers instants du vol. Contrairement à l'embuscade de Fallouja, les victimes appartenaient cette fois à l'armée régulière, et les responsables directs du drame, même s'il ne s'agissait que d'un accident, étaient des soldats privés. A première vue, il n'y avait que peu de rapport entre l'épisode de Fallouja et celui de l'accident dans les montagnes Koh-i-Baba, hormis le fait que, dans les deux cas, des hommes de Blackwater s'y étaient retrouvés impliqués.

Cependant, des similarités commencèrent à se dessiner lorsque les familles des trois soldats morts dans l'accident portèrent plainte contre Blackwater pour "décès imputable à une faute" le 10 juin 2005. Elles accusaient l'entreprise d'avoir bâclé le travail et négligé certaines procédures de sécurité basiques, causant ainsi la mort de leurs proches faute de vérifications suffisantes²⁹. Cette fois encore, tout comme lors de l'affaire Fallouja, la grande ligne de défense de Blackwater était que ses forces étaient immunisées contre toute poursuite judiciaire en raison de leur appartenance à la "Force totale" de la guerre contre la terreur³⁰.

La division d'aviation de Blackwater, Presidential Airways, a tenu secrètes la plupart de ses opérations même si sa flotte aérienne a régulièrement utilisé les mêmes aéroports que la CIA lors de son

programme de transfert spécial de prisonniers (*extraordinary rendition program*), l'envoi de suspects (notamment les personnes suspectées de terrorisme) vers des pays où la torture est légale afin de les "interroger" sans crainte de poursuites légales³¹. Les pilotes de Blackwater doivent posséder le même type d'autorisation que les personnes impliquées dans ces "transferts".

Le contrat concernant le vol du Blackwater 61 en Afghanistan avait été signé en septembre 2004, soit deux mois avant l'accident³². Après trois mois de négociations, l'Air Force avait finalement accepté de verser 34,8 millions de dollars à Presidential Airways pour envoyer des avions "à décollage et atterrissage court" en Afghanistan, en Ouzbékistan et au Pakistan³³. Presidential s'engagea à mettre en place 6 vols réguliers par jour vers de petits aérodromes dans diverses régions d'Afghanistan, ou davantage si nécessaire. Selon les estimations, les 3 avions de Presidential Airlines devaient accomplir 8 760 heures de vols par an³⁴. Dans une édition d'octobre 2004 de sa newsletter *Tactical Weekly*, Blackwater annonçait fièrement : "Grâce à ce contrat, [Blackwater Aviation] a pu étendre ses services au-delà de l'Irak, et apportera ainsi une aide précieuse aux hommes et aux femmes de l'armée américaine stationnés en Afghanistan, ainsi que dans les pays du sud de l'ancienne Union soviétique³⁵."

John Hight, directeur des opérations de Presidential Airlines, justifia le tarif demandé par Blackwater par son "expérience dans le décollage et l'atterrissage sur des pistes non aménagées et sa collaboration avec l'armée dans le transport des chuteurs opérationnels³⁶". Hight expliqua que dès que l'entreprise sut que l'offre avait été acceptée, il commença à recruter des "pilotes expérimentés de la CASA" (agence fédérale australienne pour la sécurité de l'aviation civile) pour les missions en Afghanistan. Cinq jours après la signature du contrat, le premier avion de la firme se posait sur le sol afghan³⁷.

Lorsque le Blackwater 61 s'écrasa, l'accident fut présenté par les télévisions comme un événement malheureusement banal – le genre de faits divers auxquels les journaux accordent à peine quelques lignes. Deux semaines après, la femme de l'ingénieur Rowe en avait d'ailleurs parlé comme d'"un bête accident d'avion comme il arrive régulièrement³⁸".

Seulement, à mesure que l'enquête de l'armée progressait, révélant de nouveaux éléments, les familles des victimes commencèrent à penser que l'accident n'était pas dû au hasard. Le 10 juin 2005, les familles de Michael McMahon, Travis Grogan et Harley

Miller attaquèrent en justice les filiales aéronautiques de Blackwater pour négligence de la part du personnel de bord, accusant la firme d'avoir causé la mort des soldats. On pouvait lire dans l'accusation : "Les violations flagrantes et majeures des règles de sécurité par l'entreprise Blackwater témoignent d'un dangereux mépris de la vie humaine ainsi que des droits et de la sécurité de leurs passagers. Les actions entreprises par Blackwater attestent de l'agressivité et de l'inconscience qui régissent la politique de l'entreprise, ses procédures, son organisation et ses opérations aériennes³⁹." L'avocat des familles, Robert Spohrer, ajoute : "S'ils veulent diversifier leurs services en envoyant des avions en Afghanistan, alors qu'ils s'associent au moins avec des entreprises qui placent la sécurité de nos soldats avant le profit. Cela n'a malheureusement pas été le cas ici⁴⁰."

La position des familles se trouvait renforcée par le fait que le Comité d'investigations collatérales avait déterminé, au terme d'une longue enquête, que Blackwater était en tort dans l'accident : l'équipe avait pâti d'un "manque de connaissance de la situation", "d'inattention due à une assurance injustifiée" ainsi que d'un "jugement erroné et d'une propension à prendre des risques excessifs⁴¹". L'armée indiqua que, de plus, l'enquête avait révélé "des contrôles insuffisants et une mauvaise coordination au sein de l'équipe⁴²".

En décembre 2006, presque deux ans après que les inspecteurs de l'armée eurent conclu leur rapport, le Comité sur la sécurité des transports nationaux délivra son propre rapport. Le NTSB conclut que les pilotes de Blackwater "avaient eu une attitude peu professionnelle et volaient délibérément à basse altitude en empruntant un trajet non conforme". Le comité avait également découvert que la vision et la capacité de jugement des pilotes avaient peut-être été altérés car ils n'utilisaient pas d'oxygène, ce qui était passible de sanctions sous les lois fédérales.

Mais la découverte la plus frappante du dossier, résultat d'autopsies non mentionnées dans le premier rapport de l'armée, était que l'expert Miller "avait survécu environ huit heures minimum" après l'accident et que "selon toute vraisemblance, s'il avait reçu une assistance médicale durant cette période suivie des opérations chirurgicales nécessaires, il aurait survécu". En fait, en plus d'accuser les pilotes et Presidential Airlines, le NTSB accusa aussi l'Administration fédérale de l'aviation (FAA, *Federal Aviation Administration*) et le Pentagone de n'avoir pas "assuré de contrôle

adéquat”. Un membre du NTSB témoigna d’une opinion similaire en insistant sur la confusion juridictionnelle accompagnant forcément une enquête “sur un accident civil s’étant déroulé en zone de guerre et dont l’opérateur obéissait aux directions du département de la Défense”. Deborah Hersman du NTSB se déclara “troublée” par le fait que le département de la Défense et la FAA n’aient pas au préalable déterminé qui serait responsable lors de “ce type de vols”, ajoutant que, même si la FAA s’était rendue coupable de manque de contrôles, ni elle ni le NTSB n’avait de personnel affecté en Afghanistan⁴³. Ces préoccupations, de même que la description faite par Herman de Blackwater 61 comme étant “une opération militaire très clairement soumise au contrôle du département de la Défense”, allaient directement servir d’argument de réponse à Blackwater.

La ligne de défense adoptée par l’entreprise dans l’affaire de l’Afghanistan fut sensiblement la même que celle de l’affaire Fallouja : Blackwater et ses filiales faisant partie de la “Force totale” du gouvernement, elles sont immunisées contre toute responsabilité civile. La société s’entêta à nier qu’une cour puisse avoir juridiction dans l’affaire, et à chaque étape de la procédure tenta de stopper le processus de signification des défenses, soutenant que le simple fait d’accepter le licenciement de ses employés serait une atteinte à cette immunité. “L’immunité contre les poursuites, expliquèrent les avocats de la firme, ne signifie pas seulement que la partie en question ne peut être déclarée coupable. Cela signifie qu’elle ne peut tout simplement pas être poursuivie, et ne devrait même pas avoir à participer à la procédure. Exiger de Presidential la révélation, à la partie plaignante, d’éléments confidentiels, ce serait faire voler en éclats son immunité⁴⁴.”

La cour rejeta finalement l’argument de la “question politique”, arguant que “cela ne suffisait pas pour débouter les poursuites”. Le juge John Antoon remit aussi en question l’affirmation de Blackwater d’être avant tout une branche de l’armée, faisant remarquer que le gouvernement fédéral, qui aurait pu apporter son soutien à Blackwater dans l’affaire, s’en était abstenu.

Le juge laissa entendre à l’adresse de Blackwater que la situation pour ce genre de compagnies pourrait prochainement changer : “Les politiciens s’intéressent de près à la question de savoir jusqu’à quel point on peut accorder l’immunité civile aux entreprises à but lucratif chargées d’accomplir des fonctions relevant traditionnellement de l’armée⁴⁵.”

UNE CURIEUSE DIVISION D'AVIATION

Même si Antoon rejeta l'argument de Blackwater qui se voyait comme une extension de l'armée militaire en raison de son appartenance proclamée à la "Force totale" du Pentagone, l'entreprise pourrait avoir été plus impliquée dans les agissements de l'armée et des services de renseignements qu'elle ne voulut le laisser croire.

Le peu d'attention accordée à la division d'aviation de Blackwater n'a guère dépassé l'affaire du Blackwater 61. Pourtant, l'entreprise a signé de nombreux contrats avec le gouvernement américain pour mettre à disposition pilotes et avions. S'il est difficile d'obtenir des informations sur l'emploi d'avions Blackwater par le gouvernement, il existe en revanche des documents attestant que l'armée et les services de renseignements américains ont utilisé des compagnies d'aviation privées pour "transférer" des prisonniers à l'étranger lors d'opérations spéciales, surtout durant la guerre contre la terreur de l'Administration Bush. Des prisonniers sont parfois "transportés" vers des pays appliquant de façon douteuse – voire pas du tout – les droits de l'homme, afin qu'ils y soient interrogés à l'abri des contrôles et de la sécurité juridique. Pour cela, le gouvernement a fait appel à des petites compagnies aériennes privées (dont les titres de propriété étaient souvent peu précis) pour acheminer les prisonniers. Même si, concrètement, rien ne lie directement Blackwater aux opérations de transfert spécial de prisonniers, l'abondance de preuves circonstancielles réclamerait une enquête plus poussée.

Ce programme secret vit le jour non pas sous l'Administration Bush mais sous Clinton au milieu des années quatre-vingt-dix. La CIA, obéissant à une directive présidentielle et soutenue par la Maison Blanche, commença à envoyer en Egypte les terroristes présumés afin qu'ils puissent y être interrogés par des agents du *mukhabarat* (les services de renseignements d'Arabie saoudite), hors de portée des lois américaines et d'un contrôle juridique⁴⁶. En 1998, le Congrès fit passer une législation affirmant que la politique des Etats-Unis était de "ne pas expulser, extradier, ni imposer le retour involontaire de quiconque vers un pays dans lequel il est vraisemblable de croire que la personne pourrait y être exposée à des tortures, que cette personne soit ou non physiquement présente sur le territoire américain⁴⁷". Après les attentats du 11 septembre, cette législation fut contournée par l'Administration Bush dont le "nouveau paradigme" privait les terroristes présumés de

leurs droits élémentaires⁴⁸. Cette politique fut formulée plus clairement encore lors d'une émission de la chaîne NBC, *Meet the Press*, au cours de laquelle le vice-président Dick Cheney affirma, cinq jours après le 11 septembre, que le gouvernement devait "en quelque sorte, se frayer un chemin à travers l'obscurité". Il précisait alors : "Si nous voulons être vainqueurs, alors ce qui doit être fait le sera fait discrètement, sans discussions, en ayant recours à des sources et à des méthodes auxquelles ont accès nos services de renseignements. Parce qu'ils travaillent déjà dans ce monde-là. En résumé, il va devenir vital d'utiliser tous les moyens à notre disposition pour atteindre notre objectif⁴⁹." Ces paroles furent en substance reprises par Buzzy Krongard, à l'époque numéro trois de la CIA (et sans doute celui qui permit à Blackwater de décrocher son premier contrat de sécurité en Afghanistan), lequel déclara que la guerre contre la terreur serait "gagnée dans une large mesure grâce à des forces dont les gens n'ont jamais entendu parler, des actions qu'ils ne verront pas et par des méthodes qu'ils n'aimeraient peut-être pas connaître⁵⁰".

L'emploi de compagnies aériennes clandestines par les Américains date au moins de la guerre du Vietnam. De 1962 à 1975, la CIA utilisa la compagnie Air America, dont elle était secrètement propriétaire (et qui servait aussi de compagnie commerciale) pour mener des opérations secrètes ou furtives qui, si elles avaient été rendues publiques, n'auraient pas manqué d'entraîner protestations et enquêtes.

Quelques dizaines d'années plus tard, l'Administration Bush, alors engagée dans une guerre que beaucoup comparèrent à celle du Vietnam, eu soudain besoin de renfort – d'où l'idée d'une flotte aérienne clandestine. Peu après le 11 septembre, l'Administration débuta un programme qui fut parfois appelé "nouveau Air America" utilisant un réseau d'avions privés. Ainsi, le transfert des personnes suspectes passa à la vitesse supérieure : les Etats-Unis commencèrent à tisser un réseau sophistiqué de prisons secrètes et de centres de détention à travers le monde, les avions privés servant à transporter les prisonniers. La plupart des avions qui auraient été utilisés pour ces opérations sous la guerre contre la terreur appartenaient à des sociétés écrans. A l'inverse, Blackwater, qui possède sa propre aviation de division, n'a jamais caché son implication militaire et en a fait une source de fierté.

Blackwater Aviation a vu le jour en avril 2003. L'occupation de l'Irak était alors amorcée et le groupe Prince venait d'acheter

Aviation Worldwide Services (AWS) et ses filiales, dont Presidential Airways⁵¹. Le consortium AWS s'était réuni début 2001 alors que le groupe était encore détenu par Tim Childrey et Richard Pere, lesquels se "concentraient sur les opérations d'entraînement militaire et le transport aérien pour le compte du gouvernement américain⁵²". Presidential Airways était leur transporteur aérien accrédité. En plus du contrat pour l'Afghanistan, il fournissait des avions CASA 12 et Metro 23, dont certains pour les Commandements d'opérations spéciales des Etats-Unis (*United States Special Operations Command*⁵³). La compagnie de maintenance de la flotte Blackwater était STI Aviation, tandis que Air Quest Inc. fournissait à Cessna Caravan des avions équipés de dispositifs de surveillance aérienne – la société a ainsi mis à disposition du Commandement sud des Etats-Unis (*US Southern Command*), entre 2000 et 2001, des avions de surveillance pour des opérations en Amérique du Sud⁵⁴.

"En plus de répondre aux besoins sur la sécurité et d'offrir des solutions en matière d'entraînement avec armes à feu et cibles de tirs ou de constructions de terrains de tirs, Blackwater propose désormais à ses clients des solutions logistiques et des services d'aviation", annonça Gary Jackson, président de Blackwater, en rendant publique l'acquisition de la nouvelle division aérienne, "laquelle renforce notre objectif stratégique d'offrir «une fois pour toutes» une solution aux besoins de nos clients concernant la sécurité et l'entraînement tactique⁵⁵".

Blackwater commença aussi à développer un dirigeable de surveillance destiné à espionner les forces "ennemies" à l'étranger, ou à permettre au département de la Sécurité intérieure de surveiller la frontière⁵⁶. En 2004, l'entreprise fit part de sa volonté de déplacer les opérations de sa division aérienne en Caroline du Nord, et en 2006 demanda l'autorisation de faire construire un terrain d'atterrissage privé à deux pistes pour sa flotte, qui comptait plus de vingt avions⁵⁷. "La totalité de notre flotte a des clients, précisa Jackson. Pour chaque avion il y a un contrat⁵⁸." Si le rôle joué par ces avions dans la guerre contre la terreur est incertain, on sait en revanche que les insignes de Blackwater correspondent à ceux des compagnies dont l'implication dans les transferts spéciaux a été avérée.

Les avions de Blackwater ont fait plusieurs fois escale à l'aéroport de Pinal en Arizona, là où était auparavant stationnée la flotte d'Air America⁵⁹, et ont également fréquenté d'autres aéroports

suspectés d'avoir servi à ce programme. Aero Contractors, entre autres, dont les liens avec la CIA lui ont récemment valu l'attention des médias, était basée dans le comté de Johnston, en Caroline du Nord, et donc "délibérément située près de la base de la Pope Air Force, l'endroit d'où la CIA récupérait les opérateurs militaires basés à Fort Bragg [quartiers généraux des Forces spéciales]".

Le relevé des vols enregistrés au nom d'Aviation Worldwide Services (les filiales de Blackwater) et de Presidential Airways révèle aussi que de nombreux vols ont fréquenté des aéroports liés aux activités de la CIA⁶⁰. De plus, bien que la flotte de Blackwater en Afghanistan ait suivi des circuits de vols réguliers, la compagnie fut aussi accusée d'avoir volé hors des frontières du pays et notamment en Ouzbékistan, l'une des "destinations clés" des transferts organisés par l'armée américaine et la CIA. Les prisonniers y auraient été emmenés pour y être interrogés ou rapatriés depuis l'Afghanistan⁶¹. De plus, coïncidence troublante, les avions de Blackwater décollent depuis la base aérienne de Bagram, un centre de détention américain bien connu pour avoir été le théâtre de tortures sur des prisonniers. Les contrats de Blackwater/Presidential pour l'Afghanistan stipulent que le personnel "a l'obligation de posséder une autorisation de sécurité⁶²". Il souligne également quelques règles concernant les opérations de sécurité : "Les informations telles que les horaires des vols, le nom des hôtels où séjourne le personnel, les vols de retour et autres données ayant trait à la mission internationale devront être tenues secrètes et divulguées uniquement aux personnes qui en ont besoin. Il est demandé à l'équipage de se méfier des personnes cherchant à obtenir des informations sur la compagnie, les vols, etc. L'équipage est également prié de mener les opérations du département de la Défense avec la plus grande discrétion⁶³." En juin 2007, le *Daily Mail* de Londres accusa Blackwater d'avoir pris part aux opérations de ce genre de transfert⁶⁷, ce à quoi la firme répondit : "Blackwater et ses filiales n'ont pas et n'ont jamais opéré de soi-disant «transferts spéciaux», comme ont été appelés les vols destinés à acheminer des détenus ou des présumés terroristes vers des centres de détention". Le quotidien fit retirer ses accusations⁶⁵. Seule une enquête poussée pourrait déterminer quel rôle Blackwater a joué – ou non – dans ces programmes secrets. Gary Jackson, le président de l'entreprise, était bien audacieux d'aller se vanter de contrats "secrets" et "invisibles" auxquels seules ont accès les personnes autorisées ; il ajouta même que ces contrats étaient si secrets qu'il

ne pouvait parler à une agence fédérale de ce que faisait Blackwater pour une autre⁶⁶. Pendant la guerre contre la terreur, le premier contrat de l'entreprise avait été un contrat "invisible" avec la CIA – avec qui Blackwater entretient des relations étroites⁶⁷ – et début 2005, la société engagea l'espion J. Cofer Black, ancien chef du centre de contre-terrorisme de la CIA, celui que beaucoup estiment être à l'origine de l'accélération du programme de "transferts spéciaux" de l'après 11 septembre. En novembre 2001, lorsque Ibn al-Shayk al-Libi, suspecté d'avoir dirigé le camp d'entraînement d'Al Qaïda à Khalden (Afghanistan), fut capturé par les forces américaines, Blackwater aurait demandé – et obtenu – l'autorisation à la Maison Blanche (via George Tenet, alors directeur de la CIA) de leur remettre Libi, ce qui aurait été critiqué par les dirigeants du FBI qui souhaitaient le voir interrogé avec plus de transparence. "Ils lui ont collé un ruban adhésif sur la bouche, ils l'ont maîtrisé et l'ont envoyé au Caire", rapporta un ancien dirigeant du FBI à l'hebdomadaire *Newsweek*. A l'aéroport, l'officier traitant de la CIA est allé le voir, et il lui a dit : "Tu sais que tu vas au Caire? Hé ben, le temps que tu y arrives, j'aurai trouvé ta mère, et je l'aurai baisée⁶⁸."

AU SERVICE DE BLACKWATER

Depuis le 11 septembre, peu de personnes eurent autant accès au président Bush et à la planification secrète de la guerre contre la terreur que l'ambassadeur J. Cofer Black. Après trente années passées à la CIA, Black était une figure légendaire du monde obscur de l'espionnage international.

Le 13 septembre 2001, deux jours après que les avions se furent écrasés sur le World Trade Center et le Pentagone, Black était assis dans la "salle de situation" (salle de gestion des renseignements) de la Maison Blanche¹. Ce vétéran de la CIA présentait au président Bush la campagne qu'il avait préparée depuis ses débuts dans l'agence en 1974, mais qu'on lui avait toujours refusé de mettre en œuvre². Après des opérations d'entraînement clandestin, Black avait passé en Afrique la plus grande partie de sa carrière au sein de la CIA. Il était en Zambie durant la guerre en Rhodésie, puis en Somalie et en Afrique du Sud sous le régime brutal de l'apartheid contre la majorité noire³. Durant sa mission au Zaïre, Black travaillait au programme secret de l'Administration Bush pour l'armement des forces anticomunistes en Angola⁴. Après vingt ans au service de la CIA, dont une autre période passée à Londres, Black arriva sous une fausse identité de diplomate à l'ambassade américaine de Khartoum au Soudan, où il servit comme chef de l'antenne de la CIA de 1993 à 1995⁵. Là, il entreprit de surveiller un riche Saoudien du nom d'Oussama ben Laden. Ce dernier travaillait à développer son réseau international, que la CIA finira par décrire comme "la Fondation Ford du terrorisme islamique sunnite"⁶.

Black voyait en ben Laden une menace assez sérieuse pour justifier une action. Cependant, l'Administration refusa qu'il ait recours à ses méthodes de prédilection – pour le moins expéditives – contre

ben Laden et ses petits camarades. Si certains des hommes de Black s'étaient enthousiasmés à l'idée de tuer le riche Saoudien, ils durent vite se faire une raison.

Mais alors même que Black et la CIA surveillaient ben Laden, ils étaient eux-mêmes surveillés. En 1994, le groupe de ben Laden à Khartoum serait parvenu à la conclusion que Black appartenait à la CIA et que son poste de diplomate n'était qu'une couverture⁷. Cependant, lorsque Black quitta Khartoum, ben Laden était devenu beaucoup plus puissant que quand il y était arrivé. C'est ce qui allait conditionner l'obsession professionnelle de cet espion chevronné durant les années à venir : traquer ben Laden.

Mais la capture d'un fugitif international, dont la notoriété était alors bien plus importante que celle de ben Laden, reste le plus grand triomphe de Black au Soudan. Billy Waugh, agent de la CIA et proche collaborateur de Black au Soudan, relata comment on lui ordonna, en décembre 1993, de faire cesser la surveillance d'Oussama ben Laden, "qui n'était pas un aussi gros poisson à l'époque", pour s'attaquer au "plus gros de tous les poissons"⁸. Il expliqua comment, lors d'une réunion à l'ambassade de Khartoum, Black avait désigné leur nouvelle cible : "Dans cette ville d'un million d'âmes, il nous incombe de trouver et d'arrêter Ilich Ramirez Sanchez, connu partout sous le nom de «Carlos le Chacal», le terroriste le plus célèbre du monde⁹." Accusé d'une série d'assassinats et d'attentats politiques à la bombe commis durant les années soixante-dix et quatre-vingt, Carlos était sans doute, à l'époque où Cofer se trouvait au Soudan, l'homme le plus recherché au monde.

L'arrestation du Chacal en août 1994 confirma la notoriété légendaire de Cofer Black dans les cercles de la CIA et demeure l'événement le plus marquant de sa carrière, celui dont il se vante le plus. Après son poste à Khartoum, Black fut en 1995 nommé responsable de la CIA pour le secteur du Proche-Orient et de l'Asie du Sud, continuant ainsi la surveillance du réseau de ben Laden. En 1998 on le retrouve, pour un bref passage, directeur adjoint du secteur de l'Amérique latine¹⁰. Enfin, en 1999, Black fut promu à un poste important, directeur du Centre antiterrorisme de la CIA (CTC, *CIA Counter-Terrorism Center*¹¹).

La tâche principale de Black, dès 1999, était de superviser l'unité spéciale ben Laden du CTC, connue sous le nom d'"Alec Station" – ou, en interne, "la famille Manson" à cause de son obsession fanatique pour "la menace croissante d'Al Qaïda¹²".

Début décembre 1999, peu de temps après l'installation officielle de Black à la tête du CTC, la CIA fit un aveu accablant à la Maison Blanche. Selon le journaliste d'investigation James Bramford, «après quatre ans et des centaines de millions de dollars, «Alec Station» n'avait toujours recueilli aucune information sur la montée en puissance des opérations de ben Laden en Afghanistan... C'était plus qu'humiliant, c'était scandaleux... L'époque était trop dangereuse pour rester sans renseignements. Quelques jours avaient suffi aux conspirateurs du 11 septembre pour monter leur opération¹³». Techniquement responsable, Black n'était arrivé que depuis peu de temps à ce poste. Il se plaindra par la suite que lui et ses collègues au sein du CTC n'avaient pas reçu assez de soutien pour éliminer ben Laden.

Il y eut en effet des coupes budgétaires à l'époque de Black. En 1999, le budget du CTC fut réduit de 30 %, unité ben Laden comprise¹⁴. Certains analystes, cependant, reconnaissent que le cœur du problème n'était pas dans le manque de ressources mais provenait de la préférence que Black et ses alliés accordaient à des opérations paramilitaires clandestines par rapport au travail plus fastidieux de l'infiltration du milieu d'Al Qaïda ou de ben Laden¹⁵.

Certains anciens agents de l'antiterrorisme ont prétendu qu'à l'époque de Black au CTC, plutôt que de s'attacher à l'arrestation de ben Laden, on cherchait davantage à utiliser Al Qaïda pour justifier le développement de la Direction des opérations, le centre des actions secrètes de la CIA. Un ancien grand pont de l'antiterrorisme, Richard Clarke, confia à *Vanity Fair* : «Il est vrai, dans une certaine mesure, qu'ils n'avaient pas assez d'argent. Mais ce qui est intéressant, c'est qu'ils n'ont pas investi l'argent disponible dans la poursuite d'Al Qaïda. Ils essayaient de reconstruire le DO, et tous leurs fonds étaient investis dans cette infrastructure¹⁶.»

Il est intéressant de noter que les opérations clandestines organisées par Black au lendemain du 11 septembre reposaient beaucoup plus sur des hommes employés par des sociétés privées que sur l'armée américaine. Les hommes de Black recrutèrent environ soixante vétérans des Forces Delta, des ex-Marsouins des commandos SEAL ou d'autres Forces spéciales comme contractuels indépendants. Ils constituaient la majorité des premiers Américains engagés dans la toute première mission en Afghanistan après le 11 septembre¹⁷.

Fin 2001, Black se trouvait exactement là où il avait voulu être durant toute sa carrière, en position de jouer un rôle essentiel dans la création et l'application des politiques antiterroristes de l'Administration Bush. "Il y avait un sentiment très fort commun aux officiers qui avaient vécu cette campagne, avant le 11 septembre : finalement, se disaient-ils, les avocats et les décisionnaires trop prudents les avaient entravés, et ils pouvaient désormais bénéficier d'une liberté qu'ils auraient méritée auparavant", souligna Steve Coll, auteur de *Ghost Wars*¹⁸. Le Centre antiterrorisme de Black grossit rapidement, passant de 300 à 1 200 employés¹⁹. Un ancien responsable de l'antiterrorisme confiait au *Washington Post* : "C'était le «Camelot» de l'antiterrorisme... On n'avait plus à se référer à d'autres personnes et c'était plus sympa²⁰." Des individus furent enlevés en Afghanistan, au Pakistan et en d'autres endroits sensibles pour être expédiés dans le camp de détention américain de Guantanamo Bay, à Cuba. La plupart des prisonniers y furent détenus sans inculpation pendant des années, considérés comme des ennemis à qui l'on refusait tout accès au droit et à la justice. D'autres furent enfermés dans des camps de détention dans des conditions de vie infernales au Pakistan et dans d'autres pays. En 2002, Black dut témoigner devant le Congrès à propos de la nouvelle "flexibilité opérationnelle" employée dans la guerre contre la terreur : "Il s'agit d'un domaine hautement confidentiel, mais je dois dire que tout ce que vous avez à savoir, c'est qu'il y a eu un avant et un après 11 septembre. Après le 11 septembre, on enlève les gants²¹."

Plus tard, en 2004, Black se vanta que "plus de 70 %" des responsables d'Al Qaïda avaient été arrêtés, détenus ou tués, et que "plus de 3 400 de leurs activistes et défenseurs ont également été détenus et mis hors d'état de nuire"²². Une partie non négligeable de cette "flexibilité opérationnelle" résidait dans le transfert spécial de prisonniers... Le principe était, comme on l'a vu, de les extradier dans des pays qui, de manière plus ou moins ouverte, bafouaient les droits de l'homme en pratiquant la torture physique et psychologique.

Dans cette même période, la Maison Blanche pressait ses avocats de s'activer pour trouver des justifications légales à ces méthodes ultraviolentes. Elle informa "formellement" la CIA qu'elle ne pouvait pas être poursuivie en justice pour des techniques de "torture light" n'entraînant "ni la défaillance d'organes ni la mort²³". Après le 11 septembre, Black avait très vite eu un pass pour entrer

dans la Maison Blanche. Ses anciens collègues racontent qu'il rentrait des réunions du 1600, avenue de la Pennsylvanie (la Maison Blanche) "inspiré et parlant comme un missionnaire"²⁴.

Un an plus tard, Cofer Black quitta soudainement la CIA alors qu'Oussama ben Laden courait toujours, diffusant des messages enregistrés sur des bandes vidéo et louant la résistance anti-américaine. Certains soutiennent que le ministre de la Défense, Donald Rumsfeld aurait alors licencié Black pour des fuites parues dans le *Washington Post* du 17 avril 2002, et où l'on apprenait comment le Pentagone aurait permis à ben Laden, blessé à Tora Bora en Afghanistan, de prendre la fuite²⁵. Le chapeau de l'article qualifiait cet épisode de "plus grave erreur commise par le gouvernement dans la guerre contre Al Qaïda"²⁶. Black gardait néanmoins des amis très haut placés et le 10 octobre 2002, le président Bush le nommait ambassadeur itinérant du Département d'Etat et coordinateur de l'antiterrorisme²⁷. Cette mission consistait, entre autres, à la rédaction du rapport annuel du gouvernement sur "les tendances du terrorisme global", ce qui permettait de suivre avec précision la progression de l'Administration dans sa "guerre contre la terreur".

Black avait également pour tâche de coordonner la sécurité des Jeux olympiques de 2004 en Grèce. Il se déplaça en personne à Athènes et supervisa la formation de plus de 1 300 employés de sécurité grecs dans le cadre du Programme américain d'assistance antiterroriste (ATA, *Anti-Terrorism Assistance program*)²⁸. Plus de 200 personnes parmi celles entraînées furent formées au maniement d'explosifs sous-marins et à réagir aux éventuelles attaques d'armes de destructions massives²⁹. En 2003, on avait alloué à Blackwater une somme d'un montant resté secret pour former des "équipes de sécurité spéciale" en vue des Jeux olympiques³⁰. L'entreprise nia qu'il y ait eu la moindre irrégularité dans ce contrat et refusa de reconnaître un lien quelconque entre ce contrat et le choix d'embaucher Black par la suite³¹.

Le 1^{er} avril 2004, le lendemain de l'embuscade de Fallouja, Black témoignait devant la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants lors d'une audience concernant "la menace d'Al Qaïda". Il y fit ses premiers commentaires publics sur Blackwater.

Le mois suivant, Black prononçait un discours d'ouverture au dîner de la compétition SWAT organisée par Blackwater. Dans un courriel collectif rédigé pour annoncer l'événement, le président de

Blackwater, Gary Jackson, écrivait : “Le dîner donné jeudi soir à Waterhouse comptera un invité d’honneur extraordinaire, l’ambassadeur Cofer Black. Il est notamment responsable de la coordination des efforts du gouvernement américain pour améliorer la coopération avec des gouvernements étrangers sur l’anti-terrorisme, et du programme de formation de l’Assistance anti-terrorisme du département³².”

Fin 2004, deux mois avant les élections présidentielles aux Etats-Unis, Black fut propulsé à la une des journaux après avoir prétendu à la télévision pakistanaise que les Etats-Unis étaient sur le point de capturer ben Laden. “S’il a une montre, il devrait la regarder, car son temps est compté”, déclara Black. “Il sera capturé³³.” Ces déclarations audacieuses soulevèrent des polémiques et mirent rapidement les hauts responsables pakistanaïes et la Maison Blanche sur la défensive par le biais des médias. Au mois de novembre 2004, Black démissionna de son poste au Département d’Etat, afin, dit-il, d’explorer d’autres opportunités professionnelles.

Le 4 février 2005, Blackwater USA annonçait officiellement que Black avait été engagé comme vice-président de l’entreprise. Erik Prince déclara à cette occasion : “L’ambassadeur Black apporte ses trente années d’expérience dans le combat contre le terrorisme autour du monde, et son dévouement absolu à la liberté, la démocratie et aux Etats-Unis d’Amérique. . . Nous sommes très honorés de l’accueillir dans notre formidable équipe³⁴.”

L’embauche de Cofer Black était un avantage inestimable pour Blackwater. Il était difficile de faire mieux, en termes de marketing. L’entreprise l’utilisa immédiatement comme une marque en soi. En août 2005, Black ouvrit son propre cabinet de “consulting”, le Black Group, spécialisé dans la protection et la sécurité des cadres. “Les attaques du 11 septembre étaient conçues pour porter atteinte à l’économie des Etats-Unis”, écrivait Black sur son site internet. “Pour réussir à nuire au maximum, les terroristes s’attaquent à la sève de la nation : son économie. Ainsi, alors que le gouvernement cherche à assurer la sécurité du territoire, les cibles les plus attrayantes sont les entreprises membres du *Fortune 500* (les cinq cents premières entreprises américaines, selon le classement du magazine *Fortune*). Nous cherchons à anticiper et à contrer la prochaine tactique terroriste : la perturbation des chaînes d’approvisionnements, des attaques coordonnées d’actifs ou de clients clés, ou même des assassinats de cadres supérieurs.

Les grosses entreprises sont les cibles les plus vulnérables. Notre travail est d'assurer leur sécurité³⁵." Le nouveau groupe Black revendiquait ainsi posséder, "grâce à une direction provenant de l'exécutif du gouvernement des Etats-Unis, l'expérience pratique et le réseau nécessaire pour pallier à tous les problèmes de sécurité de votre personnel et de vos actifs³⁶".

Peu d'Américains étaient autant au courant des activités secrètes des Etats-Unis d'après le 11 septembre que Cofer Black. Il prenait ainsi le rôle de parrain de la communauté mercenaire, au moment où Blackwater affinait sa campagne de changement de marque. Les clients potentiels de Blackwater pouvaient à présent supposer qu'ils auraient un accès direct aux ressources du monde des renseignements et de la CIA avec une "équipe dirigeante issue des hautes sphères du gouvernement des Etats-Unis³⁷". Peu de sociétés privées pouvaient en dire autant. Black était un poids lourd parmi les poids lourds : n'avait-il pas attrapé Carlos le Chacal et terrassé les Talibans ? Il ne tarda pas à prendre en main la promotion de Blackwater, la présentant comme une force privatisée de la paix pouvant se déployer à tout moment dans des endroits comme le Darfour ou le Soudan, ou aux Etats-Unis mêmes, pour des opérations de sécurité du territoire. D'autres anciens responsables du gouvernement, assez influents, rejoignirent bientôt Black à Blackwater, fin 2005, quand l'entreprise récupérait de très lucratifs contrats suite à l'ouragan Katrina. Dans son nouveau et luxueux bureau chez Blackwater, Black retroussait ses manches avec ardeur alors que d'autres employés de Blackwater trouvaient, eux, la mort en Irak. Les jours à venir allaient être les plus meurtriers que l'entreprise ait jamais connus.

JOSEPH E. SCHMITZ, COMBATTANT CHRÉTIEN

Joseph E. Schmitz avait longtemps été un ardent combattant idéologique, défendant des causes inspirées par la droite, avant d'être nommé inspecteur général du Pentagone par le président Bush. Il devenait en fait le haut responsable chargé de superviser directement les contractuels militaires déployés en Irak et en Afghanistan. Il se montra un serviteur loyal de l'Administration tout au long de son mandat entre 2002 et 2005, éclaboussé par les scandales. Il finit par démissionner, accusé, autant par les démocrates que par les républicains, de protéger ces mêmes contractuels

qu'il était censé surveiller, et d'avoir laissé, dans une quasi-impunité, proliférer la corruption et le népotisme. Car pendant que Schmitz montait la garde, des entreprises bien introduites dans les milieux d'affaires telles que BBR, Halliburton, Ehtel, Fluor, Titan, CACI, Triple Canopy, DynCorp ou Blackwater s'engraissaient sur le dos des occupations de l'Irak et de l'Afghanistan. En juin 2005, le ministère de la Défense gérait 149 "contrats" passés avec 77 sociétés travaillant en Irak, pour un montant d'environ 42,1 milliards de dollars³⁸. Selon les contrôleurs du Pentagone de l'époque, Halliburton "représentait à elle seule 52 % de la valeur totale des contrats³⁹".

Les soupçons d'exploitation frauduleuse de ces contrats pesant sur ces entreprises durant cette période pourraient remplir des volumes entiers, et un grand nombre de parlementaires dénonçaient le manque de transparence et d'appels d'offres ouverts à tous. Même si le système gouvernemental facilitait à bien des égards de telles aberrations, ce fut à Schmitz que revenait la supervision du bureau chargé de gérer l'équité de ces juteux contrats financés par les contribuables américains; ce service comptait pas moins de 1 250 personnes et fonctionnait avec un budget de 200 millions de dollars⁴⁰.

Après avoir joué durant trois ans un rôle clé dans le système qui rétribuait ces riches entreprises, expertes en profits, Schmitz démissionna de son poste d'inspecteur général, suite aux attaques incendiaires de certains démocrates et républicains – sans toutefois admettre que son départ avait été précipité par l'enquête en cours. Peu de temps avant de donner sa démission, Schmitz révéla son intention de poursuivre sa carrière chez Blackwater, aux côtés d'Erik Prince. Pendant la période où Schmitz supervisait les activités des contractants depuis son poste au Pentagone, Blackwater, de petite entreprise privée de formation militaire et de maintien de l'ordre qu'elle était au départ, s'était élevée au rang de fournisseur général de mercenaires. Et ce grâce à des centaines de millions de dollars de contrats avec le gouvernement américain.

Mais l'intérêt que Schmitz portait à Blackwater (intérêt réciproque) n'était pas simplement dû à son dévouement pour les combats de l'Administration Bush. Son implication dans le monde boueux et corrompu des contractants était beaucoup plus profonde. Comme Erik Prince et d'autres cadres de Blackwater, Joseph E. Schmitz est un catholique et un chrétien fondamentaliste. Certains le considéraient comme un fanatique religieux,

obsédé par l'application "des règles de la loi de Dieu". Dans de nombreux discours prononcés durant son passage au Pentagone en tant qu'inspecteur général, Schmitz articula sa propre vision de la guerre globale contre la terreur en employant la rhétorique de la suprématie chrétienne. "Aucun Américain, aujourd'hui, ne devrait jamais douter que nous sommes soumis à la loi de Dieu. Voilà la différence fondamentale entre les terroristes et nous", dit Schmitz, en juin 2004, juste après son retour d'Irak et d'Afghanistan. "Le principe essentiel, c'est que nous sommes fiers de notre stricte adhésion aux règles de la loi de Dieu⁴¹." Dans sa biographie officielle, Schmitz annonce fièrement son appartenance à l'Ordre souverain de Malte⁴², une milice chrétienne fondée au XI^e siècle, avant les premières croisades, et ayant eu pour mission de défendre "les territoires que les croisés avaient conquis sur les musulmans⁴³". A ce fanatisme chrétien s'ajoutaient son dévouement, et sa grande admiration pour les mercenaires étrangers qui s'étaient battus au côté du général George Washington pendant la Révolution américaine. Et en particulier pour le baron Friederich Wilhelm von Steuben, militaire prussien que Schmitz appelait "notre premier véritable inspecteur général⁴⁴". Von Steuben est l'un des quatre hommes, avec les généraux Lafayette, Rochambeau et Kosciuszko, souvent présentés par les dirigeants de Blackwater comme les mercenaires fondateurs des Etats-Unis. On peut admirer les monuments qui leur sont dédiés, en face de la Maison Blanche, dans ce que certains responsables de Blackwater ont baptisé le "parc des contractuels⁴⁵". Schmitz était donc un candidat idéal pour se joindre à Prince et aux cohortes de Blackwater. A la fois président et conseiller général du groupe, il accédait directement au second plus haut poste de la direction⁴⁶. Dans un communiqué de presse annonçant l'embauche de Schmitz, Prince le désigna comme le "général Schmitz⁴⁷".

Joseph E. Schmitz vient de l'une des familles les plus curieuses de l'histoire des Etats-Unis, où les scandales liés à l'activisme de droite sont légions. Durant des décennies, cette famille a opéré en marge d'un paysage politique dominé par les Kennedy, les Clinton ou les Bush. Le patriarche familial, John G. Schmitz, homme politique californien ultraconservateur, a élevé sa famille dans une stricte tradition catholique. Parlementaire, il s'insurgeait contre l'éducation sexuelle à l'école, l'avortement ou l'impôt sur le revenu, tout en soutenant vigoureusement le droit des Etats. Il introduisait régulièrement des mesures soutenant l'Amendement

de la liberté (*Liberty Amendment*) et exigeant que le gouvernement se retire des affaires concurrençant le secteur privé⁴⁸. Il proposa encore de vendre l'université de Californie⁴⁹. A la fin des années soixante, il accusa même le gouverneur de Californie, un certain Ronald Reagan, républicain conservateur, qui avait augmenté les impôts, de "vouloir rendre le socialisme plus efficace"⁵⁰. Un an après l'assassinat de Martin Luther King en 1968, John Schmitz s'opposa à une commémoration de la mort du leader organisée par la défense des droits civiques. Après avoir gagné son siège au Congrès au début des années soixante-dix, il ne tarda pas à "être reconnu comme le député le plus à droite et le plus vitupérant"⁵¹. Sa carrière politique, qu'il avait passée à prêcher les valeurs de la famille, s'écroula lorsqu'il avoua avoir eu au moins deux enfants en dehors du mariage⁵². John Schmitz se retira à la fin de sa vie dans la région de Washington, où il acheta la maison de son héros, le fameux sénateur anticommuniste fanatique Joseph McCarthy⁵³. Il fut enterré dans le cimetière militaire national d'Arlington, avec tous les honneurs militaires⁵⁴.

Joseph E. Schmitz est donc nommé inspecteur général du Pentagone à l'été 2001⁵⁵. Diplômé de l'Académie navale des Etats-Unis, il a servi dans la Marine nationale, surtout comme réserviste, pendant vingt-sept ans. Juste avant sa nomination, Schmitz était associé de Patton Boggs, puissant et influent cabinet d'avocats et de lobbying, et y officiait comme spécialiste en droit aérien et en commerce international des biens de haute technologie dans des zones militairement sensibles⁵⁶. Schmitz était encore au Pentagone quand il lança sa propre entreprise de "reconstruction de l'Irak", en juin 2003⁵⁷. "Avoir un point de vue d'initié en interne est crucial... pour les entreprises cherchant à décrocher l'un des nombreux contrats de reconstruction de l'Irak", lit-on sur la page "reconstruction" du site internet Patton Boggs.

Le président Bush nomma Schmitz au poste d'inspecteur général du Pentagone en juin 2001, où il se retrouva "responsable des audits et investigations indépendants sur les programmes de défense ainsi que des enquêtes objectives sur les fautes de conduite d'officiers supérieurs et des employés civils du ministère"⁵⁸.

Joseph E. Schmitz deviendra le plus haut responsable du contrôle du plus important secteur des affaires de toute l'histoire de la guerre, et ce au moment où la situation était la plus explosive. Sa mission à ce poste était décrite ainsi : "La prévention de la fraude, du gaspillage et des abus dans les programmes et opérations" du

Pentagone⁵⁹. Mais à la différence des autres inspecteurs généraux, celui du Pentagone dépendait directement de son autorité de tutelle, en l'occurrence de Donald Rumsfeld, et cela entraîna ce que certains critiques perçurent comme un conflit d'intérêts inhérent, aggravé, de plus, par le côté ultradirigiste de Rumsfeld. Le poste d'inspecteur devrait idéalement revenir à un responsable déterminé à passer le système au peigne fin pour traquer les fraudes, la corruption ou le népotisme. Or l'Administration avait assigné à cette responsabilité, en la personne de Schmitz, un homme apparemment très admiratif des gens qu'il était censé contrôler, dont Rumsfeld n'était pas le moindre.

Schmitz avait toujours sur lui, dans la poche du revers de sa veste, les célèbres douze principes édictés par Rumsfeld, dont le premier était : "Ne rien faire qui puisse soulever des doutes sur la crédibilité du ministère de la Défense⁶⁰." Sous son contrôle, les chefs d'entreprises, dont beaucoup entretenaient des liens proches avec l'Administration Bush, développèrent leurs affaires en se servant allègrement des ressources officiellement allouées à la reconstruction de l'Irak et de l'Afghanistan. "Schmitz a ralenti voire bloqué les enquêtes sur la manière dont les hautes autorités de l'Administration Bush avaient dépensé l'argent des contribuables, et il a accepté des cadeaux, sans doute en violation des règles éthiques", selon l'enquête de T. Christian Miller, du *Los Angeles Times*⁶¹. Toujours selon Miller, les enquêteurs travaillant pour Schmitz avaient tellement de doutes sur sa loyauté qu'ils en arrivèrent parfois à lui cacher les noms des personnes sur lesquelles ils enquêtaient, en substituant des codes aux lettres de leurs noms lors du briefing hebdomadaire, de peur que Schmitz ne vende la mèche⁶².

Au mois de juin 2004, de retour de son voyage en Irak et en Afghanistan, Schmitz prononça donc un discours intitulé "Les principes américains comme armes puissantes et victimes potentielles de la guerre globale contre la terreur⁶³". Le scandale de la prison d'Abu Ghraib, les abus et les tortures subies par les prisonniers, étaient encore très présents dans l'esprit des Américains. Schmitz, chargé de l'enquête, fit de son mieux pour étouffer l'affaire. Il rejeta les fautes commises à Abu Ghraib sur quelques "œufs pourris⁶⁴", disant, "je ne suis pas au courant d'ordres illégaux donnés par un quelconque responsable⁶⁵". Schmitz dit avoir été à Abu Ghraib et dans "un autre centre de détention de prisonniers" en Afghanistan "pour en apprendre davantage sur les règles,

les critères et les procédures que nous utilisons pour recueillir des renseignements et nous occuper des terroristes connus capturés lors de nos opérations militaires. Plus je passe de temps avec nos soldats sur place, écoutant leurs histoires et les observant pendant qu'ils effectuent leurs tâches, et plus je comprends pourquoi les terroristes nous détestent autant... Les terroristes refusent de reconnaître les règles mêmes de comportement qui distinguent la civilisation du barbarisme”.

Législateurs ou journalistes d'investigation, y compris Miller pour le *Los Angeles Times*, ne perdirent par leur temps pour demander à Schmitz de rendre des comptes sur son rôle dans plusieurs scandales. Grassley, un sénateur républicain très influent, fut sans doute le plus virulent. L'un de ces scandales concernait l'assistant de Rumsfeld, John “Jack” Shaw, sous-secrétaire adjoint à la Défense, partisan républicain intransigeant qui avait travaillé pour toutes les administrations républicaines depuis Gerald Ford. Une fois l'occupation bien démarrée, la Maison Blanche plaça Shaw à la tête du système des télécommunications en Irak, malgré le fait que, comme le fit remarquer Miller, “il n'avait aucune expérience dans la télécommunication ou dans la sous-traitance des affaires de la Défense⁶⁶”. D'après le *Los Angeles Times*, des dénonciateurs travaillant pour l'Autorité provisoire de la coalition menée par les Etats-Unis accusèrent Shaw d'avoir tenté de profiter de sa situation pour décrocher des contrats fructueux pour ses amis entrepreneurs⁶⁷. Selon Miller, Shaw travaillait en coulisses avec de puissants législateurs républicains pour tenter de réaffecter les contrats des réseaux de téléphonie mobile en Irak vers des personnes avec lesquelles il entretenait des rapports personnels⁶⁸.

En 2003, l'inspecteur général Schmitz signait un accord avec Shaw. Cet accord lui donnait un pouvoir de décision dont il aurait abusé pour que les contrats liés aux télécommunications soient attribués à ses amis⁶⁹. “Une fois, Shaw s'est déguisé en employé d'Halliburton & Co. pour accéder à un port du sud de l'Irak dont l'armée américaine lui avait interdit l'accès”, rapporta Miller en citant quelques fonctionnaires du Pentagone. “Une autre fois”, selon des sources et des documents internes du Pentagone, “il critiqua un appel d'offres organisé par l'Autorité provisoire de la coalition pour attribuer des licences de téléphones portables en Irak. Dans les deux cas, Shaw encouragea les responsables du gouvernement à résoudre les soi-disant problèmes en réorientant ces contrats valant plusieurs millions de dollars vers des entreprises

amies, sans appel d'offres. Dans le cas du port, les clients d'un de ses amis lobbyistes emportèrent le contrat sans appel d'offres pour une opération de dragage⁷⁰”.

Ces allégations à propos de Shaw furent portées à la connaissance de Schmitz. Mais au lieu de mener lui-même l'enquête, Schmitz la confia au FBI en évoquant un conflit d'intérêts potentiel vu qu'il avait lui-même nommé Shaw. “On peut facilement enterrer quelque chose avec le FBI car ils sont souvent trop débordés pour s'y consacrer”, confia un fonctionnaire du Pentagone à Miller⁷¹. “Le FBI s'intéresse nettement plus au terrorisme qu'à la corruption interne”, notait Miller dans son livre *Blood Money*. “Même les investigateurs haut placés, du service de Schmitz, contestèrent le transfert du dossier au FBI car ils voyaient dans cette décision une manœuvre pour aider un confrère politique. Comme on pouvait s'y attendre, l'enquête du FBI n'avança pas et finit par être abandonnée⁷².”

Durant son passage au Pentagone, Schmitz parlait ouvertement et avec passion de ce fléau qu'est le trafic d'êtres humains et plus particulièrement du trafic du sexe. C'est un sujet de prédilection de la droite chrétienne et de l'Administration Bush. En septembre 2004, Schmitz présenta à la Commission des services armés de la Maison Blanche un mémoire rédigé par ses soins : “Etude sur l'esclavage sexuel à travers le brouillard du relativisme moral⁷³”, dans lequel il déclarait : “Le relativisme moral est un ennemi de la Constitution des Etats-Unis... Le président des Etats-Unis a identifié l'esclavage sexuel au ^{xxi}e siècle comme un «fléau majeur» régi par «une loi morale qui s'élève au-dessus des hommes et des nations⁷⁴».”

Tout en s'insurgeant contre le relativisme moral et l'esclavage sexuel, il se vit lui-même accusé de ne pas enquêter sur le trafic d'êtres humains auquel se seraient livrés des contractants privés en Irak – y compris la société KBR qui avait 35 000 “citoyens de pays tiers” travaillant en Irak⁷⁵. Dans une enquête exclusive et cruciale du *Chicago Tribune* intitulée “Du pipeline au péril”, le journaliste Cam Simpson relatait le sort de douze ressortissants Népalais envoyés en Irak au mois d'août 2004 : ils furent enlevés puis exécutés⁷⁶. L'article révélait encore comment “certains sous-contractants et trafiquants d'hommes se seraient livrés à ce genre d'abus, le même genre de trafic humain pourtant systématiquement condamné par le Département d'Etat⁷⁷”. Selon le *Chicago Tribune*, il y avait également “des preuves démontrant que des

sous-contractants et des trafiquants confisquaient régulièrement les passeports des travailleurs et leur mentaient sur les conditions de leurs contrats ou de leur sécurité. Dans au moins un cas, ils auraient essayé de forcer des hommes terrifiés à aller en Irak en les menaçant de les priver d'eau et de nourriture". Ou que le KBR et l'armée "permettaient aux sous-contractants d'embaucher des travailleurs dans des pays ayant interdit le déploiement de leurs citoyens en Irak, ce qui voulait dire que des milliers d'entre eux étaient victimes de trafics illégaux⁷⁸".

Selon le *Chicago Tribune*, "d'autres archives démontrent que des accusations similaires avaient été portées à la connaissance de Joseph E. Schmitz en septembre 2004, lorsqu'il était inspecteur général au ministère de la Défense. Schmitz mit un an à réagir en détail à ces accusations dans une lettre datée du 25 août 2005 et adressée au parlementaire Christopher Smith. Il y affirmait que, suite à une «enquête préliminaire sur ces allégations», une liste de «mesures correctives» était en «cours d'élaboration». Cette lettre ne mentionnait pas les saisies de passeports ou les violations des lois américaines contre les trafics d'humains, mais indiquait que les conditions de vie «nécessitaient plus d'attention» et que les responsables «surveillaient le progrès des corrections» prétendument en cours⁷⁹". On était loin de la condamnation du "relativisme moral" ou du "fléau majeur", que Schmitz réservait apparemment à des crimes bien plus "immoraux".

L'un des plus importants scandales impliquant Schmitz démarra en mai 2003, lorsque le Pentagone accepta de louer 100 avions-citernes militaires selon un accord controversé avec Boeing, pour la somme faramineuse de 30 milliards de dollars⁸⁰. Cet arrangement gouvernemental pour le moins inhabituel – la plus grande location de cette sorte jamais faite dans toute l'histoire des États-Unis – stimula vivement l'industrie aérospatiale, qui battait de l'aile⁸¹. Mais des groupes de contrôle du gouvernement épinglèrent cet accord en considérant qu'il s'agissait en fait d'une "subvention dispendieuse au bénéfice d'une seule entreprise privée". Le sénateur John McCain en parla comme d'"un exemple classique de mauvaise politique de passation de marché et de favoritisme du ministère de la Défense au bénéfice d'une seule société⁸²". McCain soutint que des analyses effectuées par la Cour des comptes démontraient qu'il serait plus économique sur le long terme pour le gouvernement de moderniser des avions ravitailleurs déjà existants plutôt que d'en louer à Boeing pour un montant trois fois

plus important⁸³. “Je n’ai jamais vu les responsabilités en matière de sécurité et de fonds publics du gouvernement fédéral être aussi ouvertement subordonnées aux intérêts d’un seul fournisseur”, disait encore McCain⁸⁴.

Le contrat fut approuvé par Edward C. “Pete” Aldridge Jr, le responsable des achats d’armements de l’Administration Bush⁸⁵. Le hasard fait qu’il fut un temps président de McDonnell Douglas Electronic Systems, et qu’il finit par rejoindre Boeing⁸⁶. Aldridge approuva l’accord lors de son dernier jour au Pentagone, avant de partir pour rejoindre le fabricant d’armes Lockheed Martin⁸⁷. Les accusations de favoritisme se multiplièrent. Le républicain John Warner, président de la Commission des services armés du Sénat⁸⁸, qualifia l’accord de “plus mauvaise gestion de passation de marché de la Défense de toute l’histoire contemporaine”. Le contrat fut annulé et on envoya en prison un représentant de Boeing ainsi que l’ancienne responsable des passations de marché de l’armée de l’air américaine, Darleen Druyun. Quant à James Roche, secrétaire à l’armée de l’air américaine, il démissionna⁸⁹.

Le dossier finit par atterrir sur le bureau de Joseph E. Schmitz au Pentagone afin qu’il mène une enquête. En juin 2005, Schmitz remit un rapport de 257 pages sur le scandale. A en croire certaines critiques, ce rapport aurait dissimulé le rôle joué par de hauts responsables de la Maison Blanche. Le rapport contenait 45 suppressions de références à des responsables de la Maison Blanche⁹⁰. En réalité, avant de diffuser ce rapport, Schmitz l’avait donné à la Maison Blanche et toute information susceptible de nuire semble en avoir été effacée⁹¹. Dans une lettre adressée à Schmitz, le sénateur républicain Grassley écrivit : “En excluant des preuves pertinentes du rapport final, certaines cibles potentielles ont été protégées et n’auront pas à rendre de comptes⁹².”

De plus, l’équipe de Schmitz n’interrogea personne en dehors du Département d’Etat, malgré l’implication, attestée par plusieurs documents, de plusieurs parlementaires, de fonctionnaires de l’Administration, et du président lui-même⁹³. Enfin, le sénateur Grassley déclara à Joseph E. Schmitz que sa façon de gérer le scandale “soulevait des questions sur son indépendance” en tant qu’inspecteur général⁹⁴. Ashdown de l’Association des contribuables pour l’intérêt commun (*Taxpayers for Common Sense*) déclara : “Nous savons à présent qu’aux plus hauts niveaux du Pentagone et de la Maison Blanche, les rouages ont été bien huilés pour diriger des milliards de dollars d’argent public vers la société

Boeing⁹⁵.” Mais il ajouta : “A cause des réticences de l’inspecteur général à questionner le ministre de la Défense et de l’enthousiasme démesuré des rapports... nous nous retrouvons avec plus de questions que de réponses.”

Son bureau se retrouvant éclaboussé par de si nombreux scandales, Schmitz annonça, en juin 2005, qu’il ne répondrait pas aux questions liées à Blackwater car il était en négociation avec cette société en vue d’un emploi. La brève note n’indiquait pas ce qui l’avait conduit à révéler ses rapports avec Blackwater, mais elle venait exactement un an après son retour d’un séjour de neuf jours à Bagdad, où il avait planché avec Paul Bremer, le client numéro 1 de Blackwater, sur la mise en place d’un réseau de vingt-neuf inspecteurs généraux pour accompagner les ministères irakiens avant le “transfert” de souveraineté⁹⁶. Pour certains spécialistes, choisir ces deux autorités pour développer un système de surveillance pour un “nouveau” gouvernement irakien revenait à demander à deux renards de décider du système de protection du poulailler.

En novembre 2004, Schmitz remit à Bremer le prix Joseph H. Sherick, réservé à un individu qui “contribue à la mission d’inspecteur général⁹⁷”. Schmitz expliqua avoir donné le prix à Bremer parce qu’il était “un visionnaire et un homme de principe⁹⁸”. En acceptant le prix, Bremer s’exprima ainsi : “Au moment où je suis arrivé en Irak, j’ai ressenti combien il était important, étant donné la corruption régnant autrefois sous Saddam Hussein... d’essayer d’établir dès le départ une relation de confiance avec le gouvernement⁹⁹.” Quelques mois plus tard, au mois de novembre 2005, Schmitz et Paul Bremer allaient se retrouver grâce à une “collecte de fonds” pour les victimes de l’ouragan Katrina, organisée par Blackwater¹⁰⁰.

LES ESCADRONS DE LA MORT, LES MERCENAIRES ET "L'OPTION SALVADOR"

Lorsque Paul Bremer décampa d'Irak le 28 juin 2004, il laissait derrière lui une situation violente et chaotique que la Maison Blanche appela un Irak "libre et souverain"¹. Le pays était si instable que Bremer dut organiser une fausse sortie en avion pour la presse avant de prendre lui-même un autre avion depuis Bagdad pour "me sauver d'ici de préférence en entier"². En réalité, cette "souveraineté" que Bush présentait comme "le peuple irakien retrouvant son pays"³ était un moyen pour les autorités américaines de rejeter la responsabilité sur le gouvernement fantoche de Bagdad d'un désastre *made in America* qui ne faisait qu'empirer. Lorsque Bremer quitta précipitamment l'Irak par vol secret, les attaques anti-américaines se multiplièrent chaque jour davantage au fur et à mesure que d'autres mercenaires déferlaient dans le pays, bénéficiant désormais d'une immunité officielle. Entre-temps, d'autres factions avaient commencé à armer des milices, et les rumeurs d'une guerre civile supplantèrent celles d'une résistance unie contre l'occupation américaine. C'est dans ce contexte que le remplaçant de Bremer débarqua à Bagdad.

L'ambassadeur John Negroponte était loin d'être un novice en matière de bains de sang gratuits et d'opérations dans le style escadron de la mort. Il s'était formé auprès d'Henry Kissinger au cours de la guerre du Vietnam⁴. Dès 1981, sous l'Administration Reagan, Negroponte était à l'origine des escadrons de la mort en Amérique centrale⁵. En tant qu'ambassadeur du Honduras, il avait dirigé la deuxième plus grande ambassade d'Amérique latine, sur la plus grande base de la CIA du monde⁶. Depuis ce poste, Negroponte avait coordonné le soutien discret de Washington aux escadrons de la mort de la Contra au Nicaragua et à la junte hondurienne, étouffant les crimes exécutés par son meurtrier bataillon 316⁷. Le

prédécesseur de Negroponte, l'ambassadeur Jack R. Binns, déclara au *New York Times* que Negroponte avait cherché à empêcher les dénonciations d'enlèvements, de tortures et de meurtres par des unités militaires honduriennes de remonter jusqu'à Washington : "Je pense que Negroponte était complice d'abus, qu'il a essayé d'empêcher qu'ils soient révélés et qu'il a été fallacieux devant le Congrès à propos de ces activités⁸." Le *Wall Street Journal* précisa dans un article publié peu après que Negroponte fut nommé à son poste en Irak qu'il avait été "un ambassadeur si puissant au Honduras au début des années quatre-vingt qu'on l'appelait le «proconsul», titre donné aux puissants administrateurs à l'époque coloniale. A présent le président Bush l'a choisi pour reprendre ce rôle en Irak⁹".

Negroponte fut protégé par Blackwater dès son arrivée à Bagdad en juin, lorsqu'il accéléra le développement de la plus grande ambassade américaine du monde, supervisant un personnel estimé à 3 700 personnes, dont 2 500 gardes de sécurité, "une unité à peine moins grande qu'un régiment entier de Marines¹⁰". Comme en écho à son séjour en Honduras, l'ambassade de Bagdad abritait quelque 500 agents de la CIA¹¹. Au même moment, Blackwater signa un contrat pour garantir leur sécurité qui s'élevait à des centaines de millions de dollars¹². Mais les armées privées américaines n'étaient pas seules à gagner leurs gallons en Irak. En plus des sociétés mercenaires de plus en plus utilisées par l'armée de l'occupation et l'industrie de reconstruction, on assistait à une hausse sensible des activités de type escadrons de la mort dans le pays durant les mois qui suivirent la brève insurrection des chiites et des sunnites, en mars et avril 2004.

Le 8 janvier 2005, six mois après l'arrivée de Negroponte, *Newsweek* rapporta que les Etats-Unis adoptaient une nouvelle méthode pour combattre l'insurrection en Irak, une méthode qui rappelait le "sale boulot" exécuté par Negroponte vingt ans auparavant¹³. On l'appelait "l'option Salvador", ce qui "fait allusion à une stratégie toujours tenue secrète de la bataille menée par l'Administration Reagan contre l'insurrection de la guérilla gauchiste au Salvador au début des années quatre-vingt. Voyant qu'il perdait la guerre contre les rebelles au Salvador, le gouvernement finança ou soutint par d'autres moyens des groupes «nationalistes» dont les escadrons de la mort chargés de traquer et de tuer les leaders et les sympathisants rebelles¹⁴". L'idée semblait être que les Etats-Unis utilisent des escadrons de la mort irakiens pour traquer des rebelles

anti-occupation, tout en piochant dans les ressources de la résistance et en encourageant les conflits sectaires.

En février 2005, le *Wall Street Journal* rapporta de Bagdad qu'environ 57 000 soldats opéraient dans des "unités planifiées, résultat de concertations menées l'été dernier entre les commandements américains et irakiens¹⁵". En même temps, le pays assistait à l'émergence de milices "commanditées par les amis et parents d'officiers du Cabinet irakien et des cheiks tribaux". Elles se faisaient appeler "Défenseurs de Bagdad", "Commandos de police spéciaux", "Défenseurs de Khadimiya" et "la brigade Amarah" avec généralement le soutien et le financement du gouvernement irakien¹⁶... Les commandants américains les désignaient comme des unités "pop-up" et estimaient qu'elles comptaient 15 000 combattants. "J'ai commencé à les appeler les «brigades irrégulières dirigées par le ministère»", dit le major Chris Wales, chargé en janvier 2005 d'identifier ces unités¹⁷. *Newsweek* présenta l'"option Salvador" en Irak comme l'utilisation par les Etats-Unis "d'équipes de Forces spéciales pour conseiller, soutenir et éventuellement entraîner des escadrons de la mort, très probablement des Peshmergas kurdes et des milices chiites, sélectionnés pour contrer les rebelles sunnites et leurs sympathisants¹⁸".

Des allégations à propos de l'engagement des Etats-Unis dans des opérations de type Salvador en Irak sont antérieures au mandat de Negroponte à Bagdad, mais il semble qu'elles se soient amplifiées sensiblement après son arrivée. Dès janvier 2004, le journaliste Robert Dreyfuss révéla l'existence d'un programme américain secret en Irak qui rappelait "Phoenix, le programme d'assassinat de la CIA au Vietnam, les escadrons de la mort de l'Amérique latine ou encore la politique officielle israélienne de meurtres ciblés d'activistes palestiniens¹⁹". Les Etats-Unis, selon le reportage de Dreyfuss, avaient établi une caisse noire de 3 milliards de dollars, dissimulés au sein des 87 milliards de dollars pour la réappropriation de l'Irak et approuvés par le Congrès en novembre 2003. L'argent devait servir à créer "une unité paramilitaire associant des miliciens et d'anciens membres de groupes d'exilés irakiens. Des experts estiment qu'elle peut provoquer une vague de massacres illicites, non seulement de rebelles armés, mais également de nationalistes, d'autres opposants à l'occupation américaine et de milliers de Baassistes civils²⁰".

Negroponte ne fit pas long feu en Irak : le 17 février 2005, le président Bush le nomma premier directeur des Renseignements nationaux. Certains prétendraient que Negroponte devait remplir une mission en Irak et repartir une fois cette mission accomplie. Au mois de mai 2005, il était de retour aux Etats-Unis alors que les rapports sur des actions de type escadron de la mort en Irak se multipliaient. “Des milices chiïtes et kurdes, faisant souvent partie des forces de sécurité du gouvernement, participèrent à une vague d’enlèvements, de meurtres et autres formes d’intimation, consolidant leur contrôle de territoires dans le nord et le sud de l’Irak et instaurant des lignes de division ethniques et sectaires”, rapporta le *Washington Post* quelques mois après le départ de Negroponte d’Irak²¹. “En 2005, nous avons vu de nombreux groupes utilisant les méthodes des escadrons de la mort, tels que nous en avons observés dans d’autres pays, y compris au Salvador”, témoigna John Pace, diplomate qui servit aux Nations unies durant quarante ans et fut responsable des droits de l’homme dans la Mission d’assistance des Nations unies pendant le séjour de Negroponte en Irak. “Au début, c’était une sorte de milice, des groupes armés organisés qui formaient l’aile militaire de diverses factions²².” Enfin, dit-il, “bon nombre d’entre eux agissaient comme des agents de police officiels travaillant pour le ministère de l’Intérieur... Il existe maintenant des milices qui portent l’emblème et l’équipement de la police mais qui suivent des méthodes qui ne sont pas vraiment dans l’intérêt du pays. Ils ont édifié des barrages routiers à Bagdad et à d’autres endroits, kidnappé des gens. Ils ont été impliqués dans un nombre important d’exécutions collectives²³”.

Peu avant que Negroponte ne quitte l’Irak, Scott Ritter, qui dirigea l’inspection des armements de l’ONU, prédit que “l’option Salvador allait servir de détonateur à une guerre civile totale. Tout comme le massacre des Baassistes, soutenu par l’Autorité provisoire de la coalition, avait restructuré et renforcé l’insurrection menée par les sunnites, les actions des groupes meurtriers kurdes et chiïtes soutenus par les Etats-Unis contre les leaders de la résistance sunnites pourraient provoquer une explosion générale des conflits ethniques et religieux en Irak. Il est difficile, en tant qu’Américain, de supporter l’échec des opérations militaires américaines en Irak. Un tel échec provoquerait de nombreuses pertes américaines, et encore davantage de pertes irakiennes²⁴. La prédiction de Ritter allait s’avérer prophétique durant les mois

qui suivirent, car l'Irak connut une violence continuelle sans précédent que certains rapprochèrent d'une guerre civile totale.

En réalité, l'ensemble du pays était en train de devenir l'épicentre mondial de la guerre privatisée. Des dizaines de groupes lourdement armés, d'appartenances et de programmes divers, sillonnaient l'Irak. En plus des escadrons de la mort, soutenus par les Etats-Unis et qui opéraient avec une certaine légitimité au sein du système installé par les Américains à Bagdad, il y avait des milices privées anti-occupation de divers leaders chiites, tel Moqtada al-Sadr, et les mouvements résistants de factions sunnites, principalement composées d'officiers et de soldats de l'ex-armée irakienne, ainsi que des milices soutenues par Al Qaïda. L'Administration Bush opta pour la politique consistant à dénoncer *certaines* milices. "Dans un Irak libre, les anciens membres de milices doivent transférer leur loyauté au gouvernement national et apprendre à opérer selon la loi", déclara Bush²⁵. Or, à la tête de cette pyramide de milices se trouvaient les mercenaires officiels que Washington avait importés en Irak, les sociétés privées dont Blackwater était leader. Tout en appelant au démantèlement des milices *irakiennes*, les Etats-Unis permettaient ouvertement à leurs propres mercenaires participant à l'occupation d'opérer en dehors de toute légalité en Irak.

"CE GENRE DE SÉCURITÉ CONTINUE À ÊTRE NÉCESSAIRE"

A la fin de la mission de Negroponte à Bagdad, avec la recrudescence de la violence des milices, les forces de Blackwater furent propulsées une fois de plus à la une des journaux suite à l'incident qui fut, à l'époque, le plus meurtrier que l'entreprise ait accepté de reconnaître. Le 21 avril 2005, le jour où Negroponte investit officiellement son nouveau poste de directeur des Renseignements nationaux à Washington, ses anciens gardes du corps mouraient en Irak²⁶. Ce jour-là, un hélicoptère MI-8 piloté par des Bulgares en contrat avec Blackwater avait quitté la Zone verte et volait vers Tikrit, la ville natale de Saddam Hussein²⁷. A bord se trouvaient six Américains de Blackwater travaillant pour le compte du Bureau de sécurité diplomatique du gouvernement américain²⁸, trois membres d'équipage bulgares et deux mercenaires fidjiens²⁹.

A environ 13 h 45, alors que l'hélicoptère se dirigeait vers Tikrit, il survola, à 12 km au nord de Bagdad, près du fleuve Tigre, la ville de Tarmiya, où habite une petite communauté de musulmans sunnites³⁰. Les pilotes volaient près du sol, selon une tactique militaire courante, pour contrecarrer d'éventuels assaillants. Sur un plateau se tenait un Irakien qui avait, d'après certains rapports, attendu trois jours qu'un hélicoptère ou avion de l'occupation passe pour accomplir sa mission³¹. Lorsque l'hélicoptère entra dans son champ de tir, l'Irakien lança un missile chercheur de chaleur Strela d'origine soviétique, frappant sa cible qui s'enflamma et s'écrasa dans le désert³². L'assaillant et ses camarades filmaient l'attaque et continuèrent à tourner tandis qu'ils couraient vers le site du crash. Sur leur vidéo, on peut les entendre, essoufflés, scander "Allahu Akbar! Allahu Akbar!" Une fois arrivés sur le site, ils trouvèrent des pièces de l'hélicoptère éparpillées, quelques-unes encore enflammées. Le corps calciné d'un des passagers était prostré sur le sol avec un bras plié en forme de L, comme pour se protéger d'une attaque³³. "Regardez cette ordure", dit l'un des assaillants. "Allez voir s'il reste des Américains³⁴."

Les assaillants continuèrent à explorer les vestiges de l'hélicoptère et trouvèrent le pilote bulgare, Lyubomir Kostov, vêtu d'un uniforme bleu marine, étendu dans l'herbe haute. L'un des hommes, s'apercevant que Kostov était encore en vie, cria en arabe et en anglais : "Des armes?" La caméra se tourna vers le pilote qui grimaçait de douleur. "Debout! Debout!" cria l'un des assaillants en anglais, avec un accent très prononcé. "Je ne peux pas", répondit le pilote qui, montrant sa jambe droite, leur dit : "Je ne peux pas, elle est cassée. Donnez-moi un coup de main." Un des assaillants répondit en aidant Kostov à se lever : "Viens ici, viens ici." "Vas-y", cria quelqu'un au pilote. Kostov se retourna et commença à s'éloigner en boitant, dos à la caméra. Puis il tourna la tête et leva sa main, comme pour dire "Stop!" au moment où quelqu'un criait : "Que la volonté de Dieu soit faite." Les assaillants ouvrirent le feu sur Kostov au cri d'"Allahu Akbar", filmant l'exécution tandis qu'ils criblaient son corps de dix-huit balles, s'acharnant encore lorsque le pilote s'écroula. Moins de deux heures après, un groupe se revendiquant comme l'Armée islamique en Irak fit parvenir la vidéo à Al-Jazira qui la diffusa.

Dans une déclaration faite peu après cette attaque, la direction de Blackwater indiqua que "les six victimes étaient passagers dans un hélicoptère commercial piloté par Sky Link sous contrat avec

Blackwater, elle-même sous contrat avec le département de la Défense³⁵". Malgré son utilisation clairement militaire, la plupart des médias parlèrent d'un hélicoptère "civil" ou "commercial". Des journalistes au Pentagone relatèrent que "ce type d'hélicoptères commerciaux volent sans les mesures de protection des vols militaires³⁶". Peu après que l'hélicoptère se fut écrasé, le major général Don Shepperd, retraité de l'armée de l'air américaine, anciennement à la tête de la garde nationale de l'air, déclara à CNN : "Là-bas, tous les vols doivent être équipés de systèmes anti-infrarouges et de fusées pour se protéger des lance-roquettes, qui sont la principale menace pour les hélicoptères volant à basse altitude... Une fois qu'un lance-roquette infrarouge vous a tiré dessus, vous pouvez tromper la roquette et la détourner, soit avec des fusées d'alarme soit par des manœuvres sophistiquées³⁷". Toutes ces mesures vous protègent³⁸", ajouta Shepperd. A la conférence de presse du Pentagone donnée après l'attaque, un journaliste interrogea le porte-parole Larry Di Rita sur l'apparente absence de ces "contre-mesures" sur l'hélicoptère sous contrat avec Blackwater. A la différence du Pentagone – qui, lui, était limité par des contraintes budgétaires – Blackwater se limitait elle-même, selon ce que l'entreprise était prête à déboursier pour des contre-mesures défensives.

Le même jour, Curtis Hundley, quarante-deux ans, travaillait dans une équipe de sécurité de Blackwater aux environs de la ville de Ramadi lorsqu'une bombe explosa à côté d'un véhicule blindé de la société³⁹. En vingt-quatre heures, Blackwater avait au total perdu sept hommes en Irak, un record depuis le début de la guerre. Un journal titra : "Jour noir pour Blackwater⁴⁰."

A Moyock, des cadres de l'entreprise formulèrent rapidement un communiqué : "C'est un jour bien triste pour la famille Blackwater", déclara le président Gary Jackson. "Nous avons perdu sept de nos amis lors d'attaques terroristes en Irak et nos pensées et nos prières vont vers les membres de leurs familles⁴¹." Un communiqué de presse diffusé par l'entreprise précisa que "Blackwater a une équipe de quinze conseillers de crise pour aider les familles à gérer la perte de leurs proches⁴²". Les sept hommes furent acclamés comme des héros par le Département d'Etat : "Ces soldats de Blackwater participaient à la mission du Département d'Etat en Irak, et étaient indispensables pour protéger les diplomates américains sur place", déclara le secrétaire d'Etat adjoint, Joe Morton. "Ces hommes courageux ont donné leurs vies pour que les

Irakiens puissent un jour bénéficier de la liberté et de la démocratie dont nous jouissons ici, en Amérique⁴³.”

Une fois de plus, la mort en Irak de soldats de Blackwater avait braqué les projecteurs sur le monde secret des entreprises de mercenaires. “En réalité, des sociétés de sécurité privées ont été impliquées en Irak dès le début, alors, il n’y a rien de nouveau”, affirma le porte-parole du Département d’Etat, Adam Ereli en réponse aux questions de la presse. “Il y a un besoin de sécurité qui dépasse ce que peuvent fournir les employés du gouvernement américain, et nous nous adressons aux sociétés privées qui répondent à ce besoin. C’est une pratique courante. Elle ne se limite pas à l’Irak. On le fait partout dans le monde⁴⁴.” En Irak, Ereli affirma : “C’est évident, aller en permanence aux quatre coins du pays dans ces conditions [...] n’est pas sans danger. Ce genre de sécurité et de protection continuent à être nécessaires⁴⁵.”

Ce genre de sécurité et de protection continuent à être nécessaires... Ces mots durent sonner très agréablement aux oreilles des dirigeants de Blackwater. Et une fois de plus, la mort des contractuels de Blackwater se traduisit par un soutien accru à la cause des mercenaires. Le lendemain de la mort des 7 mercenaires de Blackwater en Irak, le Sénat américain approuva un budget supplémentaire – controversé – de 81 milliards de dollars pour l’occupation de l’Irak et de l’Afghanistan, amenant le coût total des guerres à plus de 300 milliards de dollars⁴⁶. Davantage d’argent fut accordé à la “sécurité” en Irak. Quelque 1 564 soldats américains avaient été tués depuis le début de l’invasion⁴⁷, sans compter les mercenaires. Un an après l’embuscade de Fallouja, les affaires n’avaient jamais aussi bien marché pour Erik Prince et ses collègues. Et ce malgré la mort officiellement reconnue de 18 contractuels de Blackwater en Irak⁴⁸. Aux Etats-Unis, l’empire Blackwater était sur le point d’accueillir dans son équipe un nouveau puissant responsable issu de l’Administration Bush.

BLACKWATER À "BAGDAD-SUR-BAYOU"

Immédiatement après le passage de l'ouragan Katrina, le 29 août 2005, cent cinquante hommes de Blackwater armés jusqu'aux dents, en tenue de combat, devancèrent sur les lieux le gouvernement fédéral et la plupart des organismes de secours et se mêlèrent à la grande pagaille de La Nouvelle-Orléans. Officiellement, l'entreprise vantait les mérites de ses employés qui "renforçaient les opérations de secours¹". Pourtant, sur le terrain, ses hommes racontaient une tout autre histoire². Certains patrouillaient dans des 4 × 4 avec des vitres teintées et arborant à l'arrière le logo de Blackwater; d'autres sillonnaient à toute allure le quartier français dans des voitures banalisées sans plaques d'immatriculation. Ils portaient des uniformes kaki, des lunettes de soleil enveloppantes, des bottes militaires beiges ou noires et leur numéro d'identification de Blackwater en brassard sur leurs bras musclés. Tous étaient équipés des pieds à la tête, certains avec des armes automatiques M-4, capables de tirer des rafales de 900 balles par minute, d'autres avec des fusils. Tout cela en dépit de l'affirmation du commissaire de police Eddie Compass que "seule la police avait le droit de porter des armes³".

"Assurer la sécurité des quartiers et confronter les criminels" à La Nouvelle-Orléans, voilà comment les troupes de Blackwater décrivaient leur travail. Ils portaient des armes automatiques M-4 et avaient des pistolets attachés aux jambes. Leurs gilets pare-balles étaient couverts de pochettes contenant des munitions supplémentaires. Le président de Blackwater Gary Jackson rapporta au *Virginian Pilot* que ses hommes étaient lourdement armés "à cause des renseignements que nous avons reçus... Après avoir évalué les risques, nous avons décidé d'y envoyer des hommes pour de vrai⁴". Jackson affirme que ces soldats "sécurisèrent" le

quartier français, une allégation vivement contestée par les agents de la police locale.

Blackwater faisait partie d'une poignée de sociétés bénéficiant d'appuis dans les milieux autorisés qui saisirent immédiatement l'opportunité de tirer profit non seulement des dégâts matériels et ravages causés par l'ouragan du golfe du Mexique mais aussi des déchaînements médiatiques. Au moment où l'Etat fédéral et les pouvoirs locaux abandonnaient des centaines de milliers de victimes, la couverture médiatique du passage de l'ouragan était dominée par des images de pillage, d'anarchie et de confusion. Ces reportages étaient outranciers et sans aucun doute racistes et provocateurs. Disons que si vous les regardiez à Kennebunkport dans le Maine, vous pouviez facilement imaginer La Nouvelle-Orléans comme une immense émeute, une sorte de festival de criminels dont le jour de gloire était finalement arrivé. En fait, c'était une ville dont la population avait été déplacée et abandonnée, où les gens avaient désespérément besoin de nourriture, d'eau potable, de logements, de moyens de transport et de secours. Au lieu de cela, ce sont les armes qui déferlèrent le plus rapidement. Beaucoup d'armes.

Frank Borelli, ancien membre de la police militaire, travaillait pour Blackwater au début des opérations. Il se rappelle que lorsqu'il arriva au camp de Blackwater en Louisiane, "on m'a remis un pistolet Glock 17 et un fusil Mossberg M590A ainsi qu'une cartouchière avec dix cartouches de munitions et dix cartouches de plomb de 8,38 mm. Il n'y avait pas à ce moment-là de munitions de 9 mm, mais j'étais béni, j'avais la chance d'être dans un camp plein de tireurs. Au moment d'aller me pieuter j'avais déjà cinquante et une cartouches de 9 mm dans mes trois chargeurs pour le G17". De toute évidence bien armé, Borelli observa : "L'effort de logistique derrière cette opération est incroyable. Je *sais* pertinemment que des munitions venaient juste d'arriver par air lundi. Et mercredi, davantage nous sont encore parvenues. Pouvoir mettre *autant* d'hommes sur le terrain *si rapidement*, cela en dit long sur l'esprit du policier-guerrier américain. Les soutenir est un sacré challenge."

Dans les jours qui suivirent l'ouragan, en dépit des hommes surarmés de Blackwater patrouillant ouvertement les rues de La Nouvelle-Orléans, le porte-parole du département de la Sécurité intérieure, Russ Knocke, a rapporté au *Washington Post* qu'il n'était au courant d'aucun plan fédéral ayant trait à l'embauche

de Blackwater ou toute autre société de sécurité privée. “Nous croyons détenir assez de forces de l’ordre qualifiées pour que le gouvernement fédéral puisse satisfaire aux exigences de la sécurité publique”, affirma-t-il le 8 septembre⁶. Cependant, dès le lendemain, les troupes de Blackwater sur le terrain divulguèrent une version différente des faits. Un des employés affirma : “Nous travaillons sous contrat avec le département de la Sécurité intérieure.” Puis, montrant du doigt l’un de ses camarades, il ajouta : “Lui, il a même été désigné comme suppléant par le gouverneur de la Louisiane. Nous avons le droit de procéder à des arrestations et d’utiliser la force meurtrière si nous le jugeons nécessaire.” L’homme a ensuite montré l’insigne en or du maintien de l’ordre de la Louisiane qu’il portait autour du cou. La porte-parole de Blackwater, Anne Duke déclara également que l’entreprise détenait une lettre des autorités de la Louisiane autorisant ses hommes à porter des armes chargées⁷. Quelques-uns de ces hommes affirmèrent dormir dans des camps apprêtés par la Sécurité intérieure.

“Ce phénomène du justicier souligne l’effondrement total de l’autorité du gouvernement”, déclara Michael Ratner, président du Centre des droits constitutionnels, en apprenant le déploiement des forces de Blackwater dans la zone sinistrée. “Ces soldats de sécurité privés se sont comportés de façon brutale en Irak, et cela en toute impunité. Les voir aujourd’hui dans les rues de La Nouvelle-Orléans fait froid dans le dos, et ils n’ont aucune vraie légitimité à être ici.” Une annonce sur le site de Blackwater, datée du 1^{er} septembre 2005, attire l’attention sur des prestations concernant le transport aérien, les services sécuritaires et le maintien de l’ordre, ajoutant que la société déployait ses hélicoptères SA-330 Puma pour “aider à l’évacuation des citoyens des zones inondées⁸”. Le communiqué de presse assurait que le support aérien était un “don” de Blackwater pour les opérations de secours. “Dans une telle situation, tous les Américains devraient se serrer les coudes et venir en aide à nos concitoyens qui ont été frappés par cette catastrophe naturelle”, déclara Erik Prince. “Blackwater est fière d’être au service de la population de La Nouvelle-Orléans”, assura le vice-président de la compagnie, Bill Mathews, le 13 septembre. “Avant toute autre chose, il s’agit d’Américains venant à l’aide d’autres Américains sinistrés⁹.” Cofer Black redora le blason des opérations de Blackwater en les présentant sous un jour strictement humanitaire. “Nous sommes toujours très soucieux de venir en aide à nos concitoyens”, affirma Black, “que nous soyons payés

ou non". Mais la question ne se posait pas, Blackwater était bien payée à La Nouvelle-Orléans. Sacrement bien.

Le 18 septembre, la société évaluait à 250 le nombre de ses hommes déployés dans la région ; un nombre qui d'après Mathews continuerait de croître. "Nous voulons changer les choses et apporter notre aide", déclara-t-il. "Il est temps de mettre tout ça au clair : nous ne sommes pas des... mercenaires briseurs de crânes. Nous ne croyons pas faire du profit ici. Nous avons vu du feu et nous sommes venus éteindre l'incendie, c'est tout¹⁰." Lors d'un autre entretien, Mathews précisa, en se référant au don de 1 million de dollars de Blackwater au service de l'aviation : "Si on s'y retrouve financièrement grâce aux prestations de sécurisation, notre entreprise aura fait du bon boulot¹¹." A cette époque, la société avait lancé une vaste campagne de recrutement pour ses opérations à La Nouvelle-Orléans. Les nouvelles recrues devaient avoir au moins quatre ans d'expérience dans l'armée "avec missions exigeant le port d'une arme". Une annonce publicitaire pour Blackwater promettait "un déploiement immédiat avec un salaire mensuel pouvant aller jusqu'à 9 000 dollars¹²". Blackwater transmet entre-temps une proposition au département de la Sécurité intérieure concernant la construction d'un site d'entraînement afin de former du personnel dans le secteur de la sécurité à La Nouvelle-Orléans, que ce soit avec Blackwater ou d'autres sociétés. "La Sécurité sera un problème important pendant toute la reconstruction", prédit Mathews¹³.

S'il est bien possible que Blackwater ait fait don de quelques "prestations" à La Nouvelle-Orléans, le sauvetage de sinistrés grâce à ses hélicoptères fut sérieusement mis en doute par le corps des gardes-côtes (us Coast Guard), sous la direction duquel Blackwater se vantait de conduire ses opérations. Au début de l'année 2006, Erik Prince déclarait en fanfaronnant qu'"après le passage de l'ouragan Katrina, nous avons envoyé l'un de nos hélicoptères Puma... j'ai dit «Allez-y, décollez». Nous nous sommes mis en rapport avec l'us Coast Guard – Blackwater est même devenue leur *callsign* –, et nous nous sommes envolés pour évacuer 128 sinistrés¹⁴". Cette histoire ne colle pas. "Blackwater proposait des opérations de sauvetage, mais il y avait une question d'ordre juridique. Que se passerait-il si quelqu'un était blessé? Nous leur avons alors demandé de ne pas entreprendre d'évacuation", indiqua Todd Campbell, commandant de la garde côtière, qui dirigea une grande partie des opérations de sauvetage. Il rapporta

au *Virginian-Pilot* que Blackwater “lui soumit un compte-rendu chaque soir dans lequel personne n’a jamais mentionné aucun sauvetage. Si sauvetage il y a eu, c’était strictement de leur propre chef¹⁵”.

De surcroît, malgré ses velléités morales, Blackwater était loin de diriger une opération humanitaire *pro-bono* (“pour le bien public”) à La Nouvelle-Orléans. En effet, en plus de sa mission de protection des compagnies privées, des banques, des hôtels, des sites industriels et de quelques riches individus¹⁶, le département de la Sécurité intérieure lui remettait discrètement un contrat sans appel d’offres, officiellement pour assurer la protection des projets de reconstruction confiés à l’Agence fédérale de gestion des situations d’urgence (FMA, *Federal Emergency Management Agency*). D’après les contrats gouvernementaux, Blackwater reçut 409 000 dollars pour les prestations de quatorze vigiles et quatre véhicules afin d’assurer la sécurité de “la morgue temporaire de Baton Rouge¹⁷”, pour seulement trois semaines, du 8 au 30 septembre 2005. Des documents montrent que le gouvernement paya à Blackwater 950 dollars quotidiennement pour chaque vigile dans le quartier – quelque 600 dollars de plus par homme et par jour que ce que la société disait payer ses hommes sur le terrain¹⁸. Ce contrat transforma l’ouragan en une véritable manne pour Blackwater ; dès la fin de 2005, en l’espace de trois mois, le gouvernement avait versé à la société au moins 33,3 millions de dollars dans le cadre de ses opérations après le passage de Katrina, sous l’égide du département de la Sécurité intérieure¹⁹. Toutes ces prestations étaient motivées, d’après les dires du gouvernement, par la pénurie de personnel pouvant être déployé rapidement dans la zone sinistrée, bien que les porte-parole s’abstinrent soigneusement d’établir un lien entre cette pénurie et les diverses occupations américaines à l’échelle internationale. Dès juin 2006, grâce à Katrina, la société avait engrangé une somme de quelque 73 millions de dollars financée par le gouvernement – soit environ 243 000 dollars par jour²⁰.

A la place de véritables opérations gouvernementales de sauvetage à La Nouvelle-Orléans, les forces les plus rapidement mobilisées furent celles des grandes entreprises ayant des liens étroits avec le Parti Républicain, celles-là mêmes qui réalisaient des gains considérables avec l’occupation irakienne. Afin de mieux les aider encore, le président Bush abrogea la loi Davis-Bacon de 1931, qui contraignait les sociétés sous contrat avec les autorités fédérales

à payer leur personnel selon les grilles de salaires en vigueur²¹ (il fut forcé de la rétablir par la suite). Cette abrogation permit aux sociétés de payer à leurs ouvriers des salaires au plus bas niveau alors qu'elles amassaient des bénéfices considérables. Dès le lendemain du cyclone, "l'ancienne" société du vice-président Dick Cheney, Halliburton/KBR (la plus importante bénéficiaire de la guerre d'Irak) reçut 30 millions de dollars pour "évaluer l'état des pompes, vérifier l'infrastructure de la ville et la construction de différents sites permettant un retour à la normale²²". Au même moment, le Shaw Group (qui avait perçu plus de 135 millions de dollars en Irak) se voyait confier des contrats liés aux zones dévastées par le passage de Katrina, à hauteur de 700 millions de dollars²³. Ces deux sociétés étaient représentées par le groupe de pression de Joseph Allbough, qui se trouve être l'ancien directeur de campagne du président Bush et l'ancien directeur de l'Agence fédérale de gestion des situations d'urgence²⁴. En fin de compte, le gouvernement augmenta considérablement le plafond de ses contrats avec les entreprises ayant des liens avec le Parti Républicain : 950 millions pour Shaw, 1,4 milliards pour Fluor, et 575 millions pour Bechtel²⁵. Responsable du projet de Fluor concernant Katrina, Alan Boeckmann qui avait également géré les contrats de la société Fluor en Irak confia à l'agence de presse Reuter : "Notre travail de reconstruction en Irak ralentit... et cela a permis de mettre du personnel à la disposition de notre projet en Louisiane²⁶."

Certains commencèrent à se référer à La Nouvelle-Orléans et les zones dévastées comme "Bagdad-sur-Bayou". Comme l'écrivit Christian Parenti dans une dépêche de La Nouvelle-Orléans pour le journal *The Nation* : "Les opérations de secours semblent tourner en un jeu de guerre urbain : une version domestique et imaginaire de la victoire totale qui échappe aux Américains à Bagdad et qui pourrait être imposée ici, à La Nouvelle-Orléans. C'est presque comme si le Tigre plutôt que le Mississippi avait inondé la ville. L'endroit ressemble à un «parc d'attractions» dérangerant, une sorte de «Macho-land» où flics, mercenaires, journalistes et bénévoles bizarres sont en train de jouer une version «soft» de leurs fantasmes militaristes autour d'Armagedon et d'une poigne de fer purificatrice²⁷." Avec les forces américaines disséminées dans les nombreuses zones de guerre à travers le monde, le paysage politique était mûr pour quelque désastre d'envergure favorisant la

réalisation de gains exorbitants dans la sphère grandissante de l'industrie de guerre.

Blackwater était loin d'être l'unique société de mercenaires à tirer d'incalculables profits de cette catastrophe naturelle. Dyn-Corp, American Security Group, Wackenhut, Kroll, et une société israélienne, Instinctive Shooting International (ISI) se déployèrent pour assurer la protection d'entreprises, de propriétés privées, de projets gouvernementaux et d'institutions. Des dirigeants de grandes entreprises et les représentants du gouvernement parlèrent alors d'un changement des caractéristiques socio-économiques de ce qui fut une des villes américaines les plus dynamiques culturellement. Dans les deux semaines qui suivirent l'ouragan, le nombre de sociétés de sécurité privées enregistrées en Louisiane passa brutalement de 185 à 235 et continua de croître au fil des semaines. Certaines, comme Blackwater, étaient sous contrat fédéral, d'autres étaient embauchées par des membres de l'élite fortunée tels que F. Patrick Quinn III qui utilisa des services de gardiennage privés pour protéger son domaine d'une valeur de 3 millions de dollars et ses hôtels de luxe que le gouvernement fédéral entendait utiliser, en vertu d'un contrat très lucratif, pour loger le personnel de l'Agence fédérale de gestion des situations d'urgence²⁸.

Un incident peut-être meurtrier impliquant les “tireurs privés” souligna les dangers des forces privées patrouillant les rues américaines. Lors de sa seconde nuit à La Nouvelle-Orléans, un vigile au service d'un dirigeant d'entreprise fortuné était en route avec un détachement lourdement armé pour aller chercher un associé de son patron et l'escorter à travers le chaos de la ville. Selon ses dires, leur convoi fut attaqué avec des armes à feu par un “gang de noirs” sur une bretelle d'autoroute non loin du quartier pauvre du Ninth Ward. “J'étais en train de téléphoner à un collègue, j'ai lâché le téléphone et j'ai répondu aux coups de feu.” Il rapporte que lui et ses hommes, en possession de fusils semi-automatiques AR-15 et de pistolets Glock, ont déclenché un tir de barrage du côté des tireurs présumés. “Après ça tout ce que j'ai entendu était des gémissements et des cris, et les tirs se sont arrêtés. C'est tout.”

Ensuite, continua-t-il, “l'armée s'est pointée, nous gueulant dessus en pensant que nous étions des ennemis. Nous leur avons expliqué que nous étions des employés de la sécurité. Je leur ai raconté ce qui s'était passé mais ils s'en moquaient complètement et sont repartis”. Le vigile ajouta que cinq minutes plus tard la

police de la Louisiane était sur les lieux. Ils s'informèrent de l'incident puis lui demandèrent "le chemin pour sortir de la ville". Le vigile précisa que personne ne leur demanda quoi que ce soit au sujet de l'incident et aucun rapport ne fut jamais rédigé. "Une chose est certaine en ce qui concerne la sécurité", dit-il, "entre nous il y a une bonne coordination – nous sommes une véritable famille". Il semblerait que cette coordination n'ait pas tenu compte des bureaux des secrétaires d'Etat de la Louisiane et de l'Alabama, qui disent n'avoir aucune trace de cette compagnie.

A quelques kilomètres du quartier français, James Reiss, autre homme d'affaires fortuné de La Nouvelle-Orléans et président de la direction des transports régionaux de la ville, fit venir par hélicoptères des mercenaires israéliens tout habillés de noir et armés jusqu'aux dents qu'il embaucha comme gardes des résidences de l'élite de la place Audubon. Il expliqua au *Wall Street Journal* : "Ceux qui veulent reconstruire la ville, veulent le faire d'une manière entièrement différente démographiquement, géographiquement et politiquement. Nous ne retournerons pas à notre ancien mode de vie, sinon nous laissons tomber²⁹."

Ces hommes qui travaillaient pour *Instinctive Shooting International* étaient décrits par leurs employeurs comme d'"anciens combattants des Forces spéciales israéliennes de divers organismes gouvernementaux : la Force de défense israélienne (IDF, *Israel Defense Force*), des unités de la Police antiterroriste nationale israélienne (*Israel National Police Counter Terrorism*), les Services de sécurité générale (GSS, *General Security Service*) ou «*Shin Beit*», et autres agences des services secrets³⁰". La société fut fondée en 1993. Son site internet précise : "Nos services à la pointe de la modernité répondent aux exigences de la prévoyance en matière de préparation opérationnelle de la Sécurité intérieure, de la réactivité et de la combativité outre-mer. Actuellement ISI est fournisseur agréé du gouvernement américain pour ses prestations de services au département de la Sécurité intérieure."

Les armes entraient en masse à La Nouvelle-Orléans, mais il y avait une sérieuse pénurie d'opérations de secours, de vivres et de distribution d'eau potable. La présence des mercenaires soulevait une autre question importante : étant donné l'omniprésence simultanée de la Garde nationale de La Nouvelle-Orléans, de l'armée américaine, de la patrouille américaine frontalière, de la police locale et de presque toutes les agences gouvernementales, pourquoi avoir fait appel aux sociétés privées, et particulièrement

en ce qui concernait les projets fédéraux de reconstruction ? “Il n’y a pas de menace terroriste contre les bureaux de la FEMA, [l’Agence fédérale des situations d’urgence, *Federal Emergency Management Agency*] que je sache”, s’interrogeait le sénateur de l’Illinois Barack Obama. “Avec tous les soldats de la Garde nationale que nous avons là, et le grand nombre de policiers municipaux qui recollent les morceaux de leur vie mais sont de retour au boulot, il me semble vraiment que tout cet argent pourrait être mieux employé³¹.” Le journal *The Nation* dénonça les agissements de Blackwater à La Nouvelle-Orléans, et peu de temps après la parlementaire Schakowsky ainsi qu’une poignée d’autres membres du Congrès soulevèrent plusieurs questions sur le scandale. Ils mentionnèrent l’article dans le rapport du Congrès lors des audiences sur Katrina à la fin de septembre 2005, et il fut également cité dans des lettres destinées à Richard Skinner, inspecteur général au département de la Sécurité intérieure, qui lança alors une enquête³². Dans des lettres adressées au Congrès en février 2006, Skinner défendit les transactions de Blackwater, soutenant qu’il était “opportun” de la part du gouvernement de conclure un contrat avec la société. Il admit cependant que le “coût actuel du contrat... était réellement très élevé”, puis annonça tranquillement une nouvelle qui fit l’effet d’une bombe : “Nous nous attendons à ce que la FEMA réclame des services de protection sur une durée plus ou moins longue (de deux à cinq ans)³³.”

Les répercussions de l’ouragan favorisèrent le retour de la lutte contre le terrorisme, avec une manne de contrats pour les sociétés qui récoltaient des bénéfices aussi faramineux qu’en Irak à moindre risque et sans avoir à quitter le pays. Pour ceux qui avaient critiqué le gouvernement sur sa gestion de la crise causée par l’ouragan, le message était clair. “Voilà ce qui se passe quand les victimes sont des noirs vilipendés avant et après le cyclone : on ne les aide pas, on exerce même une répression”, commenta Chris Kromm, directeur de l’Institut des études sudistes (*Institute for Southern Studies*) et éditeur d’une étude sur la reconstruction des zones dévastées³⁴. Kromm estima que si d’innombrables sommes d’argent étaient apparemment distribuées à des contractants véreux, peu ou pas du tout l’étaient pour des projets à La Nouvelle-Orléans tels que : la création d’emplois, la reconstruction des hôpitaux et des écoles, des logements financièrement accessibles et la restauration des zones dévastées par les inondations. Même dans ce contexte, le département de la Sécurité intérieure continuait à soutenir le

contrat de Blackwater. Dans une note du 1^{er} mars 2006, Matt Jadacki, l'inspecteur général spécial du département de la Sécurité pour les Opérations de sauvetage dans le golfe du Mexique (*Gulf Coast Hurricane Recovery*) écrivait que le Service fédéral de la protection (*Federal Protective Service*) considérait Blackwater comme "ce qu'il y avait de mieux pour le gouvernement"³⁵.

Un mois après le passage de Katrina, les vigiles de Blackwater se remplissaient les poches grâce à l'excellent filon de l'ouragan Rita. Au plus fort de son implication, la société avait environ 600 contractuels déployés du Texas au Mississippi³⁶. A partir de l'été 2006, la main-d'œuvre employée par Blackwater pour ses opérations à La Nouvelle-Orléans ressemblait plus à des policiers qu'aux commandos du début. L'attirail paramilitaire avait laissé place au polo noir avec le logo de la société, pantalon kaki, et pistolet quand les hommes patrouillaient sur le parking d'un Wal-Mart converti en antenne de la FEMA³⁷. A la fin du mois d'août 2006, Blackwater assurait encore la surveillance d'établissements d'une importance aussi capitale que la bibliothèque publique par exemple, utilisée par FEMA. L'un de ses adhérents s'était apparemment vu refuser sans explication l'entrée par un vigile. Il précisa que "l'impudent agent de sécurité ne consentit pas à donner son nom et appela un supérieur hiérarchique qui à son tour refusa de donner son identité ou celle de l'agent qui l'avait empêché d'entrer"³⁸. A Baton Rouge, Blackwater établit un quartier général pour les zones dévastées par Katrina, à l'intérieur du Collège et Séminaire évangélique (*World Evangelism Bible College and Seminary*), géré par Jimmy Swaggart, le chrétien télévangéliste disgracié dont la carrière s'arrêta net en 1988 le jour où il fut surpris dans un motel avec une prostituée³⁹.

Pour Blackwater, Katrina fut l'occasion rêvée. Grâce à son premier déploiement officiel sur le sol américain, la société avançait sur plusieurs plans. Comme l'observait le *Virginian-Pilot* (dont les bureaux en Caroline du Nord sont bien placés pour observer les agissements de l'entreprise...), les ouragans de l'année 2005 représentaient "un nouveau créneau pour les affaires de Blackwater... Les nouvelles sociétés mercenaires prospèrent grâce aux guerres, l'idée est glaçante, mais c'est un fait. Mais si la paix revenait en Irak, ce marché pourrait disparaître du jour au lendemain. Katrina a permis à Blackwater de se diversifier dans le secteur des catastrophes naturelles"⁴⁰. Erik Prince déclara qu'avant Katrina, "nous n'avions nullement le projet d'être impliqués dans le

domaine de la sécurité intérieure⁴¹”. C’est pourtant au lendemain du cyclone que Blackwater lança un nouveau service d’opérations privées. “Aucun de nous n’aime l’idée que les catastrophes naturelles offrent des perspectives commerciales”, déclara le chef du nouveau département, Seamus Flatley, un pilote de combat de la Marine à la retraite. “C’est franchement détestable, mais c’est comme ça, on ne peut rien y changer. Médecins, hommes de loi, directeurs des pompes funèbres, et même la presse gagnent leur vie sur le dos des catastrophes naturelles. Nous aussi, car il faut bien que quelqu’un s’en occupe⁴².”

Cependant le déploiement des forces de Blackwater à l’intérieur du pays fut critiqué par certains comme un précédent dangereux qui pourrait ébranler la démocratie américaine. Il est possible que leurs actions ne soient pas sujettes aux limitations constitutionnelles qui s’appliquent aux responsables et aux fonctionnaires fédéraux et nationaux, y compris dans le cadre du Premier et du Quatrième Amendement concernant les arrestations et les perquisitions sans mandat. “Contrairement aux officiers de police, ils n’ont reçu aucune formation en matière de respect des droits constitutionnels”, déclara Ratner, président du CCR. “Ce type de groupes paramilitaires n’est pas sans rappeler celui des chemises brunes du parti nazi dont le rôle était d’exercer une répression extra judiciaire en dehors de toute légitimité. L’utilisation de ces groupes paramilitaires est une menace extrêmement dangereuse pour nos droits.”

BLACKWATER ET LA FRONTIÈRE

Une des qualités de Blackwater mise constamment en avant est une sorte de curieuse propension à se trouver au bon endroit, au bon moment, plus particulièrement quand il s’agit de ramasser à la pelle de juteux contrats gouvernementaux. Loin d’être une simple question de chance, l’entreprise a consacré des moyens financiers considérables pour suivre de près les tendances dans le monde du maintien de l’ordre et des actions militaires. Elle a recruté nombre d’ex-barbouzes bénéficiant d’appuis, d’anciens responsables fédéraux, et des huiles de l’armée. Comme les meilleurs entrepreneurs, Blackwater cherche toujours à fournir ce que l’on appelle des solutions “clés en main” pour des problèmes dont souffre la bureaucratie du gouvernement ou bien pour

remplir les trous apparemment innombrables de la "Sécurité nationale" dans le sillage de la guerre contre la terreur. Dans les années qui suivirent le 11 septembre, Blackwater passa maître dans l'art de s'imposer au cœur de la plupart des grandes batailles menées par le gouvernement (et la droite en général) : une rapide privatisation de certaines tâches gouvernementales, l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan ainsi que le soutien actif aux entreprises proches des idéaux chrétiens et républicains.

Si l'ouragan accéléra le programme privé de Blackwater, ce n'était pas la première fois que l'entreprise s'intéressait aux énormes bénéfices potentiels du marché intérieur. En fait, dès le milieu de l'année 2005, trois mois avant le passage de l'ouragan Katrina, alors que ses forces étaient bien implantées en Irak – alimentées directement depuis Washington par l'argent des contribuables – Blackwater annonça tranquillement son entrée en lice dans un autre secteur d'envergure : celui de l'immigration et la "sécurité des frontières". Après la déclaration de "guerre contre la terreur", des groupes anti-immigrés utilisèrent la peur de nouvelles attaques pour inciter à une plus grande militarisation des frontières américaines (certains d'entre eux réclamant une importante clôture tout au long de la frontière américano-mexicaine) et au durcissement des mesures contre ceux qu'ils qualifiaient "d'étrangers illégaux".

En avril 2005, les partisans de la répression des immigrants et des frontières militarisées reçurent un énorme coup d'accélérateur quand le projet de corps de défense civil Minuteman, des civils mobilisables à tout moment (*Minuteman Project Civil Defense Corps*) fit soudainement son apparition. Le mouvement dominé de façon écrasante par des blancs organisa des milices pour patrouiller le long de la frontière américano-mexicaine. Les Minutemen, nommés ainsi d'après les milices qui se battirent lors de la révolution américaine, se présentaient comme "des Américains faisant le boulot que notre gouvernement ne veut pas faire". Ils prétendaient avoir des centaines de volontaires à leur actif venant de trente-sept Etats, avec parmi eux beaucoup d'anciens militaires et policiers ainsi que des pilotes pour la surveillance aérienne.

Le parlementaire Duncan Hunter, un des alliés de Blackwater bénéficiant d'un poste clé au Congrès, commença à intensifier sa campagne en faveur d'une immense "clôture frontalière"⁴³ tandis que l'ancien patron d'Erik Prince, le parlementaire Dana Rohrabacher approuva l'action des Minutemen en soulignant que les

milices “démontraient les effets positifs d’une présence accrue sur la frontière. Il est indéniable que des agents de patrouille plus nombreux donneraient une frontière plus forte et diminueraient le passage de clandestins parmi lesquels pourraient se trouver des terroristes internationaux⁴⁴”. T.J. Bonner, président du Conseil des patrouilles des frontières nationales (*National Border Patrol Council*) – un groupe de pression – se rallia à cette opinion en évoquant les attaques du 11 septembre. “Même si seulement une personne sur un million est un terroriste, avec plusieurs millions de personnes qui entrent dans le pays chaque année, on atteindra bientôt le nombre nécessaire pour perpétuer une autre attaque de l’ampleur du 11 septembre... C’est totalement inacceptable du point de vue de la sécurité du territoire comme de la sécurité nationale. Nous devons garantir le contrôle de nos frontières⁴⁵.”

A Capitol Hill, les responsables du Parti Républicain saisirent cette opportunité pour intensifier leur campagne contre l’émigration, et militèrent en faveur de la privatisation et la militarisation, en mettant à l’ordre du jour, plus tôt que prévu, un programme qui aurait été impopulaire avant le 11 septembre. La nouvelle hystérie nationale procurait désormais un terrain idéal pour remporter la bataille. Au milieu de la confusion générale, le 18 mai 2005, le Parlement fit passer la première loi du département de la Sécurité intérieure autorisant le recrutement de quelque 2 000 nouveaux agents de patrouille. Le 24 mai, le Comité de gestion de la Sécurité intérieure pour l’intégration et le sous-comité de contrôle tinrent une audience publique sur la façon de traiter ces nouveaux agents. Il apparut que l’un des objets principaux de l’audience était de privatiser la sécurisation de la frontière.

Le premier comité était formé de deux fonctionnaires américains de l’immigration. Le second représentait le secteur privé. Pour ce groupe, il y avait seulement deux intervenants : T.J. Bonner et Gary Jackson⁴⁶. “Nous avons désespérément besoin de renforts et nous en avons eu besoin *hier*”, déclara Bonner. “Manifestement il y a un besoin urgent de gardes-frontières, et cela est confirmé par l’appel des groupes citoyens de patrouille et de militaires à la frontière. Visiblement nous ne faisons pas notre boulot. Mais la raison pour laquelle nous avons besoin de plus de gardes-frontières est qu’il faut sécuriser nos frontières. Cela est nécessaire quel qu’en soit le coût, il est hors de question d’essayer d’économiser, de songer à pinailler sur les prix. Il faut recruter autant de patrouilleurs que possible, au contraire il nous faut dépenser sans compter pour

aider ces hommes et ces femmes afin qu'ils puissent aller là-bas⁴⁷." Le témoignage de Jackson commença par un bref rappel – volontairement sélectif – de l'histoire de Blackwater. "La société", dit-il, "fut fondée à partir d'une vision très claire d'un grand besoin d'entraînement novateur et flexible et de solutions concrètes aux défis posés par la sécurité sur le plan national et mondial". La sous-traitance militaire et la privatisation de la sécurité nécessitaient selon lui plus de facilités pour l'entraînement de leur personnel afin de maintenir l'ordre et la paix dans le pays. "Nous étions sûrs", poursuivit-il, "que le gouvernement américain répondrait positivement lorsqu'on lui proposerait un entraînement privé de qualité, compte tenu du fait que les sites d'entraînement faisaient cruellement défaut. Nous avons construit le centre de Blackwater en Caroline du Nord pour mettre tous les moyens d'entraînement que nous pensions nécessaires à la disposition des futurs besoins de notre gouvernement en cette matière. Au fil des années, Blackwater est non seulement devenue une des premières entreprises, mais l'entreprise se trouve aussi à la pointe du progrès". Jackson ajouta que pendant son ascension l'entreprise avait vite réalisé la valeur du concept du "seul et unique fournisseur" pour le gouvernement. S'il y avait d'autres entreprises qui offraient une ou deux prestations concernant l'entraînement, aucune n'offrait, selon lui, tous leurs services et certainement pas tous au même endroit. "L'importance de ce point, dit-il, ne peut pas être sous-estimée. Pouvoir diriger un entraînement centralisé sur une unique région est ce qu'il y a de meilleur en termes de performance et de rapport qualité/prix pour assurer la formation des nouveaux représentants de la loi à la hauteur des défis de la sécurité nationale et régionale⁴⁸."

Mike Rogers, le parlementaire républicain de l'Alabama, président de l'audience du Congrès, attaqua violemment le coût du programme d'entraînement pour les gardes-frontières, soulignant que "le coût de la formation d'un officier de patrouille sur un programme de dix mois serait plus élevé que l'obtention d'une licence après quatre ans à Harvard". Rogers posa la question : si on donnait à Blackwater 100 000 dollars par agent, Jackson pensait-il que la société leur donnerait vraiment "un entraînement égal ou meilleur à celui qu'ils recevaient" à travers le programme d'entraînement gouvernemental ? "Je peux vous l'assurer", rétorqua vivement Jackson. Il expliqua aux législateurs que Blackwater pouvait assurer la formation de l'ensemble des 2000 nouveaux agents de patrouille en une année. "Blackwater a déjà coopéré avec le

Département d'Etat pour recruter, former, déployer et gérer des spécialistes de la sécurité en Irak, et dans d'autres domaines sensibles, et ceci avec succès. La sécurité de nos frontières sera toujours une entreprise difficile pour notre nation”, déclara Jackson. “Il est évident qu'il y a urgence. L'Histoire nous a montré à plusieurs reprises que l'innovation et l'efficacité transforment l'équilibre stratégique, et Blackwater mettrait ces deux éléments à notre disposition pour assurer la formation de nouveaux gardes-frontières. Tout comme le secteur privé a répondu à la demande d'un transport plus efficace du courrier et des colis à travers le monde, Blackwater peut répondre aux besoins émergents et impérieux d'une formation au Service de la douane et de la protection frontalière (CBP, *Customs and Border Patrol*).”

Quelques jours plus tard, le bulletin hebdomadaire *Tactical Weekly* de Blackwater avait pour titre “Un législateur déclare que la privatisation de la formation des patrouilles frontalières doit être envisagée⁴⁹”. L'article dans le *Federal Time* rapportait : “Rogers [un membre du Congrès] avait dit que le gouvernement pourrait avoir besoin de s'adresser à Blackwater USA ou à un autre contractant s'il pouvait se charger du travail à moindre prix. «Nous avons une obligation fiduciaire envers les contribuables et nous devons considérer d'autres options», dit Rogers, «il serait irresponsable de continuer sans avoir consulté d'autres sociétés⁵⁰».”

En novembre 2005, Blackwater et la Croix-Rouge américaine organisèrent ensemble une collecte de fonds pour les opérations de secours dans le golfe du Mexique. Ce qui symboliquement boucla la boucle des contrats fédéraux de Blackwater. L'orateur principal, accueilli par une véritable ovation, était le client autrefois très prisé de Blackwater, le lieutenant Paul Bremer dont le livre sur l'Irak venait juste d'être publié. Blackwater annonça avoir recueilli 138 000 dollars lors de cette soirée⁵¹. Soit seulement environ 100 000 dollars de moins que la recette quotidienne présumée que représentaient les contrats liés à Katrina. “Cette soirée fut un succès car il s'agissait d'Américains venus à l'aide d'autres Américains”, lança Gary Jackson, répétant ce qui était devenu le nouveau mantra de Blackwater. “Nos merveilleux employés et les liens spéciaux qui nous unissent à l'ambassadeur Bremer et à la Croix-Rouge nous ont permis de mener à bien cet événement⁵².” Ce n'était pas sans rappeler l'industrie du tabac applaudissant ses propres contributions (au demeurant bien maigres) aux campagnes de prévention du tabagisme, alors qu'en même temps, elle

lançait, grâce à des budgets promotionnels exponentiels des nouvelles cigarettes. En réalité, Blackwater fit beaucoup plus de bénéfices sur l'ouragan que les victimes n'en tirèrent de Blackwater.

Le président Bush utilisa la catastrophe naturelle Katrina pour tenter de faire abroger le "Posse Comitatus Act" (l'interdiction d'utiliser des soldats américains dans le cadre de la loi de privatisation), et Blackwater ainsi que d'autres entreprises de sécurité en profitèrent pour imposer leurs troupes paramilitaires sur le sol américain, important ainsi la guerre sur leur propre territoire. "C'est une tendance", lança un mercenaire de Blackwater à La Nouvelle-Orléans. "Vous allez voir de plus en plus de types comme nous dans ce genre de situation." Blackwater a maintenant consolidé sa position non seulement comme un des plus grands bénéficiaires de la guerre contre la terreur mais aussi comme une des pièces maîtresses sur l'échiquier du programme néo-conservateur.

Peu de temps après le début du déferlement de bénéfices dus à Katrina, Erik Prince envoya une note au groupe Prince : "A tous les officiers, employés et contractuels indépendants de Blackwater USA." Son sujet : "Le serment de Blackwater USA pour la Sécurité nationale et ses valeurs éthiques dans son rôle de dirigeant." (*Blackwater USA National Security Oath and Leadership Standards.*) Il était demandé au personnel de Blackwater de faire le même serment à la Constitution que ses clients ayant des liens avec la Sécurité nationale, de "soutenir et défendre la Constitution et la loi des Etats-Unis d'Amérique contre tout ennemi, qu'il vienne de l'extérieur ou de l'intérieur... Alors que Dieu me vienne en aide⁵³".

La société allait bientôt étendre son influence à travers le monde et son appétit pour les contrats internationaux devait la pousser à vouloir imposer ses soldats comme gardiens de la paix dans des endroits comme le Darfour, une zone de crise près d'un lieu très familier à Cofer Black, le Soudan. Huit ans après des débuts tranquilles, la société jouait désormais un rôle essentiel dans la révolution néo-conservatrice, celui de vitrine du nouveau mouvement mercenaire.

“LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE”

Quand, fin 2006, Donald Rumsfeld quitta ses fonctions de secrétaire à la Défense, il avait vraiment, selon les propres mots du président Bush, supervisé “la plus radicale transformation de l’emploi de la force aux Etats-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale¹”. Au terme de son ministère, le nombre des soldats de l’armée régulière déployés en Irak était devenu presque égal à celui des contractuels². Le vice-président Dick Cheney qualifia Rumsfeld de “meilleur secrétaire à la Défense que les Etats-Unis aient jamais eu³”. On pouvait comprendre qu’un tel compliment puisse venir de la bouche de Cheney. N’était-il pas lui-même secrétaire à la Défense quand ce triste projet de privatisation militaire fut lancé en 1991, pendant la première guerre du Golfe? Le résultat dépassa les pires craintes suscitées à l’époque de Rumsfeld et bouleversa définitivement la conception américaine de la guerre. Malgré le niveau jamais atteint de l’implication du secteur privé sur un champ de bataille, l’armée des Etats-Unis a rarement été aussi dispersée sur autant de fronts ou exposée à autant de périls que sous l’Administration Bush. L’occupation de l’Irak et de l’Afghanistan pompait ses troupes à un point tel que Colin Powell, ancien secrétaire d’Etat, avait déclaré, fin 2006, que “l’armée active est à bout de force⁴”. L’une des principales personnalités militaires du pays, Bush annonça, en même temps, son intention d’accroître encore les effectifs de l’armée américaine pour “la mettre en situation d’être capable de s’engager immédiatement dans une guerre de longue durée⁵”. Dans son discours sur l’état de l’Union pour l’année 2007, Bush demanda une augmentation d’effectifs de 72 000 hommes pour les troupes de l’armée régulière sur les cinq années à venir et proposa la création d’un

Corps de réserve civil (*Civilian Reserve Corps*) en supplément des forces régulières⁶.

Les politiques agressives menées par l'Administration Bush et les occupations impopulaires avaient incontestablement entraîné une "saignée" dans l'armée américaine. Malgré cela, la nouvelle majorité démocrate élue au Congrès en novembre 2006 semblait bien plus vouloir soutenir Bush dans ses aspirations à bâtir une armée toujours plus forte que de remettre en question ce qui en était la cause : cet insatiable appétit de conquêtes. Les entreprises privées du secteur de la guerre sont parmi les plus fervents supporters de cette politique de la guerre contre la terreur. Et l'on n'est pas surpris de constater que peu de ces sociétés ont gagné autant d'argent que Blackwater sous les années Bush et décroché autant de contrats pour les années à venir. Erik Prince avait inventé le médicament miracle pour remédier aux nombreuses crises au sein de l'armée : la création d'une "brigade de contractuels". Prince affirmait à propos du plan officiel d'augmentation des effectifs de 30 000 hommes avancé par l'armée : "Nous pourrions certainement le faire pour moins cher⁷." Ces mots étaient ceux d'un homme que le succès avait rendu puissant et confiant dans l'avenir, possédant sa propre armée, et salué par le magazine néo-conservateur *Weekly Standard* comme "l'alpha et l'oméga de la privatisation militaire⁸".

Depuis ses débuts, en 1997, Blackwater, alors simple centre d'entraînement proche du Great Dismal Swamp en Caroline du Nord, était devenue l'un des acteurs les plus en vue de la scène militaire privée internationale. En 2006, 23 000 de ses soldats étaient employés dans neuf pays et elle pouvait se vanter d'avoir 21 000 autres soldats en réserve dans ses bases de données où elle pouvait puiser en cas de besoin. En cette même année 2006, un membre du Congrès faisait observer qu'en ce qui concernait la puissance militaire, Blackwater pourrait, avec ses seules forces, renverser la plupart des gouvernements de ce monde. Le siège de Moyock, avec ses 3 000 hectares de superficie, est devenu le centre d'opérations militaires privées le plus sophistiqué au monde et la société possède l'un des plus importants stocks d'armes lourdes privés. Son centre d'entraînement est l'un des plus utilisés par les forces de sécurité locales ou fédérales américaines, des sociétés de sécurité étrangères ou des particuliers. Elle commercialise ses propres systèmes de cibles pour l'entraînement au tir et ses propres véhicules blindés. Quand des visiteurs arrivent au complexe

dernier cri de Blackwater (d'une surface de plus de 6 000 m²), ils découvrent que les poignées de portes sont des canons d'armes automatiques... Blackwater perfectionne des dirigeables de surveillance et des pistes d'atterrissage pour les appareils de sa flotte aérienne, dont des hélicoptères de combat”.

Blackwater a ouvert un autre établissement, baptisé “Blackwater North”, en Illinois, mais a dû abandonner des projets similaires en Californie et aux Philippines suite à la résistance des populations locales. Blackwater a signé pour plus d'un milliard de contrats gouvernementaux – dont des contrats “black”, hors de tout contrôle de la puissance publique – et a lancé des campagnes de marketing très agressives auprès des entreprises. Ses contacts ont des ramifications dans tout le dispositif de la Défense et les services de renseignements. Blackwater fait partie de la garde la plus rapprochée du gouvernement dans sa guerre contre la terreur. Au départ, les responsables de Blackwater semblaient peut-être viser un peu haut en voulant devenir une composante de l'appareil militaire au même titre que les Marines mais à l'arrivée, la firme ne se contente plus d'être simplement aux ordres des Etats-Unis. Tout en affirmant encore son allégeance, sa loyauté et son patriotisme, Blackwater fait tout pour devenir une armée indépendante à part entière, pouvant se déployer dans les zones de conflits comme alternative aux troupes de l'OTAN ou de l'ONU.

LE RÊVE DU DARFOUR

À la fin du mois de mars 2006, Cofer Black se rendit à Amman, en Jordanie, pour représenter Blackwater à l'un des premiers Salons des Forces spéciales armées (SOFEX, *Special Operations Forces Exhibition and Conference*). Plus de 220 sociétés y étaient sur le pied de guerre pour vendre leurs produits et leurs services aux riches gouvernements du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et du monde entier. Une véritable foire, avec fabricants et vendeurs d'armes, consultants et instructeurs militaires, et l'équipement complet du parfait mercenaire. Les organisateurs de l'événement présentaient la SOFEX comme “le leader mondial des expositions consacrées au marché mondial de la défense dans les domaines des forces spéciales armées, de la sécurité intérieure, de l'antiterrorisme et des forces de sécurité¹⁰”. Après la Guerre froide, le Moyen-Orient était rapidement devenu l'un des marchés les plus

gourmands en matière d'armement et de services d'instruction militaire. Tous les deux ans, ce salon offre une précieuse occasion pour les dirigeants et les organisateurs militaires de s'informer ou d'acheter les dernières innovations proposées. Plus de 7 500 visiteurs venant du monde entier, des délégations militaires envoyées par quarante-deux pays se rendirent à cette manifestation. On pouvait lire dans les brochures consacrées au salon : "Au cours de la dernière décennie, le Moyen-Orient est devenu la principale région importatrice d'équipement de sécurité et de défense militaire, soit approximativement 60 % de la dépense mondiale dans ces secteurs¹¹." Pour lui donner un surplus de légitimité, Amer Tabbah, le directeur général de la manifestation, soulignait le fait que la SOFEX avait été "accréditée par le ministère américain du Commerce... ce qui prouve la confiance générale et la foi que beaucoup placent en nous¹²".

Ce salon était sponsorisé par le roi Abdallah II de Jordanie, l'un des plus proches alliés de Bush dans le monde arabe. Prenant le contre-pied de son père, le roi Hussein, qui s'était opposé en 1991 à la première guerre du Golfe, Abdallah II (éduqué en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis) apporta un soutien essentiel à l'Administration Bush dans les préparatifs et l'invasion même de l'Irak. La Jordanie avait aussi servi de relais majeur et de base pour les entreprises soutenant l'effort de guerre et l'occupation du voisin irakien. Tout comme la Maison Blanche, Blackwater avait cultivé des relations très proches avec la Jordanie, ouvrant même un bureau à Amman avant l'occupation de l'Irak¹³. Depuis qu'Abdallah avait succédé à son père en 1999, il avait travaillé sans relâche pour moderniser et occidentaliser l'armée jordanienne et lui assurer une position de force dans la région. Et quand en 2004 Abdallah II – lui-même ancien commandant des Forces spéciales¹⁴ – décida de créer une unité d'aviation, forte de 500 hommes, spécialisée dans les opérations d'antiterrorisme, le royaume jordanien engagea Blackwater pour s'occuper de l'entraînement de cette unité d'élite¹⁵. Le contrat fut cependant suspendu par le Département d'Etat en raison de la réglementation du contrôle à l'exportation d'activités sensibles comme celle de l'entraînement de forces militaires étrangères. Au début du mois de décembre 2004, Abdallah II se rendit à Washington et, à en croire certaines informations, tenta de trouver une solution à ce blocage du contrat de Blackwater avec pratiquement toutes les autorités américaines qu'il y rencontra¹⁶. Très peu de temps après

cette visite, le contrat recevait le feu vert de l'Administration Bush. Cette unité d'élite jordanienne allait pouvoir s'entraîner sur plusieurs hélicoptères de combat, comme les Blackhawks ou les Hughes MD500, pour des opérations d'antiterrorisme, de bombardements éclair et de reconnaissance. La Jordanie déclara qu'une partie du milliard de dollars, ou presque, d'assistance militaire que lui versaient annuellement les Etats-Unis servirait à financer cet entraînement¹⁷. “Les Jordaniens sont venus nous trouver”, expliqua Prince. “Ils nous ont engagés pour les aider à former leurs escadrons, leur apprendre à piloter des avions de reconnaissance nocturne, à monter des opérations héliportées¹⁸.”

La volonté du roi Abdallah de refonder l'armée jordanienne allait connaître une confirmation retentissante peu de temps avant le salon d'Amman, SOFEX. Des personnalités officielles du royaume hachémite confirmèrent alors avoir finalisé les plans de ce qu'ils appelèrent le “Centre d'entraînement pour les opérations spéciales en Jordanie du roi Abdallah”. Il s'agissait d'un projet de 100 millions de dollars, également financé par le gouvernement américain¹⁹. Le roi Abdallah expliqua que ce projet était supervisé par le corps des ingénieurs de l'armée américaine, et la description qu'il en donna ressemblait à s'y méprendre au camp d'entraînement de Blackwater à Moyock. Selon le monarque jordanien, ce complexe militaire devait servir pour “l'entraînement des Forces spéciales régionales et nationales, des forces antiterroristes, des unités de sécurité et des services d'urgence, et devenir le premier centre d'entraînement à balles réelles au Moyen-Orient²⁰”. Il faut dire que des hommes appartenant aux troupes d'élite antiterroristes du bataillon 17 jordanien avaient participé à la compétition sportive, sorte de Jeux olympiques des SWAT organisés par Blackwater à Moyock en 2004, où ils avaient pu découvrir le centre d'entraînement qui faisait la fierté de la compagnie américaine²¹.

Les relations très particulières nouées par Blackwater avec la Jordanie et son souverain en faisaient une des attractions majeures de ce grand bazar militaire international d'Amman, en mars 2006. La société choisit d'ailleurs l'occasion de ce salon pour dévoiler l'existence de sa toute nouvelle équipe de parachutistes, laquelle avait fait sensation lors de ses premiers sauts en public effectués à la base aérienne du roi Abdallah I^{er}, pendant les festivités de l'ouverture²². Mais ce jour-là, Cofer Black lui vola la vedette. Il “stupéfia” les responsables des Forces spéciales présents en déclarant que la société Blackwater était prête à déployer une force armée

privée de la taille d'une brigade dans n'importe quelle zone en situation de crise ou de conflit²³. Black déclarait en effet : "Cette idée est bonne et fascinante d'un simple point de vue pratique, parce que nous sommes rapides et compétitifs... Le problème est de savoir qui nous laissera jouer dans son équipe²⁴." S'appuyant sur un exemple concret, Black évoqua un hypothétique projet de déploiement au Soudan dans la région du Darfour, ajoutant même que la société en avait déjà soumis l'idée à des représentants officiels de l'ONU et de l'OTAN – dont il ne donna pas les noms. "Il y a un an, à peu près, nous nous sommes rendu compte que nous en étions capables", ajoutait Black. "Il y a un potentiel évident pour mener des opérations de sécurité à un coût bien moindre que celui de l'OTAN." Cette déclaration faite, Black se retrouva assailli d'une nuée de fournisseurs en sécurité, tout excités à l'idée des nouveaux marchés que venait de décrire l'un des joueurs vedettes de leur industrie, et l'un des espions les plus légendaires de l'histoire américaine. Il expliquait encore que Blackwater était déjà autonome. "Nous avons simulé des opérations de guerre avec des professionnels... Nous sommes à la hauteur." Il ajouta dans la foulée que Blackwater ne contredirait pas la politique des Etats-Unis en louant ses services à des ennemis de son gouvernement. "Nous sommes une société américaine", déclara Black. "Nous n'agissons qu'avec le consentement du gouvernement des Etats-Unis pour tout ce que nous ferons pour nos amis à l'étranger²⁵."

Après les déclarations de Black, le vice-président de Blackwater Chris Taylor s'épancha sur la façon dont la firme envisageait le déploiement de ses hommes au Soudan : "Nous pourrions bien sûr assurer la sécurité défensive dans des camps de réfugiés... Mais ce que nous cherchons avant tout est à être le plus dissuasif possible²⁶." Il vanta la capacité de Blackwater à être opérationnelle bien plus rapidement que l'ONU ou que l'OTAN. "En comparaison avec la mise en place d'un corps d'unité internationalement reconnu, je peux y être en trois fois moins de temps et pour un coût moins élevé de 60 %", déclara Taylor sur les ondes de la Radio nationale publique²⁷. Mais des experts indépendants critiquèrent les allégations de Blackwater. "C'est comme si on comparait de vraies pommes avec des oranges virtuelles", expliqua P.W. Singer, de la Brookings Institution. "Les opérations menées par l'ONU ou l'OTAN s'inscrivent dans un très large éventail d'engagements et d'actions politiques, ce n'est pas simplement une bande de types

avec des armes et un avion de transport CASA 212. Voilà pourquoi ils coûtent cher et n'ont rien à voir avec ce type d'actions²⁸.”

Mais il ne s'agissait pas que du Darfour. Taylor n'évoquait pas seulement le cas d'une armée privée dont on peut louer les services, il suggérait l'idée que le gouvernement irakien pourrait tout à fait engager les hommes de Blackwater dans son combat contre les groupes de résistance. Il s'adressait en ces termes au *Virginian-Pilot* : “Il est clair que nous ne pourrions pas nous déployer dans l'ensemble de l'Irak... Mais nous pourrions le faire dans une région entière ou dans une ville.” Cofer Black et d'autres cadres de la société développèrent leurs idées sur le “maintien de la paix”, la “stabilisation” et les opérations “humanitaires” qui, selon eux, leur avaient été inspirées par une exigence éthique devant la souffrance humaine. Ils soutenaient que la communauté internationale était inefficace et trop lente à apporter une réponse alors que Blackwater, pour reprendre les propos de Black en Jordanie, “consacre beaucoup de temps à se demander comment faire pour contribuer au bien commun”. Mais les dirigeants de Blackwater évoquent plutôt rarement en public les profits prodigieux que l'on peut faire en s'engageant dans les désastres, les crises et autres guerres. En Jordanie, Blackwater et d'autres sociétés de mercenaires militèrent activement pour le développement à l'international de cette privatisation de la sécurité et de l'armée dont ils jouissent désormais aux Etats-Unis. Sous la bannière rassurante de “l'humanitaire”, ces sociétés exprimaient leur espoir de faire “des affaires” avec les organisations internationales comme l'ONU, l'OTAN ou avec les Unions africaines et européennes. Une telle transformation signifierait pour Blackwater la possibilité de faire des profits de manière quasi permanente, la seule limite à ce genre de stratégie restant la fréquence des crises internationales, des désastres de toutes sortes et des conflits. Chris Taylor affirma : “La stabilité mondiale et les opérations de maintien ou de rétablissement de la paix ont été scandaleusement mal gérées sur le plan financier et les opérations ont échoué... Envoyer 10 000 soldats de l'ONU au Darfour ? Un terrible gaspillage. On ne peut apporter la paix et la sécurité en envoyant davantage de gens médiocres et sans motivation au sein du conflit²⁹.”

Singer, qui a étudié exhaustivement le rôle des sociétés militaires privées dans les conflits internationaux, a fait les observations qui suivent à propos des arguments de Blackwater sur le cas du Soudan.

Les dirigeants de ces sociétés passent leur temps à expliquer comment ils pourraient sauver les petits chats perchés dans les arbres si seulement la méchante communauté internationale les laissait faire... La situation est en fait bien plus complexe. Le genre de lobbying qu'ils pratiquent a souvent pour objectif de semer la confusion dans les esprits... Mener des actions de prévention efficaces au Darfour ne représente pas simplement une question financière. On ne peut pas croire qu'il y ait une sorte de prix plancher imaginaire et que seules ces sociétés seraient capables de résoudre les problèmes parce qu'elles i raient en dessous de ces prix. Le véritable problème est la pagaille politique qui règne sur place. Il n'y a pas de mandat effectif de l'ONU et donc aucune volonté politique extérieure de s'engager pour de vrai, sans compter que le gouvernement soudanais, partie prenante dans l'affaire et faisant obstruction à l'intervention extérieure, empêche tout déploiement effectif de troupes. Cela signifie que si on entre au Soudan sans mandat, on doit être prêt à enfoncer toutes les portes, détruire les bases aériennes, etc. – ce qu'aucune société privée de mercenaires n'a la capacité de faire – et renvoyer ensuite le problème aux Etats-Unis, à l'ONU et à l'OTAN. Même en imaginant des sociétés privées parlantes, il faut encore résoudre tous ces problèmes³⁰.

Mais l'intérêt de Blackwater pour le Soudan représentait bien plus qu'un simple contrat de maintien de la paix ou que l'expression de sa profonde compassion pour les victimes du Darfour. Cela signifiait un ticket d'entrée royal dans un nouveau monde avec un fort potentiel de croissance – le Darfour devenait le mot d'ordre pour le ralliement de sociétés mercenaires, en pleine redéfinition de leur image publique, et convoitant les contrats internationaux à grande échelle. A la différence de l'invasion et de l'occupation de l'Irak, qui étaient loin de faire l'unanimité, de nombreuses voix s'élevaient pour demander une intervention au Darfour. On comprend bien dès lors l'intérêt de Blackwater et de ses alliés... Ne lisait-on pas des slogans comme "Quittez l'Irak, allez au Darfour", dans les manifestations contre la guerre?

L'examen, même rapide, des ressources naturelles d'un pays comme le Soudan dissipe tout malentendu quant aux aspirations purement humanitaires des sociétés américaines souhaitant s'y rendre. Le Département d'Etat ayant désigné le Soudan comme un Etat soutenant le terrorisme, les investissements des compagnies américaines y sont interdits. C'est ce qui a permis à la Chine de devenir le principal exploitant des immenses ressources

pétrolières soudanaises³¹. Et alors même que le Soudan n'était pas membre de l'OLP, on lui a accordé, en août 2001, le statut d'observateur (distinction normalement réservée aux grands pays producteurs de pétrole)³². Quatre ans plus tard, l'estimation de ses réserves était multipliée par six. Avec 1,6 milliards de barils de réserve, le Soudan se retrouvait à la trente-cinquième place des plus grandes réserves mondiales de pétrole³³. Mais ces gisements restaient inaccessibles aux compagnies américaines... La Compagnie nationale chinoise du pétrole (*China National Petroleum Corporation*) en est le principal actionnaire, détenant 40 %, de la Compagnie des pétroles du Grand Nil (*Greater Nile Petroleum Operating Compagny*), le consortium à la tête des gisements soudanais³⁴. De plus, le Soudan possède d'importants gisements de gaz naturel, l'un des trois plus importants gisements mondiaux en uranium de haute qualité et le quatrième gisement mondial de cuivre³⁵. Le changement de régime au Soudan pouvait servir les intérêts des compagnies américaines et leur fournir la possibilité d'investissements potentiellement très lucratifs qu'elles pourraient enfin ravir aux entreprises chinoises. Cela signifierait encore la fin d'un régime islamique très fort, qui, malgré les sanctions appliquées par les Etats-Unis, n'en avait pas moins continué à mener une politique de modernisation. Envoyer des hommes armés privés dans ce pays sous la couverture d'une mission humanitaire internationale permettait à Washington de prendre ses marques pour les années à venir.

Le Darfour faisait la une des journaux quand Cofer Black se rendit en Jordanie. Il avait lui-même passé beaucoup de temps dans ce pays pour le compte de la CIA. Lorsqu'il rejoignit l'équipe de Blackwater en février 2005, Erik Prince évoquait pour la première fois en public la perspective d'une force d'interposition privée lors d'un symposium de l'Association des industries pour la défense nationale (*National Defense Industrial Association*) : “L'ONU est présente dans des zones très instables, et y envoyer d'importantes forces conventionnelles est difficile à avaler politiquement ; c'est tout aussi cher que contraignant d'un point de vue diplomatique. Nous pourrions rassembler et fournir une force multinationale professionnelle, la gérer, la diriger et la soumettre au contrôle de l'ONU, de l'OTAN ou des Etats-Unis, de la meilleure manière qui soit. Nous pouvons aider à la stabilisation de la situation³⁶.” Prince suggéra même que Blackwater déploie une “force d'intervention rapide” pour protéger les ONG au Darfour ou dans

d'autres régions en guerre. "On parle du Darfour, mais je ne crois vraiment pas que 8 000 Casques bleus soient la solution au problème... Si des atrocités sont en train d'être commises, il s'agit d'arrêter la milice Janjaweed, et nous devons aller résoudre le problème et faire cesser les menaces immédiates. Il ne s'agit pas d'envoyer une armée de 8 ou 10 000 hommes³⁷."

C'était le même schéma que pour le "massacre" de l'université de Columbine, dont Blackwater s'était servi pour s'implanter dans un nouveau marché. Elle utilisait à son avantage une situation de crise globale ; les politiques de tous bords réclamaient une intervention, tout en décriant l'indifférence manifeste de l'ONU et des autres organismes internationaux. Le Soudan était devenu le dada préféré de beaucoup des sphères influentes de cette droite chrétienne que Blackwater bichonnait avec ardeur, Liberté chrétienne internationale n'étant pas la dernière à recevoir ces attentions – au très sélect Conseil d'administration de neuf membres de cette organisation, nous retrouvons d'ailleurs Erik Prince et son lobbyiste attitré Paul Behrends. Cette organisation, fondée par un consortium de républicains évangélistes aux relations haut placées, a été accusée de s'être servie de l'appellation "aide humanitaire" comme couverture à ses activités missionnaires.

La direction de Liberté chrétienne avait depuis longtemps fait une affaire personnelle de cette crise soudanaise, conflit qui opposait chrétiens et musulmans. Au début de ses activités dans ce pays, Liberté chrétienne s'était engagée dans les "rédemptions" d'esclaves – rachetant les chrétiens qu'ils croyaient être soumis à l'esclavage – mais dénonça plus tard cette pratique, en expliquant que ces "rédemptions" étaient devenues une source de revenus pour les groupes rebelles et que certaines personnes "prétendaient avoir été victimes d'esclavage pour tenter d'empocher de l'argent³⁸". Pendant des années, Liberté chrétienne avait basé sa vision du Soudan sur la même doctrine économique que celle où l'Administration Bush avait puisé les principes de sa politique globale et Blackwater ceux de sa stratégie. Dès 1999, Jim Jacobson, fondateur de Liberté chrétienne et ancien responsable de l'Administration Reagan, écrivait dans une chronique de presse : "Beaucoup de chrétiens du sud du Soudan désirent s'affranchir de la tutelle internationale et apprendre les principes du libre marché, les compétences et les technologies utiles pour sortir de la dépendance et accéder à l'indépendance... Le moment est venu d'aider les chrétiens soudanais à se mettre en marche. Quand ce jour

viendra – et il viendra – l’esclavage au Soudan appartiendra au passé³⁹.” Tout comme les dirigeants de Blackwater, Jacobson critiquait le travail accompli par l’ONU et l’accusait d’avoir un intérêt particulier à maintenir les réfugiés dans leur état de pauvreté : “Pour moi, beaucoup de ces organisations d’assistance [celles de l’ONU] sont des marchands de misère... Elles ont besoin de populations vivant dans des conditions misérables pour justifier leur propre existence. Plus les populations dépendent d’elles et plus elles obtiennent de l’argent. Nous essayons de promouvoir l’autosuffisance pour que ces populations ne dépendent plus de politiques de charité.”

Comme dans la plupart des déploiements de Blackwater sous l’Administration Bush, la société engrangeait des profits en servant les vues politiques et religieuses du gouvernement et des théoconservateurs alliés d’Erik Prince. La direction de Blackwater n’était pas seulement motivée par des raisons politiques ou religieuses lorsqu’elle militait pour un déploiement militaire au Soudan. Cette proposition reflétait très clairement une stratégie qu’elle considérait comme la clé de son avenir : transformer l’image des mercenaires et les définir comme force d’interposition. “Il y a beaucoup de crises dans le monde”, disait Peter Warren Singer, auteur de *Corporate Warriors (Les Sociétés guerrières)*. “S’ils réussissent à mettre un pied dans la porte, tout un nouveau secteur d’affaires peut s’ouvrir à eux⁴⁰.”

En janvier 2006, soit trois mois avant que Cofer Black ne soit envoyé en Jordanie, Prince prit à nouveau la parole dans un congrès où de très nombreuses personnalités militaires officielles étaient présentes. Il déclara : “Le maintien de la paix est l’un des domaines où nous pourrions, peut-être, rendre des services. Une brigade de 9 000 hommes est déployée en Haïti pour le maintien de la paix avec un coût annuel de 496 millions de dollars, le commandant de la garnison vient de se suicider, le désordre est total... Faites-moi la liste, si vous en êtes capable, des opérations de maintien de la paix que l’ONU aura vraiment menées à bien. J’ai vu le film *Hotel Rwanda*, et j’en ai été malade. Je me suis demandé comment nous avons pu laisser se faire de telles choses. Nous pourrions faire quelque chose la prochaine fois, et cela sans l’intervention massive des Etats-Unis. Nous pouvons organiser une brigade internationale de professionnels. Nous pouvons exiger qu’ils répondent aux critères du Département d’Etat établis pour la sécurité des ambassades, et afin d’être sûr de ne pas engager des

criminels de guerre et des types dangereux, les former, les équiper, et vous vous retrouvez avec un potentiel militaire international prêt à l'emploi⁴¹." Singer faisait tout de même remarquer qu'"une opération si totalement privatisée de ce genre ne recevra tout simplement aucun soutien de la part de l'ONU. La politique officielle est que cette idée est vouée à l'échec. Deux groupes de dirigeants mondiaux de haut niveau ont été réunis séparément pour réfléchir aux moyens de garantir le maintien de la paix, et je trouve très révélateur que pas un seul d'entre eux n'ait même évoqué la possibilité de s'interroger sur un maintien de la paix privatisé, sans parler de le défendre. De la même façon, ils n'ont pas parlé de faire venir des Martiens pour diriger les opérations, mais je dois aussi reconnaître que les Martiens ne font pas autant de lobbying⁴²". Dans un article élogieux sur Blackwater qui fit la une du magazine néo-conservateur *Weekly Standard*, Mark Hemingway écrivait : "Le département de l'ONU qui s'occupe des opérations de maintien de la paix est actuellement doté d'un budget annuel de 7 milliards de dollars, sans parler des milliards de dollars en fonds de charité privés et d'aides gouvernementales qui se déversent dans les pires endroits de cette planète. Même ceux qui ont des soupçons sur les motivations de Blackwater doivent reconnaître que ce travail est une bonne affaire. Pourquoi courir après des entreprises douteuses alors que le vrai filon nourricier est dans l'humanitaire⁴³?"

Peu de temps après la proposition que Black fit pour le Soudan, Blackwater reçut des marques d'encouragement de plusieurs observateurs parmi les plus éminents. Max Boot, un membre influent du Conseil des affaires étrangères (*Council on Foreign Relations*) rédigea une tribune, largement diffusée, dans le *Los Angeles Times*. Elle s'intitulait "La solution pour le Darfour : envoyer des mercenaires⁴⁴", et on pouvait y lire :

Si les nations soi-disant civilisées de cette planète avaient sérieusement l'intention de mettre un terme à ce que le gouvernement des Etats-Unis a décrit comme un génocide, elles ne refourgueraient pas le boulot à l'ONU. Elles enverraient leurs propres troupes. Mais il est évident qu'elles ne sont pas sérieuses. Enfin, pas si sérieuses que cela. Mais il y a peut-être un moyen de faire cesser la tuerie sans même avoir à envoyer une armée américaine ou européenne. Il suffit d'envoyer une armée privée. De nombreuses sociétés de sécurité privées, comme Blackwater USA, sont prêtes, pour un

juste prix, à envoyer leurs propres forces armées – composées, dans une large mesure, de vétérans des armées occidentales – pour arrêter le génocide. Par expérience, nous savons que de telles unités militaires privées seraient bien plus efficaces que n'importe quelle force de maintien de la paix sous mandat de l'ONU. Dans les années quatre-vingt-dix, la société sud-africaine Executives Outcomes et la société britannique Sandline ont rapidement réglé le problème des mouvements rebelles en Angola et en Sierra Leone. Des critiques se plaignent que ces mercenaires n'offraient qu'un répit temporaire à la violence, mais c'est uniquement pour cela qu'ils avaient été engagés. Il y a fort à parier que des contractants engagés à long terme pourraient créer des conditions de sécurité à long terme, et à un moindre coût que celui d'une mission de l'ONU. Et pourtant, les géants moralisateurs qui dirigent l'ONU prétendent qu'employer des mercenaires est inacceptable. Plus inacceptable, semble-t-il, que de voter de vaines résolutions, d'envoyer des forces de maintien de la paix inefficaces et de laisser se poursuivre le génocide⁴⁵.

Boot suggérerait ensuite que Blackwater ou toute autre société de mercenaires pourraient se déployer au Soudan après avoir été engagées “par un groupe *ad hoc* de nations concernées, ou même par des philanthropes comme Bill Gates ou George Soros⁴⁶”. Mais il n'y avait pas que les conservateurs pour soutenir Blackwater. Ted Koppel, un des journalistes les plus vénérables de l'histoire américaine, fit paraître une tribune libre intitulée “Ces armes sont à louer” dans le *New York Times* du 22 mai 2006. Cette tribune libre commençant par ces lignes : “Il y a quelque chose de très séduisant dans cette notion d'une armée mercenaire⁴⁷.” Koppel enchaîna avec “une simple liste des facteurs qui pourraient, à mon sens, rendre attractive une armée de mercenaires remise au goût du jour” :

Le désenchantement public grandissant pour la guerre en Irak ; la perspective d'une campagne sans fin pour lutter contre le terrorisme international ; une armée surexploitée et soutenue par des forces de réservistes et de Gardes nationaux diminuées voire épuisées ; la mauvaise volonté ou l'incapacité des Nations unies ou de tout autre organisme international à envoyer des troupes prêtes à faire face à des atrocités commises à grande échelle (cf. le Darfour ou le Congo) ; l'expansion des entreprises américaines dans des zones toujours plus lointaines, divisées et potentiellement hostiles.

Après avoir décliné cette liste, qui semble se contenter de reprendre les arguments de l'industrie mercenaire, Koppel était d'avis que "le volontariat des engagés avait soulagé le gouvernement de la pression politique liée à la conscription ; de la même manière, une armée de location, en donnant la possibilité à chaque soldat en devenir de s'engager pour beaucoup plus d'argent qu'il ne pourrait jamais le faire en s'engageant directement pour l'Oncle Sam, pourrait nous soulager de toute une kyrielle de pressions politiques".

Koppel consacrait ensuite une bonne partie de sa tribune libre à faire quasiment de la publicité pour Blackwater :

Alors, qu'en est-il maintenant de l'inévitable prochaine étape, une force armée privée au rôle défensif payée directement par les entreprises qui bénéficieraient le plus de sa protection ? Prenons l'exemple d'une insurrection au Nigeria menaçant la capacité de ce pays à exporter son pétrole (et c'est bien le cas) : pourquoi ne pas imaginer que Chevron ou Exxon Mobil puissent s'assurer contre ce risque par l'envoi d'un ou deux bataillons de mercenaires ?... Cela aurait le mérite de stabiliser les prix du pétrole, de servir par conséquent l'intérêt national américain, et sans avoir à se servir dans les caisses du budget fédéral. Entre-temps les compagnies pétrolières pourraient défendre quelques-uns de leurs intérêts étrangers les plus vulnérables sans avoir à entraîner le Congrès dans cette fastidieuse question de savoir si les Etats-Unis devraient ou non engager une guerre dans une nation souveraine du tiers-monde.

Dans sa tirade, Koppel néglige de mentionner que l'insurrection que Blackwater pourrait être appelée à combattre au Nigeria pour défendre les intérêts d'Exxon Mobil ou de Chevron pourrait être une insurrection populaire, exigeant des Etats-Unis et des compagnies américaines la restitution au Nigeria des immenses ressources provenant du pétrole et leur demandant des comptes sur leur soutien à la kleptocratie qui gouverna brutalement, pendant des décennies, le pays le plus peuplé du continent africain. Koppel négligeait aussi de préciser que les multinationales du pétrole usaient déjà de la force pour défendre leurs intérêts contre les autochtones nigériens, et ce particulièrement dans le delta du Niger, région riche en ressources pétrolières. En 1995, le dramaturge nigérian Ken Saro-Wiwa fut exécuté – pendu – avec huit autres personnes pour avoir résisté à la compagnie Shell.

Chevron, pour sa part, fut impliquée de près dans l’assassinat de manifestants dans le delta du Niger⁴⁸. Cette tribune était surtout dérangeante dans le sens où Koppel semblait engager sa crédibilité et sa réputation pour propager la nouvelle image que les mercenaires cherchaient à se donner, et ce à un moment crucial. A la fin de l’année 2006, Bush adoucissait les sanctions pour le sud du Soudan, ouvrant ainsi la voie à Blackwater pour venir y entraîner les combattants de cette région.

La campagne menée par Blackwater s’intensifiait. C’est le moment que choisit Jan Schakowsky – l’une des rares parlementaires à critiquer Blackwater – pour faire part de ses craintes quant à un déploiement militaire au Darfour. Schakowsky pensait que Blackwater avait “suffisamment de pouvoir et d’influence sur l’Administration pour se croire bien plus puissante que l’OTAN, par exemple, dans des endroits comme le Darfour”. Et elle poursuivit : “Cela veut dire que vous vous retrouvez avec une entreprise en quête de profits sur toute la surface du globe et qui a plus de pouvoir que des Etats. Elle peut influencer le cours des événements dans un sens qui lui soit profitable... Cela remet en question le rôle des démocraties, des Etats, et on se demande qui tient les commandes de la politique internationale⁴⁹.” Jan Schakowsky pensait que le but de Blackwater était peut-être de “rendre caduques de futures coalitions comme celles de l’OTAN, ce qui est très dérangeant et aurait d’énormes conséquences. Envers qui sont-ils loyaux ? Et cela a également pour résultat de renforcer le pouvoir d’une administration comme celle de Bush, car s’ils s’engagent dans cette sorte de privatisation de la conduite de la guerre et de l’armée, pourquoi, alors, auraient-ils encore besoin de nous ? Ils peuvent jouer dans une cour complètement séparée et prendre part aux conflits n’importe où dans le monde, sans qu’ils semblent avoir besoin de nous consulter outre mesure à ce sujet”.

BLACKWATER ET LE LION ENDORMI

Cofer Black a conseillé à quelques-uns de ses collègues de l’industrie mercenaire “d’être opportunistes⁵⁰”, une qualité que Blackwater a développée naturellement. En été 2006, le président Gary Jackson se vantait d’avoir “un plan d’activité pour les vingt prochaines années⁵¹”. Avec Bush au pouvoir et un Congrès contrôlé par les républicains, Blackwater connaissait au lendemain du

11 septembre une prospérité incomparable. Mais ses dirigeants savaient bien qu'une telle opportunité – avec autant d'appuis au sein du pouvoir – ne se représenterait pas de sitôt. Alors que l'Administration Bush encourageait avec enthousiasme la privatisation de l'armée et l'emploi de la force et de tactiques contestables, les futurs gouvernements pourraient être moins enthousiastes à l'idée d'employer des mercenaires. Une part non négligeable du "plan d'activité dynamique" dont parlait Jackson consistait en une campagne sophistiquée visant à donner une nouvelle appellation aux mercenaires. L'objectif était de changer leur image et de rendre plus consistante leur "légitimité" à jouer un rôle dans l'élaboration de la politique internationale et intérieure des Etats-Unis, et dans celle d'organismes comme l'ONU ou l'OTAN.

La nouvelle terminologie employée se passe sur plusieurs niveaux et a déjà des répercussions dans un discours plus large. Les firmes de mercenaires seront dorénavant appelées "sociétés militaires privées" ou "sociétés de sécurité privées" et on parlera désormais plus volontiers de "soldats privés" ou de "contractuels civils" que de mercenaires. Les mercenaires se livraient, certes, à une compétition féroce pour décrocher des contrats, mais ils avaient clairement compris leur intérêt à développer un langage commun pour défendre leur cause. Beaucoup de ces sociétés disposent de leurs propres lobbyistes. Blackwater joua un rôle essentiel dans l'acension rapide de la fédération des mercenaires, au nom orwellien d'Association internationale des opérations de paix (IPOA). Le logo de cette association représente d'ailleurs un lion endormi à la Disney qui ferait tout à fait l'affaire pour une suite du dessin animé *Le Roi lion*... Sous les auspices de l'IPOA, Blackwater et ses alliés se firent les promoteurs énergiques de la régulation de "l'industrie sécuritaire et militaire privée". L'IPOA annonçait fièrement : "Nous sommes dans le business de la paix parce que la paix est capitale", tandis que ses porte-parole affirmaient que l'organisation était composée des "sociétés les plus prévoyantes, professionnelles et éthiques de notre industrie"⁵². On retrouve dans cette association beaucoup des sociétés leaders dans la guerre contre la terreur, telles que ArmorGroup, Erinys, Hart Security ou MPRI⁵³.

Beaucoup de sociétés rejetaient l'idée d'une régulation et d'un contrôle de leurs activités. Mais Blackwater œuvrait dans ce sens – dans la mesure où cela servait ses propres affaires. Blackwater "a été l'un des plus chauds partisans d'une régulation accrue, de la

transparence et de la responsabilisation, ce qui est d'ailleurs, n'en doutons pas, une très bonne chose pour l'industrie en général”, déclarait en 2006 J. J. Messner, porte-parole de l'IPOA⁵⁴. La raison en était simple : une telle régulation servait les affaires sur le long terme. Et, plus important encore, cela permettait aux sociétés de mercenaires de modeler à leur avantage les règles encadrant le déploiement de leurs hommes. A en croire certaines informations, c'est exactement ce que fit Blackwater après l'embuscade de Fallouja quand elle “prit la tête d'une offensive de lobbying menée par les sociétés privées de mercenaires et les autres contractants pour tenter de bloquer les parlementaires et le Pentagone dans leurs efforts pour les soumettre, elles et leurs employés, au même régime de droit que les soldats de l'armée régulière⁵⁵”.

Parfaitement consciente de l'image très négative qui collait à l'industrie mercenaire, l'IPOA tenta d'engager comme consultants des représentants d'Amnesty International ou d'autres organisations des droits de l'homme réputées⁵⁶. Elle se faisait une gloire de son “code de bonne conduite” écrit avec “la contribution de dizaines d'organisations internationales et non gouvernementales, d'avocats spécialisés dans les droits de l'homme et autres spécialistes⁵⁷”. Dans son témoignage devant la Commission du Congrès en 2006, Chris Taylor présenta l'appartenance de Blackwater à l'IPOA comme une preuve de l'engagement de la société “dans la définition des critères accréditant nos contractuels indépendants pour travailler dans l'industrie, améliorant la supervision des contrats fédéraux et la transparence des affaires. Ceci favorisera les débats à propos de notre industrie afin qu'elle soit mieux intégrée dans la recherche de solutions face aux défis difficiles⁵⁸”. Lors de cette même intervention, Taylor proposa encore que l'adhésion des “agences contractantes” à l'IPOA puisse leur servir de “certificat équivalant à la norme ISO 9000 pour la qualité de leur programme de direction⁵⁹”.

Le Code de bonne conduite de l'IPOA, que toutes les sociétés membres doivent signer, les engage “à accepter de suivre toutes les dispositions du droit international humanitaire et de la législation des droits de l'homme ainsi que toutes les conventions et protocoles internationaux en vigueur⁶⁰”. Ce code comporte des sections sur la transparence, l'éthique et la responsabilité, et l'IPOA précise noir sur blanc que “les signataires ne respectant pas toutes les dispositions prévues dans ce Code peuvent être exclus de l'IPOA, et ce à l'entière discrétion de son Conseil d'administration⁶¹”. Mais le

Code de conduite de l'IPOA n'est soumis à aucune législation quelconque. Suite à la fusillade de la place Nisour en 2007, Blackwater se retira tranquillement de l'IPOA, arguant que l'entreprise "poursuivait d'autres orientations et d'autres méthodes en matière de visée industrielle et de gouvernance". Son logo fut promptement effacé du site web de l'IPOA.

L'IPOA a joué un rôle crucial dans la campagne de requalification en faisant du lobbying auprès des législateurs, des journalistes et des organismes des droits de l'homme pour qu'ils appuient cette privatisation. Son argument était que la société trouverait intérêt à une régulation de l'industrie des mercenaires. Ce code de bonne conduite, complètement inapplicable et illégal, était pourtant utilisé – à dessein – par ces sociétés comme un argument-choc pour démontrer à quel point elles étaient responsables et consciencieuses⁶². L'IPOA a donc servi de relais politique à cette nouvelle "industrie de paix et de stabilité"⁶³.

En dépit du fait que l'on estimait à 180 000 le nombre de contractuels opérant en Irak au printemps 2008, il n'y avait aucun système de contrôle effectif sur place ni aucun corps légalement constitué ayant une juridiction effective sur ces hommes. L'Ordre 17 édicté par Paul Bremer leur garantissait l'immunité pour toute poursuite en Irak et il continua de tenir lieu de loi sous les gouvernements fantoches, de Iyad Allawi à Nouri al-Maliki, qui se succédèrent à la tête du pays après le départ de Bremer et le démantèlement de l'Autorité provisoire. Il est théoriquement de la responsabilité des pays concernés de maintenir l'ordre de leurs ressortissants contractuels et de les punir si besoin. Cela se traduit en pratique par une impunité totale.

L'EXEMPLE SUD-AFRICAÎN

On peut penser que le travail le plus tangible fait ces dernières années par l'IPOA ne se passait pas aux États-Unis, bien que cela ait eu d'importantes conséquences pour Blackwater et d'autres entreprises américaines – surtout quand cela concernait leurs aspirations à déployer des hommes pour le maintien de la paix sur le continent africain. En dépit de leur discours sur la nécessité de réguler cette activité industrielle, l'IPOA et son fondateur Doug Brooks s'investissaient activement pour tenter de défaire la très

novatrice législation anti-mercenaires en vigueur en Afrique du Sud, appuyée par une majorité écrasante des élus du pays.

L'histoire de l'Afrique du Sud – et en fait, l'Afrique tout entière – a été longuement marquée par des interventions sanglantes des mercenaires blancs. Après la chute de l'apartheid au début des années quatre-vingt-dix, beaucoup de soldats et de policiers sud-africains blancs – qui avaient terrorisé les populations noires pendant des années – se retrouvèrent sur le marché du travail. On ne peut estimer précisément le nombre de ceux d'entre eux qui offrirent leurs services aux sociétés privées, aux gouvernements ou à des causes contre-révolutionnaires, faisant de l'Afrique du Sud la cible de toutes les critiques, en s'en servant cette fois-ci comme base d'opérations mercenaires. Executive Outcomes (EO) était l'une de ces compagnies sud-africaines. Fondée en 1989 par un ancien commandant ayant servi sous l'apartheid, elle fut opérationnelle jusqu'à son interdiction en 1998. Elle avait pour client De Beers, l'une des plus importantes entreprises de l'industrie du diamant, et le gouvernement angolais, qui l'engagea en 1993 pour reprendre en main les zones stratégiques de ses ressources pétrolières à la place des forces armées nationales. Mais EO est certainement plus connue pour les opérations qu'elle a menées en Sierra Leone, pays riche en diamants. Elle y fut engagée pour aider le gouvernement dans sa lutte contre le Front révolutionnaire uni (*Revolutionary United Front Movement*) de Foday Sankoh, qui commettait d'innombrables violations des droits de l'homme. En 1995, le gouvernement de la Sierra Leone versa près de 35 millions de dollars à Executive Outcomes – soit un tiers de son budget annuel de défense – pour écraser l'insurrection, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ayant refusé d'intervenir⁶⁴. Executive Outcomes n'eut besoin que de neuf jours pour juguler la rébellion et de deux jours pour reprendre le contrôle de la précieuse mine de diamants de Kono. Ceux qui soutenaient l'industrie mercenaire se servirent de cette action de EO et de Sandline (l'ancienne compagnie de Tim Spicer) comme d'une preuve de ce que des forces privées pouvaient accomplir.

Mais la fin ne justifie pas toujours les moyens... Le succès d'Executive Outcomes était en grande partie dû au fait qu'étant issue de l'élite des forces armées sud-africaines, elle avait hérité d'un réseau occulte étendu de sociétés connectées entre elles, et de groupes spécialisés dans la répression des insurrections dont on s'était servi, sur le continent africain, pour opprimer les populations noires

ou les dissidents⁶⁵. En dépit du racolage qui entourait le “succès” tactique d’EO en Angola et en Sierra Leone, un problème bien plus vaste était soulevé par cette intervention des mercenaires dans des conflits internationaux : qui détermine l’ordre international ? Les Nations unies ? Les Etats-nations ? Les riches ? Les entreprises ? Et à qui ces forces armées doivent-elles rendre des comptes ? Le problème devient encore plus préoccupant avec l’extension de la privatisation des occupations de l’Irak et de l’Afghanistan. Mais alors que les Etats-Unis esquivaient le problème de la responsabilité des compagnies de mercenaires, ce ne fut pas le cas en Afrique du Sud, où les mercenaires avaient pendant longtemps semé le trouble dans le pays. Après la fin du régime d’apartheid, et le début du processus de Vérité et de Réconciliation, les appels furent nombreux pour fermer les sociétés de mercenaires, l’accent étant surtout mis sur les liens très étroits que beaucoup d’entre elles avaient entretenus avec ce régime. Cela conduisit, en 1998, à la promulgation de la loi contre les mercenaires en Afrique du Sud.

Mais seulement quelques années plus tard, au vu de rapports sur les mercenaires sud-africains qui s’étaient engagés en Irak, des législateurs de Johannesburg prétendirent que la loi n’avait pas été réellement appliquée. Ils faisaient valoir que la loi n’avait entraîné “qu’un petit nombre de poursuites judiciaires et de condamnations⁶⁶”, malgré la preuve évidente des activités menées par des mercenaires originaires d’Afrique du Sud, et pas seulement en Irak. La loi de proscription des activités mercenaires, présentée au Parlement sud-africain en 2005, n’était pas seulement inspirée par la situation irakienne. Il y avait également l’implication avérée, en 2004, de plus de soixante Sud-Africains dans une tentative de coup d’Etat en Guinée équatoriale. L’affaire avait fait la une de la presse dans le monde entier : Sir Mark Thatcher, fils de Margaret Thatcher, l’ancienne Première ministre du Royaume-Uni, était aussi soupçonné d’y avoir participé⁶⁷. Ce petit pays de 500 000 habitants avait récemment découvert que son sous-sol regorgeait de pétrole et en était devenu le troisième producteur africain. Le meneur présumé de cette tentative de coup d’Etat se nommait Simon Mann, un ancien officier des Services secrets britanniques, cofondateur de Sandline et d’Executive Outcomes, et ami de Mark Thatcher⁶⁸.

Ceux qui soutenaient la loi sud-africaine voyaient dans cette tentative de coup d’Etat une preuve que “les activités mercenaires étaient menées depuis l’intérieur des frontières” d’Afrique du Sud et soulignaient que “des soi-disant sociétés militaires privées,

extérieures à la République, recrutent sans discontinuer des Sud-Africains pour fournir des prestations militaires ou de sécurité dans des zones touchées par des conflits militaires (notamment en Irak)⁶⁹”. A cette époque, le gouvernement sud-africain estimait officiellement que 4 000 de ses citoyens étaient employés dans des zones de conflits autour du globe, dont 2 000 rien que pour l’Irak⁷⁰. La plupart étaient membres de la minorité blanche du pays⁷¹. D’autres estimations portant sur le nombre de Sud-Africains impliqués dans la guerre en Irak et dans le monde donnent des chiffres beaucoup plus élevés.

Cette loi cherchait à empêcher les ressortissants sud-africains de participer “comme combattants à des conflits armés en vue de faire des profits personnels” ou de s’impliquer dans “une quelconque action tendant à vouloir renverser un gouvernement ou à saper l’ordre constitutionnel, la souveraineté ou l’intégrité territoriale d’un Etat⁷²”. Les Sud-Africains voulant travailler pour des sociétés militaires ou de sécurité privées devaient obtenir la permission du gouvernement, et les contrevenants risquaient des peines d’emprisonnement et des amendes. Cette loi interdisait également aux Sud-Africains de servir dans les armées d’un autre pays si le gouvernement sud-africain était opposé à l’implication de ce pays dans une guerre ou dans un conflit. Or il faut savoir que quelque 800 Sud-Africains servaient à cette époque dans l’armée britannique, sans compter qu’un nombre inconnu de leurs compatriotes faisaient de même dans l’armée israélienne⁷³. Il est intéressant de noter que cette loi autorisait la participation des Sud-Africains à “des luttes armées légitimes – et ce même en étant salariés – en conformité avec les lois humanitaires internationales, à savoir : les luttes de libération nationale, d’autodétermination, d’indépendance contre le colonialisme ou de résistance à des forces armées nationales ou étrangères occupant, agressant ou dominant un pays”.

Doug Brooks et l’IPEO étaient parmi les principaux opposants à cette tentative sud-africaine de régir les activités mercenaires. Faisant bloc avec des partis politiques représentant la minorité blanche sud-africaine et avec des compagnies de mercenaires, ils travaillèrent avec ferveur pour empêcher le passage de cette loi. Durant toute l’année qui précéda le vote sur la législation, Brooks écrivit des tribunes libres et des articles politiques, se rendit à Johannesburg et y rencontra des membres du Parlement. Il exprima sa déception de voir que les législateurs avaient “exclu”

l'industrie des mercenaires dans la préparation de cette loi⁷⁴, affirmant que son vote pourrait s'avérer "désastreux" pour les sociétés opérant dans des zones à risques et faire vaciller les opérations de maintien de la paix. "Beaucoup d'efforts de la communauté internationale seront en danger... et certains devront mettre un terme à leurs opérations s'ils ne peuvent compter sur les Sud-Africains", plaidait-il auprès des législateurs. "Les Sud-Africains sont plus robustes, plus aptes à vivre dans des conditions de vie austère, ils ont développé des capacités de flexibilité et peuvent s'adapter à des conditions fluctuantes⁷⁵." Brooks se trouvait du côté des hommes politiques blancs qui se plaignaient de ce que cette loi prenne pour cible d'anciens soldats blancs qui risquaient dès lors de se retrouver "dans la quasi-impossibilité de trouver du travail⁷⁶". En battant ainsi le rappel des troupes contre ce projet de loi, Brooks démontrait aussi quelles étaient ses intentions réelles : faire la promotion agressive du mercenariat sur tout le continent africain, pas seulement au Soudan mais aussi au Congo ou toute autre zone en crise. Il déclarait : "L'OTAN coûte démentiellement cher, ce n'est pas une organisation efficace en termes de coûts. L'Union africaine est dans le même cas. Les sociétés privées seraient beaucoup, beaucoup moins chères⁷⁷."

Le 29 août 2006, la loi de prohibition des activités mercenaires fut approuvée par l'Assemblée nationale d'Afrique du Sud avec 211 voix pour et 28 voix contre⁷⁸. Le ministre de la Défense Mosiuoa Lekota rejeta la tentative de requalification des mercenaires. Il donna un cadre aux débats en retraçant la sanglante histoire des mercenaires en Afrique qui avait commencé, selon lui, en 1960 au Congo, lorsque le pays accéda à son indépendance. Mosiuoa Lekota déclara que "le Congo venait à peine d'accéder à l'indépendance quand les chiens de guerre ont été lâchés sur le pays". Il déclara encore, peu de temps avant le vote de la loi : "Les mercenaires sont le fléau des régions pauvres de ce monde, particulièrement en Afrique... Ce sont des tueurs que l'on peut louer. Ils monnaient leurs talents au plus offrant. Il suffit d'avoir de l'argent pour embaucher ces êtres humains et en faire des machines à tuer ou de la chair à canon⁷⁹." L'Afrique du Sud avait porté un des rares coups contre l'univers en rapide expansion des sociétés de mercenaires. Mais il ne s'agissait que d'un contretemps dans l'histoire de l'ascension de cette industrie en général – et de Blackwater en particulier.

GREYSTONE

Le plan de Blackwater n'était pas simplement de faire une entrée forcée dans l'univers du maintien de la paix. Prince et ses alliés imaginaient une refonte totale de l'armée des Etats-Unis, en adéquation parfaite avec la politique étrangère agressive et offensive qui était celle de la Maison Blanche depuis les attentats du 11 septembre. L'Administration Bush était surtout empêchée, dans sa politique d'extension des guerres d'occupation et d'agression, par le manque d'effectifs et le fait que les interventions américaines déclenchaient des insurrections dans les pays concernés. L'opposition intérieure aux guerres d'agression eut pour résultat moins d'engagés volontaires, ce qui historiquement diminue la force de guerre ou réclame la mise en place d'un service militaire obligatoire. En même temps, l'opposition internationale à la guerre avait fait que la Maison Blanche rencontrait de plus en plus de difficultés à convaincre d'autres gouvernements de l'appuyer dans ses guerres et ses occupations territoriales. Mais avec les sociétés militaires privées, cette dynamique change dramatiquement de sens, parce que le nombre potentiel de soldats disponibles pour servir une politique agressive n'est limité que par le nombre de gens sur cette terre prêts à tuer pour de l'argent. Avec l'aide des mercenaires, pas besoin d'un contingent ni même de l'appui de l'opinion publique pour financer des guerres d'agression, pas plus que de réunir une coalition d'alliés pour seconder les opérations. Si Washington ne peut pas fournir du personnel de ses propres forces armées pour occuper un pays, les sociétés employant des mercenaires lui fournissent une alternative privée – il n'y a qu'à puiser, par exemple, dans la base de données de Blackwater, forte de ses 21 000 contractuels répertoriés⁸⁰. Et si les armées nationales des autres pays ne veulent pas rejoindre la coalition des “nations de bonne volonté”, qu'à cela ne tienne : Blackwater et ses alliées proposent une alternative à une armée internationale en recrutant des soldats privés provenant de n'importe quel endroit du monde. Si les gouvernements étrangers ne répondent pas présents, on peut toujours acheter des soldats étrangers.

“L'usage accru de contractuels, de forces armées privées ou, comme certains voudraient encore le dire, de «mercenaires» rendent les guerres plus faciles à commencer et à poursuivre; cela ne concerne que l'argent et pas les citoyens”, déclarait Michael Ratner, du CCR. “Dans la mesure où une population est appelée

à partir en guerre, il y a de la résistance, une résistance nécessaire pour empêcher les guerres d'autoglorification, guerres stupides, et, dans le cas des Etats-Unis, hégémoniques et impérialistes. Les forces armées privées sont presque une nécessité pour des Etats-Unis bien résolus à freiner le déclin de leur empire."

Avec un président aussi aventureux à la tête de la Maison Blanche, les mercenaires pouvaient rendre possible une parade sans fin d'invasions, d'opérations secrètes, d'occupations et de coups d'Etat, tout cela enrobé de protections bureaucratiques, de dénis plausibles, et de mépris pour la volonté (ou le manque de volonté) de la population. Qui plus est, les soldats privés tués ne sont pas comptabilisés, ce qui est une incitation de plus pour que le gouvernement les utilise. "Ces forces armées peuvent être utilisées sans qu'il y ait beaucoup de publicité, ce qui est une caractéristique très pratique pour n'importe quel gouvernement. Politiquement, c'est plus facile, et il y a moins de paperasserie", reconnaissait Thomas Pogue, ancien SEAL de la Marine enrôlé dans l'académie de Blackwater. "Nous sommes plus facilement sacrificables. Si dix contractuels meurent, ce n'est pas la même chose que dix soldats. Parce que les gens diront que nous étions ici pour l'argent. Et cela a une connotation complètement différente pour l'opinion publique américaine⁸¹."

Alors que les opérations de Blackwater en Irak et à La Nouvelle-Orléans sont celles qui ont le plus retenu l'attention et suscité le plus de controverses, il ne s'agit que de déploiements temporaires et ils ne représentent qu'une partie des attentes et des aspirations de cette société. Malgré l'image qu'elle veut donner d'une entreprise typiquement américaine, prête à intervenir au premier signal contre un génocide, Blackwater est profondément investie dans un projet secret de recruter des mercenaires dans quelques-uns des lieux les plus louches et les plus connus au monde pour les violations des droits de l'homme qui y sont pratiquées; certains parmi eux pourraient être reconditionnés comme soldats privés pour le maintien de la paix ou comme militaires de l'armée de terre dans une unité d'un autre pays de la coalition des partants. Ce projet a pour nom "Greystone".

En 2004, environ un mois après la tristement célèbre embuscade de Fallouja, Blackwater se faisait tranquillement inscrire sous le nom de "Greystone Limited" au Registre central de la Chambre

de commerce du gouvernement américain (*Central Contracting Office*), le “début des activités⁸²” étant daté du 13 mai 2004. Mais au lieu de se faire domicilier en Caroline du Nord, en Virginie ou dans le Delaware, comme les autres divisions de Blackwater, Greystone était *offshore*, dans l’île de la Barbade, en mer des Caraïbes⁸³. Greystone fut dûment référencée comme étant une “corporation... exemptée d’impôts” par le gouvernement des Etats-Unis et ses activités étaient recensées comme suit : “Gardes de sécurité et services de patrouille⁸⁴”. Mais cette raison sociale, si elle peut évoquer des images de surveillants travaillant dans un centre commercial, n’a rien à voir avec les images promotionnelles que l’on peut découvrir dans les vidéos et les publications publicitaires utilisées par Greystone pour séduire ses clients potentiels. Le site internet de Greystone s’ouvrait par une présentation flash où le mot “Greystone” apparaissait avec un grand rocher à l’arrière-plan. Tout à coup, une épée en argent, issue d’un Moyen-Age fantaisiste, surgissait du sommet de l’écran et venait frapper la pierre en formant la lettre “t” dans le logo Greystone. Après cette petite intro librement inspirée de la légende d’Excalibur, le site ouvrait une page où, à côté de l’épée en question, on pouvait lire la devise : “Pour que partout règnent la paix et la sécurité!”

Le 19 février 2005, au très chic hôtel Ritz-Carlton de Washington DC, Blackwater organisait l’extravagante “inauguration” de Greystone pour des VIP et uniquement sur invitation. La liste des invités pour cet événement devant durer soixante-douze heures était révélatrice des ambitions de la société : y figuraient diplomates étrangers, fabricants d’armes, compagnies pétrolières et représentants du Fonds monétaire international⁸⁵. Les diplomates venaient de pays comme l’Ouzbékistan, le Yémen, les Philippines, la Roumanie, l’Indonésie, la Tunisie, l’Algérie, la Hongrie, la Pologne, la Croatie, le Kenya, l’Angola et la Jordanie. Plusieurs attachés militaires et attachés à la Défense de ces pays étaient présents. Les participants pouvaient lire dans la brochure promotionnelle de Greystone : “Il est plus difficile que jamais pour vos pays de protéger avec succès leurs intérêts contre les diverses et complexes menaces qui sont celles du monde d’aujourd’hui ; monde gris où les solutions à apporter pour votre sécurité ne sont plus ni toutes noires ni toutes blanches... Greystone est une société internationale de services de sécurité qui offre à vos pays ou à vos organisations une solution complète à vos besoins les plus pressants en sécurité. Nous disposons du personnel, du

support logistique, des équipements, et de l'expertise permettant de résoudre vos problèmes de sécurité les plus délicats⁸⁶. L'invitation promettait aux invités "l'opportunité de rencontrer des experts reconnus de l'industrie de la sécurité internationale. Vous pourrez voir des présentations saisissantes de notre potentiel d'avant-garde et voir des démonstrations de ce qui se fait de mieux en matière d'innovation en équipements tactiques et en solutions technologiques pour la guerre globale contre la terreur⁸⁷". Le discours d'inauguration fut prononcé par Cofer Black, qui, sur l'invitation, n'était présenté que comme l'"ancien ambassadeur de l'antiterrorisme pour le Département d'Etat et ancien directeur du Centre de l'antiterrorisme de la CIA".

La publicité distribuée aux sociétés approchées et aux Etats-nations clients clamait haut et fort que "Greystone est dévouée à fournir les meilleurs atouts possibles au monde en matière de sécurité physique pour défendre la liberté, faire la paix et la maintenir. Notre portée internationale nous permet de développer des solutions uniques et créatives pour répondre aux besoins particuliers de chacun de nos clients". Greystone affirmait que ses forces étaient préparées à "un déploiement rapide pour soutenir aussi bien des objectifs de sécurité nationale que des intérêts privés". Parmi les "services" proposés, on trouvait des équipes de sécurité mobiles, qui pouvaient être employées, entre autres fonctions, pour des opérations de sécurité privée, de surveillance et de contre-surveillance. Les Equipes d'engagement proactifs de Greystone pouvaient être engagées pour "répondre aux exigences de sécurité, émergentes ou existantes, dont leurs clients ont besoin à l'étranger. Nos équipes sont prêtes à conduire des efforts de stabilisation, à assurer la protection et le recouvrement de biens, et l'exfiltration personnelle en urgence". Elle proposait également toute une gamme de services d'entraînement, comprenant même des entraînements pour des opérations de "petits groupes défensifs ou offensifs". Greystone se targuait de "maintenir et d'entraîner une main-d'œuvre polyvalente composée d'anciens professionnels des opérations spéciales, de la défense, des renseignements et du maintien de l'ordre, prêts pour un déploiement global à tout moment".

Une vidéo promotionnelle sur Greystone, d'une durée de deux minutes, qui débute par l'animation "Excalibur" puis un fondu sur image, montre un hélicoptère de Blackwater livrant des provisions à ses soldats juchés sur le toit d'un immeuble⁸⁸. On passe

ensuite directement à des mercenaires en tenues civiles distribuant de l'aide à une foule de gens désespérés, des Irakiens ou des Afghans. Une musique ringarde rythme la scène. La vidéo devient ensuite un montage d'images : des commandos lourdement armés, camouflés et avec des cagoules de skieur font irruption dans une pièce, des paramilitaires patrouillent dans une rue envahie de fumée, des soldats enfoncent une porte puis lancent une grenade fumigène à l'intérieur. Les mots “Assurer la protection” apparaissent ensuite comme dans un flash sur l'écran, et des mercenaires sont montrés en train d'établir un périmètre de sécurité avec une unité K9 (agents accompagnés de chiens) avant d'escorter une “cible” de son véhicule tout-terrain vers un immeuble. Les mots “Sécurité internationale” apparaissent avant de se dissoudre en fondu sur un couloir enfumé dans lequel des commandos vêtus de noir se ruent en brandissant leurs armes. D'autres images montrant des escortes de VIP, puis un hélicoptère montant en flèche au-dessus d'un plan d'eau. La vidéo montre ensuite des scènes de combat dans la jungle, puis de parachutistes sautant d'avions, et retour vers la jungle. Le terme “Evaluation de la vulnérabilité” apparaît brièvement sur l'écran. On distingue ensuite un visage camouflé et des hommes de race blanche vêtus de tee-shirts noirs, de vestes kaki et portant des lunettes de soleil ; ils brandissent leurs armes automatiques tout en escortant un VIP depuis son véhicule. La vidéo se termine sur l'image brève d'une voiture faisant une queue de poisson à une autre avant que le logo “Excalibur” de Greystone ne réapparaisse.

Alors que Blackwater se présente comme une société typiquement américaine, le nom même de Greystone joue sur l'ambiguïté morale et légale de ses missions et de la guerre moderne, soutenues par ses efforts de recrutement. Dans son formulaire d'inscription, Greystone demandait à ses mercenaires potentiels de signaler quelle était leur “source de recrutement”, présentant une liste d'agences comme Beowulf (héros de la littérature anglo-saxonne), Spartan (“Spartiate”) et AVI. Les pays où Greystone affirmait recruter ses hommes étaient le Chili, les Philippines, le Népal, la Colombie, l'Equateur, le Salvador, le Honduras, le Panama et le Pérou. Les candidats devaient savoir manier les armes suivantes : le fusil-mitrailleur AK-47, le Glock 19, le fusil de série M-16, la carabine M-4, la mitrailleuse, le tir de mortier et le lance-roquette (RPG, LAAW). Parmi les qualifications recherchées dans ce recrutement, on trouvait : sniper, tireur d'élite, mitrailleur

de porte sur hélicoptère (*Door Gunner*), démineur, équipes de contre-offensive.

En dehors de son marketing ciblé pour démarcher des clients, les dirigeants de Blackwater restaient très discrets sur Greystone. Peu de temps après avoir lancé ce projet, Blackwater changea du tout au tout son site internet d'origine et remplaça l'ancien logo de la société par un nouveau, moins agressif. L'épée fichée dans la pierre avait disparu ainsi que les montages vidéo de combats en ouverture du site. On pouvait dès lors y voir la photographie d'un soldat camouflé et coiffé d'un béret, tenant un jeune enfant sur ses genoux, avec la phrase "Aide humanitaire" inscrite en légende. Sur une autre photo, on pouvait voir un homme en costume de ville parlant dans un talkie-walkie – avec pour légende "Sécurité". Le nouveau slogan, "Encourager la stabilité, promouvoir de la paix", dominait tout le haut de la page. Greystone proposait via son site des services de sécurité, d'entraînement, de logistique, d'aide humanitaire ou d'aide au maintien de la paix. La déclaration de principe de Greystone sur ses objectifs avait aussi été redorée : "Greystone se consacre à assurer la stabilité dans des endroits soumis à la tourmente, qu'elle soit causée par des conflits armés, des épidémies, des désastres naturels ou par l'homme. Greystone a la capacité de se déployer rapidement et efficacement n'importe où dans le monde afin de créer un environnement plus sécurisé pour nos clients." L'entreprise pouvait aussi assurer "des opérations de stabilité à grande échelle nécessitant un important renfort pour sécuriser une région. Notre but est de favoriser un environnement positif, garantissant la sécurité des civils et permettant au commerce de s'épanouir".

"LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE"

Il est pratiquement impossible d'avoir une idée précise de l'argent dépensé par le gouvernement américain pour payer les sociétés de mercenaires – ceci est dû en grande partie au manque apparent d'une comptabilité transparente et détaillée. Un rapport de la Cour des comptes américaine datant de juin 2006 reconnaissait que "ni le Département d'Etat, ni le département de la Défense, ni l'USAID – les principales agences responsables des programmes de reconstruction en Irak – n'avaient de données complètes sur les coûts entraînés par leur collaboration avec

des prestataires privés de sécurité⁸⁹”. Mais le rapport estimait que “en décembre 2004, les sociétés et les contractuels dont le contrat avait été reconduit avaient déjà entraîné des dépenses de plus de 766 millions de dollars pour l’approvisionnement en services et équipements de sécurité” en Irak⁹⁰. La Cour des comptes estimait que la sécurité représentait souvent plus de 15 % du coût des opérations en Irak – et ce sans tenir compte des sous-traitants – et le Département d’Etat reconnaissait que les coûts relatifs à la sécurité représentaient entre 16 et 22 % des projets de reconstruction⁹¹. On a estimé à 56 milliards de dollars le coût total de la reconstruction pour la période allant de 2004 à 2007, et l’on peut donc conclure que si seulement 10 % – ce qui est dans la fourchette basse – de cette somme étaient alloués aux contrats de sécurité, la somme atteindrait un total de 5,6 milliards de dollars⁹². Mais ce qui importe vraiment dans cette affaire, c’est bien que le gouvernement des Etats-Unis n’a pas fourni publiquement d’information vérifiable sur beaucoup de ces sociétés militaires, alors que l’on a fait de plus en plus appel à ces dernières, et ce avec l’argent des contribuables.

A elle seule, Blackwater a gagné plus d’un milliard de dollars grâce aux contrats gouvernementaux officiels liés à la lutte contre le terrorisme, et ce sans tenir compte de beaucoup d’affaires “secrètes”, ni de ses affaires répondant aux “besoins urgents et sensibles”, ni de ses activités avec des acteurs privés. Et son discours bien rodé sur “l’argent des contribuables épargné grâce à l’efficacité du libre marché” sonne de plus en plus creux. Comme le gouvernement américain est incapable, ou ne veut pas, quantifier rigoureusement ses propres dépenses en matière de sécurité privée ou de contributions militaires, une évaluation au niveau mondial se révèle être difficile à réaliser. En 2003, alors que la guerre en Irak s’installait dans la durée, et avant même que l’industrie militaire privée ne prenne son véritable essor, P.W. Singer évaluait le poids international de ces sociétés à plus de 100 milliards de dollars⁹³. Le Groupe de recherche sur la sécurité du territoire (*Homeland Security Research*), une société de contrôle de cette industrie, a estimé à 59 milliards de dollars le montant des sommes engagées par le gouvernement et le monde des affaires dans la lutte contre le terrorisme en 2006 – un chiffre qui ne prend pas en compte beaucoup de services “passifs” de sécurité privée –, soit six fois plus que pour l’année 2000⁹⁴.

Cela signifie, en termes pratiques, que la campagne de requalification permet aux mercenaires de récupérer dans leurs filets les contrats les plus lucratifs qui soient dans le monde, à savoir les budgets nationaux des Etats-Unis et de ses alliés sur le terrain. Ces “services” ne sont plus seulement réservés aux nations instables et qui luttent pour maintenir leur pouvoir. Elles sont très bien accueillies par les grandes puissances de ce monde en tant que partie intégrante de leurs forces armées. Faisant référence au “rôle grandissant” de l’industrie mercenaire, Cofer Black affirmait : “Je pense que c’est une chose à laquelle nous avons tous besoin de réfléchir. Nous avons besoin d’en parler et de trouver un accord. Je ne nous vois pas revenir en arrière. Je ne vois pas un accroissement exponentiel des forces armées nationales, et je trouve que des sociétés comme Blackwater sont un outil efficace et économique⁹⁵.”

Ce qui est particulièrement dérangeant avec cette notion du “rôle grandissant” d’une société comme Blackwater est le problème de l’engagement à droite de ses dirigeants, de sa proximité avec un grand nombre de causes conservatrices et d’hommes politiques conservateurs, de son programme et de sa nature secrètement fondamentaliste chrétienne, et de ses liens très étroits et prolongés avec le Parti Républicain, l’armée des Etats-Unis et les services de renseignements. Blackwater est rapidement devenue l’une des armées privées les plus puissantes au monde, et plusieurs de ses dirigeants principaux sont des extrémistes religieux, dont quelques-uns semblent croire qu’ils sont engagés dans une bataille aux dimensions épiques pour la défense de la chrétienté. Le déploiement de ces forces armées, dirigées par de telles personnes, dans des pays arabes ou musulmans renforce les pires craintes, chez beaucoup d’islamistes, qu’il n’y ait un programme secret pour repartir en croisade sous couvert d’une mission américaine pour les “libérer” de leurs oppresseurs. Ce que Blackwater semble soutenir et envisager est une armée privée de patriotes ultra-religieux, bien payés et dévoués à la cause de l’hégémonie américaine – avec l’appui d’hommes bien moins payés dans le rôle de chair à canon, des fantassins venant de pays du Tiers-Monde dont beaucoup ont hérité de régimes brutaux ou des escadrons de la mort sponsorisés par les Américains.

En février 2006, l’industrie mercenaire remporta une importante victoire dans sa campagne de requalification lorsque les contractuels privés furent officiellement reconnus par la *Quadrennial Defense Review* du Pentagone comme faisant partie intégrante

des “Forces totales” de l’armée américaine. A la parution de ce numéro, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld disait que la revue avait “établi la place actuelle du département de la Défense et la direction qu’il doit prendre⁹⁶”. Cofer Black affirmait : “La Force totale du département, ses soldats de l’armée active et ses réservistes, ses fonctionnaires et ses contractuels, constituent toute sa capacité pour faire la guerre. Les membres des Forces totales servent dans un millier d’endroits différents à travers le monde et endossent un nombre considérable de devoirs pour accomplir leurs délicates missions⁹⁷.” Selon la *Quadrennial Defense Review*, la politique du Pentagone “indique que, dorénavant, la réalisation d’activités commerciales par des contractants... sera comprise dans les plans et dans les ordres opérationnels. En tenant compte des contractuels dans leur planification, les commandants opérationnels peuvent mieux déterminer les besoins d’une mission”. C’était une occasion unique pour l’industrie des mercenaires. Blackwater et ses semblables y virent le moment crucial pour mener à bien le genre d’intégration et de légitimation qu’ils voyaient comme primordial pour assurer leur pérennité et leurs profits. Engager des mercenaires n’était plus une simple option ; c’était devenu la politique même des Etats-Unis.

Surfant sur la vague des privatisations défendues avec virulence par l’Administration Bush, l’Institut américain de l’entreprise – un groupe de réflexion de droite, longtemps à la pointe du mouvement pour faire privatiser le gouvernement et l’armée – sponsorisa une conférence sur les mercenaires, tenue à Washington DC en été 2006, et appelée “Les contractuels sur les champs de bataille : exposé sur l’avenir de l’industrie de la défense”. On y retrouvait tout aussi bien deux anciens hauts fonctionnaires du Pentagone, qui avaient joué un rôle important dans les programmes de privatisation, que Cofer Black, le vice-président de Blackwater. La salle de conférence était remplie de représentants de sociétés militaires privées diverses et variées, mais aussi du Département d’Etat, du Pentagone et d’un ensemble d’ONG. Cet événement faisait penser à une sorte de camp de rééducation pour mercenaires, avec le parrain, Black, présidant des cours de requalification ou de marketing de ce produit qu’étaient les services mercenaires. Black y déclara : “En tant que planète, nous sommes dans un état de chaos... Personnellement, cela m’angoisse parce que, en sortant de la Guerre froide, j’ai vraiment pensé que nous allions connaître une période de calme, de détente et de bonne

volonté entre les hommes. Ce désordre est subversif⁹⁸.” Se tournant directement vers les professionnels du mercenariat, la salle l’écoutant religieusement, il continua ainsi : “Peu importe que cela fasse penser aux chevaliers de la Table ronde, c’est ce que je crois... Se concentrer sur la morale, l’éthique et l’intégrité. C’est important. Nous ne sommes pas des escrocs. Nous ne sommes pas des filous. Nous croyons en ces choses, et nous espérons les développer encore plus à l’avenir. Nous voulons être capables d’apporter notre contribution pour un bon moment⁹⁹.”

Epilogue

BLACKWATER ET L'APRÈS-BUSH

Début 2008, Blackwater avait quasiment disparu des premières pages des journaux, sauf pour évoquer à l'occasion les quelques rebondissements de l'enquête d'Henry Waxman sur les activités de l'entreprise. Bien que le nom de Blackwater ait été entaché, fustigé de toutes parts, ses soldats étaient toujours déployés en Irak et en Afghanistan, et les affaires restaient florissantes... Dans les deux mois qui suivirent le massacre de la place Nisour en septembre 2007, Blackwater signa avec le Département d'Etat plusieurs contrats dont le montant s'élevait à un total de 144 millions de dollars afin d'assurer des "services de protection" en Irak et en Afghanistan. Dans les semaines, puis les mois qui suivirent, la firme engrangea encore plusieurs millions grâce à de nouveaux contrats avec d'autres entités fédérales telles que l'us Coast Guard – le corps des gardes-côtes –, la Marine et le Centre d'entraînement fédéral du maintien de la loi¹. Erik Prince continua, lui, de présenter sa société comme la victime d'une chasse aux sorcières partisane : "J'ai rencontré le président à deux reprises", déclara-t-il après avoir comparu devant la Commission Waxman. "L'Irak est, sans aucun doute, une guerre controversée. Chercher la petite bête aux soldats privés et, si possible, en faire tomber quelques-uns au passage, c'est une autre façon de pénaliser l'Administration²."

Alors que les spéculations allaient bon train quant à une éventuelle extension des lucratifs contrats de sécurité entre Blackwater et le Département d'Etat, Prince et les autres responsables semblaient imperturbables. Tout en poursuivant leur travail en Irak, ils se démenaient pour développer toujours plus les activités de l'empire Prince. Car, si la firme devait essuyer les foudres de l'opinion sur sa conduite en Irak, il ne restait pas moins un avantage direct à cette exposition médiatique. Blackwater avait réussi à

s'assurer une réputation certaine en tant qu'entreprise "tête brûlée", capable de protéger – et de garder en vie – ses "principaux" dans un environnement des plus hostiles, et cela par tous les moyens qui s'imposeraient. Le maintien de sa présence en Irak après la fusillade de la place Nisour était en lui-même un message clair : peu importaient les objections du Premier ministre irakien, les multiples enquêtes menées par le Congrès, l'armée et le département de la Justice, pour Washington Blackwater importait plus que le simulacre d'une souveraineté irakienne. Son implantation sur le terrain était devenue trop importante pour être abandonnée, même si cela impliquait de faire face aux protestations grandissantes du peuple américain quant au refus de Washington de reconnaître à ses forces privées une quelconque responsabilité. Prince déclara ainsi à la fin de l'année 2007 : "Je sais qu'on ne nous a pas envoyés là-bas juste pour servir d'écran de protection, mais aussi peut-être de coupable tout trouvé dès que quelque chose se passe mal. Et c'est certainement ce qui nous est arrivé dans ce cas précis³."

Après l'épisode de la place Nisour, Prince sembla indiquer que Blackwater allait peut-être se retirer d'Irak, ou du moins agir en retrait, expliquant que l'incident avait été "source de controverses et de critiques harassantes⁴" pour l'entreprise. Cependant, la démonstration éclatante du rôle central joué par Blackwater dans la machine de guerre américaine avait rendu Prince plus confiant et, quelques semaines seulement après l'épisode de la place Nisour, il confiait déjà son projet "d'étendre pleinement" ses opérations⁵.

LE "SUPERMARCHÉ" DU GOUVERNEMENT

En septembre 2007, les médias révélèrent que Blackwater avait été "contactée" par le Bureau du programme technologique anti-narcoterroriste du Pentagone (*Pentagon's Counter-Narcoterrorism Technology Program Office*) pour participer à un appel d'offres de 15 millions de dollars prévu sur cinq ans "pour la lutte contre les terroristes impliqués dans le trafic de drogue⁶". Le *Army Times* précisait que les apports en nature du contrat "pourraient inclure des équipements et technologies anti-drogues, des véhicules et avions spécialisés, des systèmes de communications, des formations à la sécurité, des formations de pilotage, des systèmes d'information géographique et des renforts sur le terrain⁷". Selon le porte-parole

d'une société concurrente pour l'obtention du contrat, 80 % du travail se déroulerait à l'étranger⁸. Et comme l'admit Richard Douglas, sous-secrétaire adjoint à la Défense : "Le fait est que nous faisons souvent appel à Blackwater pour l'entraînement de la brigade anti-narcotiques en Afghanistan, et je dois dire que jusque-là ils ont fait du très bon travail⁹."

Si cet arrangement était conclu, Blackwater pourrait bien se retrouver à combattre sur le même terrain que les parrains de l'industrie de la guerre, à savoir Lockheed Martin (constructeur d'avions civils et militaires), Northrop Grumman et Raytheon (entreprises d'armement). On peut aussi facilement imaginer que Blackwater étendrait son champ d'influence à l'Amérique latine pour y rejoindre d'autres sociétés de sécurité privées déjà bien implantées – la mégafirme américaine de sécurité DynCorp est déjà déployée en Colombie, Bolivie et quelques autres pays dans le cadre de la "guerre contre la drogue". Dans la seule Colombie, les contractuels américains de la Défense perçoivent presque la moitié des 630 millions de dollars que les USA consacrent chaque année à l'aide militaire dans le pays¹⁰. Les Etats-Unis ont lancé, au sud de la frontière mexicaine, le Plan Mexico, un programme anti-narcotiques à hauteur de 1,5 millions de dollars. Ces projets, ainsi que d'autres encore, pourraient se révéler des opportunités en or pour Blackwater et les autres sociétés de sécurité. "L'arrivée de Blackwater USA dans la course lancerait un vrai défi à DynCorp, son concurrent le plus acharné", analyse le journaliste John Ross. "Jusqu'à présent, cette société, basée à Dallas, s'est octroyé 94 % des contrats privés pour la lutte contre la drogue¹¹." Selon le *New-York Times*, ce contrat pourrait représenter "la plus importante mission¹²" jamais confiée à Blackwater.

Tandis que les mouvements populaires gagnent en ampleur en Amérique latine, menaçant du même coup les intérêts financiers des USA ainsi que la mainmise des alliés politiques conservateurs des Etats-Unis dans la région, la "guerre contre la drogue" devient peu à peu un enjeu central des actions de contre-insurrection américaines, réclamant le recours plus systématique au secteur privé (à l'abri des contrôles du Congrès américain...) dans l'entraînement des forces de sécurité étrangères et le déploiement de personnel issu des entreprises de la guerre. Les forces de l'armée américaines n'étant pas extensibles à outrance, l'envoi de sociétés de sécurité privées en Amérique latine offre à Washington une alternative "discrète" au déploiement de troupes américaines en

service actif, ainsi qu'aux problèmes politiques et militaires qui s'y rattachent. Un rapport datant de janvier 2008 du groupe de travail des Nations unies sur les mercenaires révéla "une tendance émergente des sociétés de sécurité privées, en Amérique latine et dans certaines autres régions du monde, à protéger des sociétés d'exploitation transnationales dont les employés cherchent souvent à réprimer les protestations sociales légitimes des communautés dans lesquelles ces entreprises opèrent, ainsi que celles des organisations humanitaires et environnementales¹³".

Début 2008, la direction de Blackwater se vit forcée de revenir sur ses projets d'implantation le long de la frontière mexicaine ; l'entreprise annonça que le projet de construction de "Blackwater West" (qui devait être établi sur un terrain de 333 hectares dans le sud de la Californie, près de Tecate au Mexique) était abandonné. Blackwater prévoyait d'utiliser le terrain comme camp d'entraînement pour les agents de la patrouille frontalière ainsi que d'autres forces de l'ordre ou militaires, ce qui provoqua une scission dans le débat sur l'immigration¹⁴. Les résidents de Potrero, petite ville de 850 habitants, menèrent pendant plus d'une année une bataille proprement héroïque contre l'entreprise. Leurs inquiétudes étaient nombreuses, concernant notamment la réputation que la société avait acquise en Irak et les problèmes environnementaux. Ensemble, ils réussirent à chasser hors de la ville les dirigeants locaux qui avaient tenté d'imposer le déploiement de Blackwater dans leur communauté. La firme jeta finalement l'éponge en mars 2008, justifiant sa décision par cet euphémisme : "Le site proposé ne correspond pas, à l'heure actuelle, aux objectifs de l'entreprise¹⁵." Un porte-parole de Blackwater insista sur le fait que ce soudain revirement n'était en aucun cas dû aux critiques. Sur un plan plus général, cependant, cette défaite restait mineure : même si elle a échoué à monter son centre californien, la firme entraîne déjà plus de 25 000 forces de l'ordre dans ses quartiers généraux à Moyock, qu'elles soient militaires, fédérales, d'Etat ou locales. Elle a également établi avec succès un centre "Blackwater North" en Illinois.

Si une chose saute aux yeux lorsqu'on étudie de plus près le parcours économique de Blackwater, c'est bien sa capacité à tourner à son avantage des situations de guerre émergente ou de conflits. En dix ans d'existence, l'empire Blackwater s'est construit parallèlement au dispositif de sécurité nationale mis en place par les Etats-Unis, comme le remarqua justement le *Wall Street Journal*

après le massacre de la place Nisour : “Prince cherche à propulser Blackwater dans les ligues les plus importantes de la sous-traitance militaire, et profite des changements pour faire privatiser différents aspects de la sécurité gouvernementale. L’entreprise voudrait devenir le supermarché du gouvernement, pouvoir s’octroyer toutes les missions où les forces nationales ne sont pas réquisitionnées. Au niveau du marché, c’est une niche, avec très peu de concurrents déjà établis¹⁶.”

À LA CONQUÊTE DE NOUVEAUX MARCHÉS : LE GRIZZLY ET LE POLAR 400

En plus des bénéfices engrangés par ses services de forces armées pour les zones de guerre et de conflits et une grande variété de services d’entraînement pour la police et l’armée, Blackwater peut compter sur un autre secteur lucratif, sa division d’aviation, laquelle lui rapporte plusieurs millions de dollars. La firme dispose également d’une division maritime qui continue de s’élargir, et d’autres entreprises nationales et internationales. Blackwater est notamment implantée au Japon où ses forces protègent le système de défense de missile balistique des États-Unis qui, selon la description de *Stars and Stripes*, “émet de puissantes ondes radio vers l’ouest en direction de l’Asie continentale afin de repérer d’éventuels missiles ennemis dirigés vers l’est contre les Américains ou leurs alliés¹⁷”. Début 2008, *Defense News* indiquait que, parallèlement, “Blackwater forme les membres du service de protection spécial du Bureau national de la sécurité de Taïwan (NSB), chargés de la protection du président. Le NSB est responsable de la sécurité générale du pays et fut un instrument du terrorisme sous l’ère de la loi martiale. Aujourd’hui, le site internet du NSB indique que l’organisme est chargé “de la collecte de renseignements dans le pays, d’un service de protection spécial et de l’unification de la cryptographie¹⁸”. Lors de sa campagne présidentielle en 2007, l’ancienne Première ministre pakistanaise Benazir Bhutto aurait voulu engager Blackwater pour assurer sa protection¹⁹. Des rapports contradictoires indiquent que soit le Département d’État américain soit le gouvernement pakistanais opposèrent leur veto. Benazir Bhutto fut assassinée en décembre 2007.

Aux États-Unis, Blackwater a continué d’étendre ses activités en créant des équipements et technologies de surveillance ainsi

que du matériel militaire, destinés à être vendus au Pentagone et au département de la Sécurité intérieure.

Blackwater espère ainsi vendre à l'armée américaine et au corps des Marines son véhicule blindé, le Grizzly, résistant aux mines et aux attaques (MRAP, *Mine Resistant Ambush Protected*²⁰). Selon l'entreprise, trois de ces véhicules lourds de vingt-deux tonnes sont déjà utilisés en Irak²¹. Le Grizzly est décrit comme un véhicule combinant la polyvalence d'un SUV avec la robustesse d'un puissant blindé. Il peut atteindre jusqu'à plus de 100 km/h et résister à des cartouches de calibre.50²². En septembre 2007, le Pentagone a obtenu le feu vert pour faire l'acquisition de plus de 15 000 véhicules MRAP, pour un montant de 11,3 milliards de dollars²³. Bien que Blackwater soit loin d'être la seule compagnie à produire ce type de véhicules, si elle venait à toucher au moins une part des bénéfices – ce qui paraît probable –, la firme aurait alors trouvé un nouvel arrangement rentable. Les Grizzlys seront manufacturés dans une usine de plus de 6 500 m² située en Caroline du Nord, employant en partie d'anciens ouvriers de Ford. Les dirigeants de Blackwater estiment que, une fois l'affaire lancée, l'entreprise pourrait bien produire jusqu'à 100 nouveaux véhicules par an²⁴. "La croissance de l'entreprise est assurée, dans les dix prochaines années, d'être constante et régulière", se réjouit Gary Jackson, président de Blackwater²⁵.

Blackwater construit actuellement pour les opérations du département de la Sécurité intérieure, mais aussi pour des actions contre-insurrectionnelles et la "guerre contre la drogue", un véhicule aérien téléguidé, le Polar 400. Contrairement à d'autres drones, ce dirigeable est capable de rester dans les airs pendant plusieurs jours d'affilée, à une altitude de 4 500 mètres et une vitesse de 100 km/h. "Il pourra survoler Bagdad à plus de 5 000 mètres d'altitude, ce qui nous permettra de surveiller tout ce qui se passe, prédit Jackson. Le problème, c'est que, si ça marche, ce sera difficile de produire des avions assez vite pour répondre à la demande. Le business aérien devrait rapporter des milliards de dollars²⁶." Fin 2007, Blackwater effectua un vol-test avec un prototype long de 50 mètres et annonça que la production devrait démarrer en 2008²⁷. Encore une fois, Blackwater avait réussi à s'imposer sur un marché en pleine expansion. Entre 2000 et 2005, les dépenses de la Défense en véhicules aériens téléguidés sont passées de 284 millions de dollars à 2 milliards de dollars – une tendance qui, selon les analystes, n'est pas près de

s'inverser²⁸. D'après le *Virginian-Pilot*, Blackwater "espère séduire en proposant une alternative à moindre coût et à longévité plus importante que les véhicules aériens téléguidés, à ailes fixes ou rotatives, utilisés actuellement par l'Air Force et les autres services militaires". Alan Ram, directeur du développement de la production et du commerce pour Blackwater Airships, estime qu'il s'agit là "d'un produit « niche » susceptible de s'imposer sur de nombreux marchés²⁹".

L'entreprise ne cache pas sa volonté de s'investir encore plus dans les opérations du département de la Défense, les opérations d'interventions après des catastrophes, et le maintien de la paix internationale. A plusieurs reprises, Prince a fait entendre, dans des interviews suivant l'épisode de la place Nisour, qu'on pourrait faire appel à Blackwater pour intervenir au Darfour : "Comment peut-on regarder le film *Hotel Rwanda* et ne pas vouloir que ça se termine autrement?" lança-t-il³⁰. Dans une interview réalisée en 2007, Jackson affirmait pour sa part : "La question n'est pas de savoir pourquoi il faudrait faire appel au secteur privé pour les opérations humanitaires, mais de savoir pourquoi, à l'heure actuelle, nous n'utilisons pas pleinement le potentiel du secteur privé pour réduire la souffrance humaine dans le monde³¹." Prince raconta qu'il avait dépêché l'un de ses amis pour contacter l'acteur George Clooney et le convaincre de soutenir une intervention éventuelle de Blackwater au Darfour. Clooney, qui n'a jamais caché ses opinions sur la situation au Darfour, n'aurait pas répondu à l'appel³². Le budget des Nations unies pour le maintien de la paix se situe entre 6 et 10 milliards de dollars³³. Même si, depuis des années déjà, les Nations unies emploient des sociétés militaires privées pour leurs opérations de support logistique, le recours aux types de "services" armés proposés par Blackwater ne manquerait de susciter une violente polémique internationale. "S'il existe un marché de la guerre, alors cela devient une question commerciale et non plus une question politique réclamant un débat entre les différents pays", analyse Hans von Sponeck, diplomate pour l'ONU depuis trente-deux ans, et ancien secrétaire général adjoint. "Il est extrêmement préoccupant de penser qu'on puisse déléguer des problèmes relatifs à la sécurité et à l'armée à des forces n'appartenant ni à l'armée, ni au gouvernement³⁴." Mais alors même que Blackwater fait pression pour faire passer ce projet, l'entreprise a d'ores et déjà infiltré l'un des secteurs les plus sensibles de la Défense nationale américaine...

LA FACE CACHÉE DE BLACKWATER

Qu'est-ce qui pourrait alors assurer à Blackwater d'autres profits à long terme ? Une entreprise ultrasécète – l'incursion dans le monde des services de renseignements privés. En avril 2006, Prince entama (sans être le moins du monde inquiet) la mise en place de Total Intelligence Solutions, société de renseignements qui se targuait d'offrir des services "dignes de la CIA" au marché libre des entreprises classées dans les cinq cents premières entreprises américaines³⁵. Les services proposés comprennent, entre autres, "des services de surveillance et de contre-surveillance, la collecte de renseignements sur le terrain et la mise sous protection rapide des employés ou d'autres éléments clés"³⁶.

Dans la course à la privatisation qui régit actuellement les USA – la plus radicale que le pays ait jamais connue –, peu de domaines ont été aussi profondément transformés que celui des services de renseignements. "C'est devenu un vrai aimant. Ces compagnies privées attirent tout irrésistiblement – je pense aux personnes, à l'expertise, aux fonctions qui étaient normalement réservées à la communauté des services de renseignements", explique Melvin Goodman, ancien chef de division de la CIA et analyste confirmé. "Ce qui me tracasse le plus, c'est l'absence de reconnaissance de responsabilité. Il n'y a presque aucun contrôle de cette industrie. C'est proprement scandaleux"³⁷.

Fin 2007, R.J. Hillhouse, un blogueur enquêtant sur l'univers clandestin des sous-traitants privés et des services de renseignements, réussit à obtenir des documents du Bureau de la direction du renseignement national (DNI, *Office of the Directorate of National Intelligence*) prouvant que Washington dépensait annuellement 42 milliards de dollars pour l'embauche d'agents des renseignements privés, alors qu'en 2000 cette somme était de 17,54 milliards de dollars³⁸. Cela signifie que 70 % du budget que le gouvernement américain consacre à la défense va directement à des compagnies privées. On ne s'étonnera donc pas de trouver à la tête du DNI (depuis déjà un an à compter de février 2008) Mike McConnell, ancien président du Conseil de la fédération des industries de services de renseignements privés (*Intelligence and National Security Alliance*).

Hillhouse a également découvert que l'un des documents les plus sensibles des services de renseignements de l'Etat, le rapport quotidien de la CIA au président (*Presidential Daily Briefing*), est

rédigé en partie par des entreprises privées, bien que recevant le sceau officiel des services de renseignements. “Imaginons, avance Hillhouse, qu’une entreprise soit frustrée parce qu’un gouvernement en particulier l’empêche de mener ses projets ou ceux de ses clients comme elle l’entend. Elle pourrait très bien attirer, dévier l’attention de la Maison Blanche vers ce gouvernement en l’accusant d’être en relation avec des terroristes. Cela pourrait alors influencer la politique nationale³⁹”.

La société Total Agence, qui fut créée en février 2007, est une fusion de trois groupes rachetés par Prince : le Centre de recherche sur le terrorisme (*Terrorism Research Center*), l’agence Technical Defense et Black Group, une agence de consultants dirigée par Cofer Black, vice-président de Blackwater⁴⁰. La liste de la direction de la compagnie ressemble à s’y méprendre à celle des hauts dirigeants des opérations de la CIA après le 11 septembre, au début de la guerre contre la terreur. En plus de Black, directeur de Total Intelligence et ayant à son actif vingt-huit années au service de la CIA, la direction de la société comprend aussi le PDG Robert Richer, ancien directeur adjoint associé à la Direction des opérations de l’agence et numéro deux des opérations clandestines. De 1999 à 2004, Richer dirigea la division du Proche-Orient de la CIA où il supervisa des opérations clandestines au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Dans le cadre de ses fonctions, Richer servait d’agent de liaison entre la CIA et le roi Abdallah de Jordanie, l’un des principaux alliés des USA et client de Blackwater. Blackwater notifia également très tôt le président George Bush de l’apparition d’une résistance irakienne⁴¹. Total Intelligence est dirigée par Enrique Prado, dit “Ric”, vingt-quatre ans d’expérience au sein de la CIA et ancien cadre supérieur de la Direction des opérations. Il travailla pendant plus de dix ans au Centre antiterroriste de la CIA, et dix ans encore dans le groupe “paramilitaire” d’opérations spéciales de l’organisme⁴². Au sein de la CIA, Prado et Black travaillaient en étroite collaboration⁴³. Prado servit également en Amérique latine avec Jose Rodriguez, lequel provoqua un scandale fin 2007 lorsqu’il fut découvert que, alors directeur du Service national clandestin de la CIA, il aurait volontairement effacé les vidéos de certains interrogatoires de prisonniers sur lesquelles on pouvait voir la CIA avoir recours à des techniques d’interrogation “poussées”, comme la fameuse technique de la “baignoire”⁴⁴. Richer confia au *New York Times* que, à de nombreuses reprises, Rodriguez – qui était alors son supérieur – lui avait parlé de ces

vidéos : «Il disait tout le temps : «Je n'ai pas l'intention de laisser mes gars se faire prendre pour quelque chose qu'on leur a expressément demandé de faire⁴⁵.» La direction de Blackwater aurait, avant le scandale, «fait tout son possible» pour convaincre Rodriguez de rejoindre l'entreprise⁴⁶. Il s'est depuis retiré des services de la CIA.

La direction de Total Intelligence comprend également Craig Johnson, vingt-sept ans d'expérience au service de la CIA en tant que spécialiste de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, et Caleb Temple, dit «Cal», qui servit à l'Agence de renseignements pour la défense (*Defense Intelligence Agency*) de 2004 à 2006 avant de rejoindre directement Total Intelligence. Il dirigeait alors le Bureau des opérations de renseignements au sein de la Force opérationnelle inter-renseignements contre le terrorisme (*Joint Intelligence Task Force – Combating Terrorism*)⁴⁷. Selon la biographie de Temple par Total Intelligence, il dirigea «le développement analytique permanent des cibles terroristes pour l'Agence du renseignement pour la défense ainsi que d'autres activités de renseignements antiterroristes au service des opérations militaires dans le monde. Il supervisa également, pour le département de la Défense, des analyses permanentes des informations et mises en garde recueillies dans la lutte contre le terrorisme mondial». La société se targue même de compter parmi ses employés d'anciens dirigeants du FBI et de l'Agence d'application de la loi sur les drogues (*Drug Enforcement Agency*)⁴⁸.

Le siège de Total Intelligence se trouve en Virginie, au huitième étage d'un immeuble du quartier de Ballston, dans le comté d'Arlington⁴⁹. Son «centre de fusion international», agrémenté de larges écrans de télévision diffusant les informations et, pour leurs analystes, de nombreux ordinateurs, «est actif 24 heures sur 24»⁵⁰. Il a été construit sur le modèle du centre de contre-terrorisme de la CIA, lequel fut pour un temps dirigé par Black⁵¹. La firme emploie désormais 65 cadres à plein temps, si ce n'est plus ; certaines estimations portent ce chiffre à plus de 100 employés⁵². «Total Intelligence transfère des compétences perfectionnées au fil des ans par la CIA directement dans la salle de réunion», annonça Black lors du lancement de la société. «Grâce à un tel service, les PDG et leur personnel de sécurité pourront répondre aux menaces rapidement et de façon confidentielle, qu'il s'agisse de déterminer quelle ville est la plus sûre pour y installer une nouvelle usine ou de mettre en sécurité des employés après une attaque terroriste⁵³.»

“Cette entreprise est parfaitement légale, insiste Black. Nous n'enfreignons aucune loi, loin de là. Ce n'est pas nécessaire⁵⁴.” Mais la véritable nature des services proposés par Total Intelligence ainsi que l'identité de ses clients restent enveloppées du plus grand secret. Ce qui est sûr, c'est que les cadres de l'entreprise sont assurés de voir leur réputation et leurs relations prendre une tout autre ampleur. “Cofer peut ouvrir des portes”, confia Richer au *Washington Post* en 2007, “et moi aussi. En général, on arrive toujours à se faufiler pour réussir à voir qui on cherche. On n'a pas recours aux pots-de-vin, toutes nos activités rentrent dans le cadre de la loi. Simplement, on se débrouille pour trouver la bonne personne, le bon intermédiaire⁵⁵”. Black précisa que Richer et lui-même passaient beaucoup de temps à l'étranger : “Je reste discret sur qui je vois et où je vais. La majeure partie de mon travail, c'est de me faire des relations, de négocier avec des personnes haut placées dans différents gouvernements⁵⁶.” Il est cependant clair que les relations déjà établies par les anciens espions de la CIA furent plus que profitables à Total Intelligence...

Prenons le cas de la Jordanie.

Durant des années, Richer travailla en étroite collaboration avec le roi Abdallah en tant qu'agent de liaison entre le roi et la CIA. Le journaliste Ken Silverstein rapporte ainsi que “la CIA a financé les services de renseignements de la Jordanie à coups de millions de dollars, dont une bonne partie a dernièrement été consacrée à la formation des agents. Lorsque Richer a quitté la CIA, il a aidé Blackwater à obtenir un accord lucratif avec le gouvernement jordanien pour assurer la relève de cette formation. Les millions de dollars «investis» en Jordanie par la CIA s'en allèrent avec Richer ; si cette histoire était un film, ce serait un mélange entre *Jerry Maguire* et *Syriana*. Une source a confié que les dirigeants de la CIA étaient «très remontés» : «Abdallah continue de parler à Richer en pensant que c'est la même chose que de parler avec nous. Pour lui, Richer est toujours l'homme de la situation. Sauf que, dans ce cas précis, c'est Richer lui-même – et non la CIA – qui lui demande de sortir le portefeuille⁵⁷”.

Black fut invité en 2007 en tant qu'analyste sur le plateau d'une émission du réseau de télévision CNBC (spécialisé dans l'économie) afin de débattre sur “l'investissement en Jordanie⁵⁸”. A aucun moment il ne fut mentionné clairement que Black faisait lui-même des affaires avec le gouvernement jordanien : Total Intelligence fut présentée comme “une firme de consultants pour

entreprises, qui conseille notamment sur les stratégies d'investissement". "L'ambassadeur Black" fut, quant à lui, présenté comme "une figure majeure de la lutte contre le terrorisme" ayant "travaillé pendant vingt-huit ans pour la CIA" ou encore "un stratège clé de la victoire fulgurante des forces américaines sur les Talibans en Afghanistan". Durant toute l'interview, Black ne tarit pas d'éloges sur la Jordanie et sa monarchie : "Sa majesté le roi Abdallah, en plus d'être un excellent dirigeant, est généreux envers les investisseurs, très protecteur, aussi. La Jordanie est certainement un très bon investissement, dotée de grandes richesses. De nombreuses marchandises sont produites dans la région, et le commerce se porte bien."

Black soutint également – tout en évitant soigneusement d'évoquer la brutalité qui accompagnait l'exode – que le sort des réfugiés irakiens fuyant l'occupation américaine représentait une vraie aubaine pour les investisseurs en Jordanie. "600 000 ou 700 000 Irakiens ont quitté l'Irak pour la Jordanie. Tous ces gens ont besoin d'un toit, de ciment, de meubles, etc. On se trouve donc face à un vrai îlot de croissance, au potentiel extraordinaire, du moins pour le moment. Les perspectives d'investissement sont bonnes, et elles ne manquent pas. Parfois, les Américains feraient mieux de regarder un peu moins la télé, parce que rien n'est tout blanc ou tout noir. On peut toujours tirer avantage d'une situation. C'est pour cela qu'il faut s'informer, se tenir au courant des changements, et c'est, entre autres, ce que propose notre société. Nous offrons à nos clients les renseignements nécessaires pour connaître la situation de l'intérieur, afin qu'ils puissent réaliser des investissements optimaux."

Black et certains autres cadres de Total Intelligence ont donc mis à profit leur carrière à la CIA, leur réputation, leurs contacts, leurs relations pour en tirer un avantage économique certain. Ils font désormais par intérêt personnel ce qu'ils faisaient autrefois pour leur gouvernement. Dans ce cas, pas étonnant que leurs clients aient parfois l'impression d'employer pour leur service le gouvernement américain lui-même. Ainsi, Hillhouse expliqua : "Ils ont les compétences et l'expérience qu'il faut pour accomplir tout ce qu'on leur demande, et cela sans contrôle. Il s'agit d'une société indépendante proposant des services d'espionnage en *freelance*. En gros, ils louent des espions⁵⁹..."

En 2007, Richer confia même au *Washington Post* que, depuis qu'il travaillait dans le secteur privé, les dirigeants militaires étrangers

et ses divers contacts étaient moins réticents à lui fournir certaines informations que lorsqu'il travaillait pour la CIA. Il cita notamment l'exemple d'une conversation qu'il avait eue avec un général militaire étranger, et au cours de laquelle Richer s'était étonné du nombre d'informations potentiellement "classées" que le général n'hésitait pas à lui révéler. Quand il lui en fit la remarque, le général répondit : "Si j'en parle à quelqu'un de l'ambassade, alors c'est de l'espionnage. Mais vous, vous êtes un partenaire économique⁶⁰..."

"JE DORS DU SOMMEIL DU JUSTE"

La question de l'Irak s'est retrouvée au centre des débats des élections présidentielles de 2008. Tandis que les démocrates appelaient à la fin de la guerre, le candidat républicain, John McCain, proposa que les forces américaines restent en Irak "pour, disons, une centaine d'années", ajoutant que la scénario "lui conviendrait assez⁶¹". Mais derrière la rhétorique des discours politiques (lesquels se résumaient la plupart du temps à un "pour ou contre la guerre") se cachait une brutale réalité : quelle que soit la personne qui accèdera à la présidence, l'occupation de l'Irak n'est pas près de prendre fin. Erik Prince, qui avait déjà versé plus de 250 000 dollars pour soutenir les campagnes et les causes républicaines, semble avoir compris qu'il pouvait difficilement échapper à des contributions financières (et, surtout, à le faire savoir) même si, fin 2007, il avouait "ne pas être certain, à l'avenir, de s'impliquer activement pour l'un ou l'autre parti⁶²". Que cette décision soit politique ou économique, l'entreprise de Prince et l'industrie fructueuse dans laquelle elle s'inscrit sont si bien imbriquées dans le système politique des USA qu'il ne faut pas s'attendre à les voir disparaître.

Les entreprises mercenaires ont, on le voit, peu de choses à craindre du gouvernement de Washington dominé par les républicains. Mais qu'en est-il des démocrates ? Malgré leurs velléités anti-guerre, le plan généralement accepté pour l'Irak impliquerait le maintien en place de dizaines de milliers de troupes américaines pour une durée inconnue, tout en accélérant l'implication américaine en Afghanistan. Pour les sociétés militaires privées telles que Blackwater, l'initiative tombe à pic. "Personne n'arrivera à expulser les contractuels hors du pays", affirme David Isenberg du Conseil britanno-américain d'information sur la sécurité (*British-American*

Security Information Council). “Ces soldats, c’est la carte *American Express* de l’armée américaine. L’armée ne sort pas sans elle, c’est impossible⁶³.”

Le débat autour de la demande de rallonge budgétaire pour l’Irak présentée en 2007 a laissé entrevoir ce qui pourrait se passer sous le premier mandat d’une administration démocrate. À l’instar des analyses du groupe d’étude Baker-Hamilton sur l’Irak, ce projet de loi a contribué à établir le programme des candidats à la présidence sur la situation en Irak. Cette loi, qui avalisait le financement de la guerre tout en exigeant, à partir d’octobre, un retrait des troupes, apparut comme le plan de retrait des démocrates et reçut en cela le soutien inconditionnel des sénateurs Barack Obama et Hillary Clinton. Obama clama haut et fort que le pays “n’était plus qu’à une signature de la fin de la guerre⁶⁴”. Cependant, si l’on examine de plus près la législation (à laquelle George Bush opposa son veto), on s’aperçoit que cet enthousiasme est sans fondement. Le projet aurait impliqué un redéploiement des forces américaines sous cent quatre-vingts jours, et la mise à disposition de 40 000 à 60 000 soldats en Irak en tant qu’“entraîneurs”, “forces antiterroristes” et “protection pour les ambassades et diplomates” (d’après une analyse de l’Institut pour les études politiques)⁶⁵. “La législation ne mentionnait rien concernant les contractants ou les forces mercenaires”, précise l’analyste Erik Leaver, de l’Institut⁶⁶. La vérité est que tant qu’il y aura des troupes en Irak, il y aura des soldats privés.

Ces contractuels se chargent aussi, en partie, de tâches subalternes généralement remplies par les soldats réguliers, telles que conduire des camions ou laver le linge. Ce genre de services est proposé par des compagnies telles que Halliburton, KBR et Fluor, ainsi que par une kyrielle de sociétés sous-traitantes. Mais le personnel privé – ainsi que l’a démontré l’histoire de Blackwater – est également engagé régulièrement dans les combats armés et les opérations de “sécurité”. Ces hommes interrogent les prisonniers, collectent des renseignements, effectuent des vols de transferts spéciaux de suspects, protègent les dirigeants haut placés de l’occupation (dont les généraux en chef de l’armée nationale). Dans certains cas, ils ont même commandé des troupes américaines et internationales lors de batailles. Le général David Petraeus, qui fut chargé de mettre en place le “déferlement” des troupes, admit dans une allocution révélatrice de l’étendue de la privatisation que, parfois, sa sécurité en Irak avait été assurée par “une société

privée”⁶⁷ et non par l’armée nationale. Au moins trois des généraux en chef de l’armée américaine ont été protégés en Irak par des soldats privés, y compris celui qui supervise actuellement la sous-traitance militaire en Irak et en Afghanistan⁶⁸.

En 2008, il y a désormais autant de soldats privés que de soldats réguliers en Irak, proportion impressionnante si l’on compare avec la situation de 1991, lors de la guerre du Golfe. “La moitié de l’armée composée de soldats privés ? A ce que je sache, c’est inédit”, affirme le député Dennis Kucinich, membre de la Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale⁶⁹.

Certaines estimations avancent même qu’il y a plus de contractuels que de soldats actifs en Irak, mais il est quasiment impossible d’obtenir des chiffres exacts⁷⁰. D’après un rapport de la Cour des comptes publié en mars 2008, le Pentagone “ne conserve pas, à l’échelle du département, de données chiffrées sur le nombre d’employés du secteur privé travaillant côte à côte avec les employés fédéraux”⁷¹. Pourtant, la Cour des comptes découvrit, en examinant vingt et un bureaux du département de la Défense, que dans “15 bureaux, le nombre d’employés du secteur privé excédait celui des employés du département de la Défense, et concentrait jusqu’à 88 % des effectifs. Les contractuels assurent des tâches de première importance, y compris le développement des termes de contrats et la proposition chiffrée pour la rémunération d’autres contractuels”.

Au-delà des questions que soulève l’emploi par le Pentagone de soldats privés se pose le problème, plus troublant encore, des forces armées privées du Département d’Etat. Le plan des démocrates en appelle majoritairement à maintenir en place la gigantesque ambassade américaine (la plus importante au monde), ainsi que la Zone verte. La majorité des opérations de sécurité nécessaires à l’ambassade et aux déplacements des dirigeants américains vers et hors de la Zone verte est actuellement assurée par trois firmes de sécurité privées : Blackwater, Triple Canopy et DynCorp. Cet arrangement reflète la privatisation et la militarisation simultanée du Bureau de la sécurité diplomatique du Département d’Etat. Fondés au milieu des années quatre-vingt-dix, le Service international de protection individuelle devait, à l’origine, n’être qu’une opération de protection rapprochée de petite envergure. Des contractuels de la sécurité privée étaient chargés de protéger des groupes réduits de diplomates américains ainsi que quelques autres dirigeants américains et étrangers. En Irak, ces services se

sont depuis transformés en une véritable force paramilitaire de taille conséquente. Le budget consacré au programme est passé de 50 millions de dollars en 2003 à 613 millions de dollars en 2006⁷².

Une question reste cependant en suspens : qui assurera la protection de l'armée des diplomates démocrates en Irak ? Certains restent convaincus que, du moment que les forces privées peuvent être reconnues responsables de leurs actes, il est toujours possible de faire appel à elles. Nous sommes en mars 2008 et ces forces privées bénéficient toujours, dans les faits, d'un statut leur permettant de s'élever "au-dessus de la loi", une exception décrite tant par Obama que par Clinton. Il est pourtant difficile d'imaginer comment cette "responsabilité" pourra être obtenue, du moins à court terme.

Fin 2007, suite au drame de la place Nisour, la Chambre des représentants vota massivement en faveur de la législation qui garantissait que tous les soldats privés pourraient être jugés en cour civile pour des crimes de guerre commis à l'étranger⁷³. L'idée est que des enquêteurs du FBI se rendraient sur place pour recueillir des éléments de preuve et interroger des témoins. Ils pourraient alors mettre des soldats en accusation et les conduire devant la justice. Mais cette approche soulève une foule de questions : qui protégera les enquêteurs ? Comment les victimes irakiennes pourront-elles être interrogées ? Comment des preuves pourront-elles être collectées dans le chaos et le danger d'une zone de guerre aussi hostile que l'Irak ? Si le gouvernement fédéral et l'armée sont déjà incapables – ou réticents – de recenser le nombre de contractuels dans le pays, comment leurs activités pourraient-elles être contrôlées ? Sans parler de l'impossibilité concrète de surveiller un déploiement de soldats aussi important (tel que celui en Irak, où le nombre de contractuels égale celui des soldats de l'armée), cette législation signifierait pour l'industrie militaire privée une incroyable victoire en terme de relations publiques. Les entreprises pourraient alors clamer haut et fort que leurs opérations sont encadrées par une structure les rendant légalement responsables de leurs actes – tout en sachant pertinemment qu'une telle législation serait, dans les faits, quasi impossible à appliquer. C'est sans doute la raison pour laquelle l'industrie a apporté un soutien sans faille à ce projet ; Prince qualifia même d'"excellent" son passage à la Chambre des représentants.

D'aucuns ont proposé de s'attaquer au problème en augmentant simplement le nombre de forces officielles du gouvernement chargées de sécuriser l'ambassade et la Zone verte, réduisant ainsi le marché pour les firmes mercenaires. Dans une lettre datée d'octobre 2007 adressée à la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, le sénateur Joe Biden, président de l'influente Commission des affaires étrangères, suggéra aux Etats-Unis d'envisager "de grossir les rangs de la sécurité diplomatique au lieu de dépendre aussi lourdement des soldats privés⁷⁴". Il appela à l'emploi de nouveaux agents, arguant que "les besoins en sécurité personnelle pour les employés de la mission américaine iront grandissant pendant encore plusieurs années, quel que soit le nombre de soldats américains en Irak".

Même si une augmentation des fonds alloués par la division de la Sécurité diplomatique ouvrirait la voie à une force constituée exclusivement de personnel du gouvernement des Etats-Unis, la question de savoir si une telle décision serait mise en place rapidement est une autre affaire. En octobre 2007, le Département d'Etat ne disposait encore, *dans le monde*, que de 1 450 agents de sécurité diplomatique appartenant au gouvernement américain, dont seulement 36 étaient déployés en Irak⁷⁵. Blackwater, à l'inverse, disposait déjà, en mars 2008, de presque un millier d'hommes opérationnels pour le seul pays d'Irak, sans compter les centaines d'autres travaillant pour Triple Canopy et DynCorp. Le Département d'Etat avait fait savoir qu'il faudrait des années pour repérer de nouveaux agents potentiels, vérifier leurs passé et capacités, les former puis les déployer⁷⁶. Bref, le projet est d'envergure, et même si la volonté politique et le financement étaient au rendez-vous, il prendrait des années à être mis en place.

Si les démocrates tentaient de transformer la sécurité diplomatique en une opération militaire, d'autres défis se poseraient également. Comme le souligna le *New York Times* fin 2007, "l'armée ne dispose pas du personnel adapté pour prendre le relais de ces opérations⁷⁷". Même dans l'hypothèse où l'armée pourrait former une force spécialisée dans la protection active et le *bodyguarding* en Irak, cet arrangement implique qu'encore plus de convois américains sillonnaient l'Irak, ce qui les placerait potentiellement en situation de conflit mortel avec les civils irakiens, et ce au quotidien.

Comprenant les difficultés concrètes que poserait la mise en place d'une solution alternative aux forces de sécurité privées,

un haut conseiller en relations internationales avoua à Obama, lors de la campagne présidentielle de 2008 : “Impossible de se débarrasser des contractuels de la sécurité, et je ne le ferai pas⁷⁸.” Un aveu sans doute difficile à admettre... Alors qu’Obama s’était activement engagé pour que la responsabilité des contractuels en zone de guerre puisse être encadrée par des lois (il avait présenté un projet de loi sur la réforme des soldats privés huit mois avant le drame de la place Nisour), son équipe de conseillers aux relations internationales avait bien compris que leur volonté de maintenir une importante armée nationale américaine en Irak les avait menés dans une impasse. Le 28 février 2008, un jour après que je me fus moi-même fait l’écho de la position d’Obama dans un article de *The Nation* et au beau milieu d’une campagne contestée à la nomination démocrate, Hillary Clinton annonça qu’elle signerait une loi interdisant “l’emploi de Blackwater et autres entreprises privées mercenaires en Irak⁷⁹”. Il était curieux que Clinton, qui durant ses cinq années à la Commission des services armés du Sénat s’était abstenue de donner son avis sur le sujet avant la fusillade du 16 septembre (et qui ne s’était réellement prononcée sur le massacre que six mois plus tard), ait choisi ce moment pour faire part de cette décision. De plus, rien n’indiquait comment, concrètement, elle envisageait de mettre à exécution son projet pour l’Irak sans l’aide des forces privées.

Clinton et Obama firent tous les deux savoir qu’ils étaient en faveur d’un financement plus important de la sécurité diplomatique, comme cela avait été conseillé par le sénateur Biden en 2007. Mais si l’on considère la situation d’ensemble, on s’aperçoit que Blackwater opère dans une industrie basée sur la demande ; or c’est cette demande, conséquence directe de guerres de conquêtes offensives et impopulaires, qui doit être enrayée. Même si un président américain décidait de transférer l’intégralité des emplois de sécurité diplomatique de sociétés comme Blackwater à des agents gouvernementaux officiels – ce qui représenterait un engagement majeur –, le Département d’Etat a bien précisé que le processus serait long. En vérité, à moins de réduire considérablement la présence civile et diplomatique des USA en Irak (présence sans laquelle ces forces de sécurité “diplomatiques” n’auraient pas lieu d’être), le prochain président n’aura peut-être pas d’autre choix que de poursuivre avec les arrangements actuels. Et, pour Blackwater et les autres, c’est une excellente nouvelle.

Mais l'Irak et la sécurité diplomatique ne représentent qu'un aspect du problème. L'extraordinaire expansion des opérations de sociétés telles que Blackwater, aux USA et ailleurs, est à peine évoquée au Congrès. Elles continuent de se ramifier vers des secteurs comme les services de renseignements, la sécurité intérieure, l'armement militaire, la technologie de surveillance, la "guerre contre la drogue" ou les opérations de maintien de la paix sans être inquiétées par les médias ou les législateurs. Ces compagnies avaient depuis longtemps planifié leur rôle dans les futurs conflits et leur intervention active dans les programmes les plus "sensibles" du gouvernement, qui se privatisaient de plus en plus. C'est en grande partie à cause du manque de contrôle de ces sociétés par les médias et le Congrès que leur futur s'annonce sans nuages.

En tout cas, Erik Prince n'a en pas pour autant perdu le sommeil, ni en ce qui concerne le massacre de civils irakiens par ses hommes, ni le futur statut de son entreprise au sein de la machine de guerre américaine et du dispositif de sécurité nationale. Peu après l'épisode de la place Nisour, alors que le Congrès, l'armée et le département de la Justice enquêtaient sans relâche sur les activités de Blackwater, Prince, interrogé sur son état d'esprit, fit la réponse suivante : "Comment est-ce que j'arrive encore à dormir ? Très simplement : j'ai la conscience tranquille, et je sais ce que je fais. Je sais aussi que c'est bien, et au-delà de ça, je ne m'inquiète pas. Je dors du sommeil du juste. Je ne me sens pas coupable⁸⁰."

NOTES

INTRODUCTION

1. Steven R. Hurst et Qassim Abdul-Zahra, "Pieces Emerge in Blackwater Shooting", agence Associated Press, 8 octobre 2007.
2. Sudarsan Raghavan, "Tracing the Paths of 5 Who Died in a Storm of Gun-fire", *Washington Post*, 4 octobre 2007.
3. Jennifer Daskal, "Blackwater in Baghdad : «It Was a Horror Movie»", *Salon*, 14 décembre 2007.
4. Interview filmée d'Ali Khalaf Salman.
5. *Ibid.*
6. *Ibid.* ; Jennifer Daskal, art. cité.
7. James Glanz et Alissa J. Rubin, "From Errand to Fatal Shot to Hail of Fire to 17 Deaths", *New York Times*, 3 octobre 2007.
8. Interview filmée d'Ali Khalaf Salman ; Jennifer Daskal, art. cité.
9. *Ibid.*
10. James Glanz et Alissa J. Rubin, "From Errand to Fatal Shot...", art. cité.
11. Sudarsan Raghavan, "Tracing the Paths...", art. cité.
12. Sudarsan Raghavan et Josh White, "Blackwater Guards Fired at Fleeing Cars, Soldiers Say", *Washington Post*, 12 octobre 2007.
13. James Glanz et Alissa J. Rubin, "From Errand to Fatal Shot...", art. cité.
14. Steven R. Hurst et Qassim Abdul-Zahra, art. cité.
15. Interview filmée d'Ali Khalaf Salman.
16. *Ibid.*
17. Jomana Karadsheh et Alan Duke, "Blackwater Incident Witness : «It Was Hell»", CNN.com, 2 octobre 2007.
18. Interview filmée d'Ali Khalaf Salman.
19. Jomana Karadsheh et Alan Duke, art. cité.
20. Sabrina Tavernise et James Glanz, "Guards' Shots Not Provoked, Iraq Concludes", *New York Times*, 21 septembre 2007.
21. Interview filmée d'Ali Khalaf Salman.
22. *Ibid.*
23. Sudarsan Raghavan, "Tracing the Paths...", art. cité.
24. *Ibid.*
25. Interview filmée de Jawad al-Rubaie.
26. James Glanz et Alissa J. Rubin, "From Errand to Fatal Shot...", art. cité.
27. Steven R. Hurst et Qassim Abdul-Zahra, art. cité.

28. *Ibid.*
29. Interview filmée d'Ali Khalaf Salman ; Jennifer Daskal, art. cité.
30. Sudarsan Raghavan, "Tracing the Paths...", art. cité.
31. *Ibid.*
32. Kim Sengupta, "The Real Story of Baghdad's Bloody Sunday", *The Independent* (Londres), 21 septembre 2007.
33. *Ibid.*
34. Steven R. Hurst et Qassim Abdul-Zahra, art. cité.
35. Jomana Karadsheh et Alan Duke, art. cité.
36. Steven R. Hurst et Qassim Abdul-Zahra, art. cité.
37. *Ibid.*
38. Jomana Karadsheh et Alan Duke, art. cité.
39. Steven R. Hurst et Qassim Abdul-Zahra, art. cité.
40. Richard Engel, "Blackwater's Ugly Americans", blog de MSNBC World <http://worldblog.msnbc.msn.com/archive/2007/09/28/385833.aspx>, 28 septembre 2007.
41. Sabrina Tavernise, "us Contractor Banned by Iraq Over Shooting", *New York Times*, 18 septembre 2007.
42. James Glanz et Sabrina Tavernise, "Blackwater Shooting Scene Was Chaotic", *New York Times*, 28 septembre 2007.
43. *Ibid.*
44. Richard Engel, art. cité.
45. James Glanz et Alissa J. Rubin, "From Errand to Fatal Shoot...", art. cité.
46. Jennifer Daskal, art. cité.
47. Steven R. Hurst et Qassim Abdul-Zahra, art. cité.
48. Ned Parker, "Iraq Bans us Security Firm After Deadly Incident", *The Los Angeles Times*, 18 septembre 2007.
49. James Glanz et Alissa J. Rubin, "Blackwater Shootings «Deliberate Murder», Iraq Says", *New York Times*, 8 octobre 2007.
50. Sabrina Tavernise, "us Contractor Banned", art. cité.
51. *Ibid.*
52. Jeremy Scahill, "Making a Killing", *The Nation*, 15 octobre 2007.
53. Steve Fainaru, "Four Hired Guns in an Armored Truck, Bullets Flying, and a Pickup and a Taxi Brought to a Halt. Who Did the Shooting and Why?", *Washington Post*, 15 avril 2007.
54. *Ibid.*
55. John M. Broder, "Ex-Paratrooper Is Suspect in Drunken Killing of Iraqi", *New York Times*, 4 octobre 2007.
56. Rapport de la majorité de la Commission de contrôle et de réforme gouvernementale, "Additional Information About Blackwater usa", 1^{er} octobre 2007.
57. John M. Broder, "Ex-Paratrooper Is Suspect", art. cité.
58. Rapport de la majorité de la Commission de contrôle et de réforme gouvernementale, doc. cité.
59. Transcription de l'audience au sujet du contrôle des soldats privés en Irak, Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale, 7 février 2007.
60. Bill Sizemore, "Blackwater Supports Inquiry into Fatal Shooting", *Virginian-Pilot*, 25 juillet 2007.
61. Transcription de l'audience au sujet du contrôle des soldats privés en Irak, Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale, 2 octobre 2007.

62. John M. Broder, "State Dept. Plans Tighter Control of Security Firm", *New York Times*, 6 octobre 2007.
63. Transcription de l'audience au sujet du contrôle des soldats privés en Irak, Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale, 2 octobre 2007.
64. Bill Sizemore, "Blackwater Supports Inquiry", art. cité.
65. Steve Fainaru, "How Blackwater Sniper Fire Felled 3 Iraqi Guards", *Washington Post*, 8 novembre 2007.
66. *Ibid.*
67. *Ibid.*
68. *Ibid.*
69. Steve Fainaru et Saad al-Izzi, "Us Security Contractors Open Fire in Baghdad", *Washington Post*, 27 mai 2007.
70. *Ibid.*
71. "Us Ambassador Calls Blackwater Shooting Horrific, but Still Feels High Regard for Guards", Associated Press, 25 octobre 2007.
72. Steve Fainaru, "Warnings Unheeded on Guards in Iraq", *Washington Post*, 24 décembre 2007.
73. Sudarsan Raghavan et Steve Fainaru, "Us Repeatedly Rebuffed Iraq on Blackwater Complaints", *Washington Post*, 23 septembre 2007.
74. Steve Fainaru, "How Blackwater Sniper Fire Felled 3 Iraqi Guards", art. cité.
75. Jeremy Scahill, "Making a Killing", art. cité.
76. "Iraq Makes U-turn on Blackwater", Al-Jazira (chaîne tv), 23 septembre 2007.
77. "Iraq Official : Blackwater Exit Would Leave «Vacuum»", Associated Press, 23 septembre 2007.
78. Sudarsan Raghavan et Steve Fainaru, "Us Repeatedly Rebuffed Iraq...", art. cité.
79. Interview réalisée par l'auteur, septembre 2007.
80. Steve Fainaru, "Where Military Rules Don't Apply", *Washington Post*, 20 septembre 2007.
81. Steve Fainaru, "Warnings Unheeded on Guards in Iraq", art. cité.
82. La secrétaire d'Etat Condoleezza Rice lors d'une conférence de presse du Département d'Etat, 21 septembre 2007.
83. Jeremy Scahill, "Making a Killing", art. cité.
84. Alissa J. Rubin et Andrew E. Kramer, "Iraqi Premier Says Blackwater Shootings Challenge His Nation's Sovereignty", *New York Times*, 24 septembre 2007.
85. James Glanz et Sabrina Tavernise, "Security Firm Faces Criminal Charges in Iraq", *New York Times*, 23 septembre 2007.
86. *Ibid.*
87. *Ibid.*
88. Jeremy Scahill, "Making a Killing", art. cité.
89. Voir chapitre 4 pour plus de précisions.
90. Interview réalisée par l'auteur, septembre 2007.
91. Steve Fainaru, "Where Military Rules", art. cité.
92. *Ibid.*
93. "Us Ambassador Calls Blackwater Shooting Horrific", art. cité.
94. Transcription de l'audience au sujet du contrôle des soldats privés en Irak, Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale, 2 octobre 2007.

95. *Ibid.*

96. Matthew Lee, "Security Firm Is in Smuggling Probe; Blackwater May Be Charged for Bringing Weapons Into Iraq", Associated Press, 22 septembre 2007.

97. Copie personnelle d'une lettre de l' élu Henry Waxman à Howard Krongard, 18 septembre 2007.

98. *Ibid.*

99. Jeremy Scahill, "Blackwater's Brothers", *The Nation*, 15 novembre 2007.

100. Warren P. Strobel, "Inspector General Krongard Resigns", *McClatchy Newspapers*, 8 décembre 2007.

101. Joseph Neff, "Us Probes Blackwater Weapons Shipments", *Raleigh News & Observer*, 22 septembre 2007.

102. Copie personnelle d'une lettre du Département d'Etat à Blackwater, 20 septembre 2007.

103. Copie personnelle d'une lettre de l' élu Henry Waxman à Condoleezza Rice, 25 septembre 2007.

104. Copie personnelle d'une lettre du Département d'Etat à Blackwater USA, 25 septembre 2007.

105. Interview réalisée par l'auteur, mars 2007.

106. Déclaration de John Negroponte devant la Commission d'allocation de fonds du Sénat (*Senate Appropriations Committee*), 26 septembre 2007.

107. Jomana Karadsheh et Alan Duke, art. cité.

108. "«They Protect People's Lives» – One Month After Baghdad Killings, Bush Defends Blackwater USA", *Democracy Now!*, 18 octobre 2007.

109. Sauf indication contraire, les descriptions et notes concernant la déposition d'Erik Prince devant le Congrès le 2 octobre 2007 sont tirées des observations directes de l'auteur ainsi que de la transcription officielle de la procédure par la Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale.

110. "Edwards Points to a Link", *Washington Post*, 6 octobre 2007.

111. Biographie de Charles R. Black Jr., BKSJ & Associates.

112. Rapport de la majorité de la Commission de contrôle et de réforme gouvernementale, doc. cité.

113. Steve Fainaru, "Guards in Iraq Cite Frequent Shootings", *Washington Post*, 3 octobre 2007.

114. Rapport de la majorité de la Commission de contrôle et de réforme gouvernementale, doc. cité.

115. *Ibid.*

116. *Ibid.*

117. Transcription du Journal de Bill Moyers, 1^{er} février 2008.

118. Dena Bunis, "Rohrabacher Stands Behind Blackwater Chief", registres du comté d'Orange, 9 octobre 2007.

119. Copie personnelle.

120. "Blackwater Most Often Shoots First, Congressional Report Says", CNN.com, 2 octobre 2007.

121. David M. Herszenhorn, "House's Iraq Bill Applies US Laws to Contractors", *New York Times*, 5 octobre 2007.

122. James Gordon Meek, "Blackwater to Guard FBI Team Probing It", *New York Daily News*, 3 octobre 2007.

123. Karen DeYoung, "Federal Guards to Protect Agents in Blackwater Investigation", *Washington Post*, 4 octobre 2007.

124. Interview réalisée par l'auteur, septembre 2007.

125. James Risen et David Johnston, "Justice Department Briefed Congress on Legal Obstacles in Blackwater Case", *New York Times*, 16 janvier 2008.
126. Jonathan Karl et Kirit Radia, "ABC News Obtains Text of Blackwater Immunity Deal", ABCNews.go.com, 30 octobre 2007.
127. Interview réalisée par l'auteur, octobre 2007.
128. Transcription de l'audience au sujet du contrôle des soldats privés en Irak, Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale, 2 octobre 2007.
129. Rapport de la majorité de la Commission de contrôle et de réforme gouvernementale, doc. cité.
130. *Ibid.*
131. Transcription de l'audience au sujet du contrôle des soldats privés en Irak, Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale, doc. cité.
132. Rapport de la majorité de la Commission de contrôle et de réforme gouvernementale, doc. cité.
133. Transcription de l'audience au sujet du contrôle des soldats privés en Irak, Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale, 2 octobre 2007.
134. Steve Fainaru, "How Blackwater Sniper Fire Felled 3 Iraqi Guards", art. cité.
135. Jennifer Daskal, art. cité.
136. *Ibid.*
137. Jomana Karadsheh et Alan Duke, art. cité.
138. Sudarsan Raghavan, "us Offers Cash to Victims in Blackwater Incident", *Washington Post*, 25 octobre 2007.
139. *Ibid.* ; Jennifer Daskal, art. cité.
140. Sudarsan Raghavan, "us Offers Cash to Victims...", art. cité.
141. Karen DeYoung, "Immunity Jeopardizes Iraq Probe", *Washington Post*, 30 octobre 2007.
142. David Johnston et John M. Broder, "FBI Says Guards Killed 14 Iraqis Without Cause", *New York Times*, 14 novembre 2007.
143. Lara Jakes Jordan, "FBI Finds Blackwater Trucks Patched", Associated Press, 12 janvier 2008.
144. Copie personnelle du rapport.
145. Lara Jakes Jordan, "FBI Finds Blackwater Trucks Patched", art. cité.
146. *Ibid.*
147. Max Boot, "Accept the Blackwater Mercenaries", *Los Angeles Times*, 3 octobre 2007.
148. Déposition prévue d'Erik Prince devant la Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale, 2 octobre 2007.
149. Déposition sous serment de "Paul", 18 septembre 2007 ; Ginger Thompson, "From Texas to Iraq, and Center of Blackwater Case", *New York Times*, 19 janvier 2008.
150. Déposition sous serment de "Paul", doc. cité.
151. Sudarsan Raghavan et Josh White, "Blackwater Guards Fired at Fleeing Cars...", art. cité.
152. Déposition sous serment de "Paul", doc. cité.
153. Déposition prévue d'Erik D. Prince devant la Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale, doc. cité.

154. Steve Fainaru et Sudarsan Raghavan, "Blackwater Faced Bedlam...", art. cité.
155. Sudarsan Raghavan et Josh White, "Blackwater Guards Fired at Fleeing Cars...", art. cité.
156. Transcription d'une interview d'Erik Prince dans l'émission télévisée *Charlie Rose Show* (PBS), 15 octobre 2007.
157. David Johnston et John M. Broder, "FBI Says Guards Killed 14 Iraqis...", art. cité.
158. Sudarsan Raghavan et Josh White, "Blackwater Guards Fired at Fleeing Cars...", art. cité.
159. Peter Spiegel, "Gates : us, Guards Are at Odds in Iraq", *Los Angeles Times*, 19 octobre 2007.
160. Karen DeYoung, "Security Firms in Iraq Face New Rules", *Washington Post*, 24 octobre 2007.
161. James Risen et David Johnston, "Justice Department Briefed Congress...", art. cité.
162. Bureau Exécutif du président, "Statement of Administration Policy", 3 octobre 2007.
163. Interview réalisée par l'auteur, janvier 2008.
164. Déclaration de l'élue Jan Schakowsky dans la presse, "Schakowsky Condemns State Department for Offering Blackwater Immunity", 30 octobre 2007.
165. "Family Members of Slain Iraqis Sue Blackwater USA for Deadly Baghdad Shooting", *Democracy Now!*, 11 octobre 2007.
166. Copie personnelle du dépôt de plainte.
167. Interview réalisée par l'auteur, octobre 2007.
168. Transcription du *Thom Hartmann Show* (Air America), 29 janvier 2008.
169. "Iraqi Shooting Victims' Families Sue Blackwater", *Virginian-Pilot*, 12 octobre 2007.
170. Transcription d'une interview d'Erik Prince dans l'émission télévisée *Late Edition With Wolf Blitzer* (CNN), 14 octobre 2007.
171. J. Michael Waller, "Lawyers for Terror", *New York Post*, 17 octobre 2007.
172. Interview réalisée par l'auteur, janvier 2008.
173. Copie personnelle du dépôt de plainte.
174. "Blackwater Sued Again for Sept. 9th Attack, Five Iraqis Dead, Ten Wounded", *Democracy Now!*, 19 décembre 2007.
175. Eric Schmitt et Paul von Zielbauer, "Accord Tightens Control of Security Contractors in Iraq", *New York Times*, 5 décembre 2007.
176. R.J. Hillhouse, "Blackwater Expanding State Department Contract", *TheSpyWhoBilledMe.com*, 4 décembre 2007.
177. Jeremy Scahill, "Blackwater's Business", *The Nation*, 24 décembre 2007.
178. *Ibid.*
179. *Ibid.*
180. August Cole, "Blackwater Vies for Jobs Beyond Guard Duty", *Wall Street Journal*, 15 octobre 2007.
181. Transcription de l'audience au sujet du contrôle des soldats privés en Irak, Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale, 2 octobre 2007.
182. August Cole, "Blackwater Vies for Jobs Beyond Guard Duty", art. cité.
183. *Ibid.*
184. Jeremy Scahill, "Blackwater's Business", art. cité.

185. Archives des lobbies du Sénat.
186. Interview réalisée par l'auteur, février 2008.
187. Donald Bartlett et James Steele, "Washington's \$8 Billion Shadow", *Vanity Fair*, mars 2007.
188. Naomi Klein, "Outsourcing Government", *Los Angeles Times*, 20 octobre 2007.
189. Interview réalisée par l'auteur, juillet 2007.
190. Jeremy Scahill, "All Cowboys Out Now", art. cité.
191. Rapport de la majorité de la Commission de contrôle et de réforme gouvernementale, "Additional Information About Blackwater usa", 1^{er} octobre 2007.
192. Jennifer Parker, "Iraq Disputes Blackwater's Account of Baghdad Killings", site d'ABC News, 19 septembre 2007.
193. T. Christian Miller, "Private Contractors Outnumber us Troops in Iraq", *Los Angeles Times*, 4 juillet 2007.
194. *Ibid.* et Jeremy Scahill, "A Very Private War", *The Guardian*, 1^{er} août 2007.
195. Thom Shanker et Steven Lee Myers, "us Asking Iraq for Wider Rights in Fighting War", *New York Times*, 25 janvier 2008.
196. Communiqué de presse de la Maison Blanche, "President Bush Signs H.R. 4986, the National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2008 into Law", 28 janvier 2008.
197. Jeremy Scahill, "All Cowboys Out Now", art. cité.
198. Transcription d'une interview d'Erik Prince dans le *Charlie Rose Show*, doc. cité.
199. Interview réalisée par l'auteur, octobre 2007.
200. Allocution enregistrée de Gregory B. Starr, secrétaire d'Etat à la Sécurité diplomatique, 4 avril 2008. Transcription disponible sur www.state.gov/r/pa/prs/ps/2008/apr/102999.htm
201. Interview tirée du documentaire *Private Armies* produit par Journeyman Pictures.

CHAPITRE 1

1. Transcription de la déclaration du secrétaire d'Etat à la Défense Donald H. Rumsfeld, Pentagone, 10 septembre 2001.
2. Donald H. Rumsfeld, "Transforming the Military", *Affaires étrangères*, mail juin 2002.
3. Erik Prince dans *The O'Reilly Factor*, 27 septembre 2001.
4. Cheney et Rumsfeld furent les premiers signataires de la "Déclaration des Principes" du PNAC : www.newamericancentury.org/statementofprinciples.htm, 3 juin 1997.
5. "Rebuilding America's Defenses : Strategy, Forces and Resources for a New Century", The Project for the New American Century, septembre 2000.
6. *Ibid.*
7. Renae Merle, "Census Counts 100000 Contractors in Iraq", *Washington Post*, 5 décembre 2006.
8. Rapport quadriennal de la Défense, département de la Défense, 6 février 2006.
9. Discours d'Erik Prince à la West 2006 Conference, 11 janvier 2006.

10. John Helyar, "Fortunes of War", *Fortune*, 26 juillet 2004, article consultable à :http://money.cnn.com/magazines/fortune/fortune_archive/2004/07/26/377180/index.htm.
11. James Hider, "Soldiers of Fortune Rush to Cash in on Unrest in Baghdad", *The Times of London*, 31 mars 2004.
12. Ordre 17 de l'Autorité provisoire de la coalition, signé par L. Paul Bremer le 27 juin 2004.
13. Transcription de l'audience de la sous-commission de la Commission de la réforme gouvernementale sur la sécurité nationale, les menaces émergentes et les relations internationales, 13 juin 2006.
14. Blackwater passe en cour d'appel, dossier présenté le 31 octobre 2005.
15. Discours d'Erik Prince à la West 2006 Conference, doc. cité.
16. *National Defense Authorization Act* pour l'année fiscale 2007 (loi autorisant l'armée à accomplir des fonctions relevant normalement de la police).
17. Rapport présenté devant les commissions du Congrès, "Military Operations : High-Level DOD Action Needed to Address Long-standing Problems with Management and Oversight of Contractors Supporting Deployed Forces", Cour des comptes, décembre 2006.
18. Transcription de l'émission télévisée *Face the Nation* (CBS), 17 décembre 2006.
19. Nathan Hodge, "Washington Urged to Save Money by Raising Private Military «Contractor Brigade»", *Financial Times*, 10 février 2005.
20. Copie personnelle d'une note d'Erik Prince sur le groupe Prince, rédigée le 16 septembre 2005.
21. E-mail reçu par l'auteur en janvier 2007.
22. Copie personnelle des registres des contrats et dépenses du gouvernement.
23. Joanne Kimberlin et Bill Sizemore, "Blackwater : On American Soil", *Virginian-Pilot*, 27 juillet 2006.
24. *Ibid.*
25. Voir chapitre I.
26. Biographie officielle de Joseph E. Schmitz, département de la Défense, 10 février 2005.
27. D'après le site internet de l'Association fédérale de l'Ordre de Malte, USA, www.smom.org/worldwide-history.php, consulté le 4 décembre 2006.
28. *Ibid.*

CHAPITRE 2

1. "The Early History of Holland", www.holland.org/index.pl?paID=6, page consultée le 4 novembre 2006.
2. "Albertus Christiaan Van Raalte Papers", hope.edu/jointarchives/collections/registers/wts/vanraalt.html, page consultée le 14 novembre 2006.
3. "The Early History of Holland", art. cité.
4. Michael Lozon, *Vision on Main Street : Downtown Holland's Resurgence as the Heart of the Community*, Lumir Corporation, 1994, p. 59.
5. Jim Timmerman, "Holland's Home-Grown Prince Corp. Has Big Role in Community", *Holland Sentinel*, 19 juillet 1996.
6. "Prince Manufacturing Co. Builds Diecast Machines", *Holland Sentinel*, 5 juin 1969.
7. *Ibid.*

8. "Prince Corp. Constantly Expanding", *Holland Sentinel*, 16 mai 1973.
9. Caroline Vernia, "Prince's Jewel : Production of Illuminated Visors", *Holland Sentinel*, 26 janvier 1980.
10. Lettre de Gary Bauer, président du Family Research Council, 13 avril 1995.
11. *Ibid.*
12. Caroline Vernia, art. cité.
13. *Ibid.*
14. Brochure non datée de Prince Corporation.
15. Katherine Sanderson, "Prince Expanding, Building New Office", *Holland and Golden Sentinel*, 29 janvier 1983.
16. Diane Carmony, "Prince Corp. Plans Functional, Aesthetically Pleasing Facilities", *Grand Rapids Press*, 31 août 1987.
17. *Ibid.*
18. "Edgar Prince : Spirit of Giving Defined a Giant", *Grand Rapids Press*, 3 mars 1995.
19. Katherine Sanderson, art. cité.
20. Lettre de Gary Bauer, doc. cité
21. "Orlando Magic, NBA Team Valuations", Forbes, www.forbes.com/lists/2005/32/324583.html, page consultée le 30 novembre 2006.
22. Rachel Burstein et Kerry Lauerman, "She Did It Amway", *Mother Jones*, septembre/octobre 1996.
23. *Ibid.*
24. *Ibid.*
25. *Ibid.*
26. *Ibid.*
27. Exemple personnel de l'annuaire de Polk (Holland, Michigan).
28. Lettre de Gary Bauer, doc. cité.
29. *Ibid.*
30. Rachel Burstein et Kerry Lauerman, art. cité.
31. *Ibid.*
32. June Kronholz, "Big Test : In Michigan, Vouchers Get Money and Savvy and a Broad Coalition – Amway Chief and Wife Give Program Higher Profile, Better Shot at Success", *Wall Street Journal*, 25 octobre 2000; "Biographical Information About Betsy DeVos", Associated Press, 21 octobre 2006.
33. Ward Harkavy, "The Bush-Cheney Gazillions Tour", *The Village Voice*, 22 octobre 2003.
34. Gordon Trowbridge, Charlie Cain et Mark Hornbeck, "Granholt Wins Second Term", *Detroit News*, 8 novembre 2006.
35. Ted Roelofs, "(Mostly) Conservative to the Core; Dutch Values Made Us This Way, But a Large Group Has Never Fit the Mold", *Grand Rapids Press*, 31 octobre 2004.
36. Russ Bellant, *The Religious Right in Michigan Politics*, Americans for Religious Liberty, Silver Spring, Maryland, 1996, p. 52-55, 63.
37. *Ibid.*, p. 61.
38. *Ibid.*, p. 33.
39. *Ibid.*, p. 32.
40. *Ibid.*, p. 34-35.
41. *Ibid.*, p. 35.
42. "Major Auto Suppliers in West Michigan", *Grand Rapids Business Journal*, 26 mai 1992.

43. "The Prince Legacy", *Grand Rapids Press*, 3 mars 1995.
44. "Edgar Prince : Spirit of Giving Defined a Giant", *Grand Rapids Press*, 3 mars 1995.
45. Jim Harger, "Prince Corp. Will Continue to Prosper", *Grand Rapids Press*, 4 mars 1995.
46. "Blackwater's Founder on the Record", *Virginian-Pilot*, 24 juillet 2006.
47. John Agar et John Burdick, "Eulogies Focus on Religious Side of Prince", *Holland Sentinel*, 6 mars 1995.
48. John Agar, "Family Says He Always Put Them First", *Holland Sentinel*, 3 mars 1995.
49. Joseph Neff et Jay Price, "A Business Gets a Start", *News & Observer* (Raleigh, Caroline du Nord), 29 juillet 2004.
50. Exemple personnel des archives de la Commission des élections fédérales.
51. Biographie officielle d'Erik Prince par la société Prince Manufacturing.
52. Ted Roelofs, "Neither Party Well Off Here as Primary Nears", *Grand Rapids Press*, 23 février 1992.
53. Exemple personnel du dossier militaire d'Erik Prince; interviews réalisées en 2006.
54. Interviews réalisées en 2006.
55. Michael Lozon, "New Era Begins at Prince", *Holland Sentinel*, 2 octobre 1996.
56. *Ibid.*
57. *Ibid.*
58. Richard Harrold, "City Official Talked With Governor About Job Loss", *Holland Sentinel*, 31 mars 2004.
59. Mark Sanchez, "A Prince, by Any Other Name", *Holland Sentinel*, 16 octobre 1998; Patrick Revere, "Analysts : Area Hit Hardest by JCI", *Holland Sentinel*, 2 juin 2006.
60. Interview de Kerry Candaele avec Robert Pelton, www.iraqforsale.org/robert_pelton.php, page consultée le 28 novembre 2006.
61. "Voter's Guide for Serious Catholics", groupe Catholic Answers Action, San Diego, 2006.
62. *Ibid.*
63. David D. Kirkpatrick, "Club of the Most Powerful Gathers in Strictest Privacy", *New York Times*, 28 août 2004.
64. *Ibid.*
65. *Ibid.*
66. *Ibid.*
67. *Ibid.*
68. *Ibid.*
69. *Ibid.*
70. *Ibid.*
71. *Ibid.*
72. Russ Bellant, *The Religious Right in Michigan Politics*, p. 13.
73. *Ibid.*, p. 63.
74. Copie personnelle des archives de la Fondation Freiheit.
75. *Ibid.*
76. Voir le site de Prison Fellowship (Association pour les Prisonniers) : www.prisonfellowship.org.

77. Joseph Loconte, "God's Warden ; How Charles Colson Went From Water-gate Villain to Christian Hero", *The Weekly Standard*, 17 octobre 2005.
78. David Plotz, "Charles Colson", magazine *Slate*, 11 mars 2000.
79. Morton H. Halperin, "Bush Is No Nixon – He's Worse", *Los Angeles Times*, 16 juillet 2006.
80. David Plotz, art. cité.
81. *Ibid.*
82. Site de Prison Fellowship, *loc. cit.*
83. *Ibid.*
84. "America's Compassion in Action : Remarks by the President at the First White House National Conference on Faith-Based and Community Initiatives at the Washington Hilton and Towers", www.whitehouse.gov/news/releases/2004/06/20040601-10.html, page consultée le 1^{er} juin 2004.
85. *Ibid.*
86. Gary Emerling, "Inmate Aid Project Grows", *Washington Times*, 20 mars 2005.
87. Charles Colson, "How Now Shall We Live", *Journal of Markets and Morality*, printemps 2002.
88. Chuck Colson, "What's Hidden in the Shadows : Radical Islam and us Prisons", Town-Hall.com, site consulté le 26 septembre 2006.
89. *Ibid.*
90. *Ibid.*
91. "Honoring Chuck Colson", www.acton.org/dinner, page consultée le 27 novembre 2006.
92. Exemple personnel des archives de la Freiheit Foundation.
93. "Evangelicals and Catholics Together : The Christian Mission in the Third Millennium", *First Things*, mai 1994.
94. Damon Linker, *The Theocons : Secular America Under Siege*, Doubleday, New York, 2006.
95. "Evangelicals and Catholics Together : The Christian Mission in the Third Millennium", art. cité.
96. *Ibid.*
97. *Ibid.*
98. Damon Linker, *op. cit.*, p. 7.
99. "Evangelicals and Catholics Together : The Christian Mission in the Third Millennium", art. cité.
100. *Ibid.*
101. *Ibid.*
102. *Ibid.*
103. Damon Linker, *op. cit.*, p. 85-86.
104. Archives de la Freiheit Foundation et de la Edgar and Elsa Prince Foundation.
105. "Milestone Man", www.haggai-institute.com/News/NewsItem.asp?ItemID=990, page consultée le 27 novembre 2006.
106. June Kronholz, art. cité.
107. "Remarks by the President Upon Arrival at the South Lawn" (retranscription), www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010916-2.html, page consultée le 16 septembre 2001.

CHAPITRE 3

1. Interview, juillet 2006.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*
4. Copie personnelle du dossier militaire d'Erik Prince.
5. Interview, juillet 2006.
6. "Blackwater's Founder on the Record", *Virginian-Pilot*, 24 juillet 2006.
7. "Wife of Prince Founder Disappointed by Layoffs", *Holland Sentinel*, 1^{er} avril 2004.
8. "Blackwater's Founder on the Record", art. cité.
9. Site internet de Blackwater USA : www.blackwaterusa.com/about, page consultée le 14 novembre 2006.
10. "Blackwater's Founder on the Record", art. cité.
11. Interview, août 2006.
12. Dan Briody, *The Halliburton Agenda : The Politics of Oil and Money*, John Wiley & Sons, Hoboken, New Jersey, 2004, p. 195-196.
13. *Ibid.*, p. 184.
14. *Ibid.*
15. *Ibid.*, p. 196.
16. Interview, juillet 2006.
17. *Ibid.*
18. Jon Frank, "Best of the Best Arms Training Site Aims to Lure Gun Enthusiasts, Soldiers", *Virginian-Pilot*, 27 septembre 1998.
19. "The End of Democracy?", *First Things*, novembre 1996.
20. *Ibid.*
21. *Ibid.*
22. *Ibid.*
23. Charles W. Colson, "Kingdoms in Conflict", *First Things*, novembre 1996.
24. James C. Dobson, "The End of Democracy? A Discussion Continued", *First Things*, janvier 1997.
25. "The End of Democracy?", *First Things*, novembre 1996.
26. Archives de la Freiheit Foundation et de la Edgar and Elsa Prince Foundation.
27. Dossier militaire d'Erik Prince.
28. Archives des incorporations dans l'Etat du Delaware.
29. Jon Frank, "Best of the Best Arms Training Site...", art. cité.
30. Site internet de Blackwater USA, consulté le 5 avril 2004.
31. Données du recensement de la population américaine.
32. Anna Saita, "Hearing Set on Beach Man's Plan for Shooting Range in Moyock", *Virginian-Pilot*, 5 décembre 1996.
33. *Ibid.*
34. Anna Saita, "Currituck Rejects Outdoor Firing Range : An Ordinance Change Was Needed to Pave the Way for the Project", *Virginian-Pilot*, 8 janvier 1997.
35. *Ibid.*
36. *Ibid.*
37. *Ibid.*
38. Jon Frank, "Best of the Best Arms Training Site...", art. cité.
39. Interview, juillet 2006.
40. *Ibid.*

41. www.navstanorva.navy.mil/history.htm, page consultée le 14 novembre 2006.
42. Interview, juillet 2006.
43. *Ibid.*
44. Jon Frank, "Best of the Best Arms Training Site...", art. cité.
45. *Ibid.*
46. Interview, juillet 2006.
47. Steve Waterman, "Blackwater Lodge", <http://williambowles.info/guests/blackwater.html>, page consultée le 23 juin 2006.
48. *Ibid.*
49. Kathy Scruggs, "Class Is In for SWAT Teams; North Carolina Facility Provides Realistic Setting to Train Officers for the Latest Type of Domestic Terrorism", *Atlanta Journal-Constitution*, 24 octobre 1999.
50. Jon Frank, "Training Program Simulates a School Under Assault; Blackwater Lodge in Moyock Is Run by Former SEALs", *Virginian-Pilot*, 27 septembre 1999.
51. *Ibid.*
52. *Ibid.*
53. Interview, juillet 2006.
54. Kathy Scruggs, art. cité.
55. Jon Frank, "Training Program Simulates a School Under Assault", art. cité.
56. E-Mail de Jon Anderson, porte-parole de l'Administration des services généraux, 19 septembre 2006.
57. www.gsaadvantage.gov/ref_text/GS07F0149K/GSQ7F0149K_online.htm; www.gsaelibrary.gsa.gov/ElibMain/ContractorInfo?contractNumber=GS-07F-0149K&contractorName==BLACKWATER+LODGE+AND+TRAINING+CE&executeQuery=YES, page consultée le 14 novembre 2006.
58. Interview, août 2006.
59. Archives du département de la Défense.
60. Archives de la Commission des élections fédérales.
61. E-mail, 19 septembre 2006.
62. *Ibid.*
63. *Ibid.*
64. Interview, juillet 2006.
65. *Ibid.*
66. Site de FedBizOps : www.fbo.gov/servlet/Documents/R/450249, consulté le 25 juillet 2006.
67. Déposition de l'amiral Vern Clark devant la Commission des services armés du Sénat, 3 mai 2001.
68. "Posture statement" [sorte de rapport d'activités] du ministère de la Marine, chapitre 7 : "Efficiency : Exploiting the Revolution in Business Affairs", 1998.
69. *Ibid.*
70. Barry Yeoman, "Soldiers of Good Fortune", *Mother Jones*, mai/juin 2003.
71. Bill Sizemore et Joanne Kimberlin, "Profitable Patriotism", *Virginian-Pilot*, 24 juillet 2006.
72. Déclaration d'Erik Prince dans l'émission *The O'Reilly Factor* (talk-show politique), 27 septembre 2001.
73. Archives du Système fédéral de procurement de données (*Federal Procurement Data System*).
74. *Ibid.*
75. Interview, août 2006.

76. *Ibid.*
77. Copie personnelle des archives d'incorporation de l'Etat du Delaware.
78. Interviews, août 2006 ; Robert Young Pelton, *Licensed to Kill : Hired Guns in the War on Terror*, Crown, New York, 2006, p. 36-41.
79. *Ibid.*
80. "Former Alex. Brown Exec Becomes CIA's No. 3 Man", Associated Press, 16 mars 2001.
81. Anita Raghavan, "Bankers Trust's Vice Chairman Resigns to Become Counselor to CIA Director", *Wall Street Journal*, 21 janvier 1998.
82. Evan Thomas, "A James Bond Wanna-be? Buzzy Krongard Plans to Shake Up the Troubled CIA", *Newsweek*, 28 mai 2001.
83. *Ibid.*
84. *Ibid.*
85. *Ibid.*
86. Chris Blackhurst, "Mystery of terror «insider dealers»", *Independent on Sunday* (Royaume-Uni), 14 octobre 2001.
87. Evan Thomas, art. cité.
88. David Ignatius, "The CIA as Venture Capitalist", *Washington Post*, 29 septembre 1999.
89. "It's Not Going to Be Pretty, CIA Says", *Mercury* (Hobart, Australie), 20 octobre 2001.
90. Tony Allen-Mills, "Let Bin Laden Stay Free, Says CIA Man", *Sunday Times* (Royaume-Uni), 9 janvier 2005.
91. *Ibid.*
92. Pelton, *Licensed to Kill*, p. 37.
93. Interview, août 2006.
94. *Ibid.*
95. Interviews, août 2006 ; Pelton, *Licensed to Kill*, p. 36-41.
96. Interview, août 2006.
97. Interviews, août 2006 ; Pelton, *Licensed to Kill*, p. 36-37.
98. Interview, août 2006.
99. *Ibid.*
100. *Ibid.*
101. Pelton, *Licensed to Kill*, p. 38.
102. *Ibid.*, p. 36-41.
103. *Ibid.*, p. 38-41.
104. *Ibid.*
105. Ken Silverstein, "Revolving Door to Blackwater Causes Alarm at CIA", *Harper's Magazine Online*, consulté le 12 septembre 2006.
106. *Ibid.*
107. Interview, août 2006.
108. Barry Yeoman, "Soldiers of Good Fortune", *Mother Jones*, mai/juin 2003.

CHAPITRE 4

1. Anthony Shadid, *Night Draws Near : Iraq's People in the Shadow of America's War*, Henry Holt, New York, 2005, p. 283.
2. Alfonso Rojo, "The Gulf War : Death Comes to a Town Almost Forgotten by War Eyewitness", *The Guardian* (Londres), 18 février 1991.

3. *Ibid.*

4. David Fairhall, Kathy Evans et Richard Norton-Taylor, "RAF Admits Bomb Hit Civilian Area – «50 Die» as Laser Aimer Fails", *The Guardian* (Londres), 18 février 1991.

5. David White, "Britain Admits Bomb Missed Target and Hit Town", *Financial Times* (Londres), 18 février 1991.

6. Finlay Marshall, "RAF Regrets Civilian Deaths In Fallujah", The Press Association Limited (agence de presse américaine), 18 février 1991.

7. *Ibid.*

8. "Pentagon Top Brass «Admit Bomb Error»", *Courier-Mail* (Queensland, Australie), 18 février 1991.

9. Informations recueillies lors d'un séjour personnel à Fallouja en 2002.

10. Rajiv Chandrasekaran, "Troops Kill Anti-us Protesters; Accounts Differ; 13 Dead, Many Hurt, Iraqis Say", *Washington Post*, 30 avril 2003.

11. Interview, novembre 2006.

12. Rajiv Chandrasekaran, art. cité.

13. Charles J. Hanley, "us Troops, Conservative Religion a Fiery Combination in Heartland Town", Associated Press (agence de presse américaine), 1^{er} mai 2003.

14. Rajiv Chandrasekaran, art. cité.

15. Charles J. Hanley, art. cité.

16. *Ibid.*

17. Anthony Shadid, *op. cit.*, p. 233.

18. Charles J. Hanley, art. cité.

19. Larry Kaplow, "us Claims Defense in Killing 13, Iraqis Said Just Protesting", service de presse Cox News Service, 29 avril 2003. Voir aussi Rajiv Chandrasekaran, art. cité.

20. Ellen Knickmeyer, "us Soldiers Fire on Iraqi Protesters After Reportedly Taking Fire; Hospital Chief Says 13 Iraqis Are Dead", Associated Press, 29 avril 2003.

21. *Ibid.*

22. Entre autres articles : "us Troops Shoot Dead Three Iraqi Demonstrators", agence de presse de Xinhua (Chine), 30 avril 2003.

23. Mohamed Hasni, "us Troops Shoot Dead 13 Iraqis at Anti-American Protest", Agence France-Presse, 29 avril 2003.

24. Ellen Knickmeyer, art. cité.

25. Rajiv Chandrasekaran, art. cité.

26. Elizabeth Neuffer, "us, Iraqis at Odds on Protesters' Deaths", *The Boston Globe*, 30 avril 2003.

27. *Ibid.*

28. Rajiv Chandrasekaran, art. cité.

29. Phil Reeves, "Iraq Aftermath : At Least 10 Dead As us Soldiers Fire on School Protest; us Put Under Pressure After Civilian Shooting, As Europe Forges Ahead", *The Independent* (Londres), 30 avril 2003.

30. Ellen Knickmeyer, art. cité; Mohamed Hasni, art. cité.

31. Rapport de l'association Human Rights Watch, "Violent Response : The us Army in Al-Falluja", juin 2003.

32. *Ibid.*

33. Ellen Knickmeyer, art. cité.

34. "us Troops Kill 13 at Pro-Saddam Rally, Claim Self-Defence", Agence France-Presse, 29 avril 2003.

35. Elizabeth Neuffer, art. cité.
36. Rapport de Human Rights Watch, doc. cité.
37. *Ibid.*
38. Scott Wilson, "us Forces Kill 2 More Civilians; Tensions Remain High in City in Central Iraq", *Washington Post*, 1^{er} mai 2003.
39. Ian Fisher, "us Force Said to Kill 15 Iraqis During an Anti-American Rally", *New York Times*, 30 avril 2003.
40. Voir par exemple Martin Sieff, "Falluja Fire-bell in the Night", agence United Press International (UPI), 1^{er} mai 2003.
41. P. Mitchell Prothero, "Second Day of Fighting at al-Falluja", UPI, 30 avril 2003.
42. Ian Fisher et Michael R. Gordon, "G.I.s Kill 2 More Protesters in an Angry Iraqi City", *New York Times*, 1^{er} mai 2003.
43. P. Mitchell Prothero, art. cité.
44. "Rumsfeld Flies Into Iraq and Declares Iraqis Free", Agence France-Presse, 30 avril 2003.
45. Phil Reeves, "Iraq Aftermath : Iraqi Rage Grows After Fallujah Massacre", *The Independent on Sunday* (Londres), 4 mai 2003.
46. Article publié sur le site internet du *Guardian* (Londres), "Full text : The Saddam Hussein «Letter»", traduction de Brian Whitaker, 30 avril 2003.

CHAPITRE 5

1. La meilleure source d'information sur l'expérience en Iraq de Paul Bremer est certainement son livre : L. Paul Bremer III et Malcolm McConnell, *My Year in Iraq : The Struggle to Build a Future of Hope*, Simon & Schuster, New York, 2006.
2. T. Christian Miller, "War's Aftermath : Stinging Report on Missing Funds ; Audit Finds us-led Coalition Managed Iraqi Money Poorly", *Los Angeles Times*, 31 janvier 2005.
3. Bremer a co-présidé le Heritage Foundation's Homeland Security Taskforce avec l'ancien avocat Edwin Meese.
4. Dossier du programme du Centre Nixon, "Countering the Changing Threat of International Terrorism ; A Presentation by Ambassador L. Paul Bremer", Centre Nixon, Washington D.C., 19 juillet 2000. Voir www.nixon-center.org/publications/Program%20Briefs/vol6no19Bremer.htm.
5. Voir le site internet de Marsh & McLennan : www.mmc.com/about/history.php.
6. L. Paul Bremer, "What Now? Crush Them ; Let Us Wage Total War on Our Foes", *Wall Street Journal*, 13 septembre 2001.
7. Transcription du reportage télévisé spécial de Brit Hume, "Terrorism Hits America" (Fox News), 11 septembre 2001.
8. Naomi Klein, "Downsizing in Disguise", *The Nation*, 23 juin 2003.
9. *Ibid.*
10. *Ibid.*
11. L. Paul Bremer, *My Year in Iraq...*, *op. cit.*, p. 6-7.
12. Knut Royce (Newsday), "Diplomat Expected to Take Charge in Iraq ; Bremer to Replace Garner as Leader of Postwar Transition", *Seattle Times*, 2 mai 2003.
13. Naomi Klein, "Downsizing in Disguise", art. cité.

14. Romesh Ratnesar et Simon Robinson, "Life Under Fire", *Time*, 14 juillet 2003.
15. David Leigh, "General Sacked by Bush Says He Wanted Early Elections", *The Guardian*, 18 mars 2004.
16. Mike Allen, "Expert on Terrorism to Direct Rebuilding", *Washington Post*, 2 mai 2003.
17. Bremer, *My Year in Iraq...*, *op. cit.*, p. 8.
18. Scott Wilson, "Bremer Adopts Firmer Tone for us Occupation of Iraq", *Washington Post*, 26 mai 2003.
19. Bremer, *My Year in Iraq...*, *op. cit.*, p. 4.
20. Dans *My Year in Iraq*, p. 39, Bremer décrit comment le secrétaire à la Défense Rumsfeld lui a donné l'ordre de mettre en route le processus d'éviction du parti Baas tandis que Feith assurait la préparation en amont.
21. Naomi Klein, "Baghdad Year Zero", *Harper's*, septembre 2004.
22. Lara Marlowe, "Mission Impossible", *Irish Times*, 17 avril 2004.
23. Anthony Shadid, *Night Draws Near : Iraq's People in the Shadow of America's War*, Henry Holt, New York, 2005, p. 152.
24. David Rieff, "Blueprint for a Mess", *New York Times Magazine*, 2 novembre 2003.
25. Marc Lacey, "After the War : The Military; Jobs at Risk, Ex-Iraqi Soldiers Vow Fight If Allies Don't Pay", *New York Times*, 25 mai 2003.
26. Ilene R. Prusher, "Jobless Iraqi Soldiers Issue Threats", *Christian Science Monitor*, 5 juin 2003.
27. Edward Wong, "Beleaguered Premier Warns us to Stop Interfering in Iraq's Politics", *New York Times*, 30 mars 2006.
28. Andrew Marshall (Reuters), "Sacked Troops, Tribes Threaten us with War", *Toronto Star*, 3 juin 2003.
29. *Ibid.*
30. Interview de Robert Frost sur la BBC, "Breakfast With Frost", citée sur le site de la BBC : http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/3029538.stm, page consultée le 29 juin 2003.
31. Romesh Ratnesar et Simon Robinson, "Life Under Fire", art. cité.
32. *Ibid.*
33. Mark Zimmermann, "Iraq Envoy Says Faith Gives Him Strength", *Catholic Standard*, 19 juin 2003.
34. Naomi Klein, "Baghdad Year Zero", art. cité.
35. *Ibid.*
36. Jeff Madrick, "Economic Scene; The Economic Plan for Iraq Seems Long on Ideology, Short on Common Sense", *New York Times*, 2 octobre 2003.
37. Alissa J. Rubin, Mark Fineman et Edmund Sanders, "Iraqis on Council to Get Guards", *Los Angeles Times*, 13 août 2003.
38. Copie personnelle du rapport trimestriel spécial de l'inspecteur général sur la reconstruction de l'Irak, juillet 2004.
39. Bill Sizemore et Joanne Kimberlin, "Blackwater : On the Front Lines", *Virginian-Pilot*, 25 juillet 2006.
40. L. Paul Bremer, *My Year in Iraq...*, *op. cit.*, p. 148.
41. *Ibid.*, p. 152.
42. *Ibid.*
43. Jonathan E. Kaplan, "Private Army Seeking Political Advice in D.C.", *The Hill*, 14 avril 2004.

44. Dana Priest et Mary Pat Flaherty, "Under Fire, Security Firms Form an Alliance", *Washington Post*, 8 avril 2004.
45. John Helyar, "Fortunes of War", *Fortune*, 26 juillet 2004, consultable sur http://money.cnn.com/magazines/fortune/fortune_archive/2004/07/26/377180/index.htm.
46. Conférence de Chris Taylor à l'université de Washington, "Contractors on the Battlefield : Learning from the Experience in Iraq", 28 janvier 2005.
47. *Ibid.*
48. *Ibid.*
49. Energy Intelligence Group, Inc., "Perspective : Doing Business in Iraq", *Energy Compass*, 16 octobre 2003.
50. Selon les fichiers du secrétaire d'Etat de la Caroline du Nord, Blackwater Security Consulting LLC aurait été formée le 29 septembre 2003.
51. Cité sur le site internet de Blackwater : www.blackwatersecurity.com/dospd.html.
52. *Ibid.*
53. "In his own words : «The guys who do this are not money-hungry pigs»", *Virginian-Pilot*, 28 juillet 2006.
54. Tim Shorrock, "Contractor's Arrogance Contributed to Iraqi Rebellion, Marine Colonel Says", <http://timshorrock.blogspot.com/2005/01/contractors-arrogance-contributed-to.html>, posté le 31 janvier 2005.
55. *Ibid.*
56. *Ibid.*
57. Interview de PBS Frontline, www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/warriors/interviews/hammes.html, posté le 31 janvier 2005.
58. Michael Duffy, "When Private Armies Take to the Front Lines", *Time*, 12 avril 2004.
59. Joanne Kimberlin, "Crash Course in Survival; Class Teaches Those Preparing for Iraq How to Defend Themselves Amid Danger", *Virginian-Pilot*, 30 juin 2004.
60. Cet incident est relaté en détail dans T. Christian Miller, *Blood Money : Wasted Billions, Lost Lives, and Corporate Greed in Iraq*, Little Brown and Company, New York, 2006, p. 169-171.
61. *Ibid.*, p. 168.
62. Reportage de la chaîne télévisée CNN, "Purported bin Laden Tape Offers Gold for Bremer", posté le 7 mai 2004.
63. Robert Young Pelton, "Riding Shotgun in Baghdad", *Popular Mechanics*, avril 2005.
64. "In his own words : «The guys who do this are not money-hungry pigs»", art. cité.
65. L. Paul Bremer, *My Year in Iraq*, op. cit., p. 151.
66. *Ibid.*, p. 245.
67. *Ibid.*, p. 246.
68. Alan Sipress, "Bremer Survived Ambush Outside Baghdad; Officials Don't See Attack as Attempt at Assassination", *Washington Post*, 20 décembre 2003.
69. *Ibid.*
70. Michele Faul, "Bremer Escaped Injury in Ambush on Convoy; Iraqi Woman Killed by Blast at Shiite Party Office", Associated Press, 19 décembre 2003.
71. Alan Sipress, art. cité.
72. *Ibid.*

73. Transcription d'une séance d'information de l'Autorité de la coalition provisoire, Bagdad, 19 décembre 2003.
74. Sophie Claudet, "Coalition Removes First of Saddam's Four Infamous Heads Atop Baghdad Palace", Agence France-Presse, 2 décembre 2003.
75. *Ibid.*
76. "In his own words : «The guys who do this are not money-hungry pigs»", art. cité.
77. Jim Wolf (Reuters), "us Tells Contractors to Bring Guards If They Use Work Sites in Iraq", *Orlando Sentinel*, 20 novembre 2003.
78. "The Baghdad boom ; Mercenaries", *The Economist*, 27 mars 2004.
79. *Ibid.*
80. James Hider, "Soldiers of Fortune Rush to Cash in on Unrest in Baghdad", *The Times* (Londres), 31 mars 2004.
81. John G. Roos, "I-shot killer ; This 5.56 mm round has all the stopping power you need – but you can't use it", *The Army Times*, 1^{er} décembre 2003.
82. *Ibid.*
83. *Ibid.*
84. *Ibid.*
85. *Ibid.*
86. "A Better Bullet ; Blended-metal Ammo Rates Realistic Testing", *Armed Forces Journal*, éditorial du numéro de décembre 2003.
87. *Ibid.*
88. John G. Roos, art. cité.
89. "A Better Bullet", art. cité.
90. Voir par exemple Michael Duffy, "When Private Armies Take to the Front Lines", art. cité.
91. Mary Pat Flaherty et Jackie Spinner, "In Iraq, Contractors' Security Costs Rise", *Washington Post*, 18 février 2004.
92. Jackie Calmes, "Washington Wire : A Special Weekly Report From The Wall Street's Journal's Capital Bureau", *Wall Street Journal*, 13 février 2004.
93. Marego Athans, "Security Businesses, Black Market in Guns Thrive", *Baltimore Sun*, 18 mars 2004.
94. Walter Pincus, "More Private Forces Eyed for Iraq ; Green Zone Contractor Would Free us Troops for Other Duties", *Washington Post*, 18 mars 2004.
95. David Barstow, James Glanz, Richard A. Oppel Jr. et Kate Zernike, "Security Companies : Shadow Soldiers in Iraq", *New York Times*, 19 avril 2004.

CHAPITRE 6

1. Nicolas Pelham, "Fear of Ambush Slows Urgent Drive to Rebuild", *Financial Times*, 13 janvier 2004.
2. James Hider, "Soldiers of Fortune Rush to Cash in on Unrest in Baghdad", *The Times* (Londres), 31 mars 2004.
3. Michael Stetz, "War Against Terror Gives Former SEALs the Chance to Resurrect Their Skills", *San Diego Union-Tribune*, 3 juin 2004.
4. Joanne Kimberlin, "Iraq «Operators» Perform Duties in the Line of Fire", *Virginian-Pilot*, 15 avril 2004.
5. Michael Stetz, "War Against Terror Gives Former SEALs...", art. cité.
6. *Ibid.*

7. Joseph Neff et Jay Price, "Contractors in Iraq Make Costs Balloon; Extensive Paramilitary Work Earns Profit on Several Levels", *News and Observer* (Raleigh, Caroline du Nord), 24 octobre 2004.
8. *Ibid.*
9. *Ibid.*
10. Transcription de l'audience au sujet du contrôle des soldats privés en Irak, Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale, 7 février 2007.
11. Copie personnelle du contrat.
12. Affaire Richard P. Nordan contre Blackwater Security Consulting, LLC et autres, dossier soumis le 5 janvier 2005.
13. Rapport de Human Rights Watch, "Violent Response : The us Army in Al-Falluja", juin 2003.
14. Transcription d'un document du département de la Défense, "82nd Airborne Division Commanding General's Briefing from Iraq", 6 janvier 2004.
15. Anthony Shadid, *Night Draws Near : Iraq's People in the Shadow of America's War*, Henry Holt, New York, 2005, p. 235.
16. Patrick Graham, "23 Killed as Iraqi Rebels Overrun Police Station", *Observer*, 15 février 2004.
17. L. Paul Bremer III, *My Year in Iraq : The Struggle to Build a Future of Hope*, Simon & Schuster, New York, 2006, p. 314-315.
18. "A Year After Invasion, Some Iraqis Allege More Insecurities", Associated Press, 20 mars 2004.
19. "General : It's «Fun to Shoot Some People»", CNN.com, 4 février 2005. Voir : www.cnn.com/2005/us/02/03/general.shoot.
20. Hamza Hendawi, "Marines Seek to Pacify Fallujah With Show of Force, Residents Are Skeptical", Associated Press, 30 mars 2004.
21. Rajiv Chandrasekaran et Anthony Shadid, "us Targeted Fiery Cleric in Risky Move; As Support for Sadr Surged, Shiites Rallied for Fallujah", *Washington Post*, 11 avril 2004.
22. *Ibid.*
23. Christopher Torchia, "13 Killed in Iraq, Including us Marine", Associated Press, 26 mars 2004.
24. "Four Killed, Seven Wounded in Iraq Battle : Hospital", Agence France-Presse, 26 mars 2004.
25. Hamza Hendawi, art. cité.
26. Stephen Farrell et Richard Beeston, "Out of the Desert Darkness Came Hellfire", *The Times* (Londres), 23 mars 2004.
27. Nayla Razzouk, "Iraqis Fear «Resistance Leader» Yassin's Killing May Fuel Terrorism", Agence France-Presse, 22 mars 2004.
28. *Ibid.*
29. Hamza Hendawi, art. cité.
30. Dexter Filkins (Associated Press), "2 Civilians Killed in Mosul Gunbattles", *Houston Chronicle*, 27 mars 2004.
31. Hamza Hendawi, art. cité.
32. *Ibid.*
33. Transcription d'une conférence de presse du brigadier général Mark Kimmit, Bagdad, Irak, 30 mars 2004.
34. Sauf indication contraire, toutes les informations biographiques concernant Jerry Sovko, y compris les commentaires de sa mère, Danica Zovko, sont issus d'interviews réalisées par l'auteur durant l'été 2006.

35. Joseph Neff et Jay Price, "A Private Driven man; A 1995 Tour in Bosnia Matured Jerry Zovko and Steered Him to the Contracting Business That Would Take Him to Iraq", *News & Observer*, 28 juillet 2004.
36. Interview, été 2006.
37. Joseph Neff et Jay Price, "Army Molds a Future; During His 20 Years in the Service, Wesley Batalona Built Skills That Would Come Into Play Later for the Tough Former Sergeant", *News & Observer* (Raleigh, Caroline du Nord), 27 juillet 2004.
38. "Slain us Security Agents Once Served With Navy Seals, Special Forces", Agence France-Presse, 2 avril 2004.
39. *Ibid.*
40. Jay Price, Joseph Neff et Charles Crain, "Mutilation Seen Around the World", *News and Observer*, 25 juillet 2004.
41. Le compte rendu détaillé de cette mission se base essentiellement sur trois sources : un accès personnel à divers contrats de Blackwater ; le procès intenté par les familles des quatre victimes en janvier 2005 contre Blackwater ; et la remarquable enquête journalistique de Jay Price et Joseph Neff publiée dans le journal *News & Observer*.
42. Site internet de PBS Frontline, "Private Warriors : Contractors : The High-Risk Contracting Business", www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/warriors/contractors/highrisks.html, posté le 21 juin 2005.
43. Jay Price et Joseph Neff, "Families Sue Over Fallujah Ambush : Relatives Contend an N.C. company Denied Necessary Equipment to Four Men Who Were Killed in the Iraqi City", *News & Observer*, 6 janvier 2005.
44. Jay Prince et Joseph Neff, "Security Company Broke Own Rules; Four us Civilians Ambushed and Killed in Fallujah, Iraq, Lacked Some Protection Their Contract Promised", *News & Observer*, 22 août 2004.
45. Affaire Richard P. Nordan contre Blackwater Security Consulting, doc. cité.
46. Joshua Hammer, "Cowboy Up", *The New Republic*, 24 mai 2004.
47. Rapport de la Commission de contrôle et de réforme gouvernementale, "Private Military Contractors in Iraq : An Examination of Blackwater's Actions in Fallujah," septembre 2007.
48. *Ibid.*
49. Bill Powell, "Into the Cauldron ; The Murder of Four American Civilians in Fallujah Provokes a Vow of Retaliation. But Can Anything Defuse the Rage in Iraq?", *Time*, 8 avril 2004.
50. Cité dans le documentaire *Shadow Company*, sorti en 2006, produit et réalisé par Nick Bicanic, pour Purpose Films.
51. Robert Young Pelton, *Licensed to Kill : Hired Guns in the War on Terror*, Crown, New York, 2006 , p. 134.
52. David Barstow, "Security Firm Says Its Workers Were Lured Into Iraqi Ambush", *New York Times*, 9 avril 2004.
53. Thomas E. Ricks, *Fiasco : The American military adventure in Iraq*, Penguin Press, New York, p. 331.
54. Rapport de la Commission de contrôle et de réforme gouvernementale, "Private Military Contractors in Iraq : An Examination of Blackwater's Actions in Fallujah," septembre 2007.
55. Bill Powell, "Into the Cauldron...", art. cité.
56. Sewell Chan, "Descent Into Carnage in a Hostile City; In Fallujah, Mob Unleashes Its Rage", *Washington Post*, 1^{er} avril 2004. Note : les autopsies

réalisées attestent que, contrairement à ce qui est ici relaté, les hommes sont morts sur le coup, mais les corps furent effectivement mutilés.

57. Bill Powell, "Into the Cauldron...", art. cité.

58. *Ibid.*

59. Sameer N. Yacoub, "Insurgents Attack us Convoy in Fallujah Day After Bodies of American Civilians Dragged Through Streets", Associated Press, 1^{er} avril 2004.

60. Sewell Chan, "Descent Into Carnage in a Hostile City...", art. cité.

61. *Ibid.*

62. *Ibid.*

63. *Ibid.*

64. Michael Georgy, "Iraqis Drag Bodies Through Streets After Attack", agence de presse Reuters, 31 mars 2004.

65. Bing West, *No True Glory : A Frontline Account of the Battle for Fallujah*, Bantam Dell, New York, 2005, p. 58.

66. "Deputy Director for Coalition Operations Hosts News Conference on Security Operations in Iraq", transcription d'une conférence de presse du département de la Défense, 31 mars 2004.

67. Tom Raum, "Stakes for us Much Higher in Iraq Than They Were in Somalia", Associated Press, 1^{er} avril 2004.

68. "Deputy Director for Coalition...", conférence de presse de la Défense, doc. cité.

69. *Ibid.*

70. *Ibid.*

71. *Ibid.*

72. *Ibid.*

73. Transcription d'une conférence de presse du département de la Défense "Remarks by the President at Bush-Cheney 2004 Dinner Marriott Wardman Park Hotel Washington, D.C.", 31 mars 2004.

74. L. Paul Bremer III., *My Year in Iraq*, op. cit., p. 317.

75. *Ibid.*

76. *Ibid.*

77. Tom Raum, "Stakes for us Much Higher in Iraq...", art. cité.

78. David Stout, "White House, With Support, Vows to Finish Mission in Iraq", *New York Times*, 1^{er} avril 2004.

79. Transcription de l'émission télévisée *The O'Reilly Factor* (Fox News Network), 31 mars 2004.

80. *Ibid.*

81. Claude Salhani, "Analysis : Mogadishu Revisited?", United Press International, 31 mars 2004.

82. Paul McGeough, "Shocked Iraqis Wait for us Retribution", *Sydney Morning Herald*, 3 avril 2004.

83. Transcription d'une conférence de presse de la Défense, doc. cité.

84. Jeffrey Gettleman, "4 From us Killed in Ambush in Iraq; Mob Drags Bodies", *New York Times*, 1^{er} avril 2004.

85. Transcription de l'émission télévisée *Larry King Live* (CNN), 1^{er} avril 2004.

86. Transcription d'une interview avec Maybritt Illner de ZDF (chaîne de télévision allemande), documents de l'agence et du département fédéraux, 1^{er} avril 2004.

87. Transcription d'une conférence de presse de la Défense, doc. cité.

88. Transcription de l'émission télévisée *CNN Live Today* (CNN), 1^{er} avril 2004.
89. Joanne Kimberlin, "Three Slain Blackwater Workers Identified", *Virginian-Pilot*, 2 avril 2004.
90. Jonathan E. Kaplan, "Private Army Seeking Political Advice in DC", *The Hill*, 14 avril 2004.
91. Gerry J. Gilmore, "us Firm Mourns Slain Employees", agence American Forces Press Service, 2 avril 2004.
92. *Ibid.*
93. Ben Deck, "N.C. Sheriff : Some Blackwater Workers Ex-Law Enforcement Officers", service de presse Cox News Service, 31 mars 2004.
94. Transcription de l'audition sur les menaces émergentes, "Hearing of the Emerging Threats & Capabilities Subcommittee of the Senate Armed Services Committee", Commission des services armés du Sénat, Federal News Service, 2 avril 2004.
95. Sonja Barisic, "Deaths of North Carolina Company's Employees in Iraq Hit Stir Hometown", Associated Press, 1^{er} avril 2004.
96. Thomas E. Ricks, *Fiasco*, *op. cit.*, p. 332.
97. Alissa J. Rubin et Doyle McManus, "Why America Has Waged a Losing Battle on Fallouja", *Los Angeles Times*, 24 octobre 2004.
98. *Ibid.*
99. Thomas E. Ricks, *Fiasco*, *op. cit.*, p. 332.
100. Alissa J. Rubin et Doyle McManus, "Why America...", art. cité.
101. Biographie "Premiere Speakers Bureau" de Jim Steele.
102. Jon Lee Anderson, "Letter From Baghdad : The Uprising", *The New Yorker*, 3 mai 2004.
103. "Premiere Speakers Bureau" de Jim Steele. Naturellement, Steele ne les qualifie pas "d'escadrons de la mort" mais plutôt de "force anti-terroriste".
104. Jon Lee Anderson, "Letter From Baghdad : The Uprising", *The New Yorker*, 3 mai 2004.
105. Peter Maass, "The Salvadorization of Iraq?", *New York Times Magazine*, 1^{er} mai 2005.
106. *Ibid.*
107. Biographie "Premiere Speakers Bureau" de Jim Steele.
108. Jon Lee Anderson, "Letter From Baghdad...", art. cité.

CHAPITRE 7

1. David Barstow, James Glanz, Richard A. Oppel Jr. et Kate Zernike, "Security Companies : Shadow Soldiers in Iraq", *New York Times*, 19 avril 2004.
2. La plupart des actions de Moqtada al-Sadr sont relatées de façon très complète et rigoureuse dans l'ouvrage d'Anthony Shadid, *Night Draws Near*, Henry Holt and Company, New York, 2005.
3. Robert Fisk, "Iraq on the Brink of Anarchy", *The Independent* (Londres), 6 avril 2004.
4. Ce qui deviendrait une politique officielle après la mise en œuvre de l'Ordre 17 de l'Autorité provisoire de la coalition, le 27 juin 2004.
5. Jeffrey Gettleman, "A Young Radical's Anti-us Wrath Is Unleashed", *New York Times*, 5 avril 2004.

6. Rajiv Chandrasekaran et Anthony Shadid, "us Targeted Fiery Cleric in Risky Move; As Support for Sadr Surged, Shiites Rallied for Fallujah", *Washington Post*, 11 avril 2004.
7. Jason Burke, Kamal Ahmed, Jonathon Steele et Ed Helmore, "Ten Days That Took Iraq to the Brink", *The Observer* (Londres), 11 avril 2004.
8. Rajiv Chandrasekaran et Anthony Shadid, art. cité.
9. Jeffrey Gettleman, "A Young Radical's...", art. cité.
10. Rajiv Chandrasekaran et Anthony Shadid, art. cité.
11. Jeffrey Gettleman, "us Accepts Responsibility, But Not Blame, in Deaths of 2 Iraqi Journalists", *New York Times*, 30 mars 2004.
12. Anthony Shadid, *Night Draws Near*, op. cit., p. 367.
13. Rajiv Chandrasekaran et Anthony Shadid, art. cité.
14. *Ibid.*
15. Dan Murphy, "Risks Rise for Iraqi Journalists", *Christian Science Monitor*, 5 avril 2004.
16. Jeffrey Gettleman, "A Young Radical's...", art. cité.
17. Mohamad Bazzi (*Newsday*), "us Goes After the Cleric Who Incited Violence, Move Against Shiite Could Spark More Clashes in Iraq", *Seattle Times*, 6 avril 2004.
18. Rajiv Chandrasekaran et Anthony Shadid, art. cité.
19. *Ibid.*
20. *Ibid.*
21. Jeffrey Gettleman, "A Young Radical's...", art. cité.
22. Anne Barnard, "Cleric Followers Battle us Troops; Shiite Protests in Iraq Cities Turn Violent, Kill 8 Americans", *Boston Globe*, 5 avril 2004.
23. Anthony Shadid, *Night Draws Near*, op. cit., p. 369.
24. *Ibid.*
25. David Barstow, "Security Firm Says Its Workers Were Lured Into Iraqi Ambush", *New York Times*, 9 avril 2004.
26. Sauf indication contraire, les commentaires du caporal Lonnie Young sur la bataille du 4 avril 2004 à Nadjaf sont tirés de *US Fed News*, "True Grit : Real-Life Account of Combat Readiness", déclaration dans la presse du corps des Marines, 2 septembre 2004.
27. Anthony Shadid, *Night Draws Near*, op. cit., p. 370.
28. Dana Priest, "Private Guards Repel Attack on us Headquarters", *Washington Post*, 6 avril 2004.
29. Kate Wilttrout, "«If I Had to Die, It Would Be Defending My Country»", *Virginian-Pilot*, 18 septembre 2004.
30. Dana Priest, art. cité.
31. Anthony Shadid, *Night Draws Near*, op. cit., p. 370.
32. Copie personnelle de la vidéo.
33. David Barstow, "Security Firm Says Its Workers...", *New York Times*, 9 avril 2004.
34. *Ibid.*
35. Kate Wilttrout, art. cité.
36. David Barstow, "Security Firm Says Its Workers...", art. cité.
37. Copie personnelle de la vidéo.
38. John G. Roos, "1-shot killer ; This 5.56mm Round Has All the Stopping Power You Need – But You Can't Use It", *The Army Times*, 1^{er} décembre 2003.

39. Contribution de Ben Thomas (également appelé "Mookie Spicoli") sur le forum internet "Get Off The X", 12 octobre 2006, <http://getoffthex.com/eve/forums/a/tpc/f/440107932/m/7871025602?r=6851057602#6851057602>, page consultée le 21 novembre 2006.
40. Dana Priest, art. cité.
41. Robert Fisk, "Three-Hour Gun Battle Leaves 22 Dead as Shia Join Iraq Conflict", *The Independent* (Londres), 5 avril 2004.
42. Dana Priest, art. cité.
43. Kate Wilttrout, art. cité.
44. Transcription d'une séance du département de la Défense, "Coalition Provisional Authority Briefing With Brigadier General Mark Kimmitt, Deputy Director for Coalition Operations", 5 avril 2004.
45. David Barstow, "Security Firm Says Its Workers...", art. cité.
46. "Deadly Clashes Erupt Between Iraqi Shiites and Coalition Troops", Agence France-Presse, 4 avril 2004.
47. Kate Wilttrout, art. cité.
48. Rajiv Chandrasekaran et Anthony Shadid, art. cité.
49. Robert Fisk, "Three-Hour Gun Battle...", art. cité.
50. Anne Barnard, art. cité.
51. *Ibid.*
52. Transcription publiée dans *Democracy Now!*, 31 août 2005.
53. Melinda Liu, "Mean Streets : Inside the Brutal Battle of Sadr City. As a Venue for Urban Warfare, This Is As Bad As It Gets", *Newsweek* (exclusivité internet), 27 avril 2004.
54. *Ibid.*
55. Hala Boncompagni, "Us Brands Radical Shiite Cleric an Outlaw Amid Anti-Coalition Uprising", Agence France-Presse, 5 avril 2004.
56. "Warrant Outstanding for Arrest of Cleric Behind Iraq Unrest : Coalition", Agence France-Presse, 5 avril 2004. Note : l'Autorité provisoire de la coalition affirma que le mandat d'arrêt avait été émis plusieurs mois auparavant par décision d'un juge irakien, et que c'était ce même juge qui avait décidé de la date où le mandat serait rendu public, et non les dirigeants de l'occupation.
57. "Privatizing Warfare", éditorial du *New York Times*, 21 avril 2004.
58. *Ibid.*

CHAPITRE 8

1. Service de presse du Seattle Times, "8 us Troops Killed in Iraqi Shiite Revolt Anti-us Cleric's Backers Riot; Coalition Calls in Jets, Copters; In Separate Action Today, Marines Move to Retake Control of Fallujah", *Seattle Times*, 5 avril 2004.
2. Bassem Mroue, "Marines Tighten the Noose on Rebel Town", *Daily Telegraph* (Sydney, Australie), 7 avril 2004.
3. Pamela Constable, "Marines, Insurgents Battle for Sunni City; Death Toll Disputed in Air Attack on Mosque", *Washington Post*, 8 avril 2004.
4. Bassem Mroue, art. cité.
5. Pamela Constable, "Marines, Insurgents Battle...", art. cité.
6. Bassem Mroue, art. cité.
7. *Ibid.*
8. *Ibid.*

9. Thomas E. Ricks, *Fiasco : The American military adventure in Iraq*, Penguin Press, New York, p. 333.
10. Rajiv Chandrasekaran, "Anti-us Uprising Widens in Iraq; Marines Push Deeper Into Fallujah; Cleric's Force Tightens Grip in Holy Cities", *Washington Post*, 8 avril 2004.
11. Thanassis Cambanis, "Americans Advance on Fallujah", *Boston Globe*, 8 avril 2004.
12. Rajiv Chandrasekaran, art. cité.
13. *Ibid.*
14. Bassem Mroue et Abdul-Qader Saadi, "us Bombs Fallujah Mosque; More Than 40 Worshippers Killed; Revolutionary Violence Engulfs Iraq", Associated Press, 7 avril 2004.
15. Jack Fairweather, "«There Were Bodies by the Road But No One Stopped. We Just Wanted to Get Out of that Hellish Place»; Jack Fairweather Talks to Families Who Fled the Fighting in Fallujah", *The Daily Telegraph* (Londres), 12 avril 2004.
16. Rahul Mahajan, "Fallujah and the Reality of War", www.commondreams.org, 6 novembre 2004.
17. David Blair, Alec Russell et David Rennie, "Urban Warfare Grips Iraq; us Forces Hit Mosque Compound in Fallujah With Bombs and Rockets; Britons Evacuated as Coalition HQ is Abandoned to the Mahdi Militia", *The Daily Telegraph* (Londres), 8 avril 2004.
18. Pamela Constable, "Troops Gaining Grip in Sections of Fallujah", *Washington Post*, 7 avril 2004.
19. *Ibid.*
20. *Ibid.*
21. Bing West, *No True Glory : A Frontline Account of the Battle for Fallujah*, Bantam Dell, New York, 2005, p. 176.
22. *Ibid.*
23. Thanassis Cambanis, "Americans Advance on Fallujah", art. cité.
24. *Ibid.*
25. Patrick Cockburn, "Iraq : The Descent Into Chaos : us Has Killed 280 in Fallujah This Week, Says Hospital Doctor", *The Independent* (Londres), 9 avril 2004.
26. Anne Barnard, "Anger Over Fallujah Reaches Ears of the Faithful", *Boston Globe*, 11 avril 2004.
27. Pamela Constable, "Marines Try to Quell «a Hotbed of Resistance»,", *Washington Post*, 9 avril 2004.
28. Thomas E. Ricks, *Fiasco*, op. cit., p. 333.
29. *Ibid.*
30. Jack Fairweather, art. cité.
31. Dahr Jamail, "Americans Slaughtering Civilians in Falluja", *The New Standard*, 11 avril 2004.
32. Dahr Jamail, "Sarajevo on the Euphrates : An Eyewitness Account From Inside the us Siege of Falluja", *The Nation.com* (site internet), 12 avril 2004.
33. Dahr Jamail, "Americans Slaughtering Civilians...", art. cité.
34. Anne Barnard, art. cité.
35. Jack Fairweather, art. cité.
36. Anne Barnard, art. cité.
37. Déclaration de presse de la Maison Blanche, 20 janvier 2004. Sur la photo accompagnant le texte, où on voit Mme Bush et Pachachi, on peut lire :

“Mme Bush applaudit son invité d’honneur, le Dr Adnan Pachachi, président du Conseil du gouvernement irakien, pendant le Discours sur l’état de l’Union du président Bush au Capitole, le mardi 20 janvier 2004. «Monsieur», lance le président à l’adresse du Dr Pachachi, «l’Amérique est à vos côtés et aux côtés du peuple irakien dans la construction d’une nation libre et en paix».”

38. Thanassis Cambanis, “U.N. Envoy Offers Plan for Interim Government”, *Boston Globe*, 15 avril 2004.

39. Transcription de l’émission télévisée *This Week With George Stephanopoulos* (ABC), 25 avril 2004.

40. Transcription de l’audience devant la Commission des services armés du Sénat, 20 avril 2004.

41. Bill Sizemore et Joanne Kimberlin, “Blackwater : When Things Go Wrong”, *Virginian-Pilot*, 26 juillet 2006.

42. *Ibid.*

43. Copie personnelle d’une photo du pont de Fallouja (image AFP/Getty).

CHAPITRE 9

1. Whitney Gould, “Iraq Casualty Was a Born Leader; Gore, a St. John’s Northwestern Graduate, Died in Helicopter Crash”, *Milwaukee Journal Sentinel*, 24 avril 2005.

2. Sauf indication contraire, toutes les citations attribuées à Danica Zovko ainsi que les informations relatives à son expérience sont basées sur les entretiens réalisés par l’auteur en été 2006.

3. Jay Price et Joseph Neff, “The Bridge; The Scene in Fallujah Was Unforgettable : Four Americans Shot, Their Bodies Defiled, Two of Them Hung From a Bridge; They Weren’t Soldiers, But Private Guards Working For a North Carolina Company”, *News & Observer* (Raleigh, Caroline du Nord), 25 juillet 2004.

4. Sauf indication contraire, toutes les citations attribuées à Katy Helvenston-Wettengel ainsi que les informations relatives à son expérience sont basées sur les entretiens réalisés par l’auteur au cours de l’année 2006.

5. Bill Sizemore et Joanne Kimberlin, “Blackwater : On the Front Lines”, *Virginian-Pilot*, 25 juillet 2006.

6. Jonathan E. Kaplan, “Private Army Seeking Political Advice in DC”, *The Hill*, 14 avril 2004.

7. Biographie d’Erik Prince par Prince Manufacturing.

8. Archives fédérales sur les lobbies.

9. Bill McAllister, “Guns for Hire”, *Washington Post*, 18 juin 1998; Dena Bunis, “us Representatives Release Net-Worth Figures for ’98”, registre du comté d’Orange (Californie), 17 juin 1999.

10. Archives fédérales sur les lobbies.

11. Discours de Dana Rohrabacher, membre du Congrès, à la Chambre des représentants, 17 septembre 2001.

12. Rapport de l’organisation Public Citizen, “Rep. Roy Blunt : Ties to Special Interests Leave Him Unfit to Lead”, janvier 2006.

13. Jonathan E. Kaplan, art. cité.

14. David Barstow, “Security Firm Says Its Workers Were Lured Into Iraqi Ambush”, *New York Times*, 9 avril 2004.

15. Joseph Neff et Jay Price, "After the Horror, Strong Words Mask Inaction; Little Has Been Done to Determine the Facts of the Ambush in Fallujah That Cost Four Civilian Contractors Their Lives", *News & Observer*, 1^{er} août 2004.
16. *Ibid.*
17. Douglas Quenqua, "Security Firms in Iraq Look to Up us Political Support", *PR Week*, 26 avril 2004.
18. James Rosen, "Contractors Operate in a Legal Gray Area; The Roles of an Interrogator and an Interpreter in the Abuse Scandal Are Murky. Even Less Clear Is Whom They Answer to", *Star Tribune* (Minneapolis), 23 mai 2004.
19. *Ibid.*
20. Voir Jeremy Scahill, "Mercenary Jackpot", *The Nation*, 28 août 2006.
21. Ordre 17 de l'Autorité provisoire de la coalition, 27 juin 2004.
22. Copie personnelle de la lettre, datée du 8 avril 2004.
23. Bureau du sénateur Jack Reed, "Statement by Senator Reed Regarding the Private Contractor Allegations", déclaration de presse, 16 février 2005.
24. David Barstow, James Glanz, Richard A. Oppel Jr. et Kate Zernike, "Security Companies : Shadow Soldiers in Iraq", *New York Times*, 19 avril 2004.
25. Brenda Kleman, "Blackwater USA Eyes HQ Expansion", service de presse Cox News Service, 16 avril 2004.
26. Transcription de l'émission spéciale *Inside the World of a Security Contractor in Iraq* (CNN), 18 juin 2006.
27. Brenda Kleman, art. cité.
28. *Ibid.*
29. Déclaration de presse, "Blackwater USA to Host 2004 World SWAT Conference and Challenge May 17-22, 2004", PR Newswire en ligne, 14 avril 2004.
30. *Ibid.*
31. Kim O'Brien Root, "World Swat Challenge; Top-Ranked Teams Vie for National Tactics Title", *Daily Press* (Newport News, Virginie), 22 mai 2004.
32. *Ibid.*
33. La description de la présentation donnée par David Grossman lors de la conférence est issue de Peter Carlson, "Sultans of swat; Competition Has Law Enforcement Assault Teams Gunning to Be the Best", *Washington Post*, 25 mai 2004.
34. Gary Jackson, *Blackwater Tactical Weekly*, 17 mai 2004.
35. Douglas Quenqua, "Security Firms in Iraq Look to Up us Political Support", *PR Week*, 26 avril 2004.
36. David Barstow, James Glanz, Richard A. Oppel Jr. et Kate Zernike, art. cité.
37. Joanne Kimberlin, "Blackwater Sees Increase in Applications", *Virginian-Pilot*, 10 avril 2004.
38. *Ibid.*
39. David Barstow, James Glanz, Richard A. Oppel Jr. et Kate Zernike, art. cité.
40. Robert Fisk et Patrick Cockburn, "Deaths of Scores of Mercenaries Not Reported", *The Star* (Afrique du Sud), 13 avril 2004.
41. Greg Griffin, "Reconstructing a Country : Civilians Face Increased Danger; us Contractors Resolve to Stay in Iraq", *Denver Post*, 22 avril 2004.
42. Joshua Chaffin, James Drummond et Nicolas Pelham, "Not Only Are Staff Being Moved to Safer Locations, But the Escalating Cost of Security Is Eating Into the Resources Available to Improve Infrastructure", *Financial Times*, 6 mai 2004.

43. John F. Burns et Kirk Semple, "us Finds Iraq Insurgency Has Funds to Sustain Itself", *New York Times*, 26 novembre 2006.
44. Greg Griffin, art. cité.
45. Jeremy Kahn et Nelson D. Schwartz, "Private Sector Soldiers : With Violence Escalating in Iraq, Tens of Thousands of us Contractors Are Getting More Than They Bargained For", *Fortune*, 3 mai 2004.
46. Greg Griffin, art. cité.
47. Jeremy Kahn et Nelson D. Schwartz, art. cité.
48. Sandip Roy, "us to Worldwide Firms : Iraq Safer Than You Think", *Pacific News Service*, 7 mai 2004.
49. Saifur Rahman, "Call to Take Advantage of Opportunities in Iraq", *Gulf News* (Dubai, Emirats arabes unis), 21 avril 2004.
50. Sandip Roy, art. cité.
51. David Barstow, James Glanz, Richard A. Oppel Jr. et Kate Zernike, art. cité.
52. *Ibid.*
53. *Ibid.*
54. James Hider, "Soldiers of Fortune Rush to Cash in on Unrest", *The Times* (Londres), 31 mars 2004.
55. Joshua Chaffin, James Drummond et Nicolas Pelham, art. cité.
56. Jeremy Kahn et Nelson D. Schwartz, art. cité.
57. David Barstow, James Glanz, Richard A. Oppel Jr. et Kate Zernike, art. cité.
58. *Ibid.*
59. Diana McCabe, "Risky Business : Even in Baghdad's «Green Zone», Life Can Be Tough, But Big Paychecks and a Sense of Nation-Building Inspire Workers", registre du comté d'Orange, 21 avril 2004.
60. *Ibid.*
61. Barry Yeoman, "How South African Hit Men, Serbian Paramilitaries, and Other Human Rights Violators Became Guns for Hire for Military Contractors in Iraq", *Mother Jones*, novembre/décembre 2004.
62. Michael Duffy, "When Private Armies Take to the Front Lines", *Time*, 12 avril 2004.
63. "Abuse of Iraqi pows by GIs Probed", émission télévisée *60 Minutes II* (CBS News), 28 avril 2004.
64. Deborah Hastings, "Military Reports Match Some Lawsuit Details", Associated Press, 24 octobre 2004.
65. Tim Shorrock, "CACI and Its Friends", *The Nation*, 21 juin 2004.
66. Déclaration de presse, "Lawsuit Charges Two us Corporations Conspired with us Officials to Torture and Abuse Detainees in Iraq", Centre pour les droits constitutionnels, 9 juin 2004.
67. Michael Duffy, art. cité.
68. David Barstow, James Glanz, Richard A. Oppel Jr. et Kate Zernike, art. cité.
69. Paul Tharp, "Security Firms Get Boost From Rambo Work in Iraq", *New York Post*, 8 avril 2004.
70. Seth Borenstein et Scott Dodd, "Private Security Companies in Iraq See Big Paychecks, Big Risks", *Knight Ridder/Tribune Business News*, 2 avril 2004.
71. Jay Price, "Armed Security Business Booms", *News & Observer*, 2 avril 2004.

72. Jonathan Franklin, "us Contractor Recruits Guards for Iraq in Chile", *The Guardian*, 5 mars 2004.
73. Dana Priest et Mary Pat Flaherty, "Under Fire, Security Firms Form an Alliance", *Washington Post*, 8 avril 2004.
74. Robert Fisk, "Saddam in the Dock : So This Is What They Call the New, Free Iraq", *The Independent on Sunday* (Londres), 4 juillet 2004.
75. Mary Pat Flaherty, "Iraq Work Awarded to Veteran of Civil Wars ; Briton Who Provided Units in Asia and Africa Will Oversee Security", *Washington Post*, 16 juin 2004.
76. Pour lire la propre version de Spicer sur ces événements, voir *Lt. Col. Tim Spicer OBE, An Unorthodox Soldier : Peace and War and the Sandline Affair*, Mainstream Publishing Company, Edimbourg, 1999.
77. Stephen Armstrong, "The Enforcer : Colonel Tim Spicer Is Effectively in Charge of the Second Largest Military Force in Iraq – Some 20,000 Private Soldiers. Just Don't Call Him a Mercenary", *The Guardian* (Londres), 20 mai 2006.
78. P. W. Singer, "Nation Builders and Low Bidders in Iraq", *New York Times*, 15 juin 2004.
79. Jonathan Guthrie, "Tim Spicer Finds Security in the World's War Zones", *Financial Times* (Londres), 7 avril 2006.
80. Mary Pat Flaherty, "Iraq Work Awarded to Veteran...", art. cité.
81. Jonathan Guthrie, art. cité.
82. Mary Fitzgerald, "us Contract to British Firm Sparks Irish American Protest ; Anger Over Iraq Deal Stems From 1992 Murder in Belfast", *Washington Post*, 9 août 2004.
83. P. W. Singer, art. cité.
84. Mary Fitzgerald, art. cité.
85. Sénateurs Hillary Rodham Clinton, Edward M. Kennedy, Christopher J. Dodd, Charles E. Schumer et John F. Kerry, lettre au secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, 25 août 2004.
86. Charles M. Sennott, "Security Firm's \$ 293 million Deal Under Scrutiny", *Boston Globe*, 22 juin 2004.
87. James Boxell et Jimmy Burns, "Aegis Iraqi Contract Renewed", *Financial Times* (Londres), 19 avril 2006.
88. P. W. Singer, art. cité.
89. *Ibid.*
90. Jonathan Finer, "Contractors Cleared in Videotaped Attacks ; Army Fails to Find «Probable Cause» in Machine-Gunning of Cars in Iraq", *Washington Post*, 11 juin 2006.
91. *Ibid.*
92. *Ibid.*
93. James Boxell, "Iraq Investigation Clears Aegis Defence", *Financial Times* (Londres), 15 juin 2006.
94. T. Christian Miller, "Federal Audit Criticizes Iraq Contract Oversight ; Inspector General Finds That a Controversial Security Firm Failed to Meet its Obligations", *Los Angeles Times*, 23 avril 2005.
95. Matthew Lynn, "Men With Guns Are the New Dotcoms", *The Spectator* (Londres), 4 novembre 2006.
96. Kim Sengupta, "Blair Accused of Trying to «Privatise» War in Iraq", *The Independent* (Londres), 30 octobre 2006.

97. "Four Hired Guns Killed in Baghdad Ambush Saturday", Agence France-Presse, 6 juin 2004.
98. Danica Kirka, "Four Employees of us Company Killed in Ambush in Baghdad", Associated Press, 6 juin 2004.
99. *Ibid.*
100. William R. Levesque, "Clearwater Security Worker Killed in Iraq", *St. Petersburg Times* (Floride), 8 juin 2004.
101. *Ibid.*
102. "Four Private Security Workers Killed in Iraq", agence Deutsche Presse-Agentur (Allemagne), 6 juin 2004.
103. "Have Gun... Will Travel", *The Warsaw Voice* (Pologne), 23 juin 2004.
104. Joseph Neff et Jay Price, "Ambush Kills 4 Workers in Iraq; Men Worked for N. C. Security Firm", *News & Observer*, 7 juin 2004.
105. William R. Levesque, art. cité.
106. *Ibid.*
107. Joseph Neff et Jay Price, "Ambush Kills 4 Workers in Iraq...", art. cité.
108. Vickie Chachere, "Palm Harbor Man Among Dead in Ambush on Iraq Convoy", Associated Press, 7 juin 2004.
109. *Ibid.*
110. Odai Sirri, "Allawi May Resort to Baathist Expertise", AlJazeera. net, 7 juin 2004.
111. L. Paul Bremer III, *My Year in Iraq : The Struggle to Build a Future of Hope*, Simon & Schuster, New York, 2006, p. 384.
112. Ordre 17 de l'Autorité provisoire de la coalition, 27 juin 2004.
113. Déclaration de presse, "Fact Sheet on the Anti-War Profiteering Amendment to the Defense Authorization Bill", sénateur Patrick Leahy, 15 juin 2004.
114. Scott Shane, "Cables Show Central Negroponte Role in 80's Covert War Against Nicaragua", *New York Times*, 13 avril 2005; Michael Dobbs, "Papers Illustrate Negroponte's Contra Role; Newly Released Documents Show Intelligence Nominee Was Active in us Effort", *Washington Post*, 12 avril 2005.
115. *Ibid.*
116. On trouve une documentation plus complète sur le séjour de Negroponte au Honduras dans la série en quatre parties écrite par Gary Cohn et Ginger Thompson, publiée par le *Baltimore Sun* en juin 1995.
117. Carol Rosenberg, "Weary Iraqis Losing Confidence in us", *Miami Herald*, 8 avril 2004.
118. Copie personnelle des documents relatifs au contrat.
119. E-mail d'un représentant du Département d'Etat, août 2006.
120. Copie personnelle de l'audit.
121. *Ibid.*
122. Gary Jackson, *Blackwater Tactical Weekly*, art. cité.
123. *Ibid.*

CHAPITRE 10

1. Jan H. Kalicki, "Caspian Energy at the Crossroads", *Foreign Affairs*, septembre/octobre 2001.
2. Stephen Kinzer, "Azerbaijan Has Reason to Swagger : Oil Deposits", *New York Times*, 14 septembre 1997.

3. Rapport du Groupe de développement de la politique nationale en matière d'énergie, "Reliable, Affordable, Environmentally Sound Energy for America's Future", transmis par la Maison Blanche en mai 2001.
4. *Ibid.*
5. Département de l'énergie des Etats-Unis, "Top World Oil Net Exporters", www.eia.doe.gov/emeu/cabs/topworldtables1_2.html, page consultée le 14 décembre 2006.
6. Candace Rondeaux, "A Pipeline to Promise, or a Pipeline to Peril", *St. Petersburg Times*, 15 mai 2005.
7. *Ibid.*
8. "Caspian Pipeline Dream Becomes Reality", BBC News, 14 septembre 2002.
9. Eric Margolis, "Shevy's Big Mistake : Crossing Uncle Sam", *Toronto Sun*, 30 novembre 2003.
10. Nick Paton Walsh, "Russia Accused of Plot to Sabotage Georgian Oil Pipeline", *The Guardian*, 1^{er} décembre 2003.
11. Mevlut Katik, "Amid Risk, Baku-Ceyhan Pipeline Edges Forward", Eurasia Net, 1^{er} décembre 2003.
12. Nick Paton Walsh, "us Privatises Its Military Aid to Georgia", *The Guardian*, 6 janvier 2004.
13. Résolution présidentielle sur l'Azerbaïdjan, signée par George W. Bush le 25 janvier 2002.
14. John J. Fialka, "Search for Crude Comes With New Dangers – us Strategic and Diplomatic Thinking Adjusts to Handle Hot Spots With Oil Potential", *Wall Street Journal*, 11 avril 2005.
15. Alman Talyshli, "Rumsfeld's Baku Trip Stirs Controversy", EurasiaNet, 13 avril 2005.
16. Exemple personnel du contrat, daté du 28 juillet 2004.
17. Contribution de Chris Taylors à la conférence "Contractors on the Battlefield : Learning from the Experience in Iraq", université George Washington, 28 janvier 2005.
18. Propos tenus par Erik Prince lors de la West 2006 Conference.
19. Nathan Hodge, "After the Gold Rush", Slate.com, 9 février 2006.
20. Site internet de la Chambre de commerce des Etats-Unis en Azerbaïdjan, www.usacc.org/contents.php?cid=97, page consultée le 5 décembre 2006.
21. *Ibid.*
22. *Ibid.*
23. Tim Shorrock, "Contractor's Arrogance Contributed to Iraqi Rebellion, Marine Colonel Says", http://timshorrock.blogspot.com/2005_01_01_timshorrock_archive.html, page consultée le 14 décembre 2006.
24. Transcription de la conférence de presse du secrétaire Rumsfeld et de l'ambassadeur Jon Purnell en Ouzbékistan, département de la Défense, 24 février 2004.
25. Nick Paton Walsh, "us Privatises Its Military Aid to Georgia", art. cité.
26. *Ibid.*
27. Russ Rizzo, "Pentagon Aims to Bolster Security in Caspian Sea Region", *Stars and Stripes* (édition européenne), 10 août 2005.
28. Brett Forrest, "Azerbaijan Over a Barrel", *Fortune* (édition européenne), 28 novembre 2005.
29. "us Working to Boost Sea Forces in Oil-Rich Caspian : Envoy", Agence France-Presse, 21 septembre 2005.

30. Kathy Gannon, "As Azerbaijan Democracy Struggles, Iran Makes Its Weight Felt", Associated Press, 30 avril 2006.
31. "2005 in Review : Conflicts in Caucasus Still Characterized by Gridlock", Radio Free Europe/Radio Liberty, 22 décembre 2005.
32. Emission radiophonique "The Danger of a Military Buildup in the South Caucasus", Radio Free Europe/Radio Liberty, 16 octobre 2006.
33. "Caspian Hopes and Hazards", *Africa Analysis (Financial Times Limited)*, 16 avril 2004.
34. Ariel Cohen, "Azerbaijan Intrigue", *Washington Times*, 25 octobre 2005.
35. Joshua Kucera, "us Helps Forces, Gains Foothold in Caspian Region", *Jane's Defence Weekly*, 25 mai 2005.
36. Alman Talyshli, art. cité.
37. *Ibid.*
38. Candace Rondeaux, art. cité.
39. Vladimir Radyuhin, "Another Move in the Great Game", *The Hindu*, 27 mai 2005.
40. *Ibid.*
41. *Ibid.*
42. Déclaration de presse de la Maison Blanche "Caspian Pipeline Consortium Fact Sheet", 13 novembre 2001.
43. *Ibid.*
44. *Ibid.*
45. Déclaration de presse du département de l'Energie des Etats-Unis, "Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline First Oil Ceremony : Remarks of Secretary of Energy Samuel Bodman", 25 mai 2005.
46. Rapport du Groupe de développement de la politique nationale en matière d'énergie, doc. cité.
47. Déclaration de presse du département de l'Energie des Etats-Unis, doc. cité.
48. *Ibid.*
49. David E. Sanger, "There's Democracy, and There's an Oil Pipeline", *New York Times*, 29 mai 2005.
50. *World Report 2005*, rapport de l'organisme Human Rights Watch.
51. Rapport du Département d'Etat américain sur l'application des droits de l'homme selon les pays, publié le 5 mars 2006.
52. *Ibid.*
53. *Ibid.*
54. Site www.BlackwaterUSA.com.
55. Tim Shorrock, "Contractor's Arrogance Contributed...", art. cité.

CHAPITRE 11

1. Organisation *School of the Americas Watch*, "What is the SOA?", www.soaw.org.
2. Rapport d'Amnesty International, "United States of America : Human Dignity Denied ; Torture and Accountability in the War on Terror", 27 octobre 2004.
3. Sauf indication contraire, toutes les informations biographiques et citations de Jose Miguel Pizarro sont tirées d'une interview réalisée par l'auteur en octobre 2006.

4. Marcelo Miranda, "Reclutamientos irregulares en Chile", *El Periodista* (Chili), 30 janvier 2004.
5. Gracia Rodrigo et Jorge Suez, "Parlamentarios rechazaron que en dependencias de la Armada se haya efectuado la inscripción de ex funcionarios interesados en trabajar para una firma en ese país en labores de seguridad", *La Tercera* (Chili), 20 octobre 2003.
6. "Ex comandos chilenos entrenan en EE. UU. antes de partir a Irak. Los ex uniformados chilenos llegarán al Medio Oriente la próxima semana para prestar apoyo paramilitar a profesionales norteamericanos", *La Tercera*, 24 février 2004.
7. Interview de Pizarro, octobre 2006.
8. Isabel Guzmán, Mauricio Aguirre et Jorge Suez, "La Armada suspendió el proceso de captación de personal para una empresa particular e inició sumario interno Ministra Bachelet pide investigar reclutamiento de chilenos para tareas de seguridad en Irak. La oferta laboral es para prestar servicios de vigilancia en instalaciones portuarias, petrolíferas y civiles en el Golfo Pérsico", *La Tercera*, 21 octobre 2003.
9. Gracia Rodrigo et Jorge Suez, art. cité.
10. Mauricio Aguirre, "El jueves, en dos vuelos de distintas aerolíneas, los militares (R) se embarcaron hacia EE. UU, para arribar a su destin final los primeros días de marzo. Ex comandos chilenos partieron a Irak a prestar labores de seguridad", *La Tercera*, 22 février 2004.
11. Interview personnelle de Pizarro, octobre 2006.
12. *Ibid.*
13. Interview de Pizarro ; Héctor Rojas, "José Miguel Pizarro dice que recluta a efectivos para trabajar en labores de seguridad en el Medio Oriente, pero niega que se trate de mercenarios. Empresario asegura que enviará 3 000 ex militares chilenos a Irak en 2006", *La Tercera*, 28 octobre 2005.
14. Mauricio Aguirre, "El jueves, en dos vuelos...", art. cité.
15. Jonathan Franklin, "us Contractor Recruits Guards for Iraq in Chile", *The Guardian*, 5 mars 2004.
16. Mauricio Aguirre, "De aprobar la evaluación a la que serán sometidos por la empresa estadounidense de seguridad Blackwater, los paramilitares se sumarán al contingente de avanzada que ya se encuentra en Irak desempeñando labores de vigilancia para el gobierno encabezado por George Bush", *La Tercera*, 7 mars 2004.
17. Fiona Ortiz, "Chile Guards in Iraq, a Thorn for Government at Home", agence Reuters, 20 avril 2004.
18. Gustavo González, "Chilean Mercenaries in the Line of Fire", Inter Press Service, 7 avril 2004.
19. Roberto Manríquez, "Chile in Haiti & Iraq", Znet (magazine en ligne), 2 juin 2004.
20. Interview par e-mail, octobre 2006.
21. *Ibid.*
22. Gustavo González, art. cité.
23. Carmen Gloria Vitalic, "Ejército investiga reclutamiento de ex militares para trabajar como «guardias» en Irak", *La Tercera*, 21 juillet 2004.
24. Irene Caselli, "More Chilean Mercenaries to Be Sent to Iraq", *Santiago Times* (Chili), 9 septembre 2004.
25. *Ibid.*
26. Ricardo Calderon, "Atrapados en Bagdad", *Semana* (Colombie), 20 août 2006.

27. Sonni Efron, "Worry Grows as Foreigners Flock to Iraq's Risky Jobs", *Los Angeles Times*, 30 juillet 2005.
28. *Ibid.*
29. *Ibid.*
30. Sauf indication contraire, les diverses citations de Colombiens sur leur expérience avec Blackwater sont tirées de l'article de Ricardo Calderon, "Atrapados en Bagdad", art. cité.
31. Andy Webb-Vidal, "Colombian Ex-Soldiers in Iraq Pay Dispute", *Financial Times*, 21 août 2006.
32. "Honduras Orders Chileans Training to Become Security Guards in Iraq to Leave Country", Associated Press, 20 septembre 2005.
33. Carmen Gloria Vitalic, art. cité.
34. Ginger Thompson et Gary Cohn, "Torturers' Confessions : Now in Exile, These CIA-Trained Hondurans Describe Their Lives – and the Deaths of Their Victims", *Baltimore Sun*, 13 juin 1995.
35. *Weekly News Update on the Americas* numéro 817, 25 septembre 2005.
36. "In Honduras, Former Soldiers Leave for Private-Security Work in Iraq", Associated Press, 23 août 2005.
37. "Honduras Orders Chileans Training to Become Security Guards in Iraq to Leave Country", Associated Press, 20 septembre 2005.
38. Hugo Infante, "Comandos chilenos en Irak relatan cómo han sobrevivido en ese país", *La Tercera*, 6 juin 2004.
39. Dario Bermúdez, "Capítulos desconocidos de los mercenarios chilenos en Honduras camino de Iraq", *La Nación* (Chili), 25 septembre 2005 ; interviews, octobre 2006.
40. *Weekly News Update on the Americas* numéro 817, doc. cité.
41. "Honduras Deports Chileans Training for Private Guard Duty in Iraq", Associated Press, 23 septembre 2005.
42. "Chilean Security Guards Destined for Iraq, Training in Honduras", *Honduras This Week*, 26 septembre 2005.
43. "Engañados dos hondureños que trabajaban en Irak", Agence EFE (Espagne), 29 octobre 2005.
44. Freddy Cuevas, "Honduras Fines us Subsidiary Over Alleged Mercenary Training", Associated Press, 25 novembre 2006.
45. *Ibid.*
46. "Former Officer Accused of Recruiting Soldiers, Police, for Security Work in Iraq", Associated Press, 21 octobre 2005.
47. Héctor Rojas, "José Miguel Pizarro dice que recluta a efectivos para trabajar en labores de seguridad en el Medio Oriente, pero niega que se trate de mercenarios. Empresario asegura que enviará 3 000 ex militares chilenos a Irak en 2006", *La Tercera*, 28 octobre 2005.
48. Interview, octobre 2006.
49. Interview par e-mail, octobre 2006.

CHAPITRE 12

1. Interview, année 2006.
2. Affaire Richard P. Nordan contre Blackwater Security Consulting, LLC et autres, dossier déposé le 5 janvier 2005.
3. *Ibid.*

4. Copie personnelle du contrat.

5. Requête en référé de Blackwater, déposée le 31 janvier 2005.

6. Joseph Neff et Jay Prince (*News & Observer*), "Use of Private Contractors in War Zones Proves Costly", Associated Press, 25 octobre, 2004.

7. Copie personnelle du contrat.

8. Scott Dodd, "Families of 4 Contractors Killed in Iraq Sue Security Company", Knight Ridder/Tribune News Service, 6 janvier 2005.

9. Mémoire d'appel de Blackwater, déposé le 31 octobre 2005.

10. Pétition de Blackwater, déposée le 19 décembre 2005. Note : l'Ordre 17 fut signé par Bremer le 27 juin 2004, soit trois mois après l'embuscade de Fallouja.

11. Mémoire d'appel de Blackwater, doc. cité.

12. *Ibid.*

13. "Halliburton/KBR the Lex Column", *Financial Times* (Londres), 16 novembre 2006.

14. Intervention en tant qu'*amicus curiae* de KBR, 22 septembre 2006.

15. *Ibid.*

16. Jeremy Scahill et Garrett Ordower, "From Whitewater to Blackwater", *TheNation.com*, article posté le 26 octobre 2006.

17. Pétition de Blackwater à la Cour suprême des Etats-Unis, 18 octobre 2006.

18. *Ibid.*

19. Joseph Neff, "Blackwater Suit Can Go Forward...", art. cité.

20. Copie personnelle de "Petition for a Writ of Certiorari", pétition déposée par Blackwater le 20 décembre 2006.

21. Copie personnelle de "Petition for Order Directing Arbitration" de Blackwater, 20 décembre 2006; Copie personnelle de la "demande d'arbitrage" de Blackwater, signée le 14 décembre 2006.

22. Bill Sizemore, "Suit Against Blackwater Over Contractor Deaths Moves to Arbitration", *Virginian-Pilot*, 20 mai 2007.

23. *Ibid.*

24. Copie personnelle du communiqué.

25. Attila Berry et Joe Palazzolo, "Blackwater Sues Wiley Rein for Malpractice; Former Client Claims Firm Botched Fallujah Case", *Legal Times*, 28 janvier 2008.

26. Interview, année 2006.

27. La plupart des détails concernant l'accident du Blackwater 61 et de ses suites sont tirés d'une copie personnelle du registre du Comité sur la sécurité des transports nationaux (*National Transportation Safety Board*).

28. Copie personnelle du registre du Comité sur la sécurité des transports nationaux.

29. Plainte amendée, déposée le 4 octobre 2005.

30. Requête urgente de Presidential Airways pour annuler la citation à comparaître, 24 février 2006.

31. Relevé des vols, consulté sur le site flightaware.com en octobre et novembre 2006; Archives d'enregistrement de l'Administration de l'aviation fédérale.

32. Copie personnelle du registre du Comité sur la sécurité des transports nationaux.

33. *Ibid.*

34. *Ibid.*

35. *Blackwater Tactical Weekly*, 18 octobre 2004.
36. Copie personnelle du registre du Comité sur la sécurité des transports nationaux.
37. *Ibid.*
38. Jennifer Feehan, "Plane Crash Kills a Weston Man in Afghanistan", *Toledo Blade*, 2 décembre 2004.
39. Plainte amendée, déposée le 4 octobre 2005.
40. Griff Witte, "Blackwater Broke Rules, Report Says", *Washington Post*, 5 octobre 2005.
41. Copie personnelle du registre du Comité sur la sécurité des transports nationaux.
42. *Ibid.*
43. Copie personnelle du registre du Comité sur la sécurité des transports nationaux.
44. Requête urgente de Presidential Airways pour annuler la citation à comparaître, doc. cité.
45. Judge John Antoon, Rejet de la demande de Blackwater, 27 septembre 2006.
46. Jane Mayer, "Outsourcing Torture", *The New Yorker*, 14 février 2005.
47. "United States Policy with Respect to the Involuntary Return of Persons in Danger of Subjection to Torture", loi publique 105-277.
48. Jane Mayer, art. cité.
49. *Ibid.*
50. Jim Landers, "CIA Official Says War on Terrorism Will Be Won With Great Force", *Dallas Morning News*, 19 octobre 2001.
51. Déclaration de presse, "Blackwater USA Completes Acquisition of Aviation Worldwide Services", site PRWEB (service de presse en ligne), 3 mai 2003.
52. *Ibid.*
53. Copie personnelle du registre du Comité sur la sécurité des transports nationaux.
54. *Ibid.*
55. Déclaration de presse, "Blackwater USA...", doc. cité.
56. Jeffrey S. Hampton, "Blackwater Aviation Unit to Relocate", *Virginian-Pilot*, 29 mars 2006.
57. *Ibid.*
58. *Ibid.*
59. "Hangar Plaque Honors CIA's Air Operative", *New York Times*, 30 décembre 1985.
60. Tous les relevés de vols sont tirés du site flightaware.com, consulté en octobre et novembre 2006.
61. Stephen Grey, *Ghost Plane : the True Story of The CIA Torture Program*, St. Martin's, New York, 1996, p. 39.
62. Copie personnelle du registre du Comité sur la sécurité des transports nationaux.
63. *Ibid.*
64. Glen Owen, "The Picture That Proves «Torture Flights» Are STILL Landing in the UK", *Daily Mail*, 10 juin 2007.
65. Déclaration de presse de Blackwater, "British Tabloid Withdraws False Story on Blackwater", 14 juin 2007.
66. Barry Yeoman, "Soldiers of Good Fortune", *Mother Jones*, mai/juin 2003.

67. Interviews réalisées en juillet et août 2006; Ken Silverstein, "Revolving Door to Blackwater Causes Alarm at CIA", *Harper's*, www.harpers.org/sb-revolving-door-blackwater-1158094722.html, 12 septembre 2006; Robert Young Pelton, *Licensed to Kill : Hired Guns in the War on Terror*, Crown, New York, 2006.
68. Michael Hirsh, John Barry et Daniel Klaidman, "Interrogation : A Tortured Debate", *Newsweek*, 21 juin 2006.

CHAPITRE 13

1. Bob Woodward, *Bush at War*, Simon & Schuster, New York, 2002, p. 50-52.
2. La plupart des informations biographiques sur Cofer Black sont tirées de l'ouvrage de Steve Coll, *Ghost Wars : The Secret History of the CIA, Afghanistan, Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001*, Penguin, New York, 2004.
3. Steve Coll, *op. cit.*, p. 267.
4. *Ibid.*
5. *Ibid.*, "Front Matter".
6. *Ibid.*, p. 271.
7. *Ibid.*
8. Billy Waugh et Tim Keown, *Hunting the Jackal : A Special Forces and CIA Ground Soldier's Fifty-Year Career Hunting America's Enemies*, William Morrow, New York, 2004, p. 151.
9. *Ibid.*, p. 150.
10. Biographie officielle de J. Cofer Black, Département d'Etat américain.
11. *Ibid.*
12. Steve Coll, *op. cit.*, p. 454.
13. James Bamford, *A Pretext for War : 9/11, Iraq, and the Abuse of America's Intelligence Agencies*, New York, 2004, p. 221.
14. Steve Coll, *op. cit.*, p. 455.
15. James Bamford, *op. cit.*, p. 219; Ned Zeman, David Wise, David Rose et Bryan Burrough, "The Path to 9/11 : Lost Warnings and Fatal Errors", *Vanity Fair*, novembre 2004.
16. Ned Zeman, David Wise, David Rose et Bryan Burrough, art. cité.
17. Robert Young Pelton, *Licensed to Kill : Hired Guns in the War on Terror*, Crown, New York, 2006, p. 30-32.
18. Transcription d'une interview avec Steve Coll, PBS Frontline, www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/darkside/interviews/coll.html, postée le 20 juin 2006.
19. Dana Priest, "Wrongful Imprisonment : Anatomy of a CIA Mistake German Citizen Released After Months in «Rendition»", *Washington Post*, 4 décembre 2005.
20. *Ibid.*
21. Dana Priest et Barton Gellman, "us Decries Abuse but Defends Interrogations; «Stress and Duress» Tactics Used on Terrorism Suspects Held in Secret Overseas Facilities", *Washington Post*, 26 décembre 2002.
22. Transcription de l'émission télévisée *Wolf Blitzer Reports* (CNN), 30 avril 2004.

23. Evan Thomas et Michael Hirsh, "Torture and Terror : Interrogators Have Pondered the Uses of Torture for Centuries and in the Wake of 9/11 the US Has Embraced So-called Torture Lite", *Newsweek*, 22 novembre 2005.
24. Dana Priest, "Wrongful Imprisonment...", art. cité.
25. Richard Sale, "Embarrassed Rumsfeld Fired CIA Official", *United Press International*, 28 juillet 2004.
26. Barton Gellman et Thomas E. Ricks, "us Concludes Bin Laden Escaped at Tora Bora Fight; Failure to Send Troops in Pursuit Termed Major Error", *Washington Post*, 17 avril 2002.
27. Déclaration de presse de la Maison Blanche, 10 octobre 2002.
28. "us Supplies Three Patrol Ships to Boost Olympic Security", *Agence France-Presse*, 26 juin 2004.
29. *Ibid.*
30. BlackwaterUSA.com, site consulté le 30 novembre 2006.
31. "Blackwater's Top Brass", *Virginian-Pilot*, 24 juillet 2006.
32. *Blackwater Tactical Weekly*, 17 mai 2004.
33. Paul Wiseman, "The Hunt for Bin Laden : Dragnet Snares Many of His Men, But Terrorist Kingpin Still at Large", *USA Today*, 10 septembre 2004.
34. Déclaration de presse de Blackwater USA, "Ambassador Cofer Black Becomes Vice-Chairman at Blackwater USA", 4 février 2005.
35. Site internet de Black Group, www.blackgroupllc.com/services.html, consulté le 30 novembre 2006.
36. *Ibid.*
37. *Ibid.*
38. Division d'enquête spéciale de la minorité de la Commission sur la réforme gouvernementale de la Chambre des représentants (*US House of Representatives Committee on Government Reform Minority Staff Special Investigations Division*), "Halliburton's Questioned and Unsupported Costs in Iraq Exceed \$ 1.4 Billion", 27 juin 2005.
39. *Ibid.*
40. Joseph Schmitz, "Improving Oversight at Defense; Mission Drives Overhaul of IG's Office", *Federal Times*, 8 septembre 2003; biographie de Joseph Schmitz par le département de la Défense, www.defenselink.mil/bios/schmitz_bio.html.
41. Transcriptions de la préparation écrite des commentaires de Joseph Schmitz pour le City Club de Cleveland, 25 juin 2004.
42. Biographie officielle de Joseph Schmitz, département de la Défense, 10 février 2005.
43. Citation du site internet de l'Association fédérale de l'Ordre de Malte, consulté le 4 décembre 2006.
44. Allocution de l'inspecteur général Joseph Schmitz, du département de la Défense, à la 16^e Conférence internationale des aumôniers militaires, Ljubljana, Slovénie, 9 février 2005.
45. Allocution de Cofer Black à l'*American Enterprise Institute*, 17 mai 2006.
46. Déclaration de presse de Blackwater USA, "Joseph E. Schmitz Becomes Chief Operating Officer and General Counsel for The Prince Group", 13 septembre 2005.
47. *Ibid.*
48. Howard Seelye, "Schmitz Striving for Moderate Image in Race for Utt's Seat", *Los Angeles Times*, 12 avril 1970.
49. *Ibid.*

50. Phil Kerby, "The Reagan Backlash", *The Nation*, 25 septembre 1967.
51. David Haldane et Jean O. Pasco, "Fiery O.C. Ultraconservative Schmitz Dies", *Los Angeles Times*, 11 janvier 2001.
52. *Ibid.*
53. *Ibid.*
54. Mark Martin, "John G. Schmitz, Former Congressman From Orange County", *San Francisco Chronicle*, 12 janvier 2001.
55. Biographie officielle de Joseph Schmitz par le département de la Défense, doc. cité.
56. *Ibid.*
57. Page de Patton Bogg sur la reconstruction de l'Irak, www.pattonbogg.com/practiceareas/a-z/104.html, consultée le 15 juin 2003.
58. Transcription d'une audience sur les nominations du département de la Défense, "us Senate Armed Services Committee Holds a Hearing on Defense Department Nominations", Commission des services armés du Sénat, 23 octobre 2001.
59. Comme il est indiqué sur le site internet de l'inspecteur général du Département de la défense.
60. Allocution de l'inspecteur général Joseph Schmitz du département de la Défense, Déjeuner de l'Association des leaders de l'industrie de la défense des aviateurs navals (*Association of Naval Aviators Defense Industry Leaders Breakfast*), Tysons Corner (Virginie), 10 juin 2004.
61. T. Christian Miller, "The Scrutinizer Finds Himself Under Scrutiny", *Los Angeles Times*, 25 septembre 2005.
62. *Ibid.*
63. Transcriptions de la préparation écrite des commentaires de Joseph Schmitz pour le City Club de Cleveland, doc. cité.
64. Joe Milicia, "Inspector General Says Prisoner Abuse Result of «Bad Eggs»", Associated Press, 25 juin 2004.
65. *Ibid.*
66. T. Christian Miller, *Blood Money : Wasted Billions, Lost Lives, and Corporate Greed in Iraq*, Little Brown and Company, New York, 2006, p. 57.
67. T. Christian Miller, "The Scrutinizer Finds Himself...", art. cité.
68. T. Christian Miller, *Blood Money*, *op. cit.*
69. T. Christian Miller, "Pentagon Investigator Resigning : Joseph E. Schmitz, the Defense Department's Inspector General, Is Suspected of Blocking Investigations of Senior Bush Officials", *Los Angeles Times*, 3 septembre 2005.
70. T. Christian Miller, "The Conflict in Iraq : Pentagon Deputy's Probes in Iraq Weren't Authorized, Officials Say", *Los Angeles Times*, 7 juillet 2004.
71. T. Christian Miller, "The Scrutinizer Finds Himself...", art. cité.
72. T. Christian Miller, *Blood Money*, *op. cit.*, p. 68.
73. Copie personnelle de Joseph E. Schmitz, "Inspecting Sex Slavery Through the Fog of Moral Relativism", 18 septembre 2004.
74. *Ibid.*
75. Cam Simpson, "Commander : Contractors Violating us Trafficking Laws", *Chicago Tribune*, 23 avril 2006.
76. La série d'articles "Pipeline to Peril" de Cam Simpson fut publiée par le *Chicago Tribune* dans les numéros du 9 et 10 octobre 2005.
77. Cam Simpson, "Commander : Contractors Violating...", art. cité.
78. *Ibid.*
79. *Ibid.*

80. Mike Allen, "Details on Boeing Deal Sought; Senators Raise Questions About White House Involvement", *Washington Post*, 8 juin 2005.
81. Greg Schneider et Renae Merle, "Pentagon to Lease Boeing Tanker Planes : Unusual Deal Saves Jobs; McCain Alleges Bias", *Washington Post*, 24 mai 2003.
82. *Ibid.*
83. *Ibid.*
84. Peter Spiegel, "Pentagon Gives Go-Ahead Over Boeing Deal", *Financial Times*, 24 mai 2003.
85. Greg Schneider et Renae Merle, art. cité.
86. Renae Merle, "Lockheed Adds Director Fresh From the Pentagon", *Washington Post*, 27 juin 2003.
87. Caroline Daniel, James Harding, Joshua Chaffin et Marianne Brun-Rovet, "A Cosy Relationship : Boeing's Pentagon Deal Bears Testament to Its Skilful Lobbying Efforts", *Financial Times*, 8 décembre 2003.
88. "Holes in the Tanker Story", *Washington Post*, 20 juin 2005.
89. R. Jeffrey Smith, "Tanker Inquiry Finds Rumsfeld's Attention Was Elsewhere", *Washington Post*, 20 juin 2006.
90. Mike Allen, art. cité.
91. Copie personnelle de la lettre du sénateur Grassley à Joseph Schmitz, datée du 8 août 2005.
92. *Ibid.*
93. "Holes in the Tanker Story", art. cité.
94. Copie personnelle de la lettre du sénateur Grassley à Joseph Schmitz, doc. cité.
95. Alicia Mundy, "Material Withheld from Tanker Report Angers Senate Panel; Many Names, Data Blacked Out – Key Pentagon Official Refused to Aid Probe", *Seattle Times*, 8 juin 2005.
96. Joe Milicia, art. cité.
97. "DoD Inspector General Lauds Bremer", Service d'information sur les forces américaines (*American Forces Information Service*), 15 novembre 2004.
98. *Ibid.*
99. *Ibid.*
100. Déclaration de presse de Blackwater USA, "Red Cross-Blackwater Fundraiser and Silent Auction a Huge Success!", 23 novembre 2005.

CHAPITRE 14

1. Transcription d'un communiqué de la Maison Blanche, "President Bush Discusses Early Transfer of Iraqi Sovereignty", www.whitehouse.gov, consulté le 28 juin 2004.
2. L. Paul Bremer III, *My Year in Iraq : The Struggle to Build a Future of Hope*, Simon & Schuster, New York, 2006, p. 395.
3. Transcription d'une déclaration du président Bush, doc. cité.
4. Scott Shane, "Poker-Faced Diplomat, Negroponte Is Poised for Role as Spy Chief", *New York Times*, 29 mars 2005.
5. *Ibid.*
6. Carla Anne Robbins, "Negroponte Has Tricky Mission : us Diplomat Is at Center of Debate Over Power of Iraq Envoy", *Wall Street Journal*, 27 avril 2004.

7. Jay Hancock, Gary Cohn et Tom Bowman, "Contra-era Envoy Nominated to Be U.N. Ambassador; Diplomat Helped Hide Honduran Abuses from Congress in '80s; Vocal Supporters, Critics", *Baltimore Sun*, 7 mars 2001; Michael Dobbs, "Papers Illustrate Negroponte's Contra Role; Newly Released Documents Show Intelligence Nominee Was Active in us Effort", *Washington Post*, 12 avril 2005; Robert Parry, "Negroponte's Dark Past : The Case Against Bush's New Intelligence Czar", *In These Times*, 28 mars 2005.
8. Scott Shane, art. cité.
9. Carla Anne Robbins, art. cité.
10. Tyler Marshall, "Operation Limited Freedom : The us Embassy in Baghdad Is a Hub of «Extreme Diplomacy». All Moves Are Scripted, and There's Even a Hostage Negotiator on Site", *Los Angeles Times*, 22 janvier 2005.
11. Transcription de *Democracy Now!*, 27 avril 2004.
12. Jeremy Scahill, "Mercenary Jackpot", *The Nation*, 28 août 2006.
13. Michael Hirsh et John Barry, "«The Salvador Option» : The Pentagon May Put Special-Forces-Led Assassination or Kidnapping Teams in Iraq", *Newsweek* (exclusivité internet), 8 janvier 2005.
14. *Ibid.*
15. Greg Jaffe, "Bands of Brothers – New Factor in Iraq : Irregular Brigades Fill Security Void – Jailed by Hussein, Gen. Thavit is Leading Thousands Now; Questions About Loyalty – «Toughest Force We've Got", *Wall Street Journal*, 16 février 2005.
16. *Ibid.*
17. *Ibid.*
18. Michael Hirsh et John Barry, art. cité.
19. Robert Dreyfuss, "Phoenix Rising", *The American Prospect*, 1^{er} janvier 2004.
20. *Ibid.*
21. Anthony Shadid et Steve Fainaru, "Militias on the Rise Across Iraq : Shiite and Kurdish Groups Seizing Control Instilling Fear in North and South", *Washington Post*, 21 août 2005.
22. Transcription de *Democracy Now!*, 28 février 2006.
23. *Ibid.*
24. Scott Ritter, "The Salvador Option : By Any Standard, the Ongoing American Occupation of Iraq Is a Disaster", www.aljazeera.net, 20 janvier 2005.
25. Transcription d'un communiqué de la Maison Blanche, "President Discusses War on Terror and Rebuilding Iraq", www.whitehouse.gov, 7 décembre 2005.
26. Jim Warren, "Kentucky Buddies Are Killed in Iraq : 2 Ex-Soldiers Were With Security Firms Died in Separate Incidents", *Lexington Herald Leader*, 23 avril 2005.
27. Liz Sly, "6 Americans Die in Crash of Helicopter : Civilians Employed by Private Security Firm", *Chicago Tribune*, 22 avril 2005.
28. "Security Company Faces Loss of Seven in Iraq : «A Very Sad Day for the Blackwater Family", Associated Press, 22 avril 2005.
29. *Ibid.*
30. Liz Sly, art. cité.
31. John F. Burns, "Video Appears to Show Insurgents Kill a Downed Pilot", *New York Times*, 23 avril 2005.
32. *Ibid.*

33. Copie personnelle de la vidéo.
34. John F. Burns, art. cité.
35. Déclaration de presse de Blackwater USA, 21 avril 2005.
36. Transcription de l'émission *CNN Live From* (CNN), 21 avril 2005.
37. Transcription de l'émission *CNN Wolf Blitzer Reports*, 21 avril 2005.
38. *Ibid.*
39. Samiha Khanna, "Slain Guards' Lives Recalled : N. C. Company Loses 7 in Iraq", *News & Observer* (Raleigh, Caroline du Nord), 24 avril 2005.
40. "11 Die As Missile Downs Copter – Blackwater's Black Day : 7 Employees Killed", *Commercial Appeal* (Memphis), 22 avril 2005.
41. Déclaration de presse de Blackwater USA, 21 avril 2005.
42. *Ibid.*
43. Joe D. Morton, secrétaire adjoint suppléant à la Sécurité diplomatique et directeur du Bureau des missions étrangères, "Déclaration à l'attention des employés du Bureau de la sécurité diplomatique", 22 avril 2005.
44. Transcription du point de presse quotidien du département d'Etat américain, 21 avril 2005.
45. *Ibid.*
46. "11 Die As Missile Downs Copter...", art. cité.
47. Thomas Wagner, "Car Bomb Kills 8 at Baghdad Mosque; Militant Group Says It Killed Survivor of Copter Crash", Associated Press, 22 avril 2005.
48. Emery P. Dalesio, "N. C. Company Loses Seven in Iraq", Associated Press, 23 avril, 2005.

CHAPITRE 15

1. Déclaration de presse de Blackwater USA, "Blackwater USA Continues to Support Katrina Devastated Areas; Aid Focuses on Humanitarian, Security and Clean Up Needs", 13 septembre 2005.
2. Sauf indication contraire, les descriptions des opérations de Blackwater ainsi que les citations du personnel de l'entreprise ont été recueillies lors de mon séjour à La Nouvelle-Orléans en septembre 2005.
3. Alex Berenson et John M. Broder, "Police Begin Seizing Guns of Civilians", *New York Times*, 9 septembre 2005.
4. Joanne Kimberlin et Bill Sizemore, "Blackwater : On American Soil", *Virginian-Pilot*, 27 juillet 2006.
5. Frank Borelli, "Blackwater in Louisiana", SwatDigest.com, 8 septembre 2005.
6. Griff Witte, "Private Security Contractors Head to Gulf", *Washington Post*, 8 septembre 2005.
7. Bill Sizemore, "Blackwater Employees Create a Stir in New Orleans", *Virginian-Pilot*, 15 septembre 2005.
8. Déclaration de presse de Blackwater USA, "Blackwater Joins Hurricane Katrina Relief Effort!", 1^{er} septembre 2005.
9. Déclaration de presse de Blackwater USA, "Blackwater USA Continues to Support Katrina...", doc. cité.
10. Lolly Bowean et Deborah Horan, "Outsiders Come Looking for Work", *Chicago Tribune*, 18 septembre 2005.
11. August Cole, "From Green Zone to French Quarter", MarketWatch, 18 septembre 2005.
12. *Blackwater Tactical Weekly*, 19 septembre 2005.

13. August Cole, art. cité.
14. Copie personnelle du discours d'Erik Prince à la West 2006 Conference à San Diego, 11 janvier 2006.
15. Joanne Kimberlin et Bill Sizemore, art. cité.
16. *Ibid.*
17. Exemple personnel du contrat.
18. Interviews, septembre 2005.
19. Copie personnelle des archives des contrats gouvernementaux.
20. Joanne Kimberlin et Bill Sizemore, art. cité.
21. Bruce Alpert, "Democrats Fight Repeal of Prevailing Wage Law; Recovery Contractors Can Reduce Salaries", *Times-Picayune* (La Nouvelle-Orléans), 27 septembre 2005.
22. Pratap Chatterjee, "Big, Easy Iraqi-Style Contracts Flood New Orleans", groupe de recherche CorpWatch, 20 septembre 2005.
23. Rita J. King, "A High-Stakes Game With Almost No Rules", CorpWatch, 16 août 2006.
24. *Ibid.*
25. Spencer S. Hsu, "\$400 Million FEMA Contracts Now Total \$3.4 Billion", *Washington Post*, 9 août 2006.
26. "Fluor's Slowed Iraq Work Frees It for Gulf Coast", agence de presse Reuters, 9 septembre 2005.
27. Christian Parenti, "New Orleans : Raze or Rebuild?", *The Nation* online, 12 septembre 2005.
28. Interviews, septembre 2005.
29. Christopher Cooper, "Old-Line Families Escape Worst of Flood and Plot the Future", *Wall Street Journal*, 8 septembre 2005.
30. Site internet de *Instinctive Shooting International*, www.isiusa.us/html/about.swf, consulté le 7 décembre 2006.
31. Transcription d'une conférence des sénateurs Tom Coburn et Barack Obama sur les efforts de reconstruction après le cyclone Katrina, 14 septembre 2005.
32. Copie personnelle de la lettre.
33. *Ibid.*
34. Interview, 2006.
35. Copie personnelle du mémorandum.
36. Joanne Kimberlin et Bill Sizemore, art. cité.
37. Renae Merle, "Storm-Wracked Parish Considers Hired Guns : Contractors in Louisiana Would Make Arrests, Carry Weapons", *Washington Post*, 14 mars 2006.
38. Dossier LeRoy vs. Blackwater USA, déposé le 25 août 2005, cour de district des Etats-Unis, district est de l'Etat de Louisiane.
39. Joanne Kimberlin, "Fort Swaggart : Bible Campus Becomes Blackwater Base", *Virginian-Pilot*, 27 juillet 2006.
40. Joanne Kimberlin et Bill Sizemore, art. cité.
41. Copie personnelle du discours d'Erik Prince à West 2006 Conference à San Diego, doc. cité.
42. Joanne Kimberlin et Bill Sizemore, art. cité.
43. Terry Rodgers, "Finish the Fence, Congressmen Say; Republican Leaders Gather at Border to Promote «Real ID Act»", *San Diego Union-Tribune*, 30 mars 2005.

44. Déclaration de presse, "Rep. Rohrabacher Commends Minuteman Project", 19 avril 2005.
45. Dan Robinson, "us Citizen Volunteers on Border Security : We Won't Stop", *Voice of America*, 12 mai 2005.
46. Transcription de l'audition de la sous-commission de contrôle de la commission à la Sécurité intérieure, "Hearing of the Management, Integration, and Oversight Subcommittee of the House Homeland Security Committee. Subject : Training More Border Agents : How the Department of Homeland Security Can Increase Training Capacity More Effectively", 24 mai 2005.
47. *Ibid.*
48. *Ibid.*
49. *Blackwater Tactical Weekly*, 13 juin 2005.
50. Stephen Losey, "Border Patrol Should Consider Outsourcing its Training, Lawmaker Says", *Federal Times*, 27 mai 2005.
51. Déclaration de presse de Blackwater USA, "Red Cross-Blackwater Fundraiser and Silent Auction a Huge Success!", 23 novembre 2005.
52. *Ibid.*
53. Copie personnelle du mémorandum, daté du 16 septembre 2005.

CHAPITRE 16

1. Transcription de l'allocution du président Bush dans le bureau ovale, 8 novembre 2006..
2. Renae Merle, "Census Counts 100 000 Contractors in Iraq", *Washington Post*, 5 décembre 2006.
3. Transcription de l'allocution du vice-président Dick Cheney : "Remarks By Vice President Dick Cheney at an Armed Forces Full Honor Review in Honor of Secretary of Defense Donald Rumsfeld", 15 décembre 2006.
4. Transcription de l'émission *Face the Nation* (CBS), 17 décembre 2006.
5. Peter Baker, "Bush to Expand Size of Military", *Washington Post*, 19 décembre 2006.
6. Président George W. Bush, Discours sur l'état de l'Union, 23 janvier 2007.
7. Nathan Hodge, "Washington Urged to Save Money By Raising Private Military «Contractor Brigade»", *Financial Times*, 10 février 2005.
8. Mark Hemingway, "Warriors for Hire : Blackwater USA and the Rise of Private Military Contractors", *Weekly Standard*, 18 décembre 2006.
9. *Ibid.*
10. Copie personnelle de la brochure d'information sur la SOFEX, "6th International Special Operations Exhibition and Conference (SOFEX 2006)" qui se tint du 27 au 30 mars 2006 à la base aérienne du roi Abdallah, Amman, Jordanie.
11. *Ibid.*
12. "Record Number of Participants to Visit SOFEX 2006", DefenseWorld.net, site consulté le 2 novembre 2006.
13. BlackwaterUSA.com.
14. Biographie officielle du roi Abdallah par l'ambassade jordanienne aux Etats-Unis, "His Majesty King Abdullah II", www.jordanembassyus.org/new/jib/monarchy/hmka.shtml, page consultée le 2 décembre 2006.
15. Riad Kahwaji, "Jordan Forming Spec Ops Air Unit; Contracted us Aviators Will Conduct Training", *Armed Forces Journal*, 1^{er} février 2005.

16. *Ibid.*
17. *Ibid.*
18. Copie personnelle du discours d'Erik Prince à la West 2006 Conference.
19. Riad Kahwaji, "Jordan Leads Region in Spec Ops Capabilities", *Defense News*, 20 mars 2006.
20. "Exclusive Interview : Partner for Peace. His Majesty King Abdullah II bin Al Hussein, King of The Hashemite Kingdom of Jordan", www.special-operations-technology.com/print_article.cfm?DocID=1361, date non précisée.
21. Jonathan Franklin, "The swat Olympics : North America's Toughest, Most Heavily Armed Cops Go Head-to-Head in Live Ammo Games to See Who's the Ultimate Badass. What's Not to Love?", *Maxim*, septembre 2004.
22. Déclaration de presse de Blackwater USA, "Blackwater USA Parachute Team Launched", 21 mars 2006.
23. Kelly Kennedy, "Private Firm Pitches Army-for-Hire Plan", *Air Force Times*, 10 avril 2006.
24. *Ibid.*
25. *Ibid.*
26. Transcription de l'émission *All Things Considered*, "Private Military Firm Pitches Its Services in Darfur", National Public Radio, 26 mai 2006.
27. *Ibid.*
28. E-mail adressé à l'auteur, décembre 2006.
29. Transcription du discours de Chris Taylor, vice-président de Strategic Initiatives, Blackwater USA, à la faculté de droit de l'université George Washington, 28 janvier 2005.
30. E-mail adressé à l'auteur, doc. cité.
31. Peter S. Goodman, "China Invests Heavily in Sudan's Oil Industry; Beijing Supplies Arms Used on Villagers", *Washington Post*, 23 décembre 2004.
32. *Ibid.*
33. CIA World Factbook, <https://cia.gov/cia/publications/factbook/rankorder/2178rank.html>, page consultée le 6 décembre 2006.
34. Peter S. Goodman, art. cité.
35. Sara Flounders, "The us Role in Darfur, Sudan : Oil Reserves Rivaling Those of Saudi Arabia?", Centre de recherche sur la mondialisation (*The Centre for Research on Globalization*), 6 juin 2006.
36. Nathan Hodge, "Blackwater CEO Touts Private Peacekeeping Model", *Defense Daily*, 23 février 2005.
37. *Ibid.*
38. Jim Jacobson, "Slave Redemption Money Rewards the Slaver", *Washington Times*, 30 mai 1999.
39. *Ibid.*
40. Transcription de l'émission *All Things Considered*, doc. cité.
41. Copie personnelle du discours d'Erik Prince à la West 2006 Conference, doc. cité.
42. E-mail adressé à l'auteur, doc. cité.
43. Mark Hemingway, art. cité.
44. Max Boot, "Darfur Solution : Send in the Mercenaries", *Los Angeles Times*, 31 mai 2006.
45. *Ibid.*
46. Max Boot, "A Mercenary Force for Darfur", *Wall Street Journal*, 25 octobre 2006.
47. Ted Koppel, "These Guns for Hire", *New York Times*, 22 mai 2006.

48. Voir *Democracy Now!*, "Drilling and Killing : Chevron and Nigeria's Oil Dictatorship", 30 septembre 1998.
49. Sauf indication contraire, les commentaires de l'élue Schakowsky sont extraits d'une interview réalisée en juin 2006.
50. Kelly Kennedy, art. cité.
51. Joanne Kimberlin, "Blackwater Eyes Creation of Private «Brigade Force»", *Virginian-Pilot*, 28 juillet 2006.
52. Transcription de l'audience sur la sécurité nationale, "Hearing of the National Security, Emerging Threats and International Relations Subcommittee of the House Government Reform Committee", Commission de la réforme gouvernementale, 13 juin 2006.
53. Liste des membres de l'International Peace Operations Association, http://ipoaonline.org/php/index.php?option=com_content&task=view&id=18&Itemid=30, page consultée le 7 décembre 2006.
54. J. J. Messner, lettre à l'éditeur, "Don't Call Us Mercenaries!", *The Nation*, 10 juillet 2006.
55. James Rosen, "Contractors Operate in a Legal Gray Area; The Roles of an Interrogator and an Interpreter in the Abuse Scandal Are Murky. Even Less Clear is Whom They Answer to", *Star Tribune*, 23 mai 2004.
56. Rebecca Ulam Weiner, "Peace Corp. ; As the International Community Dithers Over Darfur, Private Military Companies Say They've Got What it Takes to Stop the Carnage; If Only Someone Would Hire Them", *Boston Globe*, 23 avril 2006.
57. Histoire de la formation de l'IPOA, http://ipoaonline.org/php/index.php?option=com_content&task=view&id=18&Itemid=30, page consultée le 7 décembre 2006.
58. Transcription de l'audition sur la sécurité nationale, doc. cité.
59. Transcription du discours de Chris Taylor à l'université de Washington, doc. cité.
60. Code de conduite de l'IPOA, version 10, http://ipoaonline.org/php/index.php?option=com_content&task=view&id=35&Itemid=62, page consultée le 7 décembre 2006.
61. *Ibid.*
62. Transcription de l'audition sur la sécurité nationale, doc. cité.
63. Présentation de la mission d'IPOA, http://ipoaonline.org/php/index.php?option=com_content&task=view&id=14&Itemid=31, page consultée le 7 décembre 2006.
64. Peter W. Singer, *Corporate Warriors*, Cornell University Press, Ithaca, 2003, p. 114.
65. *Ibid.*, p. 116-117.
66. Loi sur la prohibition des activités mercenaires et sur la prohibition et régulation de certaines activités dans les zones de conflit armé, République d'Afrique du Sud, octobre 2005.
67. BBC News, "Q & A : Equatorial Guinea «Coup Plot»", <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/3597450.stm>, 13 janvier 2005.
68. *Ibid.* ; BBC News, "Profile : Simon Mann", 10 septembre 2004.
69. Loi sur la prohibition des activités mercenaires..., doc. cité.
70. "South Africa Passes Controversial Mercenaries Bill", agence Reuters, 29 août 2006.
71. John Reed, "S. African Ban on Mercenaries Could Hit Conflict Zone Workers", *Financial Times*, 30 août 2006.

72. Loi sur la prohibition des activités mercenaires..., doc. cité.
73. John Reed, art. cité.
74. Doug Brooks, "New Legislation Will Undermine South Africa's Security Staff Abroad", *Cape Times*, 5 octobre 2005.
75. "Defence Portfolio Committee Hears : Role of South Africans «Critical for World Peace»", *Mercury* (Afrique du Sud), 24 mai 2006.
76. Clare Nullis, "South Africa Assembly OKs Mercenary Bill", Associated Press, 29 août 2006.
77. Rebecca Ulam Weiner, art. cité.
78. Clare Nullis, art. cité.
79. *Ibid.*
80. Mark Hemingway, art. cité.
81. Joanne Kimberlin, art. cité.
82. Copie personnelle des documents du Registre central des entrepreneurs pour Greystone Limited.
83. *Ibid.*
84. *Ibid.*
85. Exemple personnel de la liste des invités.
86. Exemple personnel de la brochure.
87. Exemple personnel de l'invitation.
88. Exemple personnel de la vidéo.
89. "Rebuilding Iraq", Cour des comptes, juin 2006.
90. *Ibid.*
91. *Ibid.*
92. www.globalsecurity.org/military/ops/iraq_reconstruction_costs.htm.
93. Peter W. Singer, "Peacekeepers, Inc.", *Policy Review*, juin 2003.
94. Gary Stoller, "Homeland security generates multibillion dollar business", *USA Today*, 10 septembre 2006.
95. Allocution de Cofer Black lors de l'American Enterprise Institute, "Contractors on the Battlefield : A Briefing on the Future of the Defense Industry", 17 mai 2006.
96. Rapport de la *Quadrennial Defense Review*, 6 février 2006.
97. *Ibid.*
98. Allocution de Cofer Black lors de l'American Enterprise Institute, doc. cité.
99. *Ibid.*

ÉPILOGUE

1. Archives du Système fédéral de procuration de données.
2. Joanne Kimberlin, "At Blackwater, Time Is Now Told in «Before» and «After»", *Virginian-Pilot*, 28 octobre 2007.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*
5. August Cole, "Blackwater Vies for Jobs Beyond Security", *Wall Street Journal*, 15 octobre, 2007.
6. *Ibid.*
7. Paul Richfield, "\$15B Narcoterrorism War to be Outsourced", *Army Times*, 14 septembre 2007.
8. *Ibid.*

9. Solomon Moore, "Disputed in Iraq, Blackwater Now Splits California Town", *New York Times*, 11 décembre 2007.
10. Toby Muse, "US Contractors Get Half of Aid to Colombia", *USA Today*, 15 juin 2007.
11. John Ross, "Full Spectrum Mercenaries", CounterPunch.org, 9 novembre 2007.
12. Solomon Moore, art. cité.
13. Rapport des Nations unies sur l'utilisation des mercenaires, "Report of the Working Group on the Use of Mercenaries as a Means of Violating Human Rights and Impeding the Exercise of the Right of People to Self-Determination", 8 janvier 2008.
14. Solomon Moore, art. cité.
15. Anne Krueger, "Blackwater Pulls Application for Potrero Training Center", *San Diego Union-Tribune*, 7 mars 2008.
16. August Cole, art. cité.
17. Teri Weaver, "Tiny Base Assimilates Into Japanese Town", *Stars and Stripes*, 8 octobre 2007.
18. Wendell Minnick, "Blackwater Training Taiwanese", *Defense News*, 12 octobre 2008.
19. "Life-and-Death Repercussions of Blackwater Trashing", *Serviam*, janvier/février 2008.
20. "ARES Systems Group Armor Applique Gets Thumbs Up From Army Aberdeen Test Center", service de presse Market Wire, 3 mars 2008.
21. Kris Osborn, "Six Companies Compete for DOD MRAP II Contract", *Navy Times*, 5 novembre 2007.
22. David Macaulay, "Blackwater USA Hires Ford Workers to Build New APC", *Daily Advance*, 20 février 2007.
23. Kris Osborn, art. cité.
24. David Macaulay, art. cité.
25. "Blackwater USA President Outlines Firm's Future Plans", Associated Press, 31 juillet 2007.
26. David Macaulay, art. cité.
27. Jon W. Glass, "Off the Ground", *Virginian-Pilot*, 23 novembre 2007.
28. *Ibid.*
29. *Ibid.*
30. Joanne Kimberlin, art. cité.
31. R.J. Hillhouse, "Exclusive Interview : Blackwater USA's President Gary Jackson", *TheSpyWhoBilledMe.com*, 26 avril 2007.
32. Joanne Kimberlin, art. cité.
33. Rapport des Nations unies sur l'utilisation des mercenaires, doc. cité.
34. Interview, juillet 2007.
35. Déclaration de presse de Total Intelligence Solutions, "Former CIA and Counterterrorism Experts Respond to Security and Intelligence Demands of the Private Sector", 20 février 2006.
36. www.totalintel.com, site consulté le 17 mars 2008.
37. Interview, juillet 2007.
38. R.J. Hillhouse, "The ODNI's Wal-Mart Approach to Intel", *TheSpyWhoBilledMe.com*, 18 juin 2007.
39. R.J. Hillhouse, "Corporate Content and the President's Daily Brief", *TheSpyWhoBilledMe.com*, 23 juillet 2007.

40. Ben Hammer, "Blackwater Boss, Former CIA Execs Create New Firm", *Washington Business Journal*, 12 mars 2007.
41. Les détails biographiques concernant Richers sont issus de différentes sources, notamment sa biographie officielle par Total Intelligence et les articles suivants : Ken Silverstein, "Revolving Door to Blackwater Causes Alarm at CIA" in "Washington Babylon column", *Harper's* online, 12 septembre 2006 ; Dana Hedgpeth, "Blackwater's Owner Has Spies for Hire", *Washington Post*, 3 novembre 2007 ; Ben Van Heuvelen, "The Bush Administration's Ties to Blackwater", *Salon*, 2 octobre 2007.
42. Biographie de Prado par Total Intelligence.
43. *Ibid.*
44. Ken Silverstein, art. cité.
45. Mark Mazzetti et Scott Shane, "Tape Inquiry : Ex-Spymaster in the Middle", *New York Times*, 20 février 2008.
46. Ken Silverstein, art. cité.
47. Biographies par Total Intelligence.
48. *Ibid.*
49. Dana Hedgpeth, art. cité.
50. www.totalintel.com/dsp_gfc.php, page consultée le 17 mars 2008.
51. Dana Hedgpeth, art. cité.
52. Ben Hammer, art. cité.
53. Déclaration de presse de Total Intelligence Solutions Press Release, doc. cité.
54. Dana Hedgpeth, art. cité.
55. *Ibid.*
56. *Ibid.*
57. Ken Silverstein, art. cité.
58. Transcription de l'émission *Kudlow & Company* (CNBC), "Ambassador Cofer Black Discusses Investing in Jordan", 9 juillet 2007.
59. Dana Hedgpeth, art. cité.
60. *Ibid.*
61. Discours de John McCain à Derry, New Hampshire, 3 janvier 2008.
62. Joanne Kimberlin, art. cité.
63. Peter Grier et Gordon Lubold, "Private Security in Iraq : Whose Rules?", *Christian Science Monitor*, 20 septembre 2007.
64. Déclaration de presse de Barack Obama, "Obama Statement on Supplemental Bill That Sets a Target Redeployment Date", 26 avril 2007.
65. Erik Leaver, "Iraq Supplemental Analysis", Institut d'études politiques, 14 mars 2007.
66. Interview, mars 2007.
67. Transcription de l'audience de confirmation du général David Petraeus devant la Commission des services armés au Sénat, 24 janvier 2007.
68. Steve Fainaru, "Iraq Contractors Face Growing Parallel War", *Washington Post*, 16 juin 2007.
69. Interview, mars 2007.
70. T. Christian Miller, "Private Contractors Outnumber us Troops in Iraq", *Los Angeles Times*, 4 juillet 2007.
71. Rapport de la Cour des comptes sur les services armés, "Report to the Committee on Armed Services, us Senate", mars 2008.
72. Jeremy Scahill, "All Cowboys Out Now", *The Nation*, 26 novembre 2007.

73. Voir Jeremy Scahill, "Bush's Shadow Army", *The Nation*, 2 avril 2007.
74. Jeremy Scahill, "All Cowboys Out Now", *The Nation*, 26 novembre 2007.
75. Audience au sujet du contrôle des soldats privés en Irak, Commission parlementaire de contrôle et de réforme gouvernementale, 2 octobre 2007.
76. *Ibid.*
77. John H. Broder et David Rohde, "State Department Use of Contractors Leaps in 4 Years", *New York Times*, 24 octobre 2007.
78. Jeremy Scahill, "Obama's Mercenary Position", *The Nation*, 17 mars 2008.
79. Déclaration de presse d'Hillary Clinton, "Senator Clinton Cosponsors Legislation to Ban Use of Private Security Contractors in Iraq and Afghanistan", 28 février 2008.
80. Joanne Kimberlin, art. cité.

REMERCIEMENTS

Je suis reconnaissant à mes parents, Michael et Lisa Scahill, de m'avoir donné une éducation avec laquelle aucune université ne pourrait jamais rivaliser. Leur modestie, leur dévouement à la justice, et leur amour pour les autres m'émerveillent. Je n'ai jamais rencontré de personnes plus intègres. Ils sont mes héros et mes amis. Merci à mon frère Tim et à ma sœur Stephanie, pour leur amour, leur camaraderie et leur soutien de toute une vie. Merci à ma belle-sœur Jenny et à ma nièce Maya. Ksenija, tu es mon cœur et mon monde. Barb et Harry Hoferle, merci de n'avoir jamais cessé d'avoir la foi et d'être toujours là quand il le faut. Je voudrais également évoquer le souvenir de mes grands-parents, dont deux étaient des immigrants irlandais qui ont vécu sous la terreur des paramilitaires Black and Tans. Merci aussi à mes tantes, oncles et cousins, pour leur amour au long des années.

Ce livre est le fruit de beaucoup de travail et de l'influence de nombreuses personnes qui ont donné au projet, à ma famille et à moi-même leur temps, leur dévouement, leur amitié, leur amour et leur solidarité. J'aimerais remercier mon éditrice Betsy Reed, qui a passé des heures interminables à éditer et à réviser ce manuscrit et qui a soutenu mes reportages contre vents et marées. Sans elle, ce projet n'aurait jamais vu le jour. Merci encore à Garrett Ordower, pour tout. Je suis reconnaissant à mon ami et agent Anthony Arno, qui a cru à mon travail depuis notre première rencontre; à Naomi Klein pour son amitié, sa solidarité et son soutien indéfectibles. Merci à Daniela Crespo pour son soutien. Merci à mes *compañeros* Sharif Abdel Kouddous, Ana Nogueira, Carmen Trotta et Dave Mickenberg, d'exister. Carl Bromley et Ruth Baldwin de Nation Books, pour leur soutien, leur enthousiasme, leur dévouement dès le départ – c'est vous qui avez été

le ciment. J'aimerais exprimer ma plus profonde reconnaissance pour l'incroyable équipe chez Perseus : David Steinberger, John Sherer, Michele Jacob, Nicole Caputo et Elena Guzman. Chez Avalon, un grand merci à Rachel Martin pour sa foi, sa ténacité et ses encouragements ; puis à l'équipe de production qui a facilité la coordination : Peter Jacoby, Linda Kosarin, Jonathan Sainsbury et Mike Walters. Merci également à Anne Sullivan et Karen Auerbach. Mark Sorkin a assuré une révision particulièrement méticuleuse de ce livre. Un immense merci au talentueux Joe Duax, qui durant des mois a passé chaque phrase et note au peigne fin, en vérifiant diligemment toutes les données du manuscrit.

Je voudrais donner à Liliana Segura *un abrazo fuerte* pour son travail sans répit. Elle a énormément peiné sur le manuscrit originel et a joué un rôle central dans la réalisation de la nouvelle édition. Elle a été une collaboratrice, une alliée et une stratège dévouée. Son amour, sa camaraderie et son amitié *en la lucha* ne cessent de m'émerveiller. Merci à Mercedes Camps González du Real World Radio et Russell Cobb qui ont habilement traduit mes articles. J'aimerais également remercier Hamilton Fish, Taya Kitman et *The National Institute* pour leur soutien et leurs encouragements indispensables. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers Perry Rosenstein et la fondation Puffin pour avoir soutenu ce projet et mon travail. Remerciements tout particuliers à Katrina van den Heuvel, Victor Navasky et la revue *The Nation*, pour avoir soutenu et publié mes reportages. Pour leur aide, je suis reconnaissant envers Alan Kaufman, Sophie Ragsdale, Kim Nauer, Mike Webb, Roane Carey, Ben Wyskida, Suzanne Ceresko, et Andres Conteris. Merci à Jared Rodriguez pour la photo et au journaliste Tim Shorrock pour la cassette. Je souhaite également remercier tous les journalistes dont le travail est cité dans ce livre, ainsi que les personnes qui ont généreusement donné de leur temps pour des entretiens et des recherches, Katy Helvenston-Wettengel et Danica Zovko en particulier.

Un merci tout particulier à mon amie, collègue et mentor, Amy Goodman de *Democracy Now!* Elle m'a pris sous son aile et m'a appris à voler. Elle est la plus grande journaliste du pays. Merci aussi à un de mes héros des médias, mon ami Juan Gonzalez, pour l'exemple qu'il a montré et pour les batailles qu'il a menées. Je tiens également à remercier mes camarades des médias rebelles, ma famille de *Democracy Now!* : Dan Coughlin, Maria Carrion, Sharif Abdel Kouddous, Ana Nogueira, Mike Burke, Elizabeth

Press, Nell Geiser, Yoruba Richen, John Hamilton, Mike DiFilippo et Aron Mate. Merci particulièrement à la parlementaire Jan Schakowsky et son personnel, à Dave Rapallo du bureau du parlementaire Henry Waxman, à Brenda Coughlin, Michael Moore, Elisabeth Benjamin, Kwame Dixon, Dave Isay, Verna Avery Brown, Dave Riker, Diana Cohn, Denis Moynihan, Mattie Harper, Isis Philips, Chuck Scurich, Karen Pomer, Vince Vitrano, Kareem Kouddous, la famille Antic, Ian van Hulle, Laura Flanders, la famille Crespo, Art Heitzer, William Worthly, feu Dave Dellinger, Tom Hayden, Errol Maitland, Dred Scott Keyes, Elombe Brath, Sharan Harper, Bernard White, Mario Murrillo, Deepa Fernandes, Karen Ranucci, Michael Ratner, Coach Goran Rasputic, St. Rose de Lima et Nighbourhood House. Pour leur soutien et leurs encouragements, Carmen Trotta, Tom Cornell, Frank Donovan, Matt Daloisio, Bill et Sue Frankel-Streit, et toute la famille CW. Ma plus profonde gratitude va vers Philip, Daniel et Frida Berrigan ainsi que Liz McAlister, pour leur exemple, leur esprit d'équipe et leur amour.

La majeure partie de ce qui mérite le titre de "journalisme indépendant" est effectuée par des individus et des communautés en lutte, et leur travail est offert faute de moyens financiers, grâce à un profond engagement dans le combat pour des médias libres et un monde juste. Je tiens à remercier les médias indépendants qui ont soutenu et publié mon travail au fil des années : Pacifica Radio, les journalistes et les employés de ses cinq chaînes (WBAI, KPFA, KPFK, KPFT, et WPFW); *Democracy Now!*; Pacifica Affiliates et des radios communautaires tout autour des Etats-Unis et du monde; *Free Speech Radio News*; Dennis Bernstein et *Flashpoints*, Norm Stockwell et WORT; Commondreams.org et Craig Brown; Antiwar.com; Alternet.org; *Z Magazine* et Michael Albert; Guerrilla News Network et Anthony Lappé; Jeffrey St. Clair et Alex Cockburn à Counterpunch.org; CorpWatch.org; le journal *Independent* et Independent Media Centers; Sam Hussein et l'Institute for Public Accuracy; Brian Drolet et Free Speech TV; Dee Dee Halleck, la marraine de la télévision communautaire; Danny Schechter et MediChannel.org; John Alpert et DCTV; *The Progressive Magazine*; La revue *Dollars & Sense*; la Grassroots Radio Conference; Ali Abunimah et Nigel Parry à ElectronicIraq.net; puis HuffingtonPost.com et Ariana Huffington. Merci également aux journalistes indépendants Dahr Jamail, Aran Gupta, Christian Parenti, Laila al-Arian, Alan Maass, Rosa Clemente, Norman

Solomon, Josh Breitbart, Robert Greenwald, Pratap Chatterjee, John Tarleton, Andrew Stern, Kat Aaron, et Rahul Mahajan. Merci à mes amis et collègues auprès de qui j'ai travaillé et lutté dans un endroit jadis appelé la Yougoslavie : Ivana Antić, Ljiljana Smajlović, Terry Sheridan, Katya Subasić, Nenad Stefanović, Thorne Anderson, Kael Alford, Alex Todorović, Josh Kucera, Vesna Peric Zimonjić, Ana Nikitović, Ivan Benussi, Novak Gaijić, et Dusan Cavić. Merci également à Oronto Douglas et Sowore Omoyele du Nigeria pour avoir pris de grands risques pour que justice soit faite.

Je tiens à exprimer ma gratitude et mon admiration à ma chère amie Kathy Kelly, qui m'a présenté au beau peuple de l'Irak en 1998, et qui maintes fois depuis a voyagé avec moi dans ce pays. Elle est en effet une voix dans le désert. Merci aussi à Cathy Breen et à Abdul Sattar Jihad Jabbar pour leur amitié durant des moments éprouvants en Irak au cours des années. Un merci tout particulier à Jacquie Soohen, Rick Rowley (et Big Noise Films), et Norm Stockwell pour avoir rendu l'impossible possible et avoir terrassé ce pare-feu technologique. Merci également à Hans von Sponeck et Denis Halliday, dont le courage de dire tout simplement "non", a été une grande inspiration. Ma profonde gratitude va aussi vers ces Irakiens que je ne peux nommer, par souci de leur sécurité, et qui m'ont aidé d'innombrables fois. Enfin je voudrais évoquer le souvenir de ces journalistes tués alors qu'ils servaient d'yeux et d'oreilles pour le monde. Puissions-nous avoir le courage de ramasser leurs appareils photo, leurs caméras, leurs carnets, et leurs micros pour continuer la lutte et le travail.

ACTES SUD

Extrait du catalogue

SÉRIE "QUESTIONS DE SOCIÉTÉ"

Donner du sens au flot quotidien de l'actualité, proposer des analyses de fond et des enquêtes originales, démasquer les grands mythes, aller au cœur des conflits, chercher des alternatives – la série "Questions de société" offre un espace d'expression ouvert tant à l'investigation qu'à l'engagement.

Qu'ils abordent les grands enjeux géopolitiques (Inde, Iran, Russie), les menaces pesant sur notre santé (surmédication, génétique, sida) ou les effets collatéraux de certains choix technologiques (nucléaire, RFID, addiction télévisuelle, complexe agro-alimentaire), nos auteurs interrogent le réel avec rigueur.

Michel Alberganti

SOUS L'ŒIL DES PUCES

LA RFID ET LA DÉMOCRATIE (mars 2007)

Jean-Pierre Bédéri

L'INFO-POUVOIR

MANIPULATION DE L'OPINION SOUS LA V^e RÉPUBLIQUE (février 2008)

Jörg Blech

CES TRAITEMENTS DONT IL FAUT SE MÉFIER (février 2007)

LES INVENTEURS DE MALADIES

MANŒUVRES ET MANIPULATIONS DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
(mai 2005)

Roy Burdon

MENACE SUR NOS GÈNES

UN ENVIRONNEMENT CANCÉRIGÈNE ? (septembre 2005)

François Cusset

CONTRE-DISOURS DE MAI

CE QU'EMBAUMEURS ET FOSSOYEURS DE 68 NE DISENT PAS À SES HÉRITIERS
(mai 2008)

Sébastien Darsy

LE TEMPS DE L'ANTIPUB

L'EMPRISE DE LA PUBLICITÉ ET CEUX QUI LA COMBATTENT (mai 2005)

Jean-Philippe Desbordes

MON ENFANT N'EST PAS UN CŒUR DE CIBLE

TÉLÉVISION, MARKETING ET ALIÉNATION (novembre 2007)

ATOMIC PARK

À LA RECHERCHE DES VICTIMES DU NUCLÉAIRE (février 2006)

Mikel Dunham

LES GUERRIERS DE BOUDDHA

HISTOIRE DE L'INVASION DU TIBET PAR LA CHINE (janvier 2007)

Jane Goodall

NOUS SOMMES CE QUE NOUS MANGEONS (février 2008)

Mira Kamdar

PLANET INDIA

L'ASCENSION TURBULENTE D'UN GÉANT DÉMOCRATIQUE (janvier 2008)

Naomi Klein

LA STRATÉGIE DU CHOC

LA MONTÉE D'UN CAPITALISME DU DÉSASTRE (mai 2008)

Stephen Lewis

CONTRE LA MONTRE

COMBATTRE LE SIDA EN AFRIQUE (janvier 2007)

Lorraine Millot

LA RUSSIE NOUVELLE (février 2008)

Bahman Nirumand

IRAN - VERS LE DÉSASTRE ? (octobre 2007)

Stephanie Nolen

28 TÉMOINS DU SIDA EN AFRIQUE (janvier 2008)

Valery Paniouchkine, Mikhaïl Zygar

GAZPROM

L'ARME DE LA RUSSIE (octobre 2008)

Silvia Pérez-Vitoria

LES PAYSANS SONT DE RETOUR (septembre 2005)

Charles Pilet

L'ANIMAL MÉDECIN

OGM ET NOUVEAUX MÉDICAMENTS, GREFFES, VACHE FOLLE, GRIPPE AVIAIRE...
(novembre 2005)

Serge Poignant

PROF TOI-MÊME ! (février 2008)

Hermann Scheer

L'AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE

UNE NOUVELLE POLITIQUE POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES (mars 2007)

Rebecca Solnit

GARDER L'ESPOIR

AUTRES HISTOIRES, AUTRES POSSIBLES (octobre 2006)

Wladimir Tchertkoff
LE CRIME DE TCHERNOBYL
LE GOULAG NUCLÉAIRE (avril 2006)

Pavan K. Varma
LE DÉFI INDIEN
POURQUOI LE XXI^e SIÈCLE SERA LE SIÈCLE DE L'INDE (novembre 2005)

Imre von der Heydt
UNE CIGARETTE ?
DÉFENSE LUCIDE D'UNE PASSION (avril 2007)

Erwin Wagenhofer et Max Annas
LE MARCHÉ DE LA FAIM
LE LIVRE DU FILM *WE FEED THE WORLD* (avril 2007)

Yulia Yuzik
REQUIEM POUR BESLAN (septembre 2006)

OUVRAGE RÉALISÉ
ET ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR ROTO-PAGE
EN SEPTEMBRE 2008
PAR L'IMPRIMERIE FLOCH
À MAYENNE
POUR LE COMPTE DES ÉDITIONS
ACTES SUD
LE MÉJAN
PLACE NINA-BERBEROVA
13200 ARLES

DÉPÔT LÉGAL
1^{re} ÉDITION : SEPTEMBRE 2008
N° impr. : 71586
(Imprimé en France)

BLACKWATER
L'ASCENSION DE L'ARMÉE PRIVÉE
LA PLUS PUISSANTE DU MONDE

Comment une société privée américaine a-t-elle pu décrocher des marchés publics dans le secteur de la défense et de la sécurité intérieure pour se rendre, peu à peu, indispensable ? Où la firme a-t-elle recruté ses centaines de milliers de "réservistes" ? Quel est son rôle en Irak et dans les transferts "spéciaux" de prisonniers ? Comment a-t-elle réussi à s'enrichir lors de l'ouragan Katrina ? Pourquoi a-t-elle bénéficié de la menace iranienne ? Quels sont ses projets pour l'ère post-Bush ?

A travers une enquête passionnante, Jeremy Scabill révèle la privatisation partielle d'un service public. Un peu partout dans le monde sont engagés des mercenaires d'un type nouveau, agissant parfois hors la loi. Les pires crimes de guerre commis par des hommes de Blackwater en Irak n'ont, à ce jour, pas été jugés.

Les enjeux internationaux du nouveau business de la guerre et de la sécurité deviennent ainsi tangibles. Désormais, chaque conflit armé ou chaque catastrophe naturelle dans le monde sont source de profit pour des sociétés privées.

Journaliste d'investigation, Jeremy Scabill s'intéresse particulièrement aux dérives de la politique américaine. Correspondant pour des radios américaines et pour l'émission Democracy Now !, il écrit également pour le magazine The Nation. En 1998, son reportage sur l'implication de la compagnie pétrolière Chevron dans l'assassinat de deux activistes écologistes nigériens a remporté le prix George Poll, prix qu'il a reçu de nouveau pour Blackwater en 2007.

Bestseller aux USA et traduit dans une dizaine de langues, Blackwater fait l'objet d'un projet d'adaptation cinématographique.

La version française se réfère à l'édition actualisée de l'enquête, parue aux Etats-Unis en juin 2008.

Traduit de l'anglais (USA) par Chloé Baker et Adèle David

ACTES SUD

DÉP. LÉG. : OCTOBRE 2008
24,80 € TTC France
www.actes-sud.fr

ISBN 978-2-7427-7857-7

